

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

VOL. XX.

JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUEBEC,
DEPUIS LE 8 AVRIL JUSQU'AU 21 JUIN 1886,

CES DEUX JOURS INCLUS.

DANS LES QUARANTE-NEUVIÈME ET CINQUANTIÈME ANNÉES DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA CINQUIÈME SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1886.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

—
1886.

VOL. XX.



PROCLAMATIONS.

CANADA, }
Province de Québec. }

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le sixième jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le sixième jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le huitième jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec ;
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada. A Notre

Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne la quarante-huitième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec.* }

L. R. MASSON

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Québec*, LUNDI, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelle fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT QUATRIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de Québec, }

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre cité de Québec, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre Règne, la quarante-neuvième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de Québec, }

L. R. MASSON,

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre

dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en' Notre Cité de *Québec*, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-cinq, et à chacun de vous—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant, et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* ; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*, Membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et, de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,

L. H. Huot,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de *Québec*, }

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six, et à chacun de vous—

SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés

sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé, l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*, Membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-UNIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six; et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, LUNDI, le QUINZIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS

RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*, Membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-NEUVIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA, }
Province de *Québec*.

L. R. MASSON.

[L. S.]

VICTORIA, par la grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour du mois de MARS courant—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au QUINZIÈME jours de MARS courant. NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre dite Cité de *Québec*, le dit QUINZIÈME jours de MARS courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Québec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*. A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DOUZIÈME jours de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la quarante-neuvième.

Par ordre,
L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1886.

Jeudi, 8 Avril 1886.

Le Parlement étant, ce jour, convoqué par proclamation, (ci annexée) pour la dépêche des affaires et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme duissier à la Verge Noire :—

Monsieur l'Orateur :

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur requiert la présence immédiate de cette Honorable Chambre dans la Salle des Séances du Conseil Législatif :

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la Salle du Conseil :—

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, et il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de *Joliette*, *Lotbinière* et *Drummond* et *Arthabaska*, et qu'il a dressé ses divers mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux respectivement :

CANADA,
Province de Québec,

A l'Honorable Orateur

de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Nous, soussignés, par le présent vous donnons avis qu'il y a une vacance dans la représentation de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District Electoral de *Joliette*, l'Honorable *Vincent Paul Lavallée* ayant été, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, appelé au Conseil Législatif de la dite Province de Québec.

Fait à Québec, sous nos seings et sceaux, ce quatrième jour de Septembre mil huit cent quatre-vingt-cinq.

[L. S.] W. W. LYNCH,
Député pour le district Electoral de *Brome*.

[L. S.] J. BLANCHET,
Député pour le district Electoral de *Beauce*.

LECLERVILLE, P. Q., 25 Nov. 1885.

A l'Honorable J. S. C. Wurtele,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne, par le présent, mon siège à l'Assemblée Législative, pour le District Electoral du Comté de Lotbinière.

Jé demeure
Votre obéissant serviteur,
[L. S.] H. G. JOLY.

Témoins } GEOFFREY P. TWINING,
E. G. JOLY,

A l'Honorable J. S. C. Wurtele,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

MONSIEUR,

Je déclare par le présent que je résigne mon siège à l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

[L. S.] W. J. WATTS.

Drummondville, 17 décembre 1885.

Signé en présence de

WM. MITCHELL,
Marchand d'écorce,
du Village de Drummondville,

J. G. OUELLETTE,
Culler, Village de Drummondville.

Je, soussigné Notaire Public, certifie que les signatures précédentes ont été apposées en ma présence, au Village de Drummondville, les jour et an susdits.

J. E. GIROUARD, N. P.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, le Greffier de la Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants, savoir :

CANADA, }
Province de Québec, }

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Par le présent, je certifie que le quatrième jour de Septembre dernier, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, émettre un Bref pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, en remplacement de l'Honorable Vincent Paul Lavallée, pour représenter le District Electoral de Joliette.

En vertu du dit Bref d'élection, Joseph-Norbert-Alfred McConville, écuyer, a été déclaré député élu à la dite Assemblée Législative, pour représenter le dit district Electoral de Joliette, tel qu'il appert par le rapport de l'officier-rapporteur, préposé à la dite élection, qui est présentement déposé dans les archives de mon Bureau.

Fait à Québec, ce vingtième jour de Novembre, mil huit cent quatre-vingt-cinq

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, écr.,
Greffier A. L.
Québec.

CANADA, }
Province de Québec, }

Par le présent, je certifie qu'un Bref a été émis, le huitième jour de Janvier dernier par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la dite Province, pour représenter le district Electoral de Lotbinière, en remplacement de l'Honorable Henri Gustave Joly, qui a résigné son siège dans la dite Assemblée Législative.

Je certifie, en outre, que Edouard Hyppolite Laliberté, Ecuyer, a été déclaré élu député à la dite Assemblée, pour le district Electoral de Lotbinière, à la suite de l'élection faite en vertu du susdit bref, ainsi qu'il appert par le rapport de l'élection.

Fait à Québec, ce cinquième jour d'Avril 1886.

L. H. HUOT.

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,
Greffier A. L.

CANADA, }
Province de Québec, }

Par le présent, je certifie que le sixième jour de Mars dernier, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, a émis un bref pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la Province, pour représenter le district Electoral de Drummond et Arthabaska, en remplacement de William J. Watts, écuyer, qui a résigné son siège.

Je certifie, en outre, que *Joseph E. Girouard*, Ecuyer, a été déclaré élu député à la dite Assemblée Législative, pour le district Electoral de *Drummond et Arthabaska*, en remplacement du dit *William J. Watts*, Ecuyer, ainsi qu'il appert par le certificat de l'Officier-rapporteur, préposé à l'exécution du dit Bref d'élection et par le rapport qu'il m'a fait de la dite élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce cinquième jour d'Avril 1886.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

L. Delorme, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative.
Québec.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu des juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'acte des Elections contestées, 1875, copies des rapports et des jugements concernant les élections pour le District électoral de *Mégantic*, et pour le District électoral de *Verchères*.

Lesquels sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les journaux de la Chambre comme suit :

CANADA, }
Province de *Québec*, }

COUR SUPÉRIEURE
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un membre à l'Assemblée Législative de Québec pour le District électoral de *Mégantic*.

Québec, le trentième jour de Janvier mil huit cent quatre-vingt-six.

No. 1.

Présents :

L'Honorable Juge N. CASALT,
" " M. A. PLAMONDON,
" " F. W. ANDREWS.

Augustin Sigebert Trudel, peintre et orfèvre, *Pierre Paris*, cultivateur, *Charles Gualbert Genest*, boucher, tous trois domiciliés dans le village de *Plessisville*, Comté de *Mégantic*, dans le District d'*Arthabaska*,

Pétitionnaires :

vs.

John Whyte, Ecuier, marchand, du Canton de *Leeds*, dans le District électoral de *Québec*,

Intimé :

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs Procureurs respectifs sur le mérite de la Pétition d'Election produite en cette cause, examiné la procédure et la preuve faites en icelle, et sur le tout délibéré :

Considérant que les Pétitionnaires n'ont pas fait preuve des faits allégués en leur dite Pétition, et n'ont établi aucune des manœuvres frauduleuses qu'ils ont allégué, en leur dite Pétition d'élection, avoir été commises par l'intimé ou ses agents :

Maintient la défense, rejette la dite Pétition d'élection, déclare que l'intimé a été dûment élu et déclaré élu comme membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District électoral de Mégantic à l'élection qui a eu lieu le vingt-deux et le vingt-neuf Octobre mil huit cent quatre-vingt-quatre, et condamne les Pétitionnaires à payer au dit intimé tous les frais encourus par ce dernier en cette cause, distraits en faveur de Messieurs Laurier et Lavergne ses procureurs.

(Signé)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,
P. C. S.

Québec, 6 février 1886.

A l'Honorable J. S. Campbell Wurtelle, Ecuyer, C. R.,
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la Province de Québec.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur conformément aux dispositions de l'Acte 38 Vict Chap. 8, Sec. 91, de vous transmettre le jugement rendu, le trentième jour de janvier dernier, par la Cour Supérieure, siégeant en révision, sur la pétition d'Election pour *Mégantic*, dans laquelle A. S. Trudel *et al* sont pétitionnaires et John Whyte, intimé.

Nous avons l'honneur d'être,
Vos obéissants serviteurs,
FISSET, BURROUGH et CAMPBELL,
P. C. S.

Montréal, 31 Mars 1886.

L'honorable J. S. C. Wurtelle,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur l'Orateur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre le jugement de la Cour dans la cause de la Pétition d'élection de *Joseph Dansereau* contre *Abraham Bernard*, Ecuier, qui a été, après décompte fait par M. le juge *Jetté*, déclaré élu pour représenter le District électoral de Verchères à Voire Assemblée, à l'élection qui a eu lieu en Novembre et Décembre 1881, et dont la votation a eu lieu le 2 Décembre 1881, et de vous informer que nous avons à vous rapporter que ce que le jugement mentionne.

Nous avons l'honneur d'être,
M. l'Orateur,
Vos très humbles et dévoués serviteurs,

(Signé)

"
"

F. G. JOHNSON,
F. W. TORRANCE,
ERNEST CIMON,
J. C. S.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Montréal, }

COUR SUPÉRIEURE.

EN RÉVISION.

*L'Acte des Elections contestées de Québec 1875.**In re,*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la Province de Québec, pour le District électoral de *Verchères*, dans le District judiciaire de *Montréal*, tenue le vingt-cinq de Novembre et le deux Décembre mil huit cent quatre-vingt-un, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le trente et unième jour de Mars mil huit cent quatre-vingt-six.

Présents :

L'honorable Juge JOHNSON,
" " TORRANCE,
" " CIMON.

Joseph Dansereau, bourgeois de la paroisse de *Verchères*, dits Districts,

Pétitionnaire.

vs.

Abraham Bernard, cultivateur, de la paroisse de *Belœil*, dits Districts et membre de la dite Assemblée Législative de la Province de Québec,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties, par leurs avocats, tant sur le mérite de la Pétition d'élection en cette cause, que sur la défense du défendeur et les allégations récriminatoires de ce dernier contre l'autre candidat *Joseph Régnier Brillon*, examiné le dossier et délibéré ;

Considérant que le Pétitionnaire a prouvé que le sous-officier-rapporteur, *L. A. Bousquet* a, au poll du Village de *Varennnes*, inscrit sur le dos de soixante-seize bulletins, avant de les donner aux électeurs les réclamant pour voter, le numéro que chacun de ces électeurs portait dans le livre de votation et qu'il n'y a pas inscrit ses initiales ; que le dépouillement du scrutin a constaté, que, sur ces soixante-seize bulletins, un a été jeté en blanc dans la boîte du scrutin, treize étaient en faveur du défendeur, et soixante-deux en faveur du dit *Joseph Régnier Brillon*, que le dit sous-officier-rapporteur a considéré ces bulletins comme valides, et a, dans son relevé, mentionné qu'à ce poll il y avait treize suffrages en faveur du défendeur et soixante-deux en faveur du dit *Brillon*, et l'officier-rapporteur par l'addition qu'il a faite des suffrages donnés à tous les polls en faveur de chacun des candidats, a trouvé, comme elle l'était de fait, que la majorité était en faveur du dit *Brillon* et l'a proclamé élu ; qu'un décompte a été demandé et qu'il a eu lieu devant M. le Juge *Jetté* qui a rejeté comme illégaux les bulletins du dit poll du Village de *Varennnes* portant les numéros comme susdit, ce qui a fait que le défendeur s'est trouvé avec une majorité de onze, qu'il n'aurait pas eu sans l'irrégularité du dit sous officier-rapporteur, et le défendeur a été proclamé définitivement élu et rapporté au Greffier de la Couronne en Chancellerie comme tel ;

Considérant que cette irrégularité du dit sous-officier-rapporteur (laquelle est la seule objection qui existe contre ces bulletins), rend l'élection du défendeur nulle, vu qu'elle a changé le résultat de l'élection et est contraire aux dispositions de la loi concernant le scrutin secret ;

Considérant que le pétitionnaire ne demande pas le siège pour le dit *Brillon* ;

Considérant que le défendeur n'ayant pas fait la procédure du *scrutiny*, n'a pas maintenant le droit de faire retrancher et mettre de côté aucun des votes donnés en faveur de *Brillon* ;

Considérant que *M. Mercier, C. R.*, le savant avocat du défendeur, et *M. Lacoste, C. R.*, le savant avocat du pétitionnaire, ont, chacun d'eux, à l'audition au mérite, déclaré, au nom de leur client respectif, qu'il n'avait été établi aucune manœuvre frauduleuse dans laquelle l'un ou l'autre des candidats fût concerné personnellement ;

Déclare et adjuge ;

1. Que *Abraham Bernard*, Ecuier, cultivateur de *Belœil*, le défendeur, rapporté par l'officier-rapporteur, *Aimé Geoffrion*, comme élu pour représenter le District électoral de *Verchères* à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, à l'élection qui a eu lieu en Novembre et en Décembre mil huit cent quatre-vingt-un, et dont la votation a eu lieu le deux Décembre mil huit cent quatre-vingt-un, n'a pas été dûment élu ;

2. Que la dite élection est nulle, et la Cour en conséquence l'annule ;

3. Que les allégations et les conclusions de la pétition tendant à obtenir la déqualification du défendeur doivent être déboutées et la Cour les déboute ;

4. Que le défendeur, *Abraham Bernard*, paiera et la Cour le condamne à payer au pétitionnaire les frais de la pétition, moins les frais d'enquête et d'impression de la preuve ;

5. Que les défenses du défendeur tendant à obtenir le renvoi de la pétition en tant qu'elle ne demande que la nullité de l'élection et ses allégations récriminatoires contre le dit *J. R. Brillon* doivent être déboutées et la Cour les déboute sans frais.

Vraie copie,

(Signé)

L. N. COLLARD,

Député, P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, qu'en vertu de l'acte 38 Victoria, chap. 8, section 118, il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le District électoral de *Verchères*.

Joseph Norbert Alfred McConville, Ecuier, membre pour le District électoral de *Joliette*, *Edouard Hyppolite Laliberté*, Ecuier, membre pour le District électoral de *Lotbinière* et *Joseph E. Girouard*, Ecuier, membre pour le District électoral de *Drummond* et *Arthabaska*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant la question du serment d'office.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative :

C'est avec une vive satisfaction que je vous vois réunis au siège du Gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature, et je m'estime heureux de pouvoir compter, dans l'accomplissement de mes devoirs, comme représentant de Notre Auguste Souveraine, sur le concours d'hommes dévoués aux intérêts publics et soucieux de voir se développer les ressources de la Province.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, le fléau de la variole a sévi cruellement dans notre Province, et particulièrement dans la ville de *Montréal*, où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles et lui considérablement au commerce. Mon Gouvernement a pris les moyens que lui fournissait la loi pour en empêcher la propagation, et, grâce à cette action opportune et au zèle intelligent des Membres et Officiers des Bureaux de Santé, l'épidémie a pu être circonscrite, puis finalement contrôlée. Toutefois l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et un projet de loi vous sera soumis à cet effet.

Vous avez sans doute appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des Provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences. La loi passée par le Parlement du *Canada* sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire. Cette décision met fin à un conflit regrettable et assure à la Province un contrôle absolu sur une de ses principales source de revenu. Il est à espérer qu'en s'appliquant à rester dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront tout conflit de juridiction à l'avenir.

L'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que vous avez voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, cette année encore, il vous sera demandé de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

Les efforts de mon Gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au Gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la Province.

Les travaux de la Commission Royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental touchent à leur fin, et un rapport de cette Commission devra être présenté dans le cours de cette session.

La vente des chemins de fer du Gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette Province, c'est l'intention de mon Gouvernement d'abolir ce département et d'opérer, en conséquence, un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général vous seront soumis, et il vous sera demandé de voter de nouveaux subsides pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public. Je verrai à ce que ces sommes d'argent soient dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Je suis heureux de vous annoncer que mon Gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la Province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

! Vous aurez à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et de ceux de la ci-devant province du Canada, qui sont en force en notre Province, et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que je me crois justifiable de vous engager à en faire une de vos principales occupations.

Mon Gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Les personnes compétentes qui visiteront cette exposition sauront, je n'en doute pas, apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, en même temps que, par notre exposition scolaire, elles pourront juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

Un comité a été formé, dans le cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la Province. Mon Gouvernement sera heureux de favoriser la reprise des études faites par ce comité et la continuation des travaux qu'il a commencés.

J'ouvre maintenant, au nom de Sa Majesté la Reine, cette cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec. Je prie Dieu qu'Il bénisse vos travaux et qu'Il vous conserve dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qui vous distinguent et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*, Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

Résolu, Que des Comités Permanents de cette Chambre pour la présente session soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, corporations minières et manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes et législation. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette Province ; lesquels dits comités, seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 9 Août 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre, les états des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Union St-Joseph de *Notre-Dame de Beauport*, pour l'année 1884 ; de *The Knowlton Distributing Home* ; de l'Hospice de la Providence ; de l'Assomption, de la Salle d'asile de St-Vincent de Paul, de l'Asile de la Providence, de l'Asile de St-Joseph du Bon Pasteur, *rue Fullum* ; et de l'Hôpital de la Maternité aux soins des Sœurs de la Miséricorde, tous de la Cité de *Montréal*, et tous pour l'année 1885 ; de la Corporation de l'Asile des Dames des Orphelins Protestants, *Montréal* pour les années 1884-1885 ; de l'Hôpital Général de *Pembroke*, du Club de la Garpison de *Québec*, pour l'année 1885 ; de l'Hospice de la Miséricorde, pour l'année 1884 ; de l'Asile Finlay, de l'Asile des Orphelines, et de l'Hospice de la Miséricorde, tous de la cité de *Québec*, pour l'année 1885 ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de *Rimouski* ; de l'Union St-Joseph de *St-Roch*, de l'Hôpital de *St-François du Lac*, de l'Asile de la Providence de Saint-Vincent de Paul, *Ile Jésus*, Comté de *Laval* ; et de l'Hospice St-Joseph de *Ste-Anne de Lapocatière* ; tous pour l'année 1885. (Documents de la Session, No. 7).

Et aussi, Etat Général des Baptêmes, Mariages et Sépultures, pour le District de *Montréal*, pour l'année 1884. (Documents de la Session, No. 8).

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du bibliothécaire de la Législature, sur l'état de la Bibliothèque, lequel est comme suit :

A l'Honorable Assemblée Législative.

Le bibliothécaire de la Législature de *Québec*, a l'honneur de faire le rapport suivant sur l'état de la bibliothèque provinciale :

Depuis l'incendie du parlement en 1883, le seul achat de livres considérable qui ait été fait, l'a été par *M. Dansereau*.

Il faut toutefois, excepter l'achat de journaux des Chambres et des statuts, documents de première nécessité, que je me suis efforcé de trouver en quantité suffisante.

L'année dernière, j'ai cru devoir acheter, avec l'assentiment des Orateurs, et à un prix fort élevé, 24 années du *Morning Chronicle* (1860-1884). Cette année, nous avons acquis la collection complète du *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Les journaux renferment l'histoire du pays, et il est de la plus haute importance de refaire les magnifiques collections que nous avons perdues.

Nous avons pris possession de la nouvelle bibliothèque, et j'ai le regret de constater de nouveau et trop tard, cette fois, qu'elle est tout à fait insuffisante. Je le savais, du reste, et je n'ai pas manqué d'appeler l'attention des Chambres sur les défauts du plan, dans mes rapports précédents.

Aucun ouvrage dont le format dépasse dix huit pouces, ne peut trouver place sur les rayons, et nos journaux politiques sont entassés, ça et là, à terre.

Il y a huit pans de mur qui sont nus, parce que leurs tablettes, s'ils en avaient, gêneraient la symétrie en cachant, d'un côté, le bord des fenêtres. Il vaudrait mieux, je crois, sacrifier l'harmonie et trouver l'espace pour les livres. C'est un quart de l'espace de perdu : de la place pour 5000 volumes.

Le nombre des ouvrages de toute sorte que contient aujourd'hui votre bibliothèque, est de 16,377.

De ce nombre 423 ne peuvent être mis sur les rayons, à cause de leur format qui est trop grand.

Il y a place encore pour environ 1200 volumes.

La bibliothèque nouvelle ne peut donc contenir plus de dix-sept à dix-huit mille volumes. L'ancienne en contenait près de trente mille.

Les journaux, statuts et documents *parlementaires* de Québec sont au nombre de trois milles sept cents.

Les livres fournis par M. Dansereau se chiffrent par quatre mille sept cents, dont 1400 volumes de rapports et *livres bleus* anglais. Une assez grande partie de ces livres ne sont pas reliés.

Un grand nombre d'ouvrages sauvés du feu, il y a trois ans, ont disparu depuis. La surveillance de la salle où ils sont demeurés pendant une année, était impossible vu que tout le monde y avait accès, depuis le matin jusqu'au soir.

La surveillance sera des plus difficiles encore dans la bibliothèque actuelle, qui n'est qu'un passage somptueux sur lequel s'ouvre une suite de petites pièces.

Il y a, contigue à cette bibliothèque et unie à elle par une porte de communication, une salle assez large où les volumes d'un grand format pourraient être commodément placés; où l'on pourrait déposer les revues et les journaux en attendant qu'ils soient envoyés à la reliure; où les personnes qui veulent étudier seraient à l'aise, seules et loin du bruit.

Le Conseil Législatif ferait généreusement, sans doute, le sacrifice de cette pièce.

Le tout respectueusement soumis,

L. PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Robertson,—La Pétition de l'Honorable J. G. Robertson et autres, de la Cité de *Sherbrooke*.

Par M. Stephens,—La Pétition de John Samuel Knox, de *Rozel Ryde, Ile of Wight, Angleterre*,—la Pétition de "The Montreal Diocesan Theological College,"—et la Pétition de Joseph Hickson et Hugh Patton, de *Montréal*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition du Conseil de Ville de la ville de *St. Henri*.

Par M. Shehyn,—La Pétition de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*.

L'Ordre du jour pour prendre en considération le Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, étant élu;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. McConville, propose, secondé par M. Saint-Hilaire, qu'il soit résolu :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec, et de la vive satisfaction qu'il manifeste de nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature;—assurant Son Honneur, qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la Province, et pour l'assurer de plus :

2. Que nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement ait pris les moyens qui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre Province,

et particulièrement dans la cité de *Montréal* où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et nuí considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu étre circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec son Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

3. Que nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des Provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le Parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la Province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Avec Son Honneur nous espérons, qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront tout conflit de juridiction à l'avenir.

4. Que nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, qu'il nous sera demandé, cette année, de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

5. Que nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

6. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter, sans augmenter les responsabilités ou obligations de la Province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

7. Que nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

8. Que nous avons appris avec satisfaction, que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées, ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette Province, le gouvernement a l'intention d'abolir ce département et d'opérer, en conséquence, un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

9. Qu'il nous fait plaisir d'apprendre qu'un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général nous seront soumis, et que les sommes qu'il nous sera demandé de voter pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public, seront dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

10. Que nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la Province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposé pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité général du *Canada* en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit étre considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

11. Que nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la

Province de Québec et de ceux de la ci-devant Province du Canada qui sont en force en notre Province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer Son Honneur que nous en ferons une de nos principales occupations.

12. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Nous ne doutons pas, avec Son Honneur, que les personnes qui visiteront cette exposition, sauront apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront, en même temps, par notre exposition scolaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

13. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise des études faites par le comité formé, dans le cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la Province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

14. Que nous remercions Son Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du 5ème parlement de la Législature de Québec, ouverte au nom de Sa Majesté la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer, et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale Province.

M. St-Hilaire s'étant levé pour adresser la parole, et objection étant faite par M. Gagnon, que l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay ne peut parler avant que M. l'Orateur ait proposé la motion à la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Toutes les motions doivent être appuyées avant d'être proposées par l'Orateur
"Quand elles ont été ainsi appuyées, mais pas avant, elles sont soumises par
"l'Orateur en français et en anglais. (Ordres permanents, règle 33). Que tout
"motion doive être appuyée, cela est exigé pour empêcher que le temps de la
"Chambre ne soit occupé par une question qui n'a pas d'autre partisan que celui
"qui la propose. (Cushing, numéro 1224). Lorsqu'une motion est appuyée, l'Orateur
"la propose de suite comme la question sur laquelle la Chambre est appelée à
"délibérer. (May, page 296 ; Palgrave, page 47). Le point à élucider, c'est de
"savoir comment une motion doit être appuyée. Cela peut se faire par signe ou
"verbalement. Quand l'Orateur demande qui appuie une motion ou quand celui
"qui la propose dit en terminant ses observations par qui la motion est appuyée,
"le député qui l'appuie peut le faire en levant son chapeau ou en faisant un autre
"signe ; mais s'il le désire, il a le droit d'adresser la parole à la Chambre. Ses
"observations, cependant, doivent se limiter à la matière qui fait le sujet de la
"motion qu'il s'est levé pour appuyer. (Bourke, page 225). Lorsqu'un député
"appuie une motion sans adresser la parole à la Chambre, en levant son chapeau
"ou en faisant un autre signe quelconque, il a droit de parler sur la question à
"une phase ultérieure. (Blackmore's decisions, page 119). J'écarte donc l'objection
"et invite l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay à continuer son discours."
Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix ;

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 10 Avril 1886.

Et le premier paragraphe et les suivants jusqu'au quatorzième inclusivement, étant lus de nouveau, et la question étant mise aux voix séparément sur chacun d'eux : la chambre se divise et la motion est résolue affirmativement.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un Comité Spécial composé de l'Honorable M. Taillon, l'Honorable M. Lynch, l'Honorable M. Blanchet, M. McConville, M. Sawyer, M. Asselin et M. Saint-Hilaire, pour préparer et rapporter le projet

d'une Adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite Résolution.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité Spécial nommé pour préparer le projet d'une Adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le Comité a préparé cette Adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'Honorable *Louis-François-Rodrigue Masson*,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la Province de Québec, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de la Province de Québec, et de la vive satisfaction que vous manifestez de nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette Législature ; assurant Votre Honneur, qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la Province.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement a pris les moyens qui lui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre Province, et particulièrement dans la cité de Montréal, où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et nuí considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu être circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec Votre Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

Nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des Provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le Parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la Province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Avec Votre Honneur, nous espérons qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront à l'avenir tout conflit de juridiction.

Nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichement et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et qu'il nous sera demandé, cette année, de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

Nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter sans augmenter les responsabilités ou obligations de la Province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

Nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

Nous avons appris avec satisfaction que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration des voies ferrées, ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette Province, le gouvernement a l'intention d'abolir ces département et d'opérer, en conséquence, un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

Il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général nous seront soumis, et que les sommes qu'il nous sera demandé de voter pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public, seront dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

Nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la Province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du *Canada* en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

Nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la Province de *Québec* et de ceux de la Province du *Canada* qui sont en force en notre Province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer Votre Honneur que nous en ferons une de nos principales occupations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en *Angleterre* une certaine quantité d'objets qui devront figurer à l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à *Londres*. Nous ne doutons pas, avec Votre Honneur, que les personnes qui visiteront cette exposition, sauront apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront, en même temps, par notre exposition scolaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise des études faites par le comité formé, dans le cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la Province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

Nous remercions Votre Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du cinquième parlement de la Législature de *Québec*, ouverte au nom de Sa Majesté, la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer et qui sont les traits caractéristique du peuple de cette loyale Province.

Il est alors ordonné que la dite adresse soit grossoyée et présentée à Son Honneur par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La dite Adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,
Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsidés à accorder à sa Majesté.

Résolu, Qu'il soit nommé un Comité Spécial de onze Membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général Taillon, l'Honorable Commissaire Lynch, l'Honorable Commissaire Flynn, l'Honorable M. Mercier, l'Honorable M. Marchand, M. Nantel, M. Gagnon, M. Sawyer, M. Martel, M. Stephens et M. Duhamel composent le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 12 Avril 1886.

Les Pétition suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Robertson,—la Pétition du R. H. Heneker et autres, manufacturiers et chefs d'ateliers, etc., de la cité de Sherbrooke.

Par M. Bergevin,—La Pétition de Etienne Léger et autres, de Valleyfield.

Par M. Saint-Hilaire,—La Pétition de Onésime Boulianne et autres, de Tadoussac,—la Pétition de Pierre Paradis et autres, de Bagotville, Comté de Chicoutimi,—et la Pétition de Ovide Bossé, Régistrateur de la 1ère division d'enregistrement du Comté de Chicoutimi et de Callixte Hébert, Régistrateur de la seconde division d'enregistrement.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de la Municipalité du Village de St-Gabriel, Comté d'Hochelaga.

Par M. Boyer,—La Pétition de John Napier Fulton, de la Cité de Montréal.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues

De l'Honorable J. G. Robertson et autres, de la Cité de Sherbrooke ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de "*The Sherbrooke Young Men's Christian Association*."

De John S. Knox, de Rozel, Isle Wight, Angleterre ; demandant un Acte pour amender l'Acte 43-44 Victoria, chap. 81, de manière à ce qu'il puisse continuer à exercer les pouvoirs d'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox, de Rushbrook, Irlande.

De The Montreal Diocesan Theological College ; demandant un amendement à sa charte, afin de l'autoriser à conférer des degrés en théologie.

De Joseph Hickson, et Hugh Paton, de Montréal ; demandant un Acte définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow et pour d'autres fins y ayant rapport.

Du Conseil de Ville de la Ville de St-Henri ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation (42-43 Victoria, chap. 58).

De l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, à Québec ; demandant des amendements à l'Acte 37 Victoria, chap. 38, de manière à avoir de plus amples pouvoirs.

L'Honorable Procureur Général Taillon, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé une liste des Membres pour le Comité suivant :

ORDRES PERMANENTS : Messieurs Bernatchez, Boyer, Casavant, Duckett, Girouard, Martel, Richard, Sawyer et Spencer.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

L'Honorable M. Robertson met devant la Chambre,—Un état des Rapports en Conseil et Mandats Spéciaux, en vertu de l'Acte 31 Victoria, chapitre 9, clauses 47, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

ETAT des rapports de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de l'acte 31, Vict., chap 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la Province, tel que requis :

SERVICE	No.	RAPPORT DU CONSEIL		Montant du Mandat spécial	Montant dépensé	Balance non dépensée
		Dates	Montant			
Aide aux pêcheurs en déresse de la côte du Labrador	397	1884	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Garde spéciale des édifices de l'Assemblée Législative et des Départements.....	437	Oct. 14	3200 00	3200 00	3040 56	159 44
Pont de Scott	220	Nov. 24	4150 00	4150 00	3255 00	894 99
		1885 Juin 22	350 00	350 00	350 00	
			\$7700 00	7700 00	6645 57	1054 43

GASPARD DROLET,

Auditeur de la Province.

Québec, 30 juin 1885.

Résolu, Que l'Honorable M. Taillon, l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier, M. Brousseau, M. Gauthier, M. Poupore et M. Whyte soient nommés pour agir de la part de cette Chambre comme membres du Comité conjoint des deux Chambres au sujet des Impressions de la Législature.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général Taillon porte le dit Message au Conseil Législatif.

Résolu, Que l'Honorable M. Marchand, l'Honorable M. Mercier, M. Asselin, M. Désaulniers, M. Faucher de Saint-Maurice, M. Nantel et M. Lemieux soient nommés pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme Membres du Comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un Message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur Général Taillon porte le dit Message au Conseil Législatif.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte électoral de Québec, de manière à étendre le cens électoral.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 30 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1054 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un Bill, concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Lynch ait la permission de présenter un Bill pour amender les Actes concernant l'Association des Dentistes de la Province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'Acte 32 Victoria, chapitre 18, concernant les Ecoles de Réforme.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'Acte 32 Victoria, chapitre 17, concernant les Ecoles d'Industries.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Article 2137 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Thornton* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Thornton* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant les Officiers en loi de la Couronne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant le pouvoir législatif.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant le pouvoir exécutif.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre, pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant la division territoriale de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant les Statuts de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill concernant le Département du Trésor.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill concernant le Département du Secrétaire de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement, dans le but de promouvoir les intérêts de la colonisation et de permettre à certains colons de mieux exploiter certaines terres situées dans le premier rang Nord Est du canton d'*Armagh*, Comté de *Bellechasse*, de construire un pont sur la rivière du Sud ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Une requête a été présentée au Gouvernement à ce sujet. Elle recevra sans délai la plus sérieuse considération du Gouvernement.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Sur le Rapport de quel ministre a été passé l'Ordre en Conseil mettant en force le chapitre 38 des Statuts refondus du *Canada*, intitulé : “ Acte concernant la conservation de la santé publique ” ?

2. Sur le Rapport de quel ministre ont été approuvés les règlements du bureau de santé ?

3. Sur le Rapport de quel ministre H. *Beaugrand*, Ecr., maire de *Montréal*, a été nommé membre de ce bureau ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—1. Sur le Rapport de l'Honorable Secrétaire de la Province (M. *Blanchet*), et conformément à la demande faite par M. *Beaugrand*, en sa qualité de maire et M. *Gray*, échevin.

2. Sur Rapports soumis à diverses dates par l'Honorable Secrétaire de la Province, excepté un Rapport du 14 Septembre 1885 qui a été soumis par l'Honorable Trésorier (M. *Robertson*).

3. M. *Beaugrand* a été nommé membre du bureau central de santé sur un Rapport soumis par l'Honorable Secrétaire de la Province. M. *Beaugrand*, en recommandant la mise en force du chapitre 38 des Statuts refondus du *Canada*, par sa lettre du 2 Septembre 1885, avait lui-même suggéré son propre nom pour être membre de ce bureau de santé.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le mandat de l'Orateur pour une nouvelle élection dans le district électoral de *Verchères*, est-il émané ?

2. Si oui, le Gouvernement se propose-t-il de fixer sans retard les jours de la nomination et de la votation ?

3. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, quels motifs l'engagent à ne pas agir de suite ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Le Gouvernement a fixé le 28 Avril courant pour la nomination. Quant à la votation, c'est la loi qui en règle la date.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Les \$100,000 additionnelles votées à la dernière session pour la colonisation ont-elles été distribuées et payées en entier avant le 30 Juin 1885 ?

2. Si non, quels montants étaient pavés à cette date, et quels montants l'ont été depuis ?

3. Ces montants ont-ils été obtenus par des emprunts ; et si oui, à quelles conditions et de quelles institutions ces emprunts ont-ils été obtenus ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—1. La loi ne permettant pas de dépenser avant le trente Juin 1885, les sommes votées pour l'exercice financier 1885-86, aucune partie des \$100,000 votées à la dernière Session pour la colonisation n'a été distribuée ni payée avant le trente Juin 1885.

2. Les diverses sommes payées jusqu'à ce jour à même l'appropriation des chemins de colonisation, depuis le 30 Juin dernier, forment un montant de \$114,411.72.

3. Le montant le \$100,000.00 doit être porté au compte du capital (*capita account*) de la Province, ainsi qu'il a été expliqué lors du vote de cet item : aucun emprunt n'a encore été fait pour couvrir cette dépense.

Par l'Honorable M. Mercier.—La dette de la Province a-t-elle été augmentée ou diminuée depuis le 1er Janvier 1885, et de combien ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson.—Elle a été augmentée de \$51.67.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. Pourquoi les travaux de construction du Palais de Justice à Québec sont-ils restés suspendus si longtemps ?

2. Quelles sommes d'argent ont été collectées à même la taxe imposée sur le district de Québec pour la reconstruction de ce Palais ; et de quelles municipalités ces diversés sommes ont-elles été ainsi collectées ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—1. Les travaux du Palais de Justice de Québec ont été suspendus par suite de divers changements faits dans cette construction à la demande générale du Barreau de Québec.

2. Etat des montants payés à compte de taxes pour l'année commençant au 1er Juillet, 1885 et finissant au 30 Juin 1886, perçues sur le district de Québec pour paiement d'intérêt et du fonds d'amortissement ou obligations émises sous l'autorité des Actes 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16, pour le coût de la construction du Palais de Justice de Québec :

Comté de Lévis	\$709 80
“ de Portneuf.....	745 87
“ de Montmorency No. 1.....	150 00
“ de do No. 2	161 17

Par l'Honorable M. Mercier.—Quelles sont les raisons qui ont forcé le gouvernement à tant retarder la convocation des Chambres en face de la résolution, adoptée le 5 juin 1884, sur proposition de l'Honorable Procureur Général actuel, décrétant “ qu'il était désirable qu'à l'avenir la Législature de cette Province fût convoquée aussitôt que possible après la fête des Rois.”

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Le gouvernement a cru devoir attendre que les travaux de construction fussent assez avancés pour permettre aux chambres de s'installer définitivement.

Par l'honorable M. Mercier.—1, Quels sont les contrats d'impression qui ont été renouvelés depuis le 1er Janvier 1886 ; quelle est la nature des contrats ainsi renouvelés, pour quelle espace de temps et en faveur de qui le renouvellement a-t-il été fait ?

2. Quand les contrats ainsi renouvelés expirent-ils ?

3. Le gouvernement se propose-t-il de remplacer maintenant ceux de ces contrats qui ne sont que temporaires et de soumettre à la Chambre, durant la session, les contrats définitifs ?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*.—Les contrats d'impressions n'ont pas encore été renouvelés; les impressions se font depuis l'expiration des contrats par les mêmes personnes et aux mêmes conditions, jusqu'à nouvel ordre.

La troisième question est sous considération.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il par fait faire au palais de justice, à *Montréal*, les améliorations et agrandissement projetés et pour lesquels une somme de \$50,000 avait été votée pendant la dernière session?

2. Le gouvernement a-t-il arrêté quelque plan définitif à cet égard; et si oui, quel est ce plan?

3. Cette somme de \$50,000 a-t-elle été empruntée; et si oui, de qui; à quelles conditions; pour quel espace de temps et quel placement temporaire en a été fait?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Cette affaire est sous considération. Aucune somme n'a été dépensée pour cet objet.

Par l'honorable M. *Mercier*.—Quels sont les noms des employés du gouvernement de cette province qui sont actuellement membres de la Chambre des Communes du Canada?

2. Quelles charges ces messieurs occupent-ils?

3. Quelle est la date de la nomination de chacun d'eux.

4. Quels sont leurs émoluments.

5. Le gouvernement se propose-t-il de se passer à l'avenir des services de ceux de ces employés qui ont refusé, à la Chambre des Communes, de *regretter* que l'exécution de Louis Riel ait eu lieu?

Réponse de l'honorable M. *Blanchet*.

1 et 2. L. L. L. *Désaulniers*, écr., M. D., a été nommé inspecteur des asiles par ordre en conseil du 5 juillet 1884, avec un salaire de \$1600.00 par année. M. *Hurteau*, M. P., agit comme inspecteur des travaux de colonisation quand il en est requis avec un salaire de \$3.00 par jour.

3. Le gouvernement n'a pas l'habitude de destituer ses employés à cause de leurs opinions politiques, encore moins lorsqu'il s'agit de députés fédéraux qui sont responsables au peuple de leurs actes dans une autre chambre.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement a-t-il fait quelques démarches auprès de l'exécutif fédéral, pour empêcher l'exécution de Louis Riel, et pour appuyer les nombreuses résolutions des conseils municipaux et les nombreuses pétitions des citoyens de cette province, demandant la commutation de la sentence de mort, portée contre le chef des Métis?

2. Les ministres individuellement ont-ils fait telles démarches?

3. Si oui, quelle est la nature et l'époque de ces démarches, tant de la part du gouvernement que de la part des ministres individuellement?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*: Non.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de contribuer à la construction d'un édifice pour y tenir la court de circuit dans le comté de Kamouraska?

Et si oui, pour quel montant?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—La question est sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Le lieu où se tiendra la prochaine exposition provinciale a-t-il été choisi. Si, oui, quel est-il.

Réponse par l'honorable M. Taillon.—La ville de Sherbrooke a été choisie comme l'endroit où devra se tenir la prochaine exposition provinciale.

Par l'honorable M. Garneau.—Le gouvernement est-il en position d'informer cette Chambre, quand le Palais de Justice sera terminé et prêt pour occupation ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Le Palais de Justice sera terminé et prêt pour occupation dans un an.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre adressée par M. Faucher de Saint-Maurice, M. P. P., pour Bellechasse, à l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, demandant la prolongation du délai du paiement des arrérages d'intérêt dus sur les terres des colons, jusqu'au 1er janvier 1887 ; aussi copie de la réponse de l'Honorable Commissaire des Terres.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre copie des noms, avec indication de résidence dans le comté de Bellechasse, de ceux à qui des remises d'arrérages d'intérêt dus sur leurs terres ont été faites en tout ou en partie, depuis le 1er Janvier 1882, par l'honorable Ministre des Terres de la Couronne, Sur la demande de qui cette remise d'arrérages d'intérêt a-t-elle été faite.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé, et par chapitres, de toutes les recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1er Juillet 1885 à la date où l'état sera soumis.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de : 1. Tout ordre en conseil passé et de toute proclamation émanée, en 1885, mettant en force le chapitre 38 des Statuts Refondus du Canada, intitulé : " Acte concernant la conservation de la santé publique," et nommant un bureau central de santé ; tel ordre en conseil devant mentionner les noms des ministres présents.

2. Toute commission nommant les membres de ce bureau central.

3. Toute correspondance échangée à ce sujet, soit avec des particuliers, soit avec des corporations municipales ou autres institutions.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies des jugements rendus par les Cours Supérieures et d'Appel et le Conseil Privé en Angleterre, dans la cause du Procureur-Général de cette Province, réclamant le paiement, par privilège, des \$75,000 déposées à la banque d'Echange ; des factums et des notes des juges ; des instructions données aux avocats et de toutes correspondances à cet égard.

Sur motion de M. Boyer, secondé par M. Whyte,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toute correspondance échangée entre le Gouvernement provincial et les autorités religieuses relativement à la disposition des biens appartenant ci-devant à l'Ordre des Jésuites.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par l'Honorable M. *Beaubien*,
Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances et informations, qui ont eu lieu, depuis le 7 Janvier 1885, se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de Casernes des Jésuites, situé dans la cité de Québec.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre M. *Henry O'Sullivan*, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de Québec, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique Canadien, à Québec.

Sur motion de M. *Duhamel*, secondé par M. *Asselin*,

Ordonné, Qu'un Comité spécial composé des Honorables Messieurs *Beaubien*, *Blanchet*, *Lynch*, *Marchand* et *Mercier* et de Messieurs *Asselin*, *Boyer*, *Cameron*, *Deschênes*, *Desjardins*, *Duhamel*, *Faucher de Saint Maurice*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Marion*, *Nantel*, *Owens*, *Poupore*, *St. Hilaire* et *Stephens* soit nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit, en constatant et définissant ces droits; avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records et faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

L'Honorable Commissaire *Lynch* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1885. (Documents de la Session, No 4.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 18 Avril 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Dorais*,—la Pétition du Révérend J. *Gélinas* et autres, du Séminaire de *Nicolet*.

Par M. *Spencer*,—la Pétition du Conseil de Ville de la ville de *Farnham*.

Par M. *Picard*,—la Pétition de *François Brière* et autres, du canton de *Weedon*, comté de *Wolfe*; et la Pétition du Révérend A. D. *Jobin* et autres, de la paroisse de *Ste-Luce (Disraëli)*, dans les cantons *Garthby* et *Stratford*, comté de *Wolfe*.

Par M. *LeBlanc*,—la Pétition du Révérend J. *Gagnon* et autres, de la paroisse de *Ste-Barbe*.

Par l'Honorable M. *Taillon*,—la Pétition de *Louis Allard* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Stephens*,—la Pétition de *The Merchant's Manufacturing Company*, de *Montréal*.

Par M. *Martel*,—la Pétition du Conseil de Ville de la ville de *St-Henri*.

L'Honorable Secrétaire - Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—Extraits des Rapports Statistiques Judiciaires pour l'année 1885. (Documents de la Session No 9.)

Aussi, les Rapports municipaux de la Province de *Québec*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 10.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la Province de *Québec*, pour l'année 1884-85. (Documents de la Session No 5.)

Aussi,—Etat financier du Surintendant de l'Instruction Publique pour la Province de *Québec*, donnant un état des mandats de paiements reçus et des dépenses faites pour l'année fiscale terminée le 30 Juin 1885. (Documents de la Session No. 5.)

L'Honorable Trésorier *Robertson* met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des Comptes Publics de la Province de *Québec*, pour l'année financière expirant le 30 Juin 1885. (Documents de la Session No 3.)

L'Honorable Procureur Général *Taillon* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, tous les Membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative, le Rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des Actes de la dernière Session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des Actes de chaque Session qui lui restent en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Documents de la Session No 11.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 13 Avril 1886. }

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault*, *Champagne*, *DeBoucherville*, *Gérin*, *LaRue*, *Méthot*, *Rémillard* et *Webb*, pour aider l'Honorable Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme Membres d'un Comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

M. l'Orateur met devant la Chambre.—Etat des recettes et des dépenses de l'Assemblée Législative, du 1er Juillet 1884 au 30 Juin 1885 avec un rapport de l'Auditeur, lesquels sont lus comme suit :

ETAT des sommes reçues et déboursées pour l'Assemblée Législative depuis le 1er Juillet 1884 au 30 Juin 1885.

1884		\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Juillet	3 Mandat	10,000 00				Indemnité des députés	47,429 00
"	"	3,400 00				Salaires	29,308 31
Août	"	3,600 00				Ecrivains surnuméraires	6,265 16
Septembre	19 "	1,000 00				Messagers	2,484 50
"	"	3,500 00				Papeterie	5,445 26
Octobre	8 "	1,500 00				Impressions et reliures	19,507 12
"	"	4,600 00				Journaux	458 31
Novembre	5 "	1,000 00				Divers	8,811 45
"	"	4,100 00				Codification des Lois	10,365 73
Décembre	20 "	4,100 00				Fonds de Pension	83 88
"	31 "	2,500 00				Bibliothèque	764 10
1885						Département du Trésor	130,922 82
Janvier	26 "	5,500 00					
Février	25 "	5,400 00					
Mars	7 "	9,000 00					3 08
"	23 "	11,000 00					
"	31 "	3,500 00					
Avril	1 "	4,500 00					
"	10 "	7,234 16					
"	20 "	5,000 00					
"	28 "	10,166 66					
Mai	12 "	29,658 40					
"	21 "	566 68					
		130,925 90					
		\$130,925 90					\$130,925 90

BUREAU DU COMPTABLE,
Assemblée Législative,
Québec, 6 Juillet 1885.

L. SIMONEAU,
Comptable, A. L.

Examiné et trouvé correct,

N. ARTHUR GIARD,
Auditeur des Comptes de l'Assemblée Législative.

A l'honorable Dr J. S. C. WÜRTELE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec, &c., &c.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les livres de comptes et les pièces justificatives s'y rapportant, du comptable de l'Assemblée Législative, pour l'année fiscale expirée le 30 Juin 1885, et qu'il a trouvé le tout correct et tenu dans un ordre parfait.

Que les mandats d'argent émanés par le Département du Trésor en faveur du comptable de l'Assemblée Législative pour la période écoulée, ont été de \$130,925.90 et la dépense de \$130,922.82, laissant une balance de \$3.08 entre les mains du comptable suivant son état ci-joint, laquelle a été déposée au crédit de l'honorable Trésorier Provincial.

Que l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative met ses grandes connaissances pratiques au service de la Province en surveillant attentivement les dépenses de son administration et en voyant à ce que la plus stricte économie soit pratiquée dans les différents services de la comptabilité.

Le tout humblement soumis,

(Signé) N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des comptes de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

Québec, 7 Juillet 1885.

Et aussi, Etat des affaires de la salle d'asile de Chambly, et de *The Church Home, Montreal*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Mercier,—1. La ville de *Sherbrooke* a-t-elle payé ce qu'elle devait au fonds d'emprunt municipal ?

2. Si oui, quand et combien a-t-elle payé ?

3. Ce payment a-t-il été fait en argent ou en débentures ?

4. Si, en débentures, qu'en a-t-il été fait ?

5. Quelle déduction a été faite à la ville de *Sherbrooke* et sur quelle base l'a-t-elle été ?

6. Quelles sont les autres corporations municipales qui ont payé depuis le 1er janvier 1885 ce qu'elles devaient à ce fonds ou en à-compte de ce qu'elles doivent ; et quelles sont les dates de ces paiements ?

Réponse par l'honorable M. Robertson,—

1. Oui.

2. Le 30 juin 1885, \$31,671.84.

3. En argent.

5. \$19,068.75. Les raisons pour la déduction se trouvent dans l'arrêté en conseil, qui est trop long pour être publié ici, mais qui sera mis devant la Chambre si demandé.

6. Janvier, 8, 1885, paroisse de *St-Frédéric*, à-compte..... \$1,000

Mars, 18, paroisse de *St-Narcisse*..... 100

Avril, 21, do 200

Mai, 1, do 100

Août, 9, la cité de *Saint-Jean*, en entier, en obligations..... 20,000

On a fait des arrangements avec la ville de Lévis, et des obligations, au montant de \$66,500 sont en voie de préparation.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Quel est le montant des frais de la Province en rapport avec les procès réclamant, par privilège, le paiement des \$75,000 déposées à la Banque d'Echange ?

2. Quelles sommes ont été payées jusqu'à ce jour en déduction de ces frais, quand et à qui ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—1. Le montant n'est pas encore connu.

2. A l'honorable L. R. *Church* : \$1670.00.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement a-t-il été notifié de la mort de feu M. *Montizambert*, registraire de la division d'enregistrement de Québec ?

2. Si oui, quand et par qui ?

3. Quelle est la date de la mort de M. *Montizambert* ?

4. Quelles sont les personnes qui ont fait application pour cette charge et quelle est la date de chaque application ?

5. Cette charge a-t-elle été promise à quelqu'un ; et si, oui, à qui ?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*.—M. *Montizambert* est décédé en mars 1885, et le gouvernement en a été notifié par le shérif de Québec le 14 décembre 1885.

Plusieurs personnes ont fait application pour cette charge qui n'a été promise à aucune.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement a-t-il réglé avec la banque Jacques-Cartier la difficulté qui a existé au sujet des \$100,000 avancées à l'honorable M. *McGreevy* ?

2. Si oui, quelles sont la date et la nature de cet arrangement ?

3. Si non, pourquoi tel arrangement n'a pas eu lieu ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—Non. Parce que le gouvernement ne pouvait pas reconnaître la réclamation de la banque.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Quelle est la date précise du dépôt de \$100,000 fait, en 1883, à la banque d'Echange, et de la suspension des paiements de cette institution ?

2. A quelle date précise le gouvernement a-t-il retiré \$25,000 sur ce dépôt ?

3. Ce dépôt avait-il été fait à même les \$600,000 reçues sur le prix de vente du chemin de fer provincial et qui, d'après la loi, doit servir exclusivement au paiement de la dette ?

4. Les \$75,000 restées entre les mains de la banque d'Echange, après sa faillite, sont-elles comprises dans la balance supposée à notre crédit dans les banques, à l'expiration de l'année financière ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*,

1. Date du dépôt, 14 juillet 1882.

2. Date de la suspension, 22 novembre 1883.

2. 8 septembre 1883.

3. Oui.

4. Non. La Banque d'Echange ayant payé \$15,000 en à-compte des \$75,000, les \$60,000 restant sont inclus dans les \$600,000, partie du prix du chemin de fer *Q., M., O. & O.*, placé tel qu'indiqué dans l'état No. 6 des comptes publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Par M. *Gagnon*.—Le dépôt de \$15,000 au fait département du Trésor par l'Association Mutuelle de Prévoyance du *Canada* existe-t-il encore?

Si non, pourquoi a-t-il été remis, quand et à qui l'a-t-il été?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—Une partie de ce dépôt, savoir \$13,012.78 a été remis en divers montants aux héritiers ayants-cause des membres décédés de l'association : sous l'autorité de l'acte 46 *Victoria*, chapitre 19, section 8.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que les livres destinés à l'instruction publique dans les autres provinces du *Canada* et publiés officiellement, par ordre de ces provinces, soient achetés ou reçus à titre d'échange, et déposés dans une section spéciale de la bibliothèque du parlement?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*.—Cette demande est sous considération. Elle nécessitera une correspondance avec les autres provinces.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Une édition du *Glossaire Canadien* de M. *Oscar Dunn*, revue, corrigée, augmentée par l'auteur, est sous presse, le gouvernement a-t-il l'intention de faire, pour cette seconde édition, ce qu'il a fait pour la première? En prendra-t-il un certain nombre d'exemplaires pour être distribués en prix dans nos écoles?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*.—Le gouvernement pourra prendre un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de M. *Dunn* si les fonds à sa disposition pour cet objet le permettent.

L'Honorable Procureur-Général *Taillon*, du Comité Spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des Membres devant composer les Comités Permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le Comité a préparé des listes des Membres pour les Comités suivants :

1. PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—L'Honorable M. *Lynch*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Taillon* et MM. *Désaulniers*, *Faucher de St-Maurice*, *Gagnon*, *McConville*, *Sawyer* et *Stephens*.—(9).

2. CHEMINS DE FER, CANAUX, etc.—L'Honorable M. *Beaubien*, l'Honorable M. *Flynn*, l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Turcotte* et MM. *Audet*, *Boyer*, *Cameron*, *Carbray*, *Demers*, *Deschênes*, *Martin*, *Owens*, *Rinfret dit Malouin*, *Robillard*, *Shehyn* et *Stephens*.—(17).

3. BILLS PRIVÉS.—L'Honorable M. *Blanchet*, l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Mercier* et MM. *Asselin*, *Beauchamp*, *Cameron*, *Duhamel*, *Faucher de St-Maurice*, *Girouard*, *Laliberté*, *LeBlanc*, *Marion*, *Martel*, *McConville*, *McShane*, *Poulin*, *Stephens*, *Thornton*, *Robidoux*, *Richard*, *Rinfret dit Malouin* et *Shehyn*.—(22).

4. LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES.—L'Honorable M. *Blanchet*, l'Honorable M. *Flynn*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable M. *Taillon* et MM. *Asselin*, *Gagnon*, *Laliberté*, *Nantel*, *Stephens*, *Robidoux* et *Trudel*.—(11).

5. COMPTES PUBLICS.—L'Honorable M. *Flynn*, l'Honorable M. *Garneau*, l'Honorable M. *Mercier*, l'Honorable M. *Robertson* et MM. *Boyer*, *Cameron*, *Carbray*, *Charlebois*, *Desjardins*, *Duckett*, *Duhamel*, *Gagnon*, *LeBlanc*, *Marcotte*, *Owens*, *Picard*, *Poupore*, *Shehyn*, *Stephens*, *Turcotte* et *Whyte*.—(21).

6. AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—L'Honorable M. *Beaubien*, l'Honorable M. *Marchand* et MM. *Audet*, *Beauchamp*, *Bergevin*, *Bernatchez*, *Boyer*, *Cameron*, *Caron*, *Casavant*, *Demers*, *Deschênes*, *Dorais*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Frégeau*, *Gagnon*, *Gauthier*, *Girouard*, *Laliberté*, *Lapointe*, *Leduc*, *Martin*, *Paradis*, *Poulin*, *Poupore*, *Richard*, *Robidoux*, *Sawyer*, *St-Hilaire*, *Spencer*, *Trudel* et *Whyte*.—(32).

7. INDUSTRIES.—MM. *Bernatchez*, *Cameron*, *Caron*, *Casavant*, *Carbray*, *Demers*, *Dorais*, *Frégeau*, *Girouard*, *Laliberté*, *Lapointe*, *Leduc*, *Marcotte*, *McShane*, *Picard*, *Rinfret dit Malouin*, *Robillard* et *Spencer*.—(18).

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit Rapport.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Shehyn*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état de la condition exacte de fonds d'emprunt municipal ; c'est-à-dire la dette de chaque municipalité.

Le montant payé par chacune d'elles.

Toutes sommes payées jusqu'aujourd'hui à-compte de la dette de chaque municipalité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 14 Avril 1886.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *DeBoucherville*, *Beaudry*, *Champagne*, *Dorion*, *Ferrier*, *Gingras*, *Lavolette*, *Méthot*, *Webb* et *Wood*, pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le Comité de l'Assemblée Législative, comme Membres d'un Comité conjoint des Impressions, tel que demandé par l'Assemblée Législative, dans son Message.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *A. Rochon* et autres, de la Cité de *Hull*,—la Pétition de *J. M. Laurin* et autres, de *Templeton*,—et la Pétition du Révérend *E. Rochon* et autres, de *Papineauville*.

Par M. *Shehyn*,—La Pétition de *Alfred Tanguay* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—La Pétition du Révérend *J. N. Gingras* et autres, de la Paroisse de *St-Gervais*.

Par l'Honorable M. Taillon,—La Pétition de Victor T. D'Aubigny et autres, de la Cité de Montréal.

Par l'Honorable M. Garneau,—La Pétition de L. A. Boisvert et autres, de la Cité de Québec.

Par M. LeBlanc,—La Pétition de G. Masse et autres, de la Cité de Montréal.

Par M. Bernatchez,—La Pétition des Sœurs de la Charité, de la Ville de Montmagny.

Conformément à l'Ordre du Jour les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De R. W. Heneker et autres, manufacturiers et chefs d'atelier, de la Cité de Sherbrooke ; demandant que le paragraphe 5 de l'Article 558 du Code de Procédure Civile soit amendé de manière à exempter de la saisie les gages des journaliers apprentis, etc., etc.

De Etienne Léger et autres, de Valleyfield ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " Union St-Joseph de Salaberry de Valleyfield."

De Onésime Boullianne et autres, du Comté de Saguenay ; demandant qu'un bureau d'enregistrement soit établi à Tadoussac pour le Comté de Saguenay en le détachant à cette fin du Comté de Charlevoix.

De Pierre Paradis et autres, de Bagotville, Comté de Chicoutimi ; demandant un Acte pour amender la section 8 du chapitre 45 de la 39 Victoria, des Statuts de Québec.

D'Ovide Bossé, Régistrateur de la 1ère division d'enregistrement de Chicoutimi et Calixte Hébert, régistrateur de la seconde division ; demandant que le cautionnement des régistrateurs soit réduit par un Acte à \$2000 lorsque le revenu de leur bureau ne dépassera pas \$1000 par année.

De la Municipalité du village de St-Gabriel, Comté d'Hochelaga ; demandant un Acte les annexant à la Cité de Montréal.

De John Napier Fulton, de la Cité de Montréal ; demandant un Acte autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre, après examen, à la pratique du Barreau.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de l'Hospice Lajemmerais de Varennes, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

M. Duhamel, du Comité spécial nommé pour prendre en considération la question des limites Nord et Nord-Ouest de la Province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit, en constatant et définissant ces droits, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Louis Duhamel, Ecuier, comme son Président et qu'il recommande que son Quorum soit réduit à cinq Membres.

Résolu, que le Quorum du dit Comité s'est réduit à cinq Membres.

Ordonné, Que l'Honorable M. Lynch ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Poulin ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2157 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill amendant les lois sur l'instruction publique de manière à établir un bureau d'examineurs à *N.-D. du Lac St-Jean*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Whyte* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1080 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte général des mines de *Québec*, 1880.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch*, ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des pêcheries de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 36 *Victoria*, chapitre 9, intitulé : "Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de se rendre aux désirs exprimés par la majorité de cette Province qui désire avoir une refonte du Code Municipal, un guide pratique pour les Juges de Paix et une refonte des lois qui régissent l'agriculture ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Pas maintenant.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de tenir compte de la pétition que lui ont adressée les habitants de *Saint-Magloire*, Comté de *Bellechasse* ; pétition dans laquelle ils se plaignaient que, l'an dernier, leurs récoltes avaient gelé ; et dans laquelle ils priaient instamment le Gouvernement de leur venir en aide, pour leur permettre d'acheter cette année du grain de semence ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Cette affaire est maintenant sous considération.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. *L. J. Riopel*, Ecuier, député à la Chambre des Communes pour le district électoral de *Bonaventure*, n'est-il pas employé du Gouvernement de cette Province comme inspecteur de cadastre ?

2. Si oui, quand a-t-il été nommé et quels sont ses émoluments ?

3. A-t-il jamais fait de rapport et quelle est la date du dernier ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*.—1. Non. Il a cessé d'être employé comme tel au 30 Juin 1885.

2. Il a été nommé le 1 Juin 1883 à \$100 par mois.

3. Oui, il en a fait. Le dernier est en date du 31 Décembre 1884.

Sur motion de M. *Marion*, secondé par M. *Casavant*,

Ordonné, Qu'un Comité spécial composé de l'Honorable M. *Blanchet* et de MM. *Bernatchez*, *Demers*, *Desjardins*, *Gagnon*, *Laliberté*, *Marion*, *Marcotte*, *Martel*, *McShane*, *Owens*, *Picard*, *Sawyer*, *Trudel* et *Whyte*, soit nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, faire rapport de temps à autre à cette Chambre et présenter un Bill contenant tous les amendements adoptés par ce Comité.

Sur motion de M. *Whyte*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état de l'estimation municipale de la valeur du terrain et des bâtisses de *Spencer Wood*, avec un état des dépenses pour réparations et entretien depuis 1875.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant le Département du Secrétaire de la Province; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 15 Avril 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice Ste-Anne d'*Yamachiche*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Garneau*.—La Pétition de l'Honorable *Ths. McGreevy* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. *Demers*.—La Pétition de *L. Philippe Demers*, de *St-George d'Henryville*.

Par M. *Duhamel*.—La Pétition de *Louis J. A. Papineau* de *Montebello*.

Par M. *Saint-Hilaire*.—La Pétition de *Qvide Bossé*, shérif pour le district de *Chicoutimi*; et la Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Chicoutimi* et autres, du Comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Dorais*.—la Pétition de la Corporation Episcopale Catholique Romaine du Diocèse de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. *Beaubien*,—la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Ste-Cunégonde*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Louis Allard* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Association des entrepreneurs de *Montréal*."

De *The Merchant's Manufacturing Company of Montréal*; demandant un acte l'autorisant à émettre des débetures.

Du Révérend *J. Gélinas* et autres, du Séminaire de *Nicolet*;—du Conseil de Ville de la Ville de *Farnham*,—et du Conseil de Ville de la Ville de *Longueuil*; demandant, respectivement des amendements à leurs actes d'incorporation.

De *François Brière* et autres, du Canton de *Weedon*, Comté de *Wolfe*; demandant qu'une certaine partie du Canton de *Weedon*, soit érigée en municipalité de Village.

Du Révérend *J. Gagnon* et autres, de la paroisse de *Sainte-Barbe*; demandant un acte pour mieux définir et désigner les limites de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins.

M. Martel, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité désire informer votre honorable Chambre qu'il a choisi *M. Martel* pour son président.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable *M. Taillon*, du Comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable *M. Taillon* pour son président, et qu'il recommande que son *Quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *Quorum* du dit Comité, soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que l'honorable *M. Mercier*, ait la permission d'introduire un Bill amendant le Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Mercier*, ait la permission d'introduire un Bill amendant le Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon*, ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 125 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 1320 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *St-Hilaire* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le chapitre 102 de la 19^{ème} et 20^{ème} *Victoria*, Statuts du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Marchand* ait la permission d'introduire un Bill pour amender les articles 1323 à 1337, inclusivement, du Code Civil aux fins d'abolir la continuation de communauté.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Robertson* met devant la Chambre, un état détaillé de tous droits, taux, confiscations, amendes (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur du 13 avril 1885, date du dernier rapport, au 13 avril 1886, tel que requis par la 31 *Vict.*, chap. 9 sec. 6, parag. 2. (Documents de la Session No. 11½).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il continué ses recherches au sujet de l'explosion qui eut lieu au Palais Législatif, en 1884 ?

2. Si, oui, a-t-il découvert les auteurs de ce crime et peut-il communiquer ses enseignements ?

3. Si, non, (s'il n'a pas continué ses recherches,)—Pourquoi ?

4. La réclamation de M. *Charlebois* au sujet de cette explosion, a-t-elle été payée en tout ou en partie ?

5. Si, oui, combien ?

6. Si, non, pourquoi ?

7. Quel est le montant de cette réclamation ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—1 et 2. Après le Rapport de M. *Chauveau*, luge des Sessions, en Mars 1885, le Gouvernement n'a pas cru devoir continuer ses recherches.

3. C'était inutile pour le moment.

4 et 5. Rien n'a été payé.

6. M. *Charlebois* ayant basé sa réclamation sur l'équité, et le Gouvernement ayant tout lieu de croire que l'exécution du contrat serait complétée dans un assez court délai après la production de cette réclamation, le Gouvernement a cru qu'il vaudrait mieux attendre jusqu'au règlement final pour en disposer.

7. M. *Charlebois* a d'abord réclamé \$3659.80, montant des dépenses encourues pour réparer les dommages causés à l'édifice en construction ; et \$13,120.00 pour dommages indirects, mais il a offert de réduire sa réclamation à un chiffre total de \$9,875.00.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. A la demande de qui ont été faites les réparations du Palais de Justice à *Joliette* en 1885 ?

2. A quelle date ces réparations ont-elles été faites ?

3. Combien ont-elles coûté ?
4. A même quels fonds ont-elles été chargées ?
5. Quel montant le District de *Joliette* avait alors et a encore aujourd'hui à son crédit dans le fonds de bâtisses et de jurés ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—1. Sur le Rapport d'un officier du Département des Travaux Publics, fait l'année précédente, que l'édifice était dans un état délabré.

2. L'été dernier.
3. \$3,139.95.
4. Au fonds de bâtisses et de jurés. Vote de la Législature pour réparation des Palais de Justices et prisons.
5. Le District de *Joliette* devait au fonds de bâtisses et de jurés, le 30 Juin 1885 \$106.40.

Par l'Honorable M. *Turcotte*,—Le Gouvernement a-t-il été informé que les \$1750 votées, l'an dernier, par la Chambre d'Assemblée, pour les *malades indigents*, de *Trois-Rivières*, n'ont pas été payées aux Révérendes Dames Ursulines qui y avaient droit et qu'elles ont, en conséquence, le 1 Mars dernier, fermé leur Hôpital, après en avoir donné avis à qui de droit ?

2. Pourquoi cette somme d'argent ne leur a-t-elle pas été donnée ?
3. Si le Gouvernement a reçu avis ou savait que les Révérendes Dames Ursulines fermentaient leur Hôpital au 1er Mars, si cette somme de \$1750 ne leur était pas payée, pourquoi n'a-t-il pas vu à ce qu'elle leur fût payée ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—La somme votée pour les malades indigents des *Trois-Rivières* a été payée aux commissaires qui l'ont distribuée depuis 1867 et ces derniers ayant offert leur résignation, vu certaines difficultés au sujet de la distribution de cet argent, cette somme est restée en banque à leur crédit. Le Gouvernement n'a pas accepté la résignation des Commissaires et espère pouvoir arriver, avec l'aide des autorités de la Cité des *Trois-Rivières*, à un règlement satisfaisant de cette question.

Par M. *Girouard*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de rembourser aux Conseils Municipaux du Township de *Warwick*, de la Paroisse de *St-Norbert d'Arthabaska* et de la Paroisse de *St-Christophe d'Arthabaska*, les \$600 de pénalités auxquelles elles ont été condamnées et qu'elles ont payées, en 1882, en exécution de sentences rendues à la Cour Criminelle du District d'*Arthabaska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Aucune raison suffisante n'a été donnée jusqu'à ce jour, pour justifier le Gouvernement de rembourser les pénalités imposées par la cour du Banc de la Reine siégeant à *Arthabaska*.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement Fédéral a-t-il remboursé à la Province les frais encourus par elle pour faire décider l'inconstitutionnalité de l'Acte des licences fédéral ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Non.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la Cour de Circuit dans le Comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Pas encore.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. McShane,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province pour faire déclarer inconstitutionnel l'acte imposant une taxe sur les exhibits ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou sociétés d'avocats ; avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et tous les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du Statut la décrétant.

Sur motion de l'Honorable M. Garneau, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes correspondances touchant la formation d'un Bureau de Santé pour la cité de Québec.

Sur motion de l'Honorable M. Marchand, secondé par M. Shehyn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous comptes d'imprimeurs produits au gouvernement pour l'impression du rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ; avec un état des sommes payées pour cet objet.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Les montants payés jusqu'à ce jour aux entrepreneurs de la construction du Palais Législatif et des Bureaux Publics, distinguant ce qui fut payé d'après les contrats de ce qui fut payé pour extras.

2. Les sommes encore dues à ces entrepreneurs, et non contestées, pour ouvrages faits.

3. Les sommes réclamées par ces entrepreneurs ou aucun d'eux, pour ouvrages non compris dans les contrats de construction, et pour toutes autres réclamations pour quelq'objet que ce soit qu'ils se prétendent en droit d'exercer contre le gouvernement.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, savoir :

Bill pour amender de nouveau le Code Municipal.

Et bill pour amender l'article 1080 du Code Municipal.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant le Département des Officiers en Loi de la Couronne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant le Département du Secrétaire de la Province, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour demain :

Bill concernant les Statuts de la Province de Québec.

Bill concernant le Département du Trésor.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Shehyn,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,— Copie de l'Ordre en Conseil fixant le montant que le gouvernement a accepté de la ville de Sherbrooke en règlement de ce qu'elle devait au Fonds d'Emprunt Municipal et de toutes correspondances et communication à ce sujet.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

8 heures-P. M.

Remarque étant faite qu'il n'y a pas de *quorum*,

M. l'Orateur se tenant debout sur le gradin supérieur du fauteuil, compte les députés présents, et comme il n'y en a pas vingt, y compris M. l'Orateur, les noms de ceux qui sont présents sont enregistrés par le Greffier comme suit :

M. l'Orateur, M. Asselin, M. Beauchamp, M. Bernatchez, M. Boyer, M. Caméron, M. Carbray, M. Demers, M. Desjardins, M. Duhamel, M. Gagnon, M. Girouard, l'Honorable M. Marchand, M. Martel, M. Shehyn, l'Honorable M. Taillon.

Et à huit heures et cinq minutes, M. l'Orateur ajourne la Chambre à 3 heures P. M., demain, sans que la question soit mise aux voix.

Vendredi, 16 Avril 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires de "*The Women's Christian Association de Québec*" pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Robertson,—La Pétition de la Société Permanente de Construction de *Sherbrooke*.

Par l'Honorable M. Beaubien,—La Pétition de la Compagnie du Chemin de Fer du Parc et de l'Isle de *Montréal*.

Par M. St. Hilaire,—La Pétition de J. H. Aston et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A. Rochon et autres, de la cité de *Hull*,—de J. M. Laurin et autres, de *Templeton*,—et du Révérend E. Rochon et autres, de *Papineauville* ; demandant respectivement que le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa* soit transféré d'*Aylmer* dans la cité de *Hull*.

De Alfred Tanguay et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Cercle Frontenac de Québec*."

De Victor T. D'Aubigny et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Ecole de Médecine Vétérinaire de Montréal*."

De L. A. Boisvert et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*L'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec*."

De G. Masse et autres, du district de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Corporation des Huissiers du district de Montréal*."

Des Sœurs de la Charité de la ville de *Montmagny* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hospice de St-Thomas de *Montmagny*."

M. Martel, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas,—de l'honorable J. G. Robertson et autres, de la cité de *She brooke* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Sherbrooke Young Men's Christian Association*,—de John S. Knox ; demandant un acte pour amender l'acte 43-44 *Victoria* chap. 81 de manière à ce qu'il continue à exercer les pouvoirs d'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox,—*The Montréal Diocesan Theological Collège* ; demandant l'autorisation de conférer des degrés en théologie,—de Joseph Hickson et Hugh Patton, de *Montréal* ; demandant un acte définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow,—du Conseil de Ville de *St-Henri* ; demandant des amendements à sa charte,—de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Québec* ; demandant des amendements à l'acte 37 *Victoria*, chap. 38,—de Onésime Boulianne et autres ; demandant qu'un bureau d'enregistrement soit établi à *Tadoussac* pour le comté du *Saguenay*, en le détachant, à cette fin, du comté de *Charlevoix*,—de John Napier Fulton, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la pratique du Barreau,—de Louis Allard et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Association des entrepreneurs de *Montréal*,"—de *The Merchant's Manufacturing Company, de Montréal* ; demandant un acte l'autorisant à émettre des débentures,—du Révérend J. Gagnon et autres, de la paroisse de *Sainte-Barbe* ; demandant un acte pour mieux définir les limites de la paroisse de *Sainte-Barbe* et pour d'autres fins,—de François Brière et autres ; demandant qu'une partie du canton de *Weedon*, soit érigée en municipalité de Village.

L'honorable M. Blanchet, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi l'honorable M. Blanchet pour son président, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. Marion, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code Municipal, présente à la chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Marion pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. Beaubien, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Beaubien, comme son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un Bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec à admettre *John Napier Fulton* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill incorporant "*The Sherbrooke Young Men's Christian Association.*"

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Shehyn ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte incorporant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Association des entrepreneurs de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill pour définir les bornes de la Paroisse de *Ste-Barbe* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Martel ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'article 312 du Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 30 de l'acte électoral de Québec, 1875. (38 Vict., chap. 7.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

* Ordonné, Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité spécial pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

Ordonné, Que M. Spencer ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de Procédure civile, concernant la juridiction des Cours de Commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser les conseils municipaux à passer des règlements pour pourvoir à la taxation des biens mobiliers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant le pouvoir législatif; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'honorable M. *Robertson* met devant la Chambre,—Etat des recettes et des déboursés de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources, depuis le 1 juillet 1885 au 31 mars 1886. (Documents de la Session No. 12).

Ordonné, Que cet état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement se propose-t-il de rappeler, pendant cette session, les dispositions statutaires qui imposent aux municipalités la moitié des frais d'entretien des aliénés dans les asiles?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*—Non.

Par M. *Bernatchez*.—Quand la commission de *Joseph Nicolle*, comme juge de de paix pour le district de *Montmagny*, a-t-elle été révoquée?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—La commission nommant M. *Nicollé* n'a pas été révoquée séparément, mais la commission de la paix pour le district de *Montmagny* a été révoquée le 21 novembre, 1882.

Par M. *Girouard*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'employer les \$600 payées, en 1882, par les conseils municipaux des townships de *Warwick*, de la paroisse de *St-Norbert d'Arthabaska* et de la paroisse de *St-Christophe d'Arthabaska*, en pénalités, à la réparation du chemin provincial pour lequel les pénalités susdites ont été infligées?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le chemin autrefois "chemin provincial" ou "chemin du gouvernement" est depuis longtemps sous contrôle et à la charge des municipalités qu'il traverse. Les amendes qui ont été imposées et perçues ne peuvent être employées à payer le coût des travaux que les municipalités sont seules tenues de faire exécuter.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Combien restait-il à payer, après le 30 juin 1885, sur les dépenses de l'année fiscale finissant ce jour-là, à part des mandats non payés mentionnés en l'état No. 16 annexé aux comptes publics de la dite année fiscale?

2. Quelles sommes ont été payées sur telles dépenses après telle date?

3. Quelle est la nature et quelles sont les dates respectives de ces paiements?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Les renseignements demandés dans cette interpellation dépassent les limites raisonnables d'une réponse à une telle question. Tous les documents publics sont dans le département et peuvent être examinés.

Par l'honorable M. *Mercier*.—Quelle est la signification des mots :

"A déduire : montants reconnus par le département des terres de la couronne, \$51,527.32" trouvés à la page 4 des comptes publics pour l'année finissant le 20 juin 1885 ?

Ce montant a-t-il été réellement reçu par le département ; si, oui, pourquoi est-il déduit ?

Comment doit-il en être rendu compte et par quel employé du département ?

Ce montant est-il entièrement perdu pour la Province ; pourquoi et comment ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*.—L'affaire qui fait l'objet de cette question m'a causé beaucoup d'anxiété durant ces quelques dernières semaines. J'avais l'intention de la soumettre à la considération du Comité des Comptes Publics avec tous les détails des renseignements que je possède à cet égard ; mais je n'ai pas d'objection à donner à la Chambre un aperçu général de l'affaire, laissant au Comité à prendre l'initiative de l'investigation la plus complète.

Durant bien des années avant la Confédération, et constamment depuis cette date, le Département des Terres de la Couronne a accepté des billets promissoires en paiement des droits sur les bois dus par les propriétaires de coupes de bois et les marchands de bois. Ces billets sont supposés être payés avant l'expiration de l'exercice pour lequel ils sont donnés ; mais, pour une raison ou pour une autre, il arrive toujours que quelques-uns de ces billets ne sont pas payés à cette époque et sont reportés. Ces billets sont connus dans le Département sous la désignation de billets impayés ou en souffrance, et en général, sont payés dans le cours des quelques mois qui suivent. D'ordinaire, les recettes provenant de cette source forment toujours à peu près le même montant, en prenant les années l'une dans l'autre.

En préparant les Comptes Publics pour le dernier exercice, on trouva que le montant dont il avait été fait rapport par le Département des Terres de la Couronne n'était pas absolument correct. Attribuant cela à quelque erreur de calcul, je fis faire une investigation des livres du Département, depuis le 1er Juillet 1867, et l'on découvrit qu'il y avait un déficit réel dans les totaux des rapports pour les deux ou trois dernières années ; mais il était impossible de dire à quelle cause cela pouvait être attribué.

Le comptable du Département, feu *John V. Gale*, qui occupait cette position depuis 1867, et qui auparavant occupait celle d'assistant comptable, tomba sérieusement malade dans le mois de Juillet dernier, et fut obligé de s'absenter du Département et de rester chez lui. Au mois de Décembre dernier, ayant été questionné au sujet de ce déficit, il admit avoir soustrait de temps à autre, depuis 1882, des sommes considérables au Département et qu'il avait dissimulé ces détournements en faisant des rapports faux sur le montant des billets impayés qu'il avait en portefeuille.

Ce fait me fut communiqué durant la vacance de Noël. Je revins immédiatement à Québec et instituai une enquête sur tous les détails se rattachant à cette affaire.

Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est que le montant donné dans les comptes publics comme la somme qui devrait être retranchée des recettes du Département des Terres de la Couronne a déjà été, après investigation, assez considérablement réduite et il peut arriver qu'elle le soit davantage. Quel que soit le montant qu'on établisse, il ne doit pas être imputé aux opérations du dernier exercice seulement, mais il doit couvrir une période d'au moins trois ans.

M. Gale jouissait de la confiance non seulement du Département des Terres de la Couronne, mais aussi de celle du public, et par malheur, il a abusé de sa position comme d'autres ont fait dans les banques, dans les administrations municipales et ailleurs, en des positions semblables de confiance et de responsabilité, et il devient de mon devoir de prévenir la répétition de cet abus de confiance, en tant que cela est en mon pouvoir.

Par l'Honorable M. Mercier.—1. J. J. Curran, Ecr., Député aux Communes pour la division électorale de *Montréal Centre*, n'occupe-t-il pas la place de prévôt des incendies, à *Montréal* ?

2. N'a-t-il pas été nommé à cette charge par le Lieutenant-Gouverneur de cette Province, en vertu de la section 7 de la 31e *Victoria*, chapitre 32 ?

3. Si, non, en vertu de quelle autorité M. Curran occupe cette charge de prévôt des incendies, à *Montréal* ?

4. Quelle est la date de sa nomination à cette charge ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—1. Oui.

2. M. Curran a été nommé par un arrêté en Conseil, mais il est payé par la Corporation de *Montréal*, et non par le Gouvernement, et il n'est pas considéré comme employé du Gouvernement, pas plus que le Recorder de la Cité de *Montréal*.

4. L'arrêté en Conseil est du 26 Août 1880.

L'Honorable Procureur Général Taillon remet à M. l'Orateur un Message de de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

L. R. MASSON,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je reçois avec grande satisfaction la loyale adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône et je vous remercie de l'assurance que vous me donnez de votre bon vouloir et cordiale assistance.

Hôtel du Gouvernement, }
 Québec, 15 Avril 1886. }

Sur motion de M. Faucher de St Maurice, secondé par M. Nantel,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre M. Hébert, sculpteur, et le gouvernement, à propos des statues qui doivent être placées au Palais Législatif de Québec.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Carbray propose, appuyé par M. McShane, qu'attendu que le peuple Canadien considère comme sacré le droit de se gouverner ;

Attendu qu'il croit et sait, par sa propre expérience, que le système de gouvernement constitutionnel apporte la force, la paix, l'union et la prospérité à une nation :

Il soit *Résolu* que :

Cette Chambre, toujours sensible à tout ce qui est de nature à augmenter le bien-être, le progrès et le bonheur de toutes les parties de l'empire, désire constater qu'elle apprécie hautement, et en éprouve un grand plaisir, la législation introduite dans le parlement impérial dans le but d'assurer un gouvernement local à l'Irlande.

Résolu, Que cette Chambre voit avec une grande satisfaction et avec beaucoup de sympathie les nobles efforts du Très Honorable W. E. Gladstone pour obtenir la solution paisible du problème du Home Rule en Irlande, sans la désintégration de l'empire.

Résolu, Que l'Orateur de cette Chambre soit chargé de transmettre une copie de ces Résolutions au Très Honorable W. E. Gladstone.

M. Asselin propose en amendement, secondé par M. Marcotte, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "tout en sympathisant sincèrement avec nos co-sujets, le peuple d'Irlande, et tout en désirant sincèrement que leurs justes demandes soient reconnues, cette Chambre n'est pas en mesure d'exprimer aucune opinion sur le mérite de la mesure maintenant sous la considération du parlement impérial."

Et un débat s'en suivant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 17 Avril 1886.

M. Martel propose, secondé par M. Trudel, Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,	Charlebois,	Leduc,	Poulin,
Audet,	Deschênes,	Marcotte,	Richard,
Bergevin,	Faucher de Saint-	Marion,	Sawyer,
Blanchet,	Maurice,	Martel,	St-Hilaire,
Caron,	Frégeau,	Martin,	Thornton et
Casavant,	LeBlanc,	Paradis,	Trudel.—23.

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,	Duhamel,	Lemieux,	Picard,
Beauchamp,	Flynn,	Lynch,	Poupore,
Brousseau,	Gagnon,	McConville,	Rinfret dit Malouin,
Cameron,	Garneau,	Marchand,	Shehyn,
Carbray,	Girouard,	McShane,	Turcotte et
Demers,	Laliberté,	Mercier,	Whyte.—26.
Duckett,	Lapointe.		

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Blanchet,
Caron,*

*Deschênes,
Faucher de Saint-
Maurice,*

*LeBlanc,
Marcotte,*

*Marion et
Trudel—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Brousseau,
Cameron,
Carbray,
Charlebois,
Demers,
Duckett,*

*Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,
Lapointe,
Leduc,*

*Lemieux,
Lynch,
McConville,
Marchand,
Martel,
Martin,
McShane,
Mercier,
Paradis,*

*Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn,
St-Hilaire,
Turcotte et
Whyte.—37.*

Ainsi il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix,—elle est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 19 Avril 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Duhamel,—la Pétition de *Jas. O'Hagan* et autres, du Township de *Templeton*, Comté d'*Ottawa*.

Par M. Demers,—la Pétition du Conseil de Ville de la ville d'*Iberville*.

Par M. Martin,—la Pétition de la Compagnie du Chemin de fer la *Baie des Chaleurs*.

Par M. Stephens,—la Pétition de la Corporation de la cité de *Montréal*.

Par M. LeBlanc,—la Pétition de *J-Bte St-Louis* et autres, de la cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Honorable *Thomas McGreevy* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte pour faire revivre la charte de la Compagnie du Chemin de fer du *Cap Rouge* et du *St-Laurent*, et pour d'autres fins.

De *L. Philippe Demers*, de *St-George d'Henryville* ; demandant un acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

De *Louis J.-A. Papineau* et autres, de *Montebello* ; demandant que le chef-lieu judiciaire du district d'*Ottawa* soit transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

Du Révérendissime *Evêque* Catholique Romain de *Chicoutimi* et autres, du Comté de *Chicoutimi* ; demandant que les comtés unis de *Chicoutimi* et *Saguenay* soient divisés en trois districts électoraux, de manière à donner à chacun d'eux un membre à l'Assemblée Législative.

De *Ovide Bossé*, shérif, du district de *Chicoutimi* ; demandant un amendement à la section 13 du chap. 25 de la 43^e 44 *Victoria*, de *Québec*, au sujet des annonces pour propriétés à être vendues par le shérif.

Du Conseil de Ville de la ville de *Ste-Cunégonde* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Corporation Episcopale Catholique Romaine du diocèse de *Nicolet* ; demandant un acte pour faire légaliser une certaine cession de biens à elle faite par la paroisse de *St Jean-Baptiste de Nicolet*.

De *J. H. Ashton* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Ste-Marguerite Salmon Club*."

De la Société de Construction Permanente de *Sherbrooke* ; demandant un acte changeant son nom en celui de "*Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke*," et étendant ses pouvoirs.

De la Compagnie du Chemin de Fer du *Parc* et de l'*Isle de Montréal*, (*Montreal Park and Island Railway Company*) ; demandant des amendements à sa charte.

L'Honorable *M. Garneau*, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable *M. Garneau* pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à sept membres.

L'Honorable *M. Robertson*, met devant la Chambre : Etat des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de *Québec*, du 15 Mars 1885 au 14 avril 1886, sous l'autorité de l'acte 32 *Vict.*, chap. 9, tel qu'amendé, lequel est lu comme suit :

Etat des Cautionnements donnés par les employés publics du Gouvernement de la Province de Québec, depuis le 15 mars 1885 jusqu'au 14 avril 1886, en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 9, tel qu'amendé.

Nom de l'Employé.	Nature de l'Emploi.	Residence.	Nature du cautionnement.	Montant du cautionnement.	Noms des Caution.	REMARQUES.
A. M. Rivard.....	Shérif.....	Joliette.....	Police.....	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord..	
L. M. Coutlée.....	do.....	Aylmer.....	do.....	2000	do.....	
P. H. Cimon.....	do.....	Malbaie.....	Hypothèque..	2000	Lui-même.....	O. C. 547, Décembre 21, 1885.
L. Z. Jones.....	do.....	Perce.....	do.....	2000	John Baker et Ed. Flynn.....	do do
J. D. Lépine.....	do.....	Montmagny.....	do.....	2000	Lui-même.....	do do
Desrochers et Désilets.....	Protonotaires.....	Joliette.....	Police.....	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord..	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
Hall et Leonard.....	Protonotaires.....	Sweetsburg.....	Hypothèque..	2000	Michael Leonard.....	O. C. 547, Décembre 21, 1885.
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	do do
Short et Morris.....	Protonotaires.....	Sharbrooke.....	Police.....	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord..	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
Honey et Gendron.....	Protonotaires.....	Montréal.....	do.....	4000	do.....	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
Chs Duberger.....	Protonotaire.....	Malbaie.....	Hypothèque..	2000	Elie Lapointe.....	O. C. 107, Avril 3, 1886.
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	Lui-même.....	do do
F. R. Gosselin.....	Protonotaire.....	Chicoutimi.....	Police.....	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord..	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
J. X. Lavoie.....	Protonotaire.....	Perce.....	do.....	2000	do.....	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
A. Driscoll.....	Protonotaire.....	Aylmer.....	Hypothèque..	2000	Robert H. Clock.....	O. C. 553, Décembre 24, 1885.
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	Robert H. Seyer.....	do do
A. Bender.....	Protonotaire.....	Montmagny.....	do.....	2000	Lui-même.....	O. C. 547, Décembre 21, 1885.
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	Lui-même.....	do do
Short et Cabana.....	Protonotaires.....	Sharbrooke.....	Police.....	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord..	
do.....	Greffier de la Cour de Circuit.....	do.....	do.....	600	do.....	
E. S. Darche.....	do.....	Ham-Sud.....	Hypothèque..	600	Lui-même.....	O. C. 553, Décembre 24, 1885.
E. A. Brassat.....	do.....	Amherst.....	do.....	300	John P. Savage.....	O. C. 382, Octobre 3, 1885.
do.....	do.....	do.....	do.....	600	Lui-même, Hon. G. G. Stevens et	
O. Nutting.....	do.....	Waterloo.....	do.....	600	C. P. Kilborne.....	O. C. 547, Décembre 21, 1885.
J. E. A. Rousseau.....	do.....	Nicolet.....	Hypothèque..	600	Lui-même.....	do do
Wm. Hassan.....	do.....	Huntingdon.....	Police.....	600	Cie., de Gar. et accidents, Londres..	

Etat des Cautionnements donnés par les employés publics du Gouvernement de la Province de Québec, depuis le 15 mars 1885 jusqu'au 14 avril 1886, en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 9, tel qu'amendé.—(Suite).

Nom de l'Employé.	Nature de l'Emploi.	Residence.	Nature du cautionnement.	Montant du cautionnement.	Noms des Cautions.	REMARQUES.
Majorique Mercier.....	Greffier de la Cour de Circuit.	St-Michel	Hypothèque..	\$ 600	Lui-même	O. C. 92, Mars 30, 1886.
Wm. Duggan.....	Greffier de la Couronne.....	Québec	Dépot.....	500	Lui-même	
D. Murray.....	Greffier de la Paix.....	do	Police	500	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord.	
Schiller et Scotte.....	Gr. de la Cour. et de la Paix.	Montréal	do	1000	do	
L. W. Marchand.....	Greffier de la Cour d'Appel..	do	do	1000	do	
Chs DuBerger.....	Régistrateur.....	Malbaie	Hypothèque..	4000	Joseph Collard	O. C. 107, Avril 3, 1886.
J. X. Laviolette.....	do	Perceé.....	do	4000	J. Baket, W. Baker et J. Leforteur.	do
J. B. Sancier.....	do	Matane	Police	4000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord.	O. C. 553, Décembre 24, 1885.
E. S. Darche.....	do	Haut-Sud	Hypothèque..	4000	Lui-même	O. C. 382, Octobre 3, 1885.
E. A. Brasset.....	do	Amherst	do	700	John P. Savage.....	O. C. 547, Décembre 21, 1885.
J. Fortin.....	do	Bas St-Paul.....	do	4000	Marine Simard.....	
J. P. Carreau.....	do	St-Jean	Police	4000	Cie., de Gar. et accidents, Londres.	
J. A. Chénaveert.....	Percepteur du Revenu	Sorel	do	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord.	
A. T. Carter.....	do	Bassia de Gaspé..	do	500	do	
Jas. F. Morill.....	do	Sherbrooke	do	1200	do	
D. Larue.....	do	St-dervais	do	1000	do	
Jos. Comeau.....	Agent des Terres de la Cour.	N.-D. du Désert..	do	2500	Cie., de Gar. et accidents, Londres.	O. C. 107, Avril 3, 1886.
J. A. J. Kane.....	do	Malbaie	Hypothèque..	2000	Lui-même	do
Robert Farley.....	do	Hull	do	2000	Michael Burke	do
J. P. Delfosse.....	do	Joliette.....	do	2000	Lui-même	O. C. 553, Décembre 24, 1885.
W. H. B. de Léry.....	do	S. Frang-Béauce..	Police	2000	Cie., de Garantie de l'Am. du Nord.	
Alex. Fraser.....	do	Matane	do	2000	do	
A. Dubord.....	do	Trois-Rivières ..	Dépot.....	4000	Lui-même	
C. H. DuBerger.....	do	Tadoussac	Hypothèque..	2000	Laure DuBerger	O. C. 117, Avril 6, 1886.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier, P. Q.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, 17 Avril 1886.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill pour autoriser certaines corporations étrangères à prêter et à placer de l'argent dans cette province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1199 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 47 de l'acte électoral de Québec de 1875. (38 Victoria, chap. 7).

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1211 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill pour exempter de la saisie les gages des journaliers.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. Taillon met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, pour l'année 1885. (Documents de la Session No. 2).

Les Bills suivants sont, en conformité, de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill pour autoriser le Barreau de la Province de Québec à admettre John Napier Fulton au nombre de ses membres.

Bill pour incorporer "The Sherbrooke Young Men's Christian Association."

Bill pour amender l'acte incorporant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec.

Bill incorporant l'association des entrepreneurs de Montréal.

Bill pour définir les bornes de la Paroisse de Ste-Barbe et pour d'autres fins.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gagnon.—Quelles ont été les dépenses du bureau de santé jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson.—\$5,837.75.

Par M. St-Hilaire.—Le gouvernement a-t-il l'intention de donner, cette année une sortie au comté Saguenay en parachevant le chemin maritime, depuis Tadoussac jusqu'aux limites du comté Charlevoix ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—L'affaire est sous considération.

Par l'Honorable M. *Garneau*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de vendre l'emplacement de l'ancien Parlement ou en disposer de quelque manière ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le gouvernement est prêt à céder ses droits sur ce terrain aussitôt qu'il pourra le faire d'une manière avantageuse.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement se propose-t-il de soumettre, avant l'ajournement de Pâques, le projet de loi annoncé dans le discours du Trône, pour faciliter la construction de certains chemins de fer ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—Non.

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destinée à la Cour de Circuit dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Pas encore.

Par M. *Martin*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accepter et de mettre à exécution les suggestions faites, l'année dernière, par le comité d'agriculture, concernant l'établissement d'une manufacture d'empoî et de glucose, dans le comté de *Bonaventure* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—La question est sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du gouvernement de rembourser la taxe de dix centins sur les exhibits, prélevée en vertu d'un statut déclaré inconstitutionnel par le Conseil Privé de Sa Majesté ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le gouvernement n'a rien décidé à ce sujet.

Par M. *Casavant*.—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire imprimer un certain nombre d'exemplaires de la conférence donnée par l'Honorable *Louis Beaubien*, à *St-Hyacinthe*, le 13 Janvier 1886, sur le silo et le pâturage, afin que le public puisse bénéficier de cet excellent ouvrage ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Oui.—Ce travail, de même que tout le quatrième Rapport annuel de la Société d'Industrie laitière, est chez l'imprimeur.

Par l'Honorable M. *Turcotte*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de faire revivre la charge de magistrat stipendiaire pour le district de *Trois-Rivières* ; et si c'est son intention, quand la nomination de ce magistrat doit-elle être faite ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Cette question est sous considération.

Par M. *Girouard*.—1. Le Gouvernement a-t-il payé quelque somme d'argent à la Paroisse de *Ste-Clotilde* de *Horton*, Comté d'*Arthabaska*, pour l'aider à construire un pont sur la rivière *Nicolet* ?

2. Si oui, quelle somme a été payée, quand et à la demande de qui ?

3. Si non, a-t-il l'intention d'accorder une aide et de combien ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—1. A la demande du Conseil Municipal de la Paroisse de *Ste-Clotilde de Horton*, \$500 ont été accordées à la municipalité de la dite Paroisse, le 23 Juillet 1885, pour aider à la construction d'un pont sur la rivière *Nicolet*; ces \$500 ne devant être payées que lorsque des travaux auraient été exécutés pour le double de cette somme. La condition a été remplie et la somme de \$500, a été payée le 29 Octobre 1885.

2. Le 26 Février, 1886, un nouveau paiement de \$250, a été effectué sur production de rôles de paie, établissant que des travaux additionnels avaient été faits pour le double de cette somme. Enfin le 16 Avril 1886, \$500 ont été payées sur preuve de l'accomplissement de la même condition. La somme totale payée par le Gouvernement est de \$1250. Le pont en question est un pont en fer reposant sur piliers en maçonnerie dont le coût total excédera \$7000.

Par M. Girouard.—1. Le Gouvernement a-t-il été informé que, sur le nombre de juges de paix qui ont été nommés pour le village de *Drummondville*, un seul a été assermenté ?

2. A-t-il l'intention d'en nommer d'autres ?

Réponse par l'honorable M. Blanchet.—1o Il n'y a pas de juges de paix nommés pour le village de *Drummondville*; mais cinq résidents de *Drummondville* et *Grantham* ont été nommés juges de paix pour le districts d'*Arthabaska*, et deux d'entre eux se sont qualifiés.

2. Le gouvernement nomme des juges de paix additionnels dans tous les districts où il devient nécessaire de le faire.

Par M. Faucher de St-Maurice.—Un index général des journaux de l'Assemblée Législative du Canada existe depuis la période de 1841 à 1866. La période qui s'étend depuis 1792 à 1841 contient des documents précieux pour notre histoire parlementaire et écomique. Est-ce l'intention du gouvernement de faire préparer un index général de ces précieux documents, de manière à en donner une vue d'ensemble et à rendre facile leur consultation ?

Réponse par l'honorable M. Blanchet.—Le gouvernement examinera cette question.

Par M. Gagnon.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi, pendant cette session, de manière à permettre au gouvernement de distraire des limites les lots classés comme terre à bois de chauffage, afin de pouvoir les vendre aux particuliers ?

Réponse par l'honorable M. Lynch.—Cette question est sous considération.

Par M. Marion.—Le gouvernement se propose-t-il de rappeler, pendant cette session, l'acte passé par cette législature dans la 43-44 *Victoria*, intitulé : "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire ?"

Réponse par l'honorable M. Blanchet.—La question est actuellement à l'étude.

Par M. Gagnon.—1. Quelles sont les raisons qui ont engagé le gouvernement à ne pas demander des soumissions pour l'impression de la *Gazette Officielle* et pour toutes les impressions du gouvernement, avant le 9 octobre 1885, date de l'expiration des contrats ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de demander des soumissions pour l'impression de la *Gazette Officielle* et toutes les impressions de la Législature, afin d'assurer à la province le bénéfice de la concurrence et des plus bas prix ; si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*.—Le gouvernement a jugé qu'il n'était pas contraire à l'intérêt public de continuer les contrats pour impression aux mêmes taux et avec les mêmes personnes jusqu'à nouvel ordre.

2. Le gouvernement se propose de demander prochainement des soumissions pour ces impressions.

Par M. *Stephens*.—De quelles sommes en détail, se compose l'item "balance en banque, etc., au 30 Juin 1884, \$2,328,713.78" ?

De quelles sommes ces montants proviennent-ils ?

Quelle somme la loi exigeait-elle de mettre de côté durant l'année financière, 1885, pour le fonds d'amortissement.

Quelle est la balance due au Dr Roy ou à la succession Landry, à compte de l'asile de Beauport pour les aliénés, pour l'année financière finissant au 30 Juin 1885, après paiement de la somme de \$104,188.00, tel qu'il appert par les comptes publics de 1885, page 83 ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—

1. La Banque Jacques-Cartier.....	\$ 200,000 00
La Banque du Peuple.....	100,000 00
Union Bank.....	125,000 00
Exchange Bank.....	75,000 00
Federal Bank.....	50,000 00
Bank of Montréal.....	1,550,000 00
Eastern Townships Bank.....	100,000 00
Dépôts spéciaux.....	\$2,200,000 00
Banque de Montréal.....	38,507 29
do Londres.....	1,156 34
Eastern Townships Bank.....	9,447 43
Union Bank.....	52,366 42
La Banque Nationale.....	10,390 38
La Banque de Paris et des Pays-Bas.....	614 73
Merchants Bank.....	16,321 19
(Voir comptes-publics pour 1883-1884, page 3.)	
	\$2,328,713 78
2. Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. et O. \$ 600,000 00	
Balance du produit de l'emprunt de 1882.....	1,500,000 00
Du revenu, emprunts temporaires, etc.....	228,713 78
	\$2,328,713 78
3. \$30,854 67.	
4. \$15,396 35. Mais le 5 juillet 1884, on a payé à Landry et Roy, la balance du trimestre finissant au 30 juin 1884, \$19,708 78, faisant une somme de \$4,312 48 payées en plus, en 84-85 qu'il aurait dû être payée cette année-là.	

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernatchez*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des mandats spéciaux émanés depuis le 30 Juin 1885, avec leurs dates, leurs montants, le montant dépensé sur chacun et la balance non dépensée.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé, par comtés, de l'emploi des \$70,000 entrées en dépenses à la page 69 des comptes publics.

pour 1884-1885, pour chemins de colonisation ; le dit état distinguant ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général pour salaire, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyage.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des sociétés de colonisation qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépenses à la page 69 des comptes publics, pour 1884-1885, et le montant reçu pour chacune d'elles.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du rapport d'un voyage fait au *Labrador Canadien*, en vertu d'un ordre en Conseil, par *M. Saint-Cyr* ancien député, conservateur du Musée de l'Instruction Publique. Aussi copie de son catalogue des plantes et des oiseaux de la côte Nord et des îles faisant partie du *Labrador Canadien*, qui sont exposés, plantes et oiseaux, au Musée de l'Instruction Publique.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable *M. Mercier* propose, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,—Qu'un Comité spécial composé des Honorables *MM. Taillon, Garneau et Mercier*, et de *MM. Stephens et Thornton* soit nommé pour s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant directement ou indirectement à la défalcation de \$51,527.32 qui a été découverte dans le Département des Terres de la Couronne, et qui apparaît dans les comptes publics de l'année financière expirée le 30 Juin 1885, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives, et de faire rapport de temps à autre.

M. Desjardins propose en amendement, secondé par *M. Duhamel*, Que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots, "l'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne, ayant déclaré dans sa réponse à l'interpellation de l'Honorable député de *St-Hyacinthe* à la séance du seize du courant, que son intention était de soumettre à la considération du comité des comptes publics tous les détails des renseignements qu'il possède au sujet de la défalcation des deniers publics par feu *John V. Gale*, l'enquête sur les faits et circonstances de la dite défalcation soit faite par le comité permanent des comptes publics," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 20 Avril 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par *M. Nantel*,—La Pétition de la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Par *M. Saint-Hilaire*,—La Pétition de *J. A. Gravel* et autres, du village de *Bagotville*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions pour Bills privés soit étendu au trentième jour de ce mois, que le délai pour la présentation des Bills privés soit prolongé au septième jour de Mai prochain, et que le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit aussi prolongé au quatorzième jour du mois de Mai.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Martel*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants dans chaque cas ;

De *Etienne Léger* et autres de *Valleyfield* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Union St-Joseph de *Salaberry, de Valleyfield*,"—du Conseil de Ville de la Ville de *Farnham* ; demandant des amendements, à son acte d'incorporation, —de *Alfred Tanguay* et autres de la Cité de *Québec* ; demandant l'incorporation du " Cercle Frontenac de *Québec*,"—de *L. A. Boisvert* et autres ; demandant l'incorporation de " l'Association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la Cité de *Québec*,"—des Sœurs de la Charité de la Ville de *Montmagny* ; demandant l'incorporation de " l'Hospice *St-Thomas de Montmagny*,"—du *J. H. Ashton* et autres ; demandant à être incorporés sous le nom de " *Ste-Marguerite Salmon Club*,"—de la société de construction de *Sherbrooke* ; demandant un acte changeant son nom en celui de " Compagnies de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke* et étendant ses pouvoirs."

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Pierre Paradis* et autres de *Bagotville*, demandant un acte pour amender la section 8 du chapitre 45 de la 39ème *Victoria*, statuts de *Québec*, et a trouvé que cette pétition ne mentionne qu'une demande d'amendement, cependant comme il appert par une contre-requête, signée par un bon nombre de personnes de la localité, que la nature de l'amendement est suffisamment connue, en conséquence votre comité recommande à votre honorable Chambre, la suspension de la 51ème règle.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des pétitions pour Bills privés soit étendu au 30ème jour de ce mois ; que le délai pour la présentation des Bills privés soit prolongé au 7ème jour de mai prochain, et que le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit aussi prolongé au 14ème jour du dit mois de mai.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill incorporant le *Ste-Marguerite Salmon Club*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité Permanent des Bills privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill changeant le nom de la " Société permanente de construction de *Sherbrooke* " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke*," et étendant ses pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte d'incorporation de la ville de *Farnham*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill amendant la section 8 du chapitre 45 de la 49 *Victoria* des Statuts de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill autorisant la Compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu *William Dow*, Ecuier, et pour d'autres fins s'y rattachant.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill permettant au Collège théologique diocésain de *Montréal* de conférer des degrés en théologie et amendant le statut 42-43 *Victoria*, chapitre 72.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'Acte de la Législature de *Québec* (43-44 *Victoria*, chapitre 31, intitulé : "Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, Ecuier, quant à certaines propriétés en cette Province et pour d'autres fins."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Hospice de *St-Thomas de Montmagny*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill incorporant l'Union St-Joseph de *Salaberry de Valleyfield*.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Shehyn ait la permission de présenter un Bill incorporant le Cercle Frontenac de *Québec*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. Garneau ait la permission de présenter un Bill incorporant l'association des commerçants licenciés de vins de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 305 et 691 du Code Civil.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné. Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 298, 299 et 693 du Code Civil et l'article 925 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 948 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Très Honorable W. E. Gladstone, le télégramme suivant, lequel est lu et il est ordonné qu'il soit entré dans les journaux de cette Chambre, comme suit :

Québec, 20 avril 1886.

A l'Orateur de l'Assemblée Législative,

Québec.

De Londres.

J'ai reçu avec une profonde satisfaction, votre télégramme me communiquant les résolutions adoptées, à l'unanimité, par l'Assemblée Législative de Québec, à l'appui de la proposition de loi maintenant soumise à la considération du Parlement, pour le gouvernement à l'avenir de l'Irlande. Je vous transmettrai aussi par lettre l'expression de mes sentiments.

W. E. GLADSTONE.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* met devant la Chambre,—copies des Ordres en Conseil passés depuis la dernière session concernant les nominations et promotions faites dans le Service civil, présentés conformément à l'acte 40 Victoria, chap. 9, Section 23. (Documents de la Session No. 13.)

Aussi : réponse à un ordre de la Chambre, du 15 avril 1886, pour la production de toutes correspondances touchant la formation d'un Bureau de Santé pour la cité de Québec. (Documents de la Session No. 14.)

Aussi : réponse à un ordre de la Chambre, du 12 avril 1886, pour copie de la lettre adressée par M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. P. P., pour Bellechasse, à l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, demandant la prolongation du délai du paiement des arrérages d'intérêt dus sur les terres des colons, jusqu'au 1er janvier 1887 ; aussi copie de la réponse de l'honorable Commissaire des Terres. (Documents de la Session No. 15.)

Aussi : le quatrième volume de la Collection de Manuscrits, contenant lettres, mémoires et autres documents historiques relatifs à la *Nouvelle-France*. (Documents de la Session No. 16.)

Et aussi : Jugements et Délibérations du Conseil Souverain de la *Nouvelle-France*. (Documents de la Session No. 17.)

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Résolu, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de codification des statuts, et informant Leurs Honneurs que l'Honorable Secrétaire Provincial *Blanchet*, l'Honorable Commissaire *Lynch*, l'Honorable M. *Marchand*, l'Honorable Procureur-Général *Taillon* et M. *Asselin*, M. *Gagnon*, M. *Laliberté*, M. *Nantel*, M. *Robidoux* M. *Stephens*, et M. *Trudel* agiront comme membre du dit comité conjoint de la part de cette Chambre.

Ordonné, Que l'Honorable Procureur-Général *Taillon* porte le dit Message au Conseil Législatif.

Le Bill concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes payées par la province pour faire déclarer l'inconstitutionnalité de l'acte des licences fédéral ; spécifiant séparément quel montant a été payé à chaque avocat ou à chaque bureau d'avocats.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Shehyn*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre : copie de l'Ordre en Conseil et tous documents et correspondances s'y rapportant, relatif à l'emploi de D. *Girouard*, écr., avocat, comme conseil devant le Conseil Privé, dans l'affaire "*The Colonial Building and Investment Association*," avec copie du mémoire de frais pour la somme de \$2,000, à lui payées sur ce compte, tel qu'il appert dans les comptes publics de 1884.

Aussi, copie du jugement dans cette cause.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Stephens* propose secondé par M. *Shehyn*, qu'il soit mis devant cette Chambre un rapport pour toutes réclamations non payées contre le trésor de la province, jusqu'à cette date, dans chaque département.

M. *Gagnon* propose en amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que tous les mots après "rapport," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "montrant un état de la dette réelle de la Province au 30 juin dernier (1885) comprenant :

1. La dette consolidée.
2. Les emprunts temporaires.
3. Les subsides en argent non encore payés aux chemins de fer.
4. Les dettes ou réclamations admises par le gouvernement.
5. La somme nécessaire pour finir le Palais Législatif et le Palais de Justice de Québec qui sera demandée dans le prochain budget.
6. Généralement toutes les obligations de la Province à cette date, payables en deniers et admises et acceptées par le gouvernement ou par aucun département.

Et objection étant faite par M. *Nantel*, que cette motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parce qu'avis n'a pas été donné conformément à la règle de cette Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Il faut donner avis d'une motion demandant une adresse ou un ordre de la Chambre pour la production de papiers ou des rapports ; mais il n'est pas nécessaire de donner avis au préalable d'un amendement à une pareille motion. (*May*, p. 317.)

"La règle générale pour ce qui regarde les amendements, c'est qu'ils doivent être relevants à la motion originale et essentiellement analogues à la matière de cette motion, c'est-à-dire qu'un amendement ne doit pas se rapporter à une affaire différente de celle qui est sous considération. (Usages de Québec. No. 12.)

"Il n'est pas nécessaire qu'un amendement découle de la motion originale, car il peut être fait de façon à changer entièrement la nature de la proposition. et c'est une manière de se débarrasser d'une proposition, en lui donnant une portée différente de ce que le proposeur avait en vue. (*Jefferson's Manual*, p. 75.)

"La règle, quant au rapport des amendements à la motion originale, c'est que les amendements sont admissibles quand ils ont trait au même sujet que la motion originale, mais pas quand ils y sont étrangers.

"La question principale dont la Chambre est saisie, c'est la production d'un état de toutes les réclamations impayées contre le gouvernement. L'amendement, qui est de la nature d'une substitution, demande le même renseignement, mais spécifie certains détails. Il se rapporte au même sujet que la motion originale et je décide qu'il n'était pas nécessaire de donner avis de cet amendement et qu'il est dans l'ordre, et par conséquent, j'écarte l'objection."

M. Nantel propose, en amendement au dit amendement, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, que tous les mots contenus dans le quatrième paragraphe et dans le sixième paragraphe soient retranchés, et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel —39.</i>

CONTRE.

Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Sheyhn,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendée, elle est résolue affirmativement.

Et la motion principale ainsi amendée étant proposée de nouveau ;

L'honorable M. Marchand propose en amendement, secondé par M. Gagnon, que les mots suivants, soient intercalés après le mot "Que" au commencement de la motion telle qu'amendée, "la majorité de cette Chambre ne desirant pas obtenir un état complet de la dette réelle de cette province au 30 juin dernier, (1885), il soit au moins résolu qu'un."

Et objection étant faite par M. Nantel, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parceque cette motion en amendement n'est qu'une répétition de la motion principale amendée.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Les motions pour amender sont sujettes aux mêmes règles que les motions originales relativement à leur substance. Un amendement ne doit pas être en contravention aux dispositions de la constitution, de la loi parlementaire ou des ordres permanents ou spéciaux de la Chambre ; mais, sauf ces restrictions, la Chambre peut exprimer ce qu'elle pense dans le langage qu'elle juge à propos d'employer, (Cushing, numéro 1318). Il n'appartient pas à l'Orateur de supprimer un amendement comme étant contraire à l'ordre, parce qu'il est incompatible avec un autre amendement déjà adopté ou parce qu'il est redondant. (Usages de Québec, numéro 23.) L'incomptabilité ou la redondance peuvent

" être de bonnes raisons pour faire rejeter un amendement par la Chambre, mais
 " ne rendent pas cet amendement sujet à objection au point de vue de l'ordre.

" Je suis d'opinion que l'amendement est dans l'ordre, et en conséquence,
 " j'écarte l'objection."

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la motion principale,
 telle qu'amendée, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris
 comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens.</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Leblanc,</i>	<i>Paradis,</i>	

Aussi, il est résolu négativement.

Et la question sur la motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau
 proposée ;

L'honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'honorable
 M. *Marchand*, Que le paragraphe suivant soit ajouté à la motion telle qu'amendée ;
 " et aussi, les sommes dues le 30 juin 1885, comme dépenses de l'année financière
 finissant ce jour là, et qui ont été payées depuis, ou qui ne le sont pas encore."

Et le dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms
 étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin.</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Thornton, et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis.</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste, par comté, des municipalités qui sont arriérées jusqu'à ce jour, dans le paiement au fonds de bâtisses et de jurés.

2. Le montant des arrérages.

3. Les municipalités contre lesquelles des poursuites ont été intentées

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées, dans chaque Département, pour impressions, annonces et papeterie, pour l'année 1885.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état de toutes sommes payées, jusqu'à cette date, à-compte de l'Hôtel du Parlement.

2. Toutes sommes d'argent payées à A. *Charlebois* jusqu'à cette date ; distinguant les paiements faits à-compte du contrat, de ceux faits à-compte d'ouvrages supplémentaires ; avec un compte détaillé des montants payés pour ouvrages supplémentaires.

Aussi, la date de la signature du contrat et le temps fixé pour le parachèvement des ouvrages et un mémoire des réclamations non acquittées.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Etat, ayant rapport au Palais de Justice, à *Québec* ; indiquant :

1. Le prix du contrat primitif.

2. Le montant payé à-compte du contrat primitif.

3. Le montant payé à-compte des travaux supplémentaires.

4. La date de la signature du contrat ; et la date du parachèvement convenu

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste de toutes les sommes reçues des municipalités (depuis la date de la promulgation de la loi) pour l'entretien des aliénés jusqu'à ce jour ; spécifiant chaque municipalité et le montant payé par chacune d'elles : aussi tout arrérage dû en vertu de la loi, spécifiant chaque municipalité.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes reçues jusqu'à cette date des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, depuis l'établissement du bureau des commissaires, indiquant les sommes payées par chaque municipalité et le montant dû maintenant par chacune d'elles.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 Avril 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'asile de la Providence, *Ste Elizabeth*,—et de l'Hospice St-Charles Borromée de *Joliette*, tous pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Gauthier*.—La Pétition de *Cyrille Duquet* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Duhamel*.—La Pétition du Révérend *J. P. Bélanger* et autres, de *St André Avellan*,—la pétition de *L. D. Poulin* et autres, de *Montebello* et *Notre-Dame de Bon Secours*,—la pétition de *Isidore Daoust* et autres, de *Papinawville*,—tous du comté d'*Ottawa*,—et la pétition de la municipalité du village de *Laprarrie*.

Par M. *Martel*.—La Pétition de *L. A. Sénécal* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *James O'Hagan* et autres, du township de *Templeton*, comté d'*Ottawa*; demandant que le township de *Templeton* soit divisé en deux municipalités séparées.

Du Conseil de Ville de la ville d'*Iberville*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Corporation de la cité de *Montréal*; demandant certains amendements à sa charte.

De la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*; demandant le pouvoir d'émettre du capital actions payé et pour d'autres fins.

De *J.-Bte St-Louis* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte autorisant certaines personnes à vendre une propriété substituée.

L'honorable M. *Garneau*, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'en vertu d'un ordre de cette Chambre, en date du 19 Avril courant, ils se sont assemblés pour s'enquérir des faits relativement à toutes les circonstances se rattachant directement ou indirectement à la défalcation de \$51,527.32 qui a été découverte dans le Département des Terres de la Couronne, et qui apparaît dans les Comptes Publics de l'année financière expirée le 30 Juin 1885.

L'Honorable M. *Mercier* a proposé, qu'un sous-comité, avec les mêmes pouvoirs que ce comité et particulièrement chargé de prendre les témoignages par écrit et d'employer un ou des sténographes, soit nommé et soit composé des Honorables MM. *Garneau* et *Mercier*, et de MM. *Charlebois*, *Owens* et *Stephens*.

L'Honorable M. *Flynn* a proposé, en amendement d'ajouter les noms de MM. *Desjardins* et *Duhamel*.

Laquelle motion en amendement a été adoptée et le sous-comité composé comme suit :

Les Honorables MM. *Garneau et Mercier*, MM. *Charlebois, Owens Stephens, Desjardins et Duhamel*.

Votre Comité a l'honneur de faire rapport de plus :

Que l'Honorable M. *Mercier* a proposé la motion suivante :

Que le 5 Mai 1885, le Comité des Comptes Publics fit le rapport suivant à cette Honorable Chambre :

" Votre Comité a l'honneur de faire rapport :

" Que l'Honorable M. *Boucher de La Bruère*, Président du Conseil Législatif, a été invité par lettre du Greffier de ce Comité à venir rendre témoignage devant ce Comité, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des Comptes Publics de mil huit cent quatre vingt deux, comme payées à L. A. *Laforce*, et qu'il ne s'est pas rendu à cette invitation.

" Votre Comité recommande à Votre Honorable Chambre d'envoyer un message au Conseil Législatif, le priant de permettre à l'Honorable M. *de La Bruère* de comparaître et de rendre témoignage devant le dit Comité."

Que cette Chambre a concouru dans le dit rapport et qu'elle a adopté la résolution suivante à l'unanimité :

" Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien permettre à l'Honorable P. *de La Bruère*, Orateur et Membre du Conseil Législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le Comité des Comptes Publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des Comptes Publics de mil huit cent quatre-vingt deux, comme payées à L. A. *Laforce*.

" Ordonné, Que M. *Desjardins* porte le message au Conseil Législatif."

Que le 7 Mai 1885, le dit message fut transmis au Conseil Législatif, qui a adopté la résolution suivante :

" Que le dit message soit pris en considération demain."

Que le 7 Mai il fut résolu comme suit unanimement :

" Que le dit message soit envoyé à un comité spécial composé des Honorables MM. *Webb, Archambault, Champagne et Larue* et du moteur, l'Honorable M. *Starnes*, avec instructions de faire rapport."

Que la prorogation, ayant eu lieu le 9 Mai, le sous comité du dit Honorable Conseil ne pût évidemment prendre utilement action sur le sujet.

Que la présence de l'Honorable M. *de La Bruère* est requise devant ce comité.

Qu'il soit fait rapport de ces faits à la Chambre et que ce comité recommande à Votre Honorable Chambre d'envoyer un message au Conseil Législatif le priant de permettre à l'Honorable M. *de La Bruère* de comparaître et de rendre témoignage devant ce comité.

M. *Owens* propose en amendement ;

Que tous les mots après " que," soient renvoyés et remplacés par les suivants :

" Vu que ce comité désire la présence de l'Honorable M. *de La Bruère* comme témoin concernant un item des Comptes Publics ;

" Que vu par les règles de cette Honorable Chambre, un message doit être transmis par cette Honorable Chambre au Conseil Législatif pour cet objet ;

" Qu'il soit résolu : Que ce comité fasse rapport à cette Honorable Chambre que la présence de l'Honorable M. *de La Bruère* est requise devant ce comité et recommande qu'un message soit transmis au Conseil Législatif."

La motion en amendement a été adoptée.

Le Comité a l'honneur de faire rapport, qu'il recommande à Votre Honorable Chambre de vouloir bien envoyer un message au Conseil Législatif le priant de permettre à l'Honorable M. *de La Bruère* de comparaître comme témoin devant le dit comité.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Carbray*,

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien permettre à l'Honorable P. *Boucher de LaBruère*, Orateur et Membre du Conseil Législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page 60 des comptes publics de mil huit cent quatre-vingt-deux, comme payées à L. A. *Laforce*.

Ordonné, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadoussac*, pour le comté de *Saguenay*, et détacher à cette fin ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 1994 et 2005 du Code Civil du *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Est-ce l'intention du gouvernement de laisser en force la loi de pension de retraite des instituteurs ?

2. Si oui, se propose-t-il de l'amender, et dans quel sens ?

3. Si non, comment seront remis les argents payés par les instituteurs ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Le gouvernement fera connaître sa décision à la Chambre en temps utile.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de maintenir les deux écoles normales, *Laval* et *Jacques-Cartier*, telles qu'elles existent aujourd'hui ?

2. Si oui, quelles sont les raisons qui l'empêchent de donner suite aux remarques de Sa Grandeur Monseigneur des *Trois-Rivières* faites par écrit, le 12 novembre 1884, à la séance du comité catholique du Conseil de l'Instruction Publique et qui sont dans les termes suivants :

“ L'étude attentive que j'ai faite des documents officiels, tant du gouvernement que du département de l'Instruction Publique, au sujet des dépenses des écoles normales, depuis leur fondation jusqu'à cette année, m'a convaincu qu'elles coûtent réellement trop cher pour le résultat qui a été obtenu ” ?

3. Le gouvernement a-t-il adopté quelques réformes à l'effet de réaliser les espérances exprimées dans les paragraphes 4 et 5 du rapport du sous-comité du comité catholique de l'Instruction Publique, soumis à la séance du 11 novembre 1884, lesquels paragraphes se lisent comme suit :

“ IV. Qu'il est à espérer que certaines dépenses nécessitées par l'état ou se trouvent les édifices destinés aux écoles normales, ou pour d'autres causes, pourront cesser ou diminuer.”

“ V. Que les moyens provenant de toutes telles diminutions devront être employés à établir des écoles normales de filles dans le diocèse de Montréal ou dans les autres diocèses, sous la direction d'institutions religieuses ? ”

4. Si le gouvernement a adopté telles réformes, quelles sont-elles ?

5. Si le gouvernement n'a pas adopté telles réformes, se propose-t-il de les adopter bientôt et par quel mode ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Un nouveau projet est à l'étude sur cette question.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement n'a-t-il émis que les \$150,000 de débetures autorisées pour la construction du Palais de Justice à Québec, par la 45 *Vict.*, ch 26 ; ou a-t-il émis aussi celles de \$50,000 autorisées pour la même fin par la 48 *Vict.*, ch. 16 ?

2. Quelle est la date de ces débetures et quand ont-elles été négociées ?

3. Quelles personnes ou corporations sont porteurs de ces débetures ?

4. Ont-elles été acceptées au pair et quel taux d'intérêt portent-elles ?

5. A qui l'intérêt de ces débetures a-t-il été payé jusqu'à ce jour et à qui le sera-t-il à l'avenir ?

6. Le gouvernement a-t-il eu quelques difficultés à placer ces débetures et quelle est la nature de ces difficultés ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—1. Les \$200,000 d'obligations dont l'émission doit être autorisée pour payer le coût de la construction du Palais de Justice de Québec, par l'acte 45 *Vict.*, chap. 26 et par la 48 *Vict.*, chap. 6 ont été émises.

2. Les obligations sont datées du 1er de Juillet, 1885 ; \$150,000 de ces obligations seulement ont été négociées.

3. Les \$150,000 qui ont été négociées, font partie du placement de \$600,000 payées à compte du prix du chemin de fer Q. M. O. & O., tel qu'il appert à la page 16 des comptes publics pour l'année finissant au 30 Juin 1885.

4. Au pair, cinq par cent par année.

5. L'intérêt sur les \$150,000 quand il sera reçu des municipalités, sera placé au compte de l'intérêt sur le prix du chemin de Q. M. O. & O.

L'intérêt sur les autres \$50,000, sera, quand il sera payé, inclus dans les recettes du gouvernement, jusqu'à ce que ces obligations soient négociées, alors l'intérêt sera payé au porteur.

6. Le gouvernement n'a point mis ces obligations en vente.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement ne croit-il pas que la défalcation qui vient d'être découverte si tardivement au département des Terres

de la Couronne prouve qu'il y a quelques vices dans le système de la comptabilité ministérielle et que ces vices pourraient disparaître en abolissant les bureaux de comptable de chaque département et en les remplaçant par un seul au bureau du trésorier ?

Et objection étant faite par l'Honorable M. Taillon, que cette interpellation, telle qu'elle est faite, n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ On peut poser aux membres du gouvernement des questions se rapportant “ aux affaires publiques (Ordres permanents, numéro 29) ou, selon l'expression “ de *Todd*, au sujet d'affaires d'intérêt public. En consultant les autorités, on “ voit que ces affaires d'intérêt public sont les mesures pendantes en parlement, “ les affaires publiques, les intentions et la politique du gouvernement et les “ affaires d'administration. (*Cushing*, numéro 1568 ; *May*, p. 356 ; *Bourinot*, “ page 321).

“ Mais, si l'on peut poser une question pour s'assurer des intentions ou de la “ politique du gouvernement, on ne peut pas en poser dans le but d'obtenir “ l'opinion du gouvernement ou d'un de ses membres. Les intentions ou la “ politique du gouvernement sont des affaires d'intérêt public ; mais les opinions “ des membres du gouvernement, sur lesquelles on peut ne pas prendre action, “ sont des matières d'intérêt purement privé et dont la connaissance ne peut pas “ servir à former le jugement de la Chambre dans ses procédures ultérieures. “ *May* dit (page 355,) qu'on peut poser une question concernant les intentions du “ gouvernement à l'égard de toutes matières de législation et d'administration, “ mais pas au sujet des opinions abstraites des membres du gouvernement à “ l'égard de questions générales de politique. M. l'Orateur *Lefevre* a décidé “ qu'on ne peut pas poser une question dont la réponse implique une expression “ d'opinion, (*Bourke's Precedents*, page 300) et M. l'Orateur *Brand* a aussi décidé “ qu'une question demandant l'opinion du gouvernement excède la limite permise “ et n'est pas dans l'ordre. (*Blackmore's Precedents*, page 173 ; supplément, page “ 48). Comme la question demande l'opinion du gouvernement et non pas un “ exposé de faits ou des intentions ou de la politique du gouvernement, je suis “ d'opinion qu'elle n'est pas dans l'ordre et qu'elle ne peut pas être posée.

Par l'honorable M. *Mercier*.—10. Est-il vrai que le gouvernement a porté le salaire de M. *Rivard*, du département des Terres de la Couronne à \$1800 et celui de M. *Collins*, du même département, à \$1700, de \$1600 qu'étaient les salaires de ces messieurs ?

2. Si tel est le cas, quelle est la date de l'ordre en conseil accordant cette augmentation et quelles sont les raisons qui la justifient, dans les circonstances difficiles où sont nos finances ?

3. Le salaire de \$1600 qu'avaient ces messieurs n'était-il pas le *maximum* fixé par la section 11, du ch. 9 de la 40 *Victoria*, pour clercs de première classe ?

Réponse par l'honorable M. *Lynch*.—La réponse à cette question est contenue dans un rapport qui a été mis devant cette chambre, hier.

Par l'honorable M. *Mercier*.—1. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas exigé de feu M. *Gale* et de tout autre comptable, le cautionnement autorisé par la section 2 du chap. 9 de la 32 *Victoria*.

2. Quel jour M. *Gale* est-il parti pour les Etats-Unis, et est-il parti avec la connaissance ou l'assentiment du commissaire ou de l'assistant-commissaire ?

3. Quel jour M. *Gale* est-il mort ?

4. A combien la défalcation de \$51,527.32 est-elle actuellement réduite ?

5. Par qui et comment a-t-elle été ainsi réduite ?

6. Le Procureur-Général a-t-il été informé, en Décembre dernier, avant ou depuis, que feu M. Gale avait soustrait de temps à autre, depuis 1882, des sommes considérables au département, et qu'il avait dissimulé ces détournements, en faisant des rapports faux sur le montant des billets impayés qu'il avait en portefeuille ?

7. Quels procédés le Procureur-Général a-t-il fait faire pour punir ce crime et protéger les intérêts de la Province ?

8. Quand le premier-ministre a-t-il connu ces faits de fraude, en partie ou en tout et en a-t-il avisé le chef de l'Exécutif ?

9. Le Gouvernement a-t-il pris quelques informations sur la valeur, la nature et la situation des biens laissés par M. Gale ; et si oui, quel est le résultat des ces informations ?

10. Les aveux de M. Gale sont-ils par écrit ; et, si oui, quelle est la date de cet écrit et devant qui a-t-il été reçu ?

11. Si ces aveux ont été faits verbalement, à qui et quand l'ont-ils été ?

12. Le Gouvernement s'est-il emparé de tous les papiers de M. Gale ; et si oui, quand ?

13. M. Gale a-t-il été destitué ou suspendu ; et si oui, quand ? Et si oui, qui a été mis à sa place et en possession de ses papiers, et quand cela a-t-il eu lieu ?

14. A-t-il continué à toucher son salaire jusqu'à son décès ; et si oui, pour quelles raisons ?

15. M. Gale n'a-t-il pas été remplacé par M. Machedie, commis principal des pêcheries, et quelle est la nature du cautionnement que celui-ci a donné ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—La Chambre ayant décidé le 19 Avril que l'enquête sur les faits et circonstances de la dite défalcation soit faite par le comité permanent des comptes publics, et ce comité, ayant aujourd'hui commencé à s'occuper de cette affaire, il ne convient pas que cette enquête se fasse en Chambre sous forme d'interpellation ou autrement.

Par l'Honorable M. Mercier,—A. Fontaine, Ecuyer, inspecteur d'écoles du district de Joliette, a-t-il résigné ou offert sa résignation avant d'être candidat à l'élection de Joliette, qui eut lieu en Septembre dernier ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet,—M. Fontaine n'a pas résigné comme inspecteur et nous n'avons pas d'information officielle qu'il ait été candidat à l'élection de Joliette.

Par l'Honorable M. Mercier,—1. Quel est le montant des avances mentionnées à la page 8, des comptes publics, comme faites à la compagnie du chemin de fer du Lac St-Jean ?

2. Quand et à la demande de qui ces avances ont-elles été faites ?

3. Quand et comment le montant de ces avances a-t-il été remboursé ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—1. \$48,171.20.

2. Les avances sont le montant payé à la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, en Février 1871, pour la construction d'un chemin à lisses de bois, dont le remboursement a été différé, en vertu de l'Acte 40 Victoria, chapitre 3, section 5.

3. Le montant des avances n'a pas encore été remboursé.

Par M. *Stephens*.—1. Le Gouvernement a-t-il fait exécuter les dispositions de l'Acte 48 *Victoria*, chapitre 34, concernant l'asile des aliénés de la Province, et si non, pourquoi ?

2. Les médecins mentionnés dans la section 2 ont-ils été nommés ; et si oui, qui sont-ils ?

3. Ont-ils rempli les devoirs qui leur sont assignés par la loi ? Si non, pourquoi.

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Le Gouvernement a nommé, le 15 Avril 1885, un bureau médical pour l'asile de *Beauport* composé de M. les docteurs *Vallée*, *Bélanger* et *Marois* ; un bureau médical pour l'asile *St-Jean-de-Dieu*, composé de MM. les docteurs *Howard*, *Perreault* et *Duquette*.

Ces deux bureaux contrôlent les admissions des patients, ordonnent leurs décharges temporaires ou définitives, surveillent la classification des malades, l'application des règlements, examinent et certifient les comptes des propriétaires et font les rapports exigés par la loi ?

Par M. *Gagnon*.—Quelles instructions le Gouvernement a-t-il données ou se propose-t-il de donner aux percepteurs du revenu, au sujet des licences pour la vente en gros des liqueurs enivrantes, dans les municipalités où il existe un règlement municipal prohibitif absolu ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Il a été donné des instructions aux percepteurs du revenu, qu'aucune licence pour la vente en gros des liqueurs spiritueuses ne sera accordée dans les municipalités où il existe un règlement prohibitif passé sous l'autorité du Code Municipal.

Par M. *Stephens*.—Le terrain sur lequel était construit l'ancien Palais Législatif appartient-il au Gouvernement de la Province ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le contrat en vertu duquel le Gouvernement possède ce terrain a déjà été mis devant la Chambre, et il démontre la nature des droits du Gouvernement.

Par M. *Asselin*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention de suivre les traditions parlementaires observées en cette Province et de donner des ordres pour que les portraits des Orateurs de l'Assemblée Législative qui se sont succédés depuis la Confédération, portraits qui ont été détruits lors du dernier incendie du Palais Législatif, soient faits de nouveau et placés dans la salle des délibérations de l'Assemblée Législative ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—La question est sous considération.

Par M. *Gagnon*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'exiger impérativement des municipalités qui y sont tenues par les Statuts de cette Province, la moitié de l'entretien des aliénés aux asiles ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—C'est l'intention du Gouvernement de faire exécuter la loi.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une liste complète des livres publiés dans la Province de *Québec*, au *Canada* ou ailleurs, et qui ont été achetés et distribués cette année, en récompenses ou comme livres de prix par l'honorable Surintendant de l'Instruction Publique.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Martin*, secondé par *M. Leduc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant la Chambre, copies des correspondances, requêtes, au sujet des secours demandés en faveur des pêcheurs réduits à une misère extrême par la suspension des affaires des maisons de *MM. Charles Robin & Cie*, et *MM. Leboutiller & Frères*.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies des Ordres en Conseil autorisant les emprunts temporaires faits durant les années 1882, 1883, 1884, 1885 et 1886.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette chambre, copie de la correspondance échangée avec le premier ministre de la Province de Québec et *M. Faucher de St-Maurice*, *M. P. P.*, au sujet de certains changements à apporter dans chaque division d'enregistrement.

Sur motion de l'honorable *M. Taillon*, secondé par *M. Martel*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle demeure ajournée jusqu'à mardi prochain, le 27 du courant.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 27 Avril 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union *St-Joseph* de *Lachine*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7).

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par *M. Duhamel*,—La Pétition du Révérend *Eug. Cauvin* et autres, de la cité de *Hull*;—la pétition de *D. Desjardins* et autres, du canton de *Ripon*;—la pétition de *A. Synek* et autres, du canton de *Wright*;—la pétition du Révérend *J.-B. Langlais* et autres, de l'*Ange-Gardien*;—la pétition de *F. A. Beaudry* et autres, de *Buckingham*;—la pétition d'*Alex. Marceau* et autres, du canton de *Hull*;—la Pétition de *Paul Bertrand* et autres, de *Masham*;—la pétition de *Jules Snob* et autres, du canton de *Masham*;—la pétition de *Geo. Paterson* et autres, de *Wakefield*;—et la pétition de *R. Daly* et autres, du canton *Low*; tous du comté d'*Ottawa*.

Par *M. Desjardins*,—La Pétition de Dame Veuve *J. B. Renaud*, de la cité de Québec.

Par *M. Richard*,—La Pétition de *Jos. A. Cloutier* et autres.

Par l'Honorable *M. Taillon*,—La Pétition de *L. A. Demers* et autres,—et la Pétition de *Charles Edouard Schiller* et autres.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Compagnie du Chemin de Fer " Le Grand Nord " ; demandant des amendements à son Acte d'incorporation.

De J. A. Gravel et autres, du village de *Bagotville* ; demandant que la section 8 du chapitre 45 de la 39 *Victoria*, ne soit pas amendée.

Du Révérend J. P. Bélanger et autres, de *Saint-André Avelin*,—de *Isidore Daoust*, et autres de *Papineauville*,—de L. D. Poulin et autres de *Montebello* et Notre Dame de *Bonsecours*,—de *Joseph Laurin*, fils, et autres, de la *Pointe-à-Gatineau*, Comté d'*Ottawa* ; demandant respectivement que le chef lieu judiciaire du district d'*Ottawa* soit transféré d'*Aylmer* dans la Cité de *Hull*.

De L. A. Sénécal et autres ; demandant un Acte d'incorporation sous le nom de " la Compagnie d'assurance contre le feu L'Equitable de *Montréal*."

De *Cyrille Duquet* et autres, de la Cité de *Québec* ; demandant un Acte d'incorporation, sous le nom de " La Compagnie de Gaz combustible."

De la municipalité du village de *La Prairie* ; demandant l'appropriation d'une certaine étendue de la commune de *La Prairie*.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, 42-43 *Victoria*, chapitre 58.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill pour ériger une partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Poulin* ait la permission d'introduire un Bill pour amender le Code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la Province de *Québec*, et pour amender les articles 2040 et 2041 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour permettre la vente des biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Robertson* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 avril 1885, pour un état détaillé des dettes de l'ancienne province du *Canada* qui forment la somme de \$73,006,088.84 assumée par la puissance du *Canada*, savoir, \$62,500,000 par la section 112 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et \$10,506,088.84 par l'acte fédéral 35 *Victoria*, chapitre 30. (Appendice No 1.)

Ordonné, Que cet état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Résolu, Qu'à compter de mercredi le 28, inclusivement, les règles de cette Chambre quant à l'ordre des affaires soient suspendues à l'effet suivant, savoir :

que la motion de l'Honorable M. *Garneau*, au sujet de l'exécution de *Louis Riel*, ait priorité après les affaires de routine, sur tous les autres articles inscrits au feuillet des affaires, de jour en jour, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé ; et que la motion de l'Honorable M. *Turcotte*, sur le même sujet, soit appelée immédiatement après que cette Chambre aura disposé de celle de l'Honorable M. *Garneau*, et qu'elle ait priorité, après les affaires de routine, sur tous autres articles inscrits au feuillet des affaires, de jour en jour, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé.

Le Bill pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Bernatchez*.—Le gouvernement a-t-il pris action sur le rapport de J. A. *Defoy*, Ecr, à la suite de l'enquête qu'il a terminée dernièrement à *Montmagny*, à la demande de M. *Godfroy Talbot*, contre le régistrateur de *Montmagny* ? Si oui, quelle est sa décision ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—M. *Defoy* n'a pas fait d'enquête, à proprement parler. Après avoir obtenu certains renseignements, de parties intéressées, M. *Defoy* a fait un rapport préliminaire qui contient son appréciation des faits qui lui ont paru constatés ou admis. Les papiers relatifs à cette affaire, forment un dossier volumineux et le gouvernement n'est pas encore en état de déclarer s'il fera faire une enquête sur les autres faits.

Par M. *Désaulniers*.—Depuis le 30 juin 1885, dans quelles banques ou succursales de banques, le gouvernement a-t-il fait ses dépôts d'argent à *Trois-Rivières* ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson* :

Banque d' <i>Hochelaga</i>	\$20,000 00
Banque du <i>Peuple</i>	30,000 00
Banque de <i>Québec</i>	2,365 47

Par M. *Gagnon*.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la cour de circuit dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Pas encore.

Par M. *Laliberté*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider à la construction d'un chemin de fer sur la rive sud du *St-Laurent*, partant de *Sorel*, traversant les comtés d'*Yamaska*, *Nicolet*, *Lotbinière* et venant aboutir à la ville de *Lévis*, dans le comté du même nom ? Si oui, le gouvernement se propose-t-il de venir en aide à la construction de ce chemin de fer, par le moyen d'octrois en argent ou en terres ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Le gouvernement fera connaître sa politique sur les chemins de fer dans le cours de cette session.

Par M. *Laliberté*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aucune somme d'argent pour l'ouverture d'un chemin de colonisation entre la paroisse de *Ste-Philomène de Fortierville* à la gare de *Ste-Julie de Somerset* ? Si oui, quelle sera la somme fournie ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—La question est sous considération.

Par M. Laliberté.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aucune somme d'argent pour venir en aide à la construction d'un pont sur la rivière du *Chesne*, dans la municipalité de *Leclercville*, comté de *Lotbinière*? Si oui, quelle sera la somme fournie?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Le sujet n'a pas encore été soumis à l'attention du gouvernement.

Par M. Laliberté.—Le gouvernement se propose-t-il de venir en aide à la construction d'un chemin ou route qui ferait communiquer directement entre elles les paroisses de *St-Narcisse* et de *St-Patrice*, dans le comté de *Lotbinière*? Si oui, quelle somme d'argent fournira-t-il?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Le gouvernement considérera cette question lors de la distribution des deniers pour les chemins de colonisation.

Sur motion de M. Robidoux, secondé par M. Gagnon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances et documents relatifs à l'internement et la détention de *Marie Primeau*, dans l'asile de *St-Jean-de-Dieu*.

Sur motion de M. Faucher de *St-Maurice*, secondé par M. Marcotte,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant les noms et les titres de ceux qui ont étudié à l'école de navigation de *Québec*, pendant le dernier exercice.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état des affaires de l'Association Mutuelle de Prévoyance du *Canada*, montrant la situation actuelle de la dite association.

2. La liste des réclamations reçues par le Gouvernement montrant les noms des réclamants, le montant réclamé et le montant payé à chacun d'eux sur le dépôt de \$15,000 fait par cette association au département du trésor et la balance restant actuellement sur ce dépôt.

3. La liste des assurés dans cette association, le montant de leurs assurances, le montant payé par chacun d'eux et le montant réclamé de chacun d'eux par le liquidateur d'abord et par ses avocats ensuite.

4. Un état montrant le déficit actuel, en considérant comme perdus pour les assurés toutes les contributions payées, mais à part la balance du dépôt susmentionné et le détail des sommes dues composant ce déficit, si déficit il y a.

5. Le montant des premières réclamations du liquidateur et celui des réclamations de ses avocats.

6. Tout rapport autorisant le paiement de toutes telles réclamations.

7. Toute correspondance échangée au sujet de cette compagnie, de sa situation et des réclamations susdites.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, *Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Production de tous traités, mémoires, correspondances et documents quelconques relativement à l'établissement, l'administration et la discontinuation de la ferme-école de *Rougemont*.

2. Les noms des personnes employées à cette institution et sous la solde du Gouvernement, avec indication de leurs fonctions et appointements respectifs.

3. Un état détaillé des sommes payées et des sommes encore dues par le Gouvernement à l'occasion de cette institution ; avec indication aussi des réclamations pendantes, non liquidées ou contestées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 28 Avril 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'asile des Dames Protestantes, de *Québec*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Poupore*,—La Pétition de *H. M. McLean* et autres, du canton de *Eardley*.

Par M. *Duhamel*,—La Pétition de *Joseph Bell* et autres, d'*Aylmer* et autres lieux, dans le comté d'*Ottawa*.

Par l'Honorable M. *Turcotte*,—La Pétition de la corporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Robidoux*,—La Pétition de *Théophile Dumais* et autres, censitaires de la paroisse de *Laprairie* de la *Madeleine*.

Par M. *Stephens*,—La Pétition de *John Nelson Crawford* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Picard*,—La Pétition de *W. B. Ives* et autres ; et la pétition de *Etienne Fortin* et autres, du canton de *Weedon*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill amendant la section 8 du chapitre 45 de la 39ième *Victoria* des statuts de *Québec*.

Bill pour amender l'acte incorporant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus à *Québec*.

Bill incorporant le *St Marguerite Salmon Club*.

Bill incorporant le Cercle *Frontenac* de *Québec*.

M. *Martel*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas : de la municipalité du village de *St-Gabriel*, comté d'*Hochelaga* ; demandant le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* ;—du Séminaire de *Nicolet* ; demandant des amendements à sa charte ;—de la corporation de la ville de *Longueuil* ; demandant des amendements à sa

charte ;—de *V. T. D. Aubigny* et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Ecole de Médecine Vétérinaire de *Montréal* ;—de l'Honorable *Ths McGreevy* et autres ; demandant un acte pour faire revivre la charte de la compagnie du chemin de fer du *Cap-Rouge* et du *Saint-Laurent* et pour d'autres fins ;—de la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de *Nicolet* ; demandant un acte pour légaliser une certaine cession de biens à elle faite, par la paroisse *St-Jean-Baptiste de Nicolet* ;—de *Jas. O. Hogan* et autres ; demandant que le township de *Templeton* soit divisé en deux municipalités séparées ;—du conseil de ville de la ville d'*Iberville* ; demandant des amendements à sa charte ;—de la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* ; demandant le pouvoir d'émettre du capital action payé et pour d'autres fins ;—de *J.-Bte St-Louis* et autres ; demandant un acte autorisant certaines personnes à vendre une propriété substituée ;—de *Cyrille Duquet* et autres ; demandant l'incorporation de "La compagnie de gaz combustibles" ;—de la municipalité du village de *La Prairie* ; demandant un acte pour étendre les limites du dit village.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Beaubien* ait la permission de présenter un Bill accordant à la corporation du village de *Saint-Gabriel* le droit de s'annexer à la cité de *Montréal*, et de faire avec cette cité les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que *M. Gauthier* ait la permission de présenter un Bill incorporant la Compagnie de Gaz combustibles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Martin* ait la permission de présenter un Bill concernant le chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que *M. Charlebois* ait la permission de présenter un Bill pour étendre les limites du village de *LaPrairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Garneau* ait la permission de présenter un Bill pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer du *Cap Rouge* et du *St-Laurent* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ces travaux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Dorais* ait la permission de présenter un Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de *Nicolet*, par la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *Dorais* ait la permission de présenter un Bill amendant le statut 22 *Victoria*, chapitre 68, intitulé: "Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du Séminaire de *Nicolet*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour incorporer l'école de médecine vétérinaire de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill autorisant Dame *Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et Dame *Barbara Cox*, épouse d'*Alexander Linton Lockerby*, à vendre la partie sud-ouest du No 123 du cadastre du quartier *Saint-Louis*, Cité de *Montréal*, à *Jean-Baptiste St-Louis* et à Dame *Emma E. Lamontagne*, épouse d'*Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Demers* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte d'incorporation de la ville d'*Iberville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill divisant la municipalité du Canton de *Templeton*, dans le Comté d'*Ottawa*, en deux municipalités séparées.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender la charte de la Cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur se lève et parle comme suit :

" Mercredi dernier, quand le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics fut reçu, on n'a pas soulevé la question d'ordre, mais on a attiré mon attention sur le fait que ce rapport renferme un rapport fait durant la dernière session par un comité semblable, et l'on m'a prié d'examiner si une pareille pratique est conforme à la coutume parlementaire, et si ce cas devra plus tard être cité comme précédent.

“ Toutes les procédures pendantes lors de la prorogation cessent et finissent avec la session, mais on peut les renouveler à la session suivante, si elles constituent encore un sujet approprié à la considération de la législature.

“ Les procédures dans un comité sont conduites d'après les mêmes principes généraux que les procédures qui se font en Chambre. Donc, toutes les procédures pendantes devant un comité permanent, lors de la prorogation, ne peuvent pas être continuées à la session suivante, mais elles peuvent être recommencées. Et ce principe, que toutes les procédures finissent avec la session, est de rigueur tellement stricte, qu'il est irrégulier pour un comité de prendre connaissance ou de faire rapport d'une preuve, de rapports ou de papiers d'une session précédente, à moins que la Chambre ne renvoie à ce comité cette preuve, ces rapports ou ces papiers. (*Bourinot*, page 449.) M. l'Orateur *Anglin* a décidé qu'un comité ne peut pas incorporer dans un rapport les opinions d'un comité semblable institué à une session précédente, et il a décidé qu'un rapport dans lequel cela avait été fait, était hors d'ordre. (*Journal des Communes du Canada*, 1874, page 282.)

“ Le comité permanent des comptes publics est institué pour examiner tous les comptes faisant voir la dépense faite, par le Gouvernement, des argent's votés pour le service public. Il a autorité pour s'enquérir des revenus et des dépenses de la Province dans toutes les branches du service public, (*Todd*, page 590) dans le but de procurer, au moyen de ses investigations, les renseignements qui peuvent être nécessaires à la Chambre, pour la mettre en lieu d'exercer un contrôle parlementaire convenable sur l'administration de tous les deniers publics.

“ Le comité permanent des comptes publics a le pouvoir de s'enquérir de l'article des comptes publics pour 1883-1884 auquel il est fait allusion dans le rapport en question, et de prendre l'initiative des procédures qui peuvent être nécessaires pour obtenir la comparaison de l'Honorable M. de la Bruère comme témoin au sujet de cet article ; mais, d'après la loi et les usages parlementaires, le comité a commis une irrégularité en mentionnant le rapport du comité institué à la session précédente et en l'incorporant dans le sien.

“ La Chambre a envoyé un message au Conseil Législatif pour demander la comparaison de M. de la Bruère et le but du rapport a été atteint ; mais je suis d'opinion que le rapport ne devrait pas être considéré comme “ un cas formant coutume ” ni à l'avenir être cité comme précédent. (*Jefferson's Manual*, page 37.)

L'Honorable M. Garneau propose, secondé par l'Honorable M. Beaubien, qu'il soit

Résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel* ; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill amendant l'Acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, 42-43 *Victoria*, chapitre 58 est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre reprend le débat ajourné aujourd'hui sur la motion portant, qu'il soit

Résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Et la question étant de nouveau proposée ;

M. *Gauthier* propose en amendement, secondé par M. *Duhamel*, que tous les mots après " Que " dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

Attendu que ces questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets serait contraire à l'esprit de la constitution et nuisible à son bon fonctionnement ;

Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

Il soit résolu ; Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Turcotte*, secondé par M. *Poulin*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Champagne* et *Dorion* pour agir, de la part du Conseil Législatif, comme membres du comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des Statuts, tel que demandé par l'Assemblée Législative dans son message.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 29 Avril 1886.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. Taillon.—La pétition du Révérend J. Lonergan et autres, membres de la Convention des Irlandais Catholiques des Sociétés de Tempérance, de la Cité de Montréal.

Par M. Stephens.—La pétition de l'Institut Trafalgar, de la cité de *Montreal*.

Par M. Poupore.—La pétition du Révérend D. Leduc et autres, et la pétition de Mathias Keon et autres, tous du district d'*Ottawa*.

Par M. Cameron.—La pétition de la Corporation du Village de *Huntingdon*,—la pétition de la corporation du canton de *Godmanchester*,—la pétition de la municipalité du comté de *Huntingdon*,—la pétition de David Stalker et autres, de la paroisse de *St-Anicet*,—et la pétition de D. Stalker et autres, de *Ste-Barbe*.

Par M. Dorais.—La pétition de A. Plante et autres, de la municipalité de *St-Benoît*, comté d'*Yamaska*.

Par M. Owens.—La pétition de Eustache St-Pierre et autres, du canton d'*Amherst*.

Par M. Duhamel.—La pétition de H. A. Raby et autres, de *St-André Avellan*,—la pétition de Elie Moore et autres,—la pétition de Arthur Lyon et autres, tous du District d'*Ottawa*,—et la pétition de C. St-Paul et autres du canton d'*Aylmer*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De L. A. Demers et autres ; demandant le rappel des lois concernant la vaccination obligatoire.

De Madame J. Bte Renaud, de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'Acte 47 *Victoria*, ch. 91, pour réparer une erreur cléricale qui se trouve dans le Statut.

De Joseph Cloutier et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie pour construire et exploiter un chemin de fer, de l'*Assomption* à *St-Jacques de L'Achigan*.

De Charles Edouard Schiller et autres ; demandant un acte autorisant la vente de certaines propriétés mobilières et immobilières formant partie de la succession de feu Dame Marie Angélique Cu villier.

Du Révérend Eugène Gauvin et autres, de la cité de *Hull*.—de Alex. Marceau et autres, de *Hartwell*,—de Martin Walsh et autres, du Canton de *Hull*,—de Paul Bertrand et autres, de *Masham*,—de Jules Snob et autres, du canton de *Masham*,—de George Patterson et autres, de *Wakefield*,—de R. Daly et autres, du canton de *Low*,—de D. Desjardins et autres, du canton de *Ripon*,—de A. Synck et autres, du canton de *Wright*,—du Révérend J.-B. Langlais et autres, de l'*Ange-Gardien*,—et de F. A. Beaudry et autres, de *Buckingham* ; tous du comté d'*Ottawa*, demandant respectivement que le chef-lieu judiciaire du district d'*Ottawa*, soit transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

L'honorable M. Blanchet, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow, écuyer, et concernant d'autre fins s'y rattachant.

Bill autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre *John Napier Fulton* au nombre de ses membres.

Bill amendant le statut de la Législature de Québec (43-44 Victoria, ch. 81), intitulé: "Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour d'autres fins."

L'Honorable M. *Taillon*, du comité conjoint des deux chambres, nommé pour examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de codifications des Statuts, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Taillon* comme son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

M. *Gauthier*, du comité permanent d'Agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Gauthier* comme son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à sept membres.

M. *Martel*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du chemin de fer "le Grand Nord" demandant des amendements à son Acte d'incorporation, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

M. l'Orateur présente à la Chambre le premier rapport du comité conjoint de la Bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le comité de la bibliothèque a l'honneur de présenter son premier rapport.

L'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative prend à son tour la présidence du comité pour l'année qui commence.

Il est décidé que le *quorum* sera de cinq membres, y compris les deux Orateurs.

Le bibliothécaire est prié de préparer une liste des ouvrages qu'il est nécessaire de se procurer et de faire une évaluation approximative du coût de ces ouvrages.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte 46 Victoria, chapitre 87 intitulé: "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer, "Le Grand Nord."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour permettre la vente des lots classés comme lots de bois de chauffage, quoique compris dans les terrains sous licence.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission de présenter un Bill pour rendre le service civil plus efficace en le soustrayant aux influences des partis politiques.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Trudel ait la permission de présenter un Bill pour annexer certaines parties du canton de *Shawinigan*, dans le comté de *St-Maurice*, à la paroisse de *Ste-Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gagnon ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 220 du Code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'Etat des affaires de l'Hôpital-Général de *Sorel*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7).

L'Honorable M. Robertson met devant la Chambre,—Etat des rapports de l'honorable Conseil Exécutif autorisant l'émission de mandats spéciaux, du 1^{er} Juillet 1885 au 28 Avril 1886, lequel est comme suit :

S E R V I C E S .	R A P P O R T S D E C O N S E I L .		
	Nos	Dates.	Montants.
Aide aux populations en détresse de la Côte du Labrador.....	371	1885.—Sept. 26	\$ 151 00
Do do do de la Pointe-aux-Esquimaux	471	Nov. 3	750 00
Do do do des comtés de Gaspé et Bonaventure ..	44	1886,—Fév. 22	2,000 00
			\$2,901 00

Etant d'opinion que le crédit *Divers, en général*, a été voté dans le but de couvrir des dépenses de cette nature, l'auditeur de la province a débité ces sommes à ce crédit et non pas aux mandats spéciaux.

Cette somme de \$2,901 00 forme partie de celle de \$17,345 57 débitée à *Divers, en général*, dans l'état, fourni à l'Assemblée Législative, de la dépense du 1er Juillet 1885 au 31 Mars 1886.

GASPARD DROLET,
Auditeur de la Province.

Québec, 28 Avril 1886.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé hier à la motion portant, —

Qu'il soit résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

Que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales*; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

"Attendu que cette chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

"Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

"Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du Parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets serait contraire à l'esprit de la constitution et nuisible à son bon fonctionnement ;

"Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

"Il soit résolu, — Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*."

Et la question sur l'amendement étant proposée de nouveau ;

L'Honorable M. *Turcotte* propose en sous-amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que les mots "Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales*; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas

du ressort de la législature de cette Province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

Attendu que de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du Canada ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets serait contraire à l'esprit de la constitution et nuisible à son bon fonctionnement ;

Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du Canada et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différente à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard.

Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

Considérant qu'il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ces calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

Il soit résolu : Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre dernier le gouvernement de Sir *John A. McDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indigne d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la section 8 du chapitre 45 de la 39e *Victoria*, des statuts de *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte incorporant l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant le *Ste-Marguerite Salmon Club*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que les dits amendements soient pris en considération, demain.

Le Bill divisant la municipalité du canton de *Templeton*, dans le comté d'*Ottawa*, en deux municipalités séparées, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé aujourd'hui à la motion portant: "qu'il soit résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence. Lequel amendement était: "Que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit: *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales*; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question;

"Attendu que, cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest*;

"Attendu que de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales;

"Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du Gouvernement et du Parlement du *Canada*; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les

mêmes sujets serait contraire à l'esprit de la constitution et nuisible à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des Provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu, Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*," lequel sous-amendement était, " que les mots :

" Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

" Attendu, que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

" Attendu que de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

" Attendu que ces graves questions ont occupés l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets serait contraire à l'esprit de la constitution et nuisible à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certain cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

" Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

" Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différente à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

" Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

" Considérant qu'il est évident que le Gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de

clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ses calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu, Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre dernier, le Gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indignes d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par M. *Duhamel*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le Bill concernant le département des officiers en loi de la Couronne étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la Commission de la refonte et de la codification des Statuts.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill concernant le pouvoir législatif étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité conjoint des deux chambres pour examiner les divers rapports de la commission et de la refonte de la codification des statuts.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill concernant le pouvoir exécutif étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant le département du Secrétaire de la Province étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité conjoint des deux chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant les statuts de la Province étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant le département du Trésor, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé au comité conjoit des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant la division territoriale de la Province étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité conjoint des deux chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des Statuts.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 30 Avril 1886.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. LeBlanc,—La pétition de *Alfred Roy, junior*, et autres, de la Paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus, Montréal*.

Par l'Honorable M. Robertson,—La pétition de la corporation de "*Bishop's College*" *Lennoxville*,—et la pétition de la convention de l'Université de "*Bishop's College*" *Lennoxville*.

Par M. Girouard,—La pétition de *Chs. Church* et autres, du Comté de *Drummond*.

Par M. Martel,—La pétition de la compagnie du Gaz, de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les pétitions suivante sont lues et reçues :

De *Théophile Daunais* et autres, censitaires de la Seigneurie de *La Prairie* de la *Madeleine* ; demandant que le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* ne devienne pas loi.

De *John Molson Crawford* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Victoria Rifles Armory Association*."

De la corporation de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *W. B. Ives* et autres ; demandant un acte incorporant une compagnie pour la construction d'un chemin de fer, partant de ou près de *Victoriaville*, dans le Comté d'*Arthabaska* et se ralliant au chemin de fer *Québec-Central*, dans le comté de *Wolfe*.

De *Etienne Fortin* et autres, du canton de *Weedon* ; demandant que le Bill pour ériger une partie de *Weedon* en municipalité de village ne devienne pas loi.

De *Joseph Bell* et autres, d'*Aylmer* et autres lieux ;—et de *H. M. McLean* et autres, du Canton de *Eardley*, dans le comté d'*Ottawa* ; demandant respectivement que le chef-lieu judiciaire du district d'*Ottawa* ne soit pas transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

M. Dorais, du comité permanent des diverses Industries en cette Province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Dorais comme son président et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

L'Honorable M. Blanchet, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill incorporant l'Hospice de *Saint-Thomas*, de *Montmagny*.

Bill incorporant l'Union St-Joseph de *Salaberry de Valleyfield*.

Votre comité a aussi examiné le Bill pour incorporer "*The Sherbrooke Young Men's Christian Association*," et a l'honneur de rapporter le dit bill sans amendement.

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois relatives à la représentation du peuple dans l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette province, 31 *Victoria*, chap. 9, concernant le Département du Trésor.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Duhamel appelle l'attention de *M. l'Orateur* sur cette partie du deuxième rapport du comité des Comptes Publics, présenté à la Chambre le 21 Avril courant, où le comité informe la Chambre, qu'il a nommé un sous-comité chargé de s'enquérir des circonstances de la défalcation découverte dans le département des Terres de la Couronne, avec pouvoir d'employer un ou plusieurs sténographes, et il demande de soumettre à la décision de *M. l'Orateur* les questions suivantes :

Le comité des Comptes Publics pouvait-il nommer un sous-comité ?

Ce sous-comité, peut-il, en vertu de l'autorisation donnée par le comité permanent, nommer des sténographes ?

M. l'Orateur décide comme suit :

" Je me rends volontiers à la demande de la Chambre, et je vais maintenant donner mon opinion sur les deux points d'ordre ou de pratique parlementaire soulevés à propos des questions soumises par l'honorable député d'*Ottawa*.

" On me demande par la première question, si un comité permanent peut instituer un sous-comité.

" En règle générale, les comités ne peuvent pas excéder la mission qui leur est confiée, ni conférer à d'autres l'exécution des devoirs dont ils sont chargés. (*Palgrave's Handbook*, page 84) ; mais les comités peuvent expédier et expédient souvent, de fait, leur besogne, au moyen de sous-comités composés de membres de ces comités. (*Cushing's Manual*, numéro 306.) En pratique, on a trouvé à propos de référer à des sous-comités des affaires exigeant une investigation spéciale qui ne requiert pas la présence du comité au complet.

" La question à décider est donc de savoir quels sont les pouvoirs qu'un comité peut ainsi déléguer à un sous-comité.

" Le principe général de la loi, c'est que des pouvoirs exigeant l'exercice personnel de discrétion ou de jugement ne peuvent pas être délégués à d'autres par le corps auquel ils sont conférés, pas même à une partie ou à un sous-comité de ce corps lui-même. Mais le principe qui défend de déléguer cette discrétion, n'empêche pas un comité d'instituer un sous-comité et de conférer

“ à ces derniers des devoirs d'un caractère ministériel ou d'administration et en déléguant ce pouvoir, le comité conserve toujours le droit d'exercer un contrôle général sur les actes de tel sous-comité. (*Dillon* ou *Municipal corporations*, édition de 1881, section 96 ; *Brice on Ultra Vires*, édition de 1881, pages 614 et 664.)

“ Je trouve ce principe clairement expliqué à la section 1920 de l'ouvrage de *Cushing* sur la loi et la pratique des Assemblées Législatives, et je ne saurais mieux faire que de lire cette section pour l'information de la Chambre ; la voici :

“ 1920. Les membres d'un comité spécial n'ayant eux-mêmes d'autre autorité qu'une autorité déléguée provenant de la Chambre dont ils sont membres, laquelle autorité est déléguée tout entière à chacun des membres du comité, ce comité n'a pas droit de se diviser en sous-comités et d'assigner ou de déléguer ses pouvoirs à ces sous-comités, pas plus qu'un comité n'a le droit de fixer le nombre de ses membres nécessaires pour constituer un *Quorum*. Cependant, il ne semble pas être incompatible avec ce principe, qu'un comité spécial mette à contribution le service de ses membres, individuellement, ou au moyen de sous-comités, pour faire beaucoup de choses se rattachant aux affaires dont le comité est saisi, qui n'impliquent pas une délégation d'autorité.”

“ Je suis d'opinion, que le comité des comptes publics avait le droit d'instituer un sous-comité pour prendre les témoignages concernant les circonstances se rattachant, directement ou indirectement, à la défalcation que l'on a découverte dans le département des terres de la Couronne, mais que le comité permanent n'avait pas le droit de conférer à ce sous-comité tous les mêmes pouvoirs qui lui ont été conférés à lui-même, pour s'enquérir des faits et des circonstances de cette défalcation.

“ Un sous-comité tire son autorité du comité par lequel il est institué ; ce sous-comité est soumis au contrôle du comité et ne peut pas faire rapport directement à la Chambre, mais seulement au comité de qui il tient son autorité. *Bourinot*, page 447 ; *Journal des Com. du Canada* pour 1880, annexe numéro 2, page 3.) La partie du rapport qui est actuellement en question ne fait qu'informer la Chambre que le comité a institué un sous-comité. Comme le comité avait le droit d'instituer ce sous-comité pour remplir des fonctions d'une nature ministérielle et d'administration et comme ce sous-comité est sous le contrôle général du comité lui-même et ne peut pas faire rapport directement à la Chambre, il n'y avait pas et il n'y a pas de nécessité d'adopter cette partie du rapport ou d'y concourir. De fait, lorsqu'il fut suggéré, lors de la réception de ce rapport, qu'il fut accepté, je n'ai pas encouragé cette procédure, pour la raison que je viens d'exposer et aussi parce que ce rapport contenait ce qui me paraissait être des irrégularités. Je veux parler du fait que le comité proposait de conférer au sous-comité les mêmes pouvoirs qu'il possède lui-même et que l'autre partie du rapport renfermait un rapport d'un comité semblable de la session précédente.

“ Au cours de la discussion qui eut lieu, quand les questions auxquelles je réponds maintenant me furent soumises, on a demandé comment un sous-comité peut forcer les témoins à comparaître. Un comité ayant le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives, peut assigner les témoins par ses propres ordres, signés par le président, et quand le devoir de prendre des témoignages est dévolu à un sous-comité, le président du comité doit être autorisé par une résolution de ce comité à assigner les témoins dont le sous-comité peut avoir besoin. (*Journal des Com. du Canada*, 1882, annexe numéro 2, page 4.)

“ Au cours du débat, on demanda aussi, si, dans les circonstances actuelles, un sous-comité existait réellement.

“ Je suis d'opinion que le sous-comité existe, mais qu'il ne possède que les pouvoirs que le comité pouvait lui conférer, d'après la loi parlementaire.

“ Je me permettrai aussi de dire : qu’il est, sans aucun doute, de la compétence de la Chambre de faire, d’un sous-comité, un comité spécial, avec pouvoir de faire rapport directement à la Chambre. Cela peut-être fait par l’adoption d’un rapport informant cette Chambre de la nomination d’un sous-comité et par l’adoption, ensuite, des résolutions nécessaires. Mais, dans le cas actuel, ceci ne pouvait pas être fait directement, en conséquence de la règle parlementaire qui veut qu’il ne soit proposé aucune question identique en substance à une question qui, durant la même session, a été résolu dans l’affirmative ou la négative. (Règles de la Chambre des Communes, No. 128.)

“ Le 19 du courant, la Chambre a refusé d’approuver une motion pour référer à un comité spécial toutes les circonstances se rapportant à cette défalcation et en référer la considération au comité permanent des comptes publics. La Chambre ne peut pas, en conséquence, adopter maintenant la partie en question du rapport, ni aucune motion qui aurait l’effet de référer ce sujet à un sous-comité possédant réellement le caractère et les pouvoirs d’un comité spécial, sans avoir, au préalable, reconsidéré et rescindé le vote précédent.

“ Je passe maintenant à l’autre question, celle de savoir si, en vertu de l’autorisation donnée par le comité permanent, le sous-comité peut employer des sténographes.

“ Je trouve posé comme doctrine, que, dans les cas où un comité a beaucoup de témoignages à prendre, des sténographes peuvent être employés à cette fin. Cependant, il semblerait que, de leur propre autorité, les comités n’ont pas le droit d’employer des sténographes, mais que ce pouvoir doit leur être conféré par une résolution de la Chambre. Cette pratique est mentionnée par *Bourinot*, à la page 441 de son traité. On peut trouver sur ce point beaucoup de précédents dans le Journal de la Chambre des Communes du Canada. Je n’en citerai que quelques uns. En 1877, un comité spécial et le comité permanent des comptes publics furent respectivement autorisés à employer des sténographes pour prendre les témoignages (pages 117 et 150;) et en 1878, le comité permanent des comptes publics fut autorisé à employer des sténographes pour prendre la preuve dans les investigations que ce comité pourrait juger nécessaires.

“ Je suis, en conséquence, d’opinion que le comité permanent, n’ayant pas le pouvoir d’employer des sténographes, sans la permission de la Chambre, n’avait pas non plus le pouvoir d’autoriser le sous-comité à employer un ou plusieurs sténographes.

“ La procédure régulière à suivre, serait de passer une résolution autorisant le comité permanent des comptes publics à employer, si il le juge à propos, des sténographes pour prendre les témoignages. Si ce pouvoir est conféré au comité, celui-ci autorisera à son tour ses sous-comités à recueillir les témoignages au moyen de la sténographie.”

L’honorable M. *Blanchet* met devant la Chambre, le second volume des Jugements et Délibérations du conseil souverain de la *Nouvelle-France*. (Documents de la session No. 17).

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l’amendement fait à la motion portant,—

“ Qu’il soit résolu, Que les députés de cette Chambre sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l’occasion de la déplorable exécution de Louis Riel ; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d’une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

Que tous les mots après “ Que, ” dans la motion, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *“ sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;*

“ Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquels sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*,” lequel sous-amendement était que les mots

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;* Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du Parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des Provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef, *Louis Riel*, a été exécuté ;

“ Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

“ Considérant spécialement, que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différents à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

“ Considérant qu'il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ses calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les uns contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu : Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indigne d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant,

Sur motion de M. *Laliberté*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Asselin*,
Ordonné, Que le comité permanent des Comptes Publics soit autorisé à employer un ou plusieurs sténographes pour prendre les témoignages.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 3 Mai 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Saint-Hilaire*.—La pétition du Révérend *H. H. Cimon* et autres, de *St Joseph d'Alma*,—la pétition d'*Eustache Tremblay* et autres, d'*Hébertville*,—la pétition du Révérend *Joseph Paradis* et autres, de *St-Gédéon*,—la pétition du Révérend *F. X. Billey* et autres, de *St-Louis*,—et la pétition de *Anicet Tremblay* et autres, de *St-Bruno*.

Par M. *Duhamel*,—la pétition de *T. Dauvissat* et autres, de *Suffolk*.

Par M. *Robidoux*,—la pétition de *Edouard Hébert* et autres.

Par M. *Spencer*,—la pétition du Révérend *John Kerr* et autres, du diocèse de *Montréal*,—et la pétition du Révérend *J. Barrows Davidson* et autres.

Par l'Honorable M. *Taillon*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Par M. *Boyer*,—la pétition de la Corporation de la Paroisse de *Lachine*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de la Corporation de la cité de *Québec*.

Conformément à l'Ordre du Jour, les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'institut Trafalgar, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte.

De *Charles Church* et autres, du Comté de *Drummond* ; demandant l'incorporation d'une Compagnie de chemin de fer, sous le nom de " La Compagnie de chemin de fer du Comté de *Drummond*."

De *Alfred Roy*, fils, et autres, de la Paroisse du *Sacré-Cœur-de-Jésus, Montréal* ; demandant la passation d'un acte pour pourvoir à la construction de l'église catholique du *Sacré-Cœur-de-Jésus, de Montréal*.

Du Révérend *J. Lonergan* et autres, membres de la convention des Irlandais Catholiques des sociétés de *Temperance*, de la Cité de *Montréal* ; demandant des amendements à la loi concernant la vente des liqueurs enivrantes.

De *Eustache St-Pierre* et autres ; demandant que le canton de *Amherst* dans le comté d'*Ottawa*, soit annexé au canton *Arundel*, dans le comté d'*Argenteuil*.

De la Compagnie du Gaz, de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Convention de l'Université de *Bishop's College*,—et de la Corporation de *Bishop's College, Lennoxville* ; demandant respectivement que les amendements à la charte de "*The Montreal Diocesan Theological College*" ne devienne pas loi.

De *A. Plante* et autres, de la municipalité de *St-Benoit*, comté d'*Yamaska* ; demandant que la proclamation érigeant la municipalité de *St-Benoit* soit modifiée.

De la Corporation du canton de *Godmanchester*,—de la Corporation du village de *Huntingdon*,—du Conseil de comté du comté de *Huntingdon*,—de *David Stalker* et autres de la paroisse de *St-Anicet*,—de *David Stalker* et autres, contribuables de la paroisse de *Ste-Barbe* ; demandant respectivement que la paroisse de *Ste-Barbe* ne soit pas érigée en municipalité.

Du Révérend *D. Leduc* et autres,—de *Mathias Keon* et autres,—de *Elie Moore* et autres—et de *Arthur Lyon* et autres du district d'*Ottawa* ; demandant respectivement que le chef-lieu judiciaire du district d'*Ottawa* ne soit pas transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

De *A. M. Raby* et autres, de *St-André Avelin*—et de *C. St-Paul* et autres, du Canton d'*Aylwin*, comté d'*Ottawa* ; demandant respectivement que le chef lieu judiciaire du district d'*Ottawa* soit transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

L'Honorable *M. Taillon* propose, secondé par l'Honorable *M. Robertson*,

Que la pétition de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, présentée, aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que cette motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

M. Boyer propose, secondé par *M. Whyte*,

Que la pétition de la Corporation de la Paroisse de *Lachine*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que cette motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 15 Avril 1886, demandant copie de l'Ordre en Conseil fixant le montant que le gouvernement a accepté de la ville de *Sherbrooke* en règlement de ce qu'elle devait au fonds d'Emprunt Municipal, et de toutes les correspondances et communications à ce sujet. (Documents de la Session, No. 18).

Aussi : Réponse à un Ordre de la Chambre du 27 Avril, 1886, demandant un état indiquant les noms et les titres de ceux qui ont étudié à l'école de navigation de *Québec*, pendant le dernier exercice. (Documents de la Session, No 19).

Aussi : Réponse à un Ordre de la Chambre, du 27 Avril, 1886, demandant copie de toutes correspondances et documents relatifs à l'internement et la détention de *Marie Primeau*, dans l'asile de *St-Jean de Dieu*. (Documents de la Session, No 21).

Ordonné, Que *M. Stephens* ait la permission de présenter un Bill pour prévenir la corruption dans les affaires municipales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel et reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill pour ériger une partie de la paroisse de *St-Janvier* de *Weedon* en municipalité de village.

Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Bill autorisant *Dame Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et *Dame Barbara Cox*, épouse d'*Alexander Linton Lockerby* à vendre la partie Sud-Ouest du No. 123 du cadastre hypothécaire du quartier *St-Louis*, Cité de *Montréal*, à *Jean Baptiste St-Louis* et à *Dame Emma E. Lamontagne*, épouse d'*Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions.

Le Bill incorporant la compagnie des Gaz combustibles, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies de mines et manufacturières.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable *M. Mercier*.—Le Gouvernement a-t-il fait des démarches pour remettre à la charge du Gouvernement Fédéral, ou autrement se libérer de la rente annuelle de \$4,444, qu'il paie à l'Archevêché de *Québec* pour le terrain vacant sur lequel était, en 1883, le Palais Législatif ? S'il a fait telles démarches quel en a été le résultat ?

Réponse par l'Honorable *M. Blanchet*.—Par un Ordre en Conseil du 31 Juillet 1883, transmis par dépêche du 17 décembre 1883, le Gouvernement de *Québec* a offert au Gouvernement du *Canada*, de lui remettre le terrain occupé antérieurement par le Palais Législatif de la Province en même temps que la somme de \$32,765, ou montant payé par les compagnies d'assurance sur l'édifice incendié le 10 Avril, 1883.

Il a été accusé réception de cette dépêche le 19 Décembre, 1883.

Aucune réponse définitive n'a été reçue sur le sujet.

Par l'Honorable *M. Marchand*.—Le Gouvernement a-t-il l'intention d'accorder à la veuve de feu *J. O. Lamarche*, inspecteur d'écoles pour le district d'*Iberville*, une gratification équivalente au salaire de ce dernier pour trois mois, comme c'est l'usage ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Le Gouvernement n'a pas l'intention d'accorder la gratification en question, mais la somme de \$192 que M. *Lamarche* avait payé au fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire a été remise au tuteur de ses enfants.

Par M. *Gagnon*.—A qui et quand ont été prêtées pour grains de semence les \$20,030.40, entrées dans l'état des recettes et dépenses de la Province, depuis le 1er Juillet 1885 ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—La somme de \$20,030.40 portée à l'état des recettes et des paiements de la Province de *Québec*, du 1er Juillet 1885 et 31 Mars 1886, sous le titre *Prêts pour grains de semence*, a été payée à la Banque de *Montréal* en remboursement des avances faites par cette banque en 1872 sur les débetures autorisées par le Statut de cette Province, 30 *Victoria*, chapitre 2, émises par les corporations des municipalités suivantes, pour l'achat de grains de semence :

Municipalités.	Montant des débetures.	Montant payé à compte des débetures.	Balance due.
<i>Grande Baie</i>	\$1,200 00	\$240 00	\$ 960 00
<i>Chicoutimi</i>	2,000 00	400 00	1,600 00
<i>Jonquière</i>	1,000 00	140 00	860 00
<i>Tremblay</i>	1,000 00	200 00	800 00
<i>Sainte-Agnès</i>	1,500 00	.....	1,500 00
<i>Laterrière</i>	2,000 00	.....	2,000 00
<i>Chicoutimi (Canton)</i>	2,000 00	400 00	1,600 00
<i>Roberval</i>	4,000 00	.....	4,000 00
<i>Hebertville</i>	4,000 00	.....	4,000 00
<i>Bégoville</i>	1,600 00	200 00	1,400 00
	\$20,300 00	\$1,580 00	\$18,720 00

Intérêt du 1er Mars 1884 au 30 Juin 1885..... 1,310 40

\$20,030 40

Le paiement du principal et des intérêts de ces débetures a été garanti à la banque par le Gouvernement le 28 Juin 1872.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le Gouvernement se propose-t-il de prévenir les municipalités et les conseils de comtés que toute personne de cette Province peut se procurer gratuitement, sur demande, des brochures décrivant les soins nécessaires à prendre pour prévenir ou pour soigner la diphtérie, la variole, la scarlatine, la fièvre typhoïde et le choléra, en s'adressant au secrétaire du bureau central de santé, No 30, rue *St-Jacques*, *Montréal* ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Les brochures en questions sont distribuées par le bureau central qui les envoie dans toutes les municipalités.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre du 20 Avril 1886, pour un état de toutes les sommes payées par la province pour faire déclarer l'inconstitutionnalité de l'acte fédéral des licences ; spécifiant séparément quel montant a été payé à chaque avocat ou à chaque bureau d'avocats. (Documents de la Session, No 22).

Sur motion de M. *Faucher de St-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de la requête adressée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par le Révérend Messire *Gingras*, curé de *St-Gervais*, M. *Tanguay*, maire, MM. *Augustin Ouellet*, *Romuald Tétu*, *Maxime Dupuis* et autres ; demandant de l'aide pour l'établissement d'une manufacture de beurre à *St-Gervais*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Robidoux*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de la dette non consolidée, qui a produit les \$18,955.79 d'intérêts payés depuis le 1er Juillet (1885.)

Le dit état donnant par colonnes :

Les noms des créanciers.

Les sommes dues.

Les taux d'intérêt.

Les périodes pour lesquelles l'intérêt a été payé.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé, par comtés, de l'emploi des \$143,000, dépensées depuis le 1er Juillet dernier, pour chemins de colonisation ; le dit état indiquant ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général pour salaire, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyage.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de la somme de \$17,535.57 entrée sous la rubrique " Divers " dans l'état des recettes et dépenses de la Province, depuis le 1er Juillet dernier (1885.)

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, Jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

" Qu'il soit résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel* ; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

" Que tous les mots après " Que, " dans la motion, soit retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;

“ Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*.”

Lequel sous amendement était, que tous les mots :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; ” attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et mêmes sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu, Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

“ Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

“ Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

“ Considérant qu'il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ces calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu, Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indigne d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Dorais*, secondé par M. *Bergevin*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 4 Mai 1886.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu une lettre, en date du 19 avril dernier, de l'honorable W. E. *Gladstone*, en réponse aux résolutions transmises par cette Chambre, le 17 avril dernier, laquelle il lit à la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par M. *McShane*,

Ordonné, Que cette lettre soit entrée dans le procès verbal et le journal de cette Chambre.

Et cette lettre est entrée, en conséquence, comme suit :

HAWARDEN CASTLE,
CHESTER,
19 avril 1886.

MONSIEUR,

J'ai éprouvé un vif plaisir en recevant la résolution que vous avez été assez bon pour me transmettre ; et je crois que le peuple anglais, sur lequel pèse une partie de la responsabilité des anciens méfaits du gouvernement britannique, et le peuple écossais, qui n'a, en réalité rien de cette responsabilité, concourront tous deux dans le désir et les vues libérales qu'entretient l'assemblée législative de Québec.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre très-fidèle serviteur,

W. E. GLADSTONE.

A M. l'Orateur
de l'Assemblée Législative
de Québec, etc., etc.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Spencer*,—la Pétition de L. H. *Davidson* et autres, membres de l'Eglise d'Angleterre, du diocèse de *Montréal*;—et la pétition du Révérend *Clément D. Brown* et autres, le clergé et les laïques de l'Eglise d'Angleterre, dans le diocèse de *Montréal*.

Par M. *Stephens*,—la Pétition du Révérendissime Evêque Angligan et autres, de la cité de *Montréal*.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill autorisant la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Bill concernant la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*.

Bill pour amender l'acte 46 *Vict.*, chap. 87, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer " *Le Grand Nord*."

M. *Martel*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De G. *Masse* et autres ; demandant à être incorporés sous le nom de " l'Association des Huissiers du district de *Montréal* ;"—de Louis-Ph. *Demers*, demandant un acte acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre après examen, au nombre de ses membres ;—du Conseil de Ville de la ville de *Sainte-Cunégonde* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.—de L. A. *Sénécal* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie d'assurance contre le feu, " *L'Equitable de Montréal* ;"—de dame veuve J.-B. *Renaud* ; demandant un bill pour réparer une erreur cléricale du statut 47 *Vict.*, chap. 91 ;—de l'association des Carabiniers *Victoria* ; demandant un acte d'incorporation ;—de W. B. *Ives* et autres ; demandant un acte incorporant une compagnie de chemin de fer, à partir de *Victoriaville*, dans le comté d'*Arthabaska* et se reliant au *Québec General*, dans le comté de *Wolfe* ;—de l'Institut " *Trafalgar de Montréal* ;"—demandant des amendements à sa charte ;—de Chs *Church* et autres ; demandant l'incorporation de la compagnie de chemin de fer du comté de *Drummond* ;—d'*Alfred Roy* et autres ; demandant un Acte pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, de *Montréal*.

Votre Comité a aussi examiné la pétition de Chs. E. *Schiller* et autres ; demandant un acte autorisant la vente de certaines propriétés mobilières et immobilières appartenant à la succession de feu Dame *Marie Angélique Cuvillier*, et a trouvé que les avis requis n'avaient été publiés que dans la *Gazette Officielle de Québec*, mais comme la pétition a été signée par tous les héritiers, votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

Votre Comité a de plus examiné la pétition de A. *Plante* et autres, concernant la municipalité de *St-Benoît* et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés ; mais comme il appert, que toutes les parties intéressées consentent à la passation du Bill demandé, Votre Comité croit devoir recommander la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

Votre comité, après avoir examiné la motion de l'Honorable M. *Taillon*, demandant la suspension de la 49e règle de cette Chambre à l'effet de permettre

la réception de la requête de la " Compagnie de Chemin de fer à Passagers de la Cité de Montréal," demandant des amendements à son acte d'incorporation ; et la motion de M. Boyer demandant aussi la suspension de la 49ième règle de cette Chambre à l'effet de permettre la réception de la pétition de la corporation de la Paroisse de *Lachine* " demandant que certains terrains soient annexés à la Paroisse des *Saints-Anges de Lachine*," lesquelles motions ont été référées hier à Votre Comité conformément à la règle 55e, est convenu de recommander ces motions à la considération favorable de Votre Honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Desjardins ait la permission de présenter un Bill amendant le Statut 47 *Victoria*, chapitre 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu J. B. Renaud."

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Beaubien ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant la ville de *Ste-Cunégonde* et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant l'enregistrement des procurations dans certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Demers ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre, après examen, *Louis Philippe Demers*, au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill incorporant l'association de l'arsenal des carabiniers *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill augmentant les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que M. Dorais ait la permission de présenter un Bill pour changer le nom de la municipalité de *St-Benoit*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la pétition de la Compagnie du chemin de fer à Passagers de la cité de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que la pétition de la corporation de la paroisse de *Lachine*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que certains terrains soient annexés à la paroisse des *Saints-Anges de Lachine*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union St-Joseph de la ville de *Lévis*, pour l'année 1885. (Document de la Session No 7.)

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame *Angélique Cuvillier*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que la pétition du Révérendissime Evêque Anglican de *Montréal* et autres de la Cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour permettre au collège théologique de *Montréal* de conférer des degrés en théologie devienne loi.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des divers Bills privés.

L'Honorable M. *Robertson* présente,—La réponse à un Ordre de la Chambre, du 3 Mai 1886, pour un état détaillé de la somme de \$17,535.57 entrées sous la rubrique, " Divers," dans l'état des recettes et dépenses de la Province, depuis le 1^{er} Juillet 1885 au 31 Mars 1886. (Documents de la Session No 23.)

L'Honorable M. *Mercier*, membre pour le district électoral de *Saint-Hyacinthe*, se lève à son siège, et fait la déclaration suivante :

Je, *Honoré Mercier*, déclare par la présente :

Que je suis croyablement informé et que je crois vraiment, que l'Honorable J. S. C. *Wurtele*, député du district électoral d'*Yamaska* et Orateur de cette Chambre, a été nommé l'un des juges de la Cour Supérieure de cette Province par un ordre en Conseil passé le ou vers le 12 Avril, 1886.

Que la raison de ma croyance est l'information que je trouve dans les *Débats de la Chambre des Communes*, imprimés par *McClean Rogers & Cie*, imprimeurs du Parlement, *Ottawa*, comme suit :

1. A la page 901 de ces *Débats*, sous la date du 22 Avril 1886 :

" Nomination d'un juge."

" M. *Langelier* demande si l'Honorable J. S. C. *Wurtele*, Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec* a été nommé juge de la Cour Supérieure de la Province de *Québec* ? S'il a été nommé, quel est la date de l'ordre en Conseil qui le nomme ? Si non, la position lui a-t-elle été offerte et a-t-il déclaré son intention d'accepter ou de refuser ? "

" M. Thompson.—Il a été passé un ordre en Conseil nommant ce monsieur juge. Il n'a pas encore signifié son acceptation de la charge."

2. A la page 951 des mêmes *Débats*, sous la date du 29 Avril 1886 :

" Nomination de l'Honorable J. S. C. Wurtèle comme juge."

" M. Langelier demande pourquoi la nomination de l'Honorable J. S. C. Wurtèle, comme juge de la Cour Supérieure de la province de Québec, n'a pas été publiée dans la *Gazette du Canada* de la même manière que celles des trois autres juges nommés en même temps que lui ? 2. Quand le gouvernement se propose-t-il de publier cette nomination ? 3. Si la commission du dit Honorable J. S. C. Wurtèle lui a été expédiée ? 4. Si le dit Honorable J. S. C. Wurtèle a été informé de sa nomination, et quand ? S'il ne l'a pas été, quand en sera-t-il informé ?"

" M. Chapleau. La nomination n'a pas été publiée, parce que l'acceptation de la charge n'a pas été reçue. Le gouvernement la publiera dès que l'acceptation de la charge sera reçue. La réponse du gouvernement à cette question est la même qu'à la première et à la seconde. L'Honorable M. Wurtèle a été informé il y a quelques jours et j'espère que sa commission sera envoyée dans quelques jours."

Que je dépose présentement sur le bureau de cette Chambre les numéros des dits *Débats de la Chambre des Communes* contenant les extraits ci-dessus.

Qu'avant de soumettre la motion que je crois qu'il est de mon devoir de faire en ces circonstances, je désire, comme acte de courtoisie envers notre honorable orateur, entendre ses explications sur cette affaire.

M. l'Orateur a dit :

MESSIEURS,

" Toute question affectant le mandat d'un député, est une question de privilège. Lorsqu'une question, concernant la conduite ou le mandat d'un député, est soulevée, c'est son droit de l'entendre formuler et ensuite de fournir ses explications. Après, son devoir est de se retirer tant que l'affaire est en discussion.

" Usant du droit que j'ai de m'expliquer, je déclare que je n'ai pas encore reçu la commission ou les lettres patentes, me nommant un des Juges Puisseés de la Cour Supérieure, et que, par conséquent, je n'ai pas encore accepté et qu'actuellement je n'occupe pas cette charge.

" J'invite maintenant le député de Portneuf (M. Brousseau) à prendre le fauteuil ; et je vais me retirer jusqu'à la fin du débat sur la question de privilège soulevée par l'honorable député de *St-Hyacinthe*.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'acte 31 *Victoria*, chapitre 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle M. Jean Docile Brousseau, membre pour le district électoral de *Portneuf*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. Brousseau prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Marchand,

Qu'en vue de la déclaration faite, de son siège à cette Chambre, par l'honorable Honoré Mercier, député du district électoral de *Saint-Hyacinthe*, et la réponse de l'honorable Orateur de cette Chambre à cette déclaration, Il soit

Résolu, Que la matière impliquée dans cette déclaration et cette réponse soit référée au comité permanent des privilèges et élections, avec instruction de s'enquérir si, dans les dites circonstances, l'honorable J. S. C. Wurtèle n'a pas rendu son siège vacant, et si, en continuant à siéger dans cette Chambre, il ne viole pas les privilèges et l'indépendance de cette Chambre, le dit comité devant s'enquérir et faire rapport à cette Chambre avec toute la diligence voulue.

Et la dite motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

“ Qu'il soit résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

Que tous les mots après “ Que ”, dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales*; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du Parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu,—Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*.”

Et lequel sous-amendement était que les mots :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ;

“ Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et

que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du Canada et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

" Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

" Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard.

" Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

" Considérant qu'il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ces calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

" Il soit résolu : Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885 le gouvernement de Sir *John A. McDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indigne d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions."

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. *Rinfret dit Malouin* propose, secondé par M. *Laliberté*,—Que la pétition de la corporation de la cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que la dite motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour amender la section 8 du chapitre 45 de la 39^{ème} *Victoria* des Statuts de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender la section 8 de l'acte de cette Province, 39 *Victoria*, chapitre 45, incorporant la municipalité de *Bagotville*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,— lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte incorporant l'Hôpital du *Sacré-Cœur de Jésus*, à *Québec*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Beaubien*, M. *Désaulniers*, M. *Poupore*, M. *Bernatchez*, M. *Whyte*, M. *Demers* et M. *Paradis*, soient ajoutés au comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

"Qu'il soit résolu, Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire militaient en faveur d'une commutation de sentence."

Lequel amendement était :

Que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du Gouvernement et du Parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des Provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu, Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*.”

Et lequel sous-amendement était, que les mots :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“ Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupés l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certain cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*,” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

“ Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

“ Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

“ Considérant qu'il est évident que le Gouvernement a fait de cette exécution, un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ses calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les uns contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu, Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indignes d'une nation civilisée, et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Saint-Hilaire*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné à demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 Mai 1886. .

Conformément à l'Ordre du Jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend *J. Burrows Davidson* et autres—et du Révérend *John Ker* et autres, du diocèse de *Montréal* et d'autres lieux ; demandant respectivement que les amendements à la charte du “ *The Montreal Diocesan Theological College*, ” ne devienne pas loi.

De *Edouard Hébert* et autres ; demandant que le bill pour étendre les limites du village de *LaPrairie* ne devienne pas loi.

Du Révérend *H. H. Cimon* et autres, de *St-Joseph d'Alma* ;—du Révérend *Joseph G. Paradis* et autres, de *St-Gédéon* ;—de *Eustache Tremblay* et autres, de *Hébertville* ;—de *Anicet Tremblay* et autres, de *St-Bruno* ;—de *L. Lestourneau* et autres, de *St Louis* ;—du Révérend *F. X. Belley* et autres, de *Saint-Prime*, tous du comté de *Chicoutimi* ; demandant respectivement que le district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay* soit divisé en trois comtés distincts, ayant chacun un représentant au parlement.

De *T. Dauvissat* et autres, de *Suffolk* ; demandant que le chef-lieu judiciaire du district d'*Ottawa* soit transféré d'*Aylmer* à *Hull*.

M. Martel, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la corporation de la paroisse de *Lachine*; demandant que certains terrains soient annexés à la paroisse des *Saints-Anges de Lachine*, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation de la Cité des *Trois-Rivières*; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été publiés dans la *Gazette Officielle de Québec*, la dite pétition n'est pas conforme à la 51^{ème} règle de cette Chambre.

Votre comité, après avoir examiné la motion de M. Rinfret, demandant la suspension de la 49^{ème} règle de cette Chambre à l'effet de permettre la réception de la requête de la corporation de la Cité de *Québec*; demandant des amendements à son acte d'incorporation et aux actes qui l'amendent, laquelle motion a été référée hier à votre comité, conformément à la règle 55^{ème}, est convenu de recommander cette motion à la considération favorable de votre Honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le 3^{ème} paragraphe du dit rapport.

L'Honorable M. Taillon du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taillon pour son président.

Ordonné, Que la pétition du Maire, des échevins et citoyens de la Cité des *Trois Rivières*, soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents pour y être reconsidérée.

M. Brousseau, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Brousseau pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message au Conseil Législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre a réduit à cinq membres le *quorum* du comité conjoint sur les impressions de la Législature et demandant leur concours.

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un bill pour incorporer une compagnie de chemin de fer connue sous le nom de "*Drummond County Railway Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un bill pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges-de-Lachine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la Pétition de la Corporation de la Cité de *Québec*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte l'autorisant à emprunter la somme de \$175,000 et à émettre des débentures pour ce montant.

Ordonné, Que la pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Ordonné, Que M. *Bernatchez* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 92 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Saint-Hilaire* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 176 du Code de Procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet*, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 avril 1886, demandant un état de l'estimation municipale du terrain et des bâtisses de *Spencer Wood*, avec un état des dépenses pour réparations et entretien depuis 1875. (Documents de la Session No. 24.)

Aussi,—réponse à un ordre de la Chambre, du 19 avril 1886, pour une liste des sociétés de colonisation qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépenses à la page 69 des comptes publics, pour 1884-85 ; et le montant reçu par chacune d'elles. (Documents de la Session No. 25.)

Et aussi,—réponse à un ordre de la Chambre, du 19 avril 1886, pour un état détaillé, par comtés, de l'emploi des \$70,000 entrées en dépenses à la page 69 des comptes publics, pour 1884-1885, pour chemins de colonisation ; le dit état distinguant ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général pour salaire, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyage. (Documents de la Session No. 26.)

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

“ Qu'il soit résolu : Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel* ; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de tous les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

Que tous les mots après “ Que ”, dans la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ; attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“Attendu que l'intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des Provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“Il soit résolu, Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*.”

Et lequel sous-amendement était, que les mots :

“Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ;

“Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province, et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

“Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

“Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“Attendu que ces graves questions ont occupés l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

“Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

“Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu’après avoir sursis trois fois à l’exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s’était livré lui-même à la demande du général *Middleton*;

“ Considérant qu’il est évident que le Gouvernement a fait de cette exécution, un pur sujet de calculs électoraux; qu’il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre; qu’enfin voulant donner suite à ses calculs, il l’a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les uns contre les autres les diverses races, qui, dans ce pays, vivent à l’ombre protectrice du drapeau anglais;

“ Il soit résolu : Qu’en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d’inhumanité et de cruauté indignes d’une nation civilisée, et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l’Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L’Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l’article 19 des règles de cette Chambre.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Picard*,—La pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Richmond*.

La Chambre, en conformité de l’Ordre, se forme en comité général sur le Bill définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs-testamentaires de feu *William Dow*, Ecuyer, et pour d’autres fins s’y rattachant ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Charlebois* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l’Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour incorporer le Cercle Frontenac de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et l’honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 87, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer le Grand Nord ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent*, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Le Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant la ville de *Ste-Cunégonde*, et lui conférer de nouveaux pouvoirs, est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

M. *Picard* propose, secondé par M. *Frégeau*,

Que la Pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Richmond*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49ème règle de cette Chambre soit maintenant suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que cette motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

"Qu'il soit résolu : Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence."

Lequel amendement était :

Que tous les mots après "Que," dans la motion, soit retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;

"Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

"Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès, et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

"Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

"Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes

et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*."

Lequel sous amendement était, que tous les mots :

" Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ;" attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

" Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

" Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

" Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

" Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

" Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

" Considérant qu'après avoir sursis trois fois à l'exécution, ce devoir était devenu encore plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s'était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

" Considérant qu'il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu'il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de

clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu'enfin voulant donner suite à ces calculs, il l'a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l'ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu : Qu'en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d'inhumanité et de cruauté indigne d'une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant,

M. Boyer propose, secondé par *M. Whyte*, que le débat soit ajourné.
Et un nouveau débat s'élevant,

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 6 Mai 1886.

Et remarque étant faite qu'il n'y a pas *quorum*, *M. l'Orateur* compte les députés, et comme il n'y a pas vingt députés présents, y compris *M. l'Orateur*, les noms des députés présents sont enregistrés par le Greffier comme suit :

M. l'Orateur et MM. *Asselin, Audet, Blanchet, Boyer, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Duhamel, Faucher de St-Maurice, Flynn, Gagnon, McShane, Nantel, Robidoux et Taillon.*

Et à minuit dix minutes, *M. l'Orateur* ajourne la Chambre faute de *quorum*, sans que la question soit mise aux voix.

Jeudi, 6 Mai 1886.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'Honorable *M. Robertson*,—la pétition de la compagnie du “ *Québec Central*.”

Par *M. Stephens*,—la pétition de la corporation de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Clement D. Brown* et autres,—et de *L. A. Davidson* et autres ; demandant que les amendements à la charte du Collège Théologique Diocésain de *Montréal*, ne devienne pas loi.

M. Martel, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Corporation de la Cité de *Québec*, demandant un acte l'autorisant à emprunter la somme de \$175,000 et à émettre des débetures pour ce montant, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la compagnie du gaz de *Montréal*, et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés dans les journaux, mais, attendu qu'il a été déclaré à votre comité que les amendements demandés ont été discutés et adoptés dans une assemblée générale de tous les actionnaires de la dite compagnie, et qu'ainsi, tous les intéressés sont bien informés de la nature de ces amendements, c'est pourquoi votre comité est d'avis de recommander la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité a de plus examiné la pétition de la Cité des *Trois-Rivières*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, laquelle pétition lui a été référée de nouveau par votre honorable Chambre ; et comme il a été déclaré à votre comité que les amendements demandés ont été discutés et approuvés en séance publique du conseil de ville de la dite Cité, et que l'affaire en question est purement locale, votre comité croit devoir recommander la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité, après avoir examiné la motion de M. *Picard*, demandant la suspension de la 49^e règle de cette Chambre, à l'effet de permettre la réception de la requête du Conseil de Ville de la Ville de *Richmond*, demandant des amendements à son acte d'incorporation ; laquelle motion a été référée hier à votre comité, conformément à la règle 55^e, est convenu de recommander cette motion à la considération favorable de votre honorable Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans les trois derniers paragraphes du dit rapport.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, que la pétition de la compagnie du chemin de fer le *Québec Central*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^eme règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que la dite motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Ordonné, Que la pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Richmond*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^eme règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est reçue et lue, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que la pétition de la corporation de la Cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant des amendements à l'acte 47 *Victoria*, chapitre 30, concernant les commissaires d'écoles d'*Hochelaga*.

Ordonné, Que la pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Malouin dit Rinfret* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la corporation de *Québec* à émettre des débentures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill incorporant la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Martel* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du Gaz de *Montréal*, et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable Trésorier *Robertson* présente—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 avril 1886, pour un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées dans chaque département pour impressions, annonces, papeterie, pour l'année financière 1884-85. (Documents de la Session No 27a).

Aussi,—la réponse à un ordre de la chambre du 3 mai 1886, pour un état de la dette non consolidée, qui a produit les \$18,955.79 d'intérêts payés, depuis le 1er juillet dernier (1885).

Le dit état donnant par colonnes :

Les noms des créanciers.

Les sommes dues.

Les taux d'intérêt.

Les périodes pour lesquelles l'intérêt a été payé.—(Documents de la Session No. 28.)

L'Honorable Commissaire *Flynn* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 12 avril 1886, pour copie de la correspondance échangée entre M. *Henry O'Sullivan*, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de *Québec*, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du *Nouveau-Brunswick* aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique Canadien, à *Québec*. (Documents de la Session No 29.)

L'Honorable Secrétaire-Provincial *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 16 avril 1886, demandant copie de la correspondance échangée entre M. *Hébert*, sculpteur, et le gouvernement, à propos des statues qui doivent être placées au Palais Législatif de *Québec*. (Documents de la Session No 30.)

Ordonné, Que M. *Asselin* ait la permission de présenter un Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *McConville* ait la permission d'introduire un Bill pour amender l'article 926 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le code municipal.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 68, 648 et 624 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 33 *Victoria*, chapitre 33, concernant les voitures pour chemin d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 874 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour rendre valides certains actes notariés.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *LeBlanc* ait la permission de présenter un Bill pour amender le code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Gagnon* attire l'attention de M. l'Orateur sur le fait, 1. Que le cahier No. 18, contenant le feuillet des Avis de motions et les Ordres du jour, pour aujourd'hui, ne contient pas l'Ordre spécial au sujet de l'avis de motion de l'Honorable M. *Garneau*, de l'amendement de M. *Gauthier* et du sous-amendement de l'Honorable M. *Turcotte*.

2. Qu'il appert, par le Procès-Verbal des votes et délibérations de la séance d'hier, le 5 Mai courant, que la Chambre a été ajournée faute de *quorum*.

3. Qu'il appert aussi, par le même Procès-Verbal, que, lors de l'ajournement, la question en débat était la motion de M. *Boyer* pour ajourner les débats sur les matières faisant le sujet de l'ordre spécial sus-mentionné.

4. Que l'ajournement de la Chambre faute de *quorum* n'a pas eu pour effet dans les circonstances d'écarter cet ordre spécial.

En conséquence, M. *Gagnon* demande à l'Orateur de déclarer que le cahier No. 18 des Avis de motions et des Ordres du jour n'est pas exact, quant à cet ordre spécial; que cet ordre spécial aurait dû être inscrit, et que procédant à corriger le dit cahier, le dit ordre spécial soit déclaré existant encore, et que pour l'expédition des affaires, le dit ordre spécial soit appelé, pour que les débats continuent sur icelui.

Et des débats s'élevant.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Hier, quand l'honorable député de *Kamouraska* m'a signalé le fait qu'il n'y avait pas vingt députés présents et quand la Chambre fut ajournée faute de *quorum*, le sujet sous considération était une motion proposant l'ajournement du débat sur le sous-amendement de l'Honorable M. *Turcotte*, à l'amendement de M. *Gauthier*, à la motion de l'Honorable M. *Garneau* concernant l'exécution de *Louis Riel*. Le débat sur cette affaire avait été ajourné à plusieurs séances précédentes de la Chambre, et l'affaire, qui avait été primitivement ce que l'on appelle techniquement, “ une question sur une motion originale,” était

“ devenue conformément à la règle 23 de nos ordres permanents, un ordre du jour. Son inscription au feuillet des affaires fut néanmoins déterminée par l'ordre spécial adopté le 27 avril dernier, et non pas par la règle que je viens de mentionner.

“ Quand la Chambre est ajournée avant qu'on ait disposé d'un ordre du jour sous considération, la question est écartée et doit disparaître du feuillet des ordres. (*Bourinot*, page 248, 257, 334; *May*, page 300; *Cushing*, numéro 1,390.) Sur ce point, *Cushing* dit que “ si une motion demandant l'ajournement est faite durant qu'une autre question est pendante, elle a la-priorité sur cette question; et si elle est décidée dans l'affirmative, la question est de droit interrompue et écartée, sans être décidée, soit dans l'affirmative, soit dans la négative.”

“ Un ajournement faute de *quorum* a le même effet d'écarter une question qu'une motion formelle d'ajournement quand elle est posée et adoptée. (*May*, page 301; *Cushing*, numéro 1,396; *Blachmore's Manual*, page 145.)

“ La règle 120 du Code de Procédure Parlementaire prescrit qu'une question peut être écartée par l'ajournement de la Chambre, soit en vertu d'une motion faite par un député demandant que cette Chambre s'ajourne maintenant, soit à raison du fait signalé et constaté qu'il a pas vingt députés présents,” et *Bourinot* dit, à la page 248 de son traité, qu'un “ comptage écarte toujours toute question qui est devant la Chambre.”

“ Quand un ordre du jour est ainsi écarté, la question finit et disparaît du feuillet des ordres. *May* dit qu'elle disparaît du livre des ordres. *Bourinot* dit qu'elle disparaît de suite du feuillet des ordres; et *Jefferson* écrit que “ lorsqu'une question est interrompue par un vote d'ajournement, elle est par là même enlevée à la considération de la Chambre et ne vient pas *ipso facto* devant elle à la prochaine séance.” (*May*, page 301; *Bourinot*, page 334; *Jefferson Manual*, page 81).

“ Au cours des débats sur la question d'ordre que je suis maintenant appelé à décider, on a prétendu que la question sous considération, lors de l'ajournement, était l'ajournement du débat sur le sous-amendement de l'honorable M. *Turcotte*, que la question de l'ajournement du débat a été seule écartée et que la question du sous-amendement reste devant la Chambre et aurait dû être inscrite au feuillet des affaires pour la séance de ce jour.

“ Cette prétention nécessite qu'on s'enquière de la nature de la motion en question.

“ Les motions sont classifiées, d'abord, en motions principales ou originales et en motions subsidiaires ou secondaires. Une motion originale ou principale est une proposition originale et indépendante, qui met devant la Chambre, pour sa considération, un sujet quelconque en particulier; et une telle motion ne peut être faite tant qu'il y a devant la Chambre une autre motion. D'un autre côté, une motion subsidiaire ou secondaire est une proposition qui se rapporte à une motion principale ou à quelque autre motion précédente et qui lui est appliquée dans le but d'en disposer d'une manière quelconque. Une motion principale ou originale existe d'elle-même, mais une motion subsidiaire ou subsidiaire doit se rattacher à une motion précédente et en dépendre. (*Waples' Handbook*, page 19; *Robert's Rules of order*, numéros 6 et 7.) La motion demandant l'ajournement d'un débat est une motion subsidiaire ou secondaire, qui dépend tellement de la question à laquelle elle s'applique et lui est si intimement rattachée, qu'elle ne forme avec cette question qu'un même sujet de débat.

“ Dans le présent cas, l'amendement, le sous-amendement et la motion dilatoire demandant l'ajournement du débat découlent toutes de la motion principale faite par l'Honorable M. *Garneau*, dépendent de cette motion et s'y rattachent. Ni l'amendement, ni le sous-amendement ni la motion dilatoire ne pourraient exister sans la motion principale et sont tous si rattachés les uns

“ aux autres, qu'ils ne forment ensemble qu'un seul assemblage ou une combinaison de parties ou un tout qui est pendant devant la Chambre.

“ La question ou l'affaire sous considération et qui a été écartée, était par conséquent cet assemblage ou cette combinaison de parties, formant un tout entier, et non pas seulement la question sur la motion demandant l'ajournement du débat.

“ En consultant le journal de la Chambre des Communes en *Angleterre* et celui du Sénat du *Canada*, on voit qu'en pratique l'ajournement de la Chambre écarte une question principale avec amendement et sous-amendement, et non pas seulement la question sur la motion proposée en dernier lieu. (Journal du Sénat du *Canada*, page 132 ; Journal de la Chambre des Communes d'*Angleterre*, page 225.)

“ Mais, même en supposant que la question de l'ajournement du débat, qui était sous considération lors de l'ajournement, fut une question distincte et séparée, ce fait n'aurait pas reporté à la séance du jour suivant la question principale se rapportant à l'exécution de *Riel* ainsi que ses amendements. Quand une question est sous considération et que la Chambre veut s'ajourner, il faut d'abord proposer l'ajournement du débat, vu qu'autrement la question pendante est écartée. (*Bourinot*, page 334). Ainsi, si la motion proposant l'ajournement du débat a été écartée, la Chambre s'est ajournée sans avoir au préalable ajourné le débat sur la motion et les amendements concernant l'exécution de *Louis Riel*, et en conséquence ces questions ont aussi été écartées et c'est avec raison qu'elles ont disparu du feuillet des ordres.

“ Je suis donc d'opinion, et je décide que la question dont la Chambre était saisie lors du comptage était une question complexe, formée de la motion principale, de l'amendement et du sous-amendement concernant l'exécution de *Louis Riel*, et de la motion dilatoire proposant l'ajournement du débat, que le tout a été écarté et que c'est avec raison que l'ordre a disparu du feuillet des affaires (*Brands* décisions, page 203).

“ Quand une question est de cette façon enlevée à la considération de la Chambre, si c'est une question originale, pour la soumettre de nouveau, il faut la ramener de la même manière que si elle n'avait jamais été faite auparavant (*Cushing*, numéro 1,393) ; mais si c'est un ordre du jour, comme dans le cas présent, il faut demander à la Chambre, à une séance subséquente, de ramener cette question, au moyen d'une motion faite au préalable, demandant de l'insérer de nouveau au feuillet des affaires (*Bourinot*, page 248, 257 et 334). Je trouve un précédent dans le journal du Sénat du *Canada* pour 1876, aux pages 132, 133 et 139. Une motion, un amendement et un sous-amendement furent écartés par l'ajournement de la Chambre, et le jour suivant il fut résolu, par une motion à cet effet, de remettre l'ordre pour la reprise du débat sur le feuillet des ordres du jour ; et le même jour, à son tour, cet ordre fut appelé et le débat repris.

“ Le moyen régulier à prendre pour ramener cette affaire, serait de donner un avis de motion, proposant de remettre au feuillet des ordres l'ordre du jour demandant la reprise du débat, ou de faire de nouveau la motion originale, et en temps opportun de faire la motion dont il a été donné avis. Mais avec le consentement unanime de la Chambre, l'une ou l'autre de ces motions peut être faite sans avis. Durant le débat, le gouvernement a fait connaître qu'il est disposé à permettre de remettre, comme premier article au feuillet des ordres, l'ordre de la reprise du débat. On pourrait donc suivre le précédent que je viens de citer et le débat pourrait être repris, si c'est le désir unanime de la Chambre.”

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Lynch, Ordonné, Que l'ordre pour la reprise du débat sur le sous-amendement proposé le 29 du courant à la motion au sujet de l'exécution de *Louis Riel*, soit

replacé sur les ordres du jour, comme premier article du feuilleton des affaires de ce jour, et que cet affaire continue d'avoir priorité, après les affaires de routine, de jour en jour, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé conformément à l'ordre spécial adopté le 27 Avril dernier.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier, à l'amendement fait à la motion portant,—

"Qu'il soit résolu : Que les députés de cette Chambre sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de Louis Riel ; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence.

Lequel amendement était :

Que tous les mots après "Que," dans la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *"sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;*

"Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

"Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest ;*

"Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquels sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

"Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada ;* qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

"Attendu que l'intérêt du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de Québec, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

"Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel.*"

Et lequel sous-amendement était, que les mots :

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales ;* Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette Province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

"Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et même sur l'administration du *Nord-Ouest ;*

“ Attendu que, de fait, cette Chambre n’a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

“ Attendu que ces graves questions ont occupé l’attention du gouvernement et du Parlement du *Canada* ; qu’elles ont été jugées par les autorités compétentes et que, dans ces circonstances, toute discussion et expression d’opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l’esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

“ Attendu que l’intérêt général du pays exige que le Parlement du *Canada* et les législatures des Provinces ne sortent pas de la sphère d’action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la Province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

“ Il soit résolu : Que cette Chambre, sans vouloir nier qu’elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n’a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l’autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d’opinion sur la question de l’exécution de *Louis Riel*,” soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l’occasion de l’offense politique pour laquelle leur chef, *Louis Riel*, a été exécuté ;

“ Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

“ Considérant spécialement, que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l’état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d’user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu’après avoir sursis trois fois à l’exécution, ce devoir était devenu encore bien plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s’était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

“ Considérant qu’il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu’il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu’enfin voulant donner suite à ses calculs, il l’a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l’ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu : Qu’en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d’inhumanité et de cruauté indigne d’une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

M. l’Orateur, en vertu des dispositions de l’Acte 31 *Victoria*, chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *J. D. Brousseau*, Ecuyer, Membre pour le District Electoral de *Portneuf*, pour le remplacer temporairement au Fauteuil.

M. *Brousseau* prend, en conséquence, le Fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil.

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l’Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Le Bill pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 87, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer le Grand Nord," est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec*, à admettre *John Napier Fulton* au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre au nombre de ses membres *John Napier Fulton*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant le statut de la Législature de *Québec*, (43-44 *Victoria*, chapitre 81) intitulé : " Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, Ecuier, quant à certaines propriétés en cette Province et pour d'autres fins " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'Hospice de *St-Thomas de Montmagny* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

La Chambre procède immédiatement à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Union St-Joseph de *Salaberry de Valleyfield* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Deschênes* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour incorporer *The Sherbrooke Young Men's Christian Association*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ce bill soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la compagnie manufacturière des marchands à émettre des débetures; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Whyte* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dorais* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ce Bill soit remise à demain.

La Chambre reprend le débat sur le sous-amendement proposé, jeudi dernier à la motion portant,--

"Qu'il soit résolu: Que les députés de cette Chambre, sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales, croient devoir profiter de leur réunion pour donner une expression plus publique et plus solennelle aux sentiments de regrets et de douleur que le peuple de cette Province, dont ils sont les élus, a universellement manifestés à l'occasion de la déplorable exécution de *Louis Riel*; exécution faite même après la recommandation du jury à la clémence et en dépit de toutes les raisons qui, au point de vue humanitaire, militaient en faveur d'une commutation de sentence."

Lequel amendement était:

Que tous les mots après "Que," dans la motion, soit retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit: *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales*;

"Attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question;

" Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès, et même sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

" Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

" Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*."

Lequel sous amendement était, que tous les mots :

" Attendu que, dans la motion maintenant soumise à cette Chambre, il est dit : *sans vouloir intervenir dans les questions qui ne sont pas du ressort des législatures provinciales* ; " attendu que la seule interprétation qui puisse être donnée à ces paroles, est que la question qui fait l'objet de cette motion n'est pas du ressort de la législature de cette province et que cette législature ne doit pas intervenir dans cette question ;

" Attendu que cette Chambre ne pourrait exprimer une opinion sur l'exécution de *Louis Riel* sans engager la discussion sur tous les faits se rapportant à son procès et mêmes sur l'administration du *Nord-Ouest* ;

" Attendu que, de fait, cette Chambre n'a aucune juridiction sur ces matières, lesquelles sont exclusivement du ressort des autorités fédérales ;

" Attendu que ces graves questions ont occupé l'attention du gouvernement et du parlement du *Canada* ; qu'elles ont été jugées par les autorités compétentes et que dans ces circonstances, toute discussion et expression d'opinion sur les mêmes sujets seraient contraires à l'esprit de la constitution et nuisibles à son bon fonctionnement ;

" Attendu que l'intérêt général du pays exige que le parlement du *Canada* et les législatures des provinces ne sortent pas de la sphère d'action qui leur est assignée respectivement par la constitution, et que la province de *Québec*, vu sa position particulière dans la confédération, est la plus intéressée à ce que cette loi soit respectée ;

" Il soit résolu : Que cette Chambre sans vouloir nier qu'elle puisse, dans certains cas, sur lesquels elle n'a pas de juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne doit pas, pour les raisons énoncées plus haut, exprimer d'opinion sur la question de l'exécution de *Louis Riel*," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que les métis français et anglais avaient depuis longtemps des griefs qui ont été l'occasion de l'offense politique pour laquelle leur chef *Louis Riel* a été exécuté ;

" Attendu que les peuples civilisés repoussent les exécutions capitales pour offenses politiques ;

" Considérant spécialement que le fait que *Riel* avait été recommandé à la clémence de la cour par les six jurés de race et croyance différentes à la sienne, auxquels l'état avait donné mission de le juger, imposait à ce dernier le devoir d'user de clémence à son égard ;

“ Considérant qu’après avoir sursis trois fois à l’exécution, ce devoir était devenu encore plus impérieux. Tenant en outre compte du fait que *Riel* s’était livré lui-même à la demande du général *Middleton* ;

“ Considérant qu’il est évident que le gouvernement a fait de cette exécution un pur sujet de calculs électoraux ; qu’il a supputé froidement combien de comtés lui rapporterait la tête de *Riel*, et combien de comtés une politique de clémence et de justice lui en ferait perdre ; qu’enfin voulant donner suite à ces calculs, il l’a sacrifié à la haine de fanatiques, leur permettant ainsi de soulever les unes contre les autres les diverses races qui, dans ce pays, vivent à l’ombre protectrice du drapeau anglais ;

“ Il soit résolu : Qu’en faisant ainsi exécuter *Louis Riel*, le 16 Novembre 1885, le gouvernement de Sir *John A. MacDonald* a commis un acte d’inhumanité et de cruauté indigne d’une nation civilisée et a mérité la condamnation de tous les amis du droit et de la justice, sans distinction de races et de religions.”

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu’après minuit, vendredi matin ;

Vendredi 7 mai 1886.

Et le sous-amendements étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Beaubien,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,

Lemieux,
Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Shehyn, et
Turcotte.—16.

CONTRE :

Messieurs.

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Désaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Gauthier,

Lapointe,
Leblanc,
Leduc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Nantel,
Owens.
Paradis,

Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—43.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l’amendement à la motion originale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Asselin,</i>	<i>Déchènes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—41.</i>
<i>Désautniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

CONTRE.

Messieurs.

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sheyhn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors proposée de nouveau ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Marchand*, Que les mots,

“ Mais cette Chambre espère que les ministres soumettront, sans retard, des résolutions demandant à l'exécutif fédéral une amnistie générale pour tous ceux qui ont pris part aux troubles du *Nord-Ouest*, excepté à l'égard de ceux qui peuvent avoir été coupables de meurtre personnellement,” soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée.

Et objection étant faite par l'honorable M. *Taillon* que cette motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide comme suit :

“ La question d'ordre soulevée par l'honorable procureur général, c'est que l'amendement proposé par l'honorable député de *Saint-Hyacinthe* n'est pas relevant à la motion à laquelle il est proposé.

“ La règle qu'un amendement doit être relevant et essentiellement analogue au sujet en discussion est connue de tous. (Usage de l'Assemblée Législative, numéro 12 ; *Palgrave's Handbook*, page 33.)

“ La question à examiner, c'est de savoir si, comme matière de fait, l'amendement est relevant à la question principale et analogue au sujet.

“ La motion originale de l'honorable M. *Garneau* exprime les sentiments de regret et de douleur qu'éprouve le peuple de cette province à l'occasion de l'exécution de *Louis Riel*. L'amendement qui a été substitué à la motion originale déclare que la Chambre, sans vouloir nier qu'elle puisse, en certains cas où elle n'a pas juridiction, faire appel à la clémence de l'autorité compétente, ne devrait pas, pour les raisons que cet amendement énumère, exprimer une opinion sur cette exécution. L'avis de motion qui a été donné ne mentionne que l'exécution de *Louis Riel* et ne fait pas allusion aux troubles du *Nord-Ouest*

“ en général, ni à l'à propos de demander l'amnistie pour toutes les autres personnes qui peuvent avoir pris part à ces troubles. Parmi les raisons données dans la motion ainsi substituée à la motion primitive pour ne pas exprimer une opinion, il est déclaré que la Chambre ne pourrait pas exprimer une opinion sur l'exécution de *Riel*, sans ouvrir une discussion sur toute l'administration du Nord-Ouest.

“ Le sujet de la motion originale et de l'amendement qui lui a été substitué, est l'exécution de *Riel*, et ce sujet est le seul qui est mentionné dans l'avis. Le sujet de l'amendement, c'est d'accorder une amnistie générale à tous ceux qui ont pris part aux troubles du Nord-Ouest, à l'exception de ceux qui peuvent avoir été trouvés coupables de meurtre. L'exécution de *Louis Riel* est une affaire et l'amnistie à d'autres est une autre affaire. Ainsi, le sujet de l'amendement diffère de celui de la motion principale et de l'amendement qui lui a été substitué, et, par conséquent, l'amendement ne relève pas de la motion originale et n'est pas analogue à la question en discussion. Le but de l'avis est de protéger la Chambre contre une surprise et l'on n'atteindrait pas ce but si on permettait, sous prétexte d'amendement, d'amener devant la Chambre un sujet étranger à celui mentionné dans l'avis. (*Cushing*, numéros 1188, 1197, 1205).

“ Le rapport entre un amendement et une motion doit être clair et complet. (*Brand's decisions*, 1882, page 8).

“ Je suis donc d'opinion que l'amendement ne se rattache pas à la question dont la Chambre est saisie et qu'il doit former la matière d'une motion distincte, après avis donné de la manière ordinaire.”

“ Je décide, en conséquence, que l'amendement est inadmissible et hors d'ordre.”

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Paradis.</i>	<i>Trudel.—43.</i>

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Demers,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—16.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question sur la motion originale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—41.</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable *Lynch*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera à la séance de cet après-midi, elle restera ajournée jusqu'à mardi prochain.

Et alors la chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 7 Mai 1886.

L'Honorable Trésorier *Robertson* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative un état indiquant les détails de certains services pour l'année financière expirant le 30 Juin 1886, aussi le budget des dépenses supplémentaires pour l'exercice courant et le budget des dépenses pour l'exercice expirant le 30 Juin 1887 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, il recommande ces budgets à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session No. 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, le 4 Avril 1886. }

Ordonné, Que le dit Message, et les budgets qui l'accompagnent soient renvoyés au Comité des Subsidés.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsidés.

Et objection est faite par M. *Demers*, que les estimés n'étant pas distribués, en français, la Chambre ne peut pas procéder maintenant à les prendre en considération.

M. l'Orateur annonce qu'il donnera sa décision plus tard.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 1054 du code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit pris en considération, mardi prochain.

Le Bill pour amender de nouveau l'acte 32 *Victoria*, chapitre 17, concernant les écoles d'industrie, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

M. l'Orateur, (sur l'objection faite par M. *Demers*, à cette séance " que les estimés n'étant pas distribués en français, la Chambre ne peut pas procéder maintenant à les prendre en considération "), décide comme suit :

" La section 133 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, " décrète que, dans les Chambres de la législature de Québec, l'usage de la langue " française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif, mais que " l'usage de ces deux langues sera obligatoire dans la rédaction de leurs " archives et de leurs journaux. La règle 93 des ordres permanents de cette " Chambre prescrit aussi que tous les bills doivent être imprimés et distribués " dans les deux langues, avant de pouvoir subir leur deuxième lecture, et que " toutes les résolutions et les matières dont l'examen doit être fait en comité " général, seront imprimées et distribuées dans les deux langues, avant d'être " renvoyées à ce comité.

" L'objection soulevée par l'honorable député d'*Iberville*, c'est que le budget " des dépenses n'ayant pas été distribué en français, la Chambre ne peut pas " procéder à le prendre en considération.

" Le budget des dépenses a été soumis aujourd'hui, avec un message de " Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; et sur motion de l'honorable " trésorier de la province, ce message et le budget qui l'accompagne ont été, " par une résolution de la Chambre, renvoyés au comité des subsidés, institué " le deuxième jour de la session. La motion dont la Chambre est saisie, c'est " que je laisse maintenant le Fauteuil et que la Chambre se forme en comité des " subsidés.

“ Si cette objection avait été soulevée pendant que la Chambre était saisie de la motion demandant de renvoyer le budget au comité des subsides, il eût été de mon devoir d'en faire suspendre la prise en considération, tant qu'il n'aurait pas été distribué dans les deux langues. (Décisions de *Laperrière*, numéros 98 et 118.) Quant à ce qui regarde cette motion, l'objection vient trop tard, vu que la Chambre a pris action dessus et a renvoyé le budget au comité des subsides.

“ La motion maintenant sous considération ne réfère pas directement au budget des dépenses, mais demande seulement que la Chambre se forme en comité des subsides.

“ On m'informe qu'on a reçu, au bureau des archives, la version française de ce budget et qu'elle va être distribuée de suite. Chaque député a le droit de faire usage de sa propre langue dans les propositions qu'il fait ou dans les débats ; mais aucune proposition ne peut être régulièrement discutée ou proposée à la Chambre, avant d'avoir été mise, dans les deux langues, devant la Chambre, et c'est là une règle qui est toujours strictement observée chaque fois qu'on y attire l'attention. (*Bourinot*, page 218.) Si la Chambre se forme en comité des subsides avant que la version française du budget des dépenses ne soit distribuée, tout député aura le droit d'objecter à ce que le comité procède à la prise en considération de ce budget, et le comité devra dans ce cas suspendre ce travail, faire rapport de progrès et demander la permission de siéger de nouveau.

“ Je suis, en conséquence, d'opinion que l'objection soulevée est prématurée, et je décide qu'actuellement elle n'est pas bien fondée.

La Chambre se forme alors en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 11 Mai 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Stephens*,—La pétition de “ *The Women's Christian Temperance Union* ” de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Garneau*,—La pétition des Evêques de l'Eglise d'Angleterre de la Puissance du *Canada*.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le Greffier a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

CANADA, }
Province de *Québec*. }

Par le présent je certifie qu'en vertu d'un Bref, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, pour l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la dite province, pour représenter le district électoral de *Verchères*, en remplacement de *Abraham Bernard*, Ecuyer, dont l'élection a été déclarée nulle par la Cour Supérieure siégeant en Révision à *Montréal*, le dit *Abraham Bernard*, Ecuyer, a été déclaré de nouveau élu député à l'Assemblée Législative pour le dit district électoral de *Verchères*, ainsi qu'il appert par le rapport de l'officier-rapporteur préposé à la dite election, lequel rapport est maintenant déposé dans les archives de mon Bureau.

Fait et passé ce douzième jour de Mai 1886.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

L. DELORME, Ecr.,

Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative, qu'il a adopté le rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature et qu'il concoure dans la réduction du *quorum* de ce comité à cinq membres.

M. *Stephens* propose, secondé par M. *Gagnon*, que la pétition de “ *The Women's Christian Temperance Union* ” de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Ordonné, Que la dite motion soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Abraham Bernard, Ecuier, député du district électoral de *Verchères*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant le commissaire le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'Honorable M. *Robertson*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

Résolu : Que, demain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'octroi, à propos d'un chemin de fer, par le Gouvernement fédéral.

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Robertson,
Résolu: Qu'à commencer de jeudi, le 20 courant, les ordres du Gouvernement aient priorité tous les jeudis sur les ordres du jour, jusqu'à la fin de la session

Ordonné: Que la pétition des Evêques de l'Eglise d'Angleterre de la Puissance du Canada, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que le Bill pour permettre au collège théologique de *Montréal* de conférer des degrés en théologie et amender le Statut 42-43 *Victoria*, chapitre 72, ne devienne pas loi.

Ordonné: Que l'Honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération le Bill pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile, tel qu'amendé en comité général.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. Taillon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Résolu, Que le Bill pour incorporer "*The Sherbrooke Young Men's Christian Association*," passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'Ordre, procède à prendre en considération le Bill incorporant "*The Ste-Marguerite Salmon Club*," tel qu'amendé en comité général.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville*.

Bill pour amender la charte de la corporation de la Cité de *Montréal*.

Et Bill pour changer le nom de la municipalité de *St-Benoit*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*.

Et Bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du Gaz de *Montréal* et les actes qui l'amendent.

La Chambre reprend le débat sur la question, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et la question étant de nouveau proposée, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,

M. *Shehyn* propose comme amendement, secondé par M. *Stephens*,

Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses, et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-1885, quand, de fait, non seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continue avec une permanence inquiétante ;

2. Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au paiement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province ;

3. Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable, de faire dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province ;

4. Contre les dangers du système inauguré par le trésorier qui admet avoir employé, à même les argents affectés au paiement de la dette consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant, le coût des travaux du palais de justice de *Québec* ;

5. Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastres, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233,853.44, de dette consolidée."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Robidoux*,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 12 Mai 1886.

M. Martel, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis données étaient suffisants dans chaque cas : de la compagnie du chemin de fer du *Parc* et de l'*Île de Montréal* ; demandant des amendements à sa charte ; de *Jos. A. Cloutier* et autres ; demandant l'incorporation d'une compagnie pour construire et exploiter un chemin de fer de l'*Assomption* à *St-Jacques de L'Achigan* ; de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Votre comité, après avoir examiné la motion de l'Honorable M. Robertson demandant la suspension de la 49ème règle de cette Chambre à l'effet de permettre la réception de la requête de la compagnie du chemin de fer le *Québec Central*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et la motion de M. Stephens demandant aussi la suspension de la 49ème règle de cette Chambre à l'effet de permettre la réception de la pétition de "*The Women's Christian Temperance Union*" de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation, lesquelles motions ont été référées à votre comité conformément à la règle 55ème, est convenu de recommander ces motions à la considération favorable de votre honorable Chambre.

L'Honorable M. Blanchet, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill incorporant " L'association des entrepreneurs de *Montréal* ".

Bill pour définir les bornes de la Paroisse de *St-Barbe* et pour d'autres fins.

Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre après examen, *Louis Philippe Demers* au nombre de ses membres.

Bill permettant au collège théologique diocésain de *Montréal* de conférer les degrés en théologie et amendant le Statut 42-43 *Victoria*, chapitre 72.

Bill pour voyant à la construction de l'Eglise catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur-de-Jésus*, de *Montréal*.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendement :

Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique Romaine, du diocèse de *Nicolet* par la Paroisse de *Saint-Jean-Baptiste* de *Nicolet*.

Bill amendant le Statut 22 *Victoria*, chapitre 68, intitulé : " Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du séminaire de *Nicolet*."

Ordonné, Que la pétition de la compagnie du chemin de fer le *Québec-Central* présentée jeudi dernier, soit maintenant reçue et lue, et que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que la pétition de "*The Women's Christian Temperance Union*" de *Montréal*, présentée hier, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant un acte d'incorporation.

Ordonné, Que l'Honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* et les actes qui l'amendement et changeant son nom en celui de "La compagnie du chemin de fer urbain de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Richard ait la permission de présenter un Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Beaubien, ait la permission de présenter un Bill amendant le statut 48 *Victoria*, chap. 74, intitulé : "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer du *Parc* et de l'île de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Ordonné, Que M. McConville ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1242 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Mercier.—1. Y a-t-il eu des travaux de reconstruction et de réparations au palais de justice et prison de *Sherbrooke*, depuis 1867 ?

2. Quand ces travaux ont-ils été faits et quel en a été le coût total ?

3. A même quels fonds cette somme a-t-elle été ou sera-t-elle payée ?

4. Quel montant le district de *St-François* avait alors et a encore aujourd'hui à son crédit dans le fonds de jury et de bâtisses ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—1. Oui. Il a été fait des travaux de construction et de réparations au Palais de Justice et à la prison de *Sherbrooke*, depuis 1867.

2. En 1867-68.—Commencement de construction d'un mur de clôture, de remises à bois—à la prison.

En 1868-69.—Continuation de ces travaux à la prison.

En 1869-70.—Complétion de ces travaux.

En 1870-71.—Construction de l'aile droite de la prison—Appareil de chauffage au Palais de Justice.

En 1871-72.—Complétion de l'aile droite de la prison.

En 1872-73.—Construction d'une aile pour bibliothèque au Palais de justice, menues réparations à la prison.

En 1873-74.—Construction d'une aile pour voûte au Palais de justice, menues, réparations à la prison.—Réparations en enduits, peintures et maçonnerie au Palais de Justice.

En 1874-75.—Construction de remise à bois, palissades, réparations en menuiserie au Palais de justice.

En 1875-76.—Réparations aux calorifères et aux ouvrages de maçonnerie au Palais de Justice.

En 1881-82.—Réparations des calorifères au Palais de Justice.

En 1882-83.—Rejoindement des murs de clôture, etc., à la prison—Menues réparations au Palais de Justice.

En 1884-85.—Menues réparations au Palais de Justice.

Le coût total de ces travaux a été de \$31,069.71.

3. Cette somme a été payée à même le fonds des bâtisses et des jurés.

4. Rien.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement a-t-il poursuivi quelques municipalités pour leur part d'entretien des aliénés aux asiles ; si oui, quelles sont ces municipalités ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—Deux municipalités, savoir : celle de la ville de *Chicoutimi*, et celle de *St-Cyprien*, (*Témiscouata*), ont été poursuivies et condamnées à payer ; mais le Gouvernement n'a pas fait exécuter les jugements.

Par M. *Gagnon*.—Quand le Gouvernement se propose-t-il d'exiger impérativement des municipalités arriérées ou récalcitrantes, leur part d'entretien des aliénés aux asiles ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—La loi qui oblige les municipalités à contribuer à l'entretien des aliénés est comparativement nouvelle, et, pour cette considération, le Gouvernement, tout en insistant pour obtenir des corporations endettées le montant de leurs contributions, n'a pas cru devoir sévir jusqu'à présent. Le Gouvernement constate que la loi est de mieux en mieux comprise et appréciée, et il espère que les corporations s'y soumettront sans attendre les poursuites judiciaires.

Par M. *Gagnon*.—Le Gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la cour de circuit, dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Pas encore.

Par M. *Cameron*.—1. Quel est le montant total payé à la manufacture de sucre de betterave de *Farnham* jusqu'à cette date, à-compte de son subside de \$70,000, sous l'autorité de la 38^{ème} *Victoria*, chapitre 4, ou 39^{ème} *Victoria*, chapitre 5 ?

2. Combien la compagnie a-t-elle manufacturé de sucre de betterave ?

3. Combien la compagnie a-t-elle dépensé en *bonus* pour les cultivateurs, dans le but d'encourager la culture de la betterave, notamment durant l'année 1882 ?

4. Combien de tonneaux de betteraves furent produits par les cultivateurs ?

5. Quelle garantie le Gouvernement a-t-il pour le remboursement de son subside sous l'autorité de la section 3 de la 45^{ème} *Victoria*, chapitre 24 ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Comme une réponse satisfaisante à ces trois questions entraînerait des détails assez longs, j'engage l'honorable député à demander la production d'un état pouvant contenir les informations qu'il désire se procurer.

Par M. *Gagnon*.—La mesure annoncée dans le discours du trône pour aider certains chemins de fer est-elle prête ? Quand sera-t-elle présentée ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn,—Cette mesure sera prête et soumise dans quelques jours.

Par l'Honorable M. Mercier,—Est-ce l'intention du Gouvernement de retenir, sur le subside en argent de la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, la somme de \$12,840.95 payée à même les deniers de la Province pour l'exploration de la ligne de ce chemin de fer ?

Réponse par l'Honorable M. Flynn,—Cette somme a été payée en les années 1874-75 et 1875-76 en vertu de la section 6 du chapitre 2, 38 *Victoria*, (1874) pour frais de localisation, à une compagnie dite compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, incorporée en vertu de l'acte 36 *Victoria*, chapitre 43, (1872). Subséquentement, cette compagnie est devenue éteinte et le subside qui lui était destiné, a été transféré à d'autres compagnies, et cela en vertu de la section 4 de l'acte 40 *Victoria*, chapitre 3, (1876). Depuis cette date, une nouvelle compagnie a été formée par l'acte 45 *Victoria*, chapitre 53, (1882) et la même année, un subside en terres a été autorisé (45 *Victoria*, chapitre 23) en faveur de cette entreprise. La loi n'autorise aucune rétention ou déduction sur ce subside en terres.

Par M. Girouard,—Le Gouvernement sait-il que le Dr P. A. Bédard, de *Drummondville*, un des juges de paix pour le district d'*Arthabaska*, a émis l'opinion, la semaine dernière, qu'il était permis de tuer des merles et d'autres oiseaux percheurs, en tout temps, en contravention à la section 7, de la 47 *Victoria*, statuts de cette Province ; et ceci, à l'occasion de la comparution d'une personne assignée à comparaître devant lui, par *Robert Brock*, garde-chasse *ex-officio*, pour infraction au dit acte ?

Et s'il en est ainsi, quelle ligne de conduite le Gouvernement entend-il tenir envers ce juge de paix ? Le Gouvernement désapprouve-t-il la conduite de cet officier public ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch,—Le Gouvernement n'a reçu aucune information à ce sujet.

Par M. Faucher de St-Maurice,—Le gouvernement se propose-t-il d'acheter un certain nombre d'exemplaires de la dernière édition de l'*Histoire du Canada* de *Garneau*, pour être donnés en prix dans nos écoles, être distribués aux cercles agricoles et servir d'échanges avec les bibliothèques étrangères ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet,—Cet ouvrage est donné en prix dans les écoles Normales et les académies seulement, vu son prix élevé. Il en reste pour les prix qui devront être donnés pendant l'année courante.

Par M. Gagnon,—A qui ont été distribuées les 500 copies de la brochure intitulée : " Les Pêcheries du Canada," entrées à la page 88 des comptes publics pour 1884-1885, comme achetées de *L. Z. Joncas* ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch,—Ces brochures ont été achetées pour être distribuées aux personnes désireuses d'obtenir des informations relativement à nos pêcheries.

Il en reste environ 300 au département des Terres de la Couronne.

Par M. Gagnon,—A qui ont été distribués les 100 exemplaires du Code Municipal entrés à la page 88 des comptes publics pour 1884-1885, comme achetés de *E. Senécal & Fils* ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet,—L'ouvrage en question a été distribué en grande partie aux conseils municipaux.

M. *Faucher de St-Maurice* ayant posé la question suivante au gouvernement : " Le gouvernement, en donnant cours à sa politique de chemin de fer, telle qu'énoncée dans le discours du Trône, a-t-il l'intention d'ouvrir à la colonisation et au commerce, en aidant à la construction d'une voie ferrée passant à travers les terres magnifiques qui s'étendent sur les confins des comtés de *Dorchester*, de *Bellechasse*, de *Montmagny*, de *l'Islet* et de permettre ainsi aux colons de fonder nombre de paroisses nouvelles, au lieu d'aller chercher à l'étranger le pain quotidien toujours chèrement gagné, et le plus souvent ne rencontrer dans l'expatriation que les misères et l'abandon ?

Et objection étant faite par l'honorable M. *Mercier*, que cette question n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" En faisant une interpellation, on ne doit citer que les faits qui sont nécessaires pour la rendre intelligible. Et *Cushing*, No. 1573, dit : " qu'en faisant une interpellation, un député doit se contenter de l'exposer comme une question pure et simple, avec un exposé succinct des faits et des circonstances nécessaires pour la rendre intelligible à la Chambre." Il ne doit affirmer aucune opinion. (*Bourke's Precedents*, page 313).

" Je suis d'opinion que l'interpellation, telle qu'elle est rédigée, dépasse ces bornes et qu'elle est, en conséquence, irrégulière ; et je décide qu'elle est contraire à l'ordre et qu'elle ne peut pas être faite."

Par M. *Faucher de St-Maurice*,—Les percepteurs du revenu ont-ils reçu instruction du gouvernement de ne pas émaner de " licences de magasin en gros " dans les municipalités où les règlements prohibant la vente des liqueurs enivrantes sont en vigueur ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*,—Oui.

M. *Stephens* propose, secondé par M. *Lemieux*,

Qu'il soit mis devant cette Chambre, une liste complète des livres achetés par C. A. *Dansereau* ; indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume.

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : " aussi tous rapports faits par MM. *Dawson* et *Valois* concernant les dits livres, et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre."

L'honorable M. *Mercier*, propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. *Marchand*, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

" Aussi copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances échangées, qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre, au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre."

Et le sous amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre une liste complète des livres achetés par C. A. *Dansereau* ; indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume.

Aussi : tous rapports faits par MM. *Dawson* et *Valois* concernant les dits livres, et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre.

Et aussi : copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances échangées, qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre, au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Shehyn*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile des aliénés de la Province, au sujet de la mise en force des dispositions de l'acte 48 *Victoria*, chap. 73, jusqu'à ce jour ;

Aussi copie du rapport du Dr *Howard*, pour 1885 concernant l'asile de la *Longue Pointe*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative, qu'il permet à l'honorable P. *Boucher de LaBruère*, Orateur et membre du Conseil Législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page 60 des comptes publics de mil huit cent quatre-vingt-deux comme payées à L. A. *Laforce*, s'il le juge convenable.

Et étant six heures, P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des Bills privés :

Bill amendant le Statut 47 *Victoria*, chap. 91, intitulé : "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*."

Bill pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saint-Angeles-de-Lachine*.

Bill pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chap. 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent."

Bill pour autoriser la corporation de *Québec* à émettre des débentures.

Le Bill pour incorporer une compagnie de chemin de fer connue sous le nom de "*Drummond County Railway Company*," est en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies de mines et manufacturières.

L'Honorable M. *Garneau*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a procédé à la nomination des sténographes pour prendre les témoignages dans l'affaire dite "*Gale*" référée à ce comité par votre honorable Chambre.

M. *Desjardins* a proposé, secondé par M. *Owens*,
Que MM. *Owens* et *Dumontier* soient nommés sténographes au service de ce comité.

L'Honorable M. *Mercier* a proposé en amendement, secondé par M. *Boyer*,
Que MM. *Lynch* et *Dumontier* soient nommés sténographes au service du dit comité.

La question en amendement, étant mise aux voix, fut rejetée sur la division suivante :

POUR :

Messieurs

Boyer,
Mercier,

Shehyn,

Stephens, et

Whyte.—5.

CONTRE :

Messieurs

Carbray,
Charlebois,
Desjardins,

Duckett,
Flynn,
LeBlanc,

Marcotte,
Owens,
Picard,

Poupore et
Robertson.—11.

La motion principale fut mise aux voix et remportée sur la même division renversée.

L'Honorable M. *Mercier* déposa entre les mains du président la déclaration suivante : qui fut lue comme suit :

Vu la persistance du comité à nommer M. *Owens* comme sténographe, malgré les objections graves faites contre sa nomination, je déclare refuser de siéger dans le sous-comité, n'ayant aucune confiance en ce jeune homme pour prendre les notes du témoignage.

(Signé)

HONORÉ MERCIER.

Québec, 12 Mai 1886.

M. *Poupore* dépose entre les mains du président la lettre suivante qui fut lue comme suit :

Québec, 12 Mai 1886.

L'Hon. M. GARNEAU,

Président du comité des comptes publics.

Mon cher Monsieur,

Pour empêcher que ma nomination comme sténographe n'obstrue les affaires du comité, je suis prêt à offrir ma démission. Je suis convaincu que ma position a été justifiée.

Votre tout dévoué,

THOMAS P. OWENS,

Sténographe officiel de la Cour Supérieure, Montréal.

M. *Desjardins* propose, secondé par M. *Owens*, que la motion référant à un sous-comité l'enquête touchant l'affaire dite "*Gale*," soit révoquée et que cette enquête ait lieu devant ce comité.

L'Honorable M. *Mercier*, soulève la question d'ordre suivante :

Le comité des comptes publics a référé cette question à un sous-comité et en a fait rapport à la Chambre qui a accepté cette référence. Le comité ne peut maintenant reprendre ses pouvoirs qu'il a délégué à un sous-comité avec l'approbation de la Chambre sans l'assentiment de celle-ci.

Rapport doit donc être fait à la Chambre de ce qui vient de se passer.

Le président maintient l'objection, M. *Desjardins* en appelle de cette décision.

Et le comité s'ajourne.

L'Honorable M. *Garneau* demande à M. l'Orateur de donner sa décision sur la question d'ordre qui a été soulevée dans ce comité, afin que cette question soit décidée par la Chambre.

Et un débat s'en suivant ;

L'Honorable M. *Mercier* député de *St-Hyacinthe*, se lève de son siège et demande que les paroles qui viennent d'être prononcées par le député de *Laval* soient inscrites dans les journaux de cette Chambre.

Et les dites paroles sont inscrites comme suit :

" L'honorable député de *St-Hyacinthe* est descendu si bas sur cette question là. Ce sont des enfantillages."

Les paroles ci-dessus ayant été lues, le député de *Laval* se lève et déclare que les paroles qu'il a prononcées sont comme suit :

" Il est regrettable que l'honorable député de *St-Hyacinthe* soit descendu si bas sur cette question là. Ce sont des enfantillages."

M. *LeBlanc*, membre pour *Laval*, s'est alors retiré.

Plainte étant faite à la Chambre que M. *Gagnon*, député de *Kamouraska*, a violé les règles du décorum parlementaire, en interrompant les procédures par une conduite désordonnée, et M. *Gagnon* ayant été plusieurs fois rappelé à l'ordre et persistant dans cette conduite, M. l'Orateur l'a interpellé par son nom.

M. *Gagnon* s'est alors retiré.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Que la prise en considération des mots pris en écrit par le Greffier soit différée jusqu'à demain, et qu'ordre soit donné au député de *Laval* d'être à son siège demain, à trois heures de l'après-midi.

M. *Nantel* propose, secondé par M. *Martel*, Que, vu que durant les procédures de cette Chambre le député de *Kamouraska* a troublé l'ordre et le décorum qui doivent être observés dans nos procédures en usant d'un langage grossier et inconvenant envers l'un de ses collègues, qu'il a été rappelé à l'ordre et interpellé nommément par l'Orateur de cette Chambre ; que le dit député de *Kamouraska* a encouru le déplaisir et la censure de cette Chambre et qu'il soit pour cela censuré.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Mercier* que cette motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide comme suit :

" Le député de *Kamouraska* a été rappelé à l'ordre et j'ai été forcé, à mon grand regret, de l'interpeller par son nom, pour avoir causé du désordre et avoir par là, interrompu les procédures de la Chambre. La motion dépasse les faits enregistrés par le greffier au bureau de la Chambre en déclarant qu'il a ainsi troublé les procédures en " usant d'un langage grossier et inconvenant envers l'un de ses collègues." La motion devrait concorder avec les faits tels que consignés. En conséquence, elle est irrégulière et je la déclare contraire à l'ordre."

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Que cette Chambre s'ajourne maintenant, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

M. *Deschênes* propose, secondé par M. *Asselin*, Que, vu que, durant les procédures de cette Chambre, le député de *Kamouraska* a troublé l'ordre et le décorum qui doivent présider à ses délibérations; qu'il a été rappelé à l'ordre et interpellé nommément par l'Orateur de cette Chambre; que le dit député de *Kamouraska* a encouru le déplaisir et la censure de cette Chambre et qu'il soit pour cela censuré.

Et un débat s'élevant;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin;

Jeudi, 13 Mai 1886.

Et le débat se continuant;

Et objection étant faite par l'honorable M. *Mercier*, que la motion n'est pas dans l'ordre :

1. A raison des procédures intermédiaires;
2. Parce que les procédures n'avaient pas été prises immédiatement, suivant la loi, et en tant que la conduite du député n'avait pas été soumise à la Chambre;
3. Parce que le député n'avait aucune connaissance de l'accusation formulée contre lui.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Lorsque le député de *Kamouraska* s'est retiré, le député de *Terrebonne* s'est levé à son siège pour prendre action au sujet de cette affaire et j'ai décidé que l'affaire devait être amenée immédiatement après la prise en considération des mots employés par le député de *Laval*, qui avaient été pris en écrit, et la Chambre a acquiescé à cette ligne de conduite. La seule procédure qui est intervenue, depuis que l'on a disposé, pour cette séance, de l'affaire concernant les mots employés par le député de *Laval*, est une motion d'ajournement, qui a été écartée.

“ Si cette motion, qui est toujours dans l'ordre, devait être considérée, dans les cas comme celui dont il s'agit présentement, comme une procédure intermédiaire susceptible d'écarter une question, un député pourrait toujours empêcher de passer une motion comme celle dont la Chambre est actuellement saisie.

“ On allègue que la conduite de l'honorable député n'a pas été soumise à la Chambre; mais on doit se rappeler, que le fait d'interpeller un député par son nom attire l'attention sur sa conduite et la soumet à la considération de la Chambre. Nous lisons dans *Cushing* (numéro 373) que “ si on ne peut pas autrement obtenir le rétablissement de l'ordre, l'officier qui préside à l'autorité d'interpeller les députés nommément, ce qui équivaut à une plainte contre eux.”

“ Dans mon opinion, les deux premières raisons mentionnées dans l'objection soulevée sont, en conséquence, mal fondées.

“ La troisième raison alléguée, c'est que le député de *Kamouraska* n'a eu aucune connaissance de l'accusation formulée contre lui.

“ Quand, malheureusement, un député se rend coupable d'un acte de désordre, il est exposé à encourir le déplaisir et la censure de la Chambre et la Chambre peut agir dans l'affaire soit de suite, soit aussitôt que cela peut-être praticable. (*Bourinot*; page 376). En pareil cas, il n'est pas nécessaire de donner avis au député dont la conduite est mise en question. Cependant il a toujours la faculté, par l'intermédiaire d'un autre député, de s'expliquer; et, si

“ c'est nécessaire, de faire excuse à la Chambre ; et l'on me permettra de dire, qu'en pareil cas, on doit accorder toute l'indulgence possible.

“ Je suis d'opinion que la dernière raison n'est pas, non plus, bien fondée.

“ En conséquence, j'écarte l'objection.

“ Dans le but de donner toute opportunité de fournir des explications qui pourraient être satisfaisantes pour la Chambre, je conseillerais l'ajournement du débat.”

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 13 Mai 1886.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Duhamel*,—la pétition de *D. S. Evans* et autres, de *Templeton*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendement :

Bill autorisant Dame *Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et Dame *Barbara Cox*, épouse de *Alexander Linton Lockerby*, à vendre la partie sud-ouest du No 123 du cadastre hypothécaire du quartier *St-Louis*, cité de *Montréal*, à *Jean-Baptiste Louis* et à Dame *Emma E. Lamontagne*, épouse de *Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions.

Bill incorporant “ l'Association de l'Arsenal des Carabiniers *Victoria*.”

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Henri*, 42-43 *Victoria*, chapitre 58, et a l'honneur de faire rapport, qu'il n'y a pas de preuve satisfaisante en faveur du préambule du dit bill et conséquemment, le préambule a été déclaré non prouvé.

M. *Martel*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants dans chaque cas :

De la compagnie du chemin de fer “ *Québec Central*,” demandant des amendements à sa charte.

De “ *The Women's Christian Temperance Union*,” de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation.

Votre comité a aussi examiné la pétition du Conseil de ville de la ville de *Richmond*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés ; mais comme il a été déclaré à votre comité que les amendements demandés ont été discutés et approuvés en séances publiques du conseil de la dite ville et que l'affaire en question est purement locale, votre comité croit devoir recommander la suspension de la 5¹e règle de cette Chambre.

Votre comité a de plus examiné la pétition d'*Eustache St-Pierre* et autres du township d'*Amherst*, demandant à être annexés au township d'*Arundel*, dans le comté d'*Argenteuil*, et a trouvé que les avis requis n'ayant pas été donnés, la dite pétition n'est pas conforme à la 5^e règle de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. Boyer, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent et prolonger le délai pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

L'Honorable M. Beaubien propose, secondé par M. Picard, Que le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de St-Henri, 42-43 Victoria, chapitre 58, soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés, avec instruction de reconsidérer sa décision et d'examiner de nouveau le préambule.

Et un débat s'en suivant ;

Et le député pour Laval s'étant levé pour soulever une question d'ordre ;

Et objection étant faite, par l'Honorable M. Mercier, que l'Honorable député de Laval, ayant déjà parlé sur la question, n'a pas le droit de faire d'objection.

M. l'Orateur décide que le membre pour Laval ne peut pas parler sur la question, mais qu'il a le droit de soulever une question d'ordre.

Objection est alors faite par le député de Laval, qu'avis n'a pas donné de la motion pour renvoyer de nouveau le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de St-Henri, 42-43 Victoria, chapitre 58, au comité des Bills privés.

M. l'Orateur décide " qu'en vertu de l'article 31 des ordres permanents de la Chambre, il n'est pas nécessaire, comme règle générale, de donner avis des motions au sujet des Bills privés ; que l'exception se trouve dans l'article 67 qui n'exige avis que pour des amendements importants en comité général ou à la troisième lecture ; qu'ainsi l'objection est mal fondée et que la motion de l'Honorable M. Beaubien est dans l'ordre."

Sept heures et demie, P. M.

En vertu de la 19e règle de cette Chambre, les ordres des Bills privés sont appelés.

Résolu, Que le Bill concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'association des entrepreneurs de Montréal ; et après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. Leduc fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour définir les bornes de la paroisse de *Ste-Barbe* et pour d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de St-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Demers* au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill permettant au collège théologique diocésain de *Montréal*, de conférer des degrés en théologie et amendant le statut 42-43 *Victoria*, chapitre 72 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur-de-Jésus*, de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de *Nicolet*, par la paroisse de *St-Jean-Baptiste de Nicolet* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bergevin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le Statut 22 *Victoria*, chap. 68, intitulé : " Acte pour modifier la corporation du personnel de la corporation du séminaire de *Nicolet* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu que le Bill passe. -

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et corporations minières et manufacturières :

Bill amendant de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* et les actes qui l'amendent et changeant son nom en celui de " La compagnie du chemin de fer urbain de *Montréal*."

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques-de-L'Achigan*.

L'Honorable membre pour *Kamouraska* se lève de son siège et déclare qu'il retire les paroles dont il s'est servi à la séance d'hier soir et qu'il regrette l'incident pour lequel M. l'Orateur l'a rappelé à l'ordre.

Sur motion de l'Honorable M. *Marchand*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que les explications données par l'Honorable membre pour *Kamouraska* soient acceptées comme suffisantes et que l'ordre du jour pour la reprise des débats sur la motion de censure contre l'Honorable membre soit déchargé.

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée aujourd'hui : Que le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, 42-43 *Vict.*, chap. 58, soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés, avec instruction de reconsidérer sa décision et d'examiner de nouveau le préambule.

Et la question étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que M. *Bernard* et M. *Martel* soient ajoutés au comité permanent des divers bills privés, que M. *Bernard* et M. *Asselin* soient ajoutés au comité permanent des comptes publics et que M. *Bernard* et M. *Martel* soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Ordonné, Que M. *Stephens* ait la permission de présenter un Bill incorporant *The Women's Temperance Union of Montreal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Picard* ait la permission de présenter un Bill amendant le chapitre 103 de l'acte de cette Province, 45 *Victoria*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer le *Québec Central*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

L'ordre du jour pour la prise en considération des paroles prononcées par le député de *Laval*, et inscrites dans les Journaux de cette Chambre étant appelé ;

L'honorable M. *Marchand* propose, secondé par M. *McShane*, Que, attendu que l'honorable député de *Laval* s'est servi, hier soir, des paroles suivantes : " il est regrettable que l'honorable député de *St-Hyacinthe* soit descendu si bas sur cette question là. Ce sont des enfantillages ; "

Attendu, que ce Monsieur n'a pas voulu retirer ces paroles ; il soit

Résolu, Que le dit député de *Laval* a encouru le déplaisir et la censure de cette Chambre et qu'il soit en conséquence censuré.

M. *Lemieux* propose en amendement, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, Que tous les mots après " Que " de la dite motion soient retranchés et remplacés par les suivants : " Le député de *Laval* soit requis par l'Orateur de retirer les paroles mentionnées."

M. *Faucher de St-Maurice* propose en sous-amendement, secondé par M. *Marcotte*, Que tous les mots de l'amendement après le mot " suivants " soient retranchés et remplacés par les suivants : " Attendu qu'en diverses reprises, M. *LeBlanc*, député de *Laval*, a déclaré, qu'en prononçant les paroles incriminées il n'a pas insulté, ni voulu blesser l'honorable député de *St-Hyacinthe* ;

" Attendu, qu'après les remarques qui avaient précédé ces paroles, elles ne devaient pas être considérées comme offensantes, la Chambre ne croit pas à propos de s'occuper d'avantage de cet incident et passe aux ordres du jour."

Et un débat s'élevant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi 14 mai 1886.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Désaulniers,
Desjardins,

Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
Leduc,
Lynch,
McConville,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—33.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Stephens, et
Whyte.—15.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Désaulniers,
Desjardins,

Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
Leduc,
Lynch,
McConville,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robillard,
Spencer,
St Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—33.

CONTRE :

Messieurs.

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn
Stephens et
Whyte.—15.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la motion principale, ainsi amendée, étant alors mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>McConville,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 14 Mai 1886.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill augmentant les pouvoirs de l'Institut Trafalgar :

Bill incorporant l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la Cité de *Québec*.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame *Marie Angélique Cuvillier*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit prolongé au vingt-cinquième jour du mois de Mai courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dernier paragraphe de ce rapport.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport : que le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit étendu au vingt-cinq Mai courant.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que conformément aux recommandations contenues dans les rapports des comités des Bills privés et des ordres permanents, le délai pour la réception des rapports sur les Bills privés soit prolongé au vingt-cinq Mai courant.

M. l'Orateur met devant la Chambre le second rapport du comité collectif de la bibliothèque, lequel est lu. (Appendice No. 2.)

L'Honorable Secrétaire Provincial M. *Blanchet* présente,—La réponse à un ordre de la Chambre du 20 Avril 1885, pour un état de toutes les sommes payées à L. N. *Fortin*, comme surintendant général des travaux de colonisation, depuis sa nomination ; distinguant ce qui lui a été payé pour salaire de ce qui lui a été payé pour dépenses de voyage ; copie de tous les rapports du dit L. N. *Fortin* en sa capacité de surintendant général des travaux de colonisation. (Documents de la Session No. 32a.)

Aussi,—La réponse à une adresse de la Chambre, du 6 Mai 1885, demandant copie de toutes correspondances, mémoires et rapports, entre le Gouvernement ou aucun de ses officiers ou agents, et M. *Charles Pacaud* et certains colons, au sujet du lot No. 17, du 1er rang du canton d'Irlande. (Documents de la Session No. 23.)

L'Honorable Trésorier M. *Robertson* présente,—La réponse à un ordre de la Chambre, du 20 Avril 1885, pour une liste de toutes les sommes reçues des municipalités (depuis la date de la promulgation de la loi) pour l'entretien des aliénés jusqu'à ce jour ; spécifiant chaque municipalité et le montant payé par chacune d'elles, aussi tout arrérage dû en vertu de la loi, spécifiant chaque municipalité. (Documents de la Session No. 34.)

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, Mardi, le 11 du courant, à la motion portant que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), lequel amendement était que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

" 1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans les discours du trône à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-1885, quand de fait, non seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continue avec une permanence inquiétante ;

" 2. Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au payement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province ;

" 3. Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable, de faire dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province ;

" 4. Contre les dangers du système inauguré par le trésorier, qui admet avoir employé, à même les argents affectés au payement de la dette consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant, le coût des travaux du palais de justice de Québec ;

"5. Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastres, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233,853.44 de cette dette consolidée."

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant l'association de l'arsenal des carabiniers royaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills privés :

Bill incorporant "*The Women's Christian Temperance Union*," de Montréal.

Et Bill amendant le chapitre 103 de l'acte de cette Province, 45 Victoria.

M. l'Orateur, (sur la demande qui lui fut faite par l'Honorable M. Garneau, président du comité des comptes publics, de donner sa décision sur la question d'ordre qui a été soulevée dans ce comité, afin que cette question soit décidée par la Chambre,) décide comme suit :

"La Chambre a renvoyé l'examen de toutes les circonstances se rattachant à la défalcation Gale au comité permanent des comptes publics, pour que ce comité fasse enquête et rapport ; et ce comité permanent a nommé un sous-comité pour prendre les témoignages par écrit.

“ Mercredi dernier, il a été proposé, dans le comité permanent, “ que la motion référant à un sous-comité l'enquête touchant l'affaire dite “ *Gale* ” soit révoquée, “ et que cette enquête ait lieu devant ce comité.”

“ Sur cette motion, on a soulevé la question d'ordre suivante: “ Le comité des comptes publics a référé cette question à un sous-comité et en a fait rapport “ à la Chambre qui a accepté cette référence. Le comité ne peut maintenant “ reprendre ses pouvoirs qu'il a délégués à un sous-comité avec l'approbation de “ la Chambre sans l'assentiment de celle-ci.”

“ Le président du comité permanent a maintenu cette objection et l'on a appelé de sa décision.

Il s'élève maintenant deux questions que je dois décider; la première, savoir: “ si le comité permanent était dans l'ordre en renvoyant à la Chambre la décision “ sur l'appel, et la deuxième, savoir: si la décision du président est conforme à la “ règle parlementaire.

“ La première question est importante, en tant que “ le président ne doit décider “ une affaire d'ordre que lorsque la question est présentée de la manière voulue.” “ (*Waples' Handbook*, numéro 95.)

“ La règle 76 des ordres permanents prescrit que les questions d'ordre qui “ s'élèvent en comité général sont décidées par le président, sauf appel à la “ Chambre.

“ *May* dit à la page 461, “ que toute question est décidée dans un comité “ spécial de la même manière que dans la Chambre dont relève ce comité.” “ *Bourinot*, (à la page 438) dit la même chose. Et *Cushing* écrit (au numéro 1,913) “ que les règles qui régissent les comités spéciaux dans toutes leurs procédures “ sont les mêmes que celles qui régissent la Chambre dans les procédures “ analogues.”

“ Ainsi, dans les comités spéciaux, comme dans les comités généraux, les “ députés peuvent rester couverts quand ils sont assis, mais doivent se découvrir “ pour parler et ils peuvent parler plus d'une fois sur une question. Les motions “ n'ont pas besoin d'être appuyées pour être faites.

“ Dans mon opinion, par analogie, le président décide les questions d'ordre “ dans un comité spécial, mais sauf, comme en comité général, appel à la “ Chambre même; et *Cushing* dit, au numéro 1,208, que “ c'est sur ce principe “ que la pratique suivie par les comités spéciaux paraît être fondée, de consulter “ l'Orateur au sujet des questions d'ordre et de formules de procédures.”

“ Je décide, en conséquence, qu'on a eu raison d'en appeler à la Chambre.

“ Je passe maintenant au mérite de la question d'ordre soulevée dans le “ comité des comptes publics.

“ Il est dit, dans l'objection, que sur un rapport fait à la Chambre, le renvoi “ de l'affaire en question au sous-comité a été accepté. En consultant les “ procès-verbaux, on voit que ce rapport, n'a fait que mettre à la connaissance “ de la Chambre le fait qu'il avait été nommé un sous-comité, pour prendre les “ témoignages par écrit, mais que ce rapport ne soumettait aucune proposition “ à la considération et à l'action de la Chambre. Il n'y avait donc rien à accepter “ par la Chambre, et le rapport est resté en la possession de la Chambre comme “ base pour telle procédure ultérieure qui pourrait devenir nécessaire. (*Bourinot*, “ page 432.)

“ Comme question de fait, le sous comité n'est pas venu sous le contrôle “ direct de la Chambre, mais est resté soumis au contrôle du comité permanent, “ et cela est conforme au principe que j'ai mentionné dans ma décision du “ 30 avril dernier, que “ en déléguant des devoirs et des pouvoirs d'un caractère “ ministériel et d'administration à un sous-comité, un comité conserve toujours “ le droit d'exercer le contrôle sur ce sous-comité.”

“ C'est une règle parlementaire que “ les comités peuvent, en tout temps, “ après leur institution pour l'étude d'une affaire en particulier et avant qu'ils “ aient fait rapport sur cette affaire, être déchargés par l'assemblée de la prise

“ en considération de cette même affaire.” (*Cushing*, numéro 1928). Ainsi, en vertu du principe que j’ai mentionné il y a quelques instants, cette règle s’applique au contrôle d’un comité permanent sur un sous-comité par lui nommé.

“ Je suis d’opinion qu’il n’est pas nécessaire, en premier lieu, de reconsidérer ou de rescinder la résolution instituant le sous-comité dans ce cas, mais que le comité permanent a le droit de décharger le sous-comité en aucun temps qu’il jugerait à propos de le faire et de prendre les témoignages lui-même.

“ La phraséologie de la motion n’est peut-être pas technique, mais en fait, elle est suffisante pour décharger le sous-comité.

“ Sur l’appel porté du comité permanent, je renverse en conséquence la décision du président, et je décide que la question d’ordre n’était pas bien fondée.

L’Honorable M. *Marchand* propose, secondé par l’Honorable M. *Mercier*, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

L’Honorable M. *Taillon* s’étant levé pour soulever une question d’ordre.

L’Honorable M. *Mercier* maintient qu’il a la parole et que cette objection est prématurée.

M. l’Orateur décide comme suit :

“ La règle 123 du code de procédure parlementaire dit que “ les débats au sujet d’une question peuvent être interrompus par une question d’ordre.” *Cushing*, (au numéro 1,218,) dit que “ lorsqu’un député a régulièrement la parole, on ne peut la lui enlever sans son consentement, à moins qu’il ne s’élève une question d’ordre, une question de privilège ou une question incidente aux procédures, cas auquel le droit de ce député de continuer son discours peut être interrompu et suspendu jusqu’à ce que l’on ait disposé de cette question.”

“ On vient de dire, cependant, que celui qui appuie une motion a le droit de parler sur cette motion avant qu’on puisse soulever la question de savoir si cette motion est ou non dans l’ordre. Si la motion en est une qui ne peut pas être proposée, c’est certainement une motion au sujet de laquelle il doit être irrégulier de prendre la parole. *Cushing*, au numéro 1,231, dit : “ Lorsqu’une motion est régulièrement proposée et appuyée, il est du devoir de l’Orateur de la proposer comme question, à moins que la motion ne soit irrégulière, soit au point de vue de la substance ou de la forme, soit au point de vue du temps où elle a été faite.”

“ Quant à cette question préliminaire de la régularité, l’Orateur, ou tout autre député, a le droit de soulever la question.

“ Je décide donc que l’Honorable M. *Taillon* a présentement le droit de soulever la question d’ordre.

Objection est alors faite par l’Honorable M. *Taillon*, “ qu’aucun avis n’ayant été donné de cette motion elle ne peut être faite.”

M. l’Orateur décide comme suit :

“ La règle générale, quant aux avis de motions, se trouve dans la règle 31 des ordres permanents, qui exige qu’on donne deux jours d’avis d’une motion sur laquelle la Chambre peut adopter une résolution.

“ *Bourinot* dit à la page 452 : “ Beaucoup de motions demandant le concours aux rapports des comités spéciaux sont proposées sans avis et on en permet l’adoption à l’unanimité. Mais dans tous ces cas, on peut objecter ; et la manière de faire régulière, c’est de donner avis.”

" En 1880, M. l'Orateur *Blanchet* a décidé qu'il faut donner deux jours d'avis d'une motion demandant de concourir dans le rapport d'un comité. (Journal, Communes du Canada, p. 364).

" Je décide, en conséquence, que la motion n'est pas dans l'ordre."

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, mardi, le 11 du courant, à la motion portant,—que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement était que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre est prête à voter le subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais désire protester solennellement :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que l'équilibre est rétabli entre les recettes et les dépenses, et de l'assertion du trésorier, à l'effet qu'il y a un surplus des recettes sur les dépenses pour l'exercice de 1884-1885, quand de fait, non seulement l'équilibre n'est pas rétabli, mais le règne des déficits continue avec une permanence inquiétante ;

2. Contre l'incurie du gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen efficace pour mettre fin à ce régime des déficits, pour établir une véritable politique d'économie et pourvoir au payement, dans un avenir rapproché, de la dette énorme qui pèse sur cette province ;

3. Contre les lacunes regrettables que l'on trouve dans le système de comptabilité ministérielle et dans l'audition des comptes publics ; lacunes qui ont permis à un comptable de faire, dans un de nos principaux départements, pendant deux ans, des détournements de plus de \$50,000, et aux ministres de cacher, depuis plusieurs années, la véritable situation financière de la province ;

4. Contre les dangers du système inauguré par le trésorier qui admet avoir employé, à même les argents affectés au payement de la dette consolidée, une somme de \$150,000 pour acquitter d'autant, le coût des travaux du palais de justice de Québec ;

5. Contre l'emploi illégal des trois millions et demi de piastres, empruntés en 1882 et 1883 ; ces emprunts destinés à l'extinction de la dette flottante, ayant été, de fait, presque entièrement employés aux dépenses ordinaires, ce qui laisse encore sur cette dette flottante, près de deux millions non payés et pour lesquels il n'y a pas de provisions, en sus des \$18,233,853.44, de dette consolidée."

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 15 mai 1886.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,
Gagnon,*

*Laliberté,
Lemieux,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn
Stephens et
Whyte.—13.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris un employé surnuméraire pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 17 Mai 1886.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'Honorable M. *Mercier*,—La pétition de *J. M. Papineau* et autres, propriétaire, de la rue *St-Laurent*, *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Taillon*,—La pétition de *J. O. Villeneuve* et autres ; de la Cité de *Montréal*.

Conformément à l'Ordre du Jour la pétition suivante est lue et reçue :

De *D. S. Evans* et autres, de *Templeton*; demandant que le canton de *Templeton* ne soit pas divisé en deux municipalités séparées.

Sur motion de l'honorable *M. Mercier*, secondé par *M. Stephens*,

Ordonné, Que la pétition de *J. M. Papineau* et autres, propriétaire de la rue *St-Laurent, Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition est reçue et lue; demandant que le Bill pour amender la charte de la cité de *Montréal*, en ce qui se rapporte à l'élargissement de la rue *St-Laurent*, ne devienne pas loi.

Sur motion de l'honorable *M. Taillon*, secondé par l'honorable *M. Robertson*,

Ordonné, Que la pétition de *J. O. Villeneuve* et autres, de la cité de *Montréal*; présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue;

Et la dite pétition est reçue et lue; demandant que le Bill pour amender la charte de la dite cité de *Montréal*, ne devienne pas loi.

L'honorable *M. Taillon*, du comité conjoint des deux Chambres pour la refonte et la codification des statuts, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill concernant le département des officiers en loi de la Couronne, et a l'honneur de rapporter le dit bill avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable *M. Robertson*, secondé par l'honorable *M. Taillon*,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en Comité général pour considérer certaines résolutions proposées concernant certaines licences pour la vente des liqueurs enivrantes.

L'honorable *M. Robertson* met devant la Chambre,—Etat du Fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada. (Documents de la Session No. 31.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant l'Association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la cité de *Québec* (*The licensed victuallars Association of Quebec*); et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour autoriser la vente ou autre aliénation des certaines propriétés appartenant à la succession de feu *Dame Marie Angélique Cuvillier*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Asselin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par *M. Girouard*.—Le shérif du district d'*Arthabaska*, *M. Quesnel*, (ou le gouvernement), a-t-il payé les réclamations de *A. Robida*, boulanger, *Pierre Lasanté* et autres, contre le gouvernement, pour pains, provisions, etc.; lesquelles réclamations datent depuis 1882?

Si oui, quand?

Si non, pourquoi ces réclamations n'ont-elles pas encore été payées et quand le seront-elles ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.— Certaines réclamations sont restées en souffrance, ce qui paraît être dû à des difficultés entre le Shérif et son député. Des poursuites judiciaires ayant été prises en recouvrement de ces réclamations, le gouvernement n'a pas cru devoir intervenir, tant qu'un jugement final ne serait pas rendu dans la cause de *Béland* (basée sur une de ces réclamations) qui a été portée en Cour de Révision et en Cour d'Appel. Le jugement de la Cour d'Appel a été prononcé le 5 février 1886. Depuis, le gouvernement s'est mis en communication avec M. *Quesnel* et a maintenant la promesse que les sommes dues seront payées bientôt.

Par M. *Girouard*,—Le gouvernement a-t-il reçu une pétition de *Horace Gagnon* et autres habitants de *Kingsey*, demandant un octroi pour terminer ou réparer un chemin dans leur municipalité ? Si oui, se propose-t-il d'accorder l'octroi demandé ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Oui, le gouvernement a reçu cette pétition et elle est sous considération.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans les subsides, une somme d'argent pour aider à l'établissement d'une féculerie dans le comté de *Bonaventure* ? Si oui, quelle somme se propose-t-il d'affecter à cet objet ; si non, pourquoi ne le fait-il pas ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—La question est sous considération.

Par M. *Girouard*,—Le gouvernement a-t-il loué, à partir de *St-Raymond*, jusqu'à la rivière *Mequick*, sur le parcours de la ligne du chemin de fer du *Lac St-Jean*, certains terrains, lacs et rivières ; si oui, quelle quantité ou étendue, à qui et à quelles conditions, et pour quel terme ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*,—Les lacs et rivières actuellement sous bail, depuis *St-Raymond* jusqu'à la rivière *Mequick* et au-delà, le long de la ligne du chemin de fer de *Québec* au *Lac St-Jean*, sont les suivants :

1. Lac *Bellevue* sur la ligne de division des cantons *Bois Lasalle*, comté de *Portneuf*, sous bail en faveur de M. *Thos. Beckett*, marchand de *Québec*. Date du bail, 8 Février 1886. Date de l'expiration du bail, 31 Décembre 1889. Conditions, rente annuelle, \$30.

2. Les lacs tributaires de la *Rivière-aux-Rognons*, (c'est-à-dire *Lac-aux-Rognons*, *Lac Long*, *Lac du Centre*, *Lac Caribou* et quelques autres de peu d'importance), la rivière comprise dans l'*Ile du Lac Edouard*, comté *Champlain* et *Québec*, sous bail en faveur du "*Stadacona Fish and Game Club*," de *Québec*. Date du bail, 28 Avril 1886. Date de l'expiration du bail, 31 décembre 1889. Conditions, rente annuelle, \$100.

3. Les *Lacs Long*, des *Iles* et *Vert*, et quelques autres de moindre importance (sans nom), dans le comté de *Champlain*, sous bail en faveur du club de pêche et chasse "*Les Laurentides*," de *Québec*. Date du bail, 29 Avril 1886. Date de l'expiration du bail, 31 Décembre 1889. Conditions, rente annuelle, \$100.

Le bail comprend aussi une profondeur de trois chaînes de toutes les terres non concédées de la Couronne bordant les dits lacs et rivières.

Par M. *Gagnon*,—Le gouvernement a-t-il fini considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la Cour de Circuit, dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Pas encore.

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Nantel*, qu'il soit mis devant cette Chambre, une copie du travail fait par M. *Louis Giard*, ancien secrétaire de l'Instruction publique, officier de l'Instruction Publique en France, sur les érections civiles des municipalités scolaires et offert par lui, à titre gracieux au département de l'Instruction Publique.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *Stephens*, qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin 1885, sur les réclamations existant à cette date, appartenant réellement à l'année financière terminée ce jour-là.

L'honorable M. *Taillon* propose en amendement, secondé par l'Honorable M. *Robertson*, que les mots suivants soient ajoutés à la motion : " aussi, un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin, 1884, au 30 juin 1885, sur réclamations antérieures à cette date et appartenant à l'année fiscale précédente."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin 1885, sur les réclamations existant à cette date, appartenant réellement à l'année financière terminée ce jour-là.

Aussi, un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin, 1884, au 30 juin 1885, sur réclamations antérieures à cette date et appartenant à l'année fiscale précédente.

Sur motion de M. *Shehyn*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :— Copie de toute correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Nord, au sujet de toutes négociations engagées par le gouvernement se rapportant au paiement de la balance due par cette compagnie et à tout contrat passé ou proposé, changeant ou devant changer les termes de paiement de la balance due par la dite compagnie, et aussi tout contrat ou arrangement fait avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique au sujet des versements dus par cette compagnie.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances avec E. P. *Bender*, Ecr, de *Montmagny*, se rattachant à l'organisation d'une compagnie pour l'exploitation des pêcheries de la Côte Nord.

M. *Desjardins* propose, secondé par M. *Deschênes*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état comparatif des recettes et des dépenses de la province, pendant chaque exercice, depuis 1878-79 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement ; avec les détails des sommes reçues des diverses sources de revenu, et des dépenses encourues pour les différentes branches du service public ; les frais du service ordinaire et les dépenses imputables au capital devant être donnés séparément.

Aussi, un état comparatif, pour chaque exercice, depuis 1878-79 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement, du passif et de l'actif de la province, de la dette nette de la province, de l'intérêt annuel du passif et de l'actif et de l'intérêt annuel de la dette nette de la province.

L'Honorable M. *Mercier* propose en amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que les mots : " depuis la Confédération " remplacent les chiffres " 1878-79 " partout où ils se trouvent dans la motion principale, et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion principale : " avec un état indiquant le surplus et le déficit de chaque année."

Cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—12.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel—33.</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question originale étant de nouveau proposée ;

L'Honorable M. *Marchand* propose, en amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que les chiffres 1877-78 soient mis à la place de 1878-79, partout où ces derniers chiffres se trouvent dans la motion principale.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état comparatif des recettes et des dépenses de la Province, pendant chaque exercice, depuis 1877-78 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement ; avec les détails des sommes reçues des diverses sources de revenu, et des dépenses encourues pour les différentes branches du service public ; les frais du service ordinaire et les dépenses imputables au capital devant être donnés séparément.

Aussi, un état comparatif, pour chaque exercice, depuis 1877-78 jusqu'à 1884-85, ces deux années inclusivement, du passif et de l'actif de la province, de la dette nette de la province, de l'intérêt annuel du passif et de l'actif et de l'intérêt annuel de la dette nette de la province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Marion*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le Secrétaire Provincial et la Société Littéraire et Historique de Québec, au sujet des manuscrits originaux suivants, déposés par feu M. *George Faribault*, dans la bibliothèque de la société, et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire :

1. Matières criminelles, premier volume 1682-1730, deuxième volume 1738 à 1746.

2. Matières de police et de voiries, 1683-1756.

3. Police (1695-1755).

4. Matières civiles, premier volume, 1665 à 1696 ; deuxième volume, 1701 à 1705 ; troisième volume, 1706 à 1730 ; quatrième volume, 1730 à 1751 ; cinquième volume, 1752 à 1753 ; sixième volume 1753 à 1859.

5. Régistres des édits, arrêts et déclarations (*Québec*) ; premier volume, de 1663 à 1700, avec les index ; deuxième volume, de 1704 à 1736.

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Demers*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du rapport préliminaire contenant l'appréciation des faits constatés ou admis dernièrement à *Montmagny*, par J. A. *Defoy*, au sujet de la plainte de M. *Godfroi Talbot* contre le régistrateur de *Montmagny*, ainsi que copie de la plainte portée par M. *Talbot*, de la réponse de M. *Lavergne* et de tous les papiers et documents se rapportant à cette affaire.

Sur motion de M. *Bernatchez*, secondé par M. *Demers*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie du *nolle prose* qui, produit à *Montmagny*, en 1882, *in re*, La Reine vs. *Lépine*, ce dernier subissant alors son procès au sujet du vol de bulletins qui avaient servi dans la dernière élection pour le district électoral de *Montmagny* ; avec copie de toute correspondance échangée à ce sujet, et spécialement celle échangée entre le Procureur-Général et son substitut.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état détaillé des sommes réclamées par A. *Charlebois*, contracteur du Palais Législatif, pour ouvrages extras ; la description de ces ouvrages et des sommes qui lui ont été payées sur chacune des sommes réclamées.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des recettes et dépenses de la province, depuis le dernier état à venir au premier de mai courant.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un rapport supplémentaire du Greffier de la Couronne en Chancellerie, sur les élections partielles qui ont eu lieu, depuis les élections générales de décembre, 1881.

Sur motion de M. *Martin*, secondé par M. *Brousseau*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, toutes correspondances, papiers, etc., concernant la demande d'une aide pour l'établissement d'une manufacture d'emplois, dans le comté de *Bonaventure*.

Sur motion de M. *Casavant*, secondé par M. *Poulin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un rapport indiquant les noms des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis le 30 juin 1883 ; la date de leur nomination, le temps pendant lequel ils ont été employés, le montant de leur salaire et sur quels fonds ces salaires ont été payés.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Bernatchez*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes payées à L. N. *Fortin*, surintendant général des travaux de colonisation, depuis le dernier rapport ; distinguant ce qui lui a été payé, chaque année, pour salaire et dépenses de voyage ; avec copie de tous les rapports du dit L. N. *Fortin*, en cette qualité.

La Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 18 Mai 1886.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 18 Mai 1886.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Martel*,—La pétition des Révérendes Sœurs des Saints Noms de *Jésus et Marie*, de *Longueuil*.

Ordonné, Que la pétition des Révérendes Sœurs des Saints Noms de *Jésus et Marie*, de *Longueuil*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue ;

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendements :

Bill concernant la paroisse de *St-Ephège*, dans le comté d'*Yamaska*.

Bill changeant le nom de la " Société permanente de construction de *Sherbrooke* " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke* et étendant ses pouvoirs."

M. *Boyer*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il soumet à Votre Honorable Chambre, sans amendement :

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan*.

L'Honorable M. *Marchand* propose, secondé par M. *Gagnon*, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

Et objection étant faite, par l'Honorable M. *Taillon*, que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant que cette motion, dont l'avis a été donné, ne doit être présentée que lorsque les avis de motions seront appelés.

M. l'Orateur décide comme suit :

“Vendredi dernier, il fut présenté un rapport du comité collectif de la bibliothèque et il fut donné avis d'une motion demandant l'adoption de ce rapport.

“Cette motion est inscrite au feuillet des avis pour ce jour.

“Nous sommes maintenant arrivés à la phase des procédures du jour où les motions sont appelées, et la motion demandant l'adoption du rapport en question a été proposée ; mais on a soulevé la question d'ordre qu'actuellement la motion est hors d'ordre.

“Je n'ai rien à faire avec le mérite du rapport ; je n'ai à m'occuper que de la question de procédure.

“Les motions qui peuvent être faites à la présente phase des affaires du jour sont celles qui n'exigent pas d'avis préalable, ou les motions de forme concernant les affaires de la Chambre, qui sont proposées de l'assentiment général de la Chambre. [Bourinot, page 314.]

“La règle 24 des ordres permanents prescrit que “tous les articles inscrits au feuillet des affaires du jour sont appelés dans l'ordre qu'ils y occupent ;” et l'article 112 du Code de Procédure Parlementaire porte que “les motions ont chaque jour priorité selon l'ordre dans lequel les avis de ces motions ont été donnés.”

“Toutes les motions inscrites au feuillet des avis, excepté celles qui ne rencontrent pas d'opposition, doivent être prises en considération dans l'ordre fixé ; et en 1879, M. l'Orateur *Blanchet* a décidé qu'une motion exigeant un avis ne peut être faite qu'à son tour régulier. (Bourinot, page 315.)

“*Cushing* dit, au numéro 1202, que, quand arrive le temps voulu pour procéder aux avis de motions, l'Orateur invite les députés qui ont donné des avis de motions pour ce jour-là dans l'ordre qu'ils occupent au feuillet, et, sur cette invitation, les députés procèdent avec leurs différentes motions, tant qu'on n'a pas disposé de toutes.

“En réponse à un honorable député, M. l'Orateur *Brand* a répondu “qu'il serait tout à fait irrégulier d'amener une motion hors de son tour, excepté avec l'assentiment général de la Chambre ; et que s'il y eût eu une seule voix négative à sa question quant au plaisir de la Chambre, il aurait été de son devoir de décliner de poser la question.” (*Brand's* décisions, page 139.)

“Je décide donc, qu'il n'est pas dans l'ordre de poser maintenant la question, et que l'honorable député de *Saint-Jean* devra proposer de nouveau sa motion quand il sera appelé à le faire, en temps voulu.”

L'honorable Secrétaire-Provincial *M. Blanchet* présente, — la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 mai 1886 demandant : Un état détaillé, par comtés, de l'emploi des \$143,000, dépensées depuis le 1er juillet dernier, pour chemins de colonisation ; le dit état indiquant ce qui a été payé aux inspecteurs, et au surintendant général pour salaires, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyages. (Documents de la Session, No. 35.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 20 avril 1886, demandant copie de l'ordre en conseil et tous documents et correspondances s'y rapportant, relatif à l'emploi de *D. Girouard*, écrivain, avocat, comme conseil devant le Conseil Privé, dans l'affaire “*The Colonial Building and Investment Association*,” avec copie du mémoire de frais pour la somme de \$2000, à lui payées sur ce compte, tel qu'il appert dans les comptes publics de 1884. (Documents de la Session No. 36.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité de subsides.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant Dame *Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et Dame *Barbara Cox*, épouse d'*Alexander Linton Lockerby*, à vendre la partie sud ouest du No. 123 du cadastre hypothécaire du quartier *St-Louis*, cité de *Montréal*, à *Jean-Baptiste St Louis* et à Dame *Emme L. Lamontagne*, épouse d'*Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill augmentant les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; l'honorable M. *Marchant* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ce Bill soit remise à demain.

La Chambre se remet de nouveau au comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix sept mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la publication des Débats de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des salaires du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante et un mille cinq cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Patrice pour les orphelins, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth pour les enfants pauvres, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'Industrie, Institut *Hervey*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, *Montréal*; en rapport avec l'Université-Laval; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital *St-Charles*, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de *Pembroke*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigitte*, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accoreée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont*, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordées à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varenes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants,) *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants,) *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure proprement dite :—La somme de cinq par cent de la part allouée aux catholiques, sera retenue annuellement, pour être distribuée, en telle proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera parmi les institutions de sourds-muets et aveugles dans les institutions catholiques de la province; et la somme de cinq par cent, de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pour être employée par le conseil de l'Instruction Publique à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent: et \$6,000 seront payées sur cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq par cent.

De la part accordée pour l'éducation protestante supérieure, \$200 seront appliquées pour venir en aide à l'association des instituteurs de la province, et \$500 pour le salaire d'un inspecteur des écoles supérieures, des académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes :—cinq pour cent, de la part des catholiques dans ce fonds sera retenu annuellement, pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, aux institutions pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille six cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs en retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles pour les sourds-muets, y compris \$200 pour *Ste-Marie, Beauce*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds-muets de *Mill-End, Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil de l'Instruction Publique pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, français, enseignement primaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, anglais; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la reconstruction du collège Ste-Thérèse, dernier paiement, une année n'ayant pas été payée; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au couvent de *St-Roch de l'Achigan*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Brousseau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif, a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49, et l'acte qui l'amende, 39 *Victoria*, chapitre 46," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative :

Bill intitulé : "Acte définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs-testamentaires de feu *William Dow*, Ecuier, et concernant d'autres fins s'y rattachant."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Hospice de *Saint-Thomas de Montmagny*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'Union Saint-Joséph de *Salaberry de Valleyfield*."

Aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à *Québec*."

Bill intitulé : "Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre *John Napier Fulton* au nombre de ses membres."

Bill intitulé : "Acte amendant un statut de la Législature de *Québec*, (43-44 *Victoria*, chapitre 81) intitulé : "Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur-testamentaire de feu *Robert Knox*, Ecuier, quant à certaines propriétés en cette Province et pour d'autres fins."

Et Bill intitulé : "Acte incorporant Le Cercle *Frontenac de Québec*."

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 49, et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, chap. 46," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte incorporant "l'Union Saint-Joseph de Salaberry de Valleyfield," et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant l'hospice de *St-Thomas-de-Montmagny*," et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs-testamentaires de feu *William Dow*, Ecuier, et concernant d'autres fins s'y rattachant," et les dits amendements sont lus la première fois ;

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 19 Mai 1886.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Etat des affaires de l'union St-Joseph de Notre-Dame de Beauport pour l'année 1885. (Documents de la Session No 7.)

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*, 22 *Vict.*, chap. 24 et l'acte 43-44 *Vict.*, chap. 63, amendant cet acte d'incorporation ; auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Boyer*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Nantel*, — Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi constituant la Cour Supérieure de cette province, de manière à donner au district de *Terrebonne*, un juge y résidant ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*, — Le gouvernement avisera aux meilleurs moyens de donner satisfaction aux justiciables du district de *Terrebonne*.

Par M. *Gagnon*, — Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande d'une aide pour construire un édifice destiné à la Cour de Circuit, dans le comté de *Kamouraska* ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*, — Le gouvernement n'a pas l'intention de décider l'affaire cette année.

Sur motion de l'Honorable M. Robertson, appuyé par l'Honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'en vue du récent incendie dans la Cité de *Hull*, qui a dépouillé un grand nombre de familles de leurs demeures et détruit beaucoup de propriétés, il soit présenté une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur d'émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province pour la somme de mille piastres, pour aider à soulager la détresse des victimes de cet incendie ; cette somme devant être mise à la disposition du comité nommé pour distribuer les secours donnés et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Marcotte,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le Révérend M. Boulet, curé de *St-Magloire*, M. Faucher de Saint-Maurice, M. P. P., et plusieurs autres personnes et le Gouvernement de *Québec*, au sujet d'une voie ferrée qui passerait à travers les terres qui s'étendent sur les confins de *Dorchester*, de *Bellechasse*, de *Montmagny*, de *l'Islet*, etc.

M. Faucher de Saint-Maurice propose, secondé par M. Marcotte, que, le 2 juin 1884, la résolution suivante a été acceptée unanimement par l'Assemblée Législative :

" *Résolu*, Que la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamouraska*, se prête à la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à *Edmunston* au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*.

" Que, d'après les renseignements donnés officiellement, il est impossible de trouver ailleurs de meilleures terres pour la culture.

" Qu'il faudrait peu d'efforts pour diriger la colonisation vers cette région fertile et l'ouvrir à l'industrie et à l'agriculture.

" Que des paroisses pourraient s'ouvrir sur la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamouraska*, où des milliers de nos compatriotes trouveraient, sinon l'abondance, au moins l'existence fière, honnête et indépendante.

" Que la Province de *Québec* faciliterait ainsi le repatriement de nos compatriotes actuellement aux *Etats-Unis* et empêcherait une émigration qui est une cause d'affaiblissement.

" Qu'il est de l'intérêt de la Province de *Québec* d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamouraska*, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à *Edmunston*, au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*.

" Que l'Assemblée Législative présente une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur l'assurant que cette construction est d'une importance vitale pour le développement commerciale et agricole de la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamouraska*.

Que le discours du trône renferme le paragraphe suivant :

" Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la Province."

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* a admis unanimement, le 2 Juin 1884, qu'il était de l'intérêt de la Province de *Québec* d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamouraska* et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée.

Qu'un ordre de la Chambre a été voté unanimement, le 12 avril dernier, demandant, — copie de la correspondance échangée entre M. *Henry O'Sullivan*, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de *Québec*, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du *Nouveau-Brunswick* aux chemins de fer de l'*Intercolonial*, le *Grand-Tronc*, et le *Pacifique Canadien*, à *Québec*."

Qu'il soit résolu, Qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir de tous les faits se rapportant au projet d'une ligne courte passant par un ou par les comtés mentionnés dans la résolution votée unanimement le 2 juin 1884, par l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* avec mandat et pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et tous documents ou rapports se rapportant aux études faites par divers arpenteurs et spécialistes sur une ligne courte passant à travers le ou les comtés mentionnés dans les résolutions acceptées unanimement par l'Assemblée Législative le 2 juin 1884; que le comité fasse un rapport complet des témoignages entendus et de la procédure sur le référé et que MM. *Audet*, *Bernatchez*, *Marcotte*, *Gagnon*, *Deschênes*, *Asselin* et le moteur composent ce comité.

M. *Desjardins* propose en amendement, secondé par M. *Deschênes*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre ayant par devers elle des rapports et documents qui donnent les renseignements désirables, ne croit pas qu'il y ait aucun avantage ni aucune utilité appréciable à autoriser la formation d'un comité spécial pour tenir une enquête maintenant, touchant le tracé d'une voie ferrée pour laquelle il n'y a, du reste, aucune compagnie incorporée par cette Législature."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill autorisant la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame *Marie-Angélique Cuvillier* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour changer le nom de la municipalité de *St-Benoît* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié, en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.
Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte concernant la paroisse de *St-Elphège*, dans le comté d'*Yamaska*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill changeant le nom de la " Société permanente de construction de *Sherbrooke* " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke* et étendant ses pouvoirs " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Beaubien* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau, demain.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu *William Dwy*, Ecuyer."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 *Vict.*, chap. 75, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 49, et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, chap. 46," est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement, proposé aujourd'hui, à la motion portant,—Que le 2 Juin 1884 la résolution suivante a été acceptée unanimement par l'Assemblée Législative :

" *Résolu*, Que la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska*, se prête à la construction d'une voie ferrée allant se raccorder à *Edmunston*, au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*."

" Que, d'après les renseignements donnés officiellement, il est impossible de trouver ailleurs de meilleures terres pour la culture."

" Qu'il faudrait peu d'efforts pour diriger la colonisation vers cette région fertile et l'ouvrir à l'industrie et à l'agriculture."

" Que des paroisses pourraient s'ouvrir sur la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska*, où des milliers de nos compatriotes trouveraient, sinon l'abondance, au moins l'existence fière, honnête et indépendante."

" Que la Province de Québec faciliterait aussi le repatriement de nos compatriotes actuellement aux Etats-Unis et empêcherait une émigration qui est une cause d'affaiblissement."

" Qu'il est de l'intérêt de la Province de Québec d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska*, et que le meilleur moyen d'y parvenir

serait la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à *Edmunston*, au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*.

"Que l'Assemblée Législative présente une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur l'assurant que cette construction est d'une importance vitale pour le développement commercial et agricole de la frontière sud des comtés de *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska*.

Que le discours du trône renferme le paragraphe suivant :

"Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au Gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la Province."

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* a admis unanimement le 2 Juin 1884, qu'il était de l'intérêt de la Province de *Québec* d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska* et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée.

Qu'un ordre de la Chambre a été voté unanimement, le 12 avril dernier, demandant,—"copie de la correspondance échangée entre M. *O'Sullivan*, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la Province de *Québec*, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du *Nouveau-Brunswick* aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, et le Pacifique Canadien, à *Québec*."

Qu'il soit résolu, Qu'un comité spécial soit nommé pour s'enquérir de tous les faits se rapportant au projet d'une ligne courte passant par un ou par les comtés mentionnés dans la résolution votée unanimement le 2 juin 1884, par l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* avec mandat et pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et tous documents ou rapports se rapportant aux études faites par divers arpenteurs et spécialistes sur une ligne courte passant à travers le ou les comtés mentionnés dans les résolutions acceptées unanimement par l'Assemblée Législative le 2 Juin 1884 ; que le comité fasse un rapport complet des témoignages entendus et de la procédure sur le référé et que MM. *Audet*, *Bernatchez*, *Marcotte*, *Gagnon*, *Deschênes*, *Asselin* et le moteur composent ce comité.

Lequel amendement comporte : "Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Cette Chambre, ayant par devers elle des rapports et documents qui donnent les renseignements désirables, ne croit pas qu'il y ait aucun avantage ni aucune utilité appréciable à autoriser la formation d'un comité spécial pour tenir une enquête maintenant, touchant le tracé d'une voie ferrée pour laquelle, il n'y a, du reste, aucune compagnie incorporée par cette Législature."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Deschênes,
Desjardins,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lapointe,
Leduc,

Lynch,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel—34.

CONTRE :
Messieurs.

*Asselin,
Audet,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,*

*Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,
Gagnon,*

*Girouard,
Laliberté,
Marchand,
Marcotte,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
et Sheyhn.—16.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée;

M. Gagnon propose en amendement, secondé par M. McShane, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée: "Mais cette Chambre espère que le gouvernement fera explorer l'important territoire en question pour mettre la Législature en état d'adopter toute mesure propre à développer les ressources considérables de cette région."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est adopté.

Et la motion principale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée.

M. Picard propose en amendement, secondé par M. Gauthier, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée: "y compris les comtés de *Mégantic, Wolfe* et *Richmond*."

Et objection étant faite par M. Gagnon que cette motion n'est pas dans l'ordre; 1. parce l'amendement n'est pas dans les termes voulus; 2. parce qu'il ne relève pas de la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit:

"Les termes dans lesquels la motion est couchée sont: "Que les mots suivants soient ajoutés en sous-amendement à l'amendement." Dans le cas où la forme d'une motion est irrégulière, il est permis à l'Orateur de l'énoncer dans une forme appropriée; mais toutes les matières substantielles doivent être proposées en employant exactement les termes employés par l'auteur de la motion. (Usage de l'Assemblée Législative, numéro 8). Dans le présent cas, pour proposer la motion dans une forme appropriée, j'ai énoncé comme étant la question: "Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée." Ceci, comme de raison, dispose du premier point de l'objection.

"L'affaire amenée devant la Chambre par la motion proposée par le député de *Bellechasse* se rapporte à certains comtés nommés dans la motion. L'amendement proposé par le député de *Kamouraska* et adopté par la Chambre ne se rapporte qu'au territoire formé par ces comtés. L'amendement proposé par le député de *Richmond* et *Wolfe* se rapporte à d'autres comtés; et pour cette raison je suis d'opinion qu'il ne relève pas de la question. Je décide donc que l'amendement en question est contraire à l'ordre.

Alors la question principale telle qu'amendée, étant de nouveau proposée.

Et objection étant faite par M. Deschênes que l'amendement n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit:

"La question d'ordre soulevée par le député de *Témiscouata*, c'est que l'amendement proposé par le député de *Kamouraska* n'est pas relevant à la motion principale telle que remplacée par l'amendement proposé par le député de *Montmorency*.

"L'amendement en question a été accepté par la Chambre, et il est maintenant trop tard pour soulever la question de pertinence.

"Je décide donc que la question d'ordre n'est pas bien fondée, mais que n'importe quel député peut néanmoins soulever une question d'ordre à l'égard de la motion principale telle qu'amendée et telle qu'elle est maintenant devant la Chambre."

Objection étant faite par M. Duhamel que cette motion entraînant des dépenses par le Gouvernement, il faudrait un message du Lieutenant Gouverneur.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Le parlement ne peut voter des argents, pour n'importe quelle fin, que sur la recommandation de la couronne et sur la responsabilité des ministres. La Chambre vote les subsides et elle est responsable de ce vote ; mais il est du devoir de l'exécutif de faire connaître ce qu'il faut. Cependant la Chambre a le droit, par une résolution exprimant une opinion abstraite, d'attirer l'attention du Gouvernement sur l'à-propos de toute dépense ou de tout octroi qu'elle peut juger être dans l'intérêt du public.

“ Cette procédure a simplement pour but de signaler au Gouvernement l'importance ou la nécessité d'une dépense ou d'un crédit, mais laisse la couronne libre d'accepter ou de rejeter la suggestion. (*Bourinot*, page 468 ; *Todd*, pages 428 et 435.)

“ La motion, telle qu'amendée, ne fait qu'exprimer l'espoir que le Gouvernement fera faire des explorations dans l'intérêt d'une partie importante de la province et elle ne contient simplement qu'une opinion abstraite quant à l'à-propos de la chose, ce qui laisse la Couronne libre d'agir selon qu'elle jugera à propos. Si la proposition est acceptée, la Couronne devra demander le crédit nécessaire.

“ La motion est, en conséquence, dans l'ordre et j'écarte l'objection.”

L'Honorable membre pour *Wolfe* et *Richmond* s'étant levé pour faire une motion.

Et objection étant faite par M. Gagnon, que l'honorable membre n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Le député de *Richmond* et *Wolfe*, ayant déjà parlé sur la motion principale, telle qu'amendée, et telle qu'elle est maintenant devant la Chambre, et y ayant même proposé un amendement, ne peut ni parler encore, ni proposer un autre amendement. Par conséquent, il n'est pas dans l'ordre.

Même s'il était dans l'ordre, je ne pourrais pas lui permettre de proposer l'amendement qu'il vient de lire, pour ajouter à la motion principale les mots “ et qu'il soit aussi fait des explorations dans les comtés de *Mégantic*, *Richmond* et *Wolfe*, ” vu que cet amendement ne serait pas relevant à la question dont la Chambre est saisie.

Alors la motion principale telle qu'amendée étant mise aux voix, — Que cette Chambre ayant par devers elle des rapports et documents qui donnent les renseignements désirables, ne croit pas qu'il y ait aucun avantage ni aucune utilité appréciable à autoriser à présent la formation d'un comité spécial pour tenir une enquête maintenant touchant le tracé d'une voie ferrée pour laquelle il n'y a, du reste, aucune compagnie incorporée par cette Législature. Mais cette Chambre espère que le Gouvernement fera explorer l'important territoire en question pour mettre la Législature en état d'adopter toute mesure propre à développer les ressources considérables de cette région ; — elle est résolu affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par l'Honorable M. Marchand,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie du compte d'impression des discours de L. G. Desjardins, Ecuyer, M. P. P., depuis le 1er janvier 1882, avec un état de toutes sommes payées en rapport avec ces discours, et copie de toute correspondance ou de tout mémoire à ce sujet.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état de toutes sommes payées à Louis Tellier, Ecuyer, avocat de *St-Hyacinthe*, par le Gouvernement de cette Province, depuis 1875, avec copie de toute correspondance et de tout mémoire au sujet de demandes d'argent faites par le dit Tellier.

Sur motion de M. *Casavant*, secondé par M. *Marion*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état total des sommes payées par la Province, depuis 1867 jusqu'à 1885, pour les fins suivantes :

1. Les écoles de réforme et écoles d'industries.
2. Les asiles d'aliénés.
3. L'instruction publique.
4. L'agriculture et les industries.
5. La colonisation.
6. Les institutions de charité.
7. Les chemins de fer.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie du chemin de fer de *Montréal à Sorel*, au sujet d'une demande d'octroi pour ce chemin.

L'Honorable M. *Marchand* propose, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la Bibliothèque.

Et un débat s'élevant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, Jeudi matin ;

Jeudi, 20 mai 1886.

L'Honorable M. *Flynn* propose en amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants : "le second rapport du comité conjoint de la bibliothèque soit renvoyé à ce comité pour reconsidération."

L'Honorable M. *Mercier* propose en sous-amendement, secondé par M. *Whyte*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il appert par le dit rapport, qu'il a été résolu, sur motion de M. *Nantel*, député de *Terrebonne* : "Que M. *Dansereau* n'a pas eu l'occasion d'être entendu devant le comité collectif de "la bibliothèque, ce comité recommande à la Chambre de donner l'opportunité "à M. *Dansereau* d'être entendu devant lui, ce comité, afin qu'il puisse, ce "monsieur, donner toutes les explications qu'il jugera convenable de donner "sur la matière."

"Que cette Chambre, désirant donner suite à cette suggestion du comité et fournir à M. *Dansereau* l'occasion de se justifier, prie l'Orateur d'émaner un ordre, comme président du dit comité, pour que le dit M. *Dansereau* compare devant le dit comité, le 25 courant, à dix heures de l'avant-midi et y donner telles explications et subisse telle interrogatoire que de droit."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Désaulniers,
Gagnon,
Girouard,*

*Marchand,
McShane,
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Whyte.—13.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Deschênes,
Desjardins,
Faucher de Saint-
Maurice.
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,*

*LeBlanc,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,*

*Nantel,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robillard et
Taillon.—28.*

Ainsi il est résolu négativement.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Deschênes,
Desjardins,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,*

*LeBlanc,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,*

*Nantel,
Picard,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robillard et
Taillon.—28.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Désaulniers,
Gagnon,
Girouard,*

*Marchand,
McShane,
Mercier,*

*Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Whyte.—13.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question principale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. McShane, que les mots " avec instruction d'offrir à M. Dansereau l'occasion de se justifier, " soient ajoutés à la fin de la motion principale.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Whyte.—19.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Martin,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon.—22.</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon.—28.</i>
<i>Charlebois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—13.</i>
<i>Demers,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 20 Mai 1886.

L'honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies des mines et manufacturières, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre :

Bill incorporant la compagnie de Gaz combustibles.

Bill amendant la Charte de la compagnie du chemin de fer *Québec-Central*.

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il soumet à Votre Honorable Chambre sans amendement :

Bill amendant le statut 48 *Victoria*, chap. 74, intitulé : " Acte incorporant la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'île de *Montréal*."

L'honorable Secrétaire-Provincial M. *Blanchet* présente, — la Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 19 avril 1886, demandant copie du rapport d'un voyage fait au *Labrador Canadien*, en vertu d'un ordre en Conseil, par M. *Saint-Cyr*, ancien député, conservateur du musée de l'Instruction publique ; aussi copie de son catalogue des plantes et des oiseaux de la côte Nord et des îles faisant partie du *Labrador Canadien*, qui sont exposés, plantes et oiseaux, au musée de l'Instruction publique. (Documents de la Session No. 37.)

L'ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique ;

Et la question étant proposée, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. *Marchand* que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Résolu, Que le Bill augmentant les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar* passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte d'incorporation de la Ville d'*Iberville* ; et après avoir ainsi

siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernard*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : Acte pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*, 22 *Victoria*, chapitre 64 et l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 63 amendant cet acte d'incorporation.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Whyte* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill incorporant la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement, proposé aujourd'hui à la question, — Que le Bill pour établir une commission spéciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique, soit maintenant lu la seconde fois, Et lequel amendement comporte que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—13.

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel—42.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant mise aux voix, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, Que ce Bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. *Blanchet, Beaubien, Lynch, et Taillon* et de M. *M. Cameron, Carbray, Deschênes, Duhamel, Frégeau, Martel, Martin, Rinfret dit Malouin* et *Stephens*, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte électoral de *Québec*, de manière à étendre le cens électoral, étant lu ;

Et la question étant proposée, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. *Marcotte* propose, en amendement, secondé par M. *Trudel*, Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " vu que la loi soumise à cette Chambre, ne pourrait servir aux prochaines élections générales en cette Province ; et qu'il n'y a guère d'utilité de se hâter de l'adopter pendant la présente session, ce bill ne soit pas maintenant lu une seconde fois, mais qu'il le soit dans six mois, afin de donner le temps à cette Chambre d'étudier le bill qui lui est maintenant soumis."

Et un débat s'élevant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 21 Mai 1886.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,
Deschênes,*

*Gagnon,
Gauthier,
Girouard,
Laliberté,*

*Marchand,
McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn,
St-Hilaire et
Whyte.—17.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Lundi, 21 Mai 1886.

M. Duhamel, du comité spécial nommé pour considérer le Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Duhamel, pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* de ce comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. Blanchet, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill érigeant une certaine partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village.

Et bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de Votre Honorable Chambre, en date du 13 de ce mois, a considéré de nouveau le préambule du Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, 42-43 *Victoria*, ch. 58. Les parties intéressées s'étant entendues sur certains changements à apporter au dit bill, votre comité a adopté le préambule et examiné le bill, auquel il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

L'honorable M. Beaubien, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* et les actes

qui l'amendent et changeant son nom en celui de " La Compagnie du chemin de fer urbain de *Montréal*," auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à Votre Honorable Chambre.

Le Bill concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'honorable M. *Taillon*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par l'honorable *Mercier*, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " les membres de cette Chambre sont prêts à voter les subsides à Sa Majesté, mais croient que les ministres auraient dû appuyer, auprès de l'Exécutif fédéral, les démarches si importantes, faites dans cette province, en faveur d'une commutation de la sentence de mort prononcée contre *Louis Riel*."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux et
Shehyn.—13.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,

Charlebois,
Désaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,

Frégeau,
Garneau,
Gauthier,
Lapointe,
Leduc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Martel,
Martin,

Nantel,
Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—39.

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des Subsidés.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la transcription, l'impression et la publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sciences naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture, (3, à \$800 piastres chacune) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'Agriculture pour leur permettre d'établir des beurreries et des fromageries modèles, 3, à \$1000 chacune payable en trois ans, (second payment) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de médecines vétérinaires françaises ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de médecines vétérinaires anglaises ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec l'agriculture, y compris souscriptions aux traités et publications, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au comité permanent des expositions, *Montréal*, (cinquième et dernier versement de \$3,300 et une année d'intérêt à 5 pour cent sur \$165) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration et repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Mardi, 25 Mai 1886.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Whyte*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Cette Chambre est prête et disposée à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement n'ait pas adopté les mesures nécessaires pour faire rembourser la somme de \$30,000, forfaite en faveur de la province, et remise, le 9 mai, 1883, à W. E. *Blumhart*, procureur de MM. *Forget & Cie*, en violation de la loi et des conventions."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Demers,*

*Gagnon,
Laliberté,
Marchand,*

*Mercier,
Rinfret dit Malouin, Shehyn et
Whyte.—10.*

CONTRE :

Messieurs

*Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Désaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
LeBlanc,*

*Leduc,
Lynch,
McConville,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Sawyer,
Taillon,
Thornton
Trudel et
Turcotte.—35.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille huit cent dix-huit piastres et cinquante-huit centius soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'Honorable M. *Robertson* présente, —la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 avril 1886, pour un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province pour voir déclarer inconstitutionnel l'acte imposant une taxe sur les exhibits ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats ; avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et tous les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du Statut la décrétant. (Documents de la Session No 38.)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre pour les Bills privés est appelée en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour constituer la Corporation des Huissiers du District de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 46 *Vict.*, chap. 87, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer Le Grand Nord" ; sans amendement.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Charlebois*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour constituer la Corporation des Huissiers du District de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer le *Québec Central* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le statut 48 *Victoria*, chap. 74, intitulé : " Acte incorporant la compagnie du chemin du *Parc* et de l'*Ile de Montréal*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, étant lu ;

M. l'Orateur fait la déclaration suivante :

" On a attiré mon attention sur ce bill, qui concerne le village de *La Prairie* et la commune de la Seigneurie du même nom.

“ Ce bill, qui est un bill privé, a pour but, à part d'autres dispositions, d'autoriser la corporation du village à s'approprier une certaine partie de la commune et à y concéder des lots, sujets à une petite rente en faveur de la couronne à titre de Seigneuresse, et aussi à concéder gratuitement une portion de cette partie de la commune pour un cimetière et d'autres portions pour des édifices publics et des manufactures.

“ On m'a donné à entendre que la couronne a certains droits dans cette commune. Si c'est le cas, et si une question d'ordre est soulevée, les pétitionnaires pourraient être exposés à voir leur bill déclaré hors d'ordre.

“ Une autre disposition du bill a pour but de confirmer et de maintenir une certaine réduction, qu'un ordre en conseil a autorisé à faire dans certains droits seigneuriaux dus à la couronne en sa qualité de Seigneuresse de *La Prairie*. Cette disposition pourrait aussi être fatale au bill.

“ Toutes dispositions affectant le droit de propriété du Gouvernement, ou faisant remise d'une somme d'argent due à la couronne, doivent originer en comité général; (Règle 41 des ordres permanents; *Bourinot*, 465 et 524) et toutes propositions affectant les droits de la couronne ou ses propriétés exigent, en sus, le consentement royal. (*Bourinot*, 472.)

“ Tout bill de cette nature qui n'origine pas ainsi en comité général est hors d'ordre, et, s'il est déclaré l'être, doit être amené de nouveau, en observant les formalités voulues; (*May*, 527) et lorsque le consentement de la couronne n'est pas donné quand arrive la dernière phase des procédures, même quand le bill a été régulièrement amené devant la Chambre, l'Orateur doit refuser de poser la question. (*Bourinot*, 473.)

“ Si, dans le présent cas, les droits de la couronne sont affectés, ou il s'agit de confirmer et de maintenir une remise partielle de ses rentes ou de ses revenus, la manière régulière de procéder consistera à retrancher, en comité général, les clauses relatives à ces droits et à ces rentes (*Bourke's Precedents*, 197) et à faire rapport de progrès, et alors à donner avis de résolutions couvrant ces clauses; puis à les prendre en considération, un jour ultérieur fixé à cette fin, en comité général. Le consentement de la couronne devra être donné quand la Chambre résoudra de se former en comité général, un jour ultérieur, pour prendre les résolutions en considération, ou quand elle se formera en comité général pour examiner les résolutions. Quand il sera fait rapport des résolutions et que tel rapport sera adopté, les résolutions devront être renvoyées au comité général sur le bill et l'on devra donner instruction au comité d'y insérer des dispositions en conséquence. (Règle 41 des ordres permanents; *May* 489; *Todd*, Bills privés, 105.)

“ J'attire donc sur cette affaire l'attention de l'honorable député chargé du bill. (*Cushing*, numéro 2,331.)”

Ordonné, Que l'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, soit renvoyé à demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, 42-43 *Vict.*, chapitre 58; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la Cité de *Montréal* et les actes qui l'amendent et changeant son nom en celui de "La Compagnie du chemin de fer urbain de *Montréal*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'octroi, à propos d'un chemin de fer, par le gouvernement fédéral.

L'Honorable M. *Robertson* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille piastres accordée par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de *Québec*, en considération de la construction du chemin de fer de *Québec* à *Ottawa*, connu sous le nom de "chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*" sera affectée au paiement de la dette consolidée de la province, lorsque le parlement de la Puissance autorisera le paiement de la somme capitalisée.

Résolu, 2. Que cette somme sera versée dans le fonds créé pour le rachat de l'emprunt effectué, en vertu des dispositions du statut 37 *Victoria*, chapitre 2, et sera employée pour payer autant de l'emprunt contracté en vertu de ce statut et formera partie du fonds d'amortissement créé pour racheter cet emprunt.

Résolu, 3. Que l'intérêt provenant de cette somme sera employé au service des intérêts sur l'emprunt plus haut mentionné.

Résolu, 4. Qu'il est défendu au trésorier de la province d'employer, même temporairement, une partie quelconque de la dite somme ou de l'intérêt en provenant pour aucune autre fin quelconque.

Résolu, 5. Qu'il sera rendu compte à Sa Majesté du placement et de l'emploi régulier de cette somme, ainsi que des intérêts en provenant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le département des officiers en loi de la Couronne; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil; et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte concernant le département des officiers en loi de la Couronne."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'acte 32 *Victoria*, chapitre 17, concernant les écoles d'industrie ; et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Martel*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender les actes concernant l'association des dentistes de la Province de *Québec*, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McConville* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

Le Bill pour abolir la charge de Commissaire des chemins de fer, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil ; et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

Ordonné, Que le délai pour recevoir les rapports sur les Bills Privés, ci-après mentionnés, qui, dans chaque cas, expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'au quatre juin prochain inclusivement, et que la règle 49 de cette Chambre soit suspendue à cet effet, savoir :

Bill amendant l'acte incorporant la ville de *Farnham*, 40 *Victoria*, chap. 47,

Bill accordant à la corporation du village de *St-Gabriel* le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Bill pour incorporer l'Ecole de médecine vétérinaire de *Montréal*.

Bill divisant la municipalité du canton de *Templeton*, dans le comté d'*Ottawa*, en deux municipalités séparées.

Bill amendant le statut 47 *Victoria*, chap. 90, concernant l'incorporation de la ville de *Ste-Cunégonde* et lui conférant de plus amples pouvoirs.

Bill amendant la charte de la cité de *Montréal*.

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*.

Bill amendant la charte de la compagnie du gaz de *Montréal*.

Bill amendant le statut 47 *Victoria*, chap. 91, intitulé: "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *J. B. Renaud*."

Bill pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges-de-Lachine*.

Bill amendant de nouveau le statut 38 *Victoria*, chap. 76, intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent" et les amendements à ces actes.

Bill autorisant la corporation de *Québec* à émettre des obligations.

Bill incorporant "*The Woman's Christian Temperance Union of Montréal*."

Bill amendant le chap. 103 des statuts de cette province 45 *Victoria*, concernant la ville de *Richmond*.

Bill pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 75, intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chap. 49 et l'acte qui l'amende, 39 *Victoria*, chap. 46."

Bill pour constituer la corporation des huissiers du district de *Montréal*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 26 Mai 1886.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Martel*,—la pétition du Curé et des Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de *Longueuil*.

Par M. *Boyer*,—la pétition de *Théophile Laframboise* et autres; résidants et propriétaires de la Paroisse de *St-Lambert*.

L'Honorable M. *Blanchet*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait différents amendements qu'il soumet à la considération de notre honorable Chambre :

Bill incorporant "*The Women's Christian Temperance Union of Montreal*."

Bill pour incorporer l'école de médecine vétérinaire de *Montréal*.

Votre comité a aussi examiné le Bill accordant à la corporation du village de *St-Gabriel* le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin," et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendements.

Ordonné, Que la pétition de *Théophile Laframboise* et autres, résidants et propriétaires de la paroisse de *St-Lambert*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ;

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour mieux définir les limites de la Paroisse des *Saints-Anges-de-Lachine* ne devienne pas loi.

Ordonné, Que la pétition du Curé et des Marguilliers de l'OEuvre et Fabrique de la Paroisse de *Longueuil*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue ; Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant le rappel des clauses 229 et 230 de l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*.

L'honorable M. *Blanchet* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 Mai 1886, pour copie de la correspondance échangée entre le Secrétaire Provincial et la Société Littéraire et Historique de *Québec*, au sujet des manuscrits originaux suivants, déposés par feu M. *George Faribault*, dans la bibliothèque de la société et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire :

1. Matières criminelles, premier volume 1682-1730 ; deuxième volume 1738 à 1746.
2. Matières de police et de voirie 1683-1756.
3. Police, 1696-1755.
4. Matières civiles, premier volume, 1665 à 1696 ; deuxième volume, 1701 à 1705 ; troisième volume, 1706 à 1730 ; quatrième volume, 1730 à 1751 ; cinquième volume, 1752 à 1753 ; sixième volume, 1753 à 1859.
5. Régistres des Edits arrêts et déclarations (*Québec*) ; premier volume, de 1663 à 1700, avec les index ; deuxième volume, de 1704 à 1736. (Documents de la Session No. 39.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 12 Avril 1886, demandant copie de : 1. De tout ordre en conseil passé et de toute proclamation émanés, en 1885, mettant en force le chapitre 38 des Statuts Refondus du *Canada*, intitulé : " Acte concernant la conservation de la santé publique," et nommant un bureau central de santé ; tel ordre en conseil devant mentionner les noms des ministres présents.

2. Toute commission nommant les membres de ce bureau central.

3. Toute correspondance échangée à ce sujet, soit avec des particuliers, soit avec des corporations municipales ou autres institutions. (Documents de la Session No. 40.)

Et aussi, la liste des municipalités dans la Province de *Québec*, compilée par C. E. *Deschamps*. (Documents de la Session No. 41.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Gauthier*,—Le Gouvernement a-t-il pris une décision sur la demande de la pétition de droit de S. X. *Cimon*, Ecr., membre de la Chambre des Communes, déposée au Bureau du Secrétaire Provincial de cette Province, en Mai 1885 ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—Le Gouvernement fera connaître sous peu sa décision.

Par M. *Gagnon*,—Le Gouvernement se propose-t-il d'exécuter le statut qui décrète le paiement, à partir du 1er Juillet prochain, des pensions aux instituteurs y ayant droit ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Le Gouvernement introduira sous peu de jours, une mesure à ce sujet devant la Chambre.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—Le Gouvernement se propose-t-il d'informer le Gouvernement d'*Ottawa*, qu'un vaisseau de la compagnie *Allan* " *Le Parisian*," a pu se rendre à *Québec*, ayant à son bord des cas de maladies épidémiques, malgré

le médecin du bord, la quarantaine à la *Grosse Isle* et, le médecin du port de *Québec*. Le Gouvernement a-t-il l'intention de demander que les règlements de la quarantaine soient strictement observés par tous les vaisseaux ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Le Gouvernement a attiré l'attention des autorités fédérales sur cette question.

Par M. *Boyer*,—1. Est-il vrai que M. *Rodier*, récemment admis à la pratique de la médecine, a été nommé membre du bureau central de santé de la province de *Québec* ?

2. Est-il vrai que M. le Dr *Rodier* a été nommé par le Gouvernement pour se rendre à *Paris* pour étudier officiellement la méthode de Pasteur ?

3. Est-il vrai que le Gouvernement a promis à M. le Dr *Rodier* de le nommer secrétaire du nouveau bureau central de santé qui devra être nommé par le Gouvernement par le nouveau Bill de santé ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—1. Oui.

2. M. *Rodier* devant se rendre à *Paris*, à ses frais, pour compléter ses études médicales, a reçu du Gouvernement une recommandation dans le but de faciliter son admission au nombre des élèves du célèbre Pasteur, le Gouvernement étant d'opinion que les connaissances qu'il acquerra là, pourront être, tôt ou tard, utiles au pays.

3. Non.

Par M. *Marcotte*,—Le Gouvernement se propose-t-il de faire explorer les cantons du sud des comtés de *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet*, *Kamouraska* et *Témiscouata* à l'effet de se renseigner sur la possibilité de la construction d'un chemin de fer à travers ces cantons, depuis *St-François de la Beauce*, jusqu'à un point quelconque du chemin de fer de *Fraserville*; ainsi que des richesses minérales et de la valeur de ces terrains ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*,—Le Gouvernement a déjà par devers lui des renseignements importants touchant cette question, s'il y a lieu d'y suppléer, il avisera aux moyens à prendre pour atteindre le but mentionné dans la question.

Par M. *Bernatchez*,—Est-ce l'intention du Gouvernement d'augmenter, cette année, le salaire d'aucun des inspecteurs d'écoles de la Province de *Québec* ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Non, excepté peut-être un ou deux cas qui sont actuellement sous considération.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Les \$281,033, portées à la page 139 des comptes publics pour l'année 1884-85, comme étant la balance des dépôts judiciaires, font-ils partie de la balance générale de \$1,265,481.55 mentionnée à la page 3 des mêmes comptes ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Aucune partie des \$281,033, portées à la page 139 des comptes publics, n'est comprise dans la somme de \$1,265,481.55 mentionnée à la page 3 des mêmes comptes.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement se propose-t-il de faire des élections générales immédiatement après la prorogation ?

2. Pourrait-il nous en faire connaître l'époque ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le gouvernement n'a pas encore fixé l'époque des élections.

Par l'Honorable M. Mercier,—Combien a-t-il été payé à S. Pagnuelo, Ecuier, conseil de la Reine, pour services *in re* ; *Regina vs Corneiller* et *LeBlanc*, accusation de "Embracery," Cour Criminelle, Montréal.

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Il n'a rien été payé à M. Pagnuelo pour ses services dans la dite cause.

M. Desjardins propose, secondé par M. Deschênes, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état de toutes les sommes payées depuis la livraison du chemin de fer du Nord, en spécifiant les paiements faits pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursées au gouvernement de la province.

M. Gagnon propose, comme amendement, secondé par M. McShane, Que tous les mots après "état," soient biffés et remplacés par les suivants : "de toutes les sommes payées par le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations admises par le gouvernement et non encore payées ; le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer, pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursés au gouvernement de la province."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, étant lu ;

M. Charlebois propose, secondé par M. LeBlanc, Qu'il soit donné instruction au dit comité de retrancher du Bill intitulé : "Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu," les clauses 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du dit bill telles qu'amendées par le comité des bills privés.

Et objection étant faite par M. Robidoux : 1. Que cette motion n'est pas faite à la phase convenable ; 2. Qu'avis d'un jour est requis par la règle 67 pour faire une motion pour amender un bill en en retranchant diverses clauses.

M. l'Orateur décide comme suit :

"L'objection soulevée comprend deux points.

"Le premier, c'est que la motion, qui propose des instructions au comité sur "le bill mentionné dans l'ordre du jour, qui vient d'être appelé, n'a pas été faite à "la phase voulue des procédures.

“ La règle 247 du Code de Procédures Parlementaires porte qu’une instruction doit être proposée après que l’ordre du jour a été lu et non pas comme amendement à la question “ que l’Orateur laisse le fauteuil.” A la page 533, *Bourinot* explique cette règle et dit “ qu’une instruction doit être proposée dès que l’ordre relatif au comité a été lu par le greffier et avant que ne soit posée la question “ que l’Orateur laisse le Fauteuil.”

“ La motion a donc été faite à la phase voulue des procédures et cette partie de l’objection n’est pas fondée.

“ L’autre point, c’est que la motion est irrégulière, parce qu’il n’en a pas été donné avis.

“ La règle 67 des Ordres Permanents dit qu’aucun amendement important ne peut être proposé à un bill privé en comité général, ou à sa troisième lecture, à moins qu’il n’en ait été donné avis.

“ On a cité plusieurs décisions prises dans la collection des décisions des orateurs de cette législature faite par *M. Faucher de St-Maurice*, pour démontrer que notre pratique a toujours été conforme à cette règle ; et je puis dire, que le principe que l’avis est requis dans le cas d’amendements aux bills privés aux phases mentionnées dans la règle, est indiscutable.

“ Dans le cas qui nous occupe, la question est donc tout simplement de savoir, si la règle s’applique à la motion à laquelle on fait objection.

“ Quand elle s’occupe des bills privés, la Chambre exerce des fonctions de deux natures distinctes : des fonctions judiciaires et des fonctions législatives. Quand elle agit en sa capacité judiciaire, ou comme une cour, la Chambre adjuge sur l’intérêt individuel impliqué dans un bill privé, au lieu que, quand elle agit en sa capacité législative, elle surveille l’intérêt public et voit à ce que des intérêts individuels ne soient pas promus au détriment des intérêts publics. Dans la procédure à l’égard des bills privés, les personnes, à l’avantage desquelles ces bills sont présentés, paraissent comme parties poursuivantes, et d’un autre côté, celles qui appréhendent quelque résultat fâcheux des dispositions de ces bills sont admis comme parties adverses. Sous quelques rapports, les procédures sont assimilées à celles des cours de justice. Si les parties intéressées ne soutiennent pas un bill dans sa marche, en observant les formes et les règlements voulus, ce bill ne sera pas avancé, et s’il est abandonné par les parties intéressées, on ne peut pas procéder avec ce bill si favorable que puisse être l’opinion de la Chambre sur son mérite. (*Cushing*, numéros 2408 et 2,409 ; *Todd*, *Private Bills*, page 2 ; et *May*, page 756.)

“ Les personnes chargées d’un bill privé ont toujours le droit de l’abandonner ou de le retirer, et comme un pouvoir plus grand comprend toujours un pouvoir moindre, elles peuvent, si elles le jugent à propos, abandonner ou retirer, en aucun temps, une partie de leur bill. Je puis citer un cas qui s’applique à ce point.

“ En 1883, quand le bill de la “ compagnie de fidéi-commis et de construction de chemins de fer du Canada ” fut devant le comité permanent des chemins de fer, les promoteurs de ce bill abandonnèrent tout ce qui, dans ce projet de loi, conférait le pouvoir de prendre à loyer et d’exploiter des chemins de fer, et le bill cessa ainsi de ressortir à la juridiction du comité, qui, là-dessus, fit rapport de cet abandon partiel et de ce retrait ; et subséquemment la Chambre des Communes du Canada renvoya le bill, ainsi abrégé, au comité permanent des bills privés. (*Journal, Com. du Canada*, pages 170 et 184.)

“ Dans le présent cas, l’honorable député chargé du bill a annoncé, en proposant “ les instructions ” que les promoteurs retirèrent la partie du bill ou les clauses qui affectent les droits de la couronne et par lesquelles on cherche à faire confirmer la remise partielle de certaines rentes ou revenus de la Couronne, et, pour atteindre ce but, l’honorable député a proposé des “ instructions impératives,” qui ne laissent pas la faculté au comité, mais qui lui prescrivent et lui commandent de retrancher les clauses en question. (*Cushing*, numéros 2161 et 2162.)

“ Je suis d'opinion que l'affaire sous considération n'est pas la proposition d'un amendement à faire à un bill privé, mais que c'est une procédure faite dans le but de permettre aux promoteurs d'un bill privé d'abandonner et de retirer une partie de ce bill, et que, par conséquent, cette affaire n'entre pas dans le cadre des cas prévus par la règle 67 et n'exige pas un avis.

“ Cette partie de l'objection, aussi, n'est pas bien fondée.

“ En conséquence, j'écarte l'objection et je déclare que la motion est dans l'ordre.”

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des Bills privés étant expiré les ordres du jour sont appelés.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement, proposé aujourd'hui, à la motion portant,—qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour un état de toutes les sommes payées depuis la livraison du chemin de fer du Nord, en spécifiant les paiements faits pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursées au Gouvernement de la Province.

“ Lequel amendement comporte,—Que tous les mots après “ état ” soient biffés et remplacés par les suivants, “ de toutes les sommes payées par le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations admises par le Gouvernement et non encore payées ; le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursées au Gouvernement de la Province.”

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état de toutes les sommes payées par le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations admises par le Gouvernement et non encore payées : le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer pour des travaux exécutés après la vente mais remboursées au Gouvernement de la Province.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par M. Deschênes,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—un état des sommes payées à même les emprunts du montant de \$3,500,000 autorisés par la 45 *Victoria*, chapitre 18, et par la 46 *Victoria*, chapitre 11, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit chapitre 18, 45 *Victoria*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de la somme reçue pour l'assurance du Palais de Justice de *Québec*, incendié il y a quelques années, des frais encourus pour les réparations et l'installation des bâties qui ont depuis servi de Palais de Justice à *Québec*.

Aussi, état de la somme totale payée jusqu'à ce jour pour la construction du nouveau Palais de Justice à *Québec*, et de l'évaluation de la somme nécessaire pour compléter la construction et l'installation de ce Palais de Justice.

Aussi, copie de toute requête et correspondance des membres du barreau de *Québec* adressée au gouvernement, au sujet de la construction de ce Palais de Justice, et, subséquemment au sujet des changements nécessaires au plan en premier lieu adopté pour la distribution intérieure de l'édifice.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de l'ordre en conseil, No. 222, passé le 21 juin 1884, déclarant que la compagnie

du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* s'est conformé aux dispositions du statut de cette Province, 45 *Victoria*, chap. 23, quant à la subvention en terres accordée à ce chemin de fer par la clause 1, section b de ce statut.

Copie de tous les papiers, pièces et documents, constituant la preuve sur laquelle cet ordre en conseil a été basé et passé; copie de toute correspondance échangée entre cette compagnie ou quelques-uns de ses membres, officiers ou autres personnes, et le gouvernement ou quelqu'un des membres du gouvernement à l'égard de ce subside en terres et du dit ordre en conseil.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'Honorable M. *Shehyn*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rapports faits depuis le 1er juillet 1884, par le bureau de la trésorerie, en vertu de la section 14, chap. 4, de la 46 *Victoria*.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Marchand*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette chambre,—le détail de la somme de \$77, 259.41 déclarée payée, par la ville de *Sherbrooke*, à compte du fonds d'emprunt municipal, et mentionnée dans le rapport de l'honorable M. *Taillon* au Lieutenant-Gouverneur, et transmis au maire de *Sherbrooke*, en avril 1881, faisant partie du document No. 59 de la session de 1885.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par M. *Poulin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies de toutes lettres, requêtes et correspondances échangées entre les Révérendes Dames Ursulines ou leurs procureurs et les autorités religieuses de *Trois-Rivières*, avec le gouvernement de la province de *Québec*, au sujet de l'octroi de \$1,750 accordé aux malades indigents de *Trois-Rivières*, et de tous documents ayant rapport au dit octroi.

Sur motion de M. *Stephens*, secondé par M. *Boyer*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. un état des dépenses contingentes et autres, pour les quatre dernières années, du comité protestant de l'Instruction Publique.

2. Une feuille de balance détaillée des quatre dernières années finissant le 30 juin, 1885.

Sur motion de M. *Martel*, secondé par M. *Gasavant*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, papiers et documents quelconques en la possession du gouvernement, se rapportant à l'emprunt fait au fonds d'emprunt municipal, par la ville de *Longueuil* et la corporation du village du *Bassin de Chambly*.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Owens*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances relatives à la nomination d'un juge résidant dans et pour le district de *Terrebonne*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Marcotte*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes sommes payées à *Paul de Cazes*, Ecuier, de *Québec*, depuis le 2 mars 1878, à quelque titre que ce soit.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées à *J. E. Robidoux*, Ecuyer, avocat, de *Montréal*, pour avoir tenu une enquête au Palais de Justice de *Montréal*, en 1879.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées à *J. Chryostôme Langelier*, Ecuyer, de *Québec*, depuis le 2 Mars 1879, jusqu'au 1er Mai 1886, à quelque titre que ce soit.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant l'Hospice St-Thomas de *Montmagny*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'Honorable *M. Mercier* propose, secondé par l'Honorable *M. Marchand*, 1. Qu'il serait juste et prudent, maintenant que l'ordre est rétabli dans le *Nord-Ouest*, d'accorder une amnistie générale et complète à tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles, et qui ne se sont pas personnellement rendus coupables de meurtre.

2. Que cette amnistie serait un gage de paix et d'union pour tous les habitants du *Nord-Ouest*, et ramènerait le bonheur au sein de bien des familles qui pleurent aujourd'hui l'emprisonnement ou l'exil de leur chef ou de leurs parents.

3. Que cette amnistie devrait être accordée sans plus de retard.

4. Qu'une humble adresse, basée sur ces résolutions, soit adressée à Son Excellence le Gouverneur-Général et qu'elle lui soit transmise de la manière ordinaire.

L'Honorable *M. Taillon* propose comme amendement secondé par l'Honorable *M. Lynch*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que, le 10 de Mai courant, à la Chambre des Communes du *Canada* sur une interpellation faite par *M. Bergeron* (pour *M. Desjardins*,) l'Honorable *M. Thompson*, ministre de la Justice, aurait déclaré, qu'il n'y a plus que quatre indiens, un blanc et un métis, d'emprisonnés pour avoir pris part aux troubles du *Nord-Ouest*, et que la santé de ces personnes ne souffre pas de leur détention ;

Attendu que, le 13 de Mai courant, à la même Chambre, l'Honorable *M. Laurier* ayant fait la motion suivante :

"Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général le priant d'exercer la prérogative royale en accordant le pardon entier, l'amnistie et l'oubli de tous les crimes, offenses et délits se rapportant aux malheureux troubles survenus dans le *Nord-Ouest*, à ceux des sujets de Sa Majesté qui y ont pris part, et en tant que cela peut être compatible avec la sûreté de la Couronne et la sécurité du *Canada*."

L'Honorable Sir *John A. Macdonald* aurait déclaré : Que

"Le gouvernement est tout à fait disposé à traiter cette affaire dans un sens aussi large que le comporte cette résolution, et j'espère que l'honorable monsieur sera satisfait de ce que je dis et ne pressera pas, pour le moment, cette résolution."

"Et je puis dire, comme autre raison me justifiant de demander à l'honorable monsieur, après cette déclaration, de ne pas presser la résolution, que je sais, par le témoignage digne de foi d'une personne, qui est elle-même un des réfugiés, dont la respectabilité est hors de doute, que ceux, principalement les métis, qui se sont sauvés pour échapper à la justice, signent actuellement une pétition adressée à Sa Majesté ou au Gouverneur-Général, demandant leur pardon et exposant la raison pour laquelle ils désirent rentrer au pays. Il est très important que nous ayons cette pétition, afin de les amener à déclarer qu'ils se soumettent aux lois et désirent rentrer dans le pays. Il est de la plus grande importance pour l'avenir du pays qu'une telle pétition soit présentée et, si je ne me trompe pas, quelques personnes très importantes parmi ces réfugiés

“ sont à la tête du mouvement pour adresser au Gouverneur-Général ou à la Reine une pétition demandant qu’il leur soit permis de revenir au Canada.”

“ J’espère et je crois que la pétition à laquelle j’ai fait allusion sera présentée avant longtemps et je puis seulement répéter que le gouvernement désire sincèrement que le soulèvement soit mis dans l’oubli, qu’il désire sincèrement passer l’éponge sur les crimes, en autant qu’ils ne sont que politiques et pas accompagnés de meurtre atroce et que chacun puisse se sentir garanti contre la possibilité d’être traduit devant un tribunal pour toute offense se rattachant à la rébellion.”

“ Le gouvernement va attendre jusqu’à ce qu’il reçoive cette pétition que j’ai mentionnée. Il sera alors prêt à accorder une amnistie générale et il ne fera d’exception que pour ceux contre qui la preuve est forte, et avec la réserve—réserve qui est nécessaire, je pense que si plus tard la preuve surgit de complicité actuelle dans un des meurtres qui ont eu lieu—des meurtres autres que le sang répandu honorablement dans le cours de la guerre ou en combattant en bataille régulière—le gouvernement sera prêt à recommander à Sa Majesté, à Son Excellence le Gouverneur-Général, la proclamation d’une amnistie.”

Attendu qu’après ces déclarations, l’Honorable M. *Blake* aurait dit que, dans ces circonstances, il était d’opinion que le but de la motion de l’Honorable M. *Laurier* était atteint et que cette motion devait être retirée, conformément à la suggestion de l’Honorable Sir *John A. Macdonald* ;

Attendu que, de fait, l’Honorable M. *Laurier* aurait retiré sa motion du consentement de la Chambre des Communes ;

Cette Chambre croit qu’il n’est pas opportun d’adopter maintenant les résolutions soumises.

Et objection étant faite par l’Honorable M. *Mercier*, “ que cette motion n’est pas dans l’ordre, parce qu’elle contient des faits concernant lesquels la Chambre n’a été mise en possession d’aucuns documents.”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu’après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 27 mai 1886.

M. l’Orateur décide comme suit :

“ L’objection soulevée, c’est que l’amendement que l’on propose de substituer à la motion, mentionne des faits à l’égard desquels il n’a été mis aucun document devant la Chambre.

“ Une des règles qui régissent les débats, c’est que, quand un ministre de la Couronne cite un document public et fonde sur ce document une argumentation ou une assertion, ce document doit être produit, s’il est demandé. Le but de cette règle, c’est de mettre la Chambre en possession des mêmes renseignements que possède le ministre, et par conséquent, en position d’en venir à une conclusion correcte sur la question. (*Bourinot*, page 347.) Cette règle, comme de raison, ne s’applique pas aux documents qui ne sont pas des documents publics en la possession du gouvernement, et auquel chacun peut avoir le même accès que les ministres eux-mêmes.

“ Cette règle des débats peut s’appliquer, et de fait s’applique, aussi bien à la forme des motions qu’à celle des discours dans les débats.

“ Dans le présent cas, les documents dont il est question ne sont pas des documents publics émanant du gouvernement de la province ou en sa possession, mais se composent du journal et du compte-rendu des débats de la Chambre des Communes du Canada pour la session qui se tient actuellement. Ces documents n’émanent pas du gouvernement de la province et ne sont pas en sa possession, et ils sont accessibles à tous les députés de cette Chambre.

“ Conséquemment la règle ne s’applique pas à ce cas.

“ On a allégué que la motion est démonstrative et plus dans le style d’un discours que dans celui d’une motion.

“ La règle qu’une motion ne doit pas être démonstrative ou plus dans le style d’un discours que dans celui d’une motion, est claire ; mais une énumération de raisons, ou de faits, sur lesquels la conclusion d’une motion est basée, est permise et peut être faite sous forme de préambule, vu qu’il est permis de consigner toutes les raisons spéciales motivant l’adoption d’une résolution. (May, page 516.)

“ En examinant l’amendement par lequel on désire remplacer la motion principale, on voit que ce que l’on prétend être un argument et donner à la motion le style d’un discours, n’est, en réalité, que l’énumération de certains faits. Il est vrai que l’on aurait pu condenser cette énumération, mais il ne m’appartient pas de dicter la manière dont doivent être rédigées les motions qui ne sont pas contre l’ordre.

“ En conséquence, la question d’ordre soulevée n’est pas bien fondée et je l’écarte.”

Et l’amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel—31.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Paradis,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—16.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel—31.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Paradis,</i>	

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens,
Turcotte et
Whyte.—16.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies des comptes de construction de l'échafaud érigé pour l'exécution de la femme *Boutet*, et copie des témoignages pris et du rapport fait à cet égard, ainsi que de tous documents s'y rattachant.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en conseil No. 379, en date du 10 Septembre, 1883.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 27 Mai 1886.

M. *LeBlanc*, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill amendant le chapitre 103 des statuts de cette Province, 45 *Victoria*, concernant la ville de *Richmond*.

Bill amendant le statut 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant l'incorporation de la ville de *Ste-Cunégonde*, et lui conférant de plus amples pouvoirs.

M. *Brousseau*, du comité de toute la Chambre pour considérer certaines résolutions proposées, concernant l'octroi à propos d'un chemin de fer par le gouvernement fédéral, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que la somme de deux millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille piastres, accordée par le gouvernement de la Puissance du *Canada* au gouvernement de la province de *Québec*, en considération de la construction du Chemin de fer de *Québec* à *Ottawa*, connu sous le nom de "Chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*," sera affectée au paiement de la dette consolidée de la province, lorsque le parlement de la Puissance autorisera le paiement de la somme capitalisée.

Résolu, 2. Que cette somme sera versée dans le fonds créé pour le rachat de l'emprunt effectué en vertu des dispositions du statut 37 *Victoria*, chapitre 2, et sera employée pour payer autant de l'emprunt contracté en vertu de ce statut et formera partie du fonds d'amortissement créé pour racheter cet emprunt.

Résolu, 3. Que l'intérêt provenant de cette somme sera employé au service des intérêts sur l'emprunt plus haut mentionné.

Résolu, 4. Qu'il est défendu au trésorier de la province d'employer, même temporairement, une partie quelconque de la dite somme ou de l'intérêt en provenant, pour aucune autre fin quelconque.

Résolu, 5. Qu'il sera rendu compte à Sa Majesté du placement et de l'emploi régulier de cette somme, ainsi que des intérêts en provenant.

Et la question étant proposée, Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Attendu que la subvention accordée au gouvernement de cette province, en vertu de l'acte fédéral 47 *Vict.*, chap. 8, pour avoir construit le chemin de fer de *Québec* à *Ottawa*, représentant en totalité un capital de \$2,394,000, a été, en vertu du dit acte, soumise à la condition qu'elle serait capitalisée entre les mains du gouvernement fédéral et que l'intérêt en serait seulement payé à cette province, aux époques et de la manière dont le gouvernement du *Canada* conviendrait avec le gouvernement de *Québec* ;

Attendu que cette législation a enlevé au gouvernement de cette province le droit de réclamer le capital de la dite subvention, et au gouvernement d'*Ottawa* le pouvoir d'en disposer sans une législation préalable du parlement fédéral à cet effet ;

Attendu que, d'après la déclaration ministérielle faite devant cette Chambre, le 25 mai courant, cette situation nous a été imposée à la demande et sur l'instance des ministres de cette province, lors de leurs négociations avec les ministres fédéraux relativement au dit subside ;

Cette Chambre, tout en désirant l'emploi du capital du dit subside en la manière indiquée dans les dites résolutions, est d'opinion qu'elle ne peut effectivement légiférer sur la disposition ou l'emploi de ce capital sans en être préalablement investie par une législation fédérale, et elle regrette que l'action avouée des ministres à cette occasion ait rendu impossible, pour le moment, l'application du capital du subside en question à l'amortissement de la dette publique."

Et l'amendement étant mis aux voix, — la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>	<i>Turcotte.—37.</i>
<i>Duhamel,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix, Que la dite résolution soit maintenant lue, la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise inversement.

La dite résolution, est en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Et la seconde résolution et les suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill pour affecter au paiement de la dette consolidée de la Province, la somme accordée par le Gouvernement de la Puissance du *Canada* au Gouvernement de la Province de *Québec*, en vertu du statut fédéral 47 *Victoria*, chapitre 8.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant certaines licences pour la vente des liqueurs enivrantes.

L'Honorable M. *Robertson* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que les droits suivants sur les licences accordées conformément aux paragraphes 3, 4 et 8 de la section 99 de l'Acte de Tempérance du *Canada* (1878,) seront payables au percepteur du revenu de la Province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médical et industriel :

- a. Dans les cités, —soixante-et-dix piastres.
- b. Dans les villes, —cinquante piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses, —vingt-cinq piastres.

2. Pour chaque licence en gros :

- a. Dans les cités, — quatre-vingt piastres.
- b. Dans les villes, —soixante-et-dix piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses, —soixante piastres

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Brousseau* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Que les droits suivants sur les licences accordées conformément aux paragraphes 3, 4 et 8 de la section 99 de l'Acte de Tempérance du *Canada* (1878,) seront payables au percepteur du revenu de la Province, avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramental, médical et industriel :

- a. Dans les cités,—soixante-et-dix piastres.
- b. Dans les villes,—cinquante piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses,—vingt-cinq piastres.

2. Pour chaque licence en gros :

- a. Dans les cités,—quatre-vingt piastres.
- b. Dans les villes,—soixante-et-dix piastres.
- c. Dans les cantons et les paroisses,—soixante piastres.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi des licences de 1878 et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Boyer* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre, en votant des subsides à Sa Majesté, croit qu'il est de son devoir de déclarer qu'elle regrette que le gouvernement ait négligé les intérêts de la Province :

1. En confiant à C. A. *Dansereau*, pour l'achat de livres, une somme de près de \$15,000 sans en exiger aucune garantie ;

2. En négligeant, quoique informé des irrégularités commises dans cette affaire, de prendre, en temps convenable, les mesures requises pour forcer le dit C. A. *Dansereau* à lui rendre un compte fidèle de l'emploi de la dite somme ;

3. En exposant la Province, par cette négligence, à une perte sérieuse ;

4. En ne prenant pas des mesures vigoureuses pour faire punir les auteurs des doubles factures fabriquées, dans cette négociation, pour le même envoi de livres,—l'une des dites factures donnant le prix exact des livres achetés par le dit C. A. *Dansereau*, de *Edw. G. Allen*, de *Londres*, pour la somme de £490.11.4 et payée par le dit *Dansereau* au dit *Allen* le 17 juin 1884,—l'autre pour £603.11.7 faite par le dit *Allen* à la demande du dit C. A. *Dansereau*, destinée à être présentée au gouvernement et excédant de £103.0.3 (\$501.33) le coût réel chargé par le dit *Edw. G. Allen*, ainsi que le tout est constaté par le *Mémoire* du dit *Edw. G. Allen*, daté à *Londres*, le 25 février 1885.—(*Journaux de l'Ass. Lég; Séance du 14 mai, 1886.*)

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée hier,—Qu'il soit donné instruction au comité général de retrancher du Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, les clauses 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du dit Bill tel qu'amendé par le comité des Bills privés.

Et objection étant faite, par M. *Robidoux*, que le bill est illégal dans son préambule et que la Chambre ne peut prendre ce Bill en considération.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ La partie du préambule à laquelle il est objecté est conçue dans ces termes : “ pour la concession de nouveaux lots à bâtir dans la Commune de la dite localité.” Ceci a rapport aux clauses qui affectaient les droits de la Couronne et qui ont été abandonnées et retirées.

“ Quand le Bill sera envoyé devant le comité général, ce sera un des premiers devoirs du comité de rayer du préambule tout ce qui se rapporte à cette partie du bill qui a été retirée, afin de le faire concorder avec le dispositif de l'acte ; et ceci fera disparaître toute objection au préambule.

“ Les dispositions qui, comme on le maintient, donnaient lieu à des objections contre le bill, ont été retirées ; et l'exposé contenu dans le préambule ne peut avoir force de décret sans des dispositions correspondantes dans le dispositif de l'acte. En conséquence je renvoie l'objection.”

Et la question étant mise aux voix sur la dite motion,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme alors en comité sur le dit Bill.

Objection est faite par M. *Robidoux*, que la clause 4 n'est pas dans l'ordre, M. le Président décide qu'elle est dans l'ordre.

Et appel de sa décision étant faite à M. l'Orateur.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Charlebois* ayant déclaré qu'il retire la clause 4.

La Chambre se remet en comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* et les actes qui l'amendent et changeant son nom en celui de “ La compagnie du chemin de fer urbain de *Montréal* ” ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour ériger une partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer l'Ecole de médecine vétérinaire de *Montréal* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant "*The Woman's Christian Temperance Union of Montreal*" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill accordant à la corporation du village de *St-Gabriel* le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,) et lequel amendement était que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre, en votant des subsides à Sa Majesté, croit qu'il est de son devoir de déclarer qu'elle regrette que le Gouvernement ait négligé les intérêts de la Province :

1. En confiant à C. A. *Dansereau*, pour l'achat de livres une somme de près de \$15,000 sans en exiger aucune garantie ;

2. En négligeant, quoique informé des irrégularités commises dans cette affaire, de prendre, en temps convenable, les mesures requises pour forcer le dit *C. A. Dansereau* à lui rendre un compte fidèle de l'emploi de la dite somme ;

3. En exposant la province, par cette négligence, à une perte sérieuse ;

4. En ne prenant pas des mesures vigoureuses pour faire punir les auteurs des doubles factures fabriquées, dans cette négociation, pour le même envoi de livres,—l'une des dites factures donnant le prix exact des livres achetés par le dit *C. A. Dansereau*, de *Edw. G. Allen*, de *Londres*, pour la somme de £490.11.4 et payée par le dit *Dansereau* au dit *Allen* le 17 Juin 1884,—l'autre pour £603.11.7 faite par le dit *Allen* à la demande du dit *C. A. Dansereau*, destinée à être présentée au gouvernement et excédant de £103.0.3 (\$501.33) le coût réel chargé par le dit *Edw. G. Allen* ; ainsi que le tout est constaté par le *mémoire* du dit *Edw. G. Allen*, daté à *Londres*, le 25 Février 1885. (*Journaux de l'Ass. Lég. ; Séance du 14 Mai 1886*)”

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 28 Mai 1886.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Whyte.—13.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—38.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>McConville,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille huit cent quatre-vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des édifices publics, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouvel édifice du Parlement, (déjà voté \$4000) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-treize mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau palais de justice, Québec, (déjà voté \$14,000); pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et de prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justices et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante-et-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Brousseau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Brousseau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 28 Mai 1886.

L'Honorable M. *Beaubien*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants qu'il soumet à votre honorable Chambre, sans amendement ;

Bill incorporant la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*.

Et Bill amendant de nouveau l'acte incorporant la compagnie du gaz de *Montréal*, et les actes qui l'amendent.

M. *Duhamel*, du comité spécial sur le Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné ce Bill et qu'il le soumet à votre honorable Chambre avec des amendements.

M. *Asselin*, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant de nouveau l'acte 38 *Vict.*, chap. 76, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent et les amendements à ces actes."

Et Bill pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges-de-Lachine*.

Votre comité a aussi examiné le Bill divisant la municipalité du *Canton de Templeton*, dans le comté d'*Ottawa*, en deux municipalités séparées, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de *Montréal*, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 8.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour définir les bornes de la paroisse de *Ste-Barbe* et pour d'autres fins."

Et Bill intitulé : " Acte pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, de *Montréal*."

Aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer " *The Sherbrooke Young Men's Christian Association*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations."

Bill intitulé : " Acte amendant le statut 22 *Vict.*, chap. 68, intitulé : " Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du séminaire de *Nicolet*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour définir les bornes de la Paroisse *Ste-Barbe* et pour d'autres fins ;" lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pourvoyant à la construction de l'église catholique de la Paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, de *Montréal*," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec* étant lu ; et la question étant mise aux voix, que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé des Honorables Messieurs *Blanchet*, *Flynn*, *Lynch*, *Mercier*, *Taillon* et *Turcotte*, et de Messieurs *Asselin*, *Désaulniers*, *LeBlanc*, *Lemieux*, *McConville*, *Nantel*, *Robidoux* et *Stephens*.

Le Bill pour amender de nouveau le code de procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

Ordonné, Que M. *Poulin* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 556 du Code de procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Le Bill pour prévenir les fraudes et la corruption dans les corporations municipales, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le Bill pour amender l'article 2157 du Code Civil, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender les lois sur l'instruction publique de manière à établir un bureau d'examineurs à *N. D. du Lac-St-Jean*, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné à lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 125 du Code Civil, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné à lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 1320 du Code Civil, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Le dit Bill, du consentement de la Chambre, est retiré.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau l'article 312 du Code Municipal, étant lu,

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois,

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné à lundi prochain.

Le Bill pour amender les articles 1994 et 2005 du Code Civil du *Bas Canada* est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Ordonné, Que M. Duhamel ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 6 de la 41ème *Victoria*, chap. 15.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 1242 du Code de Procédure Civile, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit retiré.

Ordonné, Que M. McConville, ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code Civil du *Bas Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 31 Mai 1886.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Duhamel*,—la pétition de la corporation de la Cité de *Hull*.

L'honorable M. *Robertson*, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 17 mai 1886 demandant : qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour un état détaillé de tous les montants payés, depuis le 30 juin 1885, sur les réclamations existant à cette date, appartenant réellement à l'année financière terminée ce jour-là ; et aussi un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin 1884 au 30 juin 1885, sur réclamations antérieures à cette date et appartenant à l'année fiscale précédente. (Documents de la Session, No. 42.)

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la compagnie des Gaz combustibles ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin*, fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le chap. 103 de l'acte de cette Province, 45 *Victoria* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laliberté*, fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de cette province, 45 *Victoria*, chapitre 103, concernant la ville de *Richmond*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill incorporant la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du gaz de *Montréal* et les actes qui l'amendent ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chap. 76, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges-de-Lachine* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill divisant la municipalité du *Canton de Templeton*, dans le comté d'*Ottawa* en deux municipalités séparées ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Quelles sommes ont été payées au propriétaire du *Journal des Trois-Rivières* pour l'impression du Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour les années expirées le 30 Juin 1884, et le 30 Juin 1885 ?

2. Quelle somme a été payée à M. *Richard White* ou à la Cie d'imprimerie de la *Gazette de Montréal* ou à toute autre personne, comme compensation, parce que le susdit rapport a été imprimé au *Journal des Trois-Rivières*, au lieu de l'être par le dit *White* ou autres, tel que voulu par les contrats ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—1. Il a été payé \$730.72 à MM. *G. Désilets* et frères pour l'impression de 1000 exemplaires du rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics pour 1884, dont 500 en feuilles, pour les *Documents Sessionnels*, et 800 en brochures. Il a été payé, en outre, aux mêmes éditeurs une somme de \$629.67, pour 2000 exemplaires additionnels de ce rapport de 1884. Le compte de MM. *G. Désilets* et frères pour l'impression de 1000 exemplaires du rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics pour 1885, est de \$776.66, et a été reçu aujourd'hui même.

2. Le Gouvernement n'a payé aucune somme à M. *Richard White* ou à la compagnie d'imprimerie de la *Gazette de Montréal*, ou à qui que ce soit, comme compensation, parce que ces rapports ont été imprimés à l'atelier du *Journal des Trois-Rivières* au lieu de l'être par M. *White* ou autres.

Par M. *Bernatchez*.—Est-ce l'intention du Gouvernement d'acquiescer aux requêtes qu'il a reçues, lui demandant de l'aide pour la confection des chemins de colonisation dans le comté de *Montmagny* ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le Gouvernement prendra ces requêtes en considération après la sanction du Bill des subsides, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et lorsque se fera le partage des deniers de colonisation votés par les Chambres, pour toute la Province.

Par M. Bernatchez,—Quel est le nom de l'inspecteur ou les noms des inspecteurs d'écoles dont le gouvernement se propose d'augmenter le traitement, et quel sera le montant de l'augmentation du traitement de ces inspecteurs ?

Réponse par l'Honorable M. Blanchet,—Le gouvernement fera connaître sa décision à ce sujet avant la fin de la présente session.

Par M. Girouard,—Le gouvernement est-il maintenant en position de dire s'il accordera l'octroi demandé par la pétition d'*Horace Gagnon* et autres habitants de *Kingsey* ; si oui, quel montant sera accordé ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le gouvernement ne sera en état de dire s'il accordera l'octroi demandé par la pétition d'*Horace Gagnon* et autres, habitants de *Kingsey*, que lorsqu'il s'agira de distribuer la somme portée au budget de la prochaine année fiscale pour les chemins de colonisation.

Par M. Gagnon,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre, pendant cette session, une mesure pour venir en aide aux aspirants à la pratique des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885, en déclarant que le temps qu'a duré cette expédition ne sera pas considéré être une interruption dans leurs études et leur cléricature ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Un tel projet de loi mériterait d'être accueilli favorablement et il est à espérer qu'il en sera présenté un.

Par l'Honorable M. Mercier,—Y a-t-il eu quelques propositions au sujet de l'achat et de la vente des créances dues au fonds d'emprunt municipal ?

Et si oui, pourquoi la chose a-t-elle été faite, quand et est-ce par écrit ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—Aucune réponse officielle, ou par écrit à ma connaissance, mais seulement une demande verbale pour savoir si le gouvernement vendrait la dette du fonds d'emprunt municipal.

L'honorable M. Blanchet, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 26 mai 1886, demandant copies de toutes correspondances relatives à la nomination d'un juge résidant dans et pour le district de *Terrebonne*. (Documents de la Session, No. 43.)

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Gagnon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, la production de tous les documents constatant, 1. En vertu de quelle autorité le procureur général a-t-il donné ordre de ne pas émaner un chèque pour payer \$199.70, montant de la collocation faite en faveur de *Paul Thorn*, ès-qualité de curateur, par jugement de distribution, *in re* No. 440, *Bédard vs Thorn*, ès-qualité.

2. Pourquoi cet ordre a été donné, et à la demande de qui.

Sur motion de l'honorable M. Garneau, secondé par M. Gauthier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la pétition de la commission des chemins à barrières, pour la rive Nord ; demandant de l'aide.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le bill incorporant "*The Sherbrooke Young Men's Christian Association*," soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour amender la section 8 de l'acte de cette province 39 *Victoria*, chap. 45, incorporant la municipalité de *Bagotville*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill augmentant les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill permettant au collège théologique diocésain de *Montréal* de conférer des degrés en théologie, et amendant le Statut 42-43 *Victoria*, chap. 72, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le bill incorporant l'Association de l'Arsenal des Carabiniers *Victoria*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill incorporant "*The Women's Christian Temperance Union* de *Montreal*," soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour incorporer l'Union Saint-Joseph de *Salaberry de Valleyfield*, soit remis.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Mercier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, un état des dépenses encourues jusqu'ici pour la refonte des statuts, le dit état distinguant séparément le montant payé à chacun des commissaires qui ont présidé à la dite refonte, le montant payé à chacun des secrétaires, le montant payé pour impressions, en distinguant ce qui a été payé à chaque imprimeur ou société d'imprimeurs.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie du jugement de la Cour Suprême du *Canada* et du Conseil Privé de Sa Majesté, au sujet de la constitutionnalité de l'acte fédéral sur les licences.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Robidoux, secondé par M. Gagnon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre de Geo. H. Allen, de *Waterloo*, in re application pour une Ile dans le *Lac de Brompton*, No 20, envoyée en Avril 1886, à l'Honorable M. Lynch, commissaire des terres.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. McConville,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance avec le département des terres de la Couronne, ayant rapport à l'Acte de cette province 46 *Victoria*, chap. 9, avec un état détaillé des opérations qui ont eu lieu en vertu de cet acte, distinguant les terres à bois de celles propres à la colonisation ; aussi avec tous les ordres en Conseil passés à ce sujet.

Sur motion de M. Cameron, secondé par M. Robidoux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les comtés de la province de *Québec*, dans lesquels le cadastre est en vigueur en tout ou en partie, et les comtés ou parties de comté qui ne sont pas encore cadastrés.

Sur motion de *M. Faucher de Saint-Maurice*, secondé par *M. Marcotte*,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du dernier rapport sur
le *Labrador* canadien, adressé à l'honorable commissaire des terres de la Couronne
par *M. Henri de Puyjalon*.

Sur motion de l'Honorable *M. Mercier*, secondé par l'Honorable *M. Marchand*,
Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-
Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie
de l'ordre en Conseil du 7 Mai 1886, accordant une extension du district
d'inspection de l'inspecteur d'écoles, *M. Prémont*.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des
membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de
cette Province.

Sur motion de *M. Bernatchez*, secondé par *M. Demers*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les rapports
des conducteurs de travaux ou chemins de colonisations du comté de *Bellechasse*,
pendant l'année 1885; indiquant les endroits dans le dit comté, où les dits
chemins qu'ont été faits, et copies de toutes correspondances relatives
aux dits travaux et chemins.

Sur motion de *M. Bernatchez*, secondé par *M. Whyte*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des différentes requêtes
adressées au gouvernement par les contribuables du comté de *Montmagny*, lui
demandant de l'aide pour la confection des chemins de colonisation de ce
comté; et aussi copie de toutes lettres ou correspondances relatives aux dites
requêtes et à la dite aide.

M. Charlebois propose, secondé par *M. Brousseau*, que cette Chambre se
forme maintenant en comité général pour considérer les résolutions suivantes :

1. *Résolu*, Que la corporation du village de *La Prairie*, pourra, conformément
à la procédure suivie à cet effet dans le code municipal, exproprier cette partie
de la commune de *La Prairie* comprise entre le chemin de *St-Jean*, la limite
sud-est du dit village telle que désignée dans un Bill (No 53) de la présente
session et intitulé : " Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et
pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même
lieu," l'ancien tracé du chemin de fer "*Saint-Laurent et Champlain*," et les limites
du village fixées par proclamation en date du 30 mars 1846.

2. *Résolu*, Que, dans le terrain ci-dessus désigné, un espace d'au moins seize
arpents en superficie devra être consacré à l'érection d'un cimetière catholique ;
et que la cession de ce terrain sera faite aux conditions convenues entre la fabrique
de la paroisse de *La Prairie* et la corporation du village.

3. *Résolu*, Que la corporation aura aussi le droit d'exécuter, dans les limites
du dit village, les travaux de terrassement et autres jugés convenables contre les
inondations du fleuve *St-Laurent*, et de prendre dans la commune de *La Prairie*
tous les matériaux nécessaires à cette fin.

4. *Résolu*, Que le prix à être accordé par les arbitres ou estimateurs pour la
partie de la dite commune ainsi expropriée et les matériaux qui y seraient pris,
sera fixé d'après la valeur actuelle du terrain employé comme commune; que
ce prix sera déposé entre les mains du trésorier de la province conformément à
l'acte des dépôts judiciaires jusqu'à ce qu'il soit distribué aux ayants droits, suivant
la loi.

5. *Résolu*, Que, pour effectuer le paiement du prix ainsi déterminé, la corpo-
ration du village de *La Prairie* pourra emprunter ou prélever par voie de taxation
spéciale sur les biens fouds du dit village, le montant requis.

Et objection étant faite, par M. *Robidoux*, que ces résolutions ne sont pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Deux choses sont essentielles à l'institution d'un comité général : il faut
“ premièrement, qu'une affaire particulière soit renvoyée à la considération
“ d'un tel comité, et deuxièmement, qu'il soit fixé un temps auquel la Chambre
“ se formera en comité pour examiner cette affaire.

“ Le temps fixé pour que la Chambre se forme en comité peut être de suite,
“ ou un jour ultérieur ; et dans quelques cas la loi parlementaire ou les ordres
“ permanents exigent absolument que ce soit un jour ultérieur.

“ Dans le présent cas, il n'y a pas de temps fixé pour la formation du comité
“ et la motion n'est pas en conséquence en forme, et ne peut pas être proposée
“ dans sa phraséologie actuelle. (*Cushing*, numéros 1970 et 1974 ; règle 204 du
“ code de procédure parlementaire ; règle 88 des ordres permanents ; *Bourke's*
“ *Precedents*, page 331.)

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Gagnon*.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état faisant voir la quantité et le prix de la pierre délivrée à la prison de *Montréal*, par *John Murray*, Ecr., pendant les années 1883-84 et 1885, et depuis le 1er Janvier 1886.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Mercier*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes payées aux commissaires nommés en vertu du statut de cette province, 47 *Victoria*, chapitre 3 ; le dit état donnant le nombre de jours que chacun des commissaires a siégé, et le montant payé à chacun d'eux.

Le Bill pour amender les articles 1323 à 1337 inclusivement du code civil, aux fins d'abolir la continuation de communauté, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et référé au comité permanent de législation et lois expirantes.

La Chambre reprend les débats sur la motion proposée, vendredi dernier, à l'effet, que le Bill pour amender de nouveau l'article 312 du code municipal soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 1er Juin 1886.

Et la question que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bergevin,
Blanchet,
Cameron,
Charlebois,

Désaulniers,
Deschênes,
Frégeau,
Lynch,

McConville,
Marcotte,
Martel,
Martin,

Poupore,
Richard,
St-Hilaire et
Trudel.—17.

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Demers,
Gagnon,
Girouard,*

*Laliberté,
Lapointe,
Marchand,
Mercier,*

*Paradis,
Poulin,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Turcotte et
Whyte.—14.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que ce Bill soit renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 1er Juin 1886.

M. Asselin, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant le Statut 47 Vict., chap. 91, intitulé : "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud," et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

M. l'Orateur met devant la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Les Orateurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, assistés du comité collectif, ont décerné et établi pour la gouverne de la bibliothèque les règlements suivants : lesquels, conformément à la section III de l'acte relatif à la bibliothèque de la législature 47 Vict., chap. 4, sont soumis à l'approbation des deux Chambres :

1. Un catalogue des livres de la bibliothèque est tenu par le bibliothécaire. Il est le gardien et le conservateur de la bibliothèque et doit faire rapport aux deux Chambres, à l'ouverture de chaque Session, par l'entremise des Orateurs, de l'état dans lequel se trouve la bibliothèque.

2. Personne n'a droit de fréquenter la bibliothèque pendant les sessions, excepté le Lieutenant-Gouverneur, les membres et les officiers des deux Chambres et les personnes qui obtiennent un permis de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre. Les membres de l'une ou de l'autre Chambre peuvent introduire personnellement des étrangers dans la bibliothèque pendant le jour mais pas après sept heures du soir.

3. Pendant les sessions, les livres de la bibliothèque ne peuvent être mis en circulation, hors de l'édifice, excepté sur l'autorisation de l'Orateur de l'une ou l'autre des deux Chambres, ou sur reçu donné par un membre de l'une ou de l'autre Chambre.

4. Pendant la vacance de la législature, la bibliothèque est ouverte tous les jours, excepté les dimanches et jours de fête, depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, et accès en est donné aux personnes introduites

par un membre de l'une ou de l'autre Chambre, ou admises à la discrétion des greffiers ou du bibliothécaire, conformément aux règles concernant la sûreté et la conservation des livres ; mais il n'est permis à personne, sauf les membres de l'une ou de l'autre Chambre, et les personnes ayant l'autorisation de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre, d'emporter un livre hors de la bibliothèque.

5. Durant la vacance de la législature, aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre, résidant hors de la capitale, n'a le droit d'emporter, en aucun temps, plus de trois volumes ni de les garder plus d'un mois.

6. Les personnes ayant le privilège d'emprunter des livres à la bibliothèque, en vertu d'un permis de l'Orateur de l'une ou de l'autre Chambre, ne peuvent avoir plus d'un volume à la fois, où le garder plus de deux semaines ; et ces personnes doivent remettre les livres ainsi empruntés, lorsqu'elles en sont requises par le bibliothécaire.

7. Aucun des livres de référence ou des ouvrages de luxe ou de prix, ne peut-être, pour aucune considération, emporté hors de la capitale.

8. A la première réunion du comité collectif de la bibliothèque, à chaque session, le bibliothécaire doit soumettre une liste de tous les livres non rentrés, en indiquant les noms des personnes qui détiennent ces livres contrairement aux règles précédentes.

9. Toute personnes agissant en contravention des règlements de la bibliothèque sera rapportée aux Orateurs des deux Chambres, et les privilèges dont telle personne jouissait, seront annulés en attendant leur décision.

L'Honorable M. *Robertson* présente la réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1886, pour un état des sommes payées à même les emprunts du montant de \$3,500,000 autorisés par la 45 *Victoria*, chapitre 18, et par la 46 *Victoria*, chapitre 11, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit Acte, 45 *Victoria*, chapitre 18. (Documents de la Session, No 44.)

L'Honorable M. *Blanchet* présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 26 mai 1886, demandant copie de l'ordre en conseil, No 222, passé le 21 juin 1884, déclarant que le chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* s'est conformé aux dispositions du statut de cette province, 45 *Victoria*, chap. 23, quant à la subvention en terres accordée à ce chemin de fer par la clause 1, section b de ce statut.

Copie de tous les papiers, pièces et documents, constituant la preuve sur laquelle cet ordre en conseil a été basé et passé ; copie de toute correspondance échangée entre cette compagnie ou quelques-uns de ses membres, officiers ou autres personnes, et le gouvernement ou quelqu'un des membres du gouvernement à l'égard de ce subside en terres et du dit ordre en conseil. (Documents de la Session No 45.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 Mai 1886, demandant un état détaillé de toutes les sommes payées à *L. N. Fortin*, surintendant général de la colonisation, depuis le dernier rapport, distinguant ce qui lui a été payé chaque année, pour salaire et dépenses de voyage ; avec copie de tous les rapports du dit *L. N. Fortin*, en cette qualité. (Documents de la Session No. 32b.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fautenil.

L'Honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que tous les mots après " que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre, tout en se déclarant prêt à voter le subsides à Sa Majesté croit qu'il est de son devoir de déclarer que l'acte de cette Législature, 37 *Victoria*, chapitre 2, autorisant l'emprunt de 1874, impose au trésorier de la Province le devoir impérieux de reconstituer le capital de cet emprunt, par l'établissement d'un fonds d'amortissement d'un pour cent par année.

Qu'en vertu de l'acte 45 *Victoria*, chapitre 21, (1882) une partie du produit de la vente du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, savoir : \$540,226.67, fut appliquée à compenser pour autant le montant du dit emprunt, et le réduisit, d'après l'état No 4 des comptes publics de 1885, à une balance de \$3,085,440 à l'amortissement de laquelle le trésorier de la Province est tenu par la loi d'affecter et de réserver une somme de \$30,854.10.

Que le gouvernement actuel a, comme ceux qui ont administré la province depuis la vente du dit chemin de fer, omis de faire le placement annuel de la dite somme de \$30,854 au crédit du fonds d'amortissement destiné à reconstituer à son échéance la dite balance de l'emprunt de 1874, ce qui fait un total de \$123,416.40, accumulé sous ce chef, durant les quatre dernières années.

Que, par cette omission, le gouvernement a violé la loi, a trompé le public sur l'état de nos finances et mérite la condamnation de cette Chambre.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,

Demers,
Girouard,
Laliberté,

Lemieux,
Marchand,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Stephens et
Whyte.—13.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Désaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garnéau,
Lapointe,

LeBlanc,
Leduc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Nantel,
Owens,
Paradis,

Picard,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—40.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la Cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent," étant lu ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par M. *Désaulniers*, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Stephens* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*,—Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la clause 3."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la clause 3.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant l'incorporation de la ville de *Ste-Cunégonde* et lui conférer de plus amples pouvoirs ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre se remet en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police, des Juges des Sessions de la Paix, *Québec*, et magistrats de Police, *Montréal* et traitement et dépenses de ces bureaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille quatre cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réformes pour les garçons et des écoles d'industrie et de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Brousseau informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau, en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la loi des licences de Québec, de 1878 et ses amendements ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Brousseau fait rapport que le comité a fait quelque progrès lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Ordre du Jour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable trésorier Robertson propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. Rinfret dit Malouin propose comme amendement, secondé par M. Gagnon que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette :

" Que la loi (section 18 du chapitre 109 des statuts refondus du Bas-Canada) ordonne formellement que " Si en aucun temps il devient nécessaire de reconstruire ou agrandir une cour de justice ou prison de district, elle sera reconstruite ou agrandie par le commissaire des travaux publics, mais aux frais des municipalités dans le district ; et si le fond créé par les sections immédiatement précédentes (c'est-à-dire le fonds de bâtisses et de jurés) ajouté à la somme, si aucune il y a, recouvrée par le shérif pour l'assurance sur telle cour de justice, ne suffit pas pour défrayer les dépenses de reconstruction ou d'agrandissement, alors la somme requise pour combler le déficit sera fournie par les dites municipalités, dans les proportions mentionnées dans le douzième paragraphe de la section 15 du présent acte, (c'est-à-dire que " les municipalités locales ou " corporations de la cité de Trois-Rivières et de la ville de Sherbrooke contribueront " chacune un montant égal à un cinquième du total qui sera ainsi prélevé par " toutes les autres municipalités locales dans les limites des districts des Trois-Rivières et de Saint-François respectivement") et sera versée entre les mains du shérif, à tel temps qui sera prescrit par le gouverneur en conseil, après que telle reconstruction ou agrandissement a été commencé, et si elle n'est pas ainsi payée, elle pourra être recouvrée par le shérif en la même manière avec et les mêmes pouvoirs que ceux prescrits et conférés pour le recouvrement des contributions mentionnées dans le douzième paragraphe susdit (c'est-à-dire le recouvrement des contributions au fonds de bâtisses et de jurés) et les deniers entre les mains du shérif, applicables à telle reconstruction ou agrandissement, seront déboursés par le shérif sous la direction du commissaire des travaux publics " ;

Que, d'après la déclaration officielle faite à cette Chambre, le 12 Mai courant, par l'honorable procureur-général, " il a été fait des travaux de construction et de réparations au Palais de Justice et à la prison de Sherbrooke, depuis 1867, que le coût total de ces travaux a été de \$31,069.71, que cette somme a été payée à même le fonds de bâtisses et de jurés, que le district de Saint-François n'avait alors et n'a encore aujourd'hui rien à son crédit dans le fonds de bâtisses et de jurés ;

Que, par conséquent, la somme de \$31,069.71, ainsi dépensée par le gouvernement pour la reconstruction et la réparation du Palais de Justice et de la prison de Sherbrooke, a été prise, contrairement à la loi et en violation directe de la section 18 du chapitre 109 des statuts refondus du Bas-Canada, sur les argents fournis au fonds de bâtisses et des jurés par les autres districts de la province ;

Que cette violation de la loi par le gouvernement est un acte d'injustice flagrante et de spoliation, au détriment des autres districts qui ont fourni les sommes ainsi dépensées pour le palais de justice et la prison de *Sherbrooke* ;

Que, pendant qu'il avantageait ainsi le district de *Saint-François* d'une somme de \$31,069.71 et la ville de *Sherbrooke* en particulier d'une somme de \$6,213.94, en violation de la loi et au détriment des autres districts, le gouvernement a imposé au district de *Québec* une taxe spéciale de \$200,000 pour la reconstruction du palais de justice de ce district, après avoir touché le montant de l'assurance sur ce palais de justice, \$40,000 ainsi que la large part que le district de *Québec* fournit au fonds de bâtisses et des jurés ;

Que le district de *Québec* avait autant de droit que celui de *St-François* à ce que son palais de justice fût reconstruit à même le fonds de bâtisses et des jurés et qu'en lui imposant une taxe spéciale de \$200,000, sur les propriétés des contribuables de toutes les municipalités du district de *Québec*, à part le produit de l'assurance sur le palais de justice incendié et le fort montant que ce district fournit chaque année au fond de bâtisses et des jurés, le gouvernement, comparativement à ce qu'il a fait pour le district de *Saint-François*, a commis une grave injustice envers le district de *Québec* et toutes les municipalités qui se trouvent dans ce district ;

Que, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement ait ainsi violé la loi d'une manière flagrante pour avantager illégalement et injustement la ville de *Sherbrooke* et le district de *Saint-François*, au détriment des autres districts de la province, et se soit montré aussi exigeant envers les contribuables de la cité et du district de *Québec*, en leur imposant une taxe directe de \$200,000, après avoir touché les \$40,000 et la large part que ces contribuables fournissent chaque année au fonds de bâtisse et des jurés."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte.—43.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ouï, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France ; traitement et loyer de bureaux, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, en vertu des S. H. B. C., chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille huit cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le département des terres de la Couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens par le département des terres de la Couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'explorations minières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement de l'arboriculture, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Brousseau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit Comité.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 2 Juin 1886.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la corporation de la cité de *Hull* ; demandant que le chef-lieu judiciaire du district d'*Outawa* soit transféré du village d'*Aylmer*, dans la cité de *Hull*.

L'Honorable M. *Taillon*, du comité spécial nommé pour prendre en considération le Bill concernant le barreau de la province de *Québec* présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'Honorable M. *Taillon* pour son président, et qu'il recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *LeBlanc*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'acte incorporant la ville de *Farnham*, 30 *Victoria*, chap. 47, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a l'honneur de faire rapport que le promoteur du Bill amendant la charte de la cité de *Montréal* demande la permission de retirer son Bill.

Votre comité a aussi examiné le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour incorporer la corporation des Huissiers du District de *Québec* " ; et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé, attendu que votre comité est d'opinion qu'il n'est pas désirable de légiférer sur ce sujet.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'en examinant le Bill de l'Honorable Conseil Législatif concernant la ville de *Longueuil*, il a été proposé un amendement tendant à retrancher la section 230 de la charte de la dite ville ; et objection étant faite que la requête sur laquelle le Bill est basé ne couvre pas cet amendement, votre comité est convenu de référer cette question à la décision de l'Orateur de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Réponse à un ordre de la Chambre du 17 Mai 1886, pour un rapport supplémentaire du Greffier de la Couronne en Chancellerie, sur les élections partielles qui ont eu lieu, depuis les élections générales de Décembre, 1881. (Documents de la Session No. 47.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : Acte pour incorporer le Club de pêche au saumon de *Sainte-Marguerite* avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du *Cap Rouge* et du *Saint-Laurent* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser le barreau de la Province de *Québec* à admettre *Louis Philippe Demers* au nombre de ses membres."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser Dame *Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et Dame *Barbara Cox*, épouse d'*Alexandre Linton Lockerby*, à vendre la partie sud-ouest du No 123 du cadastre hypothécaire du quartier *Saint-Louis*, Cité de *Montréal*, à *Jean Baptiste Saint-Louis* et à Dame *Emma E. Lamontagne*, épouse d'*Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions."

Bill intitulé : Acte pour incorporer " l'Association de l'Arsenal des Carabiniers *Victoria*."

Et Bill intitulé : " Acte pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame *Marie Angélique Cuvillier*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill incorporant "*The Ste-Marguerite Salmon Club*," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient renvoyés au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que *M. Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour abroger l'article 2033 du code civil du *Bas-Canada* et la section cinq (5) de l'article 2084 du dit code.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que *M. Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 63 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 21 des statuts refondus du *Bas-Canada*, concernant les inhumations et les exhumations.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les lois concernant la constitution de certains tribunaux en cette province, et le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 79 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant la cour de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain

Ordonné, Que l'honorable M. Lynch ait la permission de présenter un Bill pour amender la loi de la chasse de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain

M. *Stephens* propose, secondé par l'honorable M. *Marchand*, qu'il lui soit permis de retirer le Bill pour amender la Charte de la Corporation de la cité de *Montréal*, conformément au 16e rapport du comité permanent des divers bills privés; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; Et la proposition est résolue négativement.

L'honorable M. *Robertson*, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mai 1886, pour un état total des sommes payées par la Province, depuis 1867 jusqu'à 1885, pour les fins suivantes :

1. Les écoles de réforme et écoles d'industries.
2. Les asiles d'aliénés.
3. L'instruction publique.
4. L'agriculture et les industries.
5. La colonisation.
6. Les institutions de charité.
7. Les chemins de fer. (Documents de la Session No. 46.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—1. L'adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, votée par cette Chambre, le 2 Juin 1884, sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, assurant Son Honneur de l'importance vitale de la construction d'un chemin de fer allant se raccorder à *Edmundston*, au chemin de fer du *Nouveau-Brunswick*, pour le développement commercial et agricole de la frontière sud, des comtés de *Beauce*, *Dorchester*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *l'Islet* et *Kamourasku*, a-t-elle été présentée ?

2. Si oui, quand et quelle est la nature et la date de la réponse ?

3. Si non, pourquoi n'a-t-elle pas été présentée ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—L'adresse en question, telle que transmise au secrétariat, ne comporte pas par qui elle devait être présentée; les officiers du département l'ont considérée comme une adresse ordinaire pour l'information du Conseil et elle n'a pas été présentée.

Par M. *Shehyn*,—Quel jour les ministres ont-ils transmis à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur l'adresse votée par la Chambre, le 2 Juin, 1884, le priant de transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions adoptées le même jour, sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, appuyé par M. *Shehyn*,

demandant au gouvernement fédéral " de faire respecter les engagements publics " de la Puissance du *Canada* envers la Province de *Québec*.....en faisant ainsi " passer le chemin du Pacifique sur le territoire de la Province de *Québec* et le " faire arriver aux principaux ports de mer des provinces maritimes ?"

2. Quel jour ces résolutions ont-elles été transmises à Son Excellence le Gouverneur-Général ?

3. Son Excellence a-t-il accusé réception de ces résolutions ; et si oui, quand ?

4. S'il n'en a pas accusé réception, les ministres ont-ils fait quelques démarches pour faire respecter les désirs de cette Chambre ?

5. Si oui, quelles sont ces démarches, quand ont elles été faites, et quel en a été le résultat ?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*.—1. L'adresse en question a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur quelques jours après son adoption, par l'Honorable Orateur de cette Chambre, tel qu'ordonné.

2. Il n'y a aucune entrée dans les registres conservés au Secrétariat du Lieutenant-Gouverneur quant à la date de la transmission de cette adresse au Gouverneur-Général.

3. Le 16 Avril 1885, le gouvernement a déjà informé la Chambre, en réponse à une question par l'Honorable M. *Mercier*, qu'aucune réponse à cette adresse n'avait été communiquée au département du secrétaire.

4 et 5. L'adresse en question exprimant clairement les vues de cette Chambre, il n'a pas été jugé nécessaire de faire à ce sujet d'autres démarches d'une nature officielle.

Par M. *Boyer*.—1. En vertu de quelle autorité le livre de M. *Faucher de Saint-Maurice*, intitulé : " Procédure Parlementaire," a-t-il été distribué aux membres de la législature ?

2. Quel est le prix de cet ouvrage ?

3. Combien de copies ont été ordonnées ?

4. Combien a été payé pour ce livre, et à qui ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—En vertu d'un arrêté en conseil du 3 octobre dernier (1885), le gouvernement a acheté de MM. *Dawson et Cie*, cent cinquante exemplaires de cet ouvrage pour distribuer aux membres des deux Chambres, à la bibliothèque du parlement et aux départements du Service Civil. Le prix est de \$5 le volume.

Par M. *Deschénes*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire traduire en français les ouvrages de *Bourinot*, *May* et *Todd* pour l'usage des membres de cette Chambre qui n'ont pas l'avantage de comprendre l'anglais ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—L'ouvrage de *May* et celui de *Bourinot* ont été traduits en français par M. *Rémillard*.

Le gouvernement ne se propose pas de faire traduire l'ouvrage de *Todd*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*. — Est-ce l'intention du gouvernement d'amender de nouveau la loi concernant l'agriculture, de manière à permettre au conseil d'agriculture ou à l'honorable commissaire d'employer une partie des \$50,000 votées chaque année en faveur de l'agriculture, aux fins de

l'instruction agricole, et l'autre partie de cette somme à l'encouragement des concours de paroisses pour les terres les mieux tenues ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—La question est sous considération.

Par l'Honorable M. Mercier,—Le gouvernement de cette province a-t-il reçu du gouvernement fédéral le prix de vente du quai *St-Jean, Isle d'Orléans*, vendu pour éteindre un montant correspondant de la dette de cette municipalité au fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada* ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—Le gouvernement de la province a reçu du gouvernement de la Puissance \$8,000, de la paroisse de *St-Jean, Isle d'Orléans*, en déduction du montant dû par cette municipalité, au fonds d'emprunt municipal.

Par l'honorable M. Mercier.—Le gouvernement entend-t-il faire remise à la municipalité de *St-Jean, Isle d'Orléans* de la balance qu'elle doit encore au fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada* ?

Réponse par l'honorable M. Robertson.—Quand la question de règlement viendra entre le gouvernement et la paroisse de *St-Jean, Isle d'Orléans*, pour la balance de la dette au fonds d'emprunt municipal, le gouvernement traitera la question selon son mérite et agira libéralement avec cette municipalité.

Par l'honorable M. Mercier.—Le gouvernement entend-t-il faire à la municipalité de *Saint-Michel de Bellechasse*, sur la dette de celle-ci au fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, une réduction semblable à celle qui a été faite en faveur de la ville de *Sherbrooke*, en déduisant du montant dû par la municipalité de *Saint-Michel de Bellechasse*, la somme qu'elle a dépensée pour la construction d'un quai dans l'intérêt public ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—Le gouvernement agira avec justice et libéralité envers la municipalité de *Saint-Michel de Bellechasse* quand la question de règlement se présentera.

Sur motion de M. Charlebois, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et les Supérieurs de l'Ecole de Réforme de *Montréal*, en vertu des résolutions adoptées par cette Chambre, le 6 de mai 1885, à l'effet de transférer à la campagne, les écoles établies pour la réforme des jeunes délinquants.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Marchand,

1. Que maintenant que l'ordre est rétabli dans le *Nord-Ouest*, il serait juste et prudent d'accorder une amnistie générale et complète à tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles, et qui ne sont pas personnellement rendus coupable de meurtre.

2. Que cette amnistie serait un gage de paix et d'union pour tous les habitants du *Nord-Ouest*, et ramènerait le bonheur au sein de bien des familles qui pleurent aujourd'hui l'emprisonnement ou l'exil de leur chef ou de leurs parents.

3. Que cette amnistie devrait être accordée sans plus de retard.

4. Qu'une humble adresse basée sur ces résolutions soit adressée à Son Excellence le Gouverneur-Général et qu'elle lui soit transmise de la manière ordinaire.

L'Honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, "Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que, le 10 de Mai courant, à la Chambre des Communes du *Canada*, sur une interpellation faite par M. *Bergeron* (pour M. *Desjardins*), l'Honorable M. *Thompson*, ministre de la Justice aurait déclaré qu'il n'y a plus que quatre indiens, un blanc et un métis d'emprisonnés pour avoir pris part aux troubles du *Nord-Ouest* et que la santé de ces personnes ne souffre pas de leur détention ;

Attendu que le 13 de Mai courant, à la même Chambre, l'Honorable M. *Laurier*, ayant fait la motion suivante :

"Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, le priant d'exercer la prérogative royale en accordant le pardon entier, l'amnistie et l'oubli de tous les crimes, offenses et délits se rapportant aux malheureux troubles survenus dans le *Nord-Ouest*, à ceux des sujets de Sa Majesté qui y ont pris part, et en tant que cela peut être compatible avec la sûreté de la Couronne et la sécurité du *Canada*."

L'Honorable Sir *John A. Macdonald* aurait déclaré : Que

"Le Gouvernement est tout-à-fait disposé à traiter cette affaire dans un sens aussi large que le comporte cette résolution, et j'espère que l'Honorable Monsieur sera satisfait de ce que je dis et ne pressera pas pour le moment cette résolution."

"Et je puis dire, comme autre raison me justifiant de demander à l'Honorable Monsieur, après cette déclaration de ne pas presser la résolution, que je sais, par le témoignage digne de foi d'une personne, qui est elle-même un des réfugiés, dont la respectabilité est hors de doute, que ceux, principalement les métis, qui se sont sauvés pour échapper à la justice, signent actuellement une pétition adressée à Sa Majesté ou au Gouverneur-Général, demandant leur pardon et exposant la raison pour laquelle ils désirent rentrer dans le pays. Il est très important que nous ayons cette pétition, afin de les amener à déclarer qu'ils se soumettent aux lois et désirent rentrer dans le pays. Il est de la plus grande importance, pour l'avenir du pays, qu'une telle pétition soit présentée et, si je ne me trompe pas, quelques personnes très importantes parmi ces réfugiés sont à la tête du mouvement pour adresser au Gouverneur-Général ou à la Reine une pétition demandant qu'il leur soit permis de revenir au *Canada*."

"J'espère et je crois que la pétition à laquelle j'ai fait allusion sera présentée avant longtemps et je puis seulement répéter que le gouvernement désire sincèrement que le soulèvement soit mis dans l'oubli, qu'il désire sincèrement passer l'éponge sur les crimes, en autant qu'ils ne sont que politiques et pas accompagnés de meurtre atroce et que chacun puisse se sentir garanti contre la possibilité d'être traduit devant un tribunal pour toute offense se rattachant à la rébellion."

"Le gouvernement va attendre jusqu'à ce qu'il reçoive cette pétition que j'ai mentionnée. Il sera alors prêt à accorder une amnistie générale et il ne fera d'exception que pour ceux contre qui la preuve est forte, et avec la réserve—réserve qui est nécessaire, je pense que si, plus tard, la preuve surgit de complicité actuelle dans un des meurtres qui eu lieu—des meurtres autres que le sang répandu honorablement dans le cours de la guerre ou en combattant en bataille régulière—le gouvernement sera prêt à recommander à Sa Majesté, à Son Excellence le Gouverneur-Général, la proclamation d'une amnistie."

Attendu qu'après ces déclarations, l'Honorable M. *Blake* aurait dit que, dans ces circonstances, il était d'opinion que le but de la motion de l'Honorable M. *Laurier* était atteint et que cette motion devait être retirée, conformément à la suggestion de l'Honorable Sir *John A. Macdonald* ;

Attendu que, de fait, l'Honorable M. *Laurier* aurait retiré sa motion du consentement de la Chambre des Communes ;

Cette Chambre croit qu'il n'est pas opportun d'adopter maintenant les résolutions soumises.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel—37.</i>
<i>Charlebois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Garnsau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—17.</i>
<i>Boyer,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel—37.</i>
<i>Charlebois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

Beaubien,
Beauchamp,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,

Laliberté,
Lemieux,
Marchand,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Shehyn,
Turcotte et
Whyte.—17.

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

M. Charlebois propose, secondé par M. LeBlanc, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'expropriation projetée par la corporation du village de *Laprairie*, d'une certaine partie de la commune de *Laprairie* et la disposition d'une portion de telle partie de la commune.

Et objection est faite par M. Gagnon, que cette motion n'est pas dans l'ordre pour les raisons suivantes :

1. Il n'y a pas d'avis ;
2. La Chambre ne peut donner les pouvoirs demandés que par statut ;
3. Ces pouvoirs ne peuvent être accordés que par bill privé ;
4. Les droits de la Couronne étant affectés, il faut le consentement du Lieutenant-Gouverneur ;
5. La Chambre ne peut toutefois se former en comité qu'à une époque ultérieure.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fautueil.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent," étant lu ;

L'Honorable M. Turcotte propose, secondé par M. Poulin, que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Stephens propose comme amendement, secondé par M. Boyer que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "l'ordre du jour soit déchargé et que le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité Général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant après la section 3 les mots suivants : "Pourvu qu'il ne sera chargé que vingt piastres durant trois ans à compter de la sanction de cet acte."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant de nouveau le statut 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent et ses amendements. "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le Bill amendant l'acte 47 *Vict.*, chap. 90, concernant la ville de *Ste-Cunégonde*, et lui conférant de nouveaux pouvoirs, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant le Statut 47 *Vict.*, chap. 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur (sur l'objection faite à la motion " Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'expropriation projetée par la corporation du village de *La Prairie*, d'une certaine partie de la commune de *La Prairie* et la disposition d'une portion de telle partie de la commune. "

Laquelle objection était :

1. Il n'y a pas d'avis ;
2. La Chambre ne peut donner les pouvoirs demandés que par statut ;
3. Les pouvoirs ne peuvent être accordés que par bill privé ;
4. Les droits de la Couronne étant affectés, il faut le consentement du Lieutenant-Gouverneur ;
5. La Chambre ne peut toutefois se former en comité qu'à une époque ultérieure,) décide comme suit :

" L'objection soulevée contre la question dont la Chambre est actuellement saisie est divisée en cinq points. Je vais les examiner dans l'ordre qu'ils occupent.

" Le premier point, c'est que l'avis requis n'a pas été donné. En référant au procès-verbal de la séance de lundi dernier, je trouve que le député de *La Prairie* a donné avis qu'il proposerait aujourd'hui " que la Chambre se forme immédiatement en comité général sur les résolutions suivantes, " et en examinant les résolutions proposées je constate qu'elles sont correctement résumées dans la motion comme " certaines résolutions projetées, concernant l'expropriation d'une certaine partie de la commune de *La Prairie* par la corporation du village de *La Prairie* et la disposition d'une portion de telle partie de la commune. "

" La pratique, relativement aux résolutions à être prises en considération en comité général, c'est, ou de les publier avec l'avis de la motion pour l'institution du comité, ou de les faire imprimer et distribuer après que l'avis de cette motion a été donné ; et de définir, dans chacun de ces deux cas, l'objet des résolutions d'une manière concise dans la motion demandant que la Chambre se forme en comité pour les prendre en considération.

“ Je constate qu’avis régulier a été donné et que la motion est dans la forme voulue.

“ Le second et le troisième points sont que les pouvoirs demandés ne peuvent être conférés que par un statut et qu’ils devraient l’être au moyen d’un Bill privé.

“ Les résolutions de la nature de celles dont il a été donné avis sont quelquefois requises comme mesure préliminaire pour arriver à un acte législatif ; et, dans ces cas, elles forment la base soit d’un bill, soit de dispositions supplémentaires à insérer dans un bill. Dans le cas présent, elles ont pour but de compléter les dispositions d’un bill privé actuellement devant la Chambre, concernant le village de *La Prairie*.

“ Par conséquent, ces deux points ne sont pas bien fondés.

“ Le quatrième point, c’est que ces résolutions exigent le consentement de la couronne.

“ Cela est vrai ; mais le consentement de la couronne peut être donné soit à cette phase des procédures, soit quand il est fait rapport des résolutions et avant que ne soit posée la question du concours de la Chambre.

“ Cette partie de l’objection est donc prématurée.

“ Le dernier point, c’est que la Chambre ne peut ordonner sa formation en comité que pour une date ultérieure.

“ Quand des résolutions projetées demandent un octroi d’argent ou l’imposition de taxes ou de droits, la formation du comité doit être fixée à un jour ultérieur ; mais quand elles se rapportent à toute autre affaire, la Chambre peut se former en comité immédiatement. (*May*, 539 ; *Bourinot*, 523.)

“ Les résolutions demandant un octroi de deniers publics ou l’imposition de taxes ou de droits ne peuvent être régulièrement reçues qu’un jour ultérieur ; mais les résolutions se rapportant à d’autres affaires peuvent être reçues immédiatement et les bills basés sur ces résolutions peuvent être présentés de suite, ou l’on peut prendre de suite toute autre procédure qui peut être nécessaire. (*Bourinot*, page 423.)

“ Ce dernier point est par conséquent mal fondé.

“ Pour toutes ces raisons, j’écarte l’objection soulevée.”

L’Honorable M. *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix sur la dite motion,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que la corporation du village *La Prairie* pourra, en suivant la procédure prescrite à cet effet dans le code municipal, exproprier, afin d’en faire les concessions en lots à bâtir, ou emplacements, et pour les autres fins mentionnées dans les résolutions qui suivent, cette partie de la commune de *La Prairie* comprise entre le chemin de *St. Jean*, la limite sud-est du dit village telle que désignée dans un bil portant No 53 de la présente session et intitulé : “ Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu,” l’ancien tracé du chemin de fer “ *Saint-Laurent et Champlain*, ” et les limites du village fixées par proclamation en date du 30 mars 1846.

Résolu, 2. Que, dans le terrain ci-dessus indiqué, un espace d’au moins seize arpents en superficie devra être consacré à l’érection d’un cimetière catholique romain, et cédé à la fabrique de la paroisse de *La Prairie*, aux conditions convenues entre la corporation et la dite fabrique.

Résolu, 3. Que la dite corporation aura le droit d'exécuter, dans les limites du dit village, les travaux de terrassement et autres, jugés convenable contre les inondations du fleuve *St-Laurent*, et de prendre, dans la commune de *La Prairie*, tous les matériaux nécessaires à cette fin.

Résolu, 4. Que le prix qui sera fixé par les estimateurs ou arbitres pour la partie de la dite commune ainsi expropriée, et les matériaux qui seront pris dans la commune pour les fins mentionnées dans la résolution précédente, sera fixé d'après la valeur actuelle du terrain employé comme commune, et que le montant déterminé sera déposé entre les mains du trésorier de la province conformément à l'acte des dépôts judiciaires, jusqu'à ce qu'il soit distribué aux ayans droits, en conformité de la loi.

Résolu, 5. Que, pour effectuer le paiement du prix ainsi déterminé, la corporation du village de *La Prairie* pourra emprunter ou prélever par voie de taxation, spéciale sur les biens-fonds du dit village, le montant requis.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Desjardins* fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que la corporation du village de *La Prairie* pourra, en suivant la procédure prescrite à cet effet dans le code municipal, exproprier, afin d'en faire les concessions en lots à bâtir, ou emplacements, et pour les autres fins mentionnées dans les résolutions qui suivent, cette partie de la commune de *La Prairie* comprise entre le chemin de *St-Jean*, la limite sud-est du dit village telle que désignée dans un bill portant No. 53 de la présente session et intitulé : "Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu," l'ancien tracé du chemin de fer "*Saint-Laurent et Champlain*," et les limites du village fixées par proclamation en date du 30 mars 1846.

Résolu, 2. Que, dans le terrain ci-dessus indiqué, un espace d'au moins seize arpents en superficie devra être consacré à l'érection d'un cimetière catholique romain, et cédé à la fabrique de la paroisse de *La Prairie*, aux conditions convenues entre la corporation et la dite fabrique.

Résolu, 3. Que la dite corporation aura le droit d'exécuter, dans les limites du dit village, les travaux de terrassement et autres, jugés convenables contre les inondations du fleuve *St-Laurent*, et de prendre, dans la commune de *La Prairie* tous les matériaux nécessaires à cette fin.

Résolu, 4. Que le prix qui sera fixé par les estimateurs ou arbitres pour la partie de la dite commune ainsi expropriée, et les matériaux qui seront pris dans la commune pour les fins mentionnées dans la résolution précédente, sera fixé d'après la valeur actuelle du terrain employé comme commune, et que le montant déterminé sera déposé entre les mains du trésorier de la province conformément à l'acte des dépôts judiciaires, jusqu'à ce qu'il soit distribué aux ayans droits, en conformité de la loi.

Résolu, 5. Que, pour effectuer le paiement du prix ainsi déterminé, la corporation du village de *La Prairie* pourra emprunter, ou prélever par voie de taxation spéciale sur les biens-fonds du dit village, le montant requis.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill autorisant le barreau de la province de *Québec* à admettre *Louis Philippe Demers* au nombre de ses membres, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le bill pour autoriser une certaine cession de biens faits à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de *Nicolet*, par la paroisse *St-Jean-Baptiste de Nicolet*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill amendant le statut 22 *Victoria*, chapitre 68, intitulé : "Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du séminaire de *Nicolet*," soit remis.

M. *Asselin* propose, secondé par M. *Nantel*, que cette Chambre ayant eu l'occasion d'examiner l'ouvrage intitulé : "Liste des municipalités de la province de *Québec*, compilée par M. C. E. *Deschamps*," dont une copie a été déposée sur le bureau de cette Chambre, a pu s'assurer de la grande utilité de cet ouvrage et croit devoir attirer l'attention de l'exécutif de cette province sur l'opportunité qu'il y aurait d'acquérir l'édition de 2,000 exemplaires du dit ouvrage pour distribuer aux membres de cette Chambre et aux municipalités de cette province ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte augmentant les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar*."

Bill intitulé : "Acte incorporant l'association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la cité de *Québec* (*The licensed victuallers Association of Quebec*)."

Bill intitulé : "Acte pour changer le nom de la "Société permanente de construction de *Sherbrooke*" en celui de "Compagnie de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke*, et pour étendre ses pouvoirs." *

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan*," sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la section 6 de l'acte 41 *Vict.*, chap. 5 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir les fraudes et la corruption dans les corporations municipales ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'article 312 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dorais* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, vendredi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte augmentant les pouvoirs de l'Institut Trafalgar," lesquels sont lus pour la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte incorporant l'Association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la cité de Québec (*The licenced victuallers Association of Quebec*), lesquels sont lus pour la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte changeant le nom de la " Société permanente de construction de Sherbrooke " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke, pour étendre ses pouvoirs," lesquels sont lus pour la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1054 du Code de Procédure Civile," lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, vendredi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour établir un bureau d'enregistrement à Tadoussac, pour le comté de Saguenay et détacher à cette fin ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté Charlevoix, étant lu ;

M. l'Orateur se lève et s'exprime comme suit :

" On a attiré mon attention sur ce Bill, concernant l'établissement d'un bureau d'enregistrement pour le comté de Saguenay, qui a été présenté comme bill public, et l'on m'a prié de donner mon opinion sur la question de savoir, si c'est un bill privé, et si tel est le cas, sur la procédure à suivre à l'égard de ce Bill.

" J'ai examiné avec soin, non seulement le bill lui-même, mais aussi l'affaire à laquelle il se rapporte.

" Un statut passé en 1855 (18 *Victoria*, chap. 99) pourvoyait à ce que chaque comté formant un district électoral deviendrait une division d'enregistrement par proclamation du gouverneur, dès que le conseil de comté avait installé à ses frais un bureau convenable, avec un coffre de sûreté en métal ou une voûte à l'épreuve du feu.

" En 1858, par le statut 28 *Victoria*, chapitre 35, il a été formé une division d'enregistrement comprenant le comté de Saguenay et la partie Est du comté de Charlevoix, qui fut appelée la première division d'enregistrement des comtés de Charlevoix et Saguenay, mais avec la restriction que l'établissement de cette division n'empêcherait pas, soit le comté de Charlevoix, soit le comté de Saguenay, de devenir une division d'enregistrement en vertu des dispositions du statut de 1855 (18 *Victoria*, chapitre 99.)

" En 1860, par le statut 23 *Victoria*, chapitre 59, il fut déclaré impératif pour le conseil municipal de tout comté formant un district électoral de se conformer aux prescriptions du statut de 1855, avant le premier janvier 1861 ; et le gouverneur fut revêtu du pouvoir d'émettre, après cette date, une proclamation déclarant tout comté, qui n'était pas devenu division d'enregistrement avant cette date, division d'enregistrement à compter de la date fixée dans cette proclamation.

“ Il est arrivé, cependant, que le comté de *Saguenay* n'a jamais été organisé en municipalité de comté, et que, par conséquent, il n'a jamais eu un conseil de comté ; mais que les conseils des trois municipalités locales de *Tadoussac*, *Escoumains* et *Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux*, en sus des pouvoirs ordinaires des conseils locaux, ont les pouvoirs des conseils de comté en tant que cela peut être praticable.

“ Le bill en question a pour but de diviser la première division d'enregistrement des comtés de *Charlevoix* et *Saguenay* en en détachant le comté de *Saguenay*, et de constituer ce comté lui-même en division d'enregistrement.

“ Un bill privé est un projet de loi qui affecte les intérêts de certains individus ou de certaines localités en particulier, et qui n'est pas d'un caractère public et général. Les statuts publics se rapportent à la province, en général et sont des mesures d'ordre public, dans lesquelles toute la société est intéressée ; au lieu que les statuts privés ne se rapportent qu'à certaines classes ou à certaines personnes en particulier, et quelques fois à certaines localités en particulier. La règle 51 de nos Ordres Permanents, en énumérant un grand nombre des sujets de bills privés, mentionne spécialement comme faisant l'objet d'un bill privé “ la division d'une municipalité ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature.”

“ Je suis d'opinion que, d'après la définition concise que je viens de donner, et les dispositions de la règle que je viens de citer, le bill en question, qui affecterait les habitants du comté de *Saguenay* et toute la propriété immobilière comprise dans les limites de ce comté, est un bill privé ; et je suis confirmé dans cette opinion par la décision rendue, en 1880, par M. l'Orateur *Turcotte*, qui se trouve à la page 367 de la collection des décisions des Orateurs de cette législature compilée par M. *Faucher de Saint-Maurice*.

“ On a allégué qu'à raison de la nécessité et de l'urgence de la division que l'on cherche à obtenir, on pourrait permettre de traiter ce bill comme bill public et de procéder en conséquence.

“ Notre loi constitutionnelle et organique, tout en définissant les classes de sujets à l'égard desquelles la législature peut exclusivement faire des lois, n'établit pas la distinction entre les bills publics et les bills privés.

“ Quant à l'assemblée législative, cette distinction est établie par les ordres permanents qu'elle a adoptés pour la méthode et la gouverne de ses procédures.

“ Toutes les règles pour la gouverne de ses procédures, qui sont imposées, non pas par la constitution ou la loi, mais par l'Assemblée Législative elle-même, peuvent, naturellement, être mises de côté par la Chambre, et cela peut se faire soit par le consentement général, c'est-à-dire aucun député n'opposant d'objection, soit par une motion et un vote à cet effet. (*Cushing*, numéro 794).

“ La règle 56 exige que tous les bills privés doivent être précédés d'une pétition. Il est arrivé quelquefois qu'un bill privé est présenté et traité dans les procédures comme un bill public, et dans ce cas, quand le fait est signalé à la Chambre, le bill est retiré.

“ Je trouve que *Cushing* dit, au numéro 2,423, que “ quelquefois, cependant, quand un bill d'une nature privée est présenté comme bill public, sans présentation préalable d'une pétition, on permet de procéder avec ce bill, sujet à toutes les règles prescrites pour la conduite des bills privés, à la preuve des avis, à l'observation des conditions précédentes et au paiement des honoraires.”

“ Cela se fait en vertu du pouvoir que possède l'assemblée législative, chaque fois qu'elle voit une bonne raison de le faire, de se dispenser de l'observation de ses règles et de ses ordres ; et, l'année dernière, en vertu de ce principe, par une motion et un vote, la Chambre a permis de traiter comme bill public, à toutes les phases de la procédure, un bill pour incorporer le *Cercle National français de Montréal*.

“ Cependant, à mon avis, la dispense de l'observation des règles spéciales applicables aux bills privés ne devrait être permise que dans les cas où les intérêts concernés font de ces bills, jusqu'à un certain point, des projets de loi

“ d'ordre public, ou quand ils sont à la fois d'une nature publique et privée, ou encore dans le cas de grande urgence.

“ Dans le présent cas, le bill a pour but de suppléer à la loi générale, en vertu de laquelle le Lieutenant-Gouverneur en conseil a le pouvoir de constituer en division d'enregistrement tout comté formant un district électoral ; et la raison pour laquelle il faut ainsi suppléer à la loi générale, c'est qu'il paraîtrait qu'il est douteux si le comté de *Saguenay* est jamais tombé sous le coup des statuts de 1855 et de 1860, à raison du fait qu'il n'y a jamais eu de conseil de comté dans ce comté.

“ Je pense donc que ce bill tombe dans le cas de la règle que j'ai posée, relativement aux occasions où l'on peut se dispenser de l'observation des ordres permanents concernant les bills privés.

“ Mais, dans le cas où la Chambre consentirait à se dispenser de l'observation des règles, je recommanderais de traiter ce bill comme on traite les bills d'une nature partie publique et partie privée.

“ Ces bills sont en général renvoyés au comité des ordres permanents pour constater si les avis voulus ont été donnés ou si l'on peut se dispenser de ces avis ; et, après leur deuxième lecture, ils sont renvoyés à un comité permanent, où les parties concernées peuvent être entendues pour ou contre ces bills, (*Bourke's Precedents*, pages 81 et 83).

“ Dans le présent cas, il a été donné des avis ; et l'on pourrait constater, en renvoyant le bill au comité des ordres permanents, si les avis couvrent ou non ce que renferme le bill.

“ Je laisse à la Chambre le soin de traiter cette affaire selon qu'elle jugera à propos.

Sur motion de M. *St-Hilaire*, secondé par M. *Gauthier*,

Ordonné, Que l'ordre du jour pour la deuxième lecture de ce Bill soit déchargé et que ce Bill soit traité à toutes ses phases comme bill public, sujet néanmoins à être référé au comité des ordres permanents, pour constater si les avis convenables ont été donnés, ou si l'on peut se dispenser de ces avis, et après sa deuxième lecture, à être référé à un comité spécial.

Ordonné Que le dit Bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 4 Juin 1886.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de R. F. *Rinfret* et autres, des quartiers *St-Jean* et *St-Louis*, dans la cité de *Québec*, et de la *Banlieue* de *Québec*.

M. *Marion*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, présente à la Chambre, le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'un grand nombre de projets de loi lui a été soumis, mais qu'il a jugé prudent de n'admettre que les plus urgents qui sont au nombre de cinq, qu'il a réunis dans un seul Bill sous le No. 82, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Ordonné, Que le dit bill soit réimprimé.

M. Charlebois propose, secondé par M. Leblanc, Que les résolutions, adoptées par cette Chambre le 2 juin courant, concernant l'expropriation projetée par la corporation du village de *La Prairie*, d'une partie de la commune de *La Prairie* et la disposition d'une partie de telle commune soient référées au comité général sur le Bill intitulé : "Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu," et qu'il soit donné instruction à ce comité qu'il a le pouvoir d'incorporer dans ce bill des dispositions conformes aux dites résolutions.

Et objection étant faite par M. Robidoux que ces résolutions sont hors d'ordre :

1. Parce qu'elles contiennent des dispositions que l'avis publié dans la "Gazette Officielle" ne couvre pas ;

2. Parce qu'elles tendent à disposer des biens qui appartiennent à des particuliers.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Pour disposer de la question d'ordre qui est soulevée, je vais procéder dans l'ordre qu'occupent les deux points de l'objection.

"En référant à l'avis pour la passation du bill "pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu," qui se trouve dans la *Gazette Officielle de Québec* du 6 mars dernier, je constate qu'il est donné avis que la corporation du village de *Laprairie* demandera l'autorisation de s'approprier une certaine partie de la commune de *Laprairie*, pour en disposer :

"Le pouvoir de faire cela était contenu dans le bill tel qu'il en a été fait rapport par le comité permanent des bills privés ; mais, comme cette disposition affectait les droits de la Couronne dans la commune de *La Prairie*, les clauses relatives à ce sujet furent retranchées en comité général, afin d'observer la règle parlementaire exigeant que toute législation affectant les droits de la Couronne soit précédée d'une résolution régulièrement prise en considération et adoptée en comité général.

"En conséquence, des résolutions ont été prises en considération en comité général et furent subséquemment adoptées par la Chambre. Ces résolutions confèrent à la corporation du village de *La Prairie* le pouvoir d'exproprier la partie en question de la commune ainsi que le pouvoir d'emprunter, ou de prélever, au moyen d'une taxe spéciale, le montant requis pour payer l'indemnité accordée pour l'expropriation.

"Le bill, tel qu'il en a été fait rapport, conférerait à la corporation le pouvoir de s'approprier la partie en question de la commune, pour des fins (ainsi qu'il est exposé dans les avis), d'améliorations publiques ; mais cette appropriation de la propriété d'autrui ne pouvait avoir lieu qu'aux conditions prescrites par le droit commun du pays, tel que contenu dans l'article 407 du Code Civil, qui décrète ce qui suit : "Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité."

"Les résolutions sont plus explicites en détail, mais les mêmes quant à leur effet, que les dispositions qui ont été retranchées du bill pour être remplacés par d'autres fondées sur des résolutions préalablement adoptées en comité général, et je suis d'opinion que les résolutions ainsi adoptées sont couvertes par les avis qui ont été donnés du bill privé.

"Je passe maintenant au second point, c'est-à-dire que les résolutions sont hors d'ordre, parce qu'elles tendent à disposer d'une propriété appartenant à des particuliers.

"L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, qui est notre loi organique, définit les pouvoirs de la législature et décrète qu'elle pourra faire des lois relatives, entre autres classes de sujets, "à la propriété et aux droits civils dans la province." Donc, la Chambre a le pouvoir de passer des bills traitant

“ la propriété de toute manière possible ; elle peut décréter l'expropriation des propriétés immobilières situées dans les limites de la province, même l'appropriation ou la confiscation de ces propriétés ; mais dans l'exercice de ce pouvoir extrême, on ne peut pas supposer pour un instant qu'elle agirait ainsi sans pouvoir, dans les cas d'expropriation et d'appropriation, à une indemnité juste et raisonnable en faveur de ceux auxquels une telle législation causerait des dommages.

“ A mon opinion, le sujet des résolutions entre dans le cercle des pouvoirs législatifs conférés à cette législature par la constitution.

“ En conséquence, j'écarte l'objection sur les deux points.”

M. *Robidoux* propose en amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Ces pouvoirs ne soient pas accordés au comité vu qu'ils lui permettent d'autoriser la corporation du village de *La Prairie* de disposer d'une partie considérable des biens appartenant ci-devant à l'ordre des Jésuites ; et que le gouvernement de la province n'a pas encore obtenu des autorités ecclésiastiques le pouvoir qu'il sollicite d'elles à cette fin, tel qu'il appert au document No 29 de la session 1885.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—13.</i>
<i>Gagnon,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—39.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

La motion principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,

Ordonné, Que le délai pour recevoir les rapports sur les Bills privés ci-après mentionnés, soit, dans chaque cas, prolongé jusqu'à mercredi, 1^{er} neuf du courant ; et que la 49^{ième} règle de cette Chambre soit suspendue à cet effet, savoir :

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*.
Bill autorisant la corporation de la cité de *Québec* à émettre des obligations.
Et Bill pour incorporer " *le Saint-Marguerite Salmon Club*."

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général
pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à la
commission provinciale d'hygiène.

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,
Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour
prendre en considération certaines résolutions proposées relatives au fonds de
retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle s'ajourne à
demain, samedi, le 5 du courant, à une heure P. M., et que les ordres du gouver-
nement aient la préséance ce jour là.

Sur motion de l'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que, demain, samedi, cette Chambre se formera en comité général
pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les
subsides aux chemins de fer.

Sur motion de l'Honorable M. *Blanchet*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*,
Résolu, Que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité
conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif, informant Leurs
Honneurs que la Chambre a adopté le troisième rapport du comité conjoint des
deux Chambres sur la bibliothèque et demande leur concours.

L'honorable M. *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée
Législative du 27 avril 1886, demandant 1. Un état des affaires de l'Association
Mutuelle de prévoyance du *Canada*, montrant la situation actuelle de la dite
association.

2. La liste des réclamations reçues par le gouvernement, montrant les noms
des réclamants, le montant réclamé et le montant payé à chacun d'eux sur le
dépôt de \$15,000 fait par cette association au département du trésor et la balance
restant actuellement sur ce dépôt.

3. La liste des assurés dans cette association, résidant dans le comté de
Kamouraska, le montant de leurs assurances, le montant payé par chacun d'eux
et le montant réclamé de chacun d'eux par les liquidateurs d'abord, et par leurs
avocats ensuite.

4. Un état montrant le déficit actuel, en considérant comme perdues, pour les
assurés toutes les contributions payées, mais à part la balance du dépôt sus-
mentionné et le détail des sommes dues composant ce déficit, si déficit il y a.

5. Le montant des premières réclamations des liquidateurs et celui des
réclamations de ses avocats.

6. Tout rapport autorisant le paiement de toutes telles réclamations.

7. Toute correspondance échangée au sujet de cette compagnie, de sa situation et des réclamations susdites. (Documents de la session No 48.)

Aussi, réponse à un ordre de la Chambre du 31 mai 1886, pour copie de la pétition de la Commission des chemins à barrières, pour la Rive Nord ; demandant de l'aide. (Documents de la session No 49.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 31 mai 1886, demandant copie du jugement de la Cour Suprême du *Canada* et du Conseil Privé de Sa Majesté, au sujet de la constitutionnalité de l'acte fédéral, sur les licences. (Documents de la session No 50.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mai 1886, pour une liste complète des livres achetés par *C. A. Dansereau* ; indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume. (Documents de la session No 52.)

L'honorable *M. Robertson* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1886, pour le détail de la somme de \$77,259.41 déclarée payée, par la ville de *Sherbrooke*, à compte du fonds d'emprunt municipal, et mentionné dans le rapport de l'Honorable *M. Taillon* au Lieutenant-Gouverneur, et transmis au maire de *Sherbrooke*, en avril 1881, faisant partie du document No 59 de la session de 1885. (Documents de la session No 51.)

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour affecter au paiement de la dette consolidée de la Province, la somme accordée par le gouvernement de la Puissance du *Canada* au gouvernement de la Province de *Québec*, en vertu du statut fédéral 47 *Victoria*, chap. 8, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que *M. l'Orateur* quitte maintenant le Fauteuil, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Brousseau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, l'octroi accordé par le gouvernement de la Puissance du *Canada* au gouvernement de la province de *Québec*, en vertu du statut fédéral, 47 *Victoria*, chap. 8," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 et ses amendements ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le Fauteuil, et *M. Brousseau*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Desjardins fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu, l'Equitable de *Montréal*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Rinfret dit Malouin, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Que la pétition de R. F. Rinfret et autres, des faubourgs *St-Jean-Baptiste* et *St-Louis*, en la cité de *Québec*, et de la Banlieue de *Québec*, présentées aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue, et que la règle 49 de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue; demandant que la paroisse de *St-Jean-Baptiste* de *Québec*, soit érigée civilement.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des Ordres permanents.

Le Bill pour amender de nouveau l'acte général des mines de *Québec*, 1880, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Ordonné, Que la considération ultérieure de ce Bill soit remise à demain.

Le Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu;

L'Honorable Trésorier Robertson propose, secondé par l'Honorable M. Taillon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

L'Honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient

retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que les montants suivants ont été payés depuis le 4 Mars 1882, date des ventes du chemin de fer *Q. M. O.* et *O.* pour frais d'exploitation et de construction, savoir :

A. Du 4 Mars au 1er Juillet 1882.....	\$ 136,030 12	
(Somme qui représente la différence entre \$12,537,980.38, portées à la page 29 du rapport du commissaire des chemins de fer pour 1881-82, comme étant le coût total du chemin le 1er Juillet 1882, et \$12,401,950.26 portés à la page 15 des documents de la session 1882. (Etat No. 9 du document 25,) comme étant le coût total du chemin le 4 Mars 1882.)		
B. Du 1er Juillet 1882 au 30 Juin 1883, (p. 11, comptes publics de l'année finissant le 30 Juin 1883.)		
1. Construction.....	\$582,900 16	
2. Exploitation.....	90,621 90	
		\$ 673,522 06
C. Du 1er juillet 1883 au 30 juin 1884, (p. 13 des comptes publics de l'année finissant le 30 juin 1884)		
1. Construction	\$437,533 59	
2. Exploitation	6,700 00	
		\$ 444,253 59
D. Du 1er juillet 1884 au 30 juin 1885 (p. 11 des comptes publics pour l'année expirant le 30 juin 1885)		
1. Construction.....	\$182,778 01	
2. Exploitation	20,549 95	
		203,327 96
E. Du 1er juillet 1885 au 31 mars 1886 (pp. 7 et 9 de l'état des recettes et paiements de la province pour cette période.)		
1. Construction	\$ 4,157 32	
2. Exploitation.....	7,319 12	
		11,476 42
Total.....		\$1,468,610 15
Qu'en sus des sommes ainsi payées il restait au 31 mars 1886 à payer sur les crédits votés pour cette année (statut de <i>Québec</i> 1885, p. 17) et s'élevant à \$90,000, une balance de		
		78,523 58
Et qu'il est demandé par le budget des dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1887 (p. 15.)		
1. Construction	\$ 15,000 00	
2. Exploitation.....	18,000 00	
		33,000 00
Grand total.....		\$1,580,133 73

Que ces dépenses sont d'autant plus regrettables que cette Chambre a ratifié les ventes du chemin de fer *Q. M. O.* et *O.* sur la foi d'un document officiel du trésorier de la province. (Etat No. 9, du document No. 25 de la session 1882, (p. 15 des documents de 1881-82, vol. 15, No. 2,) constatant que, en sus de \$199,000 payables pour achats de terrains antérieurs à la vente, le "montant requis pour compléter le chemin de fer et pour la moitié du coût des bateaux-passeurs, entre *Québec* et *Lévis*, indépendamment de tout montant que pourrait allouer l'arbitrage à MM. *McGreevy* et *McDonald*," serait :

Balance des estimations de février de.....	\$132,892 00	\$	9,798 09
Montant payable par le gouvernement, indépendamment de la			
vente		\$	100,000 00
Total.....		\$	109,798 09

Qu'enfin, il est regrettable que le gouvernement actuel, au lieu de remplir les engagements solennels qu'il avait pris vis-à-vis de la province, ait continué à faire des dépenses en rapport avec un chemin vendu et livré en 1882, et ne soit pas encore en état de dire, d'une manière claire et certaine, quels montants seront requis pour solde finale de toutes réclamations à ce sujet."

Et un débat s'en suivant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 5 juin 1886.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel.—36.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes de la construction du chemin de fer de Q. M. O. et O. voté de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réclamations en suspend pour chemin de fer de Q. M. O. et C. Dépenses du trafic. (Revenu,) voté de nouveau, \$8,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Brousseau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné. Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Brousseau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 5 Juin 1886.

M. Faucher de St-Maurice, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant la corporation de Québec à émettre des obligations, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

En conformité à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 2 Juin courant, concernant les amendements faits par l'honorable Conseil Législatif au Bill pour incorporer le "*Sainte Marguerite Salmon Club*," votre comité a examiné les dits amendements et a l'honneur d'en faire un rapport favorable.

M. Martel, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de R. F. Rinfret et autres, des faubourgs St-Jean et St-Louis, en la cité de Québec, demandant que la paroisse de St-Jean-Baptiste de Québec soit érigée civilement, et a trouvé que les avis requis avaient été publiés dans la *Gazette Officielle de Québec* seulement ; mais comme il a été prouvé que les parties intéressées avaient été bien informées de la nature de la demande, votre comité est convenu de recommander la suspension de la 51ème règle de cette Chambre.

Conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 2 Juin courant, votre comité a examiné les avis concernant le Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tudoussac*, pour le comté de *Saguenay*, et détacher à cette fin ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix*, et a trouvé que ces avis couvrent les dispositions contenues dans le dit Bill.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Casavant*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il est de la plus haute importance pour la colonisation et le développement de la partie de la province de *Québec*, qui renferme les comtés de *Dorchester*, de *Bellechasse* de *Montmagny*, de *l'Islet*, de *Kamouraska* de *Témiscouata*, de *Lotbinière*, de *Mégantic*, d'*Arthabaska* et *Wolfe*, qu'une exploration raisonnée et bien faite puisse mettre votre honorable Chambre en état d'adopter, bientôt, toute mesure propre à développer les ressources considérables de cette région ; exploration rendant compte des richesses minérales, forestières, agricoles, qui peuvent s'y rencontrer et démontrer la possibilité de la construction d'un chemin de fer passant par les comtés mentionnés plus haut.

Votre comité est heureux d'apprendre que le gouvernement est disposé à encourager l'établissement d'un haras, en subventionnant une compagnie qui importerait des reproducteurs *Normands*, *Percherons* ou autres races et aussi quelques juments des mêmes races de la qualité voulue et l'appréciera dans ce qu'il proposera pour assurer le succès d'une mesure aussi profitable.

M. l'Orateur met devant la Chambre le quatrième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque, lequel est lu. (Appendice No 2.)

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,

Résolu, *Nemine contra dicente*, Qu'attendu que le sujet des résolutions projetées concernant certains chemins de fer et celui des résolutions projetées concernant les subsides à certains chemins de fer sont analogues et suffisamment semblables pour en permettre la discussion en même temps ;

Que les Ordres du Jour Nos 16 et 17, pour que la Chambre se forme en Comité sur ces résolutions soient appelés en même temps et qu'ils soient référés, ensemble, au comité général de la Chambre—et de plus, que dans le cas où ces résolutions seraient adoptées, elles soient rapportées et considérées subséquentement par la Chambre en même temps.

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au Bill pour ériger la paroisse de *St-Jean-Baptiste* de *Québec*.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter le Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des Bills privés.

Ordonné, Que la 60^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue à l'égard de ce bill et que le comité permanent des bills privés pourra procéder à l'examen de ce bill, mardi prochain, après un jour franc d'avis affiché dans le couloir.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Charlebois*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer " La compagnie d'assurance contre le feu l'Équitable de *Montréal*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des Bills privés.

Ordonné, Que le Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadoussac*, pour le comté *Saguenay* et détacher à cette fin, ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix*, soit lu la deuxième fois lundi prochain.

Ordonné, Que les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte incorporant " *The Ste-Marguerite Salmon Club*," soient lus la seconde fois lundi prochain.

L'Honorable M. *Robertson* présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 Avril 1886, pour un état montrant la dette réelle de la province au 30 Juin dernier (1885,) comprenant :

1. La dette consolidée.
2. Les emprunts temporaires.
3. Les subsides en argent non encore payés au chemin de fer.
4. La somme nécessaire pour finir le Palais Législatif et le Palais de Justice de *Québec*, qui sera demandée dans le prochain budget. (Documents de la Session No. 53.)

L'Honorable M. *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 31 Mai 1886, demandant copie de l'ordre en conseil du 7 Mai 1886, accordant une extension du district d'inspection de l'inspecteur d'écoles, M. *Prémont*. (Documents de la Session No. 54.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 26 Mai 1886, demandant copie de l'ordre en conseil No. 379, en date du 10 Septembre 1883. (Documents de la Session No. 55.)

L'Ordre du Jour pour la prise en considération du Bill pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 et ses amendements, tel que modifié en comité général, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le Bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 et ses amendements," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'honorable M. *Robertson*,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération, certaines résolutions proposées relatives à la commission provinciale d'hygiène.

L'honorable M. *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que le président de la commission provinciale d'hygiène créée par un bill de cette session, portant le No. 123 et intitulé : " Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique," recevra un traitement annuel n'excédant pas quatre cents piastres.

Résolu, 2. Que les dépenses de voyages des autres membres de la commission leur seront payées.

Résolu, 3. Que le secrétaire de la commission recevra un traitement annuel n'excédant pas quinze cents piastres.

Résolu, 4. Que les dépenses de la commission seront payées à même les sommes d'argent qui seront de temps à autre appropriées par la Législature pour cette fin.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Duhamel* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que le président de la commission provinciale d'hygiène créée par un bill de cette session, portant le No 123 et intitulé : " Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique," recevra un traitement annuel n'excédant pas quatre cents piastres.

Résolu, 2. Que les dépenses de voyages des autres membres de la commission leur seront payées.

Résolu, 3. Que le secrétaire de la commission recevra un traitement annuel n'excédant pas quinze cents piastres.

Résolu, 4. Que les dépenses de la commission seront payées à même les sommes d'argent qui seront de temps à autre appropriées par la Législature pour cette fin.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général sur le Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, lundi prochain.

L'Honorable M. *Flynn* propose, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer et aussi certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

L'Honorable M. *Flynn* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra convertir, en tout ou en partie, tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 23, ou en vertu d'aucun acte passé dans la présente session, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre au temps où le dit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des terres de la Couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel le dit subside s'appliquera, que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra établir, pourvu que les compagnies ayant droit au subside en terres aient déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation de l'acte qui sera basé sur la présente résolution, leur option en faveur de la dite conversion du dit subside, par une résolution de leurs bureaux de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

Résolu, 1. Qu'à même les argents affectés par la législature de cette province à la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac Saint-Jean*, le 10 Juin 1834, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra faire, de temps à autre, les avances qu'il jugera à propos, n'excédant pas, cependant, cinquante pour cent en sus de la subvention par mille, accordée à cette compagnie, pour un parcours additionnel de dix milles, en sus et au-delà des trente milles mentionnés dans la section 3 du statut 47 *Victoria*, chapitre 70, à partir du *Lac Simon* et en allant vers le nord-ouest, de la manière, avec la garantie et aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra juger à propos, de façon à assurer le parachèvement du dit chemin de fer dans un temps aussi court que possible, tel que prescrit par le dit statut 47 *Victoria*, chapitre 70.

Résolu, 2. Que, pour avoir droit à un subside en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 23 :

1. Toute compagnie de chemin de fer mentionnée dans ce statut, devra avoir fourni au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, dans les deux ans suivant la passation du dit acte, la preuve des ressources à sa disposition pour la construction de son chemin, et, sur cette preuve, avoir demandé le subside accordé par ce statut ; à l'expiration des dits deux ans, si cette preuve n'a pas été faite à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, ce subside sera devenu nul et de nul effet et aura cessé d'être autorisé par la loi ;

2. A l'expiration des dits deux ans et dans un délai de trois ans à compter de la dite date, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra, à la demande de toute telle compagnie, déterminer, sur le rapport du commissaire des terres de la Couronne, les dits blocs alternatifs auxquels toute compagnie pourra ci-après avoir droit, conformément aux dispositions du dit acte, et le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, ou le commissaire des chemins de fer, ou le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, dans le même temps, ou en tout autre temps dans le dit délai, avant ou après la fixation des dits blocs alternatifs, fixera ou établira la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter et les conditions qu'elle devra remplir, ainsi que le délai pour l'exécution des dits

travaux et l'accomplissement des dites conditions ; et à défaut de l'exécution de ces travaux et à l'accomplissement de ces conditions et sur preuve de ce défaut faite par une inspection et un rapport d'un ingénieur employé par le gouvernement, la compagnie ainsi en défaut perdra *ipso facto* tout droit qu'elle peut avoir à ce subside ; et sur celle Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra substituer à cette compagnie toute autre compagnie régulièrement incorporée pour construire le même chemin, pourvu que cette compagnie remplisse les conditions mentionnées dans le premier paragraphe de la présente résolution, qu'elle exécute la quantité de travaux et remplisse les autres conditions que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil prescrira, telle que mentionné dans le deuxième paragraphe de la présente résolution, et pourvu aussi que cette substitution et cet accomplissement des dites conditions aient lieu dans les trois ans suivant le délai mentionné dans le premier paragraphe de la présente résolution.

Résolu, 3. Que le coût de toute inspection et de tout rapport exigés avant la réception d'un subside par une compagnie de chemin de fer, sera payé par la compagnie de chemin de fer intéressée, et le trésorier de la province pourra retenir le coût sur le subside revenant à cette compagnie, s'il n'est pas autrement payé lors de cette inspection.

Résolu, 4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie du chemin de fer de *Montréal et Occidental*, un subside de quinze cents piastres par mille, pour un parcours de douze milles pour cette partie du chemin de fer que cette compagnie est autorisée à construire de *Sainte-Adèle à Sainte-Agathe*, dans le comté de *Terrebonne*, sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer ou d'imposer à la compagnie, pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compagnie avant le parachèvement des dits douze milles, et pourvu que cette partie du chemin de fer projeté de la compagnie soit ainsi parachevée dans les deux ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 5. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder un subside de quatre mille piastres par mille, pour aider la construction d'un chemin de fer de quelque point ou près du village d'*Yamaska*, dans le comté d'*Yamaska*, à un point ou près de l'endroit appelé *Doucet's Landing*, dans le comté de *Nicolet*, pour un parcours n'excédant pas 37 milles, sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compagnie pour aucune partie du chemin moindre de dix milles à la fois, jusqu'au parachèvement final de ce chemin, et pourvu que ce chemin soit ainsi parachevé dans les trois ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est par la présente résolution déclaré que ce subside devra remplacer la balance du subside mentionné dans le statut 37 *Victoria*, chap. 2, section 1, en faveur du chemin de fer y nommé Chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*, et par le statut 38 *Victoria*, chapitre 2, section 1, en faveur du même chemin de fer.

Résolu, 6. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder les subsides suivants pour aider la construction des chemins de fer ci-après mentionnés :

Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant de la paroisse de *Saint-André*, dans le comté d'*Argenteuil*, aboutissant à un point, sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près du village de *Lachute* pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est déclaré que le subside mentionné dans la présente résolution est pour remplacer celui accordé par le paragraphe 9 de la section 1, du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 7. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

1. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant du village de *Saint-Félix de Valois*, partant d'un point de raccordement avec le chemin de fer du Nord, allant jusqu'au village de *Saint-Gabriel de Brandon*, dans le comté de *Berthier*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit dû que lors de l'entier parachèvement du chemin, et que ce chemin soit ainsi parachevé dans l'espace de deux ans à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Ce subside devra remplacer celui mentionné au paragraphe *k* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 8. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder les subsides suivants pour aider la construction des chemins de fer ci-après mentionnés :

1. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant du village de *New-Glasgow*, dans le comté de *Terrebonne*, allant au village de *Sainte-Julienne*, dans le comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas treize milles, et

2. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant d'un point *i* ou près du *Haut de l'Assomption* dans le comté de *l'Assomption*, allant jusqu'à la paroisse de *Saint-Jacques de l'Achigan*, dans le comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas sept milles.

Les subsides mentionnés dans la présente résolution seront sujets aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, pourvu toujours qu'aucun subside ne devienne dû pour l'un quelconque de ces chemins avant l'entier parachèvement de ce chemin, et pourvu que ces chemins soient parachevés dans les trois ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Les deux subsides en dernier lieu mentionnés remplaceront le subside accordé par le paragraphe *j* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 9. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

Une quantité de trois mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de *l'Épiphanie* ou de *l'Assomption*, sur le chemin de fer du Nord, et allant au village de *l'Assomption*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est déclaré que le subside mentionné dans la présente résolution remplacera le subside mentionné au paragraphe *p* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, M. Brousseau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Brousseau fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra convertir, en tout et en partie, tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 23, ou en vertu d'aucun acte passé dans la

présente session, en un subside en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre au temps où le dit subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés, conformément aux règles et règlements du département des Terres de la Couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel le dit subside s'appliquera que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir, pourvu que les compagnies ayant droit à un subside en terres aient déclaré, dans le délai des deux ans qui suivront la passation de l'acte qui sera basé sur la présente résolution, leur option en faveur de la dite conversion du dit subside, par une résolution de leurs bureaux de directeurs régulièrement communiquée au gouvernement par l'intermédiaire du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

Résolu, 1. Qu'à même les argents affectés par la législature de cette province à la compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St-Jean*, le 10 juin 1884, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire, de temps à autre, les avances qu'il jugera à propos, n'excédant pas, cependant, cinquante pour cent en sus de la subvention par mille, accordée à cette compagnie, pour un parcours additionnel de dix milles, en sus et au-delà des trente milles mentionnés dans la section 3 du statut 47 *Victoria*, chapitre 70, à partir du *Lac Cimon* et en allant vers le *Nord-Ouest*, de la manière, avec la garantie et aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra juger à propos, de façon à assurer le parachèvement du dit chemin de fer dans un temps aussi court que possible, tel que prescrit par le dit statut 47 *Victoria*, chapitre 70.

Résolu, 2. Que pour avoir droit à un subside en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 23 :

1. Toute la compagnie de chemin de fer mentionnée dans ce statut, devra avoir fourni au Lieutenant-Gouverneur en conseil, dans les deux ans suivant la passation du dit acte, la preuve des ressources à sa disposition pour la construction de son chemin, et, sur cette preuve, avoir demandé le subside accordé par ce statut ; à l'expiration des dits deux ans, si cette preuve n'a pas été faite à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, ce subside sera devenu nul et de nul effet et aura cessé d'être autorisé par la loi ;

2. A l'expiration des dits deux ans et dans un délai de trois ans à compter de la dite date, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, à la demande de toute telle compagnie, déterminer, sur le rapport du commissaire des terres de la Couronne, les dits blocs alternatifs auxquels toute compagnie pourra ci-après avoir droit, conformément aux dispositions du dit acte, et le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ou le commissaire des chemins de fer, ou le commissaire de l'agriculture et des travaux publics, dans le même temps, où en tout autre temps dans le dit délai, avant ou après la fixation des dits blocs alternatifs, fixera ou établira la quantité de travaux que chaque compagnie devra exécuter et les conditions qu'elle devra remplir, ainsi que le délai pour l'exécution des dits travaux et l'accomplissement de ces conditions ; et à défaut de l'exécution de ces travaux et de l'accomplissement de ces conditions et sur preuve de ce défaut faite par une inspection et un rapport d'un ingénieur employé par le gouvernement, la compagnie ainsi en défaut perdra *ipso facto* tout droit qu'elle peut avoir à ce subside ; et sur ce, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra substituer à cette compagnie toute autre compagnie régulièrement incorporée pour construire le même chemin, pourvu que cette compagnie remplisse les conditions mentionnées dans le premier paragraphe de la présente résolution, qu'elle exécute la quantité de travaux et remplisse les autres conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil prescrira, tel que mentionné dans le deuxième paragraphe de la présente résolution, et pourvu aussi que cette substitution et cet accomplissement des dites conditions aient lieu dans les trois ans suivant le délai mentionné dans le premier paragraphe de la présente résolution.

Résolu, 3. Que le coût de toute inspection et de tout rapport exigés avant la réception d'un subside par une compagnie de chemin de fer, sera payé par la compagnie de chemin de fer intéressée, et le trésorier de la province pourra retenir le coût sur le subside revenant à cette compagnie, s'il n'est pas autrement payé lors de cette inspection.

Résolu, 4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie du chemin de fer *Montréal et Occidental*, un subside de quinze cents piastres par mille, pour un parcours de douze milles pour cette partie du chemin de fer que cette compagnie est autorisée à construire de *Sainte-Adèle* à *Sainte-Agathe*, dans le comté de *Terrebonne*, sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer ou d'imposer à la compagnie, pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compagnie avant le parachèvement des dits douze milles, et pourvu que cette partie du chemin de fer projeté de la compagnie soit ainsi parachevée dans les deux ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 5. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder un subside de quatre mille piastres par mille, pour aider la construction d'un chemin de fer de quelque point ou près du village d'*Yamaska*, dans le comté d'*Yamaska*, à un point ou près de l'endroit appelé *Doucet's Landing*, dans le comté de *Nicolet*, pour un parcours n'excédant pas 37 milles, sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit, dans aucun cas, payé à la compagnie pour aucune partie du chemin moindre que dix milles à la fois, jusqu'au parachèvement final de ce chemin, et pourvu que ce chemin soit ainsi parachevé dans les trois ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est par la présente résolution déclaré que ce subside devra remplacer la balance du subside mentionné dans le statut 37 *Victoria*, chapitre 2, section 1, en faveur du chemin de fer y nommé chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*, et par le statut 38 *Victoria*, chapitre 2, section, 1, en faveur du même chemin de fer.

Résolu, 6. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder les subsides suivants pour aider la construction des chemins de fer ci-après mentionnés :

Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant de la paroisse de *Saint-André*, dans le comté d'*Argenteuil*, aboutissant à un point, sur le chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près du village de *Lachute*, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est déclaré que le subside mentionné dans la présente résolution est pour remplacer celui accordé par le paragraphe *g* de la section 1, du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 7. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

1. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant du village de *Saint-Félix de Valois*, partant d'un point de raccordement avec le chemin de fer du Nord, allant jusqu'au village de *Saint-Gabriel de Brandon* dans le comté de *Berthier*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas dix milles, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, pourvu que ce subside ne soit dû que lors de l'entrer parachèvement du chemin, et que ce chemin soit ainsi parachevé dans l'espace de deux ans à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Ce subside devra remplacer celui mentionné au paragraphe *k* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 8. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder les subsides suivants pour aider la construction des chemins de fer ci-après mentionnés :

1. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant du village de *New-Glasgow*, dans le comté de *Terrebonne*, allant au village de *Sainte-Julienne*, dans le comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas treize milles, et

2. Une quantité de quatre mille acres de terre par mille pour un chemin de fer partant d'un point à ou près du *Haut de l'Assomption* dans le comté de *l'Assomption*, allant jusqu'à la paroisse de *Saint-Jacques de l'Achigan*, dans le comté de *Montcalm*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas sept milles.

Les subsides mentionnés dans la présente résolution seront sujets aux conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil jugera à propos de prescrire, pourvu toujours qu'aucun subside ne devienne dû pour l'un quelconque de ces chemins avant l'entier parachèvement de ce chemin, et pourvu que ces chemins soient parachevés dans les trois ans à compter de la date de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Les deux subsides en dernier lieu mentionnés remplaceront le subside accordé par le paragraphe *j* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Résolu, 9. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder le subside suivant pour aider la construction du chemin de fer ci-après mentionné :

Une quantité de trois mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer partant de la station de *l'Epiphanie* ou de *l'Assomption*, sur le chemin de fer du Nord, et allant au village de *l'Assomption*, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas trois milles et demi, et sujet aux conditions qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de prescrire, et pourvu que le chemin soit terminé dans un an à compter de la passation de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Il est déclaré que le subside mentionné dans la présente résolution remplacera le subside mentionné au paragraphe *p* de la section 1 du statut 45 *Victoria*, chapitre 23.

Et la question étant proposée, —Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ces résolutions ne soient pas lues la deuxième fois maintenant, mais qu'il soit résolu :

Que, d'après le statut de cette Province, 45 *Vict.*, chap. 23, (1882) il a été accordé un subside de 5,830,500 acres de terre à diverses compagnies de chemin de fer comme suit, en substance :

a. 850,000 acres au chemin de fer du *Lac Saint-Jean* ;

b. 1,800,000 acres à un chemin de fer partant de *Matapédia* allant au *Bassin de Gaspé* ;

c. 700,000 acres à un chemin de fer partant d'un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville* jusqu'à la frontière du *Nouveau-Brunswick*, dans la direction d'*Edmonston* ;

d. 480,000 acres à un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des *Piles* et allant vers le nord au chemin de fer du *Lac Saint-Jean* ;

e. 450,000 acres à un chemin de fer partant de *Hull* et allant au village *Le Désert* ;

f. 208,000 acres à un chemin de fer partant de *Buckingham* et *Rockland* et allant au village d'*Aylwin*, comté d'*Ottawa*.

g. 28,000 acres à un chemin de fer de *Lachute* à *St-André*, comté d'*Argenteuil* ;

h. 180,000 acres à un chemin de fer de *St-Jérôme* à *Ste-Agathe*, comté de *Terrebonne* ;

- i. 84,000 acres à un chemin de fer dans le township de *Wentworth* ;
- j. 80,000 acres à un chemin de fer de *St-Lin* à *Ste-Julienne* ;
- k. 40,000 acres à un chemin de fer de *St-Félix de Valois* à *St-Gabriel de Brandon* ;
- l. 240,000 acres à un chemin de fer de *Louiseville* à la rivière *Mattawan*, près du township *Brassard*, comté de *Maskinongé* ;
- m. 360,000 acres à un chemin de fer de *Québec* au village de la *Malbaie* ;
- n. 80,000 acres à un chemin de fer partant du township de *Leeds*, comté de *Mégantic* et allant à un point quelconque sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc* ;
- o. 120,000 acres à un chemin de fer de la frontière au chemin de fer de *Boston, Concord* et *Montréal* ;
- p. 10,500 acres à un chemin de fer de l'*Epiphanie* à l'*Assomption* ;
- q. (argent au chemin de fer *Missisquoi*) ;
- r. 120,000 acres à un chemin de fer de *Marieville* à *Abbottsford*.

Que, par la section 2 du dit acte 45 *Vict.*, chap. 23, il est décrété que, pour avoir droit à ce subside en terre, chaque compagnie devra fournir au Lieutenant-Gouverneur, dans les deux années du 27 Mai 1882, la preuve de ses ressources pour la construction du chemin de fer projeté et que ce délai passé le subside sera nul et de non avvenu ;

Qu'il appert par le rapport du commissaire des chemins de fer, pour la période s'étendant depuis le 1er Juillet 1883 à venir au 1er mars 1885, (p. 18) que " sur le nombre des compagnies ou chemins de fer mentionnés dans cet acte, il n'y en a que neuf qui, dans le délai voulu, ayant fourni la preuve requise, ont obtenu un ordre en conseil décrétant qu'ils se sont conformés à cette disposition de la loi " ;

Qu'il appert dans l'appendice d, annexé à ce rapport, que le total des subsides en terres accordées par ordres en conseil, aux dites compagnies de chemins de fer, s'élevait en mars 1885, à 4,948,000 acres, ce qui ne laissait sur les 5,830,500 acres accordés par le statut susdit, que 830,509 acres dont il n'avait pas été disposé par ordres en conseil.

Que ces résolutions ont pour objet d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil à convertir, en tout ou en partie, " tout subside en terres auquel une " compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Vict.*, chap. 23, ou en vertu " d'aucun acte passé dans la présente session, en un subside en argent, en payant " une somme n'excédant pas trente cinq centins l'acre au temps où le dit subside " deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, " quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés."

Que ces résolutions font aussi revivre certains subsides en terres, annulés en vertu de la loi de 1882, 45 *Vict.*, chap. 23 et en accordent de nouveaux, ce qui porterait l'octroi des subsides en terres à un chiffre plus élevé qu'il ne l'était originairement.

Que l'adoption de cette politique nouvelle ferait contracter à la province de lourdes obligations, dont le chiffre quoique incertain, pourrait s'élever à plus de quatre millions de piastres en argent, et que le gouvernement n'a pas et ne propose pas de ressources, propres à rencontrer honorablement ces nouvelles obligations.

Que ces obligations peuvent avoir les conséquences suivantes :

1. 5,987,500 acres à 35 cts	\$2,095,625
2. 12 milles à \$1,500 par mille	18,000
3. 37 milles à \$4,000 par mille	148,000
4. Le gouvernement s'engage de plus à payer 35 cts lorsque les terres seront vendues et payées.....	2,095,625

Total..... \$4,357,250

Que le discours du trône fait à l'ouverture de cette session contient le paragraphe suivant :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce, dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Que la politique ministérielle contenue dans ces résolutions est une violation flagrante de cette promesse officielle “ de ne pas augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Que le trésorier a déclaré, le sept mai dernier (p. 14 de son exposé budgétaire) que les subsides de chemin de fer autorisés, mais non gagnés et pouvant devenir dus de jour en jour, s'élevaient encore à \$1,255,013.65 ; que notre dette consolidée était de \$18,233,853.34 et notre dette flottante, de \$2,256,222.38 ;

Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la Province, celle-ci sera forcée de faire, dans un avenir très rapproché, des emprunts nouveau au montant de six à sept millions, ce qui porterait notre dette consolidée à environ vingt-cinq millions, et augmenterait le service de nos intérêts et nos déficits annuels, de trois à quatre cents mille piastres ;

Qu'il est juste d'encourager la construction de nos voies ferrées, et qu'il est nécessaire même d'aider, réellement et pratiquement, certaines compagnies d'intérêt général, destinées à favoriser la colonisation, l'agriculture, et le commerce, mais que l'état des finances de la Province ne justifierait pas la Chambre d'inaugurer, à la veille des élections provinciales, une politique nouvelle et générale sur les chemins de fer, et dont les conséquences pourraient être si désastreuses ; surtout en vue du fait que la province a perdu tout contrôle sur ses chemins de fer, grâce à la loi fédérale de 1883 ;

Que, d'ailleurs, plusieurs compagnies de chemin de fer, ayant droit à des subsides, ont été ignorées injustement dans les susdites résolutions et dans la loi de 1882, et qu'il est nécessaire de reconsidérer attentivement et avec prudence l'état et les conditions de chaque compagnie sérieusement organisée, pour rendre justice égale à chacune d'elles, ce qu'il est impossible de faire dans les derniers jours d'une session ;

Que cette Chambre a déjà autorisé, depuis les dernières élections générales, les emprunts suivants :

a. En 1882, pour payer la dette flottante.....	\$3,000,000
b. En 1883, “ “	500,000
c. En 1882, pour construire le Palais de Justice à Québec...	150,000
d. En 1885, “ “	50,000
e. En 1885, pour colonisation.....	100,000
f. En 1885, pour Palais de Justice, Montréal.....	50,000
Total.....	\$3,850,000

Que les comptes publics de l'année dernière (p. 14½) démontrent que nous devons, le 30 Juin 1885, pour emprunts temporaires, l'énorme somme de \$637,739.45.

Que ce serait manquer au respect qu'elle doit aux électeurs de cette province, si, au moment où ses pouvoirs expiront, cette Chambre rendait nécessaire les nouveaux emprunts qui seront la conséquence inévitable de l'adoption de ces résolutions, et qu'il est juste avant d'adopter cette politique d'offrir aux électeurs l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de contracter ces nouveaux emprunts.

Que, pour toutes ces raisons, cette Chambre croit qu'il serait raisonnable de retarder, jusqu'à la prochaine session, la considération ultérieure de ces résolutions.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur, (sur l'objection à lui soumise par le paragraphe suivant du seizième rapport du comité permanent des bills privés :

" Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'en examinant le Bill B (No. 131) de l'honorable Conseil Législatif concernant la ville de *Longueuil*, il a été proposé un amendement tendant à retrancher la section 230 de la charte de la dite ville ; et objection étant faite que la requête sur laquelle le Bill est basé ne couvre pas cet amendement, votre comité est convenu de référer cette question à la décision de l'Orateur de votre honorable Chambre,") décide comme suit :

" J'ai examiné avec soin la question d'ordre qui m'a été soumise par le comité permanent des bills privés, au sujet du Bill No. 131, pour amender la charte de la ville de *Longueuil*, et je vais maintenant donner ma décision.

" La corporation de la ville de *Longueuil* demande certains amendements à sa charte ou à son acte d'incorporation, 44-45 *Victoria*, chap. 75, et ces changements sont mentionnés dans l'avis donné par la corporation et dans sa pétition, ainsi que dans le bill basé et présenté sur cette pétition. Dans le bill tel que présenté à cette Chambre, il n'y a pas d'amendements à la clause 230 de l'acte d'incorporation ; et en examinant l'avis et la pétition, je trouve que le sujet de la clause en question n'est pas mentionné dans cet avis et cette pétition.

" Le curé et les marguilliers de la paroisse de *Longueuil* ont présenté, le 26 mai dernier, une pétition demandant que la charte ou l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil* soit amendé en révoquant les clauses 229 et 230, et ayant comparu devant le comité permanent des bills privés comme pétitionnaires contre le bill présenté par la corporation, ils ont demandé l'insertion d'une clause révoquant la section 230, qui soumet les propriétés appartenant à la Fabrique à l'entretien des chemins, rues, cours d'eau et fossés, ainsi qu'au paiement de la compensation pour l'usage de l'eau, conformément aux règlements passés par le conseil de ville.

" Là-dessus, le député de *Montréal-centre* a soulevé la question d'ordre,—que l'amendement proposé excède les termes de l'avis et de la pétition relatifs au bill.

" C'est ici la question qui a été soumise pour ma décision.

" Quand elle confère, par un bill privé, un avantage ou certains privilèges aux parties qui en font la demande, la législature doit prendre soin que cela se fasse sans affecter d'autre partie d'une manière préjudiciable, ou doit au moins pourvoir à ce que ceux qui peuvent être ainsi affectés soient indemnisés. Les parties qui appréhendent d'être ainsi affectées sont en conséquence admises, sur pétition, comme parties adverses ; et elles peuvent être entendues en opposition au préambule, quand elles font opposition au bill en général, ou en opposition à certaines clauses seulement, quand elle ne sont pas affectées par le principe du bill mais qu'elles appréhendent seulement du tort résultant des matières de détail contenues dans ces clauses. Elles peuvent demander l'insertion de clauses destinées à les protéger, ou à les sauvegarder, ou à leur donner compensation pour le dommage pouvant résulter du bill. Quand les intérêts d'une partie adverse ne sont affectés que par certaines clauses d'un bill, cette partie n'a pas droit d'être entendue en opposition au préambule. (*May*, 819 ; *Bourinot*, 617 ; *Todd, Législation Privée*, 72.)

" Dans le présent cas, les parties adverses ne prétendent pas que leurs intérêts pourraient être endommagés par le bill comme un tout, ou par aucune de ses clauses. Elles ne demandent pas être protégées contre l'opération de tout le bill ou d'aucune de ses clauses, mais elles recherchent l'abrogation d'une clause de la charte, ou de l'acte d'incorporation, contenant des dispositions que le bill n'a pour but, ni de modifier, ni d'affecter en aucune manière. Ce ne sont donc pas des parties adverses recherchant protection contre l'effet du bill, mais ce

“ sont en réalité des pétitionnaires, pour leur propre compte, demandant un bill privé pour amender la charte, ou l'acte d'incorporation, pour un point qui n'est pas recherché par les pétitionnaires qui ont demandé le bill.

“ Comme je l'ai déjà exposé, l'amendement excède les termes de l'avis ; et même s'il ne les excédait pas, les parties adverses n'auraient pas droit de procéder autrement que par un bill séparé, de leur propre chef, vu qu'il est de principe, en législation privée, que les parties qui ont des intérêts opposés à ceux des individus par qui l'avis a été publié ne peuvent se prévaloir de pareil avis à leur profit personnel. (*Todd, Législation privée*, 52.)

“ Il faut aussi se rappeler que le comité permanent des bills privés ne peut pas admettre des clauses ou des amendements qui ne sont pas compris dans l'ordre de la Chambre pour la présentation du bill, c'est-à-dire, dans les termes de l'avis et de la pétition, ou qui ne sont pas autorisés par l'observation des ordres permanents applicables à ces avis et pétition, à moins que la Chambre n'ait accordé la permission nécessaire, après avoir suspendu ces ordres permanents. (*May*, page 861.)

“ Les parties qui éprouvent un tort de l'effet, ou de l'opération, d'un statut privé ont droit de pétitionner pour demander le redressement de ce tort, car partout où il y a tort, il doit y avoir moyen d'obtenir redressement de ce tort. Je puis citer un cas qui s'applique à ce point.

“ En 1874, par l'acte consolidant la charte de la cité de *Montréal*, il était décrété qu'une certaine étendue de terrain requise pour le parc *Mont-Royal* et certaines autres propriétés foncières situées dans certaines municipalités de village voisines, formeraient partie de la cité de *Montréal* et seraient censées être dans les limites de cette ville pour toutes les fins municipales. Les propriétaires de ces propriétés foncières furent affectés d'une manière dommageable par cette disposition de la charte ainsi amendée, et en 1878 ils pétitionnèrent pour demander le redressement de ce tort. Sur ce, la Législature, par un bill privé présenté sur leur pétition, décréta que leurs propriétés ne formeraient partie de la cité que si elles étaient requises pour l'agrandissement du parc ou pour l'aqueduc, mais, comme de raison, seulement après expropriation ou arrangement à l'amiable et paiement d'une juste indemnité ; et les parties furent libérées de toute responsabilité et de toutes obligations à elles imposées par la charte amendée de la cité.

“ Dans le présent cas, si les opposants éprouvent un tort résultant de la mise à effet de la charte de la ville de *Longueuil*, ils ont le droit de rechercher redressement, mais ils doivent le faire de la manière voulue ; et cette manière, c'est en premier lieu de donner l'avis requis par la règle 51 des Ordres permanents et ensuite de demander par pétition la permission de présenter un bill. (*May*, page 788.) Quelquefois la Chambre permet, dans un cas, comme celui-ci, d'insérer les dispositions nécessaires dans un bill qui est poussé par les parties à l'avantage desquelles le statut privé a été passé ; mais dans un semblable cas, il faut qu'il ait été donné avis régulièrement de la demande projetée d'une législation pour procurer le redressement du tort. (Collection des décisions des Orateurs par *Faucher de Saint-Maurice*, 118 et 119.) Néanmoins, il est toujours prudent pour les parties demandant redressement de procéder de leur chef au moyen d'un bill séparé, vu que les promoteurs d'un autre bill, dans lequel les dispositions destinées à procurer le redressement du tort peuvent être insérées, pourraient abandonner le bill et empêcher ainsi les parties souffrant du tort d'obtenir, pour le moment, le redressement qu'elles cherchent.

“ La Chambre, agissant en sa capacité législative, a le droit, en tout temps, d'insérer dans les bills privés les dispositions que l'intérêt public peut exiger, sujet, cependant, à l'abandon du bill par les promoteurs quand ils ne veulent pas accepter les nouvelles dispositions.

“ Et la Législature a toujours le pouvoir, par un bill public, de révoquer ou d'amender tout statut privé qu'elle a passé, et de révoquer, restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage qu'elle a accordé à une personne,

“chaque fois qu'elle juge que cette abrogation, cet amendement, cette révocation, cette restriction ou cette modification doit être regardée comme étant requise pour le bien public. (*Statut Refondus du Canada*, chap. 5 sec. 6, par. 26.) Mais comme un bill public pour l'une de ces fins est de sa nature en partie public et en partie privé,—public, parce qu'il est requis pour le bien public, et privé, parce qu'il affecte des intérêts privés,—il n'est que juste que ces bills soient renvoyés à un comité spécial afin de donner aux parties affectées le droit d'être entendues pour défendre leurs intérêts et qu'autant que possible il devrait être donné avis à toutes les parties concernées, pour leur permettre de prendre des mesures à cette fin. (*Bourke's Precedents*, 81.) Puis il n'est que juste de pourvoir à une compensation équitable en faveur de ceux qu'une pareille législation peut affecter d'une manière dommageable.

“Pour ce qui regarde la présente affaire, je n'ai à m'occuper que d'une simple question de procédure ; je n'ai rien à faire avec le mérite des prétentions des opposants.

“En somme, je suis d'opinion que les opposants n'ont pas le droit d'offrir la clause à laquelle on objecte, et en conséquence, je décide que le point d'ordre soulevé est bien fondé. Je laisse aux opposants le soin d'adopter telles autres mesures, pour obtenir ce qu'ils recherchent, que permettent les règles et les principes que j'ai indiqués.”

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Lundi prochain.

Lundi, 7 Juin 1886.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

L'Honorable J. S. C. Wurtele, C. R.

Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur l'Orateur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Sa Sainteté le Souverain Pontife Léon XIII, d'élever Monseigneur l'Archevêque de Québec, à la haute dignité de Cardinal de la Sainte Eglise Romaine.

Son Eminence le Cardinal Archevêque vous prie de donner connaissance à la Chambre que vous présidez, d'un événement aussi important dans l'histoire du peuple Canadien.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Votre très humble serviteur,

Archevêché de Québec, }
7 Juin 1886.

CYRILLE E. LEGARÉ, V. G.

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, appuyé par l'Honorable M. Mercier, Résolu, Que cette Chambre, comme marque de respect pour l'Eminentissime le Cardinal Archevêque Taschereau, et pour témoigner ses sentiments de satisfaction en apprenant cette heureuse nouvelle, s'ajourne à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne à 7 heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. Lynch,—la pétition de William White et autres, de la cité de Sherbrooke.

M. Asselin du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour incorporer " La compagnie d'Assurance contre le feu, l'équitable de *Montréal*," et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 22 de la 48 *Victoria*, intitulé : " Acte pour amender le code de procédure civile en ce qui concerne la cession des biens."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Martel fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

Ordonné, Que ce Bill, tel que rapporté par le comité, soit réimprimé.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill incorporant la compagnie des gaz combustibles ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Rinfret dit *Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Farnham* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Sawyer fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte incorporant la ville de *Farnham*, (40 *Victoria*, chapitre 47.)"

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill autorisant la corporation de *Québec* à émettre des obligations, étant lu ;

M. Lemieux propose comme amendement, secondé par M. Faucher de *St-Maurice*, qu'il soit donné instruction au comité général qu'il ait le pouvoir d'insérer dans le bill, la clause suivante :

" Que la section 9 du chapitre 57, de la 29-30ème *Victoria*, soit abrogée, et remplacée par la suivante :

" Aucune personne ne peut vendre, ni exposer, ni offrir en vente aucune viande de boucherie, telle que bœuf, veau, mouton, porc frais, en dehors des étaux, des halles des marchés de la cité, ou de toute bâtisse appropriée à cette fin par la corporation, sous peine d'une amende n'excédant pas \$100 pour chaque offense.

" Mais les cultivateurs ou les fermiers peuvent vendre sur les marchés (dans les rues, dans les cours et aux maisons) en se conformant aux règlements de la

cité, toute espèce de viande, soit par quartier, soit en entier, provenant d'animaux engraissés ou possédés par eux pendant un mois, ou étant le produit de leur chasse."

Et la motion étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>D�saulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McConville,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Whyte.—27.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Cameron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duckett,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>St-Hilaire.—16.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Et objection étant faite en comité que la motion faite par M. *LeBlanc* pour que le comité se lève et rapporte progrès, n'est pas dans l'ordre, parceque la Chambre avait ordonné d'amender le bill ; et le président du comité ayant décidé qu'en effet, la motion recommandant " que le comité rapporte progrès " n'était pas dans l'ordre ; appel est fait à la Chambre de la décision du président.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. le président du comité ayant fait rapport, qu'ayant décidé qu'une motion pour " que le comité rapporte progrès " après avoir reçu instruction de prendre en considération un amendement adopté par cette Chambre, n'était pas dans l'ordre, appel a été fait de sa décision à la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Le fonds de la question d'ordre, c'est que la Chambre ayant donné instruction au comité d'amender le bill, le comité ne peut pas lever séance sans avoir donné suite à l'instruction qui lui a été ainsi donnée.

" Il ne faut pas oublier que, conformément à la pratique parlementaire, une instruction à un comité n'est pas un ordre, mais une autorisation, à moins que les termes employés ne soient impératifs. Le but d'une instruction conférant autorisation, c'est de donner à un comité le pouvoir de faire une certaine chose, s'il le juge à propos, non pas de lui commander de le faire ; et le comité ne

" peut prendre action sur l'instruction qu'au moyen d'une motion proposée et d'une question posée sur la chose à faire. (*Bourinot*, p. 537 ; *Cushing*, numéro 2,161 à 2,163.)

" Comme une instruction donnant autorisation n'est pas concluante, le comité peut discuter l'affaire et même refuser d'adopter ce qui est suggéré. Il peut, par conséquent, lever séance sans donner suite à l'instruction, ou il peut exiger plus de temps pour considérer l'affaire et pour cela faire rapport de progrès.

" Dans le cas qui nous occupe, par les termes mêmes de l'instruction, c'est une autorisation et non un commandement ; il est donné instruction au comité général qu'il ait le pouvoir de d'insérer."

" La règle 77, des ordres permanents concernant les comités, est concluante quant à l'objection soulevée : elle porte " qu'une motion pour que le président laisse le Fauteuil est toujours dans l'ordre et a préséance sur toute autre motion."

" Je dois donc décider que la motion proposant de lever la séance et de faire rapport de progrès était dans l'ordre ; et j'écarte la décision du président."

La Chambre se forme de nouveau en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé, soit ré-imprimé.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il a adopté l'adresse ci-jointe, de félicitations à Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, Archevêque de *Québec*, à laquelle il demande le concours de l'Assemblée Législative.

A Son Eminence le

Cardinal *Taschereau*, Archevêque de *Québec*.

VOTRE EMINENCE,

Nous, les membres du Conseil Législatif de la Province de *Québec*, réunis en session, sommes heureux d'être en ce moment les interprètes des sentiments de la population de cette province qui a appris, avec une vive satisfaction, l'élévation de Votre Grâce à la dignité de Cardinal.

Cette haute distinction conférée à un prélat de l'Eglise au *Canada*, grandit notre pays aux yeux des autres peuples, et fera époque dans notre histoire.

Nous sommes heureux de voir le vénérable et digne successeur de l'illustre évêque de *Montmorency-Laval* appelé à prendre rang parmi les princes de l'Eglise de *Rome*, et nous nous empressons d'offrir nos félicitations à Votre Eminence à l'occasion de cet heureux événement, qui est à la fois un honneur insigne pour notre pays, et le digne couronnement d'une vie consacrée au service de Dieu et de la patrie.

Ordonné, Que la dite adresse soit maintenant prise en considération.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, appuyé par l'honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans l'adresse de l'honorable Conseil Législatif à Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque pour féliciter Sa Grâce de son élévation à la dignité de Cardinal ; que le blanc en icelle soit rempli avec les mots " et l'Assemblée Législative," et que la dite adresse soit signée par M. l'Orateur, de la part de cette Chambre.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté l'adresse de félicitations à Son Eminence le Cardinal *Taschereau* : en remplissant le blanc avec les mots " et l'Assemblée Législative."

Ordonné, Que l'honorable secrétaire de la province *Blanchet* porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle s'ajourne à 10 h. 30 A. M. demain, et que, lors de l'ajournement de cette séance du matin, la Chambre s'ajourne à 3 h. 30 de l'après-midi.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte incorporant *The Sainte-Marguerite Salmon Club*."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 8 Juin 1886.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Girouard*.—M. le shérif *Quesnel* a-t-il payé les \$917.48 dus par ce dernier au gouvernement, ainsi qu'établi par le rapport de l'honorable J. A. *Mousseau*, alors procureur-général, adopté le 28 mai 1883 ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. *Robertson*.—M. *Quesnel* prétend qu'il y a erreur dans le dit ordre en conseil et qu'il ne doit rien au gouvernement ; le gouvernement fait actuellement une investigation sur cette affaire, et exigera le paiement de tout ce qui sera dû.

Par M. *Gauthier*.—Est-il vrai que le gouvernement en est venu à une entente, qu'avant ou après les élections générales, l'honorable *Louis Beaubien*, député d'*Hochelaga*, devra faire partie du gouvernement comme ministre ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Cette interpellation n'en est pas une à laquelle le gouvernement soit tenu de répondre. Cependant je puis déclarer qu'il n'y a pas eu occasion de s'occuper de la chose mentionnée en la question.

Par M. *Picard*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la clause 14 des règlements des Terres de la Couronne, de manière à donner aux colons sans titres (*Squatters*), les mêmes privilèges que ceux accordés aux colons porteurs d'un billet de location, qui consistent dans le droit de pouvoir faire des défrichements sur les lots qu'ils occupent, ou défrichent de bonne foi, et d'y prendre les bois nécessaires pour la construction de leurs bâtisses et leurs clôtures, sans qu'ils soient passibles des pénalités imposées par la loi dans les cas de bois coupé sans licence ?

Réponse par l'honorable M. *Lynch*.—Il serait difficile d'amender la clause 14 des règlements concernant la vente et l'administration des bois sur les Terres de la Couronne, sans faire disparaître la clause 26 de ces mêmes règlements.

La première de ces clauses se lit comme suit :

" 14. Les colons, occupants, acheteurs de terres publiques, ou ceux qui auront obtenu des octrois gratuits et qui n'ont pas encore complété les

conditions de leurs ventes ou de leurs octrois, qui y couperont du bois sans licence, (si ce n'est pour faire de la terre, pour bâtir ou pour construire des clôtures,) ou autres qui le feront par leur permission, seront passibles des pénalités imposées par la loi dans les cas de bois coupés sans licences."

Le second est ainsi conçu :

" 26. Il est strictement défendu à tout colon sans titre (*Squatter*), à moins d'avoir préalablement obtenu une autorisation spéciale à cet effet du commissaire des Terres de la Couronne ou de ses agents, de s'établir ou de faire aucun défrichement ou abattis entraînant la coupe de bois de commerce, sur tout territoire non arpenté, ou sur tout terrain subdivisé, mais non offert en vente, compris dans les limites de cette province, et formant partie des locations concédées en vente de licence de coupe de bois ; les dits bois appartenant aux porteurs de ces licences, qui ont plein droit d'intenter des poursuites contre toutes personnes ainsi coupables de tels délits."

Toutefois, le gouvernement de cette province est prêt, comme par le passé, à aider et protéger en autant que possible, tous les colons de bonne foi.

Par M. Duhamel, — Le gouvernement se propose-t-il de faire exécuter et compléter immédiatement les travaux qui restent à faire au Palais Législatif, comme la fontaine, les clôtures, le nivellement du terrain, etc ; vu que, par son contrat, l'entrepreneur n'est tenu qu'à l'exécution des travaux qui reposent sur les fondations élevées par *Piton et Cie* ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon, — Sans admettre en aucune façon l'interprétation du contrat de l'entrepreneur du Palais Législatif que comporte cette interpellation, le gouvernement est prêt à dire qu'il se propose de faire exécuter les travaux de nivellement, clôture, etc., du terrain du Palais Législatif, ainsi que la fontaine qui doit faire face à cet édifice, lorsque celui-ci aura été entièrement achevé.

Par M. Picard, — 1. Depuis la passation de l'Ordre en Conseil du 15 octobre 1883, réduisant à 27.505 acres, la réserve faite à " *La Dominion Land Company*," le 7 août 1881, le gouvernement a-t-il fait faire des rapports pour constater si cette compagnie remplissait régulièrement les conditions d'établissement qui lui ont été imposées par le dit ordre en conseil ? Si oui, ces rapports font-ils voir que la compagnie a accompli ses obligations envers le gouvernement ?

2. Comme les délais accordés à la dite compagnie expireront le 16 Octobre prochain, est-ce l'intention du gouvernement de rescinder le dit ordre en conseil, à cette époque, la dite compagnie avait failli d'accomplir toutes les conditions d'établissement auxquelles elle est tenue aux termes de son contrat avec le gouvernement ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch, — Il a été fait une inspection depuis cette date. Le rapport, daté le 11 février 1885, établit que la compagnie n'avait pas, à cette époque, rempli ses obligations envers le gouvernement. A l'expiration du délai par l'ordre en conseil, le gouvernement décidera quelle ligne de conduite devra tenir ; dans tous les cas, aucune extension de délai ne sera accordé.

Par M. Girouard, — Le gouvernement a-t-il reçu une requête de *William Brach*, demandant que la ligne entre la seigneurie de *Courval* et le canton de *Wendover* soit définie et établie ? Si oui, a-t-il l'intention d'adopter les procédés pour résoudre la question ?

Réponse par l'Honorable M. Lynch, — Une telle requête a été reçue. La question a déjà été prise en considération par le gouvernement ; il est assez probable que cette affaire devra être décidée par les tribunaux.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—1. *H. Hurteau*, Ecr., a-t-il été remplacé comme surintendant des travaux de colonisation, et par qui ?

2. Quel est le salaire de ce nouveau titulaire ?

3. Quand *M. Hurteau* a-t-il été payé de son salaire la dernière fois, et quelle somme lui a été payée dans cette occasion ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*,—1 et 2. *M. Hurteau* n'a pas été remplacé.

3. *M. Hurteau* a été payé la dernière fois de son salaire le 17 Février dernier, et la somme de soixante piastres lui a été payée ce jour-là.

Par M. *Poulin*,—Certains terrains dans la paroisse de *l'Ange-Gardien*, dans le comté de *Rouville*, ayant été vendus par le gouvernement à un nommé *Allsopp*, et comme d'après les rapports de M. *Blaklock*, envoyé par l'honorable ministre des terres de la Couronne pour vérifier ces lots, et celui de M. *Kempt*, envoyé pour tenir une enquête pour les évaluer, ces terrains appartiendraient à des particuliers. Est-ce l'intention du gouvernement d'indemniser ceux à qui appartiennent ces lots ?

Réponse par M. *Lynch*,—La question est encore sous considération.

Par M. *Poulin*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire amender le cadastre du comté de *Missisquoi*, vu qu'il contient trois cent vingt-cinq acres de terrains qui appartiennent au comté de *Rouville*, qui étaient déjà entrées dans le cadastre du comté de *Rouville* ?

Réponse par l'Honorable M. *Lynch*,—Sa décision dans ce cas dépendra de l'action qui sera prise sur la matière qui forme le sujet de la question précédente

M. *Desjardins* du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il soumet à votre honorable Chambre la déposition de l'Honorable *J. A. Chapleau*, Secrétaire d'Etat de la Puissance du *Canada*, dans l'affaire se rattachant au paiement de la somme de cent mille piastres par la banque *Jacques-Cartier* à l'Honorable M. *McGreevy* ; laquelle déposition complète les documents produits avec le rapport du comité des comptes publics en date du sept Mai, mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour changer le nom de la municipalité de *St-Benoit*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour incorporer l'école de médecine vétérinaire de *Montréal*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*, de *Montréal*, soit remis.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill incorporant " *Le Cercle Frontenac de Québec*," soit remis.

Ordonné, Que la pétition de *W. White* et autres, de la cité de *Sherbrooke*, présentée ce jour, soit maintenant lue et reçue; et que la 49^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue; demandant la passation d'un acte pour incorporer "*The Sherbrooke Bridge Company*."

Ordonné, Que cette pétition soit référée au comité permanent des ordres permanents.

Ordonné, Que l'Honoraire de \$100 payé sur le Bill pour amender l'acte incorporant l'Hôpital du *Sacré-Cœur de Jésus*, à *Québec*, soit remis.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 8 Juin 1886.

10.30 heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée Législative qu'il a résolu de présenter, aujourd'hui, à Son Eminence le Cardinal *Taschereau*, l'adresse de félicitation des deux Chambres, et qu'il invite l'Assemblée Législative à se joindre à lui, dans la salle du Conseil Législatif cette après-midi, à deux heures.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, appuyé par l'honorable M. *Mercier*,

Résolu, Que l'honorable Orateur, précédé de la masse et accompagné des membres de cette Chambre se joigne à une heure et trois quarts, P. M., aux honorables membres du Conseil Législatif, pour se rendre auprès de Son Eminence le Cardinal Archevêque *Taschereau*, pour lui présenter l'adresse conjointe des deux Chambres, le félicitant sur son élévation à la dignité de cardinal.

Et alors la Chambre s'ajourne à 3.30 h. P. M., ce jour.

3.30 heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que l'adresse conjointe des deux Chambres a été présentée à Son Eminence le cardinal Archevêque *Taschereau* par les Orateurs, accompagnés des membres des deux Chambres, et que Son Eminence a bien voulu faire la réponse suivante :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif

Et de l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

J'accepte avec joie et reconnaissance l'adresse que vous avez bien voulu me présenter à l'occasion de mon élévation au Cardinalat.

Dans son admirable Encyclique "*Immortale Dei*," le Souverain Pontife *Léon XIII*, après avoir parfaitement défini les droits et les rapports mutuels de l'Eglise et de l'Etat, a consacré de longues pages à faire ressortir les inestimables avantages qui résultent de leur accord.

Ce qui se passe en ce moment est une preuve évidente des bons rapports qui existent entre l'Eglise et l'Etat dans notre province de *Québec*, et j'ose le dire, dans tout le *Canada*. Je suis intimement convaincu que Sa Sainteté, apprendra avec bonheur, qu'en choisissant pour l'associer à sa sollicitude universelle, un enfant

de cette province et le successeur de Mgr de Laval, Elle a resserré davantage les liens qui unissent notre patrie au Saint Siège et donné à nos rapports civils avec les membres des différentes croyances religieuses, un caractère tout spécial de cette cordialité si propre à procurer la paix et la prospérité du pays.

Assez souvent, pendant mes fréquents voyages à Rome, j'ai eu occasion de m'entretenir avec de hauts personnages sur les bons rapports qui existent entre l'Eglise catholique et les autorités civiles, particulièrement de cette province de Québec. Ils m'ont souvent exprimé leur admiration pour la saine liberté et pour la protection dont nous jouissons tous sous l'égide de la puissante Angleterre ; plusieurs même ont exprimé le désir que cet état de choses fût le partage de toutes les nations chrétiennes. Ce qui les a surtout frappés, c'est cette admirable concorde qui fait la base de notre système d'éducation, dans lequel l'Eglise et l'Etat se prêtent un mutuel appui pour former à la fois de bons chrétiens et de bons citoyens.

Sans doute il en est de nos lois comme de toutes les œuvres humaines ; elles ont leurs imperfections inévitables ; mais en cela le parfait consiste à être le moins imparfait possible.

Encore une fois, Honorables Messieurs, agréez l'expression de ma reconnaissance et les vœux que je forme pour la prospérité de notre patrie commune.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Martel,—la Pétition de Bruce Austin et autres ; du canton de Chambly.

L'Honorable M. Blanchet, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill de l'honorable Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chap. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 37 Victoria, chap. 40 et l'acte qui l'amende, 39 Victoria, chap. 46."

Aussi, le Bill pour ériger civilement la paroisse de St-Jean-Baptiste de Québec, et a l'honneur de rapporter les dits Bills sans amendements.

Votre Comité a l'honneur de se recommander à votre honorable Chambre, que les diverses sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills privés, pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du comptable de l'Assemblée Législative ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises pour distribution aux chefs des traducteurs français et anglais conformément à la pratique suivie depuis 1872.

M. Desjardins, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que, conformément aux instructions reçues de l'Assemblée Législative, en date du dix-neuf Avril dernier, par motion conçue dans les termes suivants :

" L'Honorable Commissaire des Terres de la Couronne ayant déclaré dans sa " réponse à l'interpellation de l'Honorable député de Saint-Hyacinthe, à la séance " du seize Avril courant, que son intention était de soumettre à la considération " du comité des comptes publics tous les détails de renseignements qu'il possède " au sujet de la défalcation des deniers publics par feu John V. Gale, l'enquête " sur les faits et circonstances de cette défalcation soit faite par le comité " permanent des comptes publics."

Le commissaire des terres de la couronne, dès le début de l'enquête, a mis devant le comité la déclaration assermentée de feu M. Gale, ainsi que celle de M. Jewell, le courtier, par l'entremise duquel il opérait, avec un état détaillé de leurs transactions sur les stocks, accompagné d'un certain nombre de tableaux intéressants, faisant voir les opérations des départements ; et, sous serment, a donné au comité des détails complets de tout ce qu'il savait de la défalcation et qui furent subséquemment confirmés dans tous les détails par un bon nombre de témoins

qui furent examinés, et dont le comité a maintenant l'honneur de soumettre les témoignages à la considération de la Chambre.

La preuve établit incontestablement que la déclaration faite par le commissaire des terres de la couronne, de son siège en Chambre, le seize Avril, était et est vraie sous tous les rapports.

Premièrement.—Il résulte de la preuve :

Que M. Gale était depuis longtemps un employé de confiance du département des terres, ayant la confiance des différents chefs de ce département et du sous-chef, qui était avec lui dans les relations les plus intimes, qu'il jouissait de l'estime et de la confiance du public en dehors du département ; que, pendant ces dernières années, il s'était livré à des spéculations, dans lesquelles il a perdu des sommes considérables, et qu'après le trente Juin 1882, il commença à détourner différents montants des argents qui lui passaient par les mains, en sa qualité de comptable du département des terres de la couronne. Ces divers sommes forment probablement la plus grande partie, sinon la totalité, de la somme mentionnée dans les comptes publics pour le dernier exercice comme celle dont il doit être rendu compte par le département des terres de la couronne, c'est-à-dire \$51,527,32½100.

Deuxièmement.—Que M. Gale s'est approprié ces sommes, de manière à dissimuler sa conduite à la connaissance et à l'attention de ses supérieurs dans le département, lesquels avaient la confiance la plus implécte dans l'exactitude de ses états ; que le montant de \$12,088.59 ayant été recouvert depuis, la dite somme dont le département des terres doit rendre compte se trouve réduite au montant de \$39,438.73 qui, paraît-il, se trouve à être maintenant le montant réel de la défalcation de M. Gale.

Qu'on ne serait, en aucune façon, blâmer, au sujet de cette transaction, l'Honorable Commissaire des terres de la couronne qui, du moment qu'il est mis au courant de cette défalcation dans la dernière partie du mois de Décembre 1886, prit tous les moyens en son pouvoir pour protéger les intérêts de la Province.

Que votre comité, tout en regrettant qu'un employé public ait pu employer à son usage personnel une si forte somme d'argent, est d'opinion que le système de vérification des recettes de la Caisse et des livres des différents départements devrait être amélioré de manière à prévenir la possibilité d'une défalcation et recommander fortement l'adoption de mesures propres à assurer ce résultat si désirable.

Que si, comparativement, il n'est pas résulté de pertes pour la Province du système d'accepter des billets en paiement des droits sur les bois, Votre Comité recommande cependant de discontinuer ce système autant que cela est praticable, et qu'à l'avenir, il ne soit permis de laisser aucun billet impayé plus longtemps que la date de l'expiration de l'exercice pour lequel ces billets sont donnés, et qu'en recevant ces billets, ils soient immédiatement transmis à la banque pour perception, par l'intermédiaire du Département du Trésor.

L'Honorable M. Blanchet présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 31 Mai 1886, pour copie de tous les rapports des conducteurs des travaux ou chemins de colonisations du comté de Bellechasse, pendant l'année 1885 ; indiquant les endroits, dans le dit comté, où les dits chemins ou travaux ont été faits, et copie de toutes correspondances relatives aux dits travaux et chemins. (Documents de la Session No 56.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 Mai 1886, pour copie de la lettre de Geo. H. Allen, de Waterloo, in re application pour une lie dans le lac de Brompton, No 20, envoyée en Avril 1886, à l'Honorable M. Lynch, commissaire des terres. (Documents de la Session No 57.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 Mai 1886, pour copie des différentes requêtes adressées au gouvernement par les contribuables du comté de *Montmagny*, lui demandant de l'aide pour la confection des chemins de colonisation de ce comté; et aussi copie de toutes lettres ou correspondances relatives aux dites requêtes et à la dite aide. (Documents de la Session No 58.)

Et aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 20 Avril 1886, pour un état de toutes les sommes payées pour le palais de justice de *Québec*;

1. Prix du contrat primitif.
2. A compte des travaux supplémentaires.
3. Date de la signature du contrat; et date du parachèvement convenu.
4. Prix du contrat primitif. (Documents de la Session No 59.)

L'Honorable M. *Robertson*, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 Avril 1886, pour un état montrant:

1. Une liste, par comtés, des municipalités qui sont arriérées jusqu'à ce jour dans le paiement au fond de bâtisses et de jurés.
2. Le montant des arrérages;
3. Les municipalités contre lesquelles des poursuites ont été intentées. (Documents de la Session No 60.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, samedi dernier, à la motion portant: " que la résolution concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer et les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées par le comité général, soient maintenant lues la seconde fois; lequel amendement comporte que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: " ces résolutions ne soient pas lu lues la deuxième fois maintenant, mais qu'il soit

Résolu, Que, d'après le statut de cette Province, 45 *Vict.*, chap. 23, (1882) il a été accordé un subside de 5,830,500 acres de terre à diverses compagnies de chemin de fer comme suit, en substance.

- a. 850,000 acres au chemin de fer du *Lac Saint-Jean*;
- b. 1,800,000 acres à un chemin de fer partant de *Matapédia* allant au *Bassin de Gaspé*;
- c. 700,000 acres à un chemin de fer partant d'un point quelconque entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville* jusqu'à la frontière du *Nouveau-Brunswick*, dans la direction d'*Edmonston*;
- d. 480,000 acres à un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des *Piles* et allant vers le nord au chemin de fer du *Lac Saint-Jean*;
- e. 450,000 acres à un chemin de fer partant de *Hull* et allant au village *Le Désert*;
- f. 208,000 acres à un chemin de fer partant de *Buckingham* et *Rockland* et allant au village d'*Aylwin*, comté d'*Ottawa*.
- g. 28,000 acres à un chemin de fer de *Lachute* à *St-André*, comté d'*Argenteuil*;
- h. 180,000 acres à un chemin de fer de *St-Jérôme* à *Ste-Agathe*, comté de *Terrebonne*;
- i. 84,000 acres à un chemin de fer dans le township de *Wentworth*;
- j. 80,000 acres à un chemin de fer de *St-Lin* à *Ste-Julienne*;

k. 40,000 acres à un chemin de fer de *St-Félix de Valois* à *St-Gabriel de Brandon* ;

l. 240,000 acres à un chemin de fer de *Louiseville* à la rivière *Mattawan*, près du township *Brassard*, comté de *Maskinongé* ;

m. 360,000 acres à un chemin de fer de *Québec* au village de la *Malbaie* ;

n. 80,000 acres à un chemin de fer partant du township de *Leeds*, comté de *Mégantic* et allant à un point quelconque sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc* ;

o. 120,000 acres à un chemin de fer de la frontière au chemin de fer de *Boston, Concord et Montréal* ;

p. 10,500 acres à un chemin de fer de l'*Épiphanie* à l'*Assomption* ;

q. (argent au chemin de fer *Missisquoi*) ;

r. 120,000 acres à un chemin de fer de *Marieville* à *Abbottsford*.

Que, par la section 2 du dit acte 45 *Vict.*, chap. 23, il est décrété que, pour avoir droit à ce subside en terre, chaque compagnie devra fournir au Lieutenant-Gouverneur, dans les deux années du 27 Mai 1882, la preuve de ses ressources pour la construction du chemin de fer projeté et que ce délai passé le subside sera nul et de non avenu ;

Qu'il appert par le rapport du commissaire des chemins de fer, pour la période s'étendant depuis le 1er Juillet 1883 à venir au 1er mars 1885, (p. 18) que "sur le nombre des compagnies ou chemins de fer mentionnés dans cet acte, il n'y en a que neuf qui, dans le délai voulu, ayant fourni la preuve requise, ont obtenu un ordre en conseil décrétant qu'ils se sont conformés à cette disposition de la loi" ;

Qu'il appert dans l'appendice d, annexé à ce rapport, que le total des subsides en terres accordées par ordres en conseil, aux dites compagnies de chemins de fer, s'élevait en mars 1885, à 4,948,000 acres, ce qui ne laissait sur les 5,830,500 acres accordés par le statut susdit, que 830,509 acres dont il n'avait pas été disposé par ordres en conseil.

Que ces résolutions ont pour objet d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil à convertir, en tout ou en partie, "tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Vict.*, chap. 23, ou en vertu d'aucun acte passé dans la présente session, en un subside en argent, en payant "une somme n'excédant pas trente cinq centins l'acre au temps où le dit subside "deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, "quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés."

Que ces résolutions font aussi revivre certains subsides en terres, annulés en vertu de la loi de 1882, 45 *Vict.*, chap. 23 et en accordent de nouveaux, ce qui porterait l'octroi des subsides en terres à un chiffre plus élevé qu'il ne l'était originellement.

Que l'adoption de cette politique nouvelle ferait contracter à la province de lourdes obligations, dont le chiffre quoique incertain, pourrait s'élever à plus de quatre millions de piastres en argent, et que le gouvernement n'a pas et ne propose pas de ressources, propres à rencontrer honorablement ces nouvelles obligations.

Que ces obligations peuvent avoir les conséquences suivantes :

1. 5,987,500 acres à 35 cts	\$2,095,625
2. 12 milles à \$1,500 par mille	18,000
3. 37 milles à \$4,000 par mille	148,000
4. Le gouvernement s'engage de plus à payer 35 cts lorsque les terres seront vendues et payées.....	2,095,625

Total..... \$4,357,250

Que le discours du trône, fait à l'ouverture de cette session, contient le paragraphe suivant :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce, dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Que la politique ministérielle contenue dans ces résolutions est une violation flagrante de cette promesse officielle “ de ne pas augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Que le trésorier a déclaré, le sept mai dernier (p. 14 de son exposé budgétaire) que les subsides de chemin de fer autorisés, mais non gagnés et pouvant devenir dus de jour en jour, s'élevaient encore à \$1,255,013.65 ; que notre dette consolidée était de \$18,233,853.34 et notre dette flottante, de \$2,256,222.38 ;

Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la Province, celle-ci sera forcée de faire, dans un avenir très rapproché, des emprunts nouveau au montant de six à sept millions, ce qui porterait notre dette consolidée à environ vingt-cinq millions, et augmenterait le service de nos intérêts et nos déficits annuels, de trois à quatre cents mille piastres ;

Qu'il est juste d'encourager la construction de nos voies ferrées, et qu'il est nécessaire même d'aider, réellement et pratiquement, certaines compagnies d'intérêt général, destinées à favoriser la colonisation, l'agriculture, et le commerce, mais que l'état des finances de la Province ne justifierait pas la Chambre d'inaugurer, à la veille des élections provinciales, une politique nouvelle et générale sur les chemins de fer, et dont les conséquences pourraient être si désastreuses ; surtout en vue du fait que la province a perdu tout contrôle sur ses chemins de fer, grâce à la loi fédérale de 1883 ;

Que, d'ailleurs, plusieurs compagnies de chemin de fer, ayant droit à des subsides, ont été ignorées injustement dans les susdites résolutions et dans la loi de 1882, et qu'il est nécessaire de reconsidérer attentivement et avec prudence l'état et les conditions de chaque compagnie sérieusement organisée, pour rendre justice égale à chacune d'elles, ce qu'il est impossible de faire dans les derniers jours d'une session ;

Que cette Chambre a déjà autorisé, depuis les dernières élections générales, les emprunts suivants :

a. En 1882, pour payer la dette flottante.....	\$3,000,000
b. En 1883, “ “	500,000
c. En 1882, pour construire le Palais de Justice à Québec...	150,000
d. En 1885, “ “	50,000
e. En 1885, pour colonisation.....	100,000
f. En 1885, pour Palais de Justice, Montréal.....	50,000
Total.....	\$3,850,000

Que les comptes publics de l'année dernière (p. 14½) démontrent que nous devons, le 30 Juin 1885, pour emprunts temporaires, l'énorme somme de \$637,739.45.

Que ce serait manquer au respect qu'elle doit aux électeurs de cette province, si, au moment où ses pouvoirs expirent, cette Chambre rendait nécessaire les nouveaux emprunts qui seront la conséquence inévitable de l'adoption de ces résolutions, et qu'il est juste avant d'adopter cette politique d'offrir aux électeurs l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de contracter ces nouveaux emprunts.

Que, pour toutes ces raisons, cette Chambre croit qu'il serait raisonnable de retarder, jusqu'à la prochaine session, la considération ultérieure de ces résolutions.

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu " l'Equitable de Montréal " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du jour pour la prise en considération du Bill incorporant la compagnie des gaz combustibles, tel que modifié en comité de toute la Chambre, étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, Samedi dernier, à la motion portant que la résolution concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer et les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées par le comité général, soient maintenant lues la seconde fois, lequel amendement comporte que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : ces résolutions ne soient pas lues la deuxième fois maintenant, mais qu'il soit

Résolu, Que, d'après le statut de cette Province, 45 Victoria, chapitre 23, (1882) il a été accordé un subside de 5,830,500 acres de terre à diverses compagnies de chemin de fer comme suit, en substance :

- a. 850,000 acres au chemin de fer du Lac Saint-Jean ;*
- b. 1,800,000 acres à un chemin de fer partant de Matapédia allant au Bassin de Gaspé ;*
- c. 700,000 acres à un chemin de fer partant d'un point quelconque entre la Rivière-Ouelle et Fraserville jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick, dans la direction d'Edmonston ;*
- d. 480,000 acres à un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles et allant vers le nord au chemin de fer du Lac Saint-Jean ;*
- e. 450,000 acres à un chemin de fer partant de Hull et allant au village Le Désert ;*
- f. 208,000 acres à un chemin de fer partant de Buckingham et Rockland et allant au village d'Aylwin, comté d'Ottawa ;*
- g. 28,000 acres à un chemin de fer de Lachute à St-André, comté d'Argenteuil ;*
- h. 180,000 acres à un chemin de fer de St-Jérôme à Ste-Agathe, comté de Terrebonne ;*
- i. 84,000 acres à un chemin de fer dans le township de Wentworth ;*
- j. 80,000 acres à un chemin de fer de St-Lin à Ste-Julienne ;*
- k. 40,000 acres à un chemin de fer de St-Félix de Valois à St-Gabriel de Brandon ;*
- l. 240,000 acres à un chemin de fer de Louiseville à la rivière Mattawan, près du township Brassard, comté de Maskinongé ;*
- m. 360,000 acres à un chemin de fer de Québec au village de la Malbaie ;*

n. 80,000 acres à un chemin de fer partant du township de *Leeds*, comté de *Mégantic* et allant à un point quelconque sur le *Québec-Central* ou le *Grand-Tronc* ;

o. 120,000 acres à un chemin de fer de la frontière au chemin de fer de *Boston, Concord* et *Montréal* ;

p. 10,500 acres à un chemin de fer de l'*Epiphanie* à l'*Assomption* ;

q. (argent au chemin de fer *Missisquoi*) ;

r. 120,000 acres à un chemin de fer de *Marieville* à *Abbottsford*.

Que par la section 2 du dit acte 45 *Victoria*, chapitre 23, (1882,) il est décrété que pour avoir droit à ce subside en terre, chaque compagnie devra fournir au lieutenant-gouverneur, dans les deux années du 27 mai 1882, la preuve de ses ressources pour la construction du chemin de fer projeté et que ce délai passé, le subside sera nul et non avenu ;

Qu'il appert par le rapport du commissaire des chemins de fer, pour la période s'étendant depuis le premier juillet 1883 à venir au 1er mars 1885, que (p. 18) " sur le nombre des compagnies ou chemins de fer mentionnés dans cet acte, il n'y en a que neuf qui, dans le délai voulu, ayant fourni la preuve requise, ont obtenu un ordre en conseil décrétant qu'ils se sont conformés à cette disposition de la loi ;

Qu'il appert, dans l'appendice D, annexé à ce rapport, que le total des subsides en terres accordées par ordres en conseil, aux dites compagnies de chemins de fer, s'élevait en mars 1885, à 4,948,000 acres, ce qui ne laissait sur les 5,830,500 acres accordés par le statut susdit, que 830,500 acres dont il n'avait pas été disposé par ordre du conseil.

Que ces résolutions ont pour objet d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à convertir, en tout ou en partie, " tout subside en terres auquel une " compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Victoria*, chapitre 23, ou en " vertu d'aucun acte passé dans la présente session, en un subside en argent, en " payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où le dit " subside deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins " l'acre, quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés."

Que ces résolutions font aussi revivre certains subsides en terres, annulés en vertu de la loi de 1882, 45 *Victoria*, chapitre 23 et en accordent de nouveaux, ce qui porterait l'octroi des subsides en terres à un chiffre plus élevé qu'il ne l'était originellement.

Que l'adoption de cette politique nouvelle ferait contracter à la province de lourdes obligations, dont le chiffre quoique incertain, pourrait s'élever à plus de quatre millions de piastres en argent, et que le gouvernement n'a pas et ne propose pas de ressources, propres à rencontrer honorablement ces nouvelles obligations.

Que ces obligations peuvent avoir les conséquences suivantes :

1. 5,987,500 acres à 35 cts.....	\$2,095,625
2. 12 milles à \$1,500 par mille	18,000
3. 37 mille à \$4,000 par mille.....	148,000
4. Le gouvernement s'engage de plus à payer 35 cts lors- les terres seront vendues et payées.....	2,095,625

Total..... \$4,357,250

Que le discours du trône, fait à l'ouverture de cette session, contient le paragraphe suivant :

" Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de " faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à " donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce, " dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsa- " bilités ou obligations de la province."

Que la politique ministérielle contenue dans ces résolutions est une violation flagrante de cette promesse officielle "de ne pas augmenter les responsabilités ou obligations de la province."

Que le trésorier a déclaré, le 7 Mai dernier (p. 14 de son exposé budgétaire) que les subsides de chemin de fer autorisés, mais non gagnés et pouvant devenir dus de jour en jour, s'élevaient encore à \$1,255,013.65 ; que notre dette consolidée était de \$18,233,853.34 et notre dette flottante, de \$2,256,222.38 ;

Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la Province, celle-ci sera forcée de faire, dans un avenir très rapproché, des emprunts nouveaux au montant de six à sept millions, ce qui porterait notre dette consolidée à environ vingt-cinq millions, et augmenterait le service de nos intérêts et nos déficits annuels, de trois à quatre cents mille piastres ;

Qu'il est juste d'encourager la construction de nos voies ferrées, et qu'il est nécessaire même d'aider, réellement et pratiquement certaines compagnies d'intérêt général, destinées à favoriser la colonisation, l'agriculture et le commerce, mais que l'état des finances de la Province ne justifierait pas la Chambre d'inaugurer, à la veille des élections provinciales, une politique nouvelle et générale sur les chemins de fer, et dont les conséquences pourraient être aussi désastreuses ; surtout en vue du fait que la province a perdu tout contrôle sur ses chemins de fer, grâce à la loi fédérale de 1883 ;

Que, d'ailleurs, plusieurs compagnies de chemins de fer, ayant droit à des subsides, ont été ignorées injustement dans les susdites résolutions et dans la loi de 1882, et qu'il est nécessaire de reconsidérer attentivement et avec prudence l'état et les conditions de chaque compagnie sérieusement organisée, pour rendre justice égale à chacune d'elles, ce qu'il est impossible de faire dans les derniers jours d'une session ;

Que cette Chambre a déjà autorisé, depuis les dernières élections générales :

a. En 1882, pour payer la dette flottante.....	\$3,000,000
b. En 1883, " "	500,000
c. En 1882, pour construire le Palais de Justice à Québec...	150,000
d. En 1885, " "	50,000
e. En 1885, pour colonisation.....	100,000
f. En 1885, pour Palais de Justice, Montréal.....	50,000

Total..... \$3,850,000

Que les comptes publics de l'année dernière (p. 14½) démontrent que nous devons le 30 Juin 1885 pour emprunts temporaires, l'énorme somme de \$637,739.45.

Que ce serait manquer au respect qu'elle doit aux électeurs de cette province, si, au moment où ses pouvoirs expirent, cette Chambre rendait nécessaire les nouveaux emprunts qui seront la conséquence inévitable de l'adoption de ces résolutions, et qu'il est juste, avant d'adopter cette politique, d'offrir aux électeurs l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de contracter ces nouveaux emprunts.

Que, pour toutes ces raisons, cette Chambre croit qu'il serait raisonnable de retarder, jusqu'à la prochaine session, la considération ultérieure de ces résolutions.

Et alors la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 9 Juin 1886.

Et le débat se continuant ;

M- Gagnon propose, comme sous-amendement, secondé par M. Shehyn, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement proposé : "sauf et excepté quant à ce qui, dans les dites résolutions, est destiné à venir en aide aux chemins de fer de Québec et du lac St-Jean, et à celui qui doit relier la frontière du Nouveau-

Brunswick au fleuve *St-Laurent*, à un point quelconque, entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, lesquels chemins sont d'un intérêt général et destiné à favoriser la colonisation, l'agriculture et le commerce.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de *M. Poulin*, secondé par *M. Boyer*,
Ordonné, que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 9 Juin 1886.

M. Martel, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *W. White* et autres, de la cité de *Sherbrooke*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Sherbrooke Bridge Company*" et a trouvé qu'aucun avis n'a été donné ; cependant comme on ne demande aucun privilège particulier, et que le conseil de la ville de *Sherbrooke* a recommandé unanimement la construction de ce pont, par une résolution à cet effet ; c'est pourquoi votre comité est d'opinion de recommander la suspension de la 51^e règle, et qu'il soit inséré dans le Bill une clause pour protéger les intérêts des tiers.

M. Martel propose, secondé par l'Honorable *M. Roberson*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'Honorable *M. Mercier* propose comme amendement, secondé par *M. Gagnon*, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots "le dit rapport soit renvoyé de nouveau au comité permanent des ordres permanents."

Et la question étant mise aux voix, sur l'amendement, elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,
Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*, 22 *Victoria*, chap. 64 et l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 63 amendant cet acte d'incorporation," avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le statut 32 *Victoria*, chapitre 17, concernant les écoles d'industries."

Bill intitulé : "Acte concernant le département des officiers en loi de la Couronne de la province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*, 22 *Vict.*, chap. 64 et l'acte 43-44 *Vict.*, amendant cet acte d'incorporation" lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde, fois demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 720 du Code Civil.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Shehyn.—Les résolutions de cette Chambre, adoptées le 2 Juin 1884, sur motion de l'honorable M. Garneau, secondé par M. Shehyn, demandant au gouvernement fédéral "de faire respecter les engagements publics de la puissance du Canada envers la province de Québec,..... en faisant ainsi passer le chemin du Pacifique sur le territoire de la province de Québec, et le faire arriver aux principaux ports de mer des provinces maritimes," ont-elles été transmises à Son Excellence le Gouverneur-Général ?

Si oui, quand et comment ?

Si non, pourquoi ne l'ont-elles pas été ?

Réponse par l'honorable M. Blanchet.—Le gouvernement a déjà répondu, le 2 juin courant, que cette adresse avait été transmise à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur par l'honorable Orateur de cette Chambre, quelques jours après son adoption.

Après recherches faites au bureau du secrétariat du Lieutenant-Gouverneur dans les livres tenus à cette époque, nous n'avons pu constater si cette adresse a été transmise, mais l'adresse elle-même ne se trouve pas dans ce bureau.

Par M. Robidoux.—Est-ce l'intention du gouvernement, dès que la chaussée du moulin de M. Doré, sur Norton Creek, aura été enlevée pour toujours, d'aider, à même les fonds de colonisation, au creusement de Norton Creek, comme la chose a eu lieu pour La Petite Rivière de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Lorsque la chaussée de M. Doré aura été détruite, le gouvernement avisera.

Par M. Faucher de St-Maurice.—Le gouvernement, s'il a l'intention de se rendre à la demande de l'honorable M. Garneau, M. P. P., en faisant droit aux conclusions de la requête des franc-tenanciers de la cité du comté de Québec, demandant une aide pour l'amélioration des chemins à barrières de Québec, se propose-t-il de faire respecter par qui de droit les privilèges des habitants de la paroisse de Beaumont, comté de Bellechasse, qui, depuis des années, payent à la commission à barrières de la rive sud, des droits de péage pour des chemins à macadam qui ne sont pas terminés en conformité de la teneur de la loi ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Cette double question recevra la sérieuse considération du gouvernement.

Par M. Asselin.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre dans ses estimés supplémentaires, comme il l'a fait à la dernière session, une somme de \$100,000 additionnelle à l'octroi ordinaire, pour les fins de la colonisation ?

Réponse par l'honorable M. Taillon.—Le gouvernement a l'intention de placer dans les estimés supplémentaires une certaine somme additionnelle en faveur de la colonisation.

Par l'honorable M. *Mercier*.—L'honorable Procureur Général se propose-t-il de presser l'adoption de la clause 1^{ère} du Bill amendant la charte de la cité de *Montréal*, laquelle clause abolit la journée de corvée ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Le Bill n'est pas confié au Procureur Général, mais à M. *Stephens*. Lorsqu'il reviendra devant la Chambre, le Procureur Général votera suivant son opinion sur cette question comme sur toute autre.

Par M. *Bergevin*.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux municipalités rurales pour les aider à l'empierrement des chemins et à l'amélioration d'iceux ?

Réponse par l'honorable M. *Taillon*.—Le gouvernement est disposé à considérer favorablement cette question.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Martin*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre Monseigneur *Charles Guay* et le gouvernement de cette Province, se rattachant à l'établissement d'un orphelinat agricole dans le diocèse de *Rimouski*.

Sur motion de M. *Girouard*, secondé par M. *Gagnon*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes sommes payées à même les deniers de la Province, à G. A. *Desjardins*, à quelque titre que ce soit, depuis le 1^{er} Juillet 1879, jusqu'au 1^{er} Mai 1886.

M. *Sawyer* propose, secondé par M. *Thornton*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les recettes et des dépenses du district de *St-François*, depuis le 30 Juin 1867 jusqu'au 30 Juin 1885, y compris les contributions des municipalités au fonds de bâtisses et de jurés.

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par M. *Duhamel*, Que les mots suivants soient ajoutés à la motion " aussi, un semblable état pour tous les districts judiciaires de la Province."

Et la question étant mise aux voix,—Que ces mots soient ajoutés,—elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les recettes et des dépenses du district de *St-François*, depuis le 30 Juin 1867 jusqu'au 30 Juin 1885, y compris les contributions des municipalités au fonds de bâtisses et de jurés. Aussi, un semblable état pour tous les districts judiciaires de la Province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Marchand*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous ordres en conseil, de toutes correspondances, de tous mémoires et de tous documents quelconques se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Sorel*, au sujet du fonds d'emprunt municipal.

Et un débat s'en suivant.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre pour les Bills privés est appelée en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre, que les Orateurs des deux Chambres ont envoyé un télégramme à Son Eminence le Cardinal *Jacobini*, secrétaire d'état de Sa Sainteté, au sujet de l'adresse conjointe présentée à Son Eminence le Cardinal Archevêque *Taschereau*, à l'occasion de son élévation au cardinalat, et qu'ils ont reçu un télégramme en réponse. M. l'Orateur donne alors lecture de ces deux télégrammes.

Sur motion de l'Honorable M. *Tailleur*, appuyé par l'Honorable M. *Mercier*, Ordonné. Que ces télégrammes soient insérés dans le procès-verbal et les journaux de cette Chambre.

Et ces télégrammes sont, en conséquence, entrés comme suit :

Québec, 8 Juin 1886.

A Son Eminence le Cardinal JACOBINI,
Secrétaire d'Etat,
Rome.

En apprenant l'élévation de l'Archevêque *Taschereau* au Cardinalat, le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* se sont ajournés, en signe de réjouissance et, ce jour, se sont rendus en corps pour lui présenter une adresse de félicitations.

Nous vous prions d'en informer Sa Sainteté.

(Signé) BOUCHER DE LA BRUÈRE,
Orateur du Conseil.

J. S. C. WÜRTELE,
Orateur de l'Assemblée.

M. Boucher de la Bruère,
Québec.

Rome, 9 Juin 1886.

Le Saint-Père a appris avec la plus grande satisfaction le contenu du télégramme qui m'est envoyé par vous et par le président de l'Assemblée, et dans lequel vous mentionnez l'acte de déférence et de respect accompli par le Conseil et l'Assemblée Législative à l'occasion de la promotion au Cardinalat du très digne Archevêque de *Québec*. Le Saint-Père offre ses remerciements et donne de tout cœur la bénédiction apostolique.

L. Card. JACOBINI.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill incorporant la compagnie des gaz combustibles étant lu ;

M. *Gauthier* propose, secondé par M. *Duhamel*, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Stephens* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Whyte*, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Turcotte*, que cette Chambre ne peut procéder sur ce bill, parce qu'il n'a pas été ré-imprimé conformément à la pratique de la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

"La règle 93 des Ordres Permanents prescrit que les bills doivent être imprimés avant leur deuxième lecture ; mais il n'y a pas de règle exigeant que les bills qui ont été amendés, soit en comité spécial, soit en comité général, soient ré-imprimés avant que des procédures ultérieures puissent avoir lieu.

"Quand un bill a subi des changements considérables, la Chambre peut, par une motion et un vote, si elle le trouve à propos, ordonner que ce bill soit ré-imprimé avant de passer par d'autres phases.

"Dans le présent cas, aucun ordre de cette nature n'a été donné ; et, par conséquent, l'objection n'est pas fondée."

L'Honorable M. *Turcotte* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Gagnon*. Que tous les mots après "Que" dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants, "ce bill soit ré-imprimé avant qu'il subisse sa troisième lecture."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Cameron,
Gagnon,
McShane,

Mercier,
Robidoux,
Stephens,

Turcotte et
Whyte.—11.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Demers,
Désaulniers,
Deschênes,

Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,
Lapointe,
Leduc,

Lemieux,
McConville,
Marchand,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Paradis,
Picard,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Shehyn,
Thornton et
Trudel.—39.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée ;

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée aujourd'hui ;—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de tous ordres en conseil, de toutes correspondances, de tous mémoires et de tous documents quelconques se rapportant à la réclamation du gouvernement contre la ville de *Sorel*, au sujet du fonds d'emprunt municipal.

Et la dite motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que la dite Adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par M. *McShane*,—1. Qu'il serait juste et prudent, maintenant que l'ordre est rétabli dans le *Nord-Ouest*, d'accorder une amnistie générale et complète à tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles, et qui ne se sont pas personnellement rendus coupables de meurtre.

2. Que cette amnistie serait un gage de paix et d'union pour tous les habitants du *Nord-Ouest*, et ramènerait le bonheur au sein de bien des familles qui pleurent aujourd'hui l'emprisonnement ou l'exil de leur chef ou de leurs parents.

3. Que cette amnistie devrait être accordée sans plus de retard.

4. Qu'une humble adresse, basée sur ces résolutions, soit adressée à Son Excellence le Gouverneur-Général et qu'elle lui soit transmise de la manière ordinaire.

M. *Marcotte* propose comme amendement, secondé par M. *Trudel*, Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre désirant sincèrement qu'une amnistie soit accordée à ceux qui ont pris part aux troubles du *Nord-Ouest*, et qui ne se sont pas rendus coupables d'attentats que ne justifient pas les lois de la guerre, est heureuse d'apprendre que le gouvernement fédéral a annoncé sa détermination d'accorder telle amnistie, et elle espère que les autorités fédérales seront bientôt en position de suivre cette politique d'apaisement et de conciliation."

M. *Gagnon* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Bernatchez*, Que tous les mots : "Cette Chambre désirant sincèrement qu'une amnistie soit accordée à ceux qui ont pris part aux troubles du *Nord-Ouest*, et qui ne se sont pas rendus coupables d'attentats que ne justifient pas les lois de la guerre, est heureuse d'apprendre que le gouvernement fédéral a annoncé sa détermination d'accorder telle amnistie, et elle espère que les autorités fédérales seront bientôt en position de suivre cette politique d'apaisement et de conciliation" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Il est juste que cette Chambre fasse entendre sa voix en faveur des malheureux qui, à raison des derniers troubles du *Nord-Ouest*, sont privés de leur liberté ou du droit de revenir dans leur pays ;

Que, dans les circonstances, une adresse demandant une amnistie pour toutes ces personnes, moins celles qui seraient coupables personnellement de meurtre, devrait être votée par cette Chambre dans ce but, et envoyée à Son Excellence le Gouverneur-Général, afin de hâter la délivrance de ces pauvres malheureux."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Beaubien,
Beauchamp,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,
Latibertié,

Lemieux,
Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Shehyn et
Stephens—18.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Caron,
Casavant,*

*Charlebois,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,*

*Leduc,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,*

*Picard,
Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
St-Hilaire,
Taillon et
Trudel—32.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant proposée,

L'honorable M. *Marchand* propose en amendement, secondé par l'honorable M. *Mercier*, que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale telle qu'amendée "et cette Chambre désire que cette résolution soit transmise sans délai aux autorités fédérales."

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement:

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Résolu, Que cette Chambre, désirant sincèrement qu'une amnistie soit accordée à ceux qui ont pris part aux troubles du *Nord-Ouest* et qui ne sont pas rendus coupables d'attentats que ne justifient pas les lois de la guerre, est heureuse d'apprendre que le gouvernement fédéral a annoncé sa détermination d'accorder telle amnistie, et elle espère que les autorités fédérales seront bientôt en position de suivre cette politique d'apaisement et de conciliation. Et cette Chambre désire que cette résolution soit transmise sans délai aux autorités fédérales.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en Conseil (No 91) du 4 Novembre 1885, nommant *Trefflé Lacroix*, ingénieur de l'appareil colorifère du Palais Législatif.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies des ordres en Conseil nommant et démettant *H. Hurteau*, Ecr., surintendant de colonisation; avec un état de toutes les sommes payées à ce monsieur, depuis sa nomination, et copies de tous rapports faits par le dit *Hurteau*, et de toutes correspondances à ce sujet.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en Conseil nommant *Charles Drapeau*, surintendant des travaux publics de colonisation; avec un état de toutes sommes à lui payées depuis sa nomination, et copie de ses rapports et de toutes correspondances à ce sujet.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. Poulin propose, secondé par M. Richard, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des rapports de MM. Blacklock et Kemp, envoyés par l'Honorable ministre des Terres de la Couronne, pour vérifier et examiner certains terrains entre la seigneurie de *St-Hyacinthe* et le canton de *Farnham*, paroisse de l'*Anges-Gardien*; et copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Terres de la Couronne et MM. Fontaine et Tellier, avocats procureurs dans la cause de *Sorelle vs Gaboriau*, au sujet de ces terrains.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 10 mai 1886.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'Honorable M. Mercier, secondé par M. Poulin,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copie de toutes correspondances et de tous documents au sujet de la qualification foncière de l'honorable René-Joseph-Pierre-Hypolite Boucher de la Bruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont."

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. Marcotte, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Attendu que l'article 76 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, il est dit que : "s'il s'élève quelque question au sujet de la qualification d'un conseiller législatif de Québec, ou d'une vacance dans "le Conseil Législatif de Québec, elle sera entendue et décidée par le Conseil "Législatif ;" cette Chambre déclare qu'elle n'a pas à s'occuper de cette affaire.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,

Lapointe,
Leduc,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Nantel,

Paradis,
Picard,
Poulin,
Richard,
Robillard,
Taillon, et
Trudel.—29.

CONTRE :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,

Lemieux,
Marchand,
McShane,

Mercier,
Rinfret dit Malouin, et
Robidoux.—12.

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

L'honorable M. *Taillon* du comité spécial nommé pour considérer le bill intitulé : "Acte concernant le Barreau de la province de *Québec*," présente à la Chambre, le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné ce bill et qu'il le soumet à votre honorable Chambre avec des amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 10 Juin 1886.

M. *Martel*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné de nouveau la pétition de W. *White* et autres, de *Sherbrooke*, demandant à être incorporés sous le nom de : "*The Sherbrooke Bridge Company*," qui lui a été référée par votre honorable Chambre, et est d'opinion de recommander la suspension de la 51ème règle, quoique les avis n'aient pas été donnés ; pouvu qu'aucun privilège ne soit accordé par le Bill, excepté celui de prélever des taux de péage.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill incorporant la compagnie du pont de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des Bills privés.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant les aspirants aux professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'Honorable M. *Flynn*, met devant la Chambre, le rapport du commissaire des chemins de fer, pour la période écoulée depuis le premier de Mars 1885, à venir au trente et un mai 1886. (Documents de la Session No 61.)

L'Honorable M. *Blanchet*, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 Mai 1886, pour copie de toutes correspondances, papiers, etc., concernant la demande d'une aide pour l'établissement d'une manufacture d'emplois dans le comté de *Bonaventure*. (Documents de la Session No 62.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 2 Juin 1886, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et

les supérieurs de l'école de réforme de *Montréal*, en vertu des résolutions adoptées par cette Chambre, le 6 Mai 1885, à l'effet de transférer à la campagne les écoles établies pour la réforme des jeunes délinquants. (Documents de la Session No 63.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 Avril 1886, demandant copie des ordres en conseil autorisant les emprunts temporaires faits durant les années 1882, 1883, 1884, 1885 et 1886. (Documents de la Session No 64.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 Avril 1886, pour un état ayant rapport au palais de justice, à *Québec*, indiquant :

1. Le prix du contrat primitif.
2. Le montant payé à compte du contrat primitif.
3. Le montant payé à compte des travaux supplémentaires.
4. La date de la signature du contrat ; et la date du parachèvement convenu. (Documents de la Session No 65.)

L'Honorable M. *Robertson* met devant la Chambre, l'état des recettes et paiements de la province de *Québec*, provenant de toutes sources, depuis le 1er Juillet 1885 au 31 mai 1886. (Documents de la Session No 66.)

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi, le 11 courant, elle demeure ajournée à samedi, le 12 courant, à 11 heures A. M. ; qu'il y ait deux séances ce jour-là, la première de 11 heures A. M. à 1 heure P. M., et la seconde de 2 heures P. M., à 4 heures P. M. ; et que les ordres du gouvernement aient la priorité à chacune de ces séances.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le 19ème rapport du comité permanent des divers Bills privés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, mardi dernier, à l'amendement fait à la motion portant : " que la résolution concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer et les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, rapportées par le comité général, soient maintenant lues la seconde fois " ; lequel amendement était, que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ces résolutions ne soient pas lues la deuxième fois maintenant, mais qu'il soit

Résolu, Que, d'après le statut de cette Province, 45 *Vict.*, chap. 23, (1882) il a été accordé un subside de 5,830,500 acres de terre à diverses compagnies de chemins de fer comme suit, en substance.

- a. 850,000 acres au chemin de fer du *Lac Saint-Jean* ;
- b. 1,800,000 acres à un chemin de fer partant de *Matapédia* allant au *Bassin de Gaspé* ;
- c. 700,000 acres à un chemin de fer partant d'un point quelconque entre la *Rivière-Québec* et *Fraserville* jusqu'à la frontière du *Nouveau-Brunswick*, dans la direction d'*Edmonston* ;
- d. 480,000 acres à un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des *Piles* et allant vers le nord au chemin de fer du *Lac Saint-Jean* ;
- e. 450,000 acres à un chemin de fer partant de *Hull* et allant au village *Le Désert* ;
- f. 208,000 acres à un chemin de fer partant de *Buckingham* et *Rockland* et allant au village d'*Aylwin*, comté d'*Ottawa*.
- g. 28,000 acres à un chemin de fer de *Lachute* à *St-André*, comté d'*Argenteuil* ;
- h. 180,000 acres à un chemin de fer de *St-Jérôme* à *Ste-Agathe*, comté de *Terrebonne* ;

- i. 84,000 acres à un chemin de fer dans le township de *Wentworth* ;
- j. 80,000 acres à un chemin de fer de *St-Lin* à *Ste-Julienne* ;
- k. 40,000 acres à un chemin de fer de *St-Félix de Valois* à *St-Gabriel de Brandon* ;
- l. 240,000 acres à un chemin de fer de *Louiseville* à la rivière *Mattawan*, près du township *Brassard*, comté de *Maskinongé* ;
- m. 360,000 acres à un chemin de fer de *Québec* au village de la *Malbaie* ;
- n. 80,000 acres à un chemin de fer partant du township de *Leeds*, comté de *Mégantic* et allant à un point quelconque sur le *Québec Central* ou le *Grand Tronc* ;
- o. 120,000 acres à un chemin de fer de la frontière au chemin de fer de *Boston, Concord et Montréal* ;
- p. 10,500 acres à un chemin de fer de *l'Epiphanie* à *l'Assomption* ;
- q. (argent au chemin de fer *Missisquoi*) ;
- r. 120,000 acres à un chemin de fer de *Marieville* à *Abbottsford*.

Que, par la section 2 du dit acte 45 *Vict.*, chap. 23, il est décrété que, pour avoir droit à ce subside en terre, chaque compagnie devra fournir au Lieutenant-Gouverneur, dans les deux années du 27 Mai 1882, la preuve de ses ressources pour la construction du chemin de fer projeté et que, ce délai passé, le subside sera nul et de non avenu ;

Qu'il appert par le rapport du commissaire des chemins de fer, pour la période s'étendant depuis le 1er Juillet 1883 à venir au 1er mars 1885, (p. 18) que "sur le nombre des compagoies ou chemins de fer mentionnés dans cet acte, il n'y en a que neuf qui, dans le délai voulu, ayant fourni la preuve requise, ont obtenu un ordre en conseil décrétant qu'ils se sont conformés à cette disposition de la loi" ;

Qu'il appert dans l'appendice d, annexé à ce rapport, que le total des subsides en terres accordées par ordres en conseil, aux dites compagnies de chemins de fer, s'élevait en mars 1885, à 4,948,000 acres, ce qui ne laissait sur les 5,830,500 acres accordés par le statut susdit, que 830,500 acres dont il n'avait pas été disposé par ordres en conseil.

Que ces résolutions ont pour objet d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil à convertir, en tout ou en partie, "tout subside en terres auquel une compagnie peut avoir droit en vertu du statut 45 *Vict.*, chap. 23, ou en vertu d'aucun acte passé dans la présente session, en un subside en argent, en payant "une somme n'excédant pas trente cinq centins l'acre au temps où le dit subside "deviendra dû, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, "quand les terrains assignés à cette compagnie auront été vendus et payés."

Que ces résolutions font aussi revivre certains subsides en terres, annulés en vertu de la loi de 1882, 45 *Vict.*, chap. 23 et en accordent de nouveaux, ce qui porterait l'octroi des subsides en terres à un chiffre plus élevé qu'il ne l'était originaiement.

Que l'adoption de cette politique nouvelle ferait contracter à la province de lourdes obligations, dont le chiffre quoique incertain, pourrait s'élever à plus de quatre millions de piastres en argent, et que le gouvernement n'a pas et ne propose pas de ressources, propres à rencontrer honorablement ces nouvelles obligations.

Que ces obligations peuvent avoir les conséquences suivantes :

1. 5,987,500 acres à 35 cts	\$2,095,625
2. 12 milles à \$1,500 par mille	18,000
3. 37 milles à \$4,000 par mille	148,000
4. Le gouvernement s'engage de plus à payer 35 cts lorsque les terres seront vendues et payées.....	2,095,625

Total..... \$4,357,250

Que le discours du trône, fait à l'ouverture de cette session contient le paragraphe suivant :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de
“ faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à
“ donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce,
“ dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsa-
“ bilités ou obligations de la province.”

Que la politique ministérielle contenue dans ces résolutions est une violation flagrante de cette promesse officielle "de ne pas augmenter les responsabilités ou obligations de la province."

Que le trésorier a déclaré, le sept mai dernier (p. 14 de son exposé budgétaire) que les subsides de chemin de fer autorisés, mais non gagnés et pouvant devenir dus de jour en jour, s'élevaient encore à \$1,255,013.65; que notre dette consolidée était de \$18,233,853.34 et notre dette flottante, de \$2,256,222.38;

Qu'il est évident qu'en contractant les nouvelles obligations que le gouvernement veut imposer à la Province, celle-ci sera forcée de faire, dans un avenir très rapproché, des emprunts nouveau au montant de six à sept millions, ce qui porterait notre dette consolidée à environ vingt-cinq millions, et augmenterait le service de nos intérêts et nos déficits annuels, de trois à quatre cents mille piastres ;

Qu'il est juste d'encourager la construction de nos voies ferrées, et qu'il est nécessaire même d'aider, réellement et pratiquement, certaines compagnies d'intérêt général, destinées à favoriser la colonisation, l'agriculture, et le commerce, mais que l'état des finances de la Province ne justifierait pas la Chambre d'inaugurer, à la veille des élections provinciales, une politique nouvelle et générale sur les chemins de fer, et dont les conséquences pourraient être si désastreuses; surtout en vue du fait que la province a perdu tout contrôle sur ses chemins de fer, grâce à la loi fédérale de 1883;

Que, d'ailleurs, plusieurs compagnies de chemin de fer, ayant droit à des subsides, ont été ignorées injustement dans les susdites résolutions et dans la loi de 1882, et qu'il est nécessaire de reconsidérer attentivement et avec prudence l'état et les conditions de chaque compagnie sérieusement organisée, pour rendre justice égale à chacune d'elles, ce qu'il est impossible de faire dans les derniers jours d'une session ;

Que cette Chambre a déjà autorisé, depuis les dernières élections générales, les emprunts suivants :

a. En 1882, pour payer la dette flottante.....	\$3,000,000
b. En 1883, " "	500,000
c. En 1882, pour construire le Palais de Justice à Québec...	150,000
d. En 1885, " "	50,000
e. En 1885, pour colonisation.....	100,000
f. En 1885, pour Palais de Justice, <i>Montréal</i>	50,000
Total.....	<u>\$3,850,000</u>

Que les comptes publics de l'année dernière (p. 144) démontrent que nous devons, le 30 Juin 1885, pour emprunts temporaires, l'énorme somme de \$637,739.45.

Que ce serait manquer au respect qu'elle doit aux électeurs de cette province, si, au moment où ses pouvoirs expirent, cette Chambre rendait nécessaire les nouveaux emprunts qui seront la conséquence inévitable de l'adoption de ces résolutions, et qu'il est juste avant d'adopter cette politique d'offrir aux électeurs l'occasion de se prononcer sur l'opportunité de contracter ces nouveaux emprunts.

Que, pour toutes ces raisons, cette Chambre croit qu'il serait raisonnable de retarder, jusqu'à la prochaine session, la considération ultérieure de ces résolutions."

Lequel sous amendement comporte : " que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement proposé : " sauf et excepté quand à ce qui, dans les dites résolutions, est destiné à venir en aide aux chemins de fer de *Québec* et du *Lac St-Jean* et à celui qui doit relier la frontière du *Nouveau-Brunswick* au fleuve *St-Laurent*, à un point quelconque, entre la *Rivière-Ouelle* et *Fraserville*, lesquels chemins sont d'un intérêt général et destinés à favoriser la colonisation, l'agriculture et le commerce."

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Gagnon,

Girouard,
Laliberté,

Lemieux,
Mercier,

Shehyn et
Whyte.—9.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Boyer,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Demers,
Désautniers,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,
Leduc,

McConville,
Marchand,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
McShane,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robidoux,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Stephens,
Taillon,
Thornton,
Trudel et
Turcotte.—48.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Cameron,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,
Poulin,

Robidoux
Shehyn,
Stephens et
Whyte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désautniers,
Deschênes,

Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,

Leduc,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton,
Trudel et
Turcotte.—40.

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que la résolution concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer et les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer soient maintenant lues la seconde fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Shehyn, Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient biffés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ces résolutions ne soient pas lues une seconde fois maintenant, mais qu'elles soient de nouveau référées au comité général de toute la Chambre avec instruction de les amender de manière à ce qu'elles ne s'appliquent qu'aux deux chemins de fer qui suivent, lesquels sont d'intérêt général et destinés à favoriser la colonisation, l'agriculture et le commerce savoir :

1. Le chemin de fer de Québec au lac St-Jean ;
2. Le chemin de fer destiné à relier la frontière du Nouveau-Brunswick au fleuve St-Laurent ; et que, quant à ce dernier chemin de fer, il ne soit aidé par les dites résolutions, qu'à condition que son terminus soit au quai du gouvernement fédéral dans la paroisse de la Rivière-Ouelle, après avoir traversé celles des paroisses de St-Eleuthère, St-Alexandre, Ste-Hélène, St-Paschal, St-Louis de Kamouraska, St-Philippe de Néri et St-Denis, que le tracé le plus avantageux permettra."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,

Marchand,
McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Whyte.—14.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désaulniers,

Déschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice.
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,

Leduc,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robidoux,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton,
Turcotte et
Trudel.—44.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'Ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu "L'Équitable de Montréal."

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour incorporer l'assurance contre le feu St-Laurent."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill avec plusieurs amendements auxquels elle demande leur concours.

L'Ordre du jour pour la réception du rapport du comité général sur le Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, étant lu ;

M. *Charlebois* propose, secondé par M. *LeBlanc*, que cet ordre du jour soit déchargé, et que le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité général, avec instructions de l'amender, en retranchant de la 7^e clause les mots : "et prendre dans la commune de *La Prairie*, tous les matériaux nécessaires à cette fin," et de retrancher dans la 8^eme clause les mots suivants : "et les matériaux qui seront pris dans la commune pour les fins mentionnées dans la résolution précédente;" et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise; et la proposition est résolue affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Martel* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité, soit pris en considération demain.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé hier à la motion portant,—Que le Bill incorporant la compagnie des Gaz Combustibles, soit maintenant lu la troisième fois.

Et lequel amendement comporte,—que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

M. *Gagnon* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Robidoux*, Que tous les mots après "maintenant" dans l'amendement, soient biffés et remplacés par les suivants : "de nouveau référé à un comité général, avec instructions de l'amender en ajoutant à la section 26 les deux paragraphes suivants :

"Rien de contenu dans cette section n'empêchera un propriétaire d'utiliser pour son usage personnel les gaz qui pourraient se découvrir sur sa propriété."

"Et pourvu toutefois que si la dite compagnie n'a pas souscrit la première émission égale à la moitié de son capital et payé 10 0/0 sur icelle, dans les trois ans qui suivront la sanction du présent acte, le privilège accordé par la présente section sera éteint et périmé."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et la question étant mise aux voix, sur l'amendement ainsi amendé, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

M. *Poupore* propose, secondé par M. *Gagnon*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'Honorable M. *Turcotte* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Stephens*, Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant;

Et l'heure fixée pour la considération des Bills privés étant expirée;

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—que la résolution concernant l'aide à donner pour la construction de certains

chemins de fer et les résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, soient maintenant lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Turcotte.—38.</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—17.</i>
<i>Gagnon,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise et elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un Bill pour mieux aider la construction des chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonne, Que l'Honorable M. *Flynn* ait la permission de présenter un Bill faisant de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Blanchet* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur recommande à la considération de l'Assemblée Législative les résolutions concernant le fonds de retraite des instituteurs.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 1er juin 1886.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,
Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives au fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'il est accordé à toute personne qui a atteint l'âge de cinquante-six ans, et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire, durant l'espace de dix années ou plus, une pension annuelle calculée d'après le traitement moyen qu'elle a reçu pendant les années qu'elle a passé dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

Résolu, 2. Que cette pension ne doit excéder, en aucun cas, les taux suivants, savoir :

Si elle a servi pendant dix ans et moins de onze ans, dix cinquantièmes de tel traitement moyen ;

Si elle a servi pendant onze ans et moins de douze ans, onze cinquantièmes du dit traitement moyen ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un cinquantième de ce traitement moyen pour chaque année additionnelle de services pour laquelle elle a payé la retenue ; mais aucune allocation n'est allouée pour un service de plus de trente-cinq ans.

Résolu, 3. Que le traitement moyen des fonctionnaires de l'enseignement primaire ne doit pas, pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, dépasser la somme de quinze cents piastres.

Résolu, 4. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui veut faire valoir ses droits à la pension accordée par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, doit établir, à la satisfaction de la commission administrative établie par le dit acte, qu'il a servi comme tel pendant les cinq dernières années précédant sa demande, et qu'il s'est conformé aux autres dispositions de cet acte.

Résolu, 5. Que, après dix ans de services, tout fonctionnaire, quelque soit son âge, peut obtenir pension, lorsqu'un accident grave, ou une santé altérée, le met dans l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions, pourvu que cet accident ou cette mauvaise santé ne soit pas le résultat d'une conduite réprouvée par la loi ou la morale.

Résolu, 6. Que, à partir de l'âge de dix-huit ans, les années écoulées soit dans l'enseignement, soit en qualité d'élève des écoles normales, sont comprises dans le nombre des années de services, pour la liquidation des pensions de retraite ; et que les années pendant lesquelles les fonctionnaires de l'enseignement primaire ont enseigné hors de la province, ne peuvent être comptées avec celles qui leur donnent droit à leur pension.

Résolu, 7. Qu'il est permis à tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, de verser au fonds de pension, la retenue exigible en vertu de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, pour les années de services antérieures au 24 juillet 1880 ; pourvu que ces versements soient faits avant le premier de janvier 1887 ; dans lequel cas, le fonctionnaire a droit de compter les dites années antérieures de services, pour établir son droit à la pension.

Résolu, 8. Que la retenue sur le traitement des fonctionnaires de l'enseignement primaire pour les années antérieures au 24 juillet 1880, est de cinq pour cent par an, sans intérêt; que deux cinquièmes du montant total des retenues pour les dites années antérieures au 24 juillet 1880, seront payés avant le premier janvier prochain; un cinquième du montant total des dites retenues sera déduit sur la pension annuelle du fonctionnaire pour chacune des trois premières années et que les sommes ainsi retenues ne feront pas partie du revenu annuel du fonds de pension, mais seront placées dans le fonds capital.

Résolu, 9. Que les fonctionnaires qui, depuis le 24 juillet 1880, ont payé la retenue exigible de l'acte 43-44 *Victoria*, chap. 22, pour leurs années antérieures de services, ont droit à l'intérêt de cinq pour cent sur les sommes ainsi versées, jusqu'au premier juillet, 1886; cet intérêt devant être déduit des retenues qu'ils doivent payer à l'avenir sur leur traitement ou sur leur pension, suivant le cas.

Résolu, 10. Que tout instituteur dans le service actif, qui a fait des versements au fonds de pension créé en vertu de la loi du 22 décembre 1856, (19-20 *Victoria*, chapitre 14, section 7,) peut affecter les dits versements au paiement de la retenue exigible sur les années de services antérieures au 24 juillet 1880.

Résolu, 11. Que la veuve d'un fonctionnaire décédé entre le 24 juillet 1880 et le premier juillet 1886, après avoir payé les retenues en vertu de l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 22, a droit, tant qu'elle garde viduité, à une demi-pension.

Que, cette demi-pension n'est accordée à la veuve du fonctionnaire décédé après le premier juillet 1886, que dans le cas où ce dernier a versé au fonds de pension, en sus de la retenue payable par lui, et aux mêmes époques, une somme égale à la moitié de cette retenue; néanmoins, cette dernière retenue n'est exigible que pour les années pendant lesquelles le fonctionnaire a été marié.

Que, pour les années antérieures au 24 juillet, 1880, la retenue en question est payée comme suit :

Deux cinquièmes avant le 1er janvier, 1887, et .

Un cinquième du montant total est déduit de la pension annuelle du fonctionnaire lui-même ou, s'il est décédé sans avoir obtenu de pension, de la pension de la dite veuve, pendant chacune des trois premières années;

Ces sommes font aussi partie du capital.

Que, pour permettre à la veuve de réclamer pension, le mariage doit avoir été contracté six ans avant que le mari ait cessé d'agir comme fonctionnaire de l'enseignement primaire.

Résolu, 12. Que la veuve n'est pas admise à payer la retenue que son mari aurait négligé de payer pour les années de services antérieures au 24 juillet 1880.

Résolu, 13. Que, pour faire face aux pensions ci-haut mentionnées :

1. Une réduction ou retenue est faite sur le traitement de chaque fonctionnaire, à raison de deux pour cent par année;
2. Une retenue de deux pour cent est faite annuellement sur le montant de pension payé à chaque fonctionnaire;
3. Une retenue de deux pour cent est faite, annuellement, sur le fonds des écoles communes, ainsi que sur la partie du fonds de l'éducation supérieure, affectée aux soutien des institutions conduites ou dirigées par les fonctionnaires de l'enseignement primaire;
4. Une allocation de mille piastres par année est faite par le gouvernement de la province.

Résolu, 14. Que la somme de ces différentes retenues et allocations faites depuis le 24 Juillet, 1880, jusqu'au premier Juillet, 1886, doit être déposée entre les mains du trésorier de la province, et convertie par lui en bons de la province ou de la Puissance, au prix courant de tels bonds, et capitalisée au profit du "fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire;" que le dit

fonds ne rentre pas, tous les ans, dans le fonds consolidé du revenu de la province, nonobstant toute disposition de l'acte concernant le trésor à ce contraire, mais doit être tenu en fidéi-commis par le trésorier de la province pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 15. Que si, après le premier Juillet, 1886, l'intérêt du dit fonds capitalisé et la somme des différentes retenues et allocations ne suffisent pas pour payer les pensions demandées, la retenue sur le traitement et la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, sur le fonds des écoles communes et sur le fonds de l'éducation supérieure, peut être augmentée jusqu'à concurrence de quatre pour cent qui est le maximum du taux de la retenue.

Résolu, 16. Que, après le premier Janvier, 1887, tout excédant de recettes sur les dépenses du fonds de pensions sera d'abord employé à payer les déficits des années précédentes, s'il y a lieu, et la balance placée en fidéi-commis entre les mains du trésorier de la province pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 17. Que, si les retenues et allocations ne sont pas suffisantes pour rencontrer le paiement des pensions telles que ci-dessus établies, la commission administrative doit diminuer les pensions et les fixer en proportion du montant qu'elle a à sa disposition.

Résolu, 18. Que la partie du fonds de pensions, créé par le dit acte du 22 Décembre 1856, (19-20 Vict., chap. 14, s. 7) qui sera de temps à autre libéré par le décès des pensionnaires, suivant les dispositions du dit acte, sera versée dans le fonds de pensions créé par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, de manière à ce que le tout soit ainsi versé quand décèdera le dernier de ces pensionnaires.

Résolu, 19. Que pour l'instituteur, la jouissance de la pension commence du jour de la cessation de son traitement ; et pour la veuve le lendemain du décès de son mari.

Résolu, 20. Que toutes les pensions sont payées semi-annuellement ; mais si le fonctionnaire décède sans laisser de veuve ayant qualité pour recevoir une pension, ses héritiers, suivant les dispositions du code civil, ont droit de recevoir sa pension pour le semestre courant.

Résolu, 21. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, soit démissionnaire, soit destitué par le Conseil de l'Instruction Publique ou l'un ou l'autre de ses comités, pour une des causes prévues par la loi, perd ses droits à la pension, ainsi que ses versements ou retenues ; mais s'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

Résolu, 22. Que le Surintendant de l'Instruction Publique retient semi-annuellement, sur la subvention payable à chaque municipalité ou école normale, ou sur les traitements payables directement par le département de l'Instruction publique, les sommes nécessaires pour acquitter la retenue sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire ; et les autorités scolaires sont autorisées à faire, sur les traitements des dits fonctionnaires, la retenue qui leur a été faite par le surintendant.

Résolu, 23. Que les pensions sont rayées des livres du fonds de pension, après trois ans, si elles n'ont pas été réclamées, et que leur rétablissement ne donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation, et

Que la même déchéance est applicable aux héritiers des pensionnaires qui n'ont pas justifié leurs droits, dans les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur.

Résolu, 24. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se démet de ses fonctions pour des causes approuvées par le surintendant, et qui ouvre une école privée ou y accepte momentanément du service, ne perd pas ses droits à la pension, à la condition qu'il paie régulièrement la retenue sur son traitement.

Résolu, 25. Que le fonctionnaire de l'enseignement primaire décédé avant le premier juillet 1886, qui n'a pas laissé de veuve ayant qualité pour recevoir la pension, ne perd pas le montant qu'il a versé dans le fonds de pension, mais ses héritiers, suivant les dispositions du code civil, peuvent réclamer le montant qu'il a payé au fonds de retraite jusqu'à l'époque de son décès.

Résolu, 26. Que les services des personnes qui feront partie de la commission administrative créée par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions sont gratuits, mais leurs dépenses de voyage sont payées à même le fonds de pension.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, M. Brousseau fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Brousseau fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il est accordé à toute personne qui a atteint l'âge de cinquante-six ans, et qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement primaire durant l'espace de dix années ou plus, une pension annuelle calculée d'après le traitement moyen qu'elle a reçu pendant les années qu'elle a passé dans l'enseignement et pour lesquelles elle a payé la retenue.

Résolu, 2. Que cette pension ne doit excéder en aucun cas les taux suivants, savoir :

Si elle a servi pendant dix ans et moins de onze ans, dix cinquantièmes de tel traitement moyen ;

Si elle a servi pendant onze ans et moins de douze ans, onze cinquantièmes du dit traitement moyen ;

Et ainsi de suite, en ajoutant un cinquantième de ce traitement moyen pour chaque année additionnelle de services pour laquelle elle a payé la retenue ; mais aucune allocation n'est allouée pour un service de plus de trente-cinq ans.

Résolu, 3. Que le traitement moyen des fonctionnaires de l'enseignement primaire ne doit pas, pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, dépasser la somme de quinze cents piastres.

Résolu, 4. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui veut faire valoir ses droits à la pension accordée par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, doit établir à la satisfaction de la commission administrative établie par le dit acte, qu'il a servi comme tel pendant les cinq dernières années précédant sa demande, et qu'il s'est conformé aux autres dispositions de cet acte.

Résolu, 5. Que, après dix ans de services, tout fonctionnaire, quelque soit son âge, peut obtenir pension, lorsqu'un accident grave ou une santé altérée le met dans l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions, pourvu que cet accident ou cette mauvaise santé ne soit pas le résultat d'une conduite réprouvée par la loi ou la morale.

Résolu, 6. Que, à partir de l'âge de dix-huit ans, les années écoulées soit dans l'enseignement, soit en qualité d'élève des écoles normales, sont comprises dans le nombre des années de services, lors de la liquidation des pensions de retraite ; et que les années pendant lesquelles les fonctionnaires de l'enseignement primaire ont enseigné hors de la province, ne peuvent être comptées avec celles qui leur donnent droit à leur pension.

Résolu, 7. Qu'il est permis à tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, de verser au fonds de pension, la retenue exigible en vertu de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, pour les années de services antérieures au 24 juillet 1880 ; pourvu que ces versements soient faits avant le premier de janvier 1887 ; dans lequel cas, le fonctionnaire a droit de compter les dites années antérieures de services, pour établir son droit à la pension.

Résolu, 8. Que la retenue sur le traitement des fonctionnaires de l'enseignement primaire pour les années antérieures au 24 juillet 1880, est de cinq pour cent par an, sans intérêt; que deux cinquièmes du montant total des retenues pour les dites années antérieures au 24 juillet 1880, seront payés avant le premier janvier prochain; un cinquième du montant total des dites retenues sera déduit sur la pension annuelle du fonctionnaire pour chacune des trois premières années, et que les sommes ainsi retenues ne feront pas partie du revenu annuel du fonds de pension, mais seront placées dans le fonds capital.

Résolu, 9. Que les fonctionnaires qui, depuis le 24 juillet 1880, ont payé la retenue exigible par l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 22, pour leurs années antérieures de services, ont droit à l'intérêt de cinq pour cent sur les sommes ainsi versées, jusqu'au premier juillet, 1886; cet intérêt devant être déduit des retenues qu'ils doivent payer à l'avenir sur leur traitement ou sur leur pension, suivant le cas.

Résolu, 10. Que tout instituteur dans le service actif, qui a fait des versements au fonds de pension créé en vertu de la loi du 22 décembre 1856, (19-20 *Victoria*, chapitre 14, section 7) peut affecter les dits versements au paiement de la retenue exigible sur les années de services antérieures au 24 juillet 1880.

Résolu, 11. Que la veuve d'un fonctionnaire décédé entre le 24 juillet 1880 et le premier juillet 1886, après avoir payé ses retenues en vertu de l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 22, a droit, tant qu'elle garde veuveté, à une demi-pension.

Que, cette demi-pension n'est accordée à la veuve du fonctionnaire décédé après le premier juillet 1886, que dans le cas où ce dernier a versé au fonds de pension, en sus de la retenue payable par lui, et aux mêmes époques, une somme égale à la moitié de cette retenue; néanmoins, cette dernière retenue n'est exigible que pour les années pendant lesquelles le fonctionnaire a été marié.

Que, pour les années antérieures au 24 juillet, 1880, la retenue en question est payée comme suit :

Deux cinquièmes avant le 1er janvier 1887, et

Un cinquième du montant total est déduit de la pension annuelle du fonctionnaire lui-même ou, s'il est décédé sans avoir obtenu de pension, de la pension de la dite veuve, pendant chacune des trois premières années;

Ces sommes font aussi partie du capital.

Que, pour permettre à la veuve de réclamer pension, le mariage doit avoir été contracté six ans avant que le mari ait cessé d'agir comme fonctionnaire de l'enseignement primaire.

Résolu, 12. Que la veuve n'est pas admise à payer la retenue que son mari aurait négligé de payer pour les années de services antérieures au 24 juillet 1880.

Résolu, 13. Que, pour faire face aux pensions ci-haut mentionnées :

1. Une réduction ou retenue est faite sur le traitement de chaque fonctionnaire, à raison de deux pour cent par année;
2. Une retenue de deux pour cent est faite annuellement sur le montant de pension payé à chaque fonctionnaire;
3. Une retenue de deux pour cent est faite, annuellement, sur le fonds des écoles communes, ainsi que sur la partie du fonds de l'éducation supérieure, affectée au soutien des institutions conduites ou dirigées par les fonctionnaires de l'enseignement primaire;
4. Une allocation de mille piastres par année est faite par le gouvernement de la province.

Résolu, 14. Que la somme de ces différentes retenues et allocations faites depuis le 24 juillet, 1880, jusqu'au premier juillet, 1886, doit être déposée entre les mains du trésorier de la province, et convertie par lui en bons de la province ou de la Puissance, au prix courant de tels bons, et capitalisée au profit du "fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire;"

que le dit fonds ne rentre pas, tous les ans, dans le fonds consolidé du revenu de la province, nonobstant toute disposition de l'acte concernant le trésor à ce contraire, mais doit être tenu en fidéi-commis par le trésorier de la province pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 15. Que si, après le premier juillet 1886, l'intérêt du dit fonds capitalisé et la somme des différentes retenues et allocations ne suffisent pas pour payer les pensions demandées, la retenue sur le traitement et la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, sur le fonds des écoles communes et sur le fonds de l'éducation supérieure, peut être augmentée jusqu'à concurrence de quatre pour cent qui est le maximum du taux de la retenue.

Résolu, 16. Que, après le premier janvier 1881, tout excédant de recettes sur les dépenses du fonds de pension sera d'abord employé à payer les déficits des années précédentes, s'il y a lieu, et la balance placée en fidéi-commis entre les mains du trésorier de la province pour les fins de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolu, 17. Que, si les retenues et allocations ne sont pas suffisantes pour rencontrer le paiement des pensions telles que ci-dessus établies, la commission administrative doit diminuer les pensions et les fixer en proportion du montant qu'elle a à sa disposition.

Résolu, 18. Que la partie du fonds de pension, créé par le dit acte du 22 décembre 1856, (19-20 *Vict.*, chap. 14, s. 7) qui sera de temps à autre libéré par le décès des pensionnaires, suivant les dispositions du dit acte, sera versée dans le fonds de pension créé par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, de manière à ce que le tout soit ainsi versé quand décèdera le dernier de ces fonctionnaires.

Résolu, 19. Que, pour l'instituteur, la jouissance de la pension commence du jour de la cessation de son traitement ; et pour la veuve, le lendemain du décès de son mari.

Résolu, 20. Que toutes les pensions sont payées semi-annuellement ; mais si le fonctionnaire décède sans laisser de veuve ayant qualité pour recevoir pension, ses héritiers, suivant les dispositions du code civil, ont droit de recevoir sa pension pour le semestre courant.

Résolu, 21. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire, soit démissionnaire, soit destitué par le conseil de l'instruction publique ou l'un ou l'autre de ses comités, pour une des causes prévues par la loi, perd ses droits à la pension, ainsi que ses versements ou retenues ; mais s'il est remis en activité, son premier service lui est compté.

Résolu, 22. Que le surintendant de l'instruction publique retient semi-annuellement, sur la subvention payable à chaque municipalité ou école normale, ou sur les traitements payables directement par le département de l'instruction publique, les sommes nécessaires pour acquitter la retenue sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement primaire ; et les autorités scolaires sont autorisées à faire, sur les traitements des dits fonctionnaires, la retenue qui leur a été faite par le surintendant.

Résolu, 23. Que les pensions sont rayées des livres du fonds de pension, après trois ans, si elles n'ont pas été réclamées, et que leur rétablissement ne donne lieu à aucun rappel d'arrérages antérieurs à la réclamation, et

Que la même déchéance est applicable aux héritiers des pensionnaires qui n'ont pas justifié leurs droits, dans les trois ans qui suivent la date du décès de leur auteur.

Résolu, 24. Que tout fonctionnaire de l'enseignement primaire qui se démet de ses fonctions pour des causes approuvées par le surintendant, et qui ouvre une école privée ou y accepte momentanément du service, ne perd pas ses droits à la pension, à la condition qu'il paie régulièrement la retenue sur son traitement.

Résolu, 25. Que le fonctionnaire de l'enseignement primaire décédé avant le premier Juillet 1886, qui n'a pas laissé de veuve ayant qualité pour recevoir la pension, ne perd pas le montant qu'il a versé dans le fonds de pension, mais ses héritiers, suivant les dispositions du code civil, peuvent réclamer le montant qu'il a payé au fonds de retraite jusqu'à l'époque de son décès.

Résolu, 26. Que les services des personnes qui feront partie de la commission administrative créée par l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions sont gratuits, mais leurs dépenses de voyage sont payées à même le fonds de pension.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill concernant le fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois..

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

L'Ordre du Jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Bill pour amender de nouveau l'acte 32 *Victoria*, chapitre 18, concernant les écoles de réforme est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour autoriser certaines corporations étrangères à prêter et à placer de l'argent dans cette Province, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour amender le chapitre 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les inhumations et les exhumations est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill pour amender les lois concernant la constitution de certains tribunaux en cette province, et le code de procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des lois expirantes et de législation.

Le Bill pour amender le chapitre 79 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant la Cour de Circuit est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender la loi de la chasse de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Stephens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de la ville d'*Iberville*, 22 *Vict.*, chap. 64 et l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 63, amendant cet acte d'incorporation," sont lus la deuxième fois.

M. *Demers* propose, secondé par M. *Boyer*, que les dits amendements soient amendés en retranchant dans les lignes 3 et 4 de la 18^{ème} clause les mots " légal ou naturel,"—et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement. "

Les dits amendements, ainsi amendés, sont alors adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour prévenir les fraudes et la corruption dans les corporations municipales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chapitre 75, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de

la ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49, et l'acte qui l'amende, 39 *Victoria*, chapitre 46 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 11 Juin 1886.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De *Bruce Austin* et autres, du canton de *Chambly*, demandant des amendements au code municipal relativement à la nomination des auditeurs.

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que pour les fins de son indemnité, A. *Bernard*, représentant le district électoral de *Verchères*, soit considéré comme s'il eût été député depuis l'ouverture de la session inclusivement, et comme s'il eût été présent aux séances qui ont précédé son entrée en Chambre le 11 mai dernier.

M. *Poupore*, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre, le vingtième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill incorporant "*The Sherbrooke Bridge Company*," auquel il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Résolu, Que le Bill pour amender de nouveau l'acte général des mines de *Québec*, 1880, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender les actes concernant les Dentistes de la Province de *Québec*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Boyer* propose en amendement, secondé par M. *Whyte*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater, qu'il appert par le document No. 81 de la session de 1885, en substance ce qui suit, savoir :

Que, dans la dernière partie de l'année 1884, des plaintes assermentées furent faites à *Montréal*, devant le magistrat de Police, contre MM. *Bulmer* et *Buntin*, les accusant de fraude, et contre M. *Joseph Tassé*, propriétaire de la *Minerve*, l'accusant de libelle criminel contre l'honorable *Honoré Mercier*, avocat de *Montréal* et membre de cette Chambre.

Qu'après enquête préliminaire faite sur chacune de ces plaintes, les trois accusés furent condamnés par le magistrat de police, à subir leur procès au terme suivant de la cour criminelle, à *Montréal*.

Que ce terme criminel commença le premier jour de septembre, et que, parmi les grands jurés qui furent alors assermentés, se trouvaient MM. *Jacques Dagenais* et *Evariste Ouimet*, et que le *foreman* des dits grands jurés était *Benoit Bastien*, écr., de *St-Vincent de Paul*.

Que le deux septembre, les délibérations du grand jury furent ajournées au 8 du même mois, et que, dans l'intervalle, *Charles Auguste Cornellier*, écuyer, associé de *Aldéric Ouimet*, écuyer, substitut du procureur-général et représentant temporairement le dit *Aldéric Ouimet* au dit terme criminel, accompagné de *Pierre Evariste LeBlanc*, écuyer, avocat et membre de cette Chambre, représentant le comté de *Laval*, sont allés trouver les deux dits grands jurés *Dagenais* et *Ouimet* dans le but de les influencer induement et de les empêcher de faire leur devoir comme grands jurés, tel que constaté comme suit, dans le jugement rendu par Son Honneur le juge *Dugas*, après l'enquête préliminaire sur l'accusation portée plus tard contre les dits *Cornellier* et *LeBlanc*, pour subornation de jurés (*embracery*), à raison des faits ci-dessus allégués, savoir :

" *Charles Auguste Cornellier* et *Pierre Evariste LeBlanc* (dit sous serment "*Evariste Ouimet*") sont venus me voir à mon domicile et m'ont demandé de *clairer* les deux directeurs de Banque et M. *Tassé* de la *Minerve*, en m'exposant qu'il valait mieux les *clairer*, parce que la province serait exposée de payer les frais, et que ça retomberait sur chacun de nous ; qu'ils venaient de voir les deux messieurs *Dagenais*, et que ces messieurs consentaient à cet arrangement.

" Que l'un et l'autre se seraient aussi rendus à *Saint-Martin* chez *Jacques Dagenais*, qu'ils auraient trouvé à travailler dans son champ et avec qui la conversation suivante se serait engagée. Les voyant venir à lui, il leur dit :

" Venez-vous pour me prendre ? je badinais. Ils ont répondu que non. Je ne connaissais pas alors M. *Cornellier*, c'est M. *LeBlanc* qui me l'a présenté. M. *Cornellier* me dit alors : vous êtes grand juré ? Je lui répondis que oui. Avant qu'ils m'eurent demandé si j'étais grand juré je leur avais offert d'aller à la maison ; ils m'ont répondu, qu'ils ne voulaient pas me retenir longtemps. M. *Cornellier* me dit : Vous allez avoir trois indictements devant les grands jurés, un contre M. *Tassé*, de la *Minerve*, et deux autres contre deux directeurs de l' "*Exchange Bank*." Il m'a nommé M. *Bulmer* et un autre dont je ne me rappelle pas le nom. Il me dit que l'un des deux directeurs de banque en question avait retiré douze mille piastres ; qu'on l'avait fait arrêter pour cela, et qu'avant d'être arrêté, il avait remboursé l'argent, et que l'autre c'était à peu près la même chose ; je ne vois pas, dit-il, pourquoi on pourrait punir ces gens-là ; ils ont remis l'argent ; ce serait de faire faire des frais pour rien et

“dépenser de l'argent inutilement. Comme M. Tassé, on sait que M. Mercier a reçu cinq mille piastres, il dit lui-même qu'il les a eues ces cinq mille piastres, à quoi est-ce que ça sert de faire faire des frais pour faire dépenser de l'argent à M. Tassé qui n'est pas riche. Là-dessus, je leur ai dit : est-ce que cela va venir devant nous autres, je voulais dire les grands jurés, je l'ignorais complètement ajoutais-je, je n'avais pas encore entendu parler de cela. Ils m'ont dit là-dessus, ce sont ces billa-là qui vont être présentés les premiers, lundi.

“Ils m'ont dit de bien faire attention à ces indictements-là ; qu'ils étaient venus exprès pour me prévenir de ces trois indictements. Ces affaires-là, ont-ils dit, la cour aime autant ne pas les avoir, que c'était embarrasser la cour, qu'on ne pouvait pas punir ces gens-là.

“Ils m'ont donné à entendre que c'était inutile d'essayer de punir ces gens-là, qu'ils étaient trop riches ; je leur ai répondu, que je les remerciais de leur bonté, que j'allais y faire plus d'attention, que je n'en avais pas eu connaissance. J'ai un devoir à remplir, vous le savez, quand j'aurai entendu les témoins, je verrai à quoi m'en tenir.

“Là-dessus ils m'ont répondu : “écoutez M. Dagenais, on vous prévient de ces choses-là, vous ferez comme vous l'entendrez, vous verrez que nous ne sommes pas venus ici pour vous tromper.” J'ai compris par ces dernières paroles qu'ils voulaient me dire que je verrais qu'ils ne voulaient pas me tromper, en me disant que ça ne servait de rien de faire faire des frais et de faire dépenser de l'argent à M. Tassé ; et que c'était inutile d'essayer à faire punir les directeurs de banque, vu qu'ils étaient riches.

“Je leur ai demandé ce que pensaient de cela les grands jurés anglais et ils m'ont répondu que les grands jurés anglais étaient contre cela, contre les indictements, et qu'ils ne voulaient pas punir ces gens-là, les directeurs de banque.

“Ils m'ont dit aussi qu'ils allaient à Ste-Rose pour voir les autres jurés ; je leur ai alors demandé s'ils allaient chez Mons. Benoit Bastien, le président du grand jury, ils m'ont répondu que non.

“On ne va pas chez lui, lui ont-ils dit ; parce que nous savons bien qu'il sera contre les directeurs de banque et contre Mons. Tassé, c'est-à-dire qu'il serait en faveur d'un bill contre ces gens-là.”

Que le dit Benoit Bastien ayant été informé de cette tentative de subornation la dénonça au président du tribunal, l'honorable Juge Baby et porta ensuite plainte contre MM. LeBlanc et Cornellier devant le magistrat de police, les accusant de cette offense connue dans le droit anglais sous le nom de “embracery.”

Que le magistrat de police, après une enquête préliminaire, condamna les dits Cornellier et LeBlanc à subir leur procès pour la dite offense au terme suivant de la cour criminelle à Montréal, et qu'en rendant son jugement il fit les remarques suivantes :

“Les témoins Dagenais et Ouimet, n'ont pas été transquestionnés, et l'honorable M. Mercier, aussi entendu comme témoin, déclare qu'il n'a pas voulu soumettre son acte d'accusation contre M. Tassé au grand jury du terme de septembre, à raison des rumeurs qui circulaient alors, que des efforts avaient été faits, pour en influencer irrégulièrement certains membres ; et il ajoute que dans une conversation qu'il eut plus tard avec M. Cornellier, celui-ci admit implicitement le fait qu'on lui reproche aujourd'hui, ainsi qu'à M. LeBlanc.....

“En sorte que j'ai devant moi le fait bien établi, aucunement contredit, que, durant l'ajournement du Grand Jury, entre le 2 et le 8 septembre, ces messieurs ont tenté d'influencer deux des membres assermentés de ce Grand Jury en cherchant à les persuader de faire un rapport d'accusation non fondée (No Bill) en faveur de MM. Bulmer, Euntin et Tassé, contre qui le magistrat président aux enquêtes préliminaires, avait trouvé une preuve suffisante pour leur faire subir un procès devant la dite Cour du Banc de la Reine.

Que le dit *Benoit Bastien* offrit au procureur-général, l'Honorable *L. O. Taillon*, de faire conduire les poursuites par un avocat choisi et payé par lui, le dit *Bastien*, mais que le dit procureur-général actuel refusa d'accéder à cette demande, et décida de confier la cause à un avocat choisi par lui, consentant seulement à ce que l'avocat que choisirait le dit *Bastien* assistât celui de la Couronne.

Qu'il appert, par la déclaration de *M. Bastien*, en date du 11 avril 1885, que lui, le dit *Bastien*, avait parlé deux fois de cette affaire à l'honorable procureur général sans obtenir de réponse, ce qu'il constate dans les termes suivants :

"Qu'il était vrai que, deux fois, je lui avais parlé des actes de subornation en question, mais qu'il s'était bien donné garde de répondre ; qu'il était pressé par les amis politiques des deux parties ; qu'il était bien juste qu'étant le poursuivant privé, je fusse représenté par des avocats de mon choix et que la cause fût conduite par eux ; que si *M. Davidson* parlait le français il le chargerait de conduire la cause, que vu l'incapacité de *M. Davidson* de la conduire, vu qu'il ne parlait pas le français, il verrait à ce que l'un de mes deux avocats fut chargé de la conduire ; que si toutefois l'un d'eux n'était pas choisi, il nommerait un avocat qui ne serait pas de l'âge des accusés, qui serait en dehors de la politique, et contre qui on ne pourrait faire aucune objection. *M. Taillon* me dit alors qu'il n'avait aucune expérience dans les causes criminelles ; qu'il avait consulté *M. Dunbar*, avocat de *Québec*, et que, dans tous les cas, il s'en rapporterait à ce que *MM. Ouimet* et *Davidson* lui diraient.

"Je crois devoir ajouter qu'après ma dénonciation contre les accusés, un homme d'une grande influence, dont je donnerai le nom si c'est nécessaire, et qui est un ami de *M. Taillon*, vint me trouver et me conseilla de retirer ma plainte contre *MM. Corneiller* et *LeBlanc*, me disant qu'il avait vu *M. Taillon* et que ce dernier désirait beaucoup que l'affaire fut réglée ; que si j'allais jusqu'au bout cela pourrait me faire du tort."

Que le dit Procureur-Général actuel choisit pour conduire la dite cause, son propre associé, *S. l'agneulo*, Ecr ;

Que, lorsque le procès arriva, l'avocat choisi par le dit *Bastien*, *Arthur Globenski*, Ecr ; s'étant aperçu que la Couronne voulant le limiter à un rôle purement passif, qui ne lui donnait aucun contrôle sur les procédures, refusa d'agir ;

Que l'acte d'accusation fait au nom du Procureur-Général, fut rédigé de telle manière que la cour fut obligée de faire acquitter les accusés sans procès ;

Que, de fait, lorsque le dit acte d'accusation fut, en mars 1885, soumis à la cour, présidée par l'honorable Juge *Ramsay*, celui-ci refusa d'admettre la preuve de l'accusation, vu la manière dont l'indictement était libellé, et recommanda aux jurés d'acquitter les accusés, ce qui fut fait ;

Que *MM. Charles Champagne* et *Arthur Globenski*, avocats de *Montréal* (le premier étant un conservateur bien connu) qui avaient occupé pour *M. Bastien* à l'enquête préliminaire crurent devoir protester contre ce déni de justice, dans un mémoire portant la date du 15 avril 1885 et adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur :

Que ce mémoire contient les observations suivantes :

"Après avoir ajouté à la lecture de ce mémoire celle des dépositions, de la correspondance et des déclarations y annexées, Votre Honneur pourra voir que les faits suivants se détachent de cette triste cause :

"1. Révélations d'actes les plus graves ;

"2. Négligence du tribunal de les punir sur le champ ;

"3. Négligence, refus ou intérêt chez le procureur général *Taillon* de faire mettre immédiatement en accusation ceux qui étaient accusés par *M. Bastien* ;

" 4. Aveu d'ignorance par le procureur général d'une des parties les plus importantes de ses fonctions, la manière de conduire les causes criminelles. (Voir déclaration de M. Bastien) ;

" 5. Refus à un dénonciateur de se faire représenter par des avocats de son choix, dans une cause de cette nature ;

" 6. Entente avouée par le procureur général, et M. Ouimet, l'associé de l'un, des accusés, sur la manière de conduire la cause en question ;

" 7. Reconnaissance par le procureur général, et M. Davidson et M. Pagneulo du droit du dénonciateur de se faire représenter par des avocats de son choix, et refus d'agir en conséquence ;

" 8. Emprisonnement simulé opéré dans le but de favoriser les accusés ;

" 9. Obligeance inconvenante, pour ne pas dire plus, d'un officier de justice, qui, au moyen d'un avis irrégulier et illégal, fait venir devant un juge, des accusés qui n'ont pas le droit d'y être ;

" 10. Et pour couronner le tout, l'acquiescement des accusés fondé sur l'insuffisance des allégations de l'acte d'accusation.

" Voilà, Votre Honneur, comment sont traités ceux qui, dans l'intérêt public, se font dénonciateurs de crimes, qui sapent la société dans sa base même.

" Voilà comment dans la province dont le bon gouvernement est remis entre vos mains et sur laquelle vous devez veiller, on administre la justice.

" Voilà comment, au scandale de tout un peuple, on viole les lois sans que ceux qui sont chargés de les faire respecter s'en émeuvent.

" Voilà comment ont fait servir les nobles prérogatives de la couronne à la protection de ceux qui attentent à ses droits et souillent Sa Majesté.

" Voilà comment les tribunaux sont devenus de véritables lieux de spectacle, où le premier saltimbanque venu de la politique, ami de certaines gens en place, peut venir, au dégoût des honnêtes gens et aux mauvais exemple de ceux qui sont disposés à mal faire, jouer le rôle hypocrite de défenseur de la société que quelques instants plus tard il ira outrager ;

" Voilà comment enfin d'autres viennent dans le temple sacré des lois, cacher, sous le désir factice de faire condamner les coupables, le dessin criminel de les laisser échapper au juste châtimement dû à leurs crimes."

Que l'accusation portée contre les dits *LeBlanc* et *Cornellier* était des plus graves en ce que l'offense reprochée constituait une atteinte sérieuse à la bonne administration de la justice ;

Que la gravité de l'offense était encore augmentée par la position des accusés, tous deux avocats, dont l'un M. *Cornellier*, était associé du substitut du procureur général et agissait pour lui au dit terme criminel, dont l'autre, M. *LeBlanc*, était député de cette Chambre ;

Que cette tentative de suborner les jurés, menaçait d'autant plus l'administration de la justice, que, si elle n'eut pas été découverte à temps, le grand juré aurait pu acquitter M. *Joseph Tassé* de l'accusation de libelle criminel portée contre lui, accusation si bien fondée qu'il en a été trouvé coupable durant le terme de mars 1885, et condamné en conséquence par l'Honorable Juge *Ramsay*, à payer une amende \$100.00 et les frais ;

Que les fins de la justice ont été frustrées en cette occasion par le défaut de procédures convenables et que, par sa négligence, le procureur général a été cause qu'une grave offense contre l'administration de la justice est restée impunie."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le Fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour accorder à la corporation du village de *Saint-Gabriel*, le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenable pour atteindre cette fin," avec un amendement, auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Et aussi, le Conseil Législative a passé le Bill intitulé : "Acte concernant la paroisse de *Saint-Elphège*, dans le comté d'*Yamaska*," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Accordant à la corporation du village de *St-Gabriel*, le droit de s'annexer à la cité de *Montréal* et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin," lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, jeudi dernier, à la question portant que le Bill incorporant la compagnie des Gas Combustibles soit maintenant lu la seconde fois, et lequel amendement comporte que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans les six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernatchez,
Boyer,*

*Caron,
Stephens,*

Turcotte et

Whyte.—6.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Bernard,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Casavant,
Charlebois,
Demers,
Désaulniers,*

*Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Dufamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Frégeau,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,
Lapointe,*

*LeBlanc,
Leduc,
Lemieux,
Lynch,
McConville,
Marchand,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Mercier,
Paradis,*

*Picard,
Poulin,
Richard,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Shehyn,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—47.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour incorporer la Compagnie des Gaz Combustibles,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du Bill pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, tel qu'amendé en comité de toute la Chambre.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

L'honorable M. *Lynch* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été mis au fait de l'objet de ce bill, consent, en tant que les intérêts de Sa Majesté y sont concernés, que cette Chambre agisse suivant qu'il lui paraîtra convenable.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill autorisant la corporation de *Québec* à émettre des obligations, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour ériger la paroisse de *St-Jean-Baptiste de Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la motion portant que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides),—et lequel amendement comporte que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater qu'il appert, par le document No 81 de la session de 1885, en substance ce qui suit, savoir :

Que, dans la dernière partie de l'année 1884, des plaintes assermentées furent faites à *Montréal*, devant le magistrat de Police, contre MM. *Bulmer* et *Buntin*, les accusant de fraude, et contre M. *Joseph Tassé*, propriétaire de la *Minerve*, l'accusant de libelle criminel contre l'Honorable *Honoré Mercier*, avocat de *Montréal* et membre de cette Chambre.

Qu'après enquête préliminaire faite sur chacune de ces plaintes, les trois accusés furent condamnés par le magistrat de Police, à subir leurs procès au terme suivant de la Cour Criminelle, à *Montréal*.

Que ce terme criminel commença le premier jour de septembre, et que parmi les grands Jurés qui furent alors assermentés se trouvaient MM. *Jacques Dagenais* et *Evariste Ouimet*, et que le foreman des dits grands Jurés était *Benoit Bastien*, Ecr., de *St-Vincent-de-Paul*.

Que le deux septembre, les délibérations du Grand Jury furent ajournées au 8 du même mois, et que, dans l'intervalle, *Charles Auguste Cornellier*, écuier, associé de *Aldéric Ouimet*, écuier, substitut du Procureur-Général et représentant temporairement le dit *Aldéric Ouimet* au dit terme criminel, accompagné de *Pierre Evariste LeBlanc*, écuier, avocat et membre de cette Chambre, représentant le comté de *Laval*, sont allés trouver les deux dits grands jurés, *Dagenais* et *Ouimet*, dans le but de les influencer induelement et de les empêcher de faire leur devoir comme grands jurés, tel que constaté comme suit, dans le jugement rendu par Son Honneur le Juge *Dugas*, après l'enquête préliminaire sur l'accusation portée contre les dits *Cornellier* et *LeBlanc*, pour subornation de jurés (embracery,) à raison des faits ci-dessus allégués, savoir :

" *Charles Auguste Cornellier* et *Pierre Evariste LeBlanc* (dit sous serment *Evariste Ouimet*) sont venus me voir à mon domicile et m'ont demandé de "clairer les deux directeurs de banque et M. *Tassé*, de la *Minerve*, en m'exposant "qu'il valait mieux les *clairer*, parce que la Province serait exposée de payer les "frais et que ça retomberait sur chacun de nous ; qu'ils venaient de voir les "deux messieurs *Dagenais*, et que ces messieurs consentaient à cet arrangement.

" Que l'un et l'autre se seraient aussi rendus à *Saint-Martin*, chez *Jacques Dagenais*, qu'ils auraient trouvé à travailler dans son champ et avec qui la "conversation suivante se serait engagée. Les voyant venir à lui, il leur dit :

" Venez-vous pour me prendre ? Je badinais. Ils ont répondu que non, je ne "connaissais pas alors M. *Cornellier*, c'est M. *LeBlanc* qui me l'a présenté, M. "*Cornellier* me dit alors : " Vous êtes grands jurés ? je lui répondis que oui. "*Avant* qu'ils m'eurent demandé si j'étais grand Juré, je leur avais offert d'aller "à la maison ; ils m'ont répondu qu'ils ne voulaient pas me retenir "longtemps. M. *Cornellier* me dit : Vous allez avoir trois indictements devant les "grand-jurés, un contre M. *Tassé*, de la *Minerve*, et deux autres contre deux "directeurs de l'*Exchange Bank*. Il m'a nommé M. *Bulmer* et un autre dont je "ne me rappelle pas le nom. Il me dit que l'un des deux directeurs de banque en "question avait retiré douze mille piastres ; qu'on l'avait fait arrêter pour cela, "et qu'avant d'être arrêté, il avait remboursé l'argent, et que l'autre c'était à "peu près la même chose ; je ne vois pas pourquoi on pourrait punir ces gens- "là ; ils ont remis l'argent ; ce serait faire faire des frais pour rien et de "dépenser de l'argent inutilement. Comme M. *Tassé*, on sait que M. *Mercier* a "reçu cinq mille piastres, il dit lui-même qu'il les a eues ces cinq mille piastres, "à quoi est-ce que cela sert de faire des frais pour faire dépenser de l'argent "à M. *Tassé* qui n'est pas riche. Là-dessus je leur ai dit : Est-ce que cela va "venir devant nous autres, je voulais dire les grands jurés, je l'ignorais "complètement, ajoutai-je, je n'avais pas encore entendu parler de cela. Ils "m'ont dit là-dessus, ce sont ces bills-là qui vont être présentés les premiers, "lundi.

" Ils m'ont dit de faire attention à ces indictements-là, qu'ils étaient venus "exprès pour me prévenir de ces trois indictements. Ces affaires-là, ont-ils dit, "la cour aime autant ne pas les avoir, que c'était embarrasser la cour, qu'on ne "pouvait pas punir ces gens-là."

" Ils m'ont donné à entendre que c'était inutile d'essayer de punir ces "gens-là, qu'ils étaient trop riches, je leur ai répondu, que je les remerciais de "leur bonté, que j'allais y faire plus d'attention, que je n'en avais pas eu "connaissance. J'ai un devoir à remplir, vous le savez, quand j'aurai entendu "les témoins, je verrai à quoi m'en tenir."

" Là-dessus ils m'ont répondu : " Ecoutez M. *Dagenais*, on vous prévient de ces choses-là, vous ferez comme vous l'entendrez, vous verrez que nous ne sommes pas venus ici pour vous tromper." J'ai compris par ces dernières paroles qu'ils voulaient me dire que je verrais qu'ils ne voulaient pas me tromper, en me disant que ça ne servait de rien de faire faire des frais et de faire dépenser de l'argent à M. *Tassé*; et que c'était inutile d'essayer à faire punir les directeurs de banque, vu qu'ils étaient riches.

" Je leur ai demandé ce que pensaient de cela les grands jurés anglais et ils m'ont répondu que les grands jurés anglais étaient contre cela, contre les indictements, et qu'ils ne voulaient pas punir ces gens-là, les directeurs de banque.

" Ils m'ont dit aussi qu'ils allaient à *Ste-Rose* pour voir les autres jurés; je leur ai alors demandé s'ils allaient chez Mons. *Benoit Bastien*, le président du grand jury, ils m'ont répondu que non.

" On ne va pas chez lui, lui ont-ils dit; parce que nous savons bien qu'il sera contre les directeurs de banque et contre Mons. *Tassé*, c'est-à-dire qu'il serait en faveur d'un bill contre ces gens-là."

Que le dit *Benoit Bastien*, ayant été informé de cette tentative de subornation, la dénonça au président du tribunal, l'honorable Juge *Baby*, et porta ensuite plainte contre MM. *LeBlanc* et *Cornellier* devant le magistrat de police, les accusant de cette offense connue dans le droit anglais sous le nom de " *embracery*."

Que le magistrat de police, après une enquête préliminaire, condamna les dits *Cornellier* et *LeBlanc* à subir leur procès pour la dite offense au terme suivant de la cour criminelle à *Montréal*, et qu'en rendant son jugement il fit les remarques suivantes :

" Les témoins *Dagenais* et *Quimet*, n'ont pas été transquestionnés, et l'honorable M. *Mercier*, aussi entendu comme témoin, déclare qu'il n'a pas voulu soumettre son acte d'accusation contre M. *Tassé* au grand jury du terme de septembre, à raison des rumeurs qui circulaient alors, que des efforts avaient été faits, pour influencer irrégulièrement certains membres; et il ajoute que, dans une conversation qu'il eut plus tard avec M. *Cornellier*, celui-ci admit implicitement le fait qu'en le reproche aujourd'hui, ainsi qu'à M. *LeBlanc*.....

" En sorte que j'ai, devant moi, le fait bien établi, aucunement contredit, que, durant l'ajournement du Grand Jury, entre le 2 et le 8 septembre, ces messieurs ont tenté d'influencer deux des membres assermentés de ce Grand Jury en cherchant à les persuader de faire un rapport d'accusation non fondée (No Bill) en faveur de MM. *Bulmer*, *Buntin* et *Tassé*, contre qui le magistrat, président aux enquêtes préliminaires, avait trouvé une preuve suffisante pour leur faire subir un procès devant la dite Cour du Banc de la Reine.

Que le dit *Benoit Bastien* offrit au procureur-général, l'Honorable L. O. *Taillon*, de faire conduire les poursuites par un avocat choisi et payé par lui, le dit *Bastien*, mais que le dit procureur-général actuel refusa d'accéder à cette demande, et décida de confier la cause à un avocat choisi par lui, consentant seulement à ce que l'avocat que choisirait le dit *Bastien* assistât celui de la Couronne.

Qu'il appert, par la déclaration de M. *Bastien*, en date du 11 avril 1885, que lui, le dit *Bastien*, avait parlé deux fois de cette affaire à l'honorable procureur général sans obtenir de réponse, ce qu'il constate dans les termes suivants :

" Qu'il était vrai que, deux fois, je lui avais parlé des actes de subornation en question, mais qu'il s'était bien donné garde de répondre; qu'il était pressé par les amis politiques des deux parties; qu'il était bien juste qu'étant le poursuivant privé, je fusse représenté par des avocats de mon choix, et que la cause fût conduite par eux; que si M. *Davidson* parlait le français il le chargerait de conduire la cause, que vu l'incapacité de M. *Davidson* de la conduire, vu qu'il ne parlait pas le français, il verrait à ce que l'un de mes

“ deux avocats fut chargé de la conduire ; que si toutefois l'un d'eux n'était pas choisi, il nommerait un avocat qui ne serait pas de l'âge des accusés, qui serait en dehors de la politique, et contre qui on ne pourrait faire aucune objection. M. Taillon me dit alors qu'il n'avait aucune expérience dans les causes criminelles ; qu'il avait consulté M. Dunbar, avocat de Québec, et que, dans tous les cas, il s'en rapporterait à ce que MM. Ouimet et Davidson lui diraient.

“ Je crois devoir ajouter qu'après ma dénonciation contre les accusés, un homme d'une grande influence, dont je donnerai le nom si c'est nécessaire, et qui est un ami de M. Taillon, vint me trouver et me conseilla de retirer ma plainte contre MM. Corneiller et LeBlanc, me disant qu'il avait vu M. Taillon et que ce dernier désirait beaucoup que l'affaire fut réglée ; que si j'allais jusqu'au bout, cela pourrait me faire du tort.”

Que le dit Procureur-Général actuel choisit pour conduire la dite cause, son propre associé, S. Fagneulo, Ecr ;

Que, lorsque le procès arriva, l'avocat choisi par le dit Bastien, Arthur Globenski, Ecr ; s'étant aperçu que la Couronne voulant le limiter à un rôle purement passif, qui ne lui donnait aucun contrôle sur les procédures, refusa d'agir ;

Que l'acte d'accusation fait au nom du Procureur-Général, fut rédigé de telle manière que la cour fut obligée de faire acquitter les accusés sans procès ;

Que, de fait, lorsque le dit acte d'accusation fut, en mars 1885, soumis à la cour, présidée par l'honorable Juge Ramsay, celui-ci refusa d'admettre la preuve de l'accusation, vu la manière dont l'indictement était libellé, et recommanda aux jurés d'acquitter les accusés, ce qui fut fait ;

Que MM. Charles Champagne et Arthur Globenski, avocats de Montréal) le premier étant un conservateur bien connu) qui avaient occupé pour M. Bastien à l'enquête préliminaire crurent devoir protester contre ce déni de justice, dans un mémoire portant la date du 15 avril 1885, et adressé à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Que ce mémoire contient les observations suivantes :

“ Après avoir ajouté à la lecture de ce mémoire celle des dépositions, de la correspondance et des déclarations y annexées, Votre Honneur pourra voir que les faits suivants se détachent de cette triste cause :

“ 1. Révélations d'actes les plus graves ;

“ 2. Négligence du tribunal de les punir sur le champ ;

“ 3. Négligence, refus ou intérêt chez le procureur général Taillon de faire mettre immédiatement en accusation ceux qui étaient accusés par M. Bastien ;

“ 4. Aveu d'ignorance par le procureur général d'une des parties les plus importantes de ses fonctions, la manière de conduire les causes criminelles. (Voir déclaration de M. Bastien) ;

“ 5. Refus à un dénonciateur de se faire représenter par des avocats de son choix, dans une cause de cette nature ;

“ 6. Entente avouée par le procureur général, et M. Ouimet, l'associé de l'un des accusés, sur la manière de conduire la cause en question ;

“ 7. Reconnaissance par le procureur général, M. Davidson et M. Fagneulo du droit du dénonciateur de se faire représenter par des avocats de son choix, et refus d'agir en conséquence ;

“ 8. Emprisonnement simulé opéré dans le but de favoriser les accusés ;

“ 9. Obligeance inconvenante, pour ne pas dire plus, d'un officier de justice, qui, au moyen d'un avis irrégulier et illégal, fait venir devant un juge, des accusés qui n'ont pas le droit d'y être ;

" 10. Et pour couronner le tout, l'acquittalment des accusés fondé sur l'insuffisance des allégations de l'acte d'accusation.

" Voilà, *Votre Honneur*, comment sont traités ceux qui, dans l'intérêt public, se font dénonciateurs de crimes qui sapent la société dans sa base même.

" Voilà comment, dans la province dont le bon gouvernement est remis entre vos mains et sur laquelle vous devez veiller, on administre la justice.

" Voilà comment, au scandale de tout un peuple, on viole les lois sans que ceux qui sont chargés de les faire respecter s'en émeuvent.

" Voilà comment on fait servir les nobles prérogatives de la couronne à la protection de ceux qui attentent à ses droits et souillent Sa Majesté.

" Voilà comment les tribunaux sont devenus de véritables lieux de spectacle, où le premier saltimbanque venu de la politique, ami de certaines gens en place, peut venir, au dégoût des honnêtes gens et au mauvais exemple de ceux qui sont disposés à mal faire, jouer le rôle hypocrite de défenseur de la société que quelques instants plus tard il ira outrager.

" Voilà comment enfin d'autres viennent dans le temple sacré des lois, cacher, sous le désir factice de faire condamner les coupables, le dessin criminel de les laisser échapper au juste châtimement dû à leurs crimes."

Que l'accusation portée contre les dits *LeBlanc* et *Cornellier* était des plus graves en ce que l'offense reprochée constituait une atteinte sérieuse à la bonne administration de la justice ;

Que la gravité de l'offense était encore augmentée par la position des accusés, tous deux avocats, dont l'un *M. Cornellier*, était associé du substitut du procureur général et agissait pour lui au dit terme criminel, dont l'autre, *M. LeBlanc*, était député de cette Chambre ;

Que cette tentative de suborner les jurés, menaçait d'autant plus l'administration de la justice, que, si elle n'eut pas été découverte à temps, le grand juré aurait pu acquitter *M. Joseph Tassé* de l'accusation de libelle criminel portée contre lui, accusation si bien fondée qu'il en a été trouvé coupable durant le terme de mars 1885, et condamné en conséquence par l'Honorable Juge *Ramsay* à payer une amende \$100.00 et les frais ;

Que les fins de la justice ont été frustrées en cette occasion par le défaut de procédures convenables et que, par sa négligence, le procureur général a été cause qu'une grave offense contre l'administration de la justice est restée impunie."

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 12 juin 1880.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,*

*Marchand,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens,
Turcotte et
Whyte.—16.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Oubens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel,—40.</i>
<i>Désaulniers,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cent trente-six piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme pour les garçons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école vétérinaire française ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

M. Laliberté, propose comme amendement, secondé par M. Girouard, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Attendu que, lors de la passation du statut 43-44 *Victoria*, chap. 13, concernant le fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, il fut déclaré par l'un des membres du gouvernement (l'honorable procureur général *Loranger*,) que les municipalités qui n'étaient pas endettées envers le fonds d'emprunt municipal avaient le droit d'exiger que ceux qui devaient au trésor payassent leurs dettes et qu'il n'était pas juste de taxer ceux qui n'avaient pas profité des avantages offerts par le fonds d'emprunt municipal ; que nous n'avions pas le droit de faire remise de l'intérêt ; que le statut existant nous faisait un devoir de percevoir le montant entier, que c'était la loi, et que cette loi obligeait la Chambre et le gouvernement.

Attendu qu'il fut alors déclaré par l'honorable trésorier de la province que les recettes du capital du fonds d'emprunt municipal seraient affectées à l'amortissement de la dette de la province.

Attendu que ces déclarations et ces engagements, de la part du gouvernement, furent les raisons qui engagèrent une bonne partie de la Chambre à consentir à la passation du dit statut, et qu'il fut bien entendu que le plein montant, payable en vertu de ce statut, serait également exigé de toutes les municipalités endettées au dit fond.

Attendu que, l'année suivante, en 1881, le ministère déclara positivement à la Chambre, par l'intermédiaire de l'honorable trésorier de la province, que toutes les municipalités seraient traitées sur un pied d'égalité et que, conformément à l'entente prise à la session précédente, le gouvernement exigeait ce paiement complet de toutes les municipalités en état de payer, parce que leur dette serait trop considérable ou pour autres raisons tout à fait exceptionnelles ; ces cas seraient soumis à la Chambre en temps et lieu pour être examinés, et que la législature ne ferait plus, à l'avenir, de concessions aux municipalités qui auraient des ressources suffisantes pour payer.

Attendu que, comptant sur ces engagements formels de la part du gouvernement, plusieurs municipalités ont payé le montant exigé en vertu du dit statut 43-44, *Vict.* chap. 23.

Attendu que le gouvernement a manqué à ses engagements et trompé les municipalités qui ont payé le plein montant de leur dette en faisant à d'autres municipalités des réductions excessives, hors de proportion avec le montant de la dette et les ressources de ces municipalités.

Attendu que, d'après le dit statut, la ville de *Sherbrooke* devait au fonds d'emprunt municipal une somme de \$128,000, savoir : \$80,000, montant du capital emprunté, et \$48,000 pour douze années d'intérêt sur ce capital, à cinq pour cent ; que, contrairement à l'engagement pris par le gouvernement de faire payer le plein montant aux municipalités capables de payer, sur le rapport de *L. O. Taillon*, commissaire du fonds d'emprunt municipal, cette somme de \$128,000, due par la ville de *Sherbrooke*, fut réduite à \$50,740.59 et que le rapport du dit *L. O. Taillon* conclut comme suit :

" Je suis d'opinion que la ville de *Sherbrooke* doit payer au fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, d'après l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 13, " la somme de cinquante mille sept cent quarante piastres et 59 centimes."

Attendu que, ce rapport du dit honorable *L. O. Taillon* fut adopté par le gouvernement et transmis à la ville de *Sherbrooke*, et que le 4 juin 1883, *Gaspard Drolet*, auditeur de la province notifia le maire de *Sherbrooke*, que si cette ville ne payait pas avant le 15 du même mois (15 juin 1883) la dite somme de \$50,740.59, le gouvernement se prévaudrait des dispositions de la section 11 du dit statut 43-44 *Victoria*, chapitre 13, pour faire payer à la ville le plein montant de sa dette.

Attendu que le 24 août 1883, l'honorable *J. Wurtelle*, alors trésorier de la province, écrivit au maire de *Sherbrooke* :

“ J’ai l’honneur de vous informer que la ville de *Sherbrooke* ayant négligé de se prévaloir des dispositions du statut 43-44 *Victoria*, chapitre 13, pour le règlement de l’emprunt qu’elle a obtenu sur le crédit du fonds consolidé de l’emprunt municipal du *Bas-Canada*, le gouvernement a décidé d’exiger le montant total actuel dû. ” La dette de la corporation s’élevait, le 30 juin dernier (1883) à \$128,258.78, à quoi il faut ajouter, jusqu’au paiement, l’intérêt à compter du 30 juin, au taux de cinq pour cent sur \$80,000 et de six pour cent sur \$36,859.32. On prépare actuellement des mandats, conformément aux sections 65 et 68 du chapitre 83 des Statuts Refondus du *Canada*, adressés au shérif du district de *Saint-François* pour le recouvrement de ce montant, et ces mandats seront remis sans délai au shérif. ”

Attendu que la ville de *Sherbrooke*, pour s’exempter de payer, a représenté par l’intermédiaire de l’honorable *J. G. Robertson*, que Sir *Alexander Galt*, Sir *A. A. Dorion* et d’autres lui avaient promis ou laissé entendre qu’elle ne serait jamais appelée à payer sa dette au fonds d’emprunt municipal, mais que Sir *Alexander* a positivement nié cette promesse ou cette entente, ainsi que le fait est constaté dans une lettre officielle de l’honorable *J. Wurtelle*, trésorier de la Province, en date du 15 novembre 1883, et par Sir *A. A. Dorion*, qui a déclaré ne se rappeler de rien de cela, ainsi que le fait est constaté par l’honorable *J. G. Robertson*, dans une lettre en date du 19 juin 1884, que, par conséquent, ce prétexte de la ville de *Sherbrooke* pour l’empêcher de payer n’est aucunement fondé.

Attendu, qu’à plusieurs reprises, notamment dans ses lettres en date du 29 février 1884, et 19 juin 1884, l’honorable *J. G. Robertson*, alors trésorier de la province a officiellement intimé à la ville de *Sherbrooke* que toute réduction faite sur sa dette devait être soumise à la sanction de la législature,

Attendu que, par ordre en conseil No 205, en date du 12 juin 1883, le trésorier de la province fut autorisé à régier avec la ville de *Sherbrooke*, et d’écrire, que si celle-ci ne payait pas dans les trois mois de la signification de la demande définitive, la loi suivrait son cours.

Attendu que, par un ordre en conseil No 379, en date du 10 septembre 1883, il a été constaté que la ville de *Sherbrooke* avait négligé d’obéir à cet ordre et qu’en conséquence la ville de *Sherbrooke* ne pourrait plus réclamer le bénéfice de la loi de 1880 et devait payer une somme de \$128,258.78.

Attendu que le dernier ordre en conseil recommande à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur d’émaner un mandat d’exécution adressé au shérif du district de *St-François* ; aux termes des sections 65 et 68 du chapitre 83 des statuts refondus du *Canada*, afin de prélever le montant susdit.

Attendu que la ville de *Sherbrooke*, s’il eut été pris des procédures légales contre elle pour recouvrer ce qu’elle devait au fonds d’emprunt municipal, aurait été forcée de payer le plein montant exigible en vertu des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, c’est-à-dire \$128,258.78, et l’intérêt à compter du 1er janvier 1880, le tout tel que constaté dans une lettre officielle de l’honorable *J. G. Robertson*, trésorier de la Province, en date du 19 juin 1884.

Attendu que, dans une lettre officielle en date du 11 décembre 1883, l’honorable *J. Wurtelle*, alors trésorier de la Province, a notifié la ville de *Sherbrooke*, que le règlement de la dette de cette ville au fonds d’emprunt municipal devait se faire d’après les bases adoptées par les municipalités de *Noire-Dame-de-Bonsecours*, *Marieville*, *Saints-Anges*, *Saint-Mathias* et *Sainte-Marie de Monnoir*, c’est-dire en exigeant le produit net de l’emprunt touché par la municipalité.

Attendu que plusieurs municipalités ont payé le plein montant de leur dette avec l’entente que toutes les autres municipalités seraient également forcées de payer tout ce qu’elles devaient au gouvernement.

Attendu qu’en réglant conformément à la loi, ainsi que cela a été fait par plusieurs autres municipalités, la ville de *Sherbrooke* aurait dû payer au gouvernement la somme de \$128,258.78 et les intérêts à compter du 1er janvier 1880.

Attendu que le gouvernement, au lieu d'exiger cette somme de \$128,258.78 de la ville de *Sherbrooke*, n'a fait payer à cette ville qu'une somme de \$31,671.64 par le règlement intervenu en vertu de l'ordre en conseil numéro 349, passé le 30 juin 1885, et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 septembre 1885 et que par ce règlement le gouvernement a fait perdre à la province une somme d'au moins \$96,587.14 ;

Attendu que, le 16 septembre 1884, dans une lettre officielle, l'Honorable J. G. *Robertson*, trésorier de la Province, a déclaré à la ville de *Sherbrooke* que la légalité de la réclamation du plein montant de sa dette au fonds d'emprunt municipal était reconnue.

Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement, en violation flagrante de la loi et de l'entente formelle en vertu de laquelle plusieurs municipalités ont consenti à payer le plein montant qu'elles devaient au gouvernement, malgré l'entente que toute réduction opérée sur les dettes dues au fonds consolidé d'emprunt municipal, ait ainsi fait avec la ville de *Sherbrooke* un règlement faisant subir à la province une perte aussi considérables, ce qui constitue une injustice criante à l'égard des autres municipalités du pays."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,

Marchand,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Stephens et
Whyte.—15.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Désaulniers,
Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,

LeBlanc,
Leduc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Paradis,

Picard,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
Taillon,
Thornton,
Trudel et
Turcotte.—39.

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonne, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'installation permanente des deux Chambres de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.
2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux populations en détresse des comtés de *Gaspé* et *Bonaventure* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.
3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission centrale d'hygiène, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.
4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.
5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres et cinquante centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer pour 1883, 1884, 1885 et partie de 1886 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui, à la première séance.

M. *Brousseau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que aujourd'hui, à sa première séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures A. M., aujourd'hui.

Samedi, 12 Juin 1886.

11 heures A. M.

M. *Duhamel*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu, (Appendice No 3).

Ordonné, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 75 de la 44-45 *Victoria*, intitulé : Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 49, et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, chap. 46.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le Bill pour amender les actes concernant l'Association des dentistes de la province de *Québec*, tel que modifié en comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix.—Que les amendements soient maintenant lus la seconde fois et adoptés, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont en conséquence lus deux fois et adoptés.

Et la question étant mise aux voix—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender les actes concernant l’association des dentistes de la Province de Québec,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l’Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le chapitre 21 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les inhumations et les exhumations ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Charlebois* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération, à la seconde séance de la Chambre, aujourd’hui.

La Chambre, en conformité de l’Ordre, se forme comité général sur le Bill pour amender la loi concernant l’instruction publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l’a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la seconde séance de la Chambre, aujourd’hui.

Les Bills suivants sont, en conformité de l’Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour la seconde séance de la Chambre, aujourd’hui :

Bill concernant ceux des aspirants aux professions libérales qui ont pris part à l’expédition du Nord-Ouest, en 1885.

Bill pour mieux aider la construction des chemins de fer.

L’Ordre du Jour pour la seconde lecture du bill pour faire de meilleures dispositions concernant les subsides aux chemins de fer étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la seconde séance aujourd’hui.

L’Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L’honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l’honorable M. *Taillon*, Que M. l’Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Lemieux* propose comme amendement, secondé par M. *Rinfret dit Malouin* que tous les mots après “ Que,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de contester,

Que, dans le cours des années 1881 et 1882, une fraude gigantesque au détriment des cultivateurs, a été commise par une compagnie nommée “ *C. B. Mahan & Cie.*,” laquelle fraude, a consisté, sous prétexte de faire signer des commandes pour instruments agricoles, à faire signer par un grand nombre de cultivateurs des billets promissoires pour un montant d’au-delà de \$100,000.

Que la plupart de ces cultivateurs ont été poursuivis pour le paiement des dits billets, et ont eu à subir des frais considérables sur le serment des agents de *C. B. Mahan & Cie.*, et particulièrement du nommé *Georges Harland*;

Que, dans une certaine cause, mise devant la cour supérieure à *Montréal*, et dans laquelle *Frank Thibault* était poursuivi en recouvrement d'un de ces billets, dont la signature fut niée sous serment, le dit *Harland* fut entendu comme témoin et jura faussement que le dit billet avait été signé en sa présence et avec connaissance de cause par le dit *Thibault*.

Que le dit *Thibault* poursuit pour parjure le dit *George Harland* et demanda au procureur-général, l'honorable *L. O. Taillon* de faire conduire la poursuite aux frais de la Couronne dans l'intérêt des cultivateurs, vu qu'il s'agissait de faits qui intéressaient un très grand nombre et que la punition d'*Harland* servirait d'exemple aux escrocs du genre de *C. B. Mahan & Cie.*, et de protection aux cultivateurs de la Province pour l'avenir.

Qu'il appert par le document No. 43 de la session de 1885, que le dit procureur général refusa d'accéder à une demande aussi juste.

Qu'il est regrettable que le gouvernement n'ait pas adopté des moyens propres à faire punir sévèrement tous ceux qui ont trémpé directement ou indirectement dans cette immense fraude de *C. B. Mahan & Cie.*"

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable *M. Mercier*, secondé par l'honorable *M. Marchand*, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à 2 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

2 heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant la charte de la compagnie du chemin de fer le "*Québec Central*."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la compagnie du Gaz de *Montréal*, et les actes qui l'amendent."

Et Bill intitulé : " Acte amendant le chap. 103 des statuts de cette province, 45 *Vict.*, concernant la ville de *Richmond*."

Aussi le Conseil Législatif a agréé les amendements de l'Assemblée Législative aux amendements du Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant la ville d'*Iberville*, 22 *Victoria*, chapitre 64, et l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 63, amendant cette acte d'incorporation," sans amendement.

Et aussi le Conseil Législatif a agréé les amendements de l'Assemblée Législative aux Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 75, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 49 et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, chap. 46."

Et Bill intitulé : " Acte pour incorporer " la compagnie d'assurance " l'*Equitable de Montréal*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant la charte de la compagnie du chemin de fer le " *Québec Central*," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du Gaz de *Montréal*, et les actes qui l'amendent," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte de cette province, 45 *Vict.*, chap. 103, concernant la ville de *Richmond*," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Honorable M. *Blanchet* présente la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 17 Mai 1886, demandant copie de toute correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Nord, au sujet de toutes négociations engagées par le gouvernement se rapportant au paiement de la balance due par cette compagnie, et à tout contrat passé ou proposé, changeant ou devant changer les termes de paiement de la balance due par la dite compagnie ; et aussi tout contrat ou arrangement fait avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique au sujet des versements dus par cette compagnie. (Documents de la Session No 67.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 Mai 1886, pour production de tous documents constatant : 1. En vertu de quelle autorité le procureur-général a-t-il donné ordre de ne pas émaner un chèque pour payer \$199.70 montant de la collocation faite en faveur de *Paul Thorn*, es qualité de curateur, par jugement de distribution, *Re No 440, Bédard vs Thorn*, es-qualité.

2. Pourquoi cet ordre a été donné, et à la demande de qui. (Documents de la Session No 68.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 Mars 1886, pour 1. un état des dépenses contingentes et autres pour les quatre dernières années, du comité protestant de l'Instruction Publique.

2. Une feuille de balance détaillée des quatre années finissant le 30 juin 1885. (Documents de la Session No 69.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 9 Juin 1886, demandant copie de l'Ordre en Conseil (No 91) du 4 Novembre 1885, nommant *Trefflé Lacroix*, ingénieur de l'appareil calorifère du Palais Législatif. (Documents de la Session No 70.)

Aussi,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 15 Avril 1886, pour un état indiquant : 1. Les montants payés jusqu'à ce jour aux entrepreneurs de la construction du Palais Législatif et des bureaux publics, distinguant ce qui fut payé d'après les contrats de ce qui fut payé pour extras ;

2. Les sommes encore dues à ces entrepreneurs, et non contestées, pour ouvrages faits.

3. Les sommes réclamés par ces entrepreneurs ou aucun d'eux, pour ouvrages non compris dans les contrats de construction, et pour toutes autres réclamations pour quelque objet que ce soit qu'ils se prétendent en droit d'exercer contre le gouvernement. (Documents de la Session No 71.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 Mai 1886, pour copies de toutes lettres, requêtes et correspondances échangées entre les Révérendes Dames Ursulines ou leurs procureurs et les autorités religieuses de *Trois-Rivières*, avec le gouvernement de la Province de *Québec*, au sujet de l'octroi de \$1750 accordé, aux malades indigents de *Trois-Rivières*, et de tout document ayant rapport au dit octroi. (Documents de la Session No 72.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Avril 1886, demandant copies des jugements rendus par les cours supérieure et d'appel et le conseil privé en *Angleterre*, dans la cause du Procureur-Général de cette province, réclamant le paiement, par privilège, des \$75,000 déposées à la banque d'Echange; des factums et des notes des juges; des instructions données aux avocats et de toutes correspondances à cet égard. (Documents de la Session No 73.)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Avril 1886, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement provincial et les autorités religieuses relativement à la disposition des biens appartenant ci-devant à l'ordre des Jésuites. (Documents de la Session No 74.)

Le Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique, est, en conformité de l'Ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), et lequel amendement comporte que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater,

Que, dans le cours des années 1881 et 1882, une fraude gigantesque, au détriment des cultivateurs, a été commise par une compagnie nommée "*C. B. Mahan & Cie*," laquelle fraude a consisté, sous prétexte de faire signer des commandes pour instruments agricoles, à faire signer par un grand nombre de cultivateurs des billets promissoires pour un montant d'au-delà de \$100,000.

Que la plupart de ces cultivateurs ont été poursuivis pour le paiement des dits billets, et ont eu à subir des frais considérables sur le serment des agents de *C. B. Mahan & Cie*, et particulièrement du nommé *Georges Harland*.

Que, dans une certaine cause, mise devant la Cour Supérieure à *Montréal* et dans laquelle *Frank Thibaudeau* était poursuivi en recouvrement d'un de ces billets, dont la signature fut niée sous serment, le dit *George Harland* fut entendu comme témoin et jura faussement que le dit billet avait été signé en sa présence et avec connaissance de cause par le dit *Thibaudeau*.

Que le dit *Thibaudeau* poursuit pour parjure le dit *Georges Harland*, demanda au procureur général, l'Honorable *L. O. Taillon*, de faire conduire la aux frais de la couronne, dans l'intérêt des cultivateurs vu qu'il s'agissait de faits qui intéressaient un très grand nombre et que la punition d'*Harland* servirait d'exemple aux escrocs du genre de *C. B. Mahan & Cie*, et de protection aux cultivateurs de la province pour l'avenir.

Qu'il appert par le document No. 43 de la session de 1885, que le dit procureur général refusa d'accéder à une demande aussi juste.

Qu'il est regrettable que le gouvernement n'ait pas adopté des moyens propres à faire punir sévèrement tous ceux qui ont trompé directement ou indirectement dans cette immense fraude de *C. B. Mahan & Cie.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez
Boyer,
Demers,*

*Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lemieux,*

*Marchand,
Mercier,
Robidoux,
Shehyn,*

*Stephens,
Turcotte et
Whyte.—15.*

CONTRE :

Messieurs

*Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Casavant,
Désaulniers,
Deschênes,*

*Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,*

*Lynch,
McConville,
Marion,
Martel,
Martin,
Owens,
Paradis,
Poulin,*

*Richard,
Robertson,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon
Thornton et
Trudel.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles de *Beauport, St-Jean de Dieu et St-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. Brousseau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité:

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender la section 6 de la 41 *Victoria*, chapitre 5; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Asselin, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour prévenir les fraudes et la corruption dans les corporations municipales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'article 312 du code municipal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poulin fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, lundi prochain.

Les Bills suivants sont en conformité de l'Ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des lois expirantes et de législation:

Bill pour amender l'article 30 du Code de Procédure Civile.

Bill pour amender l'article 2137 du Code Civil.

Et Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile.

Le Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Girouard fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé au comité permanent des lois expirantes et de législation.

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au comité permanent des lois expirantes et de législation qu'il a pouvoir de réunir les deux Bills en dernier lieu mentionnés pour n'en faire qu'un seul Bill.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 14 Juin 1886.

L'Honorable M. *Taillon*, du comité conjoint des deux Chambres nommé pour examiner les divers rapports de la commission pour la refonte et la codification des statuts, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant le département du Secrétaire de la Province, et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 621 et 624 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la compagnie du Pont de *Sherbrooke* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'Honorable M. *Mercier*.—1. Le gouvernement se propose-t-il, comme il l'a promis dans le discours du Trône, de mettre devant cette Chambre, durant la présente session, le rapport du commissaire royal nommé pour s'enquérir des faits se rattachant aux détails administratifs de la vente et de l'exploitation du chemin de fer *Q. M. O. et O.* ?

2. Si oui, quand ce rapport va-t-il être soumis ? Le fera-t-il imprimer de suite, avec les témoignages, pour que les électeurs de la province en prennent connaissance, sans retard, avant les élections générales ?

3. Si non, pourquoi la chose ne se fera-t-elle pas ?

4. Combien coûte actuellement cette commission ?

5. Quel sera le coût total approximativement ?

Réponse par l'Honorable M. *Flynn*.—1. Oui.

2. Copies des rapports que vient de recevoir le gouvernement sont aujourd'hui même mises devant la Chambre. L'impression de la preuve est commencée

depuis quelque temps, et sera complétée, avec l'impression des rapports, sous le plus court délai possible, le tout de manière à répondre autant que faire se peut au désir exprimé en cette Chambre.

3. La réponse se trouve donnée à la question précédente.

4. Les sommes dépensées pour cette commission, s'élèvent au chiffre de \$7405,47.

5. Il restera à dépenser approximativement une somme de \$7000 dont la plus grande partie pour l'indemnité du commissaire et du secrétaire depuis le premier de janvier dernier, et les frais d'impression de la preuve.

Par M. *Frégeau*.—Les sommes empruntées par le comté et les municipalités du comté de *Shefford* ayant été employées à aider la construction du chemin de fer *Stanstead, Shefford et Chambly*, est-ce l'intention du gouvernement de considérer favorablement la déposition de ces municipalités, lorsqu'il sera question du règlement des débentures, représentant leur dette à ce fonds ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Quant aux municipalités qui ont approprié une partie ou tout le fonds provenant du fonds d'emprunt municipal, et pour lequel ces municipalités sont endettées, le gouvernement est disposé à considérer, jusqu'à quel point le public et ces municipalités ont retiré du profit, respectivement, de ces dépenses, et agira libéralement avec ces municipalités quand la question du règlement se présentera.

Par M. *Frégeau*.—Est-ce l'intention du gouvernement de considérer les réclamations des municipalités qui ont dépensé une partie des sommes empruntées du fonds d'emprunt municipal à faire ouvrir des chemins de Colonisation, vu que des sommes sont actuellement et ont été dépensées pour cet objet, à même le fonds consolidé de la Province.

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*.—Le gouvernement est disposé à prendre en considération les sommes payées pour la construction des chemins de fer, par chaque municipalité endettée au fonds d'emprunt municipal, et s'efforcera de traiter avec justice et libéralité ces municipalités, quand le règlement se fera.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'inscrire sur la liste de ceux qui reçoivent les journaux, les procès-verbaux et les documents parlementaires, les noms des anciens députés à l'Assemblée Législative, qui en feront la demande ?

Réponse par l'Honorable M. *Taillon*.—Le gouvernement n'a pas l'intention de faire d'innovation à ce sujet.

Par M. *Lemieux*.—1. Qui a recommandé la nomination de J. P. *Carreau* comme registrateur de *St-Jean* ?

2. Quel est la nature de son cautionnement, et quand a-t-il été donné ?

3. Quand a-t-il été nommé ?

4. Combien de temps a-t-il été en office avant que de donner cautionnement.

5. Est-ce convenable de la part d'un registrateur de prendre des actions, *qui tam* et de pratiquer comme avocat ?

6. Est-il à la connaissance du gouvernement que le dit J. P. *Carreau* pratique maintenant comme avocat, ayant intenté une action contre *Jos. Chagnon*, pour avoir fait affaire sous la raison sociale "*Jos. Chagnon & Cie*," sans faire enregistrer de déclaration ?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—C'est le gouvernement qui a offert cette position à M. Carreau.

La nomination a été faite le seize juillet 1885.

Le cautionnement a été donné le 1^{er} octobre 1885, par une police de la Cie appelée "*London guarantee and accident Co.*"

Le gouvernement n'a pas d'opinion à exprimer en réponse à une interpellation.

Le gouvernement ignore les faits mentionnés dans le dernier paragraphe de cette interpellation.

Par M. Caron,—Est-ce l'intention du gouvernement de régler les réclamations qu'il y a contre lui, à propos de l'administration du chemin de fer du Nord, pour le transport du fret en 1880-81, si toutefois la cause de *Arpin* et autres vs le gouvernement est décidée contre ce dernier par la Cour Suprême du Canada?

Réponse par l'Honorable M. Flynn,—Le gouvernement aura à considérer les faits et circonstances de chaque cause, et juger de l'opportunité de régler ou de laisser la décision aux tribunaux.

Par M. Gagnon,—Le gouvernement se propose-t-il de faire faire une enquête pour constater le montant des droits qui peuvent être dus par G. H. Deschênes, Ecr., M. P. P.?

Réponse par l'Honorable M. Taillon,—Le gouvernement ne connaît aucune cause pour telle enquête.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Bernatchez,

Résolu, Que c'est le désir de cette Chambre, qu'à l'avenir, les comptes publics soient préparés de manière à donner les détails suivants :

1. Un état comparatif des recettes et dépenses de la province, pour chaque exercice depuis la confédération, le dit état calqué sur celui publié dans les comptes de la Puissance.

2. Un état comparatif du passif et de l'actif et de la dette nette de la province, depuis la confédération, avec l'intérêt annuel du passif, de l'actif et de la dette nette de la province, le dit état calqué sur celui publié dans les comptes de la Puissance.

3. Qu'au lieu donner en bloc le montant déboursé annuellement pour les dépenses du Conseil Législatif, ce montant soit divisé sous les titres suivants :

Indemnité et frais de transport des conseillers ;

Ecrivains et messagers sessionnels ;

Papeterie ;

Journaux ;

Impressions et reliure ;

Fonds de pension ;

5. Qu'au lieu de donner en bloc le montant déboursé annuellement pour les dépenses de l'Assemblée Législative, ce montant soit divisé sous les titres suivants :

Indemnité et frais de transport des membres ;

Ecrivains sessionnels ;

Messagers sessionnels ;

Papeterie et postage ;

Impressions et reliure ;

Journaux ;

Fonds de pension ;

Codification et refonte des Statuts, en donnant le détail des salaires ;

Divers.

5. Sous la rubrique " Police, " le détail des salaires permanents payés à Montréal.

6. Le détail des sommes payées aux diverses sociétés d'agriculture.
7. Le détail, par comté, des sommes payées pour travaux de colonisation et des salaires payés sur les argents de colonisation.
8. Le détail des sommes payées aux différentes sociétés de colonisation.
9. Le revenu de la *Gazette Officielle*, pour abonnements et pour annonces, séparément.

M. *LeBlanc* propose, secondé par M. *Martin*, que l'honoraire de \$100, payé sur le bill pour définir les bornes de la paroisse de *Ste-Barbe* et pour d'autres fins, soit remis.

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Bernatchez*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que le député de *Laval*, M. *LeBlanc*, promoteur du bill, lors de sa passation, a déclaré, de son siège, que le Révérend M. *Gagnon*, curé de *Ste-Barbe*, était satisfait du bill tel que passé et que les intéressés ont obtenu ce qu'ils demandaient,

Il soit *Résolu*, Que la Chambre passe à l'article suivant."

Et objection étant faite par M. *LeBlanc*, que la motion en amendement est fausse et comporte une déclaration qui n'est pas celle qu'il a faite.

M. l'Orateur décide comme suit :

"Il appartient à la Chambre, et non pas à l'Orateur, de décider si les allégations d'une motion sont ou ne sont pas vraies ; et si l'inexactitude de ces allégations peut être pour la Chambre une bonne raison de rejeter une motion, ce n'est pas, pour l'Orateur, une raison d'écarter la motion comme étant contraire à l'ordre.

"Je laisse donc à la Chambre à juger de l'amendement."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Demers,

Gagnon,
Garneau,
Girouard,

Laliberté,
Lemieux,
Marchand,

Mercier, et
Sheyhn.—11.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Casavant,
Deschênes,

Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint,
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
LeBlanc,
Leduc,
Lynch,

McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,
Picard,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton,
Trudel et
Whyte.—38.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que l'honoraire de cent piastres, payé sur le Bill pour définir les bornes de la paroisse de *Ste-Barbe* et pour d'autres ins, soit remis ;

M. *Whyte* propose comme amendement, secondé par M. *Laliberté*, que les mots 'Attendu que cette Chambre regrette ce qui a été dit dans des lettres écrites par les honorables députés de cette Chambre, affirmant que le Dr *Cameron*, député de *Huntingdon* a abjuré, et qu'il est nécessaire de le fortifier dans la foi, lequel engage l'honorable député de *Huntingdon* désapprouve et déclare mal fondé,' soient ajoutés à la fin de la motion principale.

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Lynch*, que cet amendement n'est pas dans l'ordre : 1. parcequ'il n'y aucun document devant la Chambre relativement à cette question ;

2. Parce qu'il n'y a aucune connexité entre l'amendement et la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit :

"La règle exigeant que les documents auxquels on fait allusion soient déposés sur le bureau de la Chambre, ne s'applique qu'aux documents publics qui sont cités par les ministres de la couronne. Dans le cas qui nous occupe, on fait allusion à certaines lettres privées, et non pas à des documents publics, dans une motion faite par un député qui n'est pas un ministre de la couronne. Par conséquent, la première partie de l'objection n'est pas fondée.

"Pour mettre de la régularité dans les procédures, les amendements doivent toujours être relatifs à la motion primitive ; et dans le cas de défaut de rapport, une motion pour amender n'est pas dans l'ordre. Dans le présent cas, la motion principale demande que l'honoraire sur le bill privé concernant la paroisse de *Sainte-Barbe* soit remis, au lieu que l'amendement se rapporte à des lettres écrites par certains députés de cette Chambre qui renferment des énoncés concernant l'honorable député de *Huntingdon* que, allègue-t-on, ce député désapprouve et nie. Il est évident que l'amendement n'est pas relevant et qu'il est sans rapport avec la matière de la motion principale.

"C'est pourquoi je décide qu'il est hors d'ordre."

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Deschênes,
Desjardins,
Duhamel,

Faucher de Saint-
Maurice.
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,
Leduc,
Lemieux,

Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,
Poulin,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—36.

Contre la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Demers.

Gagnon,
Laliberté,
Marchand,

Mercier,
Robidoux,

Shehyn et
Whyte.—10.

Ainsi la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question étant de nouveau proposée, Que l'honoraire de cent piastres, payé sur le Bill pour définir les bornes de la paroisse de *Sie-Barbe* et pour d'autres fins, soit remis ;

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, Que tous les mots suivants soient ajoutés à la motion principale : " Vu qu'en rapport avec ce bill, M. *Martel*, le député de *Chambly*, a écrit que "M. *Cameron* " avait abjuré et qu'il fallait le renforcer dans la foi," et que le député de *Laval* a écrit de plus : " M. *Cameron* est avec nous complètement, et l'an prochain, la "chose pourrait se compléter plus facilement," cette Chambre croit que les citoyens de *Sainte-Barbe*, ayant été trompés par des moyens regrettables, il est juste de leur remettre la dite somme."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beaubien,
Bergevin,
Bernard,
Bernatchez,

Demers,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,

Laliberté,
Lapointe,
Lemieux,
Marchand,

Mercier,
Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—16.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Cameron,
Casavant,
Deschênes,

Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
LeBlanc,
Leduc,

Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Paradis,

Poulin,
Richard,
Robertson,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—30.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale, étant alors mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Bergevin,
Bernard,
Bernatchez,
Cameron,

Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,
Gagnon,
Garneau,
Girouard,

Laliberté,
Lapointe,
LeBlanc,
Lemieux,
McConville,

Marchand,
Mercier,
Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—21.

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,
Deschênes,
Desjardins,*

*Duhamel,
Flynn,
Frégeau,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,*

*Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,
Poulin,*

*Richard,
Robertson,
Spencer,
St Hilaire,
Taillon et
Trudel.—25.*

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. Bergevin propose, secondé par M. Deschênes, que vu l'urgence, l'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le code du notariat soit appelé et que ce Bill passe par toutes ses phases.

Et objection étant faite par M. Gagnon, que cette motion n'est pas dans l'ordre : parceque :

1. La motion allègue comme question de fait qu'il y a urgence, tandis qu'elle devrait demander à la Chambre de se prononcer sur l'urgence ;

2. Si la motion était adoptée, la Chambre se trouverait liée à passer le Bill, tandis que la motion devrait demander à ce que la Chambre dispose du Bill immédiatement, sans avoir égard aux délais des procédures parlementaires.

3. D'ailleurs il n'y a pas besoin d'avis pour une motion régulière d'urgence, cette motion se fait lorsque l'ordre du jour au sujet du Bill est appelé.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ La motion demande que, pour raison d'urgence, un certain article du feuillet des ordres soit appelé de suite, et que le Bill pour amender le code du notariat passe par toutes les phases de la procédure.

“ Quand on allègue urgence, c'est à la Chambre, sur une motion et par un vote, qu'il appartient de déclarer que cette urgence existe.

“ La procédure voulue, c'est de déclarer par une résolution, que, dans l'opinion de la Chambre, il y a urgence de passer un certain bill. Je réfère la Chambre à un précédent qui se trouve dans son journal, sous la date du 14 avril 1882, (page 144.) Après l'adoption de cette résolution, l'Orateur est autorisé par la règle 43 des Ordres permanents à poser la question sur les motions qui peuvent être faites subéquemment le même jour, pour faire subir plusieurs phases au Bill. Mais il est irrégulier de proposer qu'un bill passe par toutes ses phases, vu que chaque bill est sujet au jugement de la Chambre à chaque phase de la procédure nécessaire à sa passation.

“ A part ces considérations, la motion est hors d'ordre, pour une autre raison. La règle 19 des ordres permanents établit l'ordre des affaires pour chaque jour, et la règle 24 prescrit que tous les articles inscrits au feuillet des affaires du jour soient appelés dans l'ordre qu'ils y occupent. La motion demande que l'ordre du jour portant la deuxième lecture du bill en question soit appelé de suite, ce qui est en contravention à ces deux règles et ce qui est par conséquent hors d'ordre. Si l'urgence était votée de la manière voulue, il faudrait suspendre ces deux règles pour procéder de suite avec le bill.

“ Je dois donc décliner de poser la question.”

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le premier paragraphe du deuxième rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Marchand*,

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie de toutes lettres et correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et Sir *Georges Stevens* et *Duncan MacIntyre*, écuyer, ou toutes autres personnes intéressées dans le chemin de fer du *Nouveau-Brunswick* et du *Canada* (*New-Brunswick* et *Canada R. R. Co.*) à propos du subside en terre accordé pour le chemin de fer de la *Rivière-du-Loup* au *Nouveau-Brunswick*.

Et copies de tous documents, mémoires ou preuves en vertu desquels l'ordre en conseil No 588, en date du 18 décembre 1883, a été passé ; ainsi que toutes correspondances entre les commissaires des chemins de fer, et le président de cette compagnie, et tous rapports d'ingénieurs touchant l'exécution des conditions imposées à cette compagnie.

Résolu, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, Copie de toutes correspondances échangées entre le Premier-Ministre ou quelqu'un de ses collègues et les Présidents ou aucuns des membres de toute compagnie ayant obtenu ou possédant aujourd'hui des chartes ou lettres patentes pour la construction d'un chemin de fer entre *Fraserville* à *Edmundston* ; copies de tous ordres en conseil adoptés depuis 1882 en rapport avec la construction de ce chemin et l'octroi des terres à aucune compagnie qui les a demandées ; copie des noms des actionnaires de toutes telles compagnies qui ont existé ou qui existent maintenant, avec le montant des actions possédées par chacun des dits actionnaires et le montant payé sur chaque action.

Ordonné, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Faucher de St-Maurice* propose, secondé par M. *Nantel*, que le Journal de l'Assemblée Législative du 2 juin 1884, page 282, dans la version anglaise, soit amendé de manière à ce que la version anglaise concorde avec la version française et que les mots suivants, qui se lisent dans la version française, soient aussi contenus dans la version anglaise :

“ *Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.”

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Murchand*, “ Que les mots suivants soient ajoutées à la motion principale :

“ Et attendu qu'il appert par les procès-verbaux de cette Chambre, p. 327, dans une réponse donnée par l'Honorable M. *Blanchet* à une question faite par l'Honorable M. *Mercier*, que cette adresse, malgré l'ordre donné par la Chambre, le 2 juin 1884, (Journaux de la Chambre, 1884, page 282), n'a pas été transmise à qui de droit, cette Chambre regrette de constater cette négligence des ministres à exécuter ses ordres.”

Et objection étant faite.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ On peut faire des amendements de façon à altérer complètement la nature de la proposition contenue dans la motion principale ; mais ces amendements doivent être relevants et doivent se rapporter au sujet de la motion originale à laquelle ils s'appliquent. Ils doivent être relevants et avoir rapport, vu qu'autrement une proposition sur un sujet différent de celui sous considération pourrait être admise sous prétexte d'amendement, sans avoir donné avis préalable de cette affaire.”

“ Dans le présent cas, la motion principale demande de corriger le journal de cette Chambre pour 1884, au sujet d'une omission qui, allègue-t-on, se trouve dans la version anglaise. L'amendement ne réfère pas à l'omission ni à l'amendement proposé du journal, mais demande que la Chambre exprime du regret parce qu'il y a eu négligence de la part des ministres de se conformer à ses ordres, en n'expédiant pas, à qui de droit, l'adresse mentionnée au journal à l'endroit où l'on veut faire l'amendement.

“ Il n'y a évidemment ni pertinence, ni rapport entre le sujet de la motion originale, dont il été donné avis, et le sujet de l'amendement, dont il n'a pas été donné avis.

“ Par conséquent, l'amendement est irrégulier et je décide qu'il est hors d'ordre.”

Et appel de la décision de M. l'Orateur étant fait, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—35.</i>

Contre la décision de M. l'Orateur :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—12.</i>

Ainsi la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la question principale étant de nouveau proposée,

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Les journaux de la Chambre sont des documents authentiques. Cela est spécialement décrété par l'article 1207 du Code Civil ainsi que par notre statut 32 *Victoria*, chapitre 10. Il est donc élémentaire que ces journaux ne peuvent être corrigés qu'en observant certaines formalités, et que cette correction ne peut pas se faire au moyen d'une simple motion, ainsi qu'on tente de le faire dans le cas présent.

“ La procédure voulue, quand on découvre une erreur ou une omission, c'est d'instituer un comité pour s'enquérir de l'affaire et en faire rapport à la Chambre. Sur ce rapport, il est ensuite pris action, selon qu'il est nécessaire, pour corriger l'erreur ou suppléer à l'omission, au moyen d'une motion et d'un ordre de la Chambre. *Cushing*, numéro 329, dit que lorsqu'on découvre une erreur ou une omission dans le journal, “ il ne doit pas être corrigé sans un ordre de la Chambre, sur le rapport du comité institué pour s'enquérir de l'affaire ” et

“ *Hatsel*, vol. II, page 266, en mentionnant l'omission d'une inscription au journal, dit “ qu'il est institué un comité pour examiner cette omission et y remédier, puis en faire rapport à la Chambre.”

“ La motion est donc prématurée. Cependant, on aurait pu en ce moment, du consentement unanime de la Chambre, instituer un comité pour s'enquérir de l'affaire et renvoyer la motion à ce comité ; et après rapport fait par ce dernier, la question aurait pu être posée sur cette motion, dans le cas où ce rapport aurait justifié de le faire.

“ Comme cette procédure n'a pas été prise, j'é suis contraint de décider que la motion est hors d'ordre.”

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Laliberté,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'ordre en conseil nommant J. P. Carreau, écr., avocat, registrateur de *St-Jean*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. LeBlanc propose, secondé par M. Picard, que le document No. 72, étant la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 mars 1885, demandant copie de la plainte, de la preuve, à l'enquête préliminaire, du *commitment*, de l'indictement, de l'allocution du juge, du verdict et de la sentence, *in re Regina vs Joseph Tassé*, Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à *Montréal*, terme de mars 1885, et déposé sur la table de cette Chambre, soit imprimé.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 15 Juin 1886.

Et le débat se continuant ;

Ordonné, Que cette motion soit référée au comité collectif des impressions conformément à la règle 94 des ordres permanents de cette Chambre.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Marchand,

Qu'attendu qu'il appert par l'*Etendard*, du 9 mars 1886, journal publié à *Montréal*, que, dans une cause de la *Reine vs Patenaude*, accusé de vol durant le terme de mars 1886, de la cour criminelle à *Montréal*, Son Honneur le juge Ramsay, président de la cour, après l'acquiescement du prisonnier, lui adressant la parole, dit :

“ Quant à vous, *Patenaude*, vous êtes libre, non pas parce que vous n'êtes pas coupable, vous êtes un voleur, la chose a été prouvée, mais vous êtes libre pour une raison qu'aucun homme intelligent ne saurait comprendre.”

Puis se tourna vers M. Corneillier, Son Honneur ajouta :

“ Voilà la deuxième fois que douze membres du petit jury rapportent un verdict contraire à la preuve. Si la chose arrive encore une fois, je décharge le jury et j'ajourne la cour jusqu'au 15, et si, à cette date, on ne peut pas avoir un jury intelligent, on ajournera jusqu'à ce qu'on puisse en trouver un. Les parjures se font à la douzaine et je pense que j'ai un mot à dire là-dessus.”

Attendu que, dans une autre cause mise devant la même cour, et durant le même terme, où il s'agissait d'un acte de cruauté commis à l'égard d'une jeune fille, à la poursuite d'une société respectable, dite "Société pour la protection des femmes et des enfants," le même juge a prononcé les paroles suivantes, d'après le *Star de Montréal*, du 12 mars 1886 :

"De pareilles causes, continua Son Honneur, sont souvent embrassées par une des classes de maniaques de notre époque, les sociétés pour la protection des femmes et des enfants, comme si les femmes et les enfants avaient un droit spécial en particulier à une plus grande protection que toute autre classe de la société. Ces sociétés de protection sont des plus dangereuses pour le bien public ; de fait, elles sont anti-sociales, elles égarent l'opinion publique et, dans beaucoup de cas, elles font un mal considérable, un tort irréparable à des citoyens respectables. Certains journaux à sensation s'emparent de ces histoires, les publient avec avidité et le fait seul qu'elles sont prises en mains par ces sociétés donnent à ces histoires une apparence de respectabilité et les font accepter comme dignes de foi quand, de fait, elles ne sont qu'une moquerie à l'égard de la moralité et de la religion. L'idée d'une protection exceptionnelle pour les femmes et les enfants est très erronée. La loi assure ample protection à toutes les classes, mais ne crée pas une classe spéciale ; elle n'assure pas plus de protection à la jeunesse qu'à la vieillesse, ni à la vieillesse qu'à la jeunesse. La prisonnière a droit à toute la protection qui lui donne la loi, et pas plus."

Attendu que de telles remarques de la part d'un juge du plus haut tribunal de la province sont de nature à créer une mauvaise impression sur l'administration de la justice en ce pays et de porter atteinte au respect dû aux Cours de Justice en cette province et aux jurés qui en font partie :

Il soit *Résolu*, Que le Procureur-Général soit requis de prendre les moyens nécessaires pour se procurer de Son Honneur le juge *Ramsay*, des officiers de la Cour et des substituts du Procureur-Général, alors présents à la Cour, un précis aussi exact que possible de ce qui s'est passé et des paroles alors prononcées par le dit juge *Ramsay* dans ces circonstances.

Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—11.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'Ordre du Jour pour la prise en considération des amendements faits en comité général au bill pour amender de nouveau l'article 312 du code municipal étant lu ;

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un Comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poulin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 15 Juin 1886.

L'Honorable M. *Taillon* propose, secondé par l'Honorable M. *Robertson*,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant certaines corporations et institutions de prêts et de placements.

L'Honorable M. *Taillon* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que l'honoraire qui doit être payé par la corporation, l'institution ou la société lors de l'émission de la licence est celui fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Frégeau* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Frégeau* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que l'honoraire qui doit être payé par la corporation, l'institution ou la société lors de l'émission de la licence est celui fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

La dite résolution est lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Taillon propose, secondé par l'Honorable M. Robertson,—Que cette résolution soit référée au comité général sur le Bill pour autoriser certaines corporations étrangères à prêter de l'argent dans cette province, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Taillon propose, secondé par l'Honorable M. Robertson,—Que cette Chambre se forme maintenant en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à l'assignation des jurés.

L'Honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.
La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Qu'il sera accordé un honoraire de trente centins pour chaque assignation de juré, et vingt centins par mille nécessairement parcouru pour effectuer cette assignation ; mais il ne sera rien accordé pour revenir.

Résolu, 2. Que les dispositions de la résolution précédente s'appliqueront aux assignations de jurés faites pour les deux derniers termes de la cour du banc de la reine, au criminel, à Montréal, antérieurs à la sanction de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Asselin, fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquels sont lues comme suit :

Résolu, 1. Qu'il sera accordé un honoraire de trente centins pour chaque assignation de juré, et vingt centins par mille nécessairement parcouru pour effectuer cette assignation ; mais il ne sera rien accordé pour revenir.

Résolu, 2. Que les dispositions de la résolution précédente s'appliqueront aux assignations de jurés faites pour les deux derniers termes de la cour du banc de la reine, au criminel, à Montréal, antérieurs à la sanction de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Robertson, qu'il lui soit permis de présenter un bill pour amender la loi concernant les jurés et jurys et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la prise en considération du Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix, que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *McShane* propose, secondé M. *Boyer*, Que la clause suivante soit insérée dans le bill :

“ Dans toutes les cités et villages incorporés où il y a un bureau local de santé, tout médecin devra faire rapport sans délai à ce bureau, de tous les cas de petite vérole, choléra, dyssenterie, etc., sous son traitement ou qui seraient à sa connaissance ; il prendra aussi toutes les précautions nécessaires pour empêcher ces maladies de se communiquer à d'autres personnes, jusqu'à ce que le bureau local ait eu le temps d'agir. Dans tous les cas, quand aucun médecin n'aura été appelé, le chef de la famille rapportera le cas ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour autoriser certaines corporations étrangères à prêter et à placer de l'argent dans cette province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et placer de l'argent dans cette province.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill relatif au fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte relatif au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire.”

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Honorable M. *Flynn*, secondé par l'Honorable M. *Lynch*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité général sur le Bill pour mieux aider la construction des chemins de fer, et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le comité a examiné le Bill pour mieux aider la construction des chemins de fer et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour mieux aider la construction des chemins de fer,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours

M. *Desjardins* fait aussi rapport que le comité a examiné le Bill faisant de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix que le Bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte faisant de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le département du secrétaire de la province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code du Notariat.

M. *Poulin* propose, secondé par M. *Beauchamp*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant proposée, qu'il soit déclaré que, dans l'opinion de cette Chambre, il y a urgence pour la passation de ce Bill.

Et objection étant faite par M. *Boyer*, qu'il faut un avis pour adopter ce procédé.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Dans le cours ordinaire de la procédure, un Bill ne peut traverser qu'une seule phase le même jour ; mais, de même qu'une motion, dont il faut donner

“avis au préalable, peut être faite sans cet avis, du consentement unanime de la Chambre, ainsi un bill peut passer le même jour par deux phases ou plus de la procédure de même, du consentement unanime de la Chambre; et, de fait, la règle 43 des ordres permanents prescrit spécialement, que tout bill doit être lu trois fois à des jours différents, mais que, dans les occasions urgentes, ou extraordinaires, un bill peut traverser le même jour deux phases ou plus.

“Quand la Chambre est unanime, cela peut se faire avec sa permission tacite, personne n’objectant quand on propose qu’il subisse une phase subséquente de la procédure.

“Quand il y a opposition, pour procéder rapidement à la passation d’un bill, il faut que la Chambre déclare, sur motion et par un vote, qu’il y a urgence d’agir ainsi; et cette motion tombe sous l’effet des dispositions de la règle 31, qui exige deux jours d’avis.

“Sauf par faveur de la Chambre, une motion d’urgence doit être faite à son tour, quand elle est appelée au feuillet des avis.

“Après qu’il a été adopté une résolution déclarant qu’il y a urgence de passer un bill, ce bill ne peut traverser ses différentes phases, que lorsque l’ordre du jour concernant ce bill est appelé, à moins que les règles 19 et 24 aient été suspendues et qu’il ait été émis un ordre spécial à l’égard de ce Bill.

“Dans le cas présent, il n’a été donné aucun avis de la motion d’urgence et l’on objecte. Je dois en conséquence décider que la motion est hors d’ordre.”

Le Bill pour annexer certaines parties du canton de *Shawinigan*, dans le comté de *St-Maurice*, à la paroisse de *Ste-Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d’enregistrement et de représentation parlementaire, est, en conformité de l’ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Le Bill pour amender l’article 874 du code de procédure civile, est, en conformité de l’ordre, lu la deuxième fois et référé au comité permanent des lois expirantes et de législation.

L’Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour rendre valides certains actes notariés, étant lu;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

M. l’Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant:

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé: “Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure,” auquel il demande le concours de l’Assemblée Législative.

Aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: “Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.”

Bill intitulé: “Acte amendant le statut 48 *Victoria*, chapitre 74, intitulé: “Acte incorporant la compagnie du chemin du Parc et de l’*Isle de Montréal*.”

Et Bill intitulé: “Acte divisant la municipalité de Canton de *Templeton*, dans le comté d’*Ottawa*, en deux municipalités séparées.

Et Bill intitulé: “Acte incorporant “*The Women’s Christian Temperance Union of Montreal*.”

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de St-Maurice*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé: “Acte pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure,” soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'Honorable M. *Flynn*,

Résolu, Qu'à compter de mercredi, le 16 du courant, cette Chambre ait deux séances chaque jour, la première de 3 à 6 heures P. M., et la seconde de 8 heures P. M., à l'ajournement.

Sept heures et demie, P. M.

L'Ordre pour les Bills privés est appelée en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Bernatchez*,—la pétition de *Pierre Boutin* et autres,

Ordonné, Que la pétition de *Pierre Boutin* et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que la 49ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que l'article 2 du Bill pour amender le code municipal soit retranché.

L'Ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill incorporant la compagnie du pont de *Sherbrooke*.

Ordonné, Que le dit Ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions qu'il a le pouvoir de l'amender, en ajoutant à la fin de la section 9 les mots suivants :

“ Pourvu que le dit achat ne sera fait qu'après qu'un règlement aura été passé par le conseil de la dite cité à cet effet, et soumis et approuvé par une majorité des personnes cotisées de la cité par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.” Et aussi en retranchant de la clause 10 jusqu'au mot “ de plus ” renfermé dans la 13e ligne.”

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Poupore*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code Civil du *Bas-Canada*, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'Honorable M. *Robertson* remet à M. l'Orateur un Message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit Message est lu par M. l'Orateur, (tous les Membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative de nouvelles estimations supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 Juin courant, ainsi que les estimations supplémentaires pour l'année 1886 et 1887 et les recommande à la considération favorable de la Chambre. (Documents de la Session No 1.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 8 Juin 1886. }

Sur motion de l'Honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que le dit message et les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu;

L'Honorable Trésorier *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Whyte* propose comme amendement, secondé par M. *Boyer*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que l'état produit en réponse à un ordre de cette Chambre, le 5 Juin courant, et portant le numéro 53 des documents de la session, n'est pas un état correct de la dette réelle de la province le 20 avril 1886. La dette de la province, telle qu'établie dans ce document, est :

Dette fondée, le 20 avril 1886.....	\$18,208,146 39	
Moins fonds placé pour amortir la dette fondée ...	7,600,000 00	
		\$10,608,146 39
Emprunts temporaires.....		500,000 00
Subventions en argent non payées aux compagnies de chemins de fer.....		938,350 65

HÔTEL DU PARLEMENT.

Montant à dépenser à même le crédit pour 1885-86.	\$15,898 61	
Estimation pour 1886-87.....	54,420 00	
		70,318 61

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

Montant à dépenser à même le crédit pour 1885-86.	\$13,030 09	
Estimation pour 1886-87.....	73,700 00	
		86,730 09

Total..... \$12,203,545 74

Que cet état est de nature à induire en erreur, parce qu'il ne comprend pas la somme de cent mille piastres due par la province à la Banque *Jacques-Cartier*, et déclarée être ainsi due dans la déposition de l'Honorable *J. A. Chapleau*, qui se trouve entre les mains du comité des comptes publics, et dans une lettre de l'Honorable *J. A. Chapleau*, en date du 2 septembre 1882, en réponse à une lettre de *A. Desjardins*, en date du 28 août 1882, dans laquelle lettre l'Honorable *J. A. Chapleau* déclare que l'Honorable *J. G. Robertson* a payé cent mille piastres à la Banque de *Montréal*, quand la Banque *Jacques-Cartier* avait une réclamation antérieure.

Aussi, parce que cet état ne comprend pas la somme perdue par le gouvernement dans la transaction avec la banque d'Echange. Le montant au crédit du gouvernement à la Banque d'Echange, tel que donné dans les comptes publics, est de soixante mille piastres. Cette banque a fait faillite et se trouve maintenant en liquidation, mais ne paiera que soixante centins par piastre. De ce qui sera payé, il faut retrancher les frais des poursuites prises contre la banque pour lui faire payer les sommes provenant de la liquidation, ce qui réduira le montant à environ trente mille piastres en sus à ajouter à la dette de la province.

Que, pour les raisons ci-haut, la somme de cent trente mille piastres aurait dû être ajoutée à la dette de la province et aurait fait voir que ce montant devrait être ajouté au déficit de l'exercice 1884-1885."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Leduc,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>McConville,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bergevin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de St-Mau-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>rice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Paradis,</i>	<i>Trudel.—43.</i>

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux victimes de l'incendie de la cité de *Hulk*, y compris \$1000 déjà votées par l'Assemblée Législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Brousseau* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. *Girouard* propose en amendement, secondé par M. *Laliberté*,—Que tous les mots après “Que”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre, tout en consentant à accorder les subsides à Sa Majesté, déclare :

Que, par l'acte 46 *Victoria*, chap. 4, l'auditeur de la province a été mis dans une position exceptionnelle et revêtu de pouvoirs qui lui permettent l'épuration complète et efficace des comptes publics.

Qu'en vertu des règlements régissant le département des terres de la couronne, les comptes du comptable de ce département sont soumis à l'examen du ministre ou de ses employés supérieurs avant de subir en dernier ressort la révision de l'auditeur de la province.

Que ce système strictement mis à effet devrait rendre impossible toute fraude dans la comptabilité ministérielle.

Qu'il n'en est pas moins établi, que feu *John Gale*, comptable du dit département a, depuis 1882 jusqu'à une date récente, détourné du trésor public, au moyen de faux rapports, des sommes qui s'élèvent en totalité à \$51,527.32, sans que les officiels sus-nommés aient mis au jour ces défalcons.

Qu'il était du devoir du gouvernement, aussitôt après avoir découvert cette défalcation, d'en révéler l'existence à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et d'en donner connaissance à cette législature par une mention spéciale dans le discours du trône, prononcé à l'ouverture de cette session.

Que cette défalcation aurait dû aussi être signalée et expliquée dans le rapport du commissaire des terres de la couronne, en date du premier février dernier, et dans celui de l'auditeur de la province, en date du trois février dernier.

Qu'après la découverte de la dite défalcation, en décembre, dernier, l'honorable commissaire des terres de la couronne, sous prétexte de commisération pour le dit feu *John Gale*, alors malade à domicile, ne prit aucune mesure efficace de surveillance pour empêcher sa fuite en attendant qu'il pût, après rétablissement, être appréhendé et cité en justice.

Que, grâce à cette négligence condamnable, le dit feu *John Gale* a pu, sans entraves, laisser le territoire canadien et échapper à la justice.

Que, loin de révéler cette défalcation à la législature, dès le début de cette session, comme les usages parlementaires l'y obligeaient, le gouvernement, après l'avoir dissimulée sous une entrée inintelligible dans les comptes publics, n'en dévoila enfin l'existence que sur les interpellations réitérées du chef de l'opposition, demandant compte de cette entrée mystérieuse.

Que tous les faits ci-dessus relatés font preuve, de la part du gouvernement, d'une négligence coupable, au détriment des intérêts publics, et méritent la condamnation de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez
Boyer,
Demers,*

*Girouard,
Laliberté,
Lemieux,
Marchand,*

*McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,*

*Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—14.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Charlebois,*

*Désaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
LeBlanc,*

*Leduc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Paradis,
Picard,*

*Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—42.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, montant additionnel, pour acheter des livres \$2,362.86, et \$2,127.15 pour acquitter des dettes existantes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887; *

Résolu, 2. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer à Dawson & Cie., 150 exemplaires de la "Procédure parlementaire" par M. Faucher de Saint Maurice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des traitements, aide additionnel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 4. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège de l'Île Perrot, Vaudreuil, pour aider à bâtir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 6. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les Sœurs des SS. Noms de Jésus et Marie, *St-Barthélemy*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège Saint-Geneviève, *Jacques Cartier*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège St-Rémi, *Napierville*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Et alors la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 16 Juin 1886.

Résolu, 9. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Orphelinat de *Marienville, Rouville*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'asile de la ville de *St-Henri, Montréal*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 11. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Couvent de Ste-Anne de *St-Félix de Valois*, comté de *Joliette*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 12. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Académie Commerciale, *Beauharnois*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 13. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Commission Permanente d'Hygiène, en vertu de l'acte 49 *Victoria* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la commission d'hygiène en vertu du S. R. C. chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'approvisionnement de vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui à la première séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant ceux des aspirants aux professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte concernant ceux des aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette province" auquel il demande le concours de l'Assemblée Législative.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette province" soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadousac*, pour le comté de *Saguenay*, et détacher à cette fin ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix*, est, en conformité de l'Ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité spécial composé de MM. *Lemieux*, *Marion*, *Rinfret* dit *Malouin*, *Frégeau* et *Saint-Hilaire* ; avec instructions d'entendre personnellement ou par procureur, les personnes qui pourront pétitionner contre la passation de ce Bill et de faire rapport avec toute la diligence possible.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 16 Juin 1886.

La Pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Shehyn*,—La Pétition du conseil de la Chambre de Commerce de Québec.

M. *Asselin*, du comité permanent des lois expirantes et de législation, présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour amender l'article 874 du code de procédure civile, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. *Asselin*, du comité collectif des deux Chambres pour examiner les divers rapports concernant la refonte et la codification des statuts, présente à la Chambre, le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant les statuts de la province, et le Bill concernant le département du trésor, et a l'honneur de rapporter les dits bills avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour corriger certaines erreurs du cadastre officiel des paroisses de *Saint-Judes* et de l'*Immaculée-Conception de St-Ours*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, l'octroi accordée par le gouvernement de la Puissance du *Canada* au gouvernement de la province de *Québec*, en vertu du statut fédéral 47 *Victoria*, chap. 8."

Et Bill intitulé : " Acte pour amender le statut 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant l'incorporation de la ville de *Sainte-Cunégonde* et lui conférer de plus amples pouvoirs."

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Flynn*,
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour corriger certaines erreurs du cadastre officiel des paroisses de *Saint-Judes* et de l'*Immaculée Conception de St-Ours*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant proposée que le Bill soit maintenant lu seconde fois ;

Et objection étant faite par l'Honorable M. *Mercier*, que ce Bill est un Bill privé.

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision plus tard.

M. *Brousseau*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la législature, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il recommande à votre honorable Chambre que les documents No 18, 22, 50, 27, 35, 38, 39, 42, 44, 46, 51, 53, 55, 64, 65, 67, 71, 73 et 74, soient imprimés pour distribution immédiate et comme documents de la session.

Votre comité recommande de plus, qu'en vertu de la motion faite devant votre honorable Chambre, le 19 du courant, référée au comité collectif des impressions, conformément à la règle 94 des ordres permanents de la Chambre, le document No 72 étant la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 13 mars 1885, demandant copie de la plainte, de la preuve à l'enquête préliminaire, du commitment, de l'indictement, de l'allocution du juge, du verdict et de la sentence, *in-re Regina vs Joseph Tassé*, Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à *Montréal*, terme de mars 1885, soit imprimé, ainsi que les documents Nos 59 et 81 de l'année dernière.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour abolir la Cour de Circuit siégeant à *Ste-Croix de Lotbinière*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Martel*,

Ordonné, qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes lettres et requêtes adressées au gouvernement, demandant la fondation de bibliothèques agricoles dans cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances avec le Département des Terres de la Couronne, depuis le 1er mars 1885, concernant la Fête des arbres ; avec un état faisant voir le nombre d'arbres qui ont été plantés ce jour-là dans la Province, cette année et l'année dernière.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, M. *Faucher de Saint-Maurice*, M. P. P., et toutes autres personnes, à propos de la dette municipale contractée par la paroisse de *St-Michel de Bellechasse*.

Sur motion de M. *Asselin*, secondé par M. *Martel*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes requêtes adressées au gouvernement de cette Province, par la Société d'Agriculture de *Rimouski*, et par lesquelles cette dernière se plaint de ce que l'octroi auquel elle a droit, depuis septembre ou octobre dernier, ne lui a pas encore été payé.

Sur motion de M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Lemieux*,

Résolu, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill pour ériger la paroisse de *St-Jean-Baptiste de Québec*, soit remis.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Martel*,

Résolu, Qu'un Comité spécial composé de MM. *Audet*, *Bernatchez*, *Marcotte*, *Gagnon*, *Deschênes*, *Asselin* et du moteur, soit nommé à l'effet de s'enquérir s'il y a lieu de faire telle correction à la version anglaise du Journal de l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le 2 juin 1884, page 282, en la faisant concorder avec la version française qui se lit :

“ *Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux “ des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif “ de cette Province.”

Sur motion de M. *Gagnon*, secondé par M. *Desjardins*,

Résolu, Que cette Chambre ayant été informée de la mort de *Ontsime Gauthier*, écuyer, membre pour le district électoral de *Charlevoix*, survenue ce matin, il lui incombe d'ajourner ses procédés en signe de deuil et comme témoignage de respect pour la mémoire de ce collègue dont elle regrette l'enlèvement si soudain.

La Chambre s'ajourne, en conséquence.

Huit heures P. M.

M. *Marion*, du comité spécial nommé pour examiner le bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadousac*, pour le comté de *Saguenay*, et détacher, à cette fin, ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté *Charlevoix*, fait rapport que le comité a examiné ce Bill et qu'il le soumet sans amendement.

M. *Duhamel*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité lequel est lu. (Appendice No. 3.)

* *Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 45 *Victoria*, chapitre 16, concernant les arpenteurs et les arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pour amender et étendre l'application des articles 2174, 2175 et 2176 du Code Civil et l'acte 47 *Victoria*, chap. 36.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*,—Quels sont les ouvrages publiés par l'Honorable F. G. *Marchand*, M. P. P., qui, depuis le 1^{er} janvier 1878 jusqu'au 15 juin 1886, ont été achetés pour la bibliothèque ou les départements; quelles sommes ont été payées pour l'achat de ces ouvrages, et à qui?

Réponse par l'Honorable M. *Blanchet*,—Le 3 mai 1884, vingt-cinq exemplaires de la comédie, "Un bonheur en attire un autre," par l'Honorable F. G. *Marchand*, M. P. P., ont été achetés de A. *Bérubé*, qui en a donné reçu au comptable de la Chambre.

Au commencement de la session actuelle, 50 copies de "Les Faux brillants", par le même auteur, ont été achetés de M. *Filleau*, par ordre du comité de la bibliothèque.

Dix-huit exemplaires des mêmes ouvrages ont été achetés de A. *Bérubé*, par le département de l'instruction publique et par le département du registraire.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—1. Le gouvernement a-t-il payé à la corporation de la cité de *Québec* les \$15,000 qu'il devait lui payer le 15 avril dernier, en vertu du contrat passé le 20 août 1882, entre le gouvernement et la dite cité?

2. S'il ne les a pas payées, pourquoi?

3. Quand se propose-t-il de les payer?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson*,—Le gouvernement n'a pas payé la somme mentionnée.

La compagnie du chemin de fer du Nord était tenue, en vertu de son contrat du 21 août 1882, de payer à la corporation de la cité de *Québec*, à l'acquit du gouvernement, cinq versements de \$15,000 chacun pendant cinq ans. Le gouvernement a été notifié, il y a peu de jours, que la compagnie du chemin de fer du Nord n'avait pas payé, et la compagnie du chemin de fer du Pacifique, qui est maintenant en possession du chemin de fer du Nord, a été notifiée de payer le montant dû sans délai à la corporation de la cité de *Québec*.

Si elle n'est pas payée par la compagnie du chemin de fer du Pacifique, dans un court délai, le gouvernement paiera la cité de *Québec* et retirera le montant de cette compagnie.

La cité de *Québec* doit un fort montant au gouvernement, et ce dernier est disposé à régler avec la cité en aucun temps.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—Le Procureur-Général se propose-t-il de prendre des moyens propres à faire rapporter du comité des Bills privés le Bill No 91 concernant la charte de la cité de *Montréal*, de manière à permettre à la Chambre de se prononcer sur la première clause qui abolit la journée de corvée?

Réponse par l'Honorable M. Taillon.—Le Procureur-Général, n'étant pas chargé de ce Bill, n'a pas d'autres moyens que ceux que peuvent avoir le chef de l'opposition ou tout autre membre de cette Chambre pour faire rapporter ce Bill du comité des Bills privés et offrir à la Chambre de se prononcer sur aucune partie d'icelui.

Par M. Poupore,—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre à exécution la déclaration faite par l'honorable trésorier de la province, le 9 juillet 1880, concernant une aide pour la construction d'un palais de justice et d'une prison dans le comté de Pontiac, et de donner suite aux dispositions de l'acte 43-44 Victoria, lorsque ces bâties seront érigées ?

Réponse par l'Honorable M. Robertson,—Le gouvernement est prêt, en aucun temps, à exécuter la promesse faite par le trésorier de la province, le 9 juillet 1880, et à donner effet à l'acte mentionné, quand les édifices seront construits par le comté de Pontiac.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. McShane,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : copies de tous états, correspondances, plaintes, requêtes, factums échangés entre le gouvernement et G. H. Deschênes, écr., M. P. P., et M. Pelletier, garde forestier, et toutes autres personnes, au sujet des droits que le dit G. H. Deschênes peut devoir au gouvernement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Poulin propose, secondé par M. Beduchamp, que cette Chambre est d'opinion qu'il y a urgence pour la passation du Bill pour amender le code du Notariat ; et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beauchamp,
Casavant,
Demers,
Deschênes,
Dorais,

Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
LeBlanc,
Martel,

Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,

Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Stephens et
Thornton.—21.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Beaubien,
Bernatchez,
Blanchet,
Boyer,
Brousseau,
Désautniers,
Desjardins,

Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,
Leduc,
Lemieux,

Lynch,
Marchand,
Marcotte,
Marion,
Martin,
McShane,
Mercier,
Nantel,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Shehyn,
Taillon,
Trudel,
Turcotte et
Whyte.—30.

Ainsi, il est résolu négativement.

M. Poulin propose, secondé par M. Beauchamp, que les règles 19 et 24 des ordres permanents soient suspendues à l'égard du Bill pour amender le Code du Notariat, et que l'ordre du jour au sujet de ce Bill soit maintenant appelé. Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beauchamp,
Casavant,
Demers,
Deschênes,
Dorais,

Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
LeBlanc,
Martel,

Paradis,
Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,

Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Stephens et
Thornton.—21.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Beaubien,
Bernatchez,
Blanchet,
Boyer,
Brousseau,
Désaulniers,
Desjardins,

Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Garneau,
Girouard,
Laliberté,
Leduc,
Lemieux,

Lynch,
Marchand,
Marcotte,
Marion,
Martin,
McShane,
Mercier,
Nantel,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Shehyn,
Taillon,
Trudel,
Turcotte et
Whyte.—30.

Ainsi, il est résolu négativement.

L'ordre du Jour étant lu pour la troisième lecture du Bill concernant le Barreau de la province de Québec.

M. Asselin propose, secondé par M. Martel, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Beauchamp propose comme amendement à la motion, secondé par M. Paradis que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

La dite motion du consentement de la Chambre, est retirée.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Lynch propose comme amendement secondé par l'Honorable M. Taillon, Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " l'ordre du jour pour la troisième lecture de ce Bill soit rescindé et que le dit Bill soit de nouveau renvoyé en comité général avec pouvoir de considérer la clause 96."

L'honorable M. Turcotte propose comme sous-amendement, secondé par M. Désaulniers, que les mots " et les sections 14 et 41 " soient ajoutés à la fin de l'amendement.

Et le dit sous-amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et l'amendement, tel qu'amendé, étant mis aux voix;—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le dit Bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec pouvoir de considérer la clause 96 et les sections 14 et 41.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération, demain, à la première séance de la Chambre.

L'Ordre du Jour étant lu pour la prise en considération du Bill pour amender de nouveau l'article 312 du Code Municipal, tel qu'amendé par le Comité général de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant pris en considération; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, pris en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'Honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Boyer*, que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "dans trois mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Beauchamp,
Bernatchez,
Boyer,
Carbray,
Demers,
Désautniers,
Duhamel,

Garneau,
Girouard,
LaLiberté,
Lapointe,
Lemieux,
Marchand,

Marion,
McShane,
Mercier,
Owens,
Paradis,
Poulin,

Rinfret dit Malouin,
Sheyhn,
Stephens,
Trudel,
Turcotte et
Whyte.—25.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Bergevin,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Deschênes,
Desjardins,
Dorais,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,

LeBlanc,
Leduc,
Lynch,
Marcotte,
Martel,
Martin,
Nantel,

Poupore,
Richard,
Robertson,
Rébillard,
Spencer,
St-Hilaire et
Taillon.—28.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “Acte pour amender l'article 312 du Code Municipal,” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender le Code Municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “Acte pour incorporer l'Ecole de Médecine vétérinaire de *Montréal*,” avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “Acte pour incorporer l'Ecole de Médecine vétérinaire de *Montréal*,” lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le Bill pour amender le Code du Notariat.

Et la Chambre ayant continué de siéger en Comité jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 17 juin 1886.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Richard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 874 du Code de Procédure Civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre l'a passé sans amendement.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le 18 mai dernier, à l'effet que le Bill pour amender les lois sur l'Instruction Publique de manière à établir un bureau d'examineurs à *N. D. du Lac St-Jean*, soit maintenant lu la deuxième fois ;

Et cette motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. Marchand fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 13 *Victoria*, chapitre 33, concernant les voitures pour chemins d'hiver.

M. LeBlanc propose, secondé par M. Leduc, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue négativement.

Le Bill pour amender l'article 720 du Code Civil, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des lois expirantes et de législation.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, mercredi, le 19 du courant,

Qu'il soit mis devant cette Chambre : copie des rapports de MM. Blacklock et Kemp, envoyés par l'honorable ministre des Terres de la Couronne, pour vérifier et examiner certains terrains entre la seigneurie de *St-Hyacinthe* et le canton de *Farnham*, paroisse de *l'Ange-Gardien* ; et copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Terres de la Couronne et MM. Fontaine & Tellier, avocats procureurs dans la cause de *Sorelle vs Gaboriau*, au sujet de ces terrains.

Et cette motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. Lynch propose, secondé par l'honorable M. Taillon, — Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'affermage des Terres de la Couronne.

L'honorable M. Lynch informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.
La Chambre, se forme en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur le rapport du commissaire des Terres de la Couronne, autoriser le dit commissaire à affermer à toute personne ou corporation, pour une ou toutes fins quelconques, cette partie non-concédée et non occupée de territoire de la province connue sous le nom de *Péninsule Manicougan*, n'excédant pas une étendue de quarante-cinq milles carrés et la grève qui l'entoure, pour une période de dix années ou moins, soit à rente annuelle fixe, soit à un pourcentage sur les produits nets obtenus par les fermiers, si le territoire ainsi affermé est employé pour des fins de manufacture ou de commerce; le dit affermage ne devant en aucune manière affecter les droits des occupants actuels et devant être sujet aux autres termes et conditions qui peuvent être imposés.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poulin fait rapport que le Comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Poulin fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit:

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur le rapport du commissaire des Terres de la Couronne, autoriser le dit commissaire à affermer à toute personne ou corporation, pour une ou toutes fins quelconques, cette partie non-concédée et non-occupée de territoire de la province connue sous le nom de *Péninsule Manicougan*, n'excédant pas une étendue de quarante-cinq milles carrés et la grève qui l'entoure, pour une période de dix années ou moins, soit à rente annuelle fixe, soit à un pourcentage sur les produits nets obtenus par les fermiers, si le territoire ainsi affermé est employé pour des fins de manufacture ou de commerce; le dit affermage ne devant en aucune manière affecter les droits des occupants actuels et devant être sujet aux autres termes et conditions qui peuvent être imposés.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'Honorable M. Lynch ait la permission de présenter un Bill concernant l'affermage des terres de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois—et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant les statuts de la Province de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le département du Trésor ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'Honorable M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour abolir la cour de circuit siégeant à *Ste-Croix*, dans le comté de *Lotbinière* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la loi concernant les jurés et les jurys ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender la loi concernant les jurés et les jurys, (46 Vict., ch. 16). "

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette province, " est en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance de la Chambre aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 17 Juin 1886.

M. Duhamel, du comité spécial nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu. (Appendice No. 4).

M. Faucher de Saint-Maurice, du comité spécial nommé pour s'enquérir s'il y a lieu de faire une correction à la version anglaise du Journal de l'Assemblée Législative de Québec, pour le 2 juin 1884, page 282, de manière à la faire correspondre avec la version française, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir examiné les pages 281 et 282 du Journal français de l'Assemblée Législative en date du 2 juin 1884 qui se lisent comme suit :

“ Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

“ Résolu, Que la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska, se prête à la construction d'une voie ferrée allant se raccorder à Edmunston au chemin de fer du Nouveau-Brunswick.

“ Que, d'après les renseignements donnés officiellement, il est impossible de trouver ailleurs de meilleures terres pour la culture.

“ Qu'il faudrait peu d'efforts pour diriger la colonisation vers cette région fertile et l'ouvrir à l'industrie et à l'agriculture.

“ Que des paroisses pourraient s'ouvrir sur la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska où des milliers de nos compatriotes trouveraient, sinon l'abondance, au moins l'existence fière, honnête et indépendante.

“ Que la province de Québec faciliterait ainsi le repatriement de nos compatriotes actuellement aux Etats-Unis et empêcherait une émigration qui est une cause d'affaiblissement pour le pays.

“ Qu'il est de l'intérêt de la province de Québec d'ouvrir au commerce et à l'agriculture la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska, et que le meilleur moyen d'y parvenir serait la construction d'une voie ferrée, allant se raccorder à Edmunston au chemin de fer du Nouveau-Brunswick.

“ Que l'Assemblée Législative présente une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'assurant que cette construction est d'une importance vitale pour le développement commercial et agricole de la frontière sud des comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, l'Islet et Kamouraska.

“ Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copie de toutes requêtes, signées par les habitants de Saint-Michel de Bellechasse, envoyées au gouvernement au sujet du règlement de l'emprunt municipal fait par Saint-Michel de Bellechasse ; et copie de toute correspondance échangée à ce sujet.

“ Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.”

A constaté que les mots :

“ Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province ” ne se trouvent pas dans la version anglaise.

Votre comité recommande respectueusement que ces mots soient traduits et ajoutés dans la version anglaise du journal de l'Assemblée Législative, en date du 2 juin 1884, pour qu'il y ait concordance.

L'Honorable M. *Taillon*, du comité permanent des lois expirantes et de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné deux Bills pour amender l'article 556 du code de procédure civile, et suivant l'ordre de cette Chambre, les a réunis en un seul bill sous le No 135, lequel bill il rapporte sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant de nouveau le code de procédure civile, et a l'honneur de rapporter ce Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'Honorable M. *Blanchet* présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 14 juin 1886, demandant copie de l'ordre en conseil nommant J. P. *Carreau*, Ecuier, avocat, régistrateur de *St-Jean*. (Documents de la Session, No 75.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 31 mai 1886, pour un état indiquant les comtés de la province de *Québec*, dans lesquels le cadastre est en vigueur en tout ou en partie, et les comtés ou parties de comté qui ne sont pas encore cadastrés. (Documents de la Session, No 76.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 9 juin 1886, pour copie de la correspondance entre Monseigneur *Charles Guay* et le gouvernement de cette province, se rattachant à l'établissement d'un orphelinat agricole dans le diocèse de *Rimouski*. (Documents de la Session, No 77.)

M. l'Orateur, (sur l'objection faite par l'Honorable M. *Mercier* à la motion proposée hier que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour corriger certaines erreurs dans le cadastre officiel des paroisses de *Saint-Jude*s et de l'*Immaculée Conception de St-Ours*," soit maintenant lu la deuxième fois), décide comme suit :

"J'ai examiné, avec soin, le Bill pour corriger certaines erreurs dans le cadastre des paroisses de *Saint-Jude*s et de *Saint-Ours*."

"Ce bill aurait pour effet de prendre dans la paroisse de *Saint-Jude*s certains lopins de terre et de les inclure dans la paroisse de *Saint-Ours*, pour toutes les fins."

"La règle 51, en énumérant de nombreuses classes de Bills privés, excepte spécialement de cette catégorie les bills concernant les divisions de municipalités ou de comtés pour les fins de la représentation dans la législature. Dans le cas de tels bills, quoiqu'ils puissent comprendre d'autres fins, ce sont des bills publics, mais ils sont à la fois d'une nature publique et privée : publique, parce que la représentation du peuple à l'Assemblée Législative concerne toute la société, et privée, parce que les fins municipales, paroissiales, scolaires et d'enregistrement ne concernent que les propriétaires des lopins de terre affectés. Ces bills sont techniquement désignés sous l'appellation de "bills hybrides."

"Comme ce bill comporte un changement pour toutes les fins et que, par conséquent, il comprend les fins de la représentation, c'est un bill hybride, affectant et des intérêts publics et des intérêts privés."

"Conformément à l'usage du parlement en pareil cas, ce bill ne devrait pas être lu maintenant pour la deuxième fois, mais devrait être renvoyé au comité des ordres permanents pour constater si avis convenable a été donné ou si l'on peut s'en dispenser ; puis, après sa deuxième lecture, il devrait être renvoyé à un comité spécial, devant lequel les parties intéressées pourraient être entendues pour ou contre les dispositions qu'il contient

“ Je suggère donc que l'ordre du jour pour la deuxième lecture de ce bill soit rescindé et que le promoteur procède selon que l'exigent les circonstances.”

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Bernatchez* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement ait décrété, pour les registrateurs, et persiste à laisser en force, un tarif d'honoraires aussi élevé et aussi susceptible d'interprétation arbitraire que celui décrété le 6 décembre 1883. Cette Chambre regrette aussi le rappel du tarif décrété le 5 juin 1883.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—18.</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Duckett,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Richard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Marcotte,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition coloniale, *Londres, Angleterre* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'association de Tir de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux ateliers, pour les sciences affectées aux arts mécaniques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'édifice de l'écoles des arts, à *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se formera aujourd'hui de nouveau en le dit Comité.

L'honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Bernatchez*, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater : Que l'Association de Prévoyance Mutuelle du *Canada*, ait été incorporée en vertu d'une loi du gouvernement sans qu'elle offrit des garanties suffisantes pour le public, et ne reposant que sur une base fautive au point de vues des affaires financières.

Qu'il est étrange que cette association ait pu continuer ses opérations et faire des dupes dans le pays, lorsque, par son système d'inspection, le gouvernement devait connaître qu'elle était incapable de répondre à ses engagements et que sa liquidation était imminente.

Que, dès les premiers jours de l'année 1885, les journaux français et anglais de *Montréal*, à la suite d'une assemblée des actionnaires de cette association, ont dénoncé le fait que, quelques mois auparavant, les directeurs avaient transporté tous ses revenus pour dix années à venir.

Que, dans de telles circonstances, c'était le devoir du gouvernement de protéger le public par une action prompte et énergique, en mettant fin aux opérations de l'association.

Qu'enfin le gouvernement a eu tort de payer à même les \$15,000 le dépôt qu'il avait en mains pour garanties, toutes les réclamations des créanciers et des fonctionnaires, les premiers créanciers qui se sont présentés, au détriment d'un grand nombre d'autres qui avaient des droits égaux."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,
Gagnon,*

*Girouard,
Laliberté,
Lemieux,
Marchand,*

*McSkane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,*

*Shehyn,
Stephens,
Turcotte et
Whyte.—17.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Désaulniers,*

*Desjardins,
Dorais,
Duckett,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Lapointe,
Lynch,*

*Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,
Poupore,*

*Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
St-Hilaire,
Taillon,
Thornton et
Trudel.—33.*

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège d'Agriculture, *Richmond* ; pour les bâtisses, \$2,000 payables \$1,000 par année, pendant deux années ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour payer les arrérages dus pour la partie vétérinaire du journal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement d'un haras, \$6,000 chaque année pendant cinq années ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'assurance sur les édifices de la fabrique de sucre de betteraves de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au jardin Botanique à *Montréal*, pourvu qu'on fournisse 50 acres de terre ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au pont sur la rivière *Richelieu*, entre *Lacolle* et *Saint-Thomas*, dernier payement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la fabrique de sucre de betterave de *Berthier*, \$12,000 payable en quatre paiements chacun \$3,000, pourvu que 2,000 tonneaux de betteraves soient manufacturés en sucre pendant la première année; 3000 tonneaux pendant la 2^e année; 4500 pendant la troisième année, et 6000 pendant la quatrième année; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés d'apiculture, qui devra être partagée également entre les deux sociétés; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la société agricole, prix pour les bestiaux canadiens et pour autres fins, à la disposition du commissaire de l'agriculture et des travaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la société d'horticulture, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour corriger certaines erreurs dans les cadastres des paroisses de *Saint-Jude* et de *l'Immaculée Conception de St-Ours*.

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents pour s'assurer si un avis convenable a été donné ou si l'on peut se dispenser de donner cet avis.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 8 heures P. M., sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de " La Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*" et les actes qui l'amendent, et pour changer son nom en celui de : " La Compagnie de chemin de fer urbain de *Montréal*"

Bill intitulé : Acte pour amender le statut 47 *Victoria*, chapitre 91, intitulé : " Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *St-Henri*, (42-43 *Victoria*, chapitre 58.)

Bill intitulé : "Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la Commune du même lieu."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 et ses amendements."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le statut 32 *Victoria*, chapitre 18, concernant les écoles de réforme."

Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau l'acte général des mines de *Québec* de 1880."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi de la chasse de *Québec*."

Aussi, le Conseil Législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : Acte pour incorporer l'Association des entrepreneurs de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*."

Bill intitulé : Acte amendant de nouveau le statut 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent et les amendements à ces actes."

Bill intitulé : "Acte pour ériger une certaine partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Association des entrepreneurs de *Montréal*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour ériger une certaine partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte amendant de nouveau le statut 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent et les amendements à ces actes," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir s'il y a lieu de faire une correction à la version anglaise des Journaux de l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le 2 juin 1884, page 282, de manière à la faire concorder avec la version française de la même date.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Ecole de Médecine Vétérinaire de Montréal."

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. Robertson propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. Rinfret dit Malouin propose comme amendement, secondé par M. Shehyn, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que, malgré les sacrifices faits par la cité de Québec, pour obtenir l'exposition provinciale à son tour, le gouvernement ait cru autoriser la tenue de la prochaine exposition ailleurs qu'à Québec, quand telle exposition n'a pas été tenue à Québec, depuis au-delà de dix ans."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers.

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—14.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désaulniers,

Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice.
Flynn,
Frégeau,
Lapointe,
Lynch,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Sawyer,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon et
Turcotte—32.

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général et pour l'entretien de *Spencer Wood*, clôtures etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St-Valier, *Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par M. *Taillon*, que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

M. *Demers* propose comme amendement, secondé par M. *Bernatchez*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que les dépenses publiques en cette province, au lieu de diminuer depuis 1878-79, ont toujours été en augmentant ;

Qu'en effet, il appert par le document No 84 des documents de la session vol. 17, 1883-84 (état No 1) que les dépenses de 1878-79 ont été de \$2,817,821.50 ; et qu'il appert par les comptes publics de 1884-85 (page 11) que les dépenses de l'année finissant le 30 juin 1885 ont été de \$3,155,652.77 en sus des sommes suivantes mentionnées à la même page, savoir : \$20,549.96 pour réclamations par rapport aux dépenses du trafic, chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; et \$23,526.47 pour payer les comptes du surplus sur la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* faisant un grand total de \$3,199,724.21 ;

Que le résultat des dépenses des années 1878-79 et 1884-85 est comme suit :

1884-85	\$3,196,724 21
1878-79.....	2,817,821 50

Augmentation..... \$ 381,902 71-

Que les dépenses de législation en 1878-79 ont été comme suit :

Conseil Législatif	\$ 32,808 25
Assemblée Législative	116,053 75

Total Législation 1878-79 \$148,862 80

(Document No 84 de 1884 ci-dessus mentionné.)

Que les mêmes dépenses de Législation pour 1884-85 (comptes publics, 85 p. 5.) ont été de \$185,217.98 ce qui accuse une augmentation de \$36,355.98 ;

Que les dépenses du gouvernement civil ont été comme suit, d'après les mêmes autorités.

1884-85.....	\$ 187,874 12
1878-79.....	154,835 46
Augmentation.....	33,038 66

Que les dépenses pour les institutions de charité, durant les mêmes années, ont été comme suit :

1884-85.....	\$298,061 86 (comptes publics, 1885, p. 9)
1878-79.....	271,229 46 " " 1879, p. 9)
Augmentation.....	\$ 26,832 40

Et que cette augmentation des dépenses pour les institutions de charité a eu lieu, malgré que durant les quatre dernières années vingt pour cent ait été refranché des allocations faites aux hôpitaux, et parce que les asiles d'aliénés, dont les dépenses sont comprises dans ce chapitre, aient coûté ce qui suit durant les deux années en question ;

1884-85.....	\$227,500 00
1878-79.....	210,542 74
Augmentation.....	\$ 16,957 26

et aussi malgré que les dépenses pour les institutions de charité proprement dites, comprenant les hôpitaux, etc., etc., ont été comme suit :

1884-85.....	\$42,864 00 (comptes publics, 1885, p. 9)
1878-79.....	41,770 00 " " 1879, p. 9)
Augmentation.....	\$1,094 00

Que l'Honorable M. Ross, premier ministre actuel, avait provoqué le refus des subsides par le Conseil Législatif au gouvernement Joly, en l'accusant, entr'autres choses, d'extravagances dans les dépenses publiques, et qu'il dépense beaucoup plus aujourd'hui qu'il ne fut dépensé en 1878-79 ;

Que ces faits constatent un triste état de choses et qu'il est regrettable de voir le ministère actuel, dont le chef et quelques autres membres combattaient le gouvernement Joly, pour ce motif, manquer aux promesses solennelles qu'il avait faites au pays et continuer le régime d'extravagances inauguré par l'Honorable M. Chapleau et si bien illustré par l'Honorable M. Mousseau."

Et l'amendement étant mis aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand.,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—14.

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>St-Hilaire.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts contre l'incendie ; la moitié des frais devant être remboursée par les propriétaires des licences de bois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Brousseau* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. *Brousseau* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

M. *Robidoux* propose comme amendement, secondé par M. *Gagnon*, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Attendu que, le 25 Février 1881, dans une lettre adressée à l'Honorable J. A. *Chapleau*, alors premier ministre de cette province, l'Honorable John J. *Ross*, ministre de l'agriculture et des travaux publics dans le cabinet *Chapleau*, et aujourd'hui premier ministre de la province, s'est exprimé comme suit, en remettant son portefeuille entre les mains de l'Honorable M. *Chapleau*.

" J'ai combattu sans résultat, au sein du Conseil Exécutif, la pratique nouvelle que la majorité du cabinet vient d'adopter au sujet du chemin de fer provincial.

" La vente de la partie ouest de ce chemin à une compagnie désintéressée dans le succès futur de la partie qui relie Québec à Montréal, avec le projet de louer ou vendre cette dernière partie à une autre compagnie serait, dans mon opinion, contraire aux intérêts généraux de la province, et très préjudiciable à ceux d'une importante section du pays.

“ Dans les circonstances, il ne me reste que le moyen constitutionnel de me démettre de la présidence au Conseil Législatif et de vous remettre le portefeuille de commissaire de l'agriculture et des travaux publics, vous priant de vouloir bien faire agréer ma démission par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.”

Attendu qu'à la séance du Conseil Législatif de mercredi, le 10 Avril 1882, le protêt suivant a été enregistré sur le livre du greffier du Conseil Législatif :

“ Protestent :—Parce que la suspension des règles, sans avis de motion, tel que pratiqué dans la séance du 9 Mai 1882, pour la “passation du Bill No 139,” et sous prétexte d'urgence, est contraire aux usages parlementaires, et met la minorité complètement à la merci de la majorité.

“ Parce que la vente du chemin de fer à une compagnie dont le principal actionnaire est M. L. A. *Sénécal*, administrateur du chemin de fer pour le gouvernement, est contraire à la clause 1,484 du code civil qui se lit comme suit :

“ Clause 1484, “ne peuvent se rendre acquéreurs ni par eux-mêmes, ni par parties interposées, les personnes suivantes, savoir :

“ Les tuteurs, etc.

“ Les mandataires, etc.

“ Les administrateurs ou syndics des biens qui leur sont confiés, soit que ces biens appartiennent à des corps publics ou à des particuliers, etc.

(Signé) : C. B. de Boucherville, J. Elie Gingras, P. E. Dostaler, Ed. Rémillard, J. B. G. Proulx, John J. Ross, J. G. Laviolette, J. Gaudet.

Québec, 10 Mai 1882.

Attendu que l'honorable premier-ministre, John J. Ross, a déclaré dans un discours prononcé à la séance du Conseil Législatif, du mercredi, le 19 avril, 1882, et rapporté à la page 175 du *Hansard—Desjardins*, de 1882 :

“ Ainsi, Sir Hugh Allan profitant du privilège d'acheter dans les dix premières années, aurait payé \$50,000 de plus que l'on reçoit par les projets en délibération. En outre de cela, on donna au syndicat *Sénécal* \$350,000 en valeur de plus que Sir Allan demandait. Voilà donc une différence de \$850,000 en faveur de la soumission Allan-Rivard, c'est-à-dire en réalité en faveur du pays.”

Attendu que, dans le même discours, le même honorable premier-ministre aurait déclaré : (Voir page 172, *Hansard—Desjardins* de 1882.)

“ Après avoir étudié la question sous toutes ses faces, j'en suis venu à la conclusion que le gouvernement n'avait pas obtenu le meilleur prix. Je suis même d'opinion qu'il n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire dans les circonstances et pour obtenir le plus haut prix. Je suis d'opinion qu'il eût mieux valu demander des soumissions et plus particulièrement dans le cas qui nous occupe.”

Attendu que, dans le même discours, (voir page 170 du *Hansard—Desjardins*, 1882), l'honorable M. Ross a encore déclaré ce qui suit :

“ D'après le discours (parlant d'un discours prononcé à Ste-Thérèse par l'honorable M. Chapleau), le premier ministre déclarait qu'il ne vendrait pas le chemin pour moins de \$8,000,000. Je prétends que cette déclaration ne liait qu'à une chose, c'est que le gouvernement ne pouvait vendre le chemin pour moins de \$8,000,000..

Attendu que, dans le même discours, (page 165, du *Hansard—Desjardins* 1882,) l'honorable M. Ross déclarait :

“ En gardant la voie ferrée je n'hésite pas à dire que nous pouvons éviter la taxe ; en la vendant j'avoue que j'en doute fort. Assurément ce n'est pas à sacrifier à vil prix, pour la moitié de la valeur, une aussi belle propriété que l'on peut compter rétablir l'ordre dans nos finances, et équilibrer notre budget.”

Attendu que dans un discours prononcé à la séance du 9 mai 1882, et rapporté à la page 380 du *Hansard—Desjardins*, 1882, l'honorable M. Ross se serait exprimé comme suit :

“ Je ne puis terminer sans déclarer que je proteste contre ce marché si désastreux en soi et dans ses conséquences pour les intérêts de la province. Je proteste de toutes mes forces contre un marché qui dépouille ma province de sa plus belle propriété, qui lui arrache ses plus belles espérances pour l'avenir.
 “ Cette transaction n'est du commencement à la fin qu'un sacrifice pour la province de Québec.”

Attendu que le cabinet *Ross* ne doit son accession au pouvoir qu'à la désapprobation par son premier ministre de la politique de chemin de fer du cabinet *Chapleau*.

Attendu que par la septième clause du contrat consenti au syndicat, le 11 mars 1882, il a été convenu de ce qui suit :

“ 1. Le syndicat s'oblige à faire et à compléter les travaux d'extension requis pour mettre les chemins qu'il acquiert en communication directe avec le chemin de fer Intercolonial et à faire construire un terminus, à Québec, les quais, engins, machines et autres ouvrages requis pour l'établissement de la traverse dont il est question plus haut, et de plus, à contribuer pour moitié dans le coût et les frais des bateaux traversiers qui seront requis, le nombre des ouvrages que le syndicat s'oblige à faire sont ceux décrits dans la cédule A, annexé aux présentes.”

Attendu que, par la huitième clause du dit contrat, il a été convenu de ce qui suit :

“ 8. Le syndicat prend les chemins qu'il acquiert dans l'état où ils se trouvent actuellement ; il s'oblige sous les conditions ci-après mentionnées, à faire tous les travaux mentionnés dans la Cédule B, pour la réparation et la complétion des chemins, et s'oblige, en outre, à tenir continuellement les dits chemins en bon ordre.”

Attendu que le syndicat a, le 7 août, 1883, été mis en demeure de faire les travaux mentionnés en premier, troisième et quatrième lieu dans la Cédule B du dit contrat, et ce par lettre de l'Honorable *Henry Starnes* alors commissaire.

Attendu que, par la même lettre, le syndicat a été mis en demeure de faire certains travaux mentionnés au dit contrat, comme il appert au document No. 25 de la session de 1883.

Attendu que la mention faite des dits travaux, en la cédule A, est la suivante :

“ 3. La moitié du coût des bateaux traversiers et leurs accessoires \$90,000.”

Attendu que la Chambre des Communes en 1883, a voté un montant suffisant pour faire sa part des travaux mentionnés dans la dite cédule A, à savoir :

“ Embranchement *St-Charles* et bateaux passeurs entre *Lévis* et *Québec*, \$130,000.”

“ Embranchement *St-Charles*. Voies de garage et cour de gare—*Pointe-Lévis* \$47,000.”

Attendu que les travaux mentionnés dans les cédules A et B, n'ont pas été exécutés par le syndicat.

Attendu que, comme il a été déclaré par l'honorable *M. Ross*, le chemin de fer du Nord a été vendu au syndicat pour un prix beaucoup au-dessous de sa valeur réelle, fait qui est complètement établi par le profit que le syndicat a réalisé, dans la vente qu'il en a faite.

Attendu que l'acte de l'*Amérique Britannique* du nord 1867, décrète que la législature pourra faire toutes les lois relatives à la propriété aux droits civils dans la province et que, comme l'a déclaré l'Orateur de cette Chambre, le quatre du présent mois de juin, la Chambre a le pouvoir de passer des bills traitant la propriété de toute manière possible, elle peut décréter l'expropriation des propriétés immobilières situées dans les limites de la province, même l'expropriation ou la confiscation de ces propriétés.

Attendu que cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle est d'opinion que les déclarations plus haut citées du premier ministre si

elles étaient sincères, lui imposeraient l'obligation de faire instituer contre le syndicat, alors que celui-ci était encore propriétaire du chemin de fer du Nord, une action en nullité de la vente de ce chemin, en vertu de l'article 1484 du code civil du *Bas Canada* ; ou de faire adopter par cette Chambre une loi déclarant cette vente nulle pour la raison susdite et, vu le défaut du syndicat de remplir les obligations auxquelles il était tenu en vertu du contrat de vente que lui avait consenti la Province.

Et cette Chambre, pour toutes ces raisons, est d'opinion que le gouvernement a manqué à ses promesses et ne mérite pas la confiance du pays."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Latiberty,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Snoyer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tailon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—36.</i>
<i>Charlebois,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour mettre à effet les dispositions de la 48^e *Victoria*, chapitre 32, concernant l'acte des manufactures de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de 500 copies de la liste des paroisses et des municipalités par *Deschamps* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La résolution No. 61 adoptée en comité des subsides, mardi le 18 de mai dernier, est considérée de nouveau en comité et lue comme suit :

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La dite résolution est amendée en ajoutant après les mots "malades indigents" les mots "Asile de la Providence."

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le Fautueil, et M. Brousseau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Brousseau informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité

M. Brousseau rapporte du comité des subsides deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du Greffier de la Couronne en Chancellerie, comprenant les dépenses contingentes ordinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte du comité des subsides deux résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux appointements du bureau du Greffier en Loi ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en Loi, y compris un employé surnuméraire pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 Juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille neuf cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris l'impression, la reliure, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix sept mille six cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc., y compris aussi \$12,000 pour la codification des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux traitements et dépenses contingentes de la Bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la publication des Débats de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des salaires du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante et un mille cinq cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Patrice pour les orphelins, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins Catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth pour les enfants pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'Industrie, Institut *Hervey*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St-Vincent de Paul, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des Yeux et des Oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, *Montréal* ; en rapport avec l'Université-Laval ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital *St-Charles*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastre soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1884.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de Belmont, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'Hôpital de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de St-Hyacinthe, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice St-Joseph, *Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajemmerais, *Varennas* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, *Sainte-Anne Lapocatière*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de St-Ferdinand, *St-Ferdinand d'Halifax*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, *St-Paulin*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, *Longueuil*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), *Longueuil*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, *Saint-François du Lac*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, *Saint-Denis*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises, de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure proprement dite :—La somme de cinq par cent de la part allouée aux catholiques, sera retenue annuellement, pour être distribuée, en telle proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera parmi les institutions de sourds-muets et aveugles dans les institutions catholiques de la province ; et la somme de cinq par cent, de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure, pour être employée par le conseil de l'Instruction Publique à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent : et \$6,000 seront payées sur cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq par cent.

De la part accordée pour l'éducation protestante supérieure, \$200 seront appliquées pour venir en aide à l'association des instituteurs de la province, et \$500 pour le salaire d'un inspecteur des écoles supérieures, des académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles communes :—cinq pour cent, de la part des catholiques dans ce fonds sera retenu annuellement pour être distribué, en telle proportion qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, aux institutions pour le soulagement des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt neuf mille six cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles pour les sourds-muets, y compris \$200 pour *Sie-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds-muets de *Mile-End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, français, enseignement primaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Journal de l'Instruction Publique, anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aider à la reconstruction du collège Ste-Thérèse, dernier paiement, une année n'ayant pas été payée ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au couvent de *St-Roch de l'Achigan* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Marchand, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures nécessaires pour terminer, pendant la présente session, la refonte et la codification des statuts commencées depuis 1876, et qui a coûté jusqu'ici \$58,638.17, et pour laquelle le gouvernement demande encore \$12,000 pour l'année 1886-87, portant le total prévu à \$70,638.17 et ce, quand un nouveau retard diminue considérablement l'utilité et la valeur de cette refonte."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,	Gagnon,	McShane,	Shehyn,
Bernatchez,	Girouard,	Mercier,	Turcotte et
Boyer,	Laliberté,	Rinfret dit Malouin,	Whyte.—15.
Demers,	Marchand,	Robidoux,	

CONTRE :

Messieurs

Asselin,	Charlebois,	Marcotte,	Richard,
Audet,	Désaulniers,	Marion,	Robertson,
Beaubien,	Desjardins,	Martel,	Robillard,
Beauchamp,	Duhamel,	Martin,	Spencer,
Blanchet,	Flynn,	Nantel,	St-Hilaire,
Brousseau,	Frégeau,	Owens,	Taillon et
Carbray,	Garneau,	Poulin,	Trudel.—33.
Caron,	Lapointe,	Poupore,	
Casavant,	Lynch,		

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

Et la troisième résolution et les suivantes jusqu'à la cent-dixième-inclusive-ment, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la transcription, l'impression et la publication des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sciences naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Chambre des Arts et Métiers, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'Agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'Agriculture, français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'Agriculture, (3, à \$800 piastres chacune) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'Agriculture pour leur permettre d'établir des beurrieres et des fromageries modèles, 3 à \$1000 chacune, payable en trois ans, (second payement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture pour aider les trois écoles à payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de médecines vétérinaires françaises ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de médecines vétérinaires anglaises ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements, dépenses de voyages, etc, ayant rapport aux Fabriques de Beurre et de Fromage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Laitière de la Province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en rapport avec l'agriculture, y compris souscriptions aux traités et publications, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et des vignes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent soixante et cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au comité permanent des expositions, *Montréal*, (cinquième et dernier versement de \$3,300 et une année d'intérêt à 5 pour cent, soit \$165) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'immigration et repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la dix-neuvième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La vingtième résolution étant lue la seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Demers propose comme amendement, secondé par M. Boyer, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Cette Chambre regrette que les montants qui ont déjà été dépensés pour l'encouragement de l'émigration européenne, n'aient pas donné de résultats plus satisfaisants, lesquels résultats n'ont pas été du tout en proportion des sommes dépensées ; et à moins que le gouvernement, par ces moyens, ne parvienne à retenir plus d'immigrants dans la province, cette chambre est d'opinion qu'à l'avenir, un montant aussi considérable ne soit pas continué."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,	Gagnon,	McShane,	Shehyn,
Bernatchez,	Girouard,	Mercier,	Turcotte et
Boyer,	Laliberté,	Rinfret dit Malouin,	Whyte.—15.
Demers,	Marchand,	Robidoux,	

CONTRE :

Messieurs

Asselin,	Charlebois,	Lapointe,	Poupore,
Audet,	Désautniers,	Lynch,	Richard,
Beaubien,	Desjardins,	Marcotte,	Robertson,
Beauchamp,	Duhamel,	Marion,	Robillard,
Blanchet,	Faucher de Saint-	Martel,	Spencer,
Brousseau,	Maurice,	Martin,	St-Hilaire,
Carbray,	Flynn,	Nantel,	Taillon et
Caron,	Frégeau,	Owens,	Trudel.—34.
Casavant,	Garneau,	Poulin,	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante-cinq mille huit cent dix-huit piastres et quarante-huit cents, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La dite résolution étant lue la seconde fois et la question étant proposée, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

L'honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Marchand, Que le mots " Mais il est regrettable que le gouvernement n'ait pas encore remédié aux inconvénients graves dont le juges, les avocats et le public se plaignent depuis si longtemps, avec tant de raison, en rapport avec l'administration de la justice à Montréal," soient ajoutés à la fin de la dite résolution.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,	Gagnon,	McShane,	Robidoux,
Bernatchez,	Girouard,	Mercier,	Shehyn et
Boyer,	LaLiberté,	Rinfret dit Malouin,	Whyte.—14.
Demers,	Marchand,		

CONTRE :

Messieurs

Asselin,	Charlebois,	Lapointe,	Poupore,
Audet,	Désaulniers,	Lynch,	Richard,
Beaubien,	Desjardins,	Marcotte,	Robertson,
Beauchamp,	Duhamel,	Marion,	Spencer,
Blanchet,	Faucher de Saint-	Martel,	St-Hilaire,
Brousseau,	Maurice,	Martin,	Taillon,
Carbray,	Flynn,	Nantel,	Trudel et
Caron,	Frégeau,	Owens,	Turcotte,—35.
Casavant,	Garneau,	Poulin,	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille huit cent quatre-vingt-neuf piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des édifices publics, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouvel édifice du Parlement, (déjà voté \$4000); pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-treize mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau palais de justice, *Québec*, (déjà voté \$14,000); pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et de prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justices et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante-et-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyer des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Police, des Juges des Sessions de la Paix, *Québec*, et magistrats de Police, *Montréal* et traitement et dépenses de ces bureaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille quatre cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons et des écoles d'industrie et de réforme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en *France*; traitement et loyer de bureaux, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, en vertu des S. R. B. C., chap. 110, section 7; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres par le département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le département des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-deux mille huit cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le département des terres de la Couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens par le département des terres de la Couronne pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'explorations minières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'encouragement de l'arboriculture, par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La sixième résolution étant lue la seconde fois et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. Mercier, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

Attendu que le Palais de Justice du district de *Kamouraska*, incendié le 11 Mars 1881, fut construit au moyen de débentures garanties pour l'ancienne province du *Canada*.

Attendu que, par l'acte du *Canada* 36 *Victoria*, chapitre 30, le gouvernement de la puissance assume le surplus de la dette de la puissance du *Canada* existant lors de la confédération, et non assumé par l'acte de la confédération.

Attendu que, pour rencontrer les débentures émises comme dit ci-dessus, une taxe spéciale très élevée fut imposée dans le comté de *Kamouraska* sur les procédures devant les cours supérieures, de circuit, des juges de paix et des commissaires et sur les enregistrements au bureau d'enregistrement.

Attendu que jamais le gouvernement n'a constaté le produit de cette taxe qui ne fut abolie qu'en 1881 par le statut de *Québec* 44-45 *Victoria*, chapitre 23, s. 5.

Attendu que le gouvernement a, en 1881, touché et versé au fonds consolidé du revenu de la province, le montant de l'assurance du Palais de Justice savoir : \$7667.69.

Attendu que, depuis cet incendie, le comté de *Kamouraska* a été privé de la cour de circuit, pendant que les comtés de *Richmond*, *Stanstead*, *Wolfe*, *Missisquoi*, *Rimouski*, *Ottawa*, *Pontiac*, *Gaspé*, *Bonaventure*, *Beauce*, *Chicoutimi*, *Saguenay* et *Charlevoix*, ont deux endroits où se tient la cour de circuit ; et que, pendant cette session même, le gouvernement a soumis et fait adopter par la Chambre un projet de loi pour accorder une seconde cour de circuit au comté de *Beauharnois*.

Attendu, que tous les comtés de la province où la cour de circuit ne se tient pas, ont droit, en vertu des S. R. B. C. chapitre 110, sec. 7, à une somme de \$1200.00 avec intérêt, laquelle somme a été payée à ces comtés avec intérêt ; qu'ainsi en 1882-83, le comté de *Chamby* reçut son capital \$1200.00 et \$1296.00 intérêt pour 18 ans, en tout \$2496.00 ; celui de *Lévis* reçut \$1656.00 pour 23 ans d'intérêt, etc., etc.

Attendu que le comté de *Kamouraska*, qui n'a jamais reçu cette somme, aurait droit aux \$1200 capital et \$2520 pour trente cinq ans d'intérêt, soit en tout \$3720, en sus des \$7667.68 touchés par le gouvernement pour assurance comme susdit, soit un grand total \$11,387.69.

Que, sous ces circonstances, il soit résolu, " que la Chambre regrette que le gouvernement ait négligé d'écouter depuis 3 ans, la demande d'une aide pour construire un édifice pour y tenir la cour de circuit, dans le comté de *Kamouraska* ; et que le gouvernement ait fait répondre à M. *Gagnon*, le 19 Mars dernier, par le procureur général, qu'il n'avait pas l'intention de décider l'affaire cette année, privant par là ce comté important des avantages de la cour de circuit au mépris du droit et de la justice."

Et la question à l'amendement étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sheyhn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Turcotte.—35.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Les résolutions subséquentes, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Brousseau* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des comptes de la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.*, (voté de nouveau) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les réclamations en suspens pour chemin de fer de *Q. M. O. & O.* Dépenses du Trafic, (Revenu) voté de nouveau, \$8,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Et la première résolution étant lue la seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Boyer propose comme amendement, secondé par M. Whyte, que tous les mots après "Chambre" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "refuse de concourir dans cet item parce que cette inspection constitue une nouvelle dépense à faire pour inspecter ces chemins de fers sur lesquels la province n'a plus de contrôle depuis la passation de l'acte fédéral sur les chemins de fer, passé en 1883."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—14.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—32.</i>
<i>Charlebois,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Robidoux propose comme amendement, secondé par M. McShane, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite résolution : "Mais cette Chambre regrette de constater que la province soit encore appelée à payer des comptes, tant pour la construction, que pour le tracé d'un chemin de fer vendu le 4 mars 1882, et livré le 1er juillet 1882; et regrette aussi que le gouvernement ne soit pas en état de dire quand il cessera de faire des dépenses en rapport avec ce chemin."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—32.</i>
<i>Charlebois,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille cent trente-six piastres et dix-sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les impressions, la reliure, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements du gouvernement civil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme pour les garçons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école vétérinaire française; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'installation permanente des deux Chambres de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux populations en détresse des comtés de *Gaspé* et de *Bonaventure*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la commission centrale d'hygiène, *Montréal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la confection des cadastres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer pour 1883, 1884, 1885 et partie de 1886; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles de *Beauport*, *St-Jean de Dieu* et *St-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Bernatchez propose comme amendement socondé par M. Demers que tous mots après "Chambre" jusqu'à la fin de la question soient retranchées et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Ne concoure pas dans la dite résolution, mais qu'il soit résolu, que la charge de surintendant général des travaux de colonisation soit abolie, si, non, que le salaire du surintendant ne soit pas pris sur les faibles octrois votés pour les chemins de colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,	Gagnon,	McShane,	Robidoux,
Bernatchez,	Girouard,	Mercier,	Shehyn et
Boyer,	Laliberté,	Rinfret dit Malouin,	Whyte.—14.
Demers,	Marchand,		

CONTRE :

Messieurs

Asselin,	Désaulniers,	Marcotte,	Richard,
Audet,	Desjardins,	Marion,	Robertson,
Beauchamp,	Duhamel,	Martel,	Robillard,
Blanchet,	Faucher de Saint-	Martin,	Spencer,
Brousseau,	Maurice,	Nantel,	St-Hilaire,
Carbray,	Flynn,	Owens,	Taillon,
Caron,	Frégeau,	Poulin,	Trudel et
Casavant,	Lapointe,	Poupore,	Turcotte—33.
Charlebois,	Lynch,		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. McShane propose comme amendement secondé par M. Gagnon, Que les mots suivants soient ajoutés à cette résolution : " mais qu'il est regrettable que le gouvernement maintienne la taxe imposée, à cette fin, aux municipalités, et la perçoive avec autant de partialité et d'injustice et avec si peu de bénéfice pour la province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Demers,
Gagnon,
Girouard,
Laliberté,

Marchand,
McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—15.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,
Charlebois,
Désaulniers,

Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
Lynch,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle résolue affirmativement.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux victimes de l'incendie de la cité de Hull, y compris \$1000 déjà votées par l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1886.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, montant additionnel, pour acheter des livres \$2,362.86, et \$2,137.15 pour acquitter des dettes existantes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887 ;

Résolu, 2. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer à Dawson & Cie., 150 exemplaires de la " Procédure parlementaire " par M. Faucher de Saint-Maurice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 3. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des traitements, aide additionnel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 4. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège de l'Île Perrot, Vaudreuil, pour aider à bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 6. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les Sœurs des SS. Noms de Jésus et Marie, *St-Barthélemy*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège Saint-Geneviève, *Jacques Cartier*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Collège St-Rémi, *Napierville*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 9. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Orphelinat de Marieville, *Rouville*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'asile de la ville de *St-Henri, Montréal*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 11. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Couvent de Ste-Anne de *St-Félix de Valois*, comté de *Joliette*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 12. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Académie Commerciale, *Beauharnois*, aide pour bâtir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 13. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Commission Permanente d'Hygiène, en vertu de l'acte 49 *Victoria* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la commission d'hygiène en vertu du S. R. C. chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Résolu, 15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'approvisionnement de vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'exposition coloniale, *Londres, Angleterre* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'association de Tir de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux ateliers, pour les sciences affectées aux arts mécaniques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'édifice de l'écoles des arts, à *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège d'Agriculture, *Richmond*, pour les bâties, \$2,000, payables \$1,000 par année, pendant deux années ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour payer les arrérages dûs pour la partie vétérinaire du journal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'établissement d'un haras, \$6,000 chaque année pendant cinq années ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'assurance sur les édifices de la fabrique de sucre de betteraves de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au jardin Botanique, à *Montréal*, pourvu qu'on fournisse 50 acres de terre ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au pont sur la rivière *Richelieu*, entre *Lacolle* et *Saint-Thomas*, dernier paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la fabrique de sucre de betterave de *Berthier*, \$12,000 payable en quatre paiements chacun de \$3,000, pourvu que 2,000 tonneaux de betteraves soient manufacturés en sucre pendant la première année ; 3000 tonneaux pendant la deuxième année ; 4500 pendant la troisième année, et 6000 pendant la quatrième année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés d'apiculture, qui devra être partagée également entre les deux sociétés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la société agricole, prix pour les bestiaux canadiens et pour autres fins, à la disposition du commissaire de l'agriculture et des travaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la société d'horticulture, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la sixième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La septième résolution, étant lue la seconde fois ; et la question étant proposée, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Demers propose comme amendement, secondé par M. Bernatchez que tous les mots après " Què " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il n'est pas prudent d'autoriser une nouvelle dépense de \$30,000 dans l'état actuel des finances."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,
Faucher de Saint-
Maurice,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand,
McShane,

Mercier,
Nantel,
Owens,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Spencer,
Turcotte et
Whyte.—19.

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Trudel.—31.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Et remarque étant faite que les noms de MM. *Faucher de Saint-Maurice* et *Nantel* sont entrés pour et contre ;

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Quand l'on demande la lecture des noms inscrits lors d'une division, et qu'il appert que le greffier a commis une erreur en enregistrant un vote, l'Orateur ordonne de corriger cette erreur.

“ Lorsqu'il se commet des erreurs, en conséquence de la confusion qui peut avoir régné quand les votes ont été enregistrés, ou lorsque l'on découvre une irrégularité dans la procédure d'une division et que ces erreurs, ou cette irrégularité, ne peuvent pas être corrigées, il ne reste aucune autre alternative que de prendre une autre division, si quelqu'un des députés la demandent.

“ Quand un membre, qui a entendu poser la question, vote par inadvertence, dans le sens contraire à son intention, il ne lui est pas permis de corriger son erreur et son vote doit rester tel qu'il a été enregistré.

“ Dans le cas présent, le greffier n'a pas fait d'erreur en enregistrant les votes, et il n'y a eu aucune confusion, mais il semble que Messieurs *Faucher de Saint-Maurice* et *Nantel* ont voté par inadvertence dans l'affirmative.

“ Il ne leur est pas permis de corriger leur erreur, et leur vote doit rester tel qu'il a été d'abord enregistré.

“ J'ordonne, en conséquence, au greffier de biffer leurs noms de la liste de ceux qui ont voté dans la négative.”

Et le Greffier ayant effacé les noms de Messieurs *Faucher de Saint-Maurice* et *Nantel* des “ Contre,” la division est comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Whyte.—19.</i>
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>	
<i>Maurice.</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Charlebois,—</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martel,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—29.</i>
<i>Casavant,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La huitième résolution, étant lue la seconde fois; et la question étant proposée, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. *Whyte* propose comme amendement, secondé par M. *Boyer* que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il soit résolu, Qu'il n'est pas raisonnable de demander à la province de payer l'assurance sur des bâtiments qui ne lui appartiennent pas, et sur lesquels elle n'a qu'une deuxième hypothèque."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,

Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand,

McShane,
Mercier,
Rinfret dit Malouin,

Robidoux,
Shehyn et
Whyte.—14.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Désautniers,

Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,
Lynch,

Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,
Poupore,

Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon,
Trudel et
Turcotte—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La neuvième et la dixième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La onzième résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée, Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

L'honorable M. *Marchand* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier*, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Il soit résolu, que la législature de Québec a déjà accordé en pure perte un subside de \$70,000 à la compagnie sucrière du *Canada*, établie à *Farnham* ;

Que cette compagnie est devenue insolvable et a discontinué ses opérations après avoir transporté le dit subside en mains tierces ;

Que la province n'a pas encore fini de payer le montant de ce subside au cessionnaire de la dite compagnie, qu'elle doit encore \$35,000 pour cela, et qu'elle est, en conséquence, obligée de payer une somme de \$7,000 chaque année, malgré que cette compagnie n'ait pas rempli ses engagements ;

Que cette expérience impose à cette Chambre le devoir de s'assurer au moins de l'existence et de la stabilité d'une industrie de ce genre avant d'y consacrer une subvention ;

Que, du reste, cette Chambre est d'opinion que, pour assurer le succès de l'industrie sucrière dans cette province, les subsides destinés à cet objet, au lieu d'être payés aux fabricants, seraient plus utilement employés à l'encouragement de la culture des betteraves, qui sont la matière première essentielle à cette industrie."

Et l'amendement étant mis aux voix—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Demers,*

*Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Marchand,*

*McShane,
Marcier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux*

*Shehyn,
Turcotte et
Whyte.—15.*

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,*

*Désaulniers,
Desjardins,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,
Lapointe,*

*Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Owens,
Poulin,*

*Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire,
Taillon et
Turcotte.—33.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

La douzième résolution et les suivantes jusqu'à la quinzième inclusivement, étant lues la seconde lois, sont adoptées.

M. Brousseau rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général et pour l'entretien de *Spencer Wood*, clôtures etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St-Valier, *Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la protection des forêts contre l'incendie ; la moitié des frais devant être remboursée par les propriétaires des licences de bois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

1^r. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour mettre à effet les dispositions de la 48^e *Victoria*, chapitre 32, concernant l'acte des manufactures de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de 500 copies de la liste des paroisses et des municipalités, par *Deschamps* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1887.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Shehyn* propose, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, Qu'attendu que, le 2 juin 1884, cette Chambre a adopté les résolutions suivantes sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Shehyn*, (Journal Ass. Lég., page 282) :

“ Que l'important projet de construire le chemin de fer Canadien du Pacifique, de l'Océan Pacifique à l'Océan Atlantique, a toujours été considéré depuis son origine, tant par les déclarations répétées du Gouvernement Fédéral que par les déclarations du Parlement du *Canada*, comme une grande entreprise nationale, dont la voie serait entièrement construite sur le territoire britannique, afin d'assurer à toutes les Provinces de la Puissance, les avantages immenses que le trafic de l'Ouest, de la *Chine* et du *Japon* devait nécessairement leur conférer.

“ Que, sans cette croyance et cette conviction, les vieilles provinces de la Confédération n'auraient pas consenti à s'imposer les sacrifices pécuniaires considérables qu'elles ont faits pour hâter la construction de cette grande voie interprovinciale et transcontinentale.

“ Que la construction d'une partie de cette voie ferrée à travers les Etats-Unis avec l'aide des deniers publics de ce pays, sans passer par les villes importantes de cette Province, ne devrait pas être entreprise, sans qu'il soit démontré d'une manière irrécusable, qu'il est impossible d'adopter un tracé entièrement situé sur le territoire de la Puissance.

“ Que la différence de quelques milles en longueur, dans la construction d'un chemin aussi important et aussi utile à toutes les provinces, en le faisant passer sur leur territoire, ne peut être un obstacle sérieux pour le commerce, ni pour les intérêts réels de la compagnie qui le construit.

“ Que cette Chambre, tout en exprimant la confiance que le Gouvernement Fédéral saura faire respecter les engagements publics de la Puissance du *Canada* à cet égard, envers la Province de *Québec* et les Provinces maritimes, est convaincue que le Gouvernement Fédéral adoptera les moyens les plus énergiques et les plus complets, afin de s'assurer par des examens sérieux et scientifiques, quelle serait la voie la plus courte pour faire passer le chemin du Pacifique, sur le territoire de la Province de *Québec*, et le faire arriver aux principaux ports de mer des Provinces maritimes.

Attendu, que le même jour, la Chambre vota à l'unanimité une adresse au Lieutenant-Gouverneur, le priant de transmettre ces résolutions à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Attendu, que le 2 juin 1886, M. *Shehyn* a posé la question suivante (Procès verbaux de 1886, page 328) :

“ Par M. *Shehyn*.— Quel jour les ministres ont-ils transmis à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur l'Adresse votée par la Chambre le 2 juin 1884, le priant de transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général les résolutions adoptées le même jour, sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, appuyé par M. *Shehyn*, demandant au Gouvernement Fédéral “ de faire respecter les

“ engagements publics de la Puissance du *Canada*, envers la province de *Québec*.
 “ en faisant ainsi passer le chemin du Pacifique sur le territoire de la province
 “ de *Québec* et le faire arriver aux principaux ports de mer des provinces
 “ maritimes ” ?

“ 2. Quel jour ces résolutions ont telles été transmises à Son Excellence le
 “ Gouverneur-Général ?

“ 3. Son Excellence a-t-il accusé réception de ces résolutions, et si oui, quand ?

“ 4. S'il n'en a pas accusé réception, les ministres ont-ils fait quelques démar-
 “ ches pour faire respecter les désirs de cette Chambre ?

“ 5. Si oui, quelles sont ces démarches, quand ont-elles été faites, quelle en
 “ a été le résultat ?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet*,

“ 1. L'Adresse en question a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-
 “ Gouverneur quelques jours après son adoption, par l'honorable Orateur de cette
 “ Chambre, tel qu'ordonné.

“ 2. Il n'y a aucune entrée dans les registres conservés au Secrétariat du
 “ Lieutenant-Gouverneur quant à la date de la transmission de cette adresse au
 “ Gouverneur-Général.

“ 3. Le 16 avril 1885, le Gouvernement a déjà informé la Chambre, en réponse
 “ à une question par l'honorable M. *Mercier*, qu'aucune réponse à cette adresse
 “ n'avait été communiquée au département du secrétaire.

“ 4 et 5. L'adresse en question exprimant clairement les vues de cette
 “ Chambre, il n'a pas été jugé nécessaire de faire à ce sujet d'autres démarches
 “ d'une nature officielle.

Attendu que, le 9 juin 1886, M. *Shehyn* a posé la question suivante : (Procès-
 Verbaux de 1885, p. 390.)

Par M. *Shehyn*,—“ Les résolutions de cette Chambre, adoptées le 2 juin 1884,
 “ sur motion de l'Honorable M. *Garneau*, secondé par M. *Shehyn*, demandant
 “ au gouvernement fédéral “ de faire respecter les engagements publics de la
 “ Puissance du *Canada* envers la province de *Québec*, en faisant passer le chemin
 “ du Pacifique sur le territoire de la province de *Québec* et le faire arriver aux
 “ principaux ports de mer des provinces maritimes,” ont-elles été transmises à
 “ Son Excellence le Gouverneur-Général ?

“ Si oui, quand et comment ?

“ Si non, pourquoi ne l'ont-elles pas été ?

Réponse par l'honorable M. *Blanchet* :

“ Le gouvernement a déjà répondu, le 2 juin courant, que cette adresse avait
 “ été transmise à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par l'honorable Orateur
 “ de cette Chambre, quelques jours après son adoption.

“ Après recherches faites au bureau du secrétariat du Lieutenant-Gouverneur,
 “ dans les livres tenus à cette époque, nous n'avons pu constater si cette adresse
 “ a été transmise, mais l'adresse elle-même ne se trouve pas dans ce bureau.”

Attendu que ces réponses faites par le ministère établissent que le gouverne-
 ment a négligé d'exécuter loyalement les ordres de cette Chambre ;

Attendu qu'il était de l'intérêt public de transmettre ces résolutions à qui de
 droit afin de faire respecter les désirs de cette Chambre et les droits de cette
 province, à l'égard des choses mentionnées dans les dites résolutions ; il soit résolu,
 Que cette Chambre regrette de constater la négligence dont le gouvernement a
 fait preuve dans cette circonstance.”

Et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant
 demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernard,</i>	<i>Demers,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sheyhn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Whyte.—15.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marion,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Frégeau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>St Hilaire,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casavant,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Trudel.—30.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

M. Paradis.—Le *M. Rémillard*, mentionné à la page 329 des procès-verbaux de cette Chambre, comme ayant traduit en français l'ouvrage de *May* et celui de *Bourinot*, est-il l'honorable *E. Rémillard*, membre du Conseil Législatif de cette province ?

Réponse par l'honorable *M. Blanchet*.—Non, c'est *M. J. A. Remillard* de Québec qui a fait ces traductions et qui en a reçu le paiement. L'honorable *M. Rémillard* a corrigé ce travail, mais aucune somme ne lui a été payée pour cela par le gouvernement.

Par l'honorable *M. Mercier*.—Est-ce avec l'autorisation du procureur général que *Charles Auguste Cornellier*, Ecr., accusé, en 1885, de subornation de jurés, occupe, devant la Cour Criminelle, la position de substitut, assigné à *Aldéric Ouimet*, Ecr., C. R. ?

Réponse par l'honorable *M. Taillon*.—Les substituts du Procureur-Général, devant la Cour Criminelle à *Montréal*, sont MM. *J. Ald. Ouimet*, *M. P.* et *C. P. Dawson*. Il paraît que lorsque *M. Ouimet* se trouva incapable d'agir, par absence ou autrement, il se fait remplacer par *M. Cornellier*, son associé.

Le procureur-général n'intervient pas dans ces arrangements là.

Et là Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 18 Juin 1886.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il a passé le Bill intitulé : "Acte pour ériger la paroisse de *St-Jean-Baptiste* de *Québec*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour ériger la paroisse de *St-Jean-Baptiste* de *Québec*," ; lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'Ordre du Jour étant lu pour la prise en considération du Bill concernant le Barreau de la Province de *Québec*, tel que modifié en comité de toute la Chambre.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

M. Asselin propose, secondé par M. Nantel, que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Beauchamp propose comme amendement, secondé par M. Poulin, Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender en ajoutant la clause suivante :

" 96. Le conseil général peut, de temps à autre, faire des tarifs d'honoraires pour les avocats pratiquant devant toute cour de justice en cette province ;

" Ces tarifs seront transmis au juge en chef de la Cour du Banc de la Reine et à celui de la Cour Supérieure pour être approuvés par eux, et ils n'entreront en vigueur qu'avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Casavant,
Demers,
Gagnon,
Girouard,
Laliberté,
Lapointe,

Marchand,
McShane,
Mercier,
Owens,
Poulin,
Richard,

Rinfret dit Malouin,
Robidoux,
Shehyn,
Spencer et
Whyte.—23.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Désaulniers,

Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Frégeau,
Garneau,

Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,

Poupore,
Robertson,
Robillard,
St-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—23.

Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Nantel fait rapport que le comité a fait quelque progrès, demande la permission de siéger de nouveau, et que le comité désire avoir une décision sur la question d'ordre suivante

Le comité procédait à amender généralement le bill qui lui était confié, lorsque l'on fit objection qu'il n'en avait pas le pouvoir, et le président ayant maintenu cette objection, on a fait appel à la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Dans ce cas, le bill a été renvoyé au comité, avec instructions de l'amender en y insérant une certaine clause.

“ Il y a deux sortes d'instructions, les instructions facultatives et les instructions impératives.

“ Les instructions facultatives donnent à un comité le pouvoir de faire une certaine chose, s'il le juge à propos, mais ne lui enjoignent pas de la faire. Les instructions impératives enjoignent au comité de faire une chose particulière.

“ La dernière forme d'instructions est limitée à des choses qui se rapportent aux procédures, comme d'enjoindre au comité d'entendre les avocats des parties, ou d'ordonner que deux bills soient refondus en un seul, ou qu'un bill soit divisé en deux ou plus.

“ Les instructions concernant les dispositions d'un bill sont toutes facultatives et les mots “ avec instructions d'amender,” ou “ avec instructions de faire certaines dispositions,” sont toujours interprétées comme conférant au comité le pouvoir d'amender ou de faire telles dispositions, s'il le juge à propos ; et dans ces cas, le comité ne peut agir, d'après les instructions données, que par motion faite et question posée sur la chose à faire.

“ Un comité ne peut prendre en considération que les matières qui lui sont soumises par la Chambre.

“ Quand un bill est simplement renvoyé de nouveau à un comité général, le bill entier est sujet à considération et à amendement ; mais lorsqu'il est renvoyé de nouveau avec instructions, les pouvoirs du comité sont limités aux amendements qui sont dans les bornes de ces instructions. (*Brands Decisions*, page 32.)

“ Si l'on désire amender le bill sous d'autres rapports, il faut que la Chambre donne de nouvelles instructions pour permettre au comité de le faire.

“ Dans le cas présent, le président a décidé que le comité n'avait pas le pouvoir d'amender le bill au-delà des instructions données. Je partage cette opinion. et je maintiens sa décision.”

Alors le comité se reforme ;

Et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill pour autoriser la corporation de la cité de *Québec* à émettre des débentures étant lu ;

Et M. *Rinfret dit Malouin* ayant déclaré que les promoteurs de ce Bill l'ont abandonné ;

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Nantel*, que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

Et objection étant faite par M. *Rinfret dit Malouin*, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Un bill privé est basé sur la pétition des parties intéressées, qui paraissent comme requérants.

" Si les parties intéressées dans un bill privé n'adoptent pas les procédures requises, ou ne voient pas à ce que les motions nécessaires en rapport à la procédure soient faites, la Chambre, à laquelle le bill est pendant ne procède pas sur ce bill.

" Les procédures par rapport aux bills privés sont en partie judiciaires dans leur caractère, et elles sont, sous plusieurs rapports, assimilées à celles des cours de justice.

" De même qu'un demandeur devant une cour de justice peut discontinuer son action ou sa demande, ainsi, un requérant pour un bill privé peut l'abandonner ; et de même que la cour ne peut procéder sur une action après qu'elle a été discontinuée, de même, quand les parties intéressées abandonnent un bill, la Chambre ne peut procéder sur ce bill, quelque grande que soit son appréciation de la valeur du bill.

" Un bill privé qui a été abandonné par ses promoteurs, peut être continué quand d'autres parties entreprennent de le promouvoir ; mais pour avoir ce privilège, ces nouvelles parties doivent avoir des droits semblables à ceux des promoteurs, ou ils doivent avoir la même qualité. Par exemple, si les pétitionnaires pour un acte d'incorporation abandonnent un bill, d'autres souscripteurs à l'entreprise, mais qui n'ont pas paru comme pétitionnaires, peuvent intervenir et continuer le bill à leur profit. D'un autre côté, quand des commissaires, qui ont demandé un bill privé en leur qualité officielle, cessent de promouvoir ce bill, il ne leur est pas permis de continuer à le promouvoir comme pétitionnaires individuels ; et quand une corporation est le promoteur d'un bill et qu'elle l'abandonne, les membres de cette corporation ne peuvent pas intervenir individuellement.

" Quand d'autres parties désirent procéder sur un bill privé qui a été abandonné par les promoteurs, ils doivent obtenir la permission de la Chambre d'en agir ainsi, sur une pétition exposant les motifs qui les justifient d'intervenir et de continuer le bill.

" Dans le cas présent, le promoteur du bill est la corporation de la cité de *Québec*. Aucune autre partie ne peut posséder la même qualité. Mais, en admettant qu'il fût possible à d'autres parties d'être admises comme promoteurs substitués, aucune pétition n'a été présentée, et aucune intervention, à cet effet, n'a été permise par la Chambre.

" Je décide donc que la motion pour la troisième lecture de ce bill est hors d'ordre."

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 18 Juin 1886.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte pour mieux définir les limites de la Paroisse des *Sainte-Ange de Lachine*, ” avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour mieux définir les limites de la Paroisse des *Saints-Anges de Lachine*, ” lesquels sont lus deux fois.

M. Boyer propose, secondé par M. Demers, Que l'amendement fait par le Conseil Législatif et ajouté après la clause 2, soit amendé en insérant entre le mot “ scolaires ” et les mots “ et de fabrique dans la paroisse de *St-Laurent* ” les mots suivants : “ pour la construction ou la réparation d'église ” ; Et la question étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

Le dit amendement, ainsi amendé, est alors adopté.

Alors les amendements subséquents sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe leur Honneur que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte pour ériger une certaine partie de la paroisse de *St-Janvier de Weedon* en municipalité de village.”

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adoptée leurs amendements.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Robertson, --Que cette Chambre se forme maintenant en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives au chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*.

L'honorable M. Taillon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que, lorsque la cité de *Hull* sera pourvu d'un aqueduc capable de la protéger contre les incendies ; --que la corporation de la dite cité aura choisi un site jugé convenable par le gouvernement de la province, pour y construire un palais de justice et une prison ; et que ce palais de justice et cette prison auront été construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins d'administration de la justice, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*, maintenant établi au village d'*Aylmer*, et le transférer dans la dite cité de *Hull*, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

Résolu, 2. Que la construction des dits palais de justice et prison, devra être faite aux frais de la corporation de la cité de *Hull*.

Résolu, 3. Que les travaux de construction des dits palais de justice et prison seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation, qui auront été fournis par le dit commissaire, et approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Résolu, 4. Que, s'il reste à l'avenir, une balance, chaque année, sur le fonds de bâtieses et des jurés, après le paiement des dépenses voulues par la loi, et de la dette actuellement due pour la construction des édifices publics à *Aylmer*, cette balance servira à rembourser la corporation de la cité de *Hull*, du coût de la construction des dits palais de justice et prison et des intérêts accrus sur le coût de cette construction; et la dite balance sera remise à la dite corporation à l'expiration de chaque année fiscale, par le trésorier de la province.

Résolu, 5. Que, lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément aux dispositions de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil publié dans la *Gazette Officielle* de *Québec*, pourra ordonner le transport dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant au village de *Aylmer*, au chef-lieu, dans la cité de *Hull*; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district d'*Ottawa*, devront se transiger dans la dite cité de *Hull*, à compter de l'expiration de ce délai.

Résolu, 6. Qu'il sera du devoir des shérifs, protonotaires, greffier et autres officiers du district d'*Ottawa*, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Résolu, 7. Que, sur le refus ou la négligence des susdits officiers, de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés par cette transmission, seront à la charge de la province.

Résolu, 8. Que le palais de justice et la prison ainsi construits dans la cité de *Hull*, seront considérés être un ouvrage public et sous le contrôle du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

Résolutions à rapporter:

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Garneau* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Garneau* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

Résolu, 1. Que, lorsque la cité de *Hull* sera pourvue d'un aqueduc capable de la protéger contre les incendies;—que la corporation de la dite cité aura choisi un site jugé convenable par le gouvernement de la province, pour y construire un palais de justice et une prison, et que ce palais de justice et cette prison auront été construits d'une manière satisfaisante pour toutes les fins d'administration de la justice, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, par proclamation, abolir le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*, maintenant établi au village d'*Aylmer*, et le transférer dans la dite cité de *Hull*, pour toutes les fins de l'administration de la justice, tant civile que criminelle.

Résolu, 2. Que la construction des dits palais de justice et prison, devra être faite aux frais de la corporation de la cité de *Hull*.

Résolu, 3. Que les travaux de construction des dits Palais de Justice et prison seront faits sous la direction du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, conformément aux plans, devis et estimation, qui auront été fournis par le dit commissaire, et approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Résolu, 4. Que, s'il reste à l'avenir, une balance, chaque année, sur le fonds de bâtieses et des jurés, après le paiement des dépenses voulues par la loi, et de la dette actuellement due pour la construction des édifices publics à *Aylmer*, cette balance servira à rembourser la corporation de la cité de *Hull*, du coût de la

construction des dits palais de justice et prison et des intérêts accrus sur le coût de cette construction ; et la dite balance sera remise à la dite corporation à l'expiration de chaque année fiscale, par le trésorier de la province.

Résolu, 5. Que, lorsque le transfert du chef-lieu aura été fait conformément aux dispositions de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions, le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté en conseil publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, pourra ordonner le transport dans un délai fixé à sa discrétion, de tous les dossiers, registres, documents et archives, pièces et procédures judiciaires de la cour siégeant au village de *Aylmer*, au chef-lieu, dans la cité de *Hull* ; et toutes les affaires judiciaires ressortant au présent chef-lieu du district d'*Ottawa*, devront se transiger dans la dite cité de *Hull*, à compter de l'expiration de ce délai.

Résolu, 6. Qu'il sera du devoir des shérif, protonaire, greffier et autres officiers du district d'*Ottawa*, de faire la transmission des dits documents, dans le délai fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sous les peines d'une amende de cinq cents piastres, et à défaut de paiement, d'un emprisonnement de six mois.

Résolu, 7. Que, sur le refus ou la négligence des susdits officiers, de se conformer aux devoirs mentionnés dans la résolution précédente, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser toute autre personne compétente à faire cette transmission, et les frais et déboursés occasionnés par cette transmission, seront à la charge de la province.

Résolu, 8. Que le palais de justice et la prison ainsi construits dans la cité de *Hull*, seront considérés être un ouvrage public et sous le contrôle du commissaire de l'agriculture et des travaux publics.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

L'Ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des voies des moyens, étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson* propose, secondé par l'Honorable M. *Taillon*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

M. *Shehyn* propose comme amendement, secondé par l'Honorable M. *Mercier* que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : "Cette Chambre est bien prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais—

Attendu que, d'après les déclarations faites par l'honorable trésorier de la province, dans son discours sur le budget, prononcé le 7 mai dernier (page 14) le passif et l'actif de la province étaient comme suit le 30 juin 1885, en sus de la dette fondée non rachetée de \$18,233,853.34 :

PASSIF (approximatif.)

Emprunts temporaires et dépôts.....	\$ 637,739 45
Subsides aux compagnies de chemins de fer, autorisés et restant à payer	1,255,013 65
Balance, telle qu'estimée, du coût de l'Hôtel du Parlement, (chiffre qui ne représente pas tout ce qui reste à payer)	135,000 00
Balance, telle qu'estimée, du coût du Palais de Justice de Québec.....	154,700 00
Balance restant à payer pour terrains et autres dettes du chemin de fer Q. M. O. & O	86,697 49
Fonds de pension des instituteurs	87,071 79
	<hr/>
	\$ 2,356,222 38

ACTIF (approximatif)

Dépôts spéciaux, le 30 juin 1885	\$ 1,000,000 00
Argent en Banque.....	\$265,481 56
Moins mandats émis et impayés.....	61,989 24
	<u>203,492 32</u>
Propriété de l'ancienne école normale, <i>Montréal</i> , destinée à rembourser le coût de la nouvelle école normale	138,348 02
Obligations restant à émettre pour la construction du Palais de Justice de <i>Québec</i>	50,000 00
Prêts à différentes institutions et montants dus par la Province d'Ontario.....	147,970 00
Souscription de la ville de <i>Montréal</i> pour le pont de <i>Hull</i>	50,000 00
Montant réclamé de la ville de <i>Montréal</i> pour la différence entre \$132,000 et le coût des terrains expropriés entre la place <i>Dalhousie</i> et <i>Hochelaga</i> , pour le chemin de fer <i>O. M. O.</i> et <i>O.</i>	75,226 96
Dû par la puissance du <i>Canada</i> , pour intérêt du 19 avril au 1er octobre 1884, sur indemnité accordée pour la construction du chemin de fer de <i>Q., M., O.</i> et <i>O.</i>	53,618 67
	<u>\$ 1,718,655 97</u>

Attendu qu'en rapprochant le total de l'actif de celui du passif, tel que ci-haut établis, on trouve un excès de passif de \$637,566.41 comme suit :

Passif.....	\$ 2,356,222 38
Actif.....	<u>1,718,655 97</u>
Excès du passif.....	<u>\$ 637,566 41</u>

Attendu que les sommes demandées pour les dépenses de l'exercice de 1886 et de l'exercice de 1887, dans le budget ordinaire et dans le budget supplémentaire votés par cette Chambre, sont comme suit :

Dépenses pour exercice 1886.....	\$ 3,772,214 80
“ “ “ 1887.....	\$ 3,351,813 55
Budget supplémentaire pour 1887.....	\$ 131,480 00
Total des dépenses.....	<u>\$ 7,255,508 35</u>

Attendu que les recettes pour ces deux exercices, telles qu'estimées par l'honorable trésorier de la province, sont comme suit :

Recettes pour l'exercice 1886.....	\$ 3,042,722 20
“ “ “ 1887.....	\$ 3,085,122 80
Total des recettes.....	<u>\$ 6,127,845 00</u>

Attendu qu'en retranchant les recettes des dépenses, on trouve un excès de dépense ou un découvert de \$1,127,663.35, pour ces deux exercices comme suit :

Dépenses, d'après les estimations du trésorier.....	\$ 7,225,50 835
Recettes “ “ “.....	<u>\$ 6,127,845 00</u>
Déficit pour ces deux exercices....	<u>\$ 1,127,663 35</u>

Attendu qu'au montant du passif, tel que établi par les chiffres donnés par l'honorable trésorier de la province, il faut ajouter plusieurs réclamations que l'honorable trésorier n'a pas données, mais qui n'en existe pas moins en réalité notamment les suivants.:

Réclamation de la Banque <i>Jacques-Cartier</i> pour autant payé à l'Honorable <i>Thos McGreevy</i> sur l'ordre de l'Honorable <i>M. Chapleau</i> , alors premier ministre	\$ 100,000 00
Réclamations supplémentaires de <i>M. Alphonse Charlebois</i> pour la construction de l'Hôtel du Parlement, ameublement, embellissement de cet édifice, etc	200,000 00
Réclamations supplémentaires des entrepreneurs du Palais de Justice de <i>Québec</i>	100,000 00
	<hr/>
	\$400,000 00

Attendu que sur l'actif, tel que donné par l'honorable trésorier de la province, il faut retrancher les sommes suivantes, ce qui augmente d'autant le passif, savoir :

Souscription pour le pont de <i>Hull</i> , dont paiement est refusé par la cité de <i>Montréal</i>	\$ 50,000 00
Perte sur le dépôt à la Banque d'Echange, dépôt qui est donné à son plein montant dans l'état de l'actif fourni par le trésorier soit	25,000 00
	<hr/>
	\$75,000 00

Attendu que la législation de la présente session au sujet des subsides aux compagnies de chemins de fer, ajoute virtuellement aux obligations et au passif de la province une somme d'au moins \$4,357,250.

Attendu que la situation présente de la dette flottante de la province, en sus et au-delà du passif se résume comme suit :

PASSIF OU DETTE FLOTTANTE.

Excès du passif le 30 juin 1885, tel qu'établi par l'honorable trésorier de la province.....	\$ 637,566 41
Passif représenté par le déficit des exercices 1886 et 1887 d'après les estimations données fournies par l'honorable trésorier..	1,127,663 35
Passif omis par le trésorier, mais représenté par des réclamations existantes telles que plus haut énumérées.....	400,000 00
Passif représenté par la déduction à faire de l'actif de la souscription de <i>Montréal</i> pour le pont de <i>Hull</i> et la perte sur le dépôt à la Banque d'Echange tel que plus haut mentionné.....	75,000 00
Passif représenté par la législation de cette session au sujet des subsides aux compagnies de chemins de fer.....	4,357,250 00
	<hr/>
Total de l'excès du passif.....	\$ 6,597,479 76
En sus de la balance non rachetée de la dette consolidée s'élevant, le 30 juin 1885 à.....	18,233,853 34

Attendu que cet excès du passif du \$6,597,479.76 en sus de la balance non rachetée de la dette consolidée s'élevant à \$18,233,853.34, tel que ci-haut, constitue une dette flottante, d'autant qu'il faudra à courte échéance contracter un nouvel emprunt consolidé, pour couvrir et liquider cette énorme dette flottante, vu que la province n'a aucune autre ressource pour y faire face autrement.

Attendu que le service des intérêts et de l'amortissement sur cet emprunt additionnel, exigera une somme annuelle de \$395,868.78, et que, d'après les déclarations réitérées de l'honorable Trésorier de la Province, il est impossible d'augmenter les revenus de la Province autrement qu'en ayant recours à la taxe directe.

Cette Chambre regrette que l'administration actuelle ait, en augmentant ainsi la dette publique, au lieu de la diminuer, rendu nécessaire l'imposition de la taxe directe qui, de l'aveu de tous, aura pour conséquence nécessaire de nous imposer l'union législative, et de nous faire perdre l'autonomie provinciale, à laquelle le peuple de cette province tient à plus d'un titre ; et pour cette raison, cette Chambre proteste contre cette énorme augmentation des obligations et de la dette de la Province.

Et de plus, cette Chambre regrette de constater qu'au moment où elle est appelée à voter les subsides à Sa Majesté, le gouvernement n'indique pas les voies et moyens nécessaires pour rencontrer les obligations considérables qu'il a fait contracter à la Province."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez
Boyer,

Lemieux,
Marchand,
McShane,

Mercier,
Rinfret dit Malouin,
Robidoux,

Shehyn,
Turcotte et
Whyte.—12.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beaubien,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Caron,
Casavant,
Charlebois,

Désaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Garneau,
LeBlanc,

Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Nantel,
Picard,

Poulin,
Poupore,
Richard,
Robertson,
Robillard,
Spencer,
St-Hilaire et
Taillon.—33.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

(EX COMITÉ.)

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$53,561.67 pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,946,508.24 pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Brousseau fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu

M. Brousseau fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu. 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$53,561.67 pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu. 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,946,508.24 pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

M. Brousseau informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu. Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Ordonné. Que l'Honorable M. Robertson ait la permission de présenter un Bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886 et le 30 juin 1887, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Robertson,

Résolu. Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, le 18 du courant, à la prochaine séance, elle s'ajourne à samedi, le 19 du courant, à 10 heures A. M.; qu'il y ait deux séances ce jour-là : l'une de 10 heures A. M. jusqu'à midi, et l'autre de 1½ heure P. M., jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient la préséance à chacune de ces séances.

L'Honorable M. Robertson met devant la Chambre, un état des sommes payées à la première et à la deuxième Commissions de la Codification des Lois jusqu'au 30 Mai 1886. (Documents de la Session No 79.)

L'Honorable M. Flynn présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 26 Mai 1886, pour un état de toutes les sommes payées pour le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour; ainsi que toutes les réclamations admises par le gouvernement et non encore payées; le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer, pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursés au gouvernement de la province. (Documents de la Session No 78.)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 8 heures P. M., sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 312 du code municipal."

Et Bill intitulé : " Acte relatif au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte relatif au fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'article 312 du code municipal," lequel est lu deux fois.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Robidoux, le dit amendement est amendé en substituant le mot " vingt " au mot " dix."

Le dit amendement, ainsi amendé, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement avec un amendement auquel elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et étendre l'application des articles 2174, 2175 et 2176 du Code Civil et l'acte 47 *Victoria*, chap. 36 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Asselin fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender les articles 2174 et 2176 du Code de Procédure Civile et l'acte 47 *Victoria*, chap. 36."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette Province " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Poulin fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec certains amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant l'affermage des terres de la Couronne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Duhamel* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte concernant l'affermage de la Péninsule *Manicougan*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 45 *Vict.*, chap. 16, concernant les arpenteurs et les arpentages, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McShane*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des résolutions relatives au chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa* étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886 et le 30 juin 1887, et pour d'autres fins du service public, est en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Brousseau*, secondé par M. *Martin*,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Ordonné, Que la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 mai, pour un état de toutes les sommes payées pour le chemin de fer *Q. M. O.* et *O.*, depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations

admisses par le gouvernement et non encore payées ; le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer, pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursés au gouvernement de la province, (Document No 78) soit imprimé.

L'Ordre du Jour pour la troisième lecture du Bill pour amender le code du notariat étant lu ;

M. *Poupore* propose, secondé par M. *Martin*, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Asselin* propose comme amendement, secondé par M. *Duhamel*, que tous les mots après " maintenant " soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender en ajoutant la clause suivante : " La section 28 de l'acte 48 *Vict.*, chap. 32, est amendée en retranchant dans la dite section les mots " shérifs " et " député shérifs. " La section 31 du dit acte est amendée en retranchant dans la dite section les mots " shérifs " et " député shérifs. "

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

A lors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a fait quelque progrès lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau, et le président fait rapport que le comité désire avoir une décision sur la question d'ordre suivante :

" Le comité procédait à amender généralement le bill qui lui avait été confié, quand une objection fut faite, que le comité ne pouvait amender le bill que conformément aux instructions qu'il avait reçues ; et le président ayant rejeté l'objection, appel en avait été fait à la Chambre. "

M. l'Orateur décide comme suit :

" Lorsqu'un bill est renvoyé de nouveau à un comité par rapport à certaines clauses, le renvoi ne s'étend pas à d'autres clauses non spécifiées ; et quand il est renvoyé à un comité avec instructions d'y insérer de nouvelles clauses, le renvoi est restreint à la considération de ces nouvelles clauses seulement. " (*Brand's Decisions*, page 32).

" Dans ces cas, aucune autre partie du bill ne peut-être prise en considération. (*May*, page 576.) Si l'on désire amender le bill sous d'autres rapports que ceux qui sont mentionnés dans les instructions données dans l'ordre de renvoi de nouveau à un comité, le bill doit, ou être renvoyé de nouveau généralement, ou de nouvelles instructions doivent être données par la Chambre, pour autoriser le comité à faire ces amendements.

" Dans le cas présent, le bill fut renvoyé de nouveau à un comité général avec instructions d'y insérer une certaine clause, et conséquemment le comité n'a aucun pouvoir de prendre le bill en considération ni de l'amender sous aucun autre rapport.

" En conséquence, je rejette la décision du président et je décide que le bill ne peut pas être amendé généralement sur le renvoi tel qu'ordonné.

La Chambre se remet en comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Gagnon propose comme amendement, secondé par M. Demers, que tous les mots après "maintenant" soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de reconsidérer le Bill généralement."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Asselin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Désaulniers,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Turcotte.—28,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	
<i>Flynn,</i>	<i>McConville,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Martel,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Charlebois,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson et</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Poulin,</i>	<i>Sawyer.—14.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. LaLiberté fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité de toute la Chambre au Bill pour amender le code municipal étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bernatchez propose comme amendement, secondé par M. Boyer, Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé à un comité général de cette Chambre avec instructions d'amender la deuxième clause de manière à ce qu'une municipalité de village ne puisse être érigée en vertu de la dite clause qu'après que la résolution à cet effet aura été approuvée par la majorité en nombre et en valeur financière des contribuables qualifiés à voter dans la municipalité rurale intéressée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et il est

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le code municipal de la Province de Québec," la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité de toute la Chambre au Bill pour amender les lois sur l'instruction publique de manière à établir un bureau d'examineurs à *N.-D. du Lac St-Jean*, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lu la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender le Code Civil du *Bas-Canada* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadoussac*, pour le comté *Saguenay*, et détacher à cette fin ce dernier, de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération du dit Bill.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'article 556 du code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant de nouveau le code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender la section 30 de l'acte électoral de *Québec* de 1875, étant lu ;

M. Gagnon propose, secondé par M. Demers, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite que ce Bill n'est pas dans l'ordre, en ce qu'il constitue une charge sur le peuple et devrait avoir originé en comité général de la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Il est proposé par ce bill d'accorder un honoraire de vingt-cinq centins aux
" secrétaires-trésoriers des conseils municipaux, pour tout avis spécial donné en
" rapport avec la révision de la liste des électeurs, à être payé par la partie
" plaignante.

" L'objection soulevée est que ceci constitue une charge sur le peuple, et que
" cette proposition devrait, par conséquent, être d'abord prise en considération
" dans un comité général.

" C'est une disposition de notre constitution que tout bill pour l'affectation
" des deniers publics ou pour l'imposition de taxes ou d'impôts doit originer dans
" la branche populaire de la Législature ; et qu'aucune dépense des deniers
" publics ne peut être votée, ni aucune taxe ou impôt prélevé sur le peuple, à
" moins que cela n'ait été recommandé à la Chambre par le Lieutenant-
" Gouverneur.

" C'est aussi une règle que s'est imposée l'Assemblée Législative elle-même.
" que toute proposition pour l'octroi ou la dépense de deniers publics, ou pour
" l'imposition ou le prélèvement de taxes ou d'impôts, doit originer dans un
" comité général, institué un jour antérieur.

" La raison de cette recommandation est que le gouvernement doit être tenu
" responsable de toutes dépenses ou de toutes taxes projetées ; et le but de cette
" règle est de fournir l'occasion pour mure délibération.

" La disposition constitutionnelle est impérative, et ne peut être éludée ;
" mais la règle, comme tout autre ordre permanent, peut être suspendue et on
" peut se dispenser de l'observer, si la Chambre le décide ainsi.

" Mais, dans l'interprétation de cette disposition et de cette règle, les mots
" taxes et impôts ont toujours été considérés comme signifiant des taxes et des
" impôts constituant une charge de l'état sur le peuple, devant être prélevés
" comme revenu public pour faire face aux dépenses publiques du pays. Et quand
" il s'agit de l'imposition d'honoraires, ces honoraires ne tombent pas sous le
" coup, soit de cette disposition constitutionnelle, soit de cette règle, s'ils sont
" alloués pour service rendu en vertu de l'acte qui les impose, et s'ils sont
" payables, comme rémunération, à la partie qui rend ce service et non pas au
" trésor comme faisant partie du revenu public, et s'ils doivent être payés par la
" partie à laquelle le service est rendu et non pas à même les fonds publics.

" La disposition constitutionnelle et la règle ne s'appliquent pas, non plus,
" aux bills pour autoriser le prélèvement de contributions pour des fins locales
" par les autorités municipales locales, agissant de la part des contribuables, ni
" aux bills pour imposer des cotisations sur une classe particulière de personnes
" pour leur propre usage et bénéfice, comme ces contributions et ces cotisations
" ne sont pas imposées pour aider à soutenir les dépenses de l'état.

" Quand un bill renferme des taux, des droits, des honoraires ou des
" pénalités, le montant doit en être décidé et fixé, non pas dans un comité général
" préliminaire, mais dans le comité sur le bill. Tous ces taux, droits, honoraires

“ et pénalités sont imprimés en caractères italiques et ces italiques sont censées être des “ *blancs*,” qui doivent être remplis par le comité sur le bill ; et il est entendu que les mots en italiques ne sont insérés que pour indiquer le montant qui doit être proposé.

“ Comme, dans le cas présent, les honoraires qui doivent être imposés sont pour des services à être rendus par les parties qui doivent les recevoir, et qu'ils ne doivent point tomber dans le trésor public, ni être payés à même les fonds publics, ces honoraires peuvent être proposés et votés sans une résolution préliminaire, adoptée dans un comité général antérieur.

“ En conséquence, j'écarte la question d'ordre soulevée.”

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre, se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour permettre la vente des lots classés comme lots de bois de chauffage quoique compris dans les terrains sous licence, étant lu ;

M. Gagnon propose secondé par M. Robidoux, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bernard,
Boyer,
Désaulniers,
Faucher de Saint-
Maurice.

Gagnon,
Laliberté,
Lemieux,
McConville,

Marcotte,
McShane,
Mercier,
Richard,

Rinfret dit Malouin,
Shehyn,
St-Hilaire et
Turcotte.—17.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,

Casavant,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Flynn,
Garneau,

LeBlanc,
Lynch,
Marion,
Martel,
Martin,
Picard,

Poulin,
Robertson,
Robillard,
Taillon et
Trudel.—23.

Ainsi, il est résolu négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour rendre le service civil plus efficace en le soustrayant aux influences des parties politiques, étant lu ;

M. Gagnon propose, secondé par M. Demers que le Bill soit maintenant lu la seconde fois et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,

Gagnon,
Laliberté,
Lemieux,

McShane,
Mercier,

Rinfret dit Malouin,
et Shehyn.—10.

CONTRE :

Messieurs

Asselin,
Audet,
Beauchamp,
Blanchet,
Brousseau,
Carbray,
Caron,
Casavant,

Désaulniers,
Desjardins,
Dorais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Garneau,

LeBlanc,
Lynch,
McConville,
Marcotte,
Marion,
Martel,
Martin,
Picard,

Poulin,
Richard,
Robertson,
Robillard,
St-Hilaire,
Trudel et
Turcotte.—31.

Ainsi, il est résolu négativement.

Le Bill pour amender l'article 220 du Code du Notariat, est, en conformité de l'Ordre, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte de cette Province 31 Vict., chap. 9, concernant le Département du Trésor, étant lu ;

M. Gagnon propose, secondé par M. Boyer, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bernard,
Bernatchez,
Boyer,
Gagnon,

Laliberté,
Lemieux,
McConville,

McShane,
Mercier,
Poulin,

Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Turcotte.—13.

CONTRE :

Messieurs

<i>Asseñ,</i>	<i>Casavant,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Marcotte,</i>	<i>Robillard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Marion,</i>	<i>St-Hilaire,</i>
<i>Brousseau,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Trudel.—26.</i>
<i>Caron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 19 juin 1886.

L'Ordre du Jour pour la seconde lecture du Bill pour amender les articles 68, 486 et 624 du Code de Procédure Civile, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Marcotte* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, tel qu'amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 624 du Code de Procédure Civile."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour abroger l'article 2033 du Code Civil du *Bas-Canada* et la section cinq de l'article 2084 du dit Code, étant lu ;

M. *Lemieux* propose, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Audet,</i>	<i>Désaulniers,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Poulin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Richard,</i>
<i>Bernard,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McConville,</i>	<i>Sheyhn et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—22.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

*Asselin,
Blanchet,
Brousseau,
Casavant,*

*Desjardins,
Laliberté,
Lynch,
Marcotte,*

*Marion,
Martel,
Robertson,
Robillard,*

*St-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—15.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit pris en considération à la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 63 du Code de Procédure Civile, étant lu ;

M. *Lemieux* propose, secondé par M. *Boyer*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 22 de la 48e *Victoria*, intitulé : "Acte pour amender le code de procédure civile en ce qui concerne la cession de biens," étant lu ;

L'Honorable M. *Turcotte* propose, secondé par M. *Picard*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que ce Bill, tel qu'amendé, soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Honorable M. *Taillon*, du comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la refonte et de la codification des statuts, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant le pouvoir exécutif et à l'honneur de rapporter ce Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'Honorable M. *Taillon*, du comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la refonte et de la codification des statuts présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant le pouvoir législatif et a l'honneur de rapporter ce Bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

Résolu, Que cette partie des pages 281 et 282 de la version anglaise du journal de l'Assemblée Législative du 2 juin 1884, qui a rapport à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, touchant au développement de la colonisation de la frontière sud des comtés de *Dorchester*, de *Bellechasse*, de *Montmagny*, de *l'Islet*, de *Kamouraska*, et de la possibilité d'y construire une voie ferrée, soit maintenant lue par le Greffier de la Chambre.

Cette partie de la version anglaise du journal du 2 juin 1884 est alors lue à la table par le Greffier de la Chambre.

Ordonné, Que l'omission qui existe dans la version anglaise du journal de l'Assemblée Législative, du 2 juin 1884, omission qui est constatée par le rapport du comité spécial nommé pour faire des recherches et faire rapport, soit corrigée, et qu'il soit ordonné au greffier de la Chambre d'insérer les mots :

" *Ordered, That the said Addresses be presented to His Honor by those members of this House who form part of the Honorable the Executive Council of the Province.*"

(*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.)

Le Greffier corrige, en conséquence, la version anglaise du journal en y insérant les mots sus-mentionnés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte 38 *Victoria*, chapitre 76." intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité de *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de l'Assemblée Législative :

Bill intitulé : " Acte pour empêcher les manœuvres frauduleuse et la corruption dans les affaires municipales."

Et Bill intitulé : " Acte concernant le département du secrétaire de la province."

Aussi, le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il a agréé l'amendement de l'Assemblée Législative aux amendements du Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges de Lachine*," sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a agréé les amendements de l'Assemblée Législative au Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette province," sans amendement.

Et aussi, le Conseil Législatif a agréé les amendements faits pour cette Chambre à l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 302 du Code municipal," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales," lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adoptée leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte concernant le Département du Secrétaire Provincial," lesquels sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Shehyn* ;—M. *Courtney*, député ministre des finances, dans le dernier rapport adressé au ministre des finances, le 4 janvier 1886, déclare que le montant au crédit de la Province de *Québec* au 30 juin 1885, est de \$1,861,594.44 ;

Est-ce bien tout ce qui nous est dû d'après ce règlement de compte entre l'ancienne Province du *Canada*, celle d'*Ontario*, *Québec* et la Puissance du *Canada* ?

Réponse par l'Honorable M. *Robertson* ;—L'état des comptes entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province n'est reçu que depuis quelques jours, et n'a pu être examiné en détail jusqu'à ce jour. Le gouvernement d'*Ottawa* a été notifié que ces comptes contiennent plusieurs erreurs et ne peuvent pas être acceptés comme indiquant la véritable état des affaires entre la Puissance et cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 19 Juin 1886.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le pouvoir législatif ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le pouvoir exécutif ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*, est en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Le Bill pour amender l'article 220 du code du notariat, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le Bill pour amender le code du notariat, tel qu'amendé en comité général de toute la Chambre.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill pour abroger l'article 2033 du code civil du *Bas-Canada* et la section cinq de l'article 2084 du dit code, tel qu'amendé en comité de toute la Chambre.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre procède à prendre en considération le Bill amender le chapitre 22 de la 48 *Victoria*, intitulé : " Acte pour amender le code de procédure civile en ce qui concerne la cession de biens," tel qu'amendé en comité général de toute la Chambre, étant lu ;

M. *Lemieux* propose, secondé par M. *Boyer* que le bill soit maintenant pris en considération ;

L'honorable M. *Turcotte* propose comme amendement, secondé par M. *Désaulniers*, que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre," avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot " débiteur," dans la sixième ligne de la première clause les mots suivants : " Lequel curateur doit être résident du district où le débiteur a sa place d'affaire."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Asselin,
Bernard,
Caron,
Casavant,

Désaulniers,
Deschênes,
Dorais,
Gagnon,

Laliberté,
Leduc,
Lemieux,
McConville,

Marchand,
Poulin,
Richard et
Turcotte—16.

CONTRE :

Messieurs

Audet,
Blanchet,
Boyer,
Charlebois,
Desjardins,
Duhamel,

Garneau,
LeBlanc,
Lynch,
Marcotte,
Marion,
Martel,

McShane,
Mercier,
Paradis,
Poupore,
Rinfret dit Malouin,
Robertson,

Sawyer,
Shehyn,
St-Hilaire,
Taillon et
Trudel.—23.

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, Que le Bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération, elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

L'Ordre du Jour pour que la Chambre se forme maintenant en comité général sur le Bill pour annexer certaines parties du canton de *Shawinigan*, dans le comté de *Saint-Maurice*, à la paroisse de *Sainte-Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire, étant lu ;

M. *Trudel* propose, secondé par M. *Désautniers*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

Et objection étant faite, que la Chambre ne peut pas prendre ce bill en considération maintenant.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Ce bill a pour but de détacher certaines parties du canton de *Shawinigan* du comté de *Saint-Maurice* et de les annexer à la paroisse de *Sainte-Flore*, dans le comté de *Champlain*, pour toutes fins quelconques. C'est, en conséquence, un bill hybride, affectant les intérêts publics à raison du changement proposé pour les fins de la représentation du peuple, et les intérêts privés à raison du changement proposé pour les fins paroissiales, municipales, scolaires et d'enregistrement.

“ Ce bill a été lu une deuxième fois par imprévoyance, vu qu'il aurait dû être auparavant renvoyé au comité des ordres permanents, pour s'assurer si avis avait été donné où s'il pouvait en être dispensé. Puis, après sa deuxième lecture, avant d'être renvoyé en comité général, il devrait être référé à un comité spécial, afin de donner aux parties intéressées une occasion d'être entendues pour ou contre ses dispositions.

“ Comme c'est par inadvertance que ce bill a été lu une deuxième fois, il ne peut pas être renvoyé en comité maintenant ; mais les procédures concernant la deuxième lecture doivent être annulées, (*May*, 550,) et le bill devrait être renvoyé au comité des ordres permanents.”

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'article 63 du code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : “ Acte pour amender le chapitre 75 de la 44-45 *Victoria*, intitulé : “ Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 46,” étant lu ;

L'Honorable M. Turcotte propose, secondé par M. Boyer, que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et objection étant faite par M. Trudel, que ce Bill affecte des intérêts privés et qu'on ne peut procéder sur cette question que par Bill privé.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Par la clause 325 de l’acte des clauses générales des corporations de ville,” qui forme la loi municipale commune pour le gouvernement des villes en cette province; les propriétés appartenant aux fabriques et aux institutions ou corporations religieuses, charitables et d’éducation sont déclarées être exemptes de toute taxation. Par exception à cette règle, la charte de la ville de Longueuil n’exempte de la taxe que la propriété des fabriques qui est possédée pour les fins du culte public et la propriété des institutions ou corporations que je viens de mentionner qui sert aux fins pour lesquelles elles sont établies; et cette propriété, en vertu de la clause 230 de la charte, est assujettie à l’entretien des chemins, des rues et des cours d’eau et fossés, ainsi qu’au paiement de la compensation ou taxe de l’eau imposée par le conseil pour l’usage de l’eau, basée sur l’évaluation de cette propriété.

“ Le bill qui est maintenant sous considération tend à modifier cette charge, en déchargeant la propriété en question de l’entretien des chemins, rues, cours d’eau et fossés et en imposant la taxe de l’eau, ou la compensation pour l’usage de l’eau, non pas sur l’évaluation de la propriété mais sur la valeur de la quantité d’eau dépensée.

“ L’objection soulevée est que le bill tend à amender un acte privé, et qu’il aurait dû être présenté comme bill privé et ne devrait pas être traité comme bill public.

“ La législature a toujours le pouvoir, par un bill public, de rappeler ou d’amender un bill privé, et de révoquer, restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage accordé à une personne ou à une corporation, quand le bien public de l’état le demande. Ces bills sont cependant d’une nature mixte; publics, parce qu’ils sont nécessaires au bien public, et privés, parce qu’ils affectent des intérêts privés; et quoiqu’ils soient présentés et traités comme bills publics, l’usage du parlement exige de prendre les soins convenables et traiter avec équité les parties dont les intérêts privés sont affectés. La règle est de référer ces bills mixtes à un comité spécial, avec instructions de donner avis convenables aux parties intéressées et de les entendre, s’ils le désirent, et de faire rapport des circonstances. (*Bourke’s Precedents*, page 81.)

“ Dans le cas présent, l’objet du bill est de modifier un privilège qui a été accordé à la corporation de la ville de Longueuil, privilège qui excède les dispositions de la loi municipale comme applicable aux villes en général, et le préambule déclare que cette modification est dans l’intérêt public.

“ Je suis d’opinion que, dans ces circonstances, le bill a été correctement présenté comme bill public et qu’il peut être traité comme tel à ses différentes phases, et j’écarte, en conséquence, la question d’ordre soulevée; mais, après sa deuxième lecture, le bill doit être référé à un comité spécial pour s’enquérir et faire rapport sur les intérêts privés qu’il affecte.”

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la seconde fois, il est résolu affirmativement.

Le dit bill est, en conséquence lu la deuxième fois, et renvoyé à un comité spécial composé des Honorables Messieurs Blanchet, Garneau et Turcotte, et de Messieurs Martel, Boyer, Rinfret dit Malouin et Martin.

M. l’Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du pont de *Sherbrooke*."

Bill intitulé : "Acte pour mieux aider la construction des chemins de fer."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes concernant l'Association des dentistes de la province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser certaines corporations étrangères à prêter et à placer de l'argent dans cette province."

Bill intitulé : "Acte concernant les Statuts de la province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte concernant le département du Trésor."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 874 du code de procédure civile."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les jurés et les jurys, (48 *Victoria*, chapitre 16.)"

Bill intitulé : "Acte pour abolir la cour de circuit siégeant à *Ste-Croix*, dans le comté de *Lotbinière*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la ville de *Farnham*, (40 *Victoria*, chapitre 47.)"

Bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 79 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant la cour de circuit."

Bill intitulé : "Acte concernant ceux des aspirants aux professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885."

Bill intitulé : "Acte faisant de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer."

Bill intitulé : "Acte pour amender la sec. 6 de l'acte 41 *Victoria*, chapitre 5."

Et Bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique."

M. Rinfret dit Malouin propose, secondé par *M. Lemieux*, que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill intitulé : "Acte pour autoriser la corporation de *Québec*, à émettre des débentures," soit remis.

Et un débat s'élevant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne à 1 heure et demie P. M., aujourd'hui.

Une heure et demie P. M.

Le Bill pour abroger l'article 2033 du Code Civil du *Bas-Canada*, et la section cinq de l'article 2084 du dit code, est en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Code Civil du *Bas-Canada*."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour amender le chapitre 22 de la 48e *Victoria*, intitulé : "Acte pour amender le code de procédure civile en ce qui concerne la cession de biens," est en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'article 768 du Code de Procédure Civile, tel que remplacé par le statut 48 *Victoria*, chapitre 22, section 4, et les articles 1994 et 2095 du Code Civil."

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du Bill pour amender l'article 63 du code de procédure civile, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender le code municipal de la province de Québec."

Bill intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 556 du code de procédure civile."

Bill intitulé : "Acte pour amender la section 30 de l'acte électoral de Québec, 1875, (38 *Victoria*, chapitre 7.)"

Bill intitulé : "Acte pour établir un bureau d'enregistrement à Tadoussac, pour le comté du Saguenay, et détacher à cette fin ce dernier de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 220 du code du notariat."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau le code de procédure civile."

Bill intitulé : "Acte pour amender et étendre l'application des articles 2174 et 2176 du code civil et l'acte 47 *Victoria*, chap. 36."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 45 *Victoria*, chap. 16, concernant les arpenteurs de la province de Québec et les arpentages."

Bill intitulé : "Acte concernant l'affermage des terres de la Péninsule de Manicougan."

Bill intitulé : "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886 et le 30 juin 1887, et pour d'autres fins du service public."

Et Bill intitulé : "Acte concernant le barreau de la province de Québec."

M. Asselin propose, secondé par M. Dorais, que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill incorporant la compagnie des gaz combustibles, soit remis ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable M. Blanchet met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le seizième rapport des inspecteurs des prisons, asiles etc., de la Province de Québec, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 20.)

L'Honorable M. Blanchet présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 12 Mai 1886, demandant : Copie de toutes correspondances entre le gouvernement et les propriétaires de l'asile des aliénés de la province, au sujet de la mise en force des dispositions de l'acte 48 *Victoria*, chapitre 34, jusqu'à ce jour, et aussi copie du rapport du Dr Howard pour 1885, concernant l'asile de la Longue Pointe. (Documents de la Session No 80.)

Aussi,—réponse à un ordre de la Chambre du 27 Avril 1886, pour

1. Production de tous traités, mémoires, correspondances et documents quelconques relativement à l'établissement, l'administration et la discontinuation de la ferme-école de Rougemont.

2. Les noms des personnes employées à cette institution et sous la solde du gouvernement, avec indication de leurs fonctions et appointements respectifs.

3. Un état détaillé des sommes payées et des sommes encore dues par le gouvernement à l'occasion de cette institution ; avec indications aussi des réclamations pendantes, non liquidées ou contestées. (Documents de la Session No 81.)

Aussi,—réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 16 Mars 1885, demandant :

1. Copies des jugements rendus, tant au Conseil Privé, que devant les autres cours du pays, *in re* Procureur-Général *vs* Reid, au sujet de la taxe de dix centins, concernant les exhibits produits devant les cours.

2. Des instructions données aux avocats, aux protonotaires et greffiers de la province à l'égard de cette taxe.

3. Des ordres en conseils à ce sujet.

4. Du compte des dépenses se rattachant à ce sujet, faisant voir les dates et les montants des paiements, les réclamations non soldées et les noms des personnes payées ou réclamant. (Documents de la Session No 82.)

Aussi,—réponse à un ordre de la Chambre du 31 Mai 1886, pour un état des sommes payées aux commissaires nommés en vertu du statut de cette province, 47 *Victoria*, chapitre 3 ; le dit état donnant le nombre de jours que chacun des commissaires a siégé, et le montant payé à chacun d'eux. (Documents de la Session No 83.)

Aussi,—réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 20 Avril 1886, pour un état détaillé de toutes sommes d'argent dépensées dans chaque département pour impressions, annonces et papeteries, pour l'année 1885. (Documents de la Session No 27b.)

Sur motion de l'Honorable M. Taillon, secondé par l'Honorable M. Robertson,

Résolu, Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à 7 heures et demie ce soir.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Poupore, secondé par M. Asselin,

Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Et la question étant mise aux voix, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance, lundi prochain.

Sur motion de M. Martel, secondé par l'Honorable M. Mercier,

Résolu, *Nemine contradicente*, Que cette Chambre exprime le désir que le gouvernement de la province contribue aux dépenses se rattachant à l'installation de Son Eminence le Cardinal Archevêque *Taschereau*, telle somme que, dans les circonstances, il jugera à propos ; et cette Chambre s'engage à en tenir compte et à tenir le gouvernement indemne pour toute telle dépense.

Ordonné, Que copie de cette résolution soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif.

Sur motion de M. Gagnon, secondé par M. Poupore,

Ordonné, Que l'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour encourager l'exploitation des gaz combustibles," à la première séance de la Chambre lundi prochain, soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Gagnon fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

Sur motion de l'Honorable M. Blanchet, secondé par M. Duhamel,

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit.

Sur motion de l'Honorable M. Blanchet, secondé par M. Duhamel,

Résolu, Qu'attendu que les frontières nord-ouest et est de la province de Québec, n'ont jamais été déterminées dans toute leur étendue d'une manière claire, distincte et précise ;

Que cette incertitude au sujet surtout de la partie nord de nos frontières, et cette absence de bornes reconnues et établies au delà de tout doute, sont de nature à créer, dans l'avenir, des difficultés et des embarras sérieux au gouvernement de cette province ;

Attendu qu'il est important de mettre fin à un état de choses aussi préjudiciable aux meilleurs intérêts de notre province, tant au point de vue du développement des ressources importantes de cette partie du pays, que de l'administration de la justice, du progrès de la colonisation, du maintien de l'ordre et de la paix, de la sauvegarde et de la garantie des droits des citoyens sur la propriété privée dans cette région ;

Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et est de la province de Québec, sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle, entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James, par le littoral de cette même baie, jusqu'à l'embouchure de la

rivière *East-Maine* ; vers le nord par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ; de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des *Esquimaux—Ashuanipi* ou *Hamilton*—et, par la rive gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la *Baie du Rigolet—Hamilton inlet* ; vers l'est et le nord-est, par le méridional du point le plus oriental des sources de la *Rivière St-Paul*—ou petite *Esquimau*—et, par cette même rivière, vers l'est, jusqu'au 52° degré de latitude nord, et suivant cette parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'*Anse au Blanc Sablon*, frontière actuellement reconnue de la province de *Québec*.

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, basée sur les présentes résolutions, le priant d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer, d'une manière définitive, les dites limites ouest, nord et est de la dite province de *Québec*, telles qu'indiquées dans ces présentes résolutions.

Résolu, Que ces résolutions soient renvoyées à un comité spécial composé des Honorables Messieurs *Lynch, Taillon, Beaubien, Mercier, Marchand*, et de MM. *Duhamel, Gagnon, Asselin, Faucher de Saint-Maurice, St-Hilaire*, et *Boyer*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, le priant d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive les frontières ouest, nord et est de la province de *Québec*, telles qu'indiquées dans les résolutions.

L'Honorable M. *Blanchet* fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence le Très Honorable Henry Charles Keith Petty Fitzmaurice,
Marquis de Lansdowne, G. C. M. G., Gouverneur-Général
du Canada et Vice-Amiral d'icelui.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Les loyaux sujets de Sa Majesté, siégeant en Assemblée Législative, pour la province de *Québec*, croient qu'il est de leur devoir d'exposer humblement

Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et est de la province de *Québec* sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre *Ontario* et *Québec*, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la *Baie James*, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière *East Maine* ; vers le Nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ; de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des *Esquimaux, Ashuanipi* ou *Hamilton*, et par la rive gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la *Baie du Rigolet—Hamilton inlet* ; vers l'est et le nord-est, par le méridional du point le plus oriental des sources de la *Rivière St-Paul* ou petite *Esquimau*, et, par cette même rivière, vers l'est, jusqu'au 52° degré de latitude nord, et suivant cette parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'*Anse-au Blanc Sablon*, frontière actuellement reconnue de la province de *Québec*.

Qu'en conséquence, l'Assemblée Législative de *Québec* ose s'approcher de Votre Excellence, pour la prier de vouloir bien soumettre au Conseil Privé de Sa Majesté pour le *Canada*, l'humble demande suivante, savoir :

Que cet Honorable Conseil Privé veuille bien adopter ou faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive les dites limites Ouest, Nord et Est, de la dite province de *Québec*, tel que ci-dessus indiquées.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur informant Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, relativement à la demande de l'Assemblée Législative pour fixer et déterminer d'une manière définitive les dites frontières Ouest, Nord et Est, de la dite province de *Québec*; et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre l'adresse ci-dessus mentionnée à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province et qu'ils lui remettent en même temps l'adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender les articles 68, 486 et 624 du code de procédure civile " avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender les articles 68, 486 et 624 du code de procédure civile, " lequel est lu deux fois, et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *McConville* fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général de toute la Chambre, soit pris en considération, lundi prochain.

M. *Asselin*, du comité collectif des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission pour la refonte et la codification des statuts, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill de cette Chambre, intitulé : " Acte concernant la division territoriale de la province, " et a l'honneur de rapporter ce bill avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre

Résolu, Que cette Chambre, se forme immédiatement en comité sur ce Bill

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Asselin* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Resolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Ordonné, Que l'ordre du jour d'aujourd'hui pour que la Chambre prenne en considération, lundi prochain, le Bill concernant le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*, tel qu'amendé en comité général, soit rescindé.

Ordonné, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit pris en considération, maintenant.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—que le Bill, soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d’*Ottawa* ” ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours :

M. l’Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte concernant le pouvoir législatif ” avec un amendement, auquel il demande le concours de l’Assemblée Législative.

Aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : Acte pour amender le chapitre 22 de la 48 *Victoria*, intitulé : “ Acte pour amender l’article 768 du code de procédure civile, tel que remplacé par le statut 48 *Victoria*, chapitre 22, section 4, et les articles 1994 et 2005 du code civil.”

Bill intitulé : “ Acte concernant le pouvoir exécutif.”

Bill intitulé : “ Acte concernant la division territoriale de la Province.”

Bill intitulé : “ Acte pour amender l’article 63 du code de procédure civile.”

Bill intitulé : “ Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d’*Ottawa*.”

Et Bill intitulé : “ Acte octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886, et le 30 juin 1887, et pour d’autres fins du service public.”

La Chambre procède à prendre en considération l’amendement fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte concernant le pouvoir législatif,” lequel est lu la première et la seconde fois, et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Et alors la Chambre s’ajourne à lundi prochain, à 11 heures A. M.

Lundi, 21 Juin 1886.

Onze heures A. M.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Asselin*,

Ordonné, Que la réponse à une adresse de l’Assemblée Législative, du 19 avril 1886, demandant copie du rapport d’un voyage fait au *Labrador Canadien*, en vertu d’un ordre en Conseil, par M. *Saint-Cyr*, ancien député, conservateur du Musée de l’Instruction Publique. Aussi copie de son catalogue des plantes et des oiseaux de la côte Nord et les îles faisant partie du *Labrador Canadien*, exposés au Musée de l’Instruction Publique ;

Et la réponse à un ordre de la Chambre du 12 avril 1886, pour copies de la correspondance échangée entre M. *Henry O’Sullivan*, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de *Québec*, à propos de l’inspection d’une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour

relier le réseau des chemins de fer du *Nouveau-Brunswick* aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique Canadien, à *Québec*, soient imprimées comme documents de la Session.

Trois heures, P. M.

Un Message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

Acte pour amender l'acte 44-45 *Vict.*, chap. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Vict.*, chap. 49 et l'acte qui l'amende, 39 *Vict.*, chap. 46.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu *St-Laurent*.

Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure.

Acte relatif aux sociétés d'agriculture en cette province.

Acte pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province.

Acte concernant le Département des officiers en loi de la Couronne.

Acte concernant le pouvoir législatif.

Acte concernant le pouvoir exécutif.

Acte concernant la division territoriale de la province.

Acte concernant les Statuts de la Province de *Québec*.

Acte concernant le Département du Trésor.

Acte concernant le Département du Secrétaire de la province.

Acte pour amender de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du *Bas-Canada*.

Acte concernant les ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux.

Acte pour amender les actes concernant "l'Association des dentistes de la province de *Québec*."

Acte pour amender de nouveau le statut 32 *Victoria*, chapitre 18, concernant les écoles de réforme.

Acte pour amender de nouveau le statut 32 *Victoria*, chapitre 17, concernant les écoles d'industrie.

Acte pour amender de nouveau le code de procédure civile.

Acte pour changer le nom de la "Société permanente de construction de *Sherbrooke*" en celui de "Compagnie de prêts et d'hypothèques de *Sherbrooke*," et étendant ses pouvoirs.

Acte pour définir les bornes de la paroisse de *Sainte-Barbée*, et pour d'autres fins.

Acte incorporant "L'Union *Saint-Joseph de Salaberry de Valleyfield*."

Acte pour amender le statut 47 *Victoria*, chapitre 90, concernant l'incorporation de la ville de *Sainte-Cunégonde* et lui conférer de plus amples pouvoirs.

Acte amendant le statut de législature de *Québec* (43-44 *Victoria*, chapitre 81) intitulé : "Acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu *Robert Knox*, Ecuier, quant à certaines propriétés en cette province et pour autres fins."

Acte pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus de Montréal*.

Acte incorporant l'hospice de *Saint-Thomas de Montmagny*.

Acte définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu *William Dow*, Ecuier, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

Acte pour incorporer l'Ecole de médecine vétérinaire de *Montréal*.

Acte incorporant le "Cercle Fronctenac de *Québec*."

Acte pour incorporer l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de *Québec* (*The licenced victuallers Association of Quebec*.)

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de *Saint-Henri*, 42-43 *Victoria*, chapitre 58.

Acte pour incorporer "The *Sherbrooke Young Men's Christian Association*."

Acte autorisant la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Acte pour accorder à la corporation du village de *St-Gabriel* le droit de s'annexer à la cité de *Montréal*, et de faire, avec cette cité, les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Acte pour diviser la municipalité du canton de *Templeton*, dans le comté d'*Ottawa*, en deux municipalités séparées.

Acte pour incorporer "l'Association des entrepreneurs de *Montréal*."

Acte pour amender l'acte incorporant l'hôpital du *Sacré-Cœur de Jésus*, à *Québec*.

Acte pour incorporer le club de pêche au saumon de *Sainte Marguerite*.

Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique en cette province, de manière à établir un bureau d'examineurs à *Notre-Dame du Lac St-Jean*.

Acte amendant de nouveau l'acte général des mines de *Québec* de 1880.

Acte pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de *Nicolet* par la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Nicolet*.

Acte amendant le statut 22 *Victoria*, chapitre 63, intitulé : "Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du séminaire de *Nicolet*."

Acte pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Louis Philippe Demers* au nombre de ses membres.

Acte autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre au nombre de ses membres *John Napier Fulton*.

Acte pour amender l'acte incorporant la ville de *Farnham*, 40 *Victoria*, chapitre 47.

Acte pour étendre les limites du village de *La Prairie* et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Acte concernant la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*.

Acte pour amender l'article 312 du code municipal.

Acte pour amender la section 30 de l'acte électoral de *Québec* de 1875. (38 *Victoria*, chapitre 7.)

Acte pour amender le statut 48 *Victoria*, chapitre 74, intitulé : "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'île de *Montréal*."

Acte pour autoriser Dame *Jane Cox*, épouse de *John Nelson Hickey* et Dame *Barbara Cox*, épouse d'*Alexander Linton Lockerby*, à vendre la partie sud-ouest du No. 123 du cadastre hypothécaire du quartier *St-Louis*, cité de *Montréal*, à *Jean-Baptiste St-Louis* et à Dame *Emma E. Lamontagne*, épouse d'*Emmanuel St-Louis*, à certaines conditions.

Acte pour amender l'acte 46 *Victoria*, chapitre 87, intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer le Grand Nord."

Acte pour incorporer "l'Association de l'Arsenal des carabiniers *Victoria*."

Acte pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et placer de l'argent dans cette province.

Acte pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadousac*, pour le comté du *Saguenay*, et détacher à cette fin ce dernier de la première division d'enregistrement du comté de *Charlevoix*.

Acte pour amender le code municipal de la province de *Québec*.

Acte pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame *Marie Angélique Cuvillier*.

Acte pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du *Cap-Rouge* et du *Saint-Laurent*, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

Acte pour ériger une certaine partie de la paroisse de *Saint-Janvier de Weedon* en municipalité de village.

Acte pour amender l'acte incorporant la ville de *Iberville*, 22 *Victoria*, chapitre 64, et l'acte 43-44 *Victoria*, chapitre 63 amendant cet acte d'incorporation.

Acte pour augmenter les pouvoirs de l'Institut *Trafalgar*.

Acte pour amender le statut 47 *Victoria*, chapitre 91, intitulé : "Acte autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu *Jean-Baptiste Renaud*."

Acte pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins.

Acte pour amender l'article 220 du code du notariat.

Acte pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des comtés d'*Arthabaska* et *Wolfe*.

Acte pour mieux définir les limites de la paroisse des *Saints-Anges de Lachine*.

Acte concernant la paroisse de *Saint-Elphège*, dans le comté d'*Yamaska*.

Acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la compagnie du gaz de *Montréal*, et les actes qui l'amendent.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de "La compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*," et les actes qui l'amendent, et pour changer son nom en celui de "La compagnie de chemin de fer urbain de *Montréal*."

Acte amendant de nouveau le statut 38 *Victoria*, chapitre 76, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières* et les divers actes qui l'amendent et les amendements à ces actes."

Acte concernant le barreau de la province de *Québec*.

Acte pour amender l'article 624 du code de procédure civile.

Acte pour amender l'article 874 du code de procédure civile.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Saint-Jacques de l'Achigan*.

Acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer *Québec Central*.

Acte pour établir une commission provinciale d'hygiène, et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Acte pour amender le chapitre 103 des statuts de cette province, 45 *Victoria*, concernant la ville de *Richmond*.

Acte pour incorporer l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de *Montréal*.

Acte pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province l'octroi accordé par le gouvernement de la Puissance du *Canada* au gouvernement de la province de *Québec*, en vertu du statut fédéral, 47 *Victoria*, chap. 8.

Acte pour amender la loi des licences de *Québec* de 1878 et ses amendements.

Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique.

Acte pour mieux aider la construction des chemins de fer.

Acte pour faire de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer.

Acte pour amender l'article 556 du code de procédure civile.

Acte pour amender l'acte 41 *Victoria*, chap. 5.

Acte pour amender la loi de la chasse de *Québec*.

Acte pour amender le chapitre 79 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant la cour de circuit :

Acte pour amender l'article 768 du code de procédure civile tel que remplacé par le statut 48 *Victoria*, chap. 22, s. 4, et les articles 1994 et 2005 du code civil.

Acte relatif au fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Acte pour amender l'article 63 du code de procédure civile.

Acte pour ériger la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Québec*.

Acte concernant ceux des aspirants à l'étude et l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885.

Acte pour incorporer la compagnie du pont de *Sherbrooke*.

Acte pour amender la loi concernant les jurés et les jurys (46 *Victoria*, ch. 16.)

Acte pour amender les articles 2174 et 2176 du code civil, et l'acte 47 *Victoria*, chapitre 36.

Acte pour abolir la cour de circuit siégeant à *Sainte-Croix*, dans le comté de *Lotbinière*.

Acte pour amender l'acte 45 *Victoria*, chapitre 16, concernant les arpenteurs de la province de *Québec*, et les arpentages.

Acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'*Ottawa*.

Acte concernant l'affermage de la Péninsule *Manicougan*.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur :

“ Au nom de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : “ Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886 et le 30 juin 1887, et pour d'autres fins du Service Public,” lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.”

A ce Bill la sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill.”

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres, le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

En venant aujourd'hui, au nom de Sa Majesté, donner la sanction royale aux actes législatifs de cette laborieuse session, je dois vous remercier du zèle, de l'assiduité et du dévouement dont vous avez fait preuve dans l'accomplissement de vos importants travaux.

Parmi les lois qui ont été présentées et qui ont reçu votre approbation, le peuple de cette province saura particulièrement apprécier celle qui permet de racheter, dans les conditions avantageuses pour tous, cette partie du domaine public qui avait été précédemment affectée à des subventions pour favoriser la construction de certaines voies ferrées.

Le rétablissement de l'équilibre dans les finances de la province fait espérer, qu'avant longtemps, il sera possible de donner une impulsion plus grande encore à l'agriculture et à l'industrie, et de favoriser d'avantage l'éducation et les institutions de charité.

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Je vous remercie de la générosité avec laquelle vous avez voté les sommes requises pour le fonctionnement du service public, et spécialement des subsides relativement considérables que vous avez mis à la disposition de mon gouvernement pour aider au développement de la colonisation par la construction de routes et de ponts dans les régions nouvellement ouvertes à l'exploitation agricole. Je verrai à ce que ces sommes soient dépensées judicieusement, économiquement, et selon la loi.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Avec cette session se termine le cinquième Parlement de la Législature de Québec. Le fonctionnement du système politique inauguré sous l'autorité de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, a démontré de nouveau que les habitants de cette Province savent jouir des avantages du gouvernement constitutionnel. J'ai confiance que l'avenir ne viendra pas détruire les légitimes espérances fondées sur un passé qui est à l'honneur de notre pays.

Le peuple de cette province sera appelé avant longtemps à se choisir, de nouveau, des représentants à l'Assemblée Législative. Je fais des vœux pour que la députation qui sortira de l'urne électorale soit animée de sentiments patriotiques et pour qu'elle soit à la hauteur de la tâche qui lui aura été confiée.

Au nom de Notre Gracieuse Souveraine, je vous relève maintenant de vos devoirs ; et, en vous renvoyant dans vos foyers, je prie Dieu qu'il vous accorde ses faveurs et qu'il conserve cette province dans la paix et la prospérité.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à lundi, le neuvième jour d'août prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à lundi, le neuvième jour d'août prochain.

APPENDICES.

LISTE DES APPENDICES.

- No. 1.—Réponse à un Ordre de l'Assemblée Législative, du 30 Avril 1885, pour un état détaillé des dettes de la ci-devant Province du Canada, formant la somme de \$73,006,088.84, assumée par la Puissance du Canada savoir : \$62,500,000 en vertu de la section 12 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1887, et \$10,506,088.84 en vertu du Statut fédéral, 36 Victoria, chapitre 30.
- No. 2.—Second et quatrième rapports du Comité conjoint de la Bibliothèque.
- No. 3.—Sixième et septième rapports du Comité permanent des Comptes Publics.
- No. 4.—Second rapport du Comité spécial nommé " pour prendre en considération la question des limites Nord et Nord-Ouest de la Province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit en constatant et définissant ces droits."
-

APPENDICE No 1.

RÉPONSE à un Ordre de l'Assemblée Législative du 30 avril 1885, pour un état détaillé des dettes de la ci-devant Province du Canada, formant la somme de \$73,006,088.84 assumée par la Puissance du Canada, savoir : \$62,500,000.00 en vertu de la section 112 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, et \$10,506,088.84 en vertu du statut fédéral, 36 Vict., chap. 30.

	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
<i>Passif.</i>						
Dettes directes assumées par le Canada, le 30 juin 1867, C. P. 1867, page 1.						
<i>Dettes indirectes, 30 juin 1867.</i>						
Débetures du fonds de bâtisse H. C.						
Palais de Justice de Montréal.					36,800 00	
" Société des hommes de loi H. C.					95,600 00	
" Palais de justice d'Aylmer					16,000 00	
					2,000 00	
						62,734,797 63
<i>Fonds spéciaux portant intérêt.</i>						
Fonds des Sauvages.						
Fonds des écoles communes.					1,810,110 61	
Moins placements (Commission des chemins à barrières de Québec).					1,733,224 47	
Arrérages d'intérêts						
					87,580 00	
Fonds des écoles de grammaire H. C.					1,645,644 47	
Moins placements (débetures de la cité de Hamilton).					362,769 04	
					50,000 00	
Fonds de bâtisse H. C.					1,578,808 96	
Moins placements (débetures de la cité de Hamilton).						
Arrérages d'intérêts					312,769 04	
Montant débeté par erreur au fonds consolidé, dépensé par les édifices de l'asile d'aliénés de Toronto, durant les années finissant le 30 juin 1866-67.						
					65,617 55	
					106,417 55	
						1,472,391 41

Fonds de l'éducation supérieure B. C.	19,400 00	377,251 53	347,851 53	9,523,039 80
Moins placements (débentures de Huron et Bruce)	10,000 00	29,400 00	61,761 84	
" (débentures de la cité de Hamilton)			2,700 88	
Fonds de bâtisse des écoles normales B. C.			3,113,100 02	
Fonds des instituteurs en retraite B. C.			750,710 00	
Compensation aux seigneurs (capital)				
Indemnité seigneuriale aux townships (capital)				
Pensions des veuves et traitements non commués H. C.			50,143 84	
" " B. C.			4,126 31	
<i>Passif, divers payables en argent.</i>				
Palais de justice B. C.			4,061 20	
Conseil du district de Montréal.			3,912 05	
Fonds des municipalités H. C.			302,553 66	
Fonds de revenus des écoles de grammaire L. C.				
Moins arrérages d'intérêts sur placements (débentures de la cité de Hamilton)		36,167 63		
		18,000 00		
Fonds d'améliorations H. C.		6,180 04	18,167 65	
Moins recettes des années précédentes reversées.		60 96		
Compensation aux seigneurs (arrérages)			5,119 08	
Indemnité seigneuriale aux townships (arrérages)			72 25	
Balance de crédits spéciaux pour Ontario			130,347 39	
" Québec			218,473 37	
Montant payé pour arpentages ordonnés avant le 30 juin 1867—Ontario.			99,482 20	
" " Québec			7,074 01	
" " " Québec			7,651 53	
Comptes de banque, 30 juin 1867, tels qu'assimés par le Canada				796,914 39
Travaux publics (spécial).				3,096,415 22
Capitalisation d'annuités.				7,288 05
Escompte auquel des débentures pour £73,000.0.0 sgs, prises à la Banque de Montréal par arrangement, ont été placées dans le fonds d'amortissement				12,711 95
Moins prime à laquelle £42,500.13.4 dds au fonds d'amortissement le 30 juin 1867, auraient pu être placés.				999,835 55
Montant payé par Ontario à la compagnie des terres et d'émigration du Canada.			46,184 66	
			30,807 42	
				15,377 24
				4,904 96
A reporter.				\$77,395,954 94

RÉPONSE à un Ordre de l'Assemblée Législative du 30 avril 1885, pour un état détaillé des dettes de la ci-devant Province du Canada, etc.—*Suite*.

	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
Report.....					77,395,954	94
Dépense faite par la Puissance pour le compte de la ci-devant Province du Canada, durant l'exercice expiré le 30 juin 1868.....						
Moins—Approvisionnements de la milice.....					1,535,675	43
“ Mandats impayés annulés.....			278,651	03		
“ Droits de douane entrés deux fois.....			64	05		
“ Chemins de colonisation débités à Québec.....			2,044	80		
“ Agriculture, débité à Ontario.....			2,127	00		
“ Gratifications aux officiers du Sénat.....			100	00		
			22,819	10		
					306,805	98
					1,228,869	45
Dépense faite par la Puissance pour le compte de la ci-devant Province du Canada, durant l'exercice expiré le 30 juin 1869.....					14,188	25
Dépense faite par la Puissance pour le compte de la ci-devant Province du Canada, durant l'exercice expiré le 30 juin 1870.....					15,995	97
Dépense faite par la Puissance pour le compte de la ci-devant Province du Canada, durant l'exercice expiré le 30 juin 1871.....					4,607	39
Dépense faite par la Puissance pour le compte de la ci-devant Province du Canada, durant l'exercice expiré le 30 juin 1872.....					1,622	68
					78,661,238	68
<i>Actif.</i>						
Fonds d'amortissement de l'emprunt garanti par le gouvernement impérial.....					681,333	32
“ “ canadien consolidé.....					1,207,222	26
Placements pour le fonds consolidé.....					997,666	72
Banque du Haut-Canada.....					500,000	00
Chemin de fer du Nord, compte spécial.....					30,976	70
Propriété de Cataract.....					6,584	54
Argent et comptes de banque transportés à la Puissance.....			1,461,250	61		
Moins—compte ouvert de Glyn, Mills & Cie.....			17,498	25		
Moins—Baring, Frères & Cie.....			32,788	34		
			50,286	58		
					1,410,964	02

Loyers de pouvoirs d'eau et autres.	.....	101,784 44
Garantie pour chemins et havres	.....	202,377 63
Comptes de placements du fonds consolidé, excès au-dessus de la valeur au pair des obligations de l'emprunt canadien consolidé pris de la Banque du Haut-Canada	.....	5,353 33
Dépenses de la délégation en Angleterre.	.....	12,000 00
Recettes encaissées par la Puissance pour le compte de la Province jusqu'au 30 juin 1868.	.....	491,743 01
“ “ “ “ “ “	.....	1,237 37
“ “ “ “ “ “	.....	1,409 78
“ “ “ “ “ “	.....	4,496 72
Montant assumé par la Puissance du Canada, en vertu de la section 112 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.	62,500,000 00	
Montant assumé par la Puissance du Canada, en vertu de la section 1 du statut de la Puissance du Canada, 36 Victoria, chap. 30.	10,506,088 84	
	\$ 73,006,088 84	\$73,006,088 84

439

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Québec, 27 avril 1886.

APPENDICE (No. 2.)

Second et quatrième rapports du Comité Collectif

DE LA

BIBLIOTHÈQUE

SECOND RAPPORT DU COMITÉ COLLECTIF DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant, qui est son deuxième rapport :

Le bibliothécaire a communiqué au comité une longue liste des ouvrages qu'il serait nécessaire d'acheter pour votre bibliothèque, avec le coût probable de ces ouvrages. Il a aussi présenté une liste des livres qu'il faudrait faire relier sans retard.

Votre comité a commencé l'étude de ces listes, mais il a cru devoir la suspendre pour le moment.

L'honorable M. Mercier demanda alors au bibliothécaire s'il n'avait pas entre les mains quelques factures ou lettres, concernant l'achat de livres fait par M. Dansereau, pour votre bibliothèque, à lui adressées par certaine personne de Londres.

Votre bibliothécaire a déclaré qu'il avait en effet certains documents relatifs à cet achat, et, sur demande du comité, il les a mis sur la table.

Le comité en a pris connaissance.

Alors, l'honorable M. Mercier a proposé et il a été résolu, sur division,—Que :

Attendu que, sur l'ordre du comité, M. Lemay vient de communiquer certains documents relatifs à l'achat de livres faits par M. Dansereau ;

Attendu que, parmi ces documents, se trouvent la lettre et le *memorandum* suivants :

AGENCES DES BIBLIOTHÈQUES AMÉRICAINES.

(CI DEVANT RICH & FILS,)

28, rue Henriette, Covent Garden,

Londres, 25 Février 1885.

PAMPHILE LEMAY, Ecr.,
Québec.

MON CHER MONSIEUR.—En recevant votre lettre, il y a environ un mois, au sujet des agissements d'une certaine personne, je lui ai écrit, lui disant que ma facture (£94.3.6) n'étant pas encore payée, j'allais vous écrire pour vous exposer

ses transactions avec moi, particulièrement à l'égard des doubles factures, qui sont données dans le mémoire ci-joint et qui ne sont pas encore acquittées et je serai heureux d'avoir votre avis sur la ligne de conduite que je dois suivre. Je puis vous envoyer des copies détaillées des factures, si vous les désirez, je peux dire la vraie facture des livres et la facture nominale et la grosse facture, mon compte de reliure, etc.

Je suis, mon cher Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E. G. ALLEN.

Mémoire.

EDW. G. ALLEN,

Agence Américaine, 28, rue Henriette,

Londres, 25 février 1885,

L. P. LEMAY, ECR.,

CHER MONSIEUR,—Ma facture des livres, pour la bibliothèque du parlement de Québec, achetés par M. Dansereau, payés par lui, était de £490-11-4, en date du 8 janvier 1884 et a été payée le 17 juin. La facture qu'il a exigé que je fisse pour lui, au delà de celle qui était destinée à être présentée au gouvernement, était de £603-11-7 ou un excès de £113-0-3 sur ce que j'avais chargé. Il me reste encore dû £94-3-6 pour reliure. Voir le compte ci-joint.

Attendu que les deux factures en question, viennent de nous être communiquées et qu'elles établissent les dires de M. Allen ;

Qu'il soit résolu,

Que le bibliothécaire fasse rapport immédiatement de ces documents à la Chambre pour son information.

Il fut proposé par M. Nantel, que la motion de l'honorable M. Mercier, demandant la production immédiate devant la Chambre de certains documents, fut reconsidérée.

Le vote ayant été pris, fut comme suit :

CONTRE :—Les honorables MM. Mercier, Larue et Marchand et MM. Asselin et Désaulniers.

POUR :—L'honorable M. Gérin et M. Nantel.

Alors M. Nantel proposa et il fut résolu que :

Attendu que les documents mentionnés dans la motion principale, étaient entre les mains du bibliothécaire de cette législature, depuis le mois de février 1885 ; qu'il n'a été donné communication du memorandum et des factures aux Orateurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative que le 14 mai courant, vu qu'il les considérait comme étant d'une nature privée ; que M. Dansereau n'a pas eu l'occasion d'être entendu devant le comité collectif de la bibliothèque, ce comité recommande à la Chambre de donner l'opportunité à M. Dansereau d'être entendu devant lui, ce comité, afin qu'il puisse, ce monsieur, donner toutes les explications qu'il jugera convenable de donner sur la matière.

M. Asselin ayant proposé que les déclarations de MM. les Orateurs de l'Assemblée Législative et de l'honorable Conseil Législatif sur les documents produits, soient reçues ainsi que les explications de M. Lemay, bibliothécaire, et de M. Dansereau, parties intéressées, et que le rapport de ce comité n'ait lieu que lorsque ce comité se sera procuré les dites déclarations et explications.

La motion fut déclarée hors d'ordre, étant pour une partie, en contravention avec une motion adoptée.

Les honorables Orateurs et le bibliothécaire de la Législature crurent ensuite devoir faire les déclarations suivantes :

L'honorable M. Würtele déclare (et sa déclaration est entrée, à la demande du comité,) qu'il n'a entendu parler du fait, qu'il y avait double facture, que le 26 mars 1885, après la réception et l'envoi à Québec des livres par les experts, MM. Dawson et Valois ; qu'il n'a eu communication de la lettre du 25 février 1884, de M. Edw. G. Allen à M. Lemay, qu'après le 26 mars de 1885, et qu'il a vu aujourd'hui pour la première fois le memorandum de M. Allen et les doubles factures.

L'honorable M. de la Bruère déclare (et sa déclaration est entrée à la demande du comité) que c'est l'honorable M. Würtele qui lui a fait connaître, dans le cours de la session de 1885, qu'il y avait une lettre écrite par M. Edw. G. Allen à M. Lemay (celle du 25 de février 1885,) et qu'il a vu aujourd'hui pour la première fois le memorandum de M. Allen et les doubles factures.

Le bibliothécaire de la législature déclare qu'il ne s'est pas cru obligé de communiquer officiellement les documents dont il s'agit, parce que l'achat des livres fait par M. Dansereau, lui avait été caché. Il avait été ignoré comme bibliothécaire en cette circonstance.

Ces documents lui ont été adressés, alors que M. Allen était mécontent de la manière d'agir de l'acheteur à son égard.

Cependant, le bibliothécaire ne s'est pas cru lié, non plus, par un secret de bureau, vu qu'un hasard seul le mettait au courant de la transaction, et vu surtout la manière dont la transaction était accomplie.

Il ne s'est pas fait un scrupule, en conséquence, de révéler à plusieurs personnes ce qu'il connaissait, et s'il n'a pas produit plus tôt les documents qu'il avait en sa possession, c'est qu'il n'a pas eu l'occasion de le faire. Il le fait aujourd'hui sur l'ordre du comité.

En réponse à l'honorable M. Mercier, le bibliothécaire avoue qu'il a révélé ce fait à l'honorable M. Flynn en mars dernier.

Et le comité s'est ajourné.

QUATRIÈME RAPPORT DU COMITÉ COLLECTIF DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Le comité collectif a l'honneur de faire rapport :

Qu'ayant considéré de nouveau, suivant les instructions de l'Assemblée Législative, en date du dix-neuf courant, et du Conseil Législatif, en date du vingt du courant, son deuxième rapport, a constaté ce qui suit :

1. Que le douze du courant, l'Assemblée Législative a adopté un ordre pour la production des documents suivants :

“ Une liste complète des livres achetés par C. A. Dansereau, indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume ;

“ Tous rapports faits par MM. Dawson et Valois, concernant les dits livres et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre ;

“ Copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances échangées qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre.”

Que les factures ou documents mentionnés dans le dit rapport, au sujet desquels ce comité a résolu “ que la bibliothèque fasse rapport immédiatement à la Chambre ” sont compris dans la liste des papiers ou documents énumérés dans l'ordre de la Chambre sus-mentionné et, par conséquent, l'Assemblée Législative s'est déjà prononcée sur cette question.

2. Que le gouvernement a, le 19 du courant, à l'Assemblée Législative, et le 20 du courant, au Conseil Législatif, fait connaître sa détermination de soumettre immédiatement à la décision des cours de justice, la question des obligations de M. Dansereau, à l'égard de la Province ; que, de fait, les instructions de poursuivre M. Dansereau ont déjà été données par le gouvernement ; que partant toute investigation sur ce point par votre comité n'a plus sa raison d'être ou son utilité et aurait de plus, pour effet, de faire subir à M. Dansereau un double procès.

3. Que, par l'acte concernant la bibliothèque de la Législature (47 Vict., chap. 4, 1884,) les Orateurs des deux Chambres, assistés d'un comité collectif, ont certains pouvoirs d'un caractère particulier, savoir : celui de faire, avec l'approbation des deux Chambres, des règlements concernant la gouverne de la bibliothèque, et l'application régulière des sommes votées par la législature pour l'achat de livres, etc. Que ce comité n'a pas été autorisé, par l'une ou l'autre Chambre, à exercer d'autres fonctions, comme celles, par exemple, du comité des comptes publics, et, particulièrement, qu'il n'a pas reçu instruction de faire une enquête touchant les faits mentionnés dans son dit deuxième rapport.

4. Que ce comité a pris connaissance d'une lettre en date du 17 mai courant, adressée par M. Lemay, bibliothécaire de cette législature, à l'honorable E. J. Flynn, solliciteur-général, au sujet du dernier paragraphe du dit rapport, lequel se lit comme suit : “ En réponse à l'honorable M. Mercier, le bibliothécaire avoue qu'il a révélé ce fait à l'honorable M. Flynn, en mars de l'an dernier.

Que ce comité est d'avis, qu'en justice pour l'honorable solliciteur général, les mots rapportés ci-dessus doivent être considérés comme non écrits et non avenus.

Votre comité est aussi d'avis que le 1er, le 3me et le 4me alinéas de la déclaration du bibliothécaire sont inexacts.

Le 1er alinéa n'est pas exact, en ce qu'il dit que c'est par ce que l'achat des livres faits, par M. Dansereau lui avait été caché, tandis, que devant le comité, le bibliothécaire a déclaré qu'il n'avait pas communiqué ces documents, parce qu'ils les considérait d'une nature personnelle et privée.

Le 3ème alinéa, parce qu'il contient l'affirmation du bibliothécaire que c'est par hasard qu'il avait été mis au courant de la transaction, tandis qu'il appert par la lettre de M. Allen, que c'est le bibliothécaire qui a provoqué la correspondance dans laquelle Allen fait allusion aux agissements d'une autre personne.

Le quatrième alinéa, parce qu'il affirme que M. Lemay n'a pas donné communication des documents en question, parce qu'il n'a pas eu occasion de le faire, tandis que, devant le comité, il a affirmé que la raison de cette conduite était qu'il considérait ces documents comme étant d'une nature personnelle et privée, affirmation répétée deux ou trois fois en réponse à M. Nantel qui a basé là-dessus une motion adoptée à l'unanimité par ce comité, le 14 mai dernier.

En conséquence, le comité collectif de la bibliothèque, pour les raisons données ci dessus, et d'autres part, ne croit pas qu'il soit de son devoir de s'occuper davantage des matières contenues en son deuxième rapport, sauf excepté la première partie de ce rapport où il est question de la liste des livres nécessaires pour la bibliothèque.

Votre comité produit avec ce rapport, comme annexe, les documents suivants :

1. Copie du procès-verbal de la séance du comité du 2 juin courant.
2. Copie de la lettre du bibliothécaire à l'honorable M. Flynn, en date du 17 mai dernier.
3. Copie de la déclaration du bibliothécaire.
4. Memorandum transmis au comité par M. Dansereau, en date du 20 mai dernier.

1.—COPIE DU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME SÉANCE DU COMITÉ COLLECTIF

DE LA BIBLIOTHÈQUE

Cabinet du bibliothécaire, 2 juin 1886.

MEMBRES PRÉSENTS :—Les honorables MM. Würtele, président ; de la Bruère, de Boucherville, Mercier, Archambault, Marchand, Champagne, Rémillard, Larue, Gérin, Méthot, et MM. Asselin, Désaulniers, Lemieux et Nantel.

Le président soumet au comité un mémoire qui lui a été envoyé par M. Dansereau.

L'honorable M. Mercier propose que ; Attendu que M. Nantel a affirmé, en Chambre, que le deuxième rapport du comité est inexact ;

Attendu que ce rapport a été renvoyé au comité pour être reconsidéré, principalement à cause de cette assertion de M. Nantel ;

Il soit résolu, que M. Nantel fasse connaître par écrit quelles sont les inexactitudes qu'il trouve dans le rapport.

M. Nantel soutient qu'en sa qualité de membre du comité, il n'est pas tenu de faire une telle déclaration par écrit ; qu'il va soumettre une motion pour rectifier les inexactitudes dont il se plaint.

L'honorable M. Champagne propose ce qui suit :

Considérant que M. Nantel est membre de ce comité et qu'il vient de nous informer qu'il a l'intention de soumettre au comité une motion à l'effet de faire

rectifier les inexactitudes dont il se plaint dans le rapport, il ne peut être appelé à faire une déclaration par écrit et que l'occasion doit lui être donnée de proposer sa motion.

M. Nantel propose alors en sous-amendement la motion suivante :

Que le comité collectif de la bibliothèque fasse rapport à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif, de la manière suivante :

“ Que votre comité ayant considéré de nouveau, suivant les instructions de l'Assemblée Législative, en date du 19 du mois dernier, et du Conseil Législatif, en date du 20 du même mois, son deuxième rapport, a constaté ce qui suit :

1. Que le douze du courant, l'Assemblée Législative a adopté un ordre pour la production des documents suivants :

“ Une liste complète de livres achetés par C. A. Dansereau, indiquant les noms et les titres, s'ils sont reliés ou non, la date de l'édition et le prix du volume, tous les rapports faits par MM. Dawson et Valois concernant les dits livres, et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre ;

“ Copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances échangées qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre, au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement, ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre.”

Que les factures ou documents mentionnés dans le dit deuxième rapport au sujet desquels ce comité a résolu que le bibliothécaire fasse rapport immédiatement à la Chambre sont compris dans la liste des papiers ou documents énumérés dans l'ordre de la Chambre susmentionné, et, par conséquent, l'Assemblée Législative s'est déjà prononcée sur cette question.

2. Que le gouvernement a, le 19 mars dernier, à l'Assemblée Législative, et le 20 du même mois, au Conseil Législatif, fait connaître sa détermination de soumettre immédiatement à la décision des cours de justice la question des obligations de M. Dansereau à l'égard de la province ; que, de fait, les instructions de poursuivre M. Dansereau ont déjà été données par le gouvernement ; que partant, toute investigation sur ce point par votre comité, n'a plus sa raison d'être ou son utilité, et aurait de plus pour effet de faire subir à M. Dansereau un double procès.

3. Que, par l'acte concernant la bibliothèque de la Législature, (47 Victoria, chapitre 4, 1884) les Orateurs des deux Chambres, assistés d'un comité collectif, ont certains pouvoirs d'un caractère particulier, savoir : celui de faire, avec l'approbation des deux Chambres, des règlements concernant la gouverne de la bibliothèque et l'application régulière des sommes votées par la Législature pour l'achat de livres, etc. Que ce comité n'a pas été autorisé par l'une ou l'autre Chambre à exercer d'autres fonctions, comme celles, par exemple, du comité des comptes publics, et, particulièrement, qu'il n'a pas reçu instruction de faire une enquête touchant les faits mentionnés dans son dit deuxième rapport.

4. Que ce comité a pris connaissance d'une lettre, en date du 17 mai courant, adressée par M. Lemay, bibliothécaire de cette Législature à l'hon. M. E. J. Flynn, solliciteur général, au sujet du dernier paragraphe du dit rapport, lequel se lit comme suit : “ En réponse à l'hon. M. Mercier, le bibliothécaire avoue qu'il a révélé ce fait à l'hon. M. Flynn, en mars de l'an dernier ; ”

Que ce comité est d'avis qu'en justice pour l'honorable solliciteur général, les mots rapportés ci-dessus doivent être considérés comme non écrits et non avenus.

Votre comité est aussi d'avis que le 1er, le 3ème et le 4ème alinéas de la déclaration du bibliothécaire sont inexacts.

Le premier alinéa n'est pas exact en ce qu'il dit que c'est parce que l'achat des livres fait par M. Dansereau lui avait été caché, tandis que, devant le comité, le bibliothécaire a déclaré qu'il n'avait pas communiqué ces documents, parce qu'il les considérait d'une nature personnelle et privée.

Le 3ème alinéa, parce que l'affirmation du bibliothécaire que c'est par hasard qu'il avait été mis au courant de la transaction, tandis qu'il appert, par la lettre de M. Allen, que c'est lui, le bibliothécaire, qui a provoqué la correspondance dans laquelle Allen fait allusion aux agissements d'une certaine personne.

Le 4ème alinéa, parce qu'il a affirmé que M. Lemay n'a pas donné communication des documents en question, parce qu'il n'a pas eu occasion de le faire, tandis que, devant le comité, il a affirmé que la raison de cette conduite, était qu'il considérait ces documents comme étant d'une nature personnelle et privée, affirmation répétée deux ou trois fois, en réponse à M. Nantel, qui a basé là-dessus une motion adoptée à l'unanimité par ce comité, le 14 mai dernier.

En conséquence, le comité collectif de la bibliothèque, pour les raisons données ci-dessus et d'autre part, ne croit pas qu'il soit de son devoir de s'occuper davantage des matières contenues en son deuxième rapport, sauf et excepté la deuxième partie de ce rapport, où il est question de la liste des livres nécessaires à la bibliothèque.

Votre comité produit avec ce rapport, comme annexe, les documents suivants :

1. Copie du procès-verbal de la séance du comité du 2 juin courant.
2. Copie de la lettre du bibliothécaire à l'hon. M. Flynn, en date du 17 mai dernier ;
3. Déclaration du bibliothécaire ;
4. Memorandum transmis au comité par M. Dansereau, en date du 20 mai dernier.

Ordonné que le rapport soit préparé et signé par le Président qui devra le transmettre aux deux Chambres avec les annexes.

2. COPIE DE LA LETTRE DU BIBLIOTHÉCAIRE A L'HONORABLE M. FLYNN.

Bibliothèque de la Législature, Québec, 17 mai 1886.

L'HONORABLE M. FLYNN,
Solliciteur-Général, Québec.

MONSIEUR,—A la dernière séance du comité de la bibliothèque, l'honorable M. Mercier m'ayant demandé si j'avais jamais parlé à quelque ministre de "cette affaire" (les transactions de M. Dansereau au sujet des livres), j'ai répondu que je vous en avais parlé en mars de l'an dernier.

Comme l'on donne à ma déclaration une portée que je n'ai pas eu l'intention de lui donner moi-même, je me fais un devoir de m'expliquer plus nettement et de préciser davantage. Vous pourrez vous servir de ma lettre comme il vous plaira.

D'abord, je me hâte de déclarer que je ne vous ai jamais communiqué aucun document quelconque.

Dans une conversation intime, je me suis plaint de la manière dont j'avais été traité en rapport avec cet achat de livres fait par M. Dansereau, et je vous ai dit, je le crois, mais je ne me rappelle pas absolument en quels termes, que j'avais la preuve de la malhonnêteté de ce monsieur.

Je ne sais si vous avez bien compris mes paroles, mais vous n'avez point paru les remarquer, et vous ne m'avez demandé aucune explication.

Comme je ne voulais point paraître me venger de M. Dansereau, je ne vous ai point dit, non plus, en quoi consistait cette preuve, et, si je l'ai dit à un autre honorable membre de la Chambre, c'est parce qu'il m'assurait connaître déjà l'affaire.

Voilà, honorable monsieur, ce qu'en justice, je me crois tenu de vous écrire.

Je demeure,

Votre tout dévoué,

PAMPHILE LEMAY.

3. COPIE DE LA DÉCLARATION DU BIBLIOTHÉCAIRE.

Le bibliothécaire déclare qu'il a parlé, en effet, de l'affaire Dansereau à l'honorable M. Flynn, en mars de l'an dernier, et non en mars dernier, comme le dit le rapport, ce qui est une erreur cléricale.

Il lui a dit alors, en des termes qu'il a oubliés depuis, mais qu'il croyait clairs, qu'il avait entre les mains la preuve de la malhonnêteté de M. Dansereau, dans cet achat de livres. Il ne sait pas si l'honorable Ministre l'a bien compris, et il ne lui a communiqué aucun document.

Et il ajoute encore à sa déclaration, que s'il n'a pas inclû dans le rapport maintenant sous considération, qu'il avait parlé de cette affaire (l'affaire Dansereau) à l'honorable chef de l'opposition, c'est parce qu'il n'a pas cru devoir entrer dans un procès-verbal ce qu'il peut avoir dit dans une assemblée de comité dont il ne fait partie que comme greffier, et aux délibérations de laquelle il ne peut prendre part sans y être spécialement invité.

Il ne nie point et n'a jamais nié en avoir parlé à l'honorable M. Mercier, mais personne ne lui a demandé cela dans le comité.

Or, voici dans quelle circonstance il en a parlé à l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. Mercier lui dit, en mars 1885, dans une conversation intime, qu'il y avait du louche dans l'achat des livres fait par M. Dansereau et qu'une

certaine rumeur, sortant de la douane de Montréal, tendait à compromettre ce monsieur. Il lui demanda ensuite s'il avait entendu parler de quelque chose, s'il avait reçu à ce sujet quelque communication de Londres. Alors le bibliothécaire lui fit l'aveu que vous savez et lui montra une lettre et un memorandum.

L'honorable chef de l'opposition lui suggéra de communiquer ces documents aux orateurs afin de mettre sa responsabilité à l'abri. Le bibliothécaire répondit qu'il le ferait, tout en soutenant que ces papiers étaient personnels.

Il affirme que M. Allen, le premier, lui avait écrit au sujet de cette affaire. Il n'a pas conservé ces lettres, parce qu'il ne prévoyait pas l'importance qu'elles devaient avoir.

Il déclare en avoir montré une, durant la session de 1884, aux honorables MM. DeBoucherville et Champagne, alors que M. DeBoucherville lui demandait des nouvelles de M. Dansereau.

L. P. LEMAY.

4.—COPIE DU MEMORANDUM TRANSMIS AU COMITÉ PAR M. DANSEREAU.

Montréal, 20 mai 1886.

A l'honorable J. WÜRTELE,

Président du comité de la bibliothèque,
Québec.

MONSIEUR,—Comme le comité de la bibliothèque de la législature de Québec s'est occupé, ces jours-ci, de mon achat de livres, j'ai lieu de croire que votre comité sera bien aise de recevoir certaines informations additionnelles relativement à mes transactions avec M. E. G. Allen, de Londres.

J'ai détenu, pendant un certain temps, la balance revenant à M. Allen, c'est-à-dire £94.3.6, parce que je n'avais pas vérifié l'exactitude de ses envois. Rien de plus ; et je l'ai payé aussitôt que le contenu des caisses a été examiné. Je ne lui dois rien depuis longtemps.

Comme le dit M. Allen, dans sa note du 25 février 1885 à M. Lemay, il m'écrivit en janvier une lettre de menace me disant qu'il allait révéler notre transaction. Trouvant qu'il y avait si peu à cacher, je ne pris pas même la peine de le désarmer en le payant avant le temps que j'avais fixé et il exécuta sa menace. Ce simple fait prouve au moins la sécurité d'esprit dans laquelle j'étais et dans laquelle je suis encore à ce sujet.

Mais cette menace de M. Allen me fit songer tout de même au parti que pourraient tirer les gens malveillants d'une avance de prix non motivée, et je résolus d'en changer la forme en créditant le gouvernement de ce montant de £113 d'un côté, mais en réclamant de lui, d'un autre côté, un égal montant pour dépenses incidentes, légitimes, telles que fret, assurances, dépenses de voyage, etc., car je n'ai jamais douté un seul instant que je n'avais pas droit à ce montant. Je n'en ai fait un secret pour personne. J'en ai parlé aux libéraux comme aux conservateurs et si j'avais à être surpris de quelque chose en matières publiques, je le serais de l'idée qu'on veut voir une trouvaille là-dedans. Quand je l'ai appris à vous-même, en mars 1885, vous m'avez fait remarquer que si vous aviez connu cela avant, vous auriez donné d'autres instructions à vos évaluateurs.

Vous aviez raison et je comprenais votre position d'autant plus que j'avais prévu le cas, en vous suggérant de ne pas vous occuper de mes factures, mais de diriger l'évaluation sur tous mes livres. Quoiqu'il en soit, après mes explications de mars 1885, je suppose que vous avez donné d'autres ordres à vos évaluateurs, puisque je trouve ce qui suit dans leur rapport daté le 7 avril 1885 ; "...les prix de ces factures sont raisonnables. Dans quelques cas assez rares, nous avons trouvé des prix trop élevés ; mais ils se trouvent compensés par des prix très bas dans d'autres cas ; en sorte qu'à tout prendre ces prix sont acceptables." Voilà un jugement bien impartial et bien dépouillé de préjugés, car j'ai lieu de croire que ces messieurs ne soupçonnaient pas la raison pour laquelle vous demandiez cette évaluation. Les choses en sont restées là, parce que, comme vous m'aviez en même temps averti que vous ne pouviez rien connaître de tout cela qu'officiellement, j'avais promis de tout préciser et détailler dans ma reddition de compte finale, ce qui sera fait.

L'explication de la facture Allen est bien simple, la voici. Pour mes propres besoins, mon voyage en Europe devait durer ce qu'avait duré mon voyage précédent : un mois. Si j'y suis resté trois mois et demi, c'est grâce, exclusivement grâce à cette mission d'acheter des livres qui m'avait été confiée à la dernière heure. Si je ne me trompe pas, le Premier Ministre d'alors l'avait préalablement offerte à M. W. E. Blumhart, qui m'avait précédé en Europe de quelques mois. Celui-ci avait refusé. Le fait est que le Premier Ministre l'offrait à tous ceux qu'il croyait qualifiés pour cela, exprimant ouvertement son manque de confiance dans les capacités du bibliothécaire du temps. J'acceptai à la condition que le gouvernement me donnât une liste des ouvrages restant en bibliothèque à Québec, après l'incendie, ou bien une liste des ouvrages à acheter. On me promit tout cela par le courrier suivant : j'attendis vainement les trois courriers subséquents. Je m'étais mis à l'œuvre, en attendant, étudiant les catalogues, puis visitant les librairies. J'avais même mis en marche les collections parlementaires que je savais ne plus exister, puisqu'elles n'avaient jamais figuré dans la bibliothèque de Québec, excepté pour les dernières années. Le lendemain même de mon arrivée à Londres, j'avais déposé £10 stig de mon argent chez M. P. S. King, agent parlementaire, pour l'intéresser à mes recherches, puis j'avais bien dépensé dix autres louis à acheter les grands catalogues raisonnés de la librairie anglaise et les *Digest* pour la partie légale et constitutionnelle. J'étais donc devenu intéressé à recevoir mes instructions de Québec pour me refaire de ces déboursés, et plus j'attendais, plus je m'enfonçais dans les frais, sans compter les dépenses personnelles qu'un séjour à Londres ou à Paris accumule d'une manière fort rapide. Bref, au lieu de repartir en novembre comme je me l'étais proposé, je n'ai pu laisser Londres que le 12 janvier 1884.

Vous pouvez être convaincu que ce ne sont ni £100, ni £200, ni £300, qui auraient alors couvert les dépenses additionnelles dont le défaut d'instructions avait grevé mon budget. Mais j'ajouterai tout cela aux imprévus du voyage, ne désirant que charger au gouvernement des déboursés actuellement faits et je ne crains pas d'ajouter que ce n'est pas même le gouvernement qui a supporté ces déboursés. Je les ai gagnés pour lui. À force de chercher dans tous les coins, j'ai trouvé des livres infiniment à meilleur prix que dans les librairies. La preuve, c'est qu'après y avoir ajouté une partie de ces dépenses, £113, c'est-à-dire, 23 pour cent, ils se trouvent encore être, de l'avis de MM. Dawson et Vajois, au prix ordinaire. Moi, je les prétends beaucoup au-dessous du prix ordinaire, et je le prouverai. Dois-je supposer que tout serait pour le mieux si, ayant acheté en librairie, j'avais déboursé pour l'achat seulement les £603, 11s. 7d., plus mon compte pour déboursés jusqu'à concurrence de £113 ? car je n'aurais en aucun cas fait présent de ce montant au gouvernement. Il n'y a pas de doute que personne n'aurait songé à m'attaquer pour cela.

Je sais que la cause de tout le malaise, c'est la prétendue double facture. Or, il n'y a pas de double facture. Il y a deux états différents de M. Allen, c'est vrai ; mais ce ne sont pas des factures. Est-ce que le marchand vendant au prix coûtant est en état de faire sa facture de vente de la même valeur que sa facture d'achat ? Avant de toucher à un sou de bénéfice, n'a-t-il pas à couvrir les intérêts, le fret, les assurances, la main-d'œuvre, la douane, et une certaine proportion des dépenses générales ? L'objet qu'il a payé £20, il peut le vendre £25 et prétendre avec raison qu'il l'a cédé au prix coûtant. Que dirait-on du commis du vendeur qui irait dire à l'acheteur : " Vous croyez avoir acquis l'article au prix coûtant ; vous avez été trompé. On m'a donné ordre de faire une facture de £25 pour vous ; mais je vous donne maintenant la vraie qui est de £20 " ? Est-ce que pour tout cela le second papier serait une facture, parce qu'on prétendrait que c'en est une ! Et cependant, telle est ma position vis-à-vis M. Allen. Qu'on ne croie pas que j'ai acheté des livres de M. Allen, si j'en excepte pour une quarantaine de louis. M. Allen ne vend pas de livres ; il est l'agent de ceux qui veulent en acheter. Il a été mon employé et non le vôtre. C'est moi qui ai trouvé où acheter les livres, qui ai fait le choix des titres et fixé la limite du prix. Je l'ai pris comme commissionnaire et c'est pour moi qu'il est allé les recevoir. Ce que M. Lemay appelle sa première facture n'est pas une facture du tout, mais une reddition de ses comptes à moi. La chose est tellement vraie que la première fois, il m'avait envoyé les factures des bouquinistes chez qui je l'avais dirigé. On peut s'en convaincre en examinant l'ordre de sa facture, qui a sept ou huit séries différentes de sujets par ordre alphabétique : ce sont les différentes factures des vendeurs primitifs ajoutées les unes aux autres. Je les lui renvoyai en le priant de me faire ma propre facture avec une avance de 23 pour cent représentant le coût vrai de ces livres, savoir : les dépenses occasionnées par les recherches et le choix à faire. Il la fit en son nom, mais comme mon commissionnaire. Cette facture était la mienne. Je n'avais pas besoin de son autre facture, puisque j'avais les envois originaux ; je ne l'ai pas demandée et moi seul pouvais la demander. La facture doit être l'expression du coût véritable d'un objet. Pourquoi M. Allen voudrait-il faire passer comme facture un simple état de comptes ? Qui lui a donné ce droit-là ? Comment peut-il savoir que je n'ai pas encouru de dépenses pour arriver à ce choix ? Comment peut-il savoir sans moi que tel livre ne m'a coûté que tel prix ? A-t-il le droit de se mettre entre ma province et moi pour déterminer lui-même les conditions auxquelles je devais remplir ma mission, même au prix de sacrifices considérables de ma part ? L'état fourni par M. Allen à M. Lemay n'est pas une facture, puisqu'il ne représente pas le coût réel des livres. Je n'en ai pas voulu et il n'avait pas le droit de le faire, puisque ce n'est pas de lui que j'ai acheté. Et comme M. Allen n'a jamais été dans cette affaire l'employé du gouvernement, personne autre que moi n'a non plus, le droit de recevoir un tel état. Si l'on veut absolument me faire un procès quand même, eh bien, l'affirmation de M. Allen à l'encontre de la mienne sera l'affirmation d'un homme contre un autre homme. J'ai le droit d'être aussi croyable que lui jusqu'à preuve du contraire, et je suis prêt à procéder à l'enquête sur ce point.

Si, au mois de mars 1885, j'ai abandonné cette position par ma déclaration à M. Würtele, ce n'est pas que je la croyais fausse ; c'était plutôt par un sentiment de délicatesse. C'était pour ne pas imposer à mes amis de la Chambre, peut-être au gouvernement, la tâche de me justifier. Complètement sûr de la régularité de mes chiffres, je préférerais m'en remettre à un autre pour la vérification de ma réclamation plutôt que de me la payer moi-même. N'oubliez pas, monsieur le président, que le prix des livres livrés au gouvernement comprend le fret, l'assurance, l'emménagement, les entrées de douane, l'emballage et le transport, toutes choses qui ne peuvent être incluses dans la prétendue facture réduite de M. Allen. Et demandez à n'importe quel homme d'affaire quelle avance il faut faire en général sur le prix sterling pour toutes ces dépenses nécessaires.

Votre comité a été mal informé si on l'a mis sous l'impression que la livraison de mes livres se borne au lot déjà expédié. Je n'ai jamais émis cette prétention, et de fait, j'ai encore actuellement des caisses à la douane. J'ai de pleines caves et de pleins greniers de journaux, livres et documents à compléter en séries. Je les crois d'une grande valeur, quand j'aurai parfait la collection, chose que je suis en état de faire. Cette besogne serait finie si un accident corporel ne m'avait retardé de trois mois ; car je ne puis confier cette besogne de la classification à des employés, que, du reste, je ne pourrais employer qu'à mes frais, et si je ne tiens pas compte de mon temps et de mon travail, je regarde au moins aux déboursés. Comme le gouvernement annonce qu'il prend une action de \$5,500 contre moi, je suis obligé de borner mes explications à ce simple exposé. Il me suffit de savoir que j'aurai l'occasion, non seulement de me justifier, mais d'établir que la province, loin de perdre un sou, a profité de mes services dans une mesure plus considérable qu'un particulier n'est ordinairement obligé de le faire. Je prétends avoir livré au gouvernement des livres pour une valeur de \$12,000. Les évaluateurs du gouvernement ne m'ont alloué que \$9,500. Je suis prêt à m'en remettre à la justice de mon pays. En attendant, je défie tout homme sérieux de mettre sa réputation au jeu sur la valeur intellectuelle de mes livres.

Il y a un autre point important sur lequel je désire attirer votre attention. On parle de double facture, comme si jamais la facture Allen avait été soumise au gouvernement. Il n'y a qu'une facture devant le comité, c'est la mienne, c'est-à-dire celle faite par moi et à mon nom. La correspondance officielle démontre que je n'ai consenti à passer la facture Allen aux évaluateurs que pour référence, ils devaient me la remettre ; et ils me l'ont remise. Or, ma facture est vraie dans le sens le plus rigoureux du mot.

Si j'avais voulu faire de la spéculation avec \$15,000, la porte m'était ouverte. Je n'avais qu'à acheter les livres nouveaux en librairie aux prix courants. J'aurais, paraît-il, mieux rencontré les vues de plusieurs personnes qui se plaignent de l'ancienneté de mes livres et comme il est connu que la commission de librairie paie 20 à 30 p. 100, j'aurais réalisé de beaux bénéfices. Le gouvernement ne reçoit qu'une très petite proportion de cette remise qui reste aux commissionnaires. Veuillez vous en assurer vous-même en référant aux catalogues d'abord, puis aux factures que M. Lemay doit avoir en sa possession pour les livres achetés par lui. J'aurais pu, en allant directement à l'éditeur, me substituer au commissionnaire et réaliser de fortes remises, sans faire perdre un sou au gouvernement ; mais je n'aurais pas répondu à la mission qui m'avait été confiée. Tout le monde peut acheter, sur catalogues, des livres en librairie. On n'avait pas besoin de mes services pour cela. Mais la tâche difficile, c'était de former cette partie d'une bibliothèque de consultation dont les éditions sont épuisées et de grouper des centaines de livres différents publiés en cent endroits divers, sur un même sujet.

Je pourrais peut-être convenablement ici, pour vous donner une idée du travail auquel j'ai dû m'astreindre, attirer votre attention sur ma collection de documents parlementaires anglais. La série complète des annexes aux journaux de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords forme aujourd'hui 7,000 ou 8,000 volumes. Mes \$15,000 n'auraient pas suffi à les acheter. J'ai entrepris d'en faire une collection condensée, c'est-à-dire que j'ai choisi 133 sujets d'intérêt public couvrant toutes les enquêtes parlementaires et les rapports importants sur les matières d'économie politique, de statistique, d'administration, de droit ou de pratique parlementaire, de commerce, de législation, d'industrie, de traités, etc. Je suis remonté jusqu'à 1832 pour faire une série complète de chaque sujet, année par année. Il m'a fallu pour cela choisir 5,360 rapports au milieu de 150,000 ou 200,000 rapports, puis constater si les sujets que je réunissais se trouvaient, année par année, sur la liste des documents publics. Ce seul travail de classifi-

ation m'a coûté plus de deux semaines de recherches constantes, rien que pour préparer la liste des documents. Et la liste une fois préparée, il me fallait trouver ces 5,360 brochures éparpillées chez les mille bouquinistes du Royaume-Uni, car personne ne garde tous ces documents en séries détachées. Plusieurs fois, j'ai failli renoncer à la tâche, tant elle était difficile et semblait irréalisable et quand je laissai Londres, en janvier 1884, après des mois de recherches actives poussées jusqu'à Glasgow, il me restait tant à faire que M. King ne put achever ces collections qu'en juillet. C'est ainsi que j'ai pu former 970 volumes qui sont une collection unique dans le monde. Il y a entre autres 756 rapports formant 100 volumes sur le Canada. Sur les affaires canadiennes en 1830 et 1840 seulement, il y a 36 gros volumes in 4to, comprenant 408 documents. Cette collection a coûté \$2,660, soit à peu près \$2.74 du volume. Les évaluateurs ne m'ont alloué que \$1,128 pour cet item, en compilant les prix qui sont toujours indiqués sur la couverture du document.

Quand nous aurons à débattre l'ajustement final de mon compte, j'aurai à faire observer qu'un document marqué 4 chelins en 1840, ne se donne pas pour 4 chelins en 1884, surtout lorsque le vendeur s'aperçoit qu'il s'agit de compléter une collection. Dans ces cas, on est parfois forcé de payer dix fois le prix primitif. Une année de journal, par exemple, ne vaut guère, isolée, qu'un prix nominal ; mais réunissez en collection vingt ou trente années d'un journal, immédiatement la valeur de chaque volume se trouve à changer. Ce n'est plus le prix de l'abonnement du journal qu'on compte, c'est uniquement la valeur de la collection qui détermine alors le coût de chaque volume. Je considère que la collection de documents anglais que j'ai livrée au gouvernement vaut aujourd'hui, par le fait seul d'être une collection, de sept à huit mille piastres. Que ne donnerait pas un bibliophile pour les cent volumes sur le Canada ?

Je ne formule pas une plainte contre les évaluateurs, parce qu'ils se sont trouvés en face d'une difficulté. Malheureusement, j'ai n'ai pas de liste détaillée du prix de chaque document, la maison King m'ayant envoyé un prix en bloc. Mais la conséquence de cet état de choses, c'est que je suis actuellement en négociation, pour placer cette collection ailleurs et remettre au gouvernement de l'argent à la place des livres ; car je n'ai pas les moyens, et je n'en ai pas la volonté, non plus, de perdre \$1,600.

Je publie ci-après, comme annexe, une liste, faite en septembre 1883, par M. Lemay, sur le coût probable de certains livres. Je vais vous donner une idée de mes transactions, en comparant ses prix avec les miens.

Sur ma facture de \$2,585.50, il ajoute au prix d'achat pour douane et fret \$585, c'est-à-dire 23 pour 100 : c'est assez semblable à mes 23 pour 100. Il admet donc par là que le prix coûtant augmente ordinairement de 23 pour 100 quand les livres sont rendus à destination.

Voici donc ses prix et les miens.—Prix 23 p. c. en sus de ma facture.

Parliamentary History of England from the earliest period to 1883	\$ 90	\$111 70	\$ 31 39
Mirror of Parliament.....	50	61 50	65 00
Statutes at large from Magna Charta to 1886 and from 1867 to 1883.....	175	215 25	160 97
Election Reports.....	\$ 30	36 90	26 17
Macauley's Works.....	30	36 90	23 54
Froude's History of England.....	35	43 00	15 00
		\$322 07	\$505 00

J'aurais donc sur six item seulement sauvé \$183 au gouvernement, outre toutes mes dépenses et déboursés.

Il y a peu d'éléments de comparaisons, mais tous les livres qui se trouvent dans les deux listes me donnent l'avantage. Ainsi

Lemay avec 23 p. c. Dansereau;

Hallam Const. History.....	\$3 00	\$3 69	\$1 00
Standing orders, private bills.....	1 50	1 87	r 53

M. le Président, je vous prie d'excuser ces longues explications, en songeant à la nécessité où je suis de défendre ma réputation. C'est mon seul bien en ce monde et j'ose croire que la législature de Québec n'a nullement besoin d'une victime de ce genre pour l'expédition de ses affaires. Votre comité n'est pas obligé de m'accorder une protection indue ; mais il doit être disposé à m'accorder justice et *fair play* et c'est ce que je demande par la présente.

Le tout humblement soumis,

Votre humble serviteur,

(Signé,) ARTHUR DANSEREAU.

ANNEXE

LISTE des ouvrages qu'il est opportun d'avoir pour la prochaine session de la législature et leur coût probable.

	Volumes.	VALEUR.
		\$ cts.
Hansard,—Parliamentary History of England, from the earliest period to 1803.	36	90 00
Hansard,—Parliamentary Debates from 1803.....	350	700 00
Index to Journals.... Rolls, etc.....	29	60 00
Chitty's Statutes, with notes.....	4	40 00
Chitty's Law of the prerogative of the Crown.....	1	20 00
Statutes at large from Magna Charta to 1866.....	45	110 00
“ public, general, and Law Reports (1867-83).....	27	65 00
Mirror of Parliament (first series) 1833, vol. 1st; 1837, vol. 2nd.....	2	10 00
“ (second series).....	24	50 00
May,—Parliamentary practice (dernière édition).....	20	170 00
Election Reports :		
Glanville, 1 vol. ; Peckwell, 2 ; Fraser, 2 ; Barron and Austin, 1 ;		
Douglass, 4 ; Wolferstan and Dew, 1 ; Wolferstan and Bristow, 1 ;		
Luders, 3 ; Corbett and Daniel, 1 ; Falconer and Fitzherbert,		
Barrow and Arnold, 1.....	18	30 00
Cox and Grady,—Practice of Registration and Election (2 exemplaires).....	2	8 00
Standing Orders of the Lords and Commons relating to private bills (6 exempl.)	6	9 00
Bourke,—Decisions of Hon. Lefebvre (6 exemplaires).....	6	24 00
Hearn,—The Government of England (4 exemplaires).....	4	18 00
Rogers on Elections (2 exemplaires).....	2	12 00
Leigh and Lemarchant,—Election Law (2 exemplaires).....	2	7 50
Hardcastle,—Manual of Election petition.....	1	1 50
Halcombe on Private Bills.....	1	2 50
Bushby,—Practice of Elections.....	1	3 00
Proceedings of the House of Lords.....	8	6 00
McCulloch,—Political Economy.....	1	3 00
McLeod,—Political Economy.....	1	3 00
Froude, History of England.....	10	35 00
McCaulay, Works.....	8	30 00
Hallam,—Constitutional History of England.....	3	9 00
Langmead,—English Constitutional History.....	1	5 00
Gabourd,—Histoire de France.....	20	30 00
Martin,—Histoire de France.....	17	34 00
Guizot,—Histoire de France.....	5	30 00
“ —Histoire de France, 1789-1848.....	2	12 00
Thiers,—La Révolution Française.....	10	15 00
“ —Le Consulat et l'Empire.....	20	30 00
“ —La Monarchie de 1830.....	1	1 50
Cantu,—Histoire Universelle.....	19	30 00
Ségur,—Histoire Universelle.....	12	18 00
Bouillet,—Dictionnaire d'Histoire et de Géographie.....	1	5 00
Sirey,—Code annoté.....	4	14 00
“ —Recueil d'arrêts.....	54	150 00
Merlin,—Répertoire de Jurisprudence.....	27	60 00
Demolombe,—Cours de Code Napoléon.....	12	20 00
Dalloz,—Jurisprudence générale (845-77).....	34	110 00
	1102	\$2,585 50
15 pour cent de droits.....		385 00
Fret, etc.....		200 00
		\$3,170 50

APPENDICE (N^o 3.)

Sixième et septième rapports

DU

COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS.

SIXIEME RAPPORT.

Votre Comité à l'honneur de faire rapport :

Que votre Comité constate, par le témoignage de M. de La Bruère, qu'il n'y a eu aucun marché ou contrat entre lui et le gouvernement, par lequel aucune somme de deniers publics devait lui être payée pour aucun ouvrage.

Que, du reste, cette preuve est non pertinente et irrégulière en autant que si elle a un but quelconque, ce but ne peut être que de soulever la question du droit de siéger de cet honorable conseiller.

Que cette transaction se rapportant à la date du mois de février 1882, ne peut, aujourd'hui, être le sujet d'enquête ou de discussion devant ce comité de la Chambre, attendu que, par les actes de 1884 et 1885, concernant l'indépendance de la législature de cette province, toute pénalité ou amende à laquelle aucun membre de l'Assemblée Législative ou du Conseil Législatif a pu être assujéti dans le passé se trouve, par l'effet de la loi et de ces statuts, complètement éteinte ; et ces personnes sont déclarées indemnes et exonérées de tout effet d'infraction aux statuts concernant l'indépendance de la législature.

Que d'ailleurs, par l'Acte de l'Amérique du Nord, chaque fois qu'il s'agit de la qualification d'un membre du Conseil Législatif, il appartient au Conseil Législatif lui-même d'entendre et décider lui-même d'abord du mérite de cette question, et qu'il s'agit par conséquent d'un des privilèges qui appartiennent à cette Chambre de la Législature.

Que d'abondant, à la séance d'hier de l'Assemblée Législative, la question principale ayant été soulevée, la Chambre l'a écartée pour la raison précédemment indiquée, savoir : qu'il n'appartenait pas à la Chambre d'Assemblée de s'occuper de cette question.

Que dans l'espèce, ce comité est du reste d'opinion qu'il n'y aura pas même lieu pour lui ou pour la Chambre de s'occuper de cette question.

Aussi, qu'il a annexé à ce rapport les procès-verbaux des séances du comité des 10 et 11 juin, ainsi que les notes du sténographe contenant le dit témoignage.

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS.

Québec, 10 Juin, 1886.

L'Honorable René Joseph Pierre Hypolite Boucher de La Bruère, de la ville de St-Hyacinthe, Président du Conseil Législatif de la Province de Québec, âgé de ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose et dit :

Interrogé par l'Honorable M. Mercier.

Q. Vous êtes Président du Conseil ?

R. Oui.

Q. Et vous êtes membre du Conseil pour la division de Rougemont ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre communication des Comptes Publics pour l'année 1882, à la page 60, et dire si c'est vous qui avez retiré la somme de (\$200), deux cents piastres qui y est portée comme payée à L. A. Laforce pour montant à lui accordé pour son manuel sur le fromage ?

R. Je connais la chose.

Q. Est-ce vous qui avez retiré l'argent ?

R. Durant la session de 1882, j'ai reçu de M. Laforce, qui demeurait à St-Hyacinthe, une procuration pour retirer une somme de deux cents piastres, qui lui avait été allouée par le Gouvernement pour l'encouragement de la publication d'un livre intitulé "Le Guide du Fromager." Il n'y avait pas de nom de procureur dans la procuration, et j'ai transmis à M. Deschambault, le comptable du Département des Travaux Publics, la procuration. M. Deschambault m'a dit plus tard, je crois, l'année dernière, que ne pouvant pas lui-même agir comme procureur, il avait pris sur lui de mettre le nom de Madame Deschambault dans la procuration.

Q. Avez-vous reçu l'argent ?

R. L'argent m'a été remis.

Q. Par qui ?

R. Ça doit être par M. Deschambault. Je ne m'en rappelle pas.

Q. Qu'est-ce que c'était que ce M. L. A. Laforce ?

R. M. Laforce, à cet époque là, était teneur de livres ou gérant des affaires du *Courrier de St-Hyacinthe*.

Q. Le *Courrier de St-Hyacinthe* était et est encore votre propriété ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que c'était que ce manuel ?

R. C'était un traité sur la fabrication du fromage.

Q. Où avait-il été imprimé ?

R. Il avait été imprimé au *Courrier de St-Hyacinthe*.

Q. Avec votre papier, avec le travail de vos hommes ?

R. Certainement.

Q. Alors c'était votre propriété que ce manuel ?

R. Non. Il y a eu une entente entre M. Laforce et moi, dans l'automne de 1881, je crois, d'imprimer un traité qu'il était à préparer sur la fabrication du fromage.

Q. Alors c'était lui qui a préparé le traité ?

R. Oui.

Q. C'était un homme qui savait écrire ?

R. Oui, assez bien. Ça n'était pas précisément ce qu'on appelle un écrivain. Il m'avait dit dans le temps, qu'il avait été fabricant de fromage à la Baie du Fevre : et comme on était alors disposé à encourager autant que possible le mouvement de l'industrie laitière dans la Province, il m'informa un jour qu'il était à préparer un traité sur ce sujet, qu'il n'y avait que des traités anglais à cette époque dans le pays et qu'il paraissait avantageux d'avoir un traité en français à l'usage des cultivateurs.

Q. Vous lui avez remis les deux cents piastres (\$200) ?

R. Plus tard, durant la session, je ne me rappelle pas, j'étais en relations d'affaires et j'ai crédité à Laforce ces deux cents piastres (\$200). Je ne lui dois rien.

Q. Sur quoi lui avez-vous crédité cela ?

R. Sur certaines affaires que nous avions entre nous et qui ne concernent pas le traité en question.

Q. Alors il vous devait ?

R. Oui.

Q. Et vous lui avez crédité sur son compte, les deux cents piastres (\$200) ?

R. Oui.

Q. Vous ne lui avez rien chargé pour l'impression ?

R. Nous étions convenus, bien avant l'octroi des deux cents piastres (\$200) de vendre le traité à cinquante centius l'exemplaire ; vingt-cinq cents (\$0.25) suffisaient pour payer l'impression du volume ; et lorsque le Gouvernement eût décidé d'encourager M. Laforce, au lieu de vendre le traité cinquante cents (\$0.50), nous l'avons vendu vingt-cinq cents (\$0.25), pour m'indemniser des frais d'impression.

Q. Et les vingt-cinq cents (\$0.25) ont été entièrement pour vous ?

R. L'impression, oui.

Q. Vous avez vendu le volume vingt-cinq cents (\$0.25) et vous avez gardé ces vingt-cinq cents (\$0.25) pour les frais d'impression ?

R. Oui. Le volume a été vendu vingt-cinq cents (\$0.25).

Q. Au gouvernement ?

R. Non.

Q. A qui ?

R. A qui voulait l'acheter. Le gouvernement n'a pas acheté de livres.

Q. Alors, il a fait un présent de deux cents piastres ?

R. Oui, comme encouragement pour le traité qui avait été fait.

Q. Enfin, l'imprimerie que vous possédez a imprimé l'ouvrage. Par qui avez-vous été payé ?

R. Par les trente sous de vente du volume.

Q. Et vous n'avez rien eu pour les deux cents piastres (\$200) que vous avez retirées du gouvernement ?

R. Comment ?

Q. Vous n'avez rien parlé ?

R. C'était pour l'encouragement de Laforce.

Q. Je vous demande si vous avez gardé quelque chose ? Vous jurez que les deux cents piastres (\$200) que vous avez reçues du gouvernement vous les avez remises au crédit de M. Laforce.

R. Je jure que les deux cents piastres (\$200) que j'ai demandées au gouvernement, c'était pour M. Laforce, et je les ai créditées à M. Laforce pour certaines affaires que nous avons eues entre nous subséquemment à cela, à l'impression du traité.

Q. Quelles affaires était-ce ?

R. Des affaires privées. Je ne crois pas que ça intéresse.....

Q. Quelle était la nature de ces affaires ?

Objecté à cette question par M. LeBlanc.

R. Je ne vois pas en quoi le Comité a affaire à mes affaires privées. Ça ne regarde pas.....

Q. On se fait des comptes privés de temps à autre, comme cela. Vous avez retiré deux cents piastres (\$200) qui appartenaient à M. Laforce, vous avez gardé les deux cents piastres (\$200), mais vous les avez créditées, dites-vous, à M. Laforce ? Sur quoi les avez-vous créditées ?

R. Sur certaines dettes.

Q. Qu'est-ce qu'il vous devait ?

R. Je ne veux pas entrer dans ces détails-là.

Q. Combien avait-il été de temps à votre emploi ce M. Laforce ?

R. Je ne me rappelle pas au juste.

Q. A-t-il resté vingt ans, trente ans, quarante ans, cinquante ans ?

R. Je ne erois pas qu'il soit resté deux ans ?

Q. Quel était son salaire chez vous ?

R. Je crois que c'était six piastres (\$6) par semaine. Ce n'est peut-être pas cela exactement. C'est à peu près cela.

Q. Vous lui payiez son salaire régulièrement ?

R. Oui.

Q. Avec-vous fait d'autres transactions avec lui que ces affaires de livres ?

R. Non, je n'ai pas eu de transactions précisément.

Q. A-t-il acheté quelque chose de vous ?

R. Je ne voudrais pas entrer dans ces détails-là.

Q. Alors vous refusez de dire combien il vous devait et pourquoi il vous devait quand vous prétendez lui avoir crédité ces deux cents piastres (\$200) ?

R. Je refuse de faire connaître mes affaires privées.

Interrogé par M. Owens.

Q. M. Laforce, dans le temps, vous devait-il plus que deux cents piastres (\$200) ?

R. Oui.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Pourquoi était-il endetté ?

R. M. Mercier, je n'aime pas à entrer dans ces détails.

Q. Vous doit-il encore M. Laforce ?

R. Je ne veux pas entrer dans ces détails. Ce sont des affaires entièrement privées.

Q. Savez-vous où il est M. Laforce ?

R. Non. Je sais qu'il est aux Etats-Unis.

Q. Vous ne l'avez pas revu depuis que vous avez reçu les deux cents piastres (\$200) ?

R. Je l'ai revu dans ce temps-là. Il est parti dans ce temps-là.

Q. N'était-il pas parti, comme question de fait, quand vous avez reçu les deux cents piastres (\$200.00) ?

R. Non.

Q. Il était encore chez vous et à votre service ?

R. Oui, autant que je puis me rappeler. Oui, il y était.

Q. Est-il resté longtemps après ?

R. Je ne peux pas dire. Non.

Q. Pouvez-vous dire combien de temps ?

R. Je ne me rappelle pas. Il y a des détails qui m'échappent dans ces choses là.

Q. Avez-vous continué à lui payer son salaire de six piastres (\$6) par semaine après avoir retiré les deux cents piastres, (\$200) ?

R. C'est lui qui se payait. Je n'étais pas là : j'étais à Québec. C'était dans la session de 1882. Je ne m'occupais pas de cela.

Q. Il a consenti à ce que les deux cents piastres (\$200) aillent au crédit de ce qu'il vous devait ?

R. Bien ! Je ne me rappelle pas les circonstances dans le temps, ce qui s'est passé là..... Je ne pourrais pas dire.

Q. L'avez-vous averti que vous l'aviez crédité de deux cents piastres (\$200) ?

R. Il savait certainement que j'avais les deux cents piastres (\$200,) puisqu'il m'a envoyé une procuration.

Q. Je vous demande si vous l'avez averti que vous l'aviez crédité de deux cents piastres (\$200) ?

R. Je ne sais pas si je l'ai averti. Je ne me rappelle pas de ça.—(La déposition étant relue au témoin, il ajoute) : Je ne crois pas le lui avoir dit.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Pourquoi ne lui en avez-vous pas parlé ?

R. Il faudrait entrer dans des détails que je n'aime pas à répéter et qui ne concernent pas l'affaire dont il s'agit dans le moment.

Q. Y a-t-il un livre dans lequel il y a un crédit de deux cents piastres (\$200) ?

R. Il est possible que ça ne soit pas entré dans le livre.

Q. Pensez-vous que c'est entré ?

R. Voilà déjà quatre ans de cela..... Je ne crois pas que ce soit entré.

Q. Mais vous avez ce livre là chez vous ?

R. Oui.

Q. Vous n'avez pas examiné cela depuis un an qu'il est question de cela ?

R. Non.

Q. Si je comprends bien, ces deux cents piastres (\$200) n'ont pas été créditées dans le livre de comptes contre M. Laforce ?

R. C'est-à-dire que j'ai toujours voulu lui en tenir compte. (La déposition étant relue au témoin, il désire ajouter ce qui suit : Non, elles n'ont pas été créditées.)

Q. Vous avez toujours eu l'intention de lui en tenir compte, de l'en créditer, mais vous ne l'avez pas actuellement crédité dans son compte ?

R.

Q. Quelle est votre réponse ?

R. Je crois que ce n'est pas entré. Cela n'est pas entré.

Interrogé par M. LeBlanc.

Q. M. Laforce est parti dans ce temps-là pour les Etats-Unis ?

R. Je ne me rappelle pas au juste. Ces détails m'échappent.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Etes-vous positif à dire que vous ne l'avez pas averti que vous lui créditez ces deux cents piastres (\$200) ?

R. Je ne sais pas. C'est possible. Peut-être ne le lui ai-je pas dit.

Q. Avez-vous jamais réglé de compte avec lui ?

R. Non.

Q. Qui a demandé au gouvernement de prendre ces exemplaires là ?

R. Le gouvernement n'a pas eu d'exemplaires du *Guide du Fromager*.

Q. C'était tout simplement un bonus qu'il donnait pour en encourager la publication ?

R. Oui.

Q. Qui a demandé au gouvernement de donner les deux cents piastres (\$200) de bonus ?

R. C'est moi.

Q. Quelle affaire M. Laforce avait-il à obtenir deux cents piastres (\$200) comme bonus, à un ouvrage qui était imprimé chez vous, avec le travail de vos hommes, avec votre papier et à vos frais et dépens ?

R. Dans l'hiver de 1882, lorsque M. Laforce était à faire son manuel, je suis venu à Québec avec une partie du manuscrit, que j'ai montré à M. Lesage. Alors tout le travail n'était pas fait. M. Laforce me représentait que le manuel aurait environ 150 pages. Je ne me rappelle pas quelles conversations j'ai eues alors avec M. Lesage. Ces détails m'échappent, mais je sais qu'on a dû dire ensemble qu'il n'était que juste que M. Laforce fut récompensé pour son travail.

Q. Vous n'avez pas représenté au gouvernement que c'était vous qui faisiez l'ouvrage ?

R. Certainement que le gouvernement savait que l'ouvrage s'imprimait chez moi. Je le leur ai dit.

Q. Je vous demande pas cela. Je vous demande si vous n'avez pas dit au gouvernement que c'est vous qui faisiez l'ouvrage ?

R. Vous voulez faire, sans doute, allusion à la lettre.....

Q. Je veux faire allusion à la question que je pose. Répondez.

R. J'ai dit au gouvernement que j'étais à faire un travail dans ce sens-là.

Q. Et vous avez écrit cela ?

R. Oui.

Q. Pourquoi écriviez-vous au gouvernement que vous étiez à faire un travail quand ce n'était pas vous qui le faisiez ?

R. C'est à-dire que j'étais à faire travailler mes hommes à composer l'ouvrage qu'a fait M. Laforce sur la fabrication du fromage.

Q. C'était là le sens de votre écrit, n'est-ce pas ?

R. Oui, c'était là le sens de l'écrit.

Q. Voulez-vous prendre communication de la lettre, pièce L. L., produite devant le comité des Comptes Publics, le cinq juin 1885, par M. Deschambault, et dire si c'est vous qui avez écrit cette lettre ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous la lire au Comité ?

R. Oui. (Le témoin donne lecture de la lettre.)

Q. Vous voyez que dans cette lettre, vous ne parlez qu'en votre nom, vous ne parlez pas de M. Laforce, vous dites que c'est votre manuel, que c'est vous qui le préparez, pourquoi disiez-vous cela ?

R. J'étais tellement lié à ce mouvement d'industrie laitière que j'ai pu laisser croire que j'étais l'auteur du manuel : mais avant d'avoir écrit ma lettre, j'avais informé M. Lesage que l'auteur du manuel était M. Laforce.

Q. M. Laforce a-t-il jamais vu les ministres à propos de cela ?

R. Non, c'est moi qui ai agi.

Q. C'est vous qui avez reçu cette réponse-ci, produite comme pièce MM., devant ce Comité par M. Deschambault, le 5 juin 1885 ?

R. Je ne me rappelle pas d'avoir reçu la lettre.

Q. Vous êtes la personne mentionnée là ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous lire la lettre ?

R. Oui. (Le témoin donne lecture de la lettre.)

Q. Cet ouvrage là a-t-il été imprimé au compte et aux risques de M. Laforce dans votre atelier ?

R. Je ne me rappelle pas des conditions. Il a été question, comme je l'ai dit tout à l'heure, de vendre le livre cinquante cents (\$0.50) ; ensuite le prix a été réduit à vingt-cinq cents (\$0.25) d'après la lettre de M. Lesage que je viens de lire, pour aider la publication.

Q. Je vous demande au compte et au risque de qui l'ouvrage a été imprimé dans votre atelier ?

R. Je crois que c'était imprimé..... Je ne me rappelle pas des conditions. Les conditions, il n'y en avait pas beaucoup, peut-être. Je désirais publier l'ouvrage.....

Q. Je vais vous poser la question d'une manière plus claire : Est-ce M. Laforce qui devait vous payer le coût de l'impression du papier et autres choses ?

R. Je ne me rappelle pas de ces conditions là.

Ici pendant qu'on relit au témoin son témoignage, M. Picard pose les questions suivantes :

Q. Vous dites que vous n'avez pas eu connaissance des conditions ?

R. Je ne me rappelle pas du tout.

Q. Vous n'avez pas eu connaissance des conditions de publication entre Laforce et vous ?

R. Je comprends qu'il s'agissait du prix de l'ouvrage et des conditions d'impression. Je ne me rappelle pas quelles ont pu être ces conditions. Ce que je sais, c'est qu'il a été question de vendre l'ouvrage cinquante cents (\$0.50) et ensuite le prix a été réduit à vingt-cinq cents (\$0.25.) Maintenant il est bien possible qu'il n'y ait pas eu de conditions.

Q. Déclarez-vous positivement que des conditions de publication n'ont pas eu lieu entre vous et Laforce ?

R. Je ne me rappelle pas de ça. Voilà au-delà de quatre ans.

Interrogé par M. Boyer.

Q. Vous nous dites que vous laissiez ces détails-là, à votre chef d'atelier, je voudrais savoir le nom de ce chef d'atelier.

R. Dans le temps, c'était un M. Lussier. Je dis, qu'en général, quand il s'agit d'imprimer un ouvrage, pour savoir quelle quantité de papier il faut, quels caractères employer, etc., c'est mon chef d'atelier qui règle cela. Je ne suis pas imprimeur.

Q. Je veux savoir le nom du chef d'atelier.

R. M. Camille Lussier. Il est possible qu'il n'y ait pas eu d'entente entre M. Lussier et M. Laforce. Je ne me rappelle pas. Ces détails m'échappent complètement. Il y a au-delà de quatre ans. M. Laforce était simplement teneur de livres et M. Lussier était mon chef d'atelier, et moi rédacteur.

Q. Enfin, y avait-il des conditions ?

R. Le prix de ces ouvrages, ce n'est pas moi qui règle cela généralement. Je laisse cela à mon chef d'atelier. Je ne me rappelle pas des conditions qui ont pu avoir lieu.

Q. Y a-t-il eu un compte d'ouvert à la charge de ce livre-là ?

R. Je ne sais pas si M. Laforce en a ouvert un. Je ne me rappelle pas.

Q. A qui allait l'argent provenant des ventes ?

R. Les trente sous, ça allait à l'établissement du *Courrier*.

Q. C'est-à-dire à vous ?

R. Sans doute.

Q. Puisque le livre était votre livre, qu'il a été imprimé par vous, que le produit des ventes allait chez vous et vous appartenait, pourquoi avez-vous mis ce bonus au nom de M. Laforce ?

R. Le bonus était dans mon intention, pour Laforce.

Q. C'est pour cela que vous l'avez mis en son nom ?

R. C'était pour lui, pas pour moi ?

Q. Comment se fait-il que son nom ne soit pas mentionné dans votre lettre ?

R. Je ne sais pas pourquoi. C'est une lettre qui a été écrite sans méfiance. J'avais expliqué le tout à M. Lesage. J'avais même montré le manuscrit de M. Laforce à M. Lesage. Il savait qu'il était l'auteur de ce travail.

Q. Quand vous demandez de l'argent pour quelqu'un au Gouvernement, avez-vous l'habitude de le demander à votre nom ?

R. Je n'ai jamais eu l'occasion d'en demander.

Q. En voilà une occasion.

R. J'étais tellement identifié avec ce travail que j'ai pu considérer la chose comme mienne.

Q. Vous n'y avez pas travaillé du tout à ce manuel ?

R. J'ai aidé à M. Laforce un peu.

Q. Qu'appellez-vous un peu ?

R. J'ai corrigé la rédaction un peu.

Q. Et ce sont là toutes les informations que vous avez à nous donner ?

R. Oui, je crois bien.

- Q. Avez-vous d'autres informations à nous donner ?
 R. Je ne sais pas si j'ai tout dit. Je n'en sais rien.
 Q. Quand avez-vous demandé cette procuration à M. Laforce ?
 R. Je ne sais pas si je la lui ai demandée. Je ne me rappelle pas de ça.
 Q. Comment est-il arrivé à vous donner une procuration ?
 R. Je ne sais pas. Je ne me rappelle pas.
 Q. Tout ce que vous savez relativement à cette affaire, c'est qu'il y a eu un manuel de publié et d'imprimé dans votre établissement, que vous avez retiré de l'argent produit de la vente et les deux cents piastres (\$200) de bonus : c'est tout ce que vous savez, n'est-ce pas ?
 R. J'ai retiré cela dans le sens que j'ai indiqué dans ma déposition.

Interrogé par l'Hon. M. Flynn.

- Q. Il n'y a eu aucun contrat ou marché entre le gouvernement et vous ?
 R. Non.
 Q. Il n'y a eu qu'un bonus accordé par le Département de l'Agriculture pour aider la publication de cet ouvrage ?
 R. Oui, comme dit la lettre de M. Lesage.
 Q. Laforce était votre débiteur ?
 R. Oui.
 Q. Dans les comptes que vous aviez avec lui, vous lui avez donné crédit de ce montant ou vous avez intention de lui en donner crédit ?
 R. Certainement je lui ait donné crédit. (La déposition étant relue au témoin, il ajoute : Certainement, j'ai eu intention de lui en donner crédit.)

Interrogé par M. Picard.

- Q. La créance que vous aviez contre lui, avez-vous eu occasion de vous entendre avec lui pour la régler, et a-t-il été entendu entre vous et lui que cette somme devait être sur le règlement ?
 R. Je n'aime pas à entrer dans ces détails là. Je n'ai pas eu occasion de régler.

Interrogé par l'Hon. M. Flynn.

- Q. Je comprends que ce M. Laforce est absent depuis cette époque et que vous n'avez pas pu par conséquent, régler le compte avec lui ?
 R. Non.

Interrogé par l'Hon. M. Mercier.

- Q. Il ne vous a pas écrit ?
 R. Non.

Interrogé par l'Hon. M. Flynn.

- Q. Je comprends que grâce à l'aide accordé par le Département de l'Agriculture, pour la publication de cet ouvrage, que le prix a été considérablement réduit dans l'intérêt des cultivateurs et qu'en définitive, ceux-ci ont bénéficié de l'octroi ?
 R. Le prix a été réduit de trente sous par exemplaire.

Interrogé par l'Hon. M. Mercier.

Q. Combien le gouvernement a-t-il acheté d'exemplaires de l'ouvrage en sus du bonus accordé ?

R. Je ne crois pas que le gouvernement ait acheté d'exemplaires de l'ouvrage. Je ne me rappelle pas qu'il en ait acheté d'exemplaires. S'il en a acheté, c'est hors de ma connaissance. Du moins, je ne m'en rappelle pas.

Q. Combien d'exemplaires en avez-vous tirés ?

R. Je ne m'en rappelle pas.

Q. A-t-il été imprimé ce livre-là ?

R. Certainement.

Q. Êtes-vous capable de nous en produire une copie ?

R. Je n'en ai pas ici.

Q. Pourriez-vous en faire venir une copie de St-Hyacinthe ?

R. Je ne sais pas. J'en ai une copie certainement, mais je ne sais pas si.....

Il est possible qu'en écrivant ils m'en envoient un exemplaire.

Q. Voulez-vous écrire pour en faire venir ?

R. Oui.

Q. Ce n'est pas le document produit par M. Deschambault devant le comité le 5 mai 1885, comme Exhibit KK ?

R. Non. Ce n'est pas cela du tout.

Q. Vous n'avez pas d'idée non plus combien il en a été vendu de cet ouvrage ?

R. Non. J'ai été si longtemps absent de mon bureau.

Q. Pouvez-vous écrire pour avoir ces détails ?

R. Je puis bien écrire. Je vais écrire pour qu'ils m'en envoient une copie, s'ils peuvent en trouver. Je n'ai pas d'objection à la produire.

Interrogé par M. Asselin.

Q. M. Laforce est le seul auteur de cet ouvrage ?

R. C'est lui qui a fait l'ouvrage.

Q. Ces deux cents piastres, en résumé, ont été retirées par vous pour M. Laforce ?

R. Oui.

Interrogé par M. Stephens.

Q. M. Laforce est-il un littérateur ?

R. Non.

Q. A-t-il jamais écrit d'autres ouvrages ?

R. Je ne crois pas.

Q. Quelle expérience avait-il dans la fabrication du fromage ?

R. Je l'ignore. Je sais qu'il m'a dit qu'il avait fabriqué du fromage à la Baie du Febvre. J'ignore sa capacité.

Q. Vous n'avez jamais appris que c'est une autorité sur la fabrication du fromage ?

R. Non.

Q. Pouvez-vous me dire approximativement combien M. Laforce vous devait quand vous avez reçu les deux cents piastres (\$200).

R. Je ne pourrais pas dire.

Q. Combien vous doit-il à présent ?

R. Je n'aimerais pas à entrer dans ces détails. Vous entrez dans des affaires entièrement privées.

Q. Quand vous avez placé, dans votre esprit, cette somme de deux cents piastres (\$200) au crédit de M. Laforce, quel montant vous devait-il ?

R. Je ne puis pas entrer dans ces détails. Il peut y avoir un état de compte plus tard et je n'aimerais pas à préjuger la question.

Q. Quel était l'occupation et le métier de Laforce ?

R. Il était teneur de livres à mon journal.

Q. Vous parlez de M. Camille Lussier, comme ayant été votre chef d'atelier, est-il aussi maître de poste à St-Hyacinthe ?

R. Oui, à présent.

Interrogé par M. Cameron.

Q. Etes-vous certain que M. Laforce vous devait deux cents piastres (\$200) au moins ?

R. Je suis d'opinion que ça excède cette somme.

Q. Mais de combien plus vous ne le savez pas ?

R. Non. Je n'ai jamais réglé avec M. Laforce.

Interrogé par M. Owens.

Q. De quelle manière avez-vous été payé pour l'impression de ce manuel ?

R. J'ai dit que c'est en vendant l'ouvrage vingt-cinq cents (\$0.25.) Vingt-cinq cents (\$0.25) est suffisant pour m'indemniser des frais d'impression.

Q. Cette somme de deux cents piastres (\$200) que je vois que vous avez reçue du Gouvernement, comme procureur de M. Laforce, est-ce qu'une partie de cette somme a été appliquée au paiement de l'impression de votre manuel ?

R. Non.

Interrogé par l'Honorable M. Mercier.

Q. Ce livre qui a été produit par M. Deschambault, le 5 mai 1885, comme pièce "K. K." est imprimé à votre atelier ?

R. Oui.

Q. Et c'est pour la société de l'industrie laitière de la Province de Québec ?

R. Oui.

Q. Vous savez que cette société reçoit mille piastres (\$1,000) tous les ans du Gouvernement ?

R. Oui.

Q. Pouvez-vous nous dire comment cet argent est employé ? Ces mille piastres là ?

R. Il faudrait que je verrais le livre de comptes du secrétaire.

Q. Vous êtes le Président ?

R. Oui.

Q. Dites-nous, au meilleur de votre connaissance, quel emploi la société de l'industrie laitière de la Province de Québec fait de ces mille piastres (\$1,000) ?

R. Je ne sais pas. Je suis bien prêt à vous répondre, mais je ne sais pas si ça ne relève pas, je crois, des attributions ?.....

Q. Si vous êtes prêt à répondre, répondez.

R. N'étant pas le teneur de livres de la société, je ne peux pas rendre compte d'une manière exacte de l'emploi de cette somme de mille piastres (\$1,000.) Du reste, je crois que je ne suis pas ici pour rendre compte de cette somme.

Q. Vous êtes le président de cette société ?

R. Oui.

Q. Refusez-vous, comme président, de nous rendre compte de l'emploi de ces mille piastres (\$1,000) ?

R. Je ne peux pas répondre pour aujourd'hui, car je n'ai pas par devers moi les pièces justificatives pour vous dire comment cela a été employé.

Q. Avez-vous une idée et pouvez-vous nous donner une idée de l'emploi de ces mille piastres (\$1,000) ?

R. C'est M. Taché qui gère cela.

- Q. Vous n'avez aucune idée de la chose ?
 R. Je sais qu'une moitié de cette somme est donnée pour l'inspection de fromageries.
 Q. A qui ?
 R. A M. Deschambault, cultivateur et fabricant de fromage.
 Q. Et l'autre moitié ?
 R. L'autre moitié ? Je ne peux pas dire de quelle manière cette somme est distribuée. Il me faudrait les livres pour cela.
 Q. Avez-vous quelque chose, vous, personnellement ?
 R. Non.
 Q. Pas même pour l'impression du rapport ?
 R. Je suis payé pour l'impression du rapport par la société.
 Q. Combien chaque année ?
 R. Je ne m'en rappelle pas. Les livres peuvent vous le dire.
 Q. Pouvez-vous prendre des informations et faire un rapport ?
 R. Faisant rapport à la société tous les ans, les comptes sont examinés.....
 Q. Je ne vous demande pas cela ; je vous demande si vous voulez faire un rapport comme président ?
 R. A qui ?
 Q. Au Comité, ici.
 R. Je le ferai bien. Si vous vouliez vous adresser au Secrétaire ~~Taché~~, et le faire venir avec les livres, il peut vous donner tous les renseignements voulus. C'est lui qui pourvoit à tout cela.
 Q. Veuillez regarder à la page 67 des Comptes Publics de 1885 et dites nous si les cinq cents piastres (\$500) accordées à M. Archambault, pour l'inspection des fromageries, sont en sus des trois cents piastres (\$300) qui sont entrées à cette page comme étant payées à J. B. de la Broquerie Taché, montant accordé pour 1884-85 à l'école de fromagerie de M. Archambault ?
 R. Oui, c'est à part.
 Q. Alors M. Archambault reçoit donc huit cents piastres (\$800) comme inspecteur ?
 R. Il reçoit cinq cents piastres (\$500) comme inspecteur, et si je me rappelle bien, les conditions imposées par le gouvernement à M. Archambault, il reçoit trois cents piastres (\$300) pour enseignements à sa propre fromagerie. Les fabricants peuvent se rendre là et étudier la fabrication du fromage. C'est une fromagerie-école.
 Q. Savez-vous combien vous payez à votre secrétaire, M. Taché ?
 R. Si je me rappelle bien, c'est deux cents piastres (\$200).
 Q. Pouvez-vous dire où va le reste de l'argent ? Il resterait trois cent piastres (\$300).
 R. Je ne sais pas si ça arrive toujours, mais je sais que quelques membres du Bureau de Direction ont reçu quelques piastres pour leurs frais de voyage à St-Eyacinthe dans une circonstance. Dans ces détails là, il me faudrait les livres.

Interrogé par M. Asselin.

- Q. Cette somme de mille piastres (\$1,000) est employée pour les fins de la société ?
 R. Certainement.
 Q. Cette société a fait connaître son programme avant d'avoir un premier octroi ?
 R. Oui. Nous avons expliqué le but de la société, et elle a été incorporée par acte du Parlement. Je crois que le premier rapport de la société contient le programme détaillé. Je crois que c'est le premier rapport cela.

Interrogé par l'Hon. M. Mercier.

Q. Avez-vous imprimé le rapport de 1884-85 ?

R. Depuis deux ans, par économie, nous avons demandé au gouvernement de faire imprimer notre rapport avec le sien, pour nous exempter les frais d'impression ; et, depuis deux ans, il est imprimé au *Journal des Trois-Rivières*, d'après ce qu'on me dit, aux frais du gouvernement.

Q. Depuis deux ans, vous ne payez rien pour les frais d'impression ?

R. Cette année. Je ne sais pas. Je crois que cette année, nous serons obligés. M. Taché pourra vous dire cela plus complètement.

Interrogé par M. Asselin.

Q. Savez-vous, à peu près le nombre de membres que la société compte aujourd'hui ?

R. Non.

Q. Est-ce que la société est florissante ?

R. Oui, le nombre augmente tous les ans. Je ne peux pas donner le chiffre exact.

Interrogé par M. Cameron.

Q. Est-ce la manière ordinaire dont vous faites les affaires de tirer contre un individu, de vous approprier son argent et de ne pas lui donner crédit ?

R. Non.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la traduction fidèle de mes notes sténographiques.

(Signé)

ALEXANDRE BELINGE.

SEPTIEME RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS.

Votre comité à l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné comme témoin A. O. Raymond, de Québec, libraire, et Joseph de la Broquerie Taché, de St-Hyacinthe, Ecuier, Notaire, et qu'il soumet à Votre Honorable Chambre les dépositions avec les documents y annexées.

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS.

Québec, 14 juin 1886.

Augustin Raymond, de la cité de Québec, libraire, âgé de trente-quatre ans, étant dûment assermenté sur les Saints Evangiles, dépose et dit :

Interrogé par l'honorable M. Mercier.

Q. Vous êtes libraire, à Québec ?

R. Oui.

Q. Depuis quelques années ?

R. Oui.

Q. Avez-vous eu connaissance d'un manuel sur le fromage, publié par le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, en mil huit cent quatre-vingt-deux (1882) et qui aurait été vendu au gouvernement ?

R. L'honorable monsieur de la Bruyère a remis chez moi de ces manuels. Il m'a dit : " Si tu peux en vendre, tu auras tant pour cent."

Q. Combien pour cent ?

R. Vingt pour cent (20 0/10), c'est ce que je charge ordinairement.

Q. C'est en mil huit cent quatre-vingt-deux (1882) cela ?

R. Oui.

Q. C'est le manuel sur la fabrication du fromage, n'est-ce pas, publié au *Courrier de Saint-Hyacinthe* ?

R. Je pense bien.

Q. Combien en avez-vous vendu au gouvernement ?

R. Pour sept piastres (\$7).

Q. Combien d'exemplaires ?

R. Vingt-cinq exemplaires au département de l'instruction publique à vingt-cinq cents (\$0.25) ce qui fait six piastres et vingt-cinq cents (\$6.25) et trois exemplaires au Bureau du Régistiaire, ce qui fait soixante et quinze cents (\$0.75.) Mais j'en ai vendu beaucoup plus que cela au public. L'Honorable Monsieur de la Bruère n'a pas même eu connaissance que j'en aie vendu au gouvernement. Je produis les deux factures comme pièces A et B, à la présente enquête constatant que j'en ai vendu pour soixante et quinze cents (\$0.75) au Bureau du Régistiaire et pour six piastres et vingt-cinq cents (\$6.25) au Département de l'Instruction Publique.

Q. C'est là tout ce que vous avez vendu de ces manuels au gouvernement ?

R. Oui.

Q. Et c'est l'Honorable Monsieur de la Bruère qui vous les avait mis en mains ?

R. Oui. Il m'a dit : Penses-tu que tu pourrais vendre le *Guide du Fromager* ? C'est un nouveau livre ; la fromagerie est pas mal en vogue. J'ai dit : " Je vas tâcher d'en vendre."

Q. Et c'est à lui que vous avez remis l'argent ?

R. Oui.

Q. C'est-à-dire à l'Honorable Monsieur de la Bruère, président du Conseil ?

R. Oui.

Q. Avez-vous jamais su que c'était pour d'autres cet argent là ?

R. Monsieur de LaBruère m'a dit que c'était publié à son journal par un Monsieur Laforce, si je me rappelle bien.

Q. Vous a-t-il dit ce qu'il faisait, ce Monsieur Laforce ?

R. Non : je ne m'en rappelle pas, mais je pense qu'il était employé au *Courrier*.

Q. Avez-vous entré cela dans vos livres ?

R. Oui.

Q. C'est au compte de l'Honorable Monsieur de La Bruère ?

R. Oui, j'avais à régler avec lui. Il les avait mis en dépôt chez moi.

Q. Vous n'avez rien eu à faire avec M. Laforce.

R. Non.

Q. Vous ne le connaissiez pas ?

R. Non.

Q. Et son nom n'apparaît pas dans vos livres ?

R. Non.

Interrogé par M. LeBlanc.

Q. L'Honorable Monsieur de La Bruère a dit que ce livre là avait été publié par un Monsieur Laforce ?

R. Il me semble qu'il m'a dit cela, je ne suis pas certain.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut, est la traduction fidèle de mes notes sténographiques.

Duplicata. (Signé) J. F. DUMONTIER.

Librairie Contemporaine.

Nos. 46 rue de la Fabrique et 27 rue Garneau, Haute-Ville

Québec, 27 Avril, 1882

Bureau du Régistrare Prov.
Québec.

Dt.

à A. O. RAYMOND.

Libraire—Importateur et fournisseur des Municipalités.

1882.

27 Avril.—3 ex. Guide du Fromager Canadien, à 25 cts.....\$0 75

Payé

(Signé) A. O. RAYMOND.

Duplicata.

Librairie Contemporaine.

Nos. 46 rue de la Fabrique et 27 rue Garneau, Haute-Ville.

Québec, 16 Mai, 1882

Le Dépt. de l'Inst. Publique,
Québec.

Dt.

à A. O. RAYMOND.

Libraire—Importateur et fournisseur des Municipalités.

1882.

16 Mai.—25 ex. Guide du Fromager Canadien à 25 cts.....\$6 25

Payé

(Signé) A. O. RAYMOND

COMITÉ DES COMPTES PUBLICS.

Québec, 15 juin 1886.

Enquête *in re*, paiements faits à l'honorable M. de la Bruère par la société d'Industrie Laitière P. Q., et sur comptes de cette société.

Joseph de la Broquerie Taché, de la ville de Saint-Hyacinthe, notaire, âgé de vingt-huit ans, étant dûment assermenté sur les Saints-Evangiles, dépose et dit :

Interrogé par l'honorable M. Mercier.

Q. Vous êtes secrétaire de la société de l'industrie laitière de la province de Québec, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Depuis sa fondation ?

R. Qui.

Q. Avez-vous un état des recettes et des dépenses de la société depuis qu'elle existe ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous le produire ?

R. J'ai ici les livres de la société.

Q. Vous recevez mille piastres (\$1,000) du gouvernement de la province de Québec ?

R. Oui.

Q. Quelles sont vos autres recettes ?

R. Les souscriptions des membres et ce qui provient de la vente de notre rapport et des frais de voyage payés comme indemnité par les fabriques visitées par nos professeurs.

Q. Quelle est la recette des trois dernières années ?

R. Les recettes sont comme suit :

1882-83, au 28 novembre, d'une année à l'autre..... \$1,201' 55

1883-84	"	"	"	2,651 02
---------	---	---	---	-------	----------

Cette somme comprend deux années de subvention échues le premier juillet 1883 et le premier juillet 1884. Avant que la société ait été organisée, à la session qui a précédé l'organisation de la société, une subvention nous a été votée par le gouvernement, et comme notre société n'a eu son existence qu'à partir du 28 novembre 1882 et que l'année fiscale commence le premier juillet, nos recettes de 1883-84 se trouvent à comprendre deux années de subvention. Ensuite, il y a une autre chose qui peut faire paraître le chiffre des recettes très élevé : c'est que la balance en caisse de chaque année est reportée dans les recettes de l'année suivante. La balance en caisse de 1882-83 était de \$68.21, et la balance en caisse de 1883-84 était de \$871.98. En 1884-85, les recettes ont été de \$2,442.05. Pour l'année courante, la subvention n'est pas échue.

Q. Quels sont les principaux articles de vos dépenses ?

R. Les principaux articles de nos dépenses sont :

1. Impressions.
2. Dépenses de papeteries, timbres et correspondance.
3. Dépense de voyage des directeurs.
4. Subventions et dépenses de conventions.
5. Salaires et subvention à la fabrique-école.
6. Dépenses de voyage pour enseignement.
7. Primes de concours.
8. Achats de livres et abonnement à des journaux spéciaux.

Q. Pas de salaires ?

R. Oui. C'est compris dans l'item 5 : salaires et subvention à la fabrique-école.

Q. Quels sont les salaires ?

R. Les salaires sont payés comme suit :

A. J. M. Archambault, professeur de fabrication du fromage..... \$500 00

Au secrétaire de la société..... 200 00

Ce sont là les seuls salaires qui soient payés.

Q. Pour les impressions ? Quelles sont les charges d'impression ordinaires ?

R. Ça varie d'une année à l'autre. Le principal item des impressions est l'impression des rapports : mais, depuis deux ans, le gouvernement s'est chargé de l'impression de ces rapports.

Q. Combien a coûté l'impression des rapports de la société pendant les années où vous les avez fait imprimer ?

R. L'impression du premier rapport a coûté (\$100) cent piastres.

Q. Combien d'exemplaires ?

R. Cinq cents (500.)

Q. Payées à qui ?

R. Payées au *Courrier de St-Hyacinthe*, à M. de La Bruère.

Q. A l'Honorable Pierre Boucher de La Bruère ?

R. Oui.

Q. Combien a coûté l'impression du deuxième rapport ?

R. Trois cent vingt piastres (\$320) pour mille (1000) copies.

Q. Payées à qui ?

R. Payées à l'Honorable M. de La Bruère, propriétaire du *Courrier de Saint-Hyacinthe*.

Q. Et pour le troisième rapport ?

R. C'est le gouvernement qui s'est chargé de l'imprimer et nous n'avons rien eu à payer pour cette année là.

Cette année, l'année 1885, l'année écoulée, le gouvernement a mis à la charge de la société les frais d'impression et d'achat du papier.

Pendant l'année 1885, un rapport annexé a été imprimé avec un tirage de sept cents (700) copies, pour le prix de \$70.

Q. Payées à qui ?

R. A l'Honorable M. de La Bruère. Le coût de ce rapport ne comprend que les frais de papier et d'impression. M. de La Bruère ayant consenti à nous charger ces frais-là seulement, en considération de la permission à lui accordée par la société de publier, d'abord, le rapport dans son journal.

Q. Le rapport de cette année, le quatrième rapport, aux frais de qui a-t-il été imprimé ?

R. Il a été imprimé aux frais du gouvernement, moins les frais de papier et d'impression du tirage spécial qui sont à la charge de la société. Le compte n'est pas encore arrivé. C'est le gouvernement qui nous enverra le compte.

Q. Avez-vous quelque marché avec le gouvernement à ce sujet ?

R. Le gouvernement nous chargera ce que les imprimeurs chargeront.

Q. Savez-vous où ce rapport a été imprimé ?

R. Je crois qu'il a été imprimé là où est imprimé le rapport général du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Q. A tout événement, vous n'avez rien payé jusqu'à présent, pour l'impression de ce document ?

R. Non, et nous ne paierons rien autre chose que le prix du papier et les frais d'impression. Nous ne paierons rien à M. de La Bruère.

Q. Est-ce la première année que ce rapport est inclus dans le rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics ?

R. Le rapport de 1884 a déjà été inclus dans le rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, et cette fois-là, l'impression de tout notre rapport a été faite aux frais de la Province.

Q. Quand a-t-il été question pour la première fois de charger à la société le coût du papier et les frais d'impression du rapport de 1884-85 ?

R. Quand nous avons demandé au gouvernement d'imprimer notre rapport, il a consenti à le faire, à condition que ce rapport serait publié avec le rapport général du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Q. Quand cela ?

R. C'est vers les mois de Janvier ou de Février 1885.

Q. Je veux parler du quatrième rapport.

R. Qu'est-ce que vous voulez savoir au sujet du quatrième rapport ?

Q. Je vous demande quand il a été question pour la première fois que vous paieriez les frais d'impression et du papier ?

R. C'est dans le cours de Janvier, je crois.

Q. De quelle année ?

R. Cette année.

Q. L'année dernière, si je vous comprends bien, pour le troisième rapport, il a été imprimé aux frais du gouvernement, et il n'a pas été question de rien vous charger ?

R. Oui.

Q. Alors, je veux savoir quand, pour la première fois, il a été question de changer ces conditions et de vous faire payer l'impression et le papier pour le quatrième rapport ?

R. Je crois que c'est dans le cours de janvier ou peut-être à la fin de décembre.

Q. En 1886 ?

R. Oui, en 1886.

Q. Entre qui ?

R. Entre M. Lesage, assistant commissaire du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.....

Q. Et qui ?

R. Et moi-même.

Q. Ici à Québec ?

R. Non, par correspondance ?

Q. Avez-vous cette correspondance ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous la produire ?

R. J'ai ici la lettre de M. Lesage, en date du vingt-cinq janvier 1886. Elle se lit comme suit :

" J. de L. Taché, Ecr,

Secrétaire de la société d'industrie laitière.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 18 courant, j'ai le plaisir de vous dire que, prenant en considération les dépenses extraordinaires auxquelles votre société doit faire face pour l'année courante, l'Honorable Commissaire consent à se charger de l'impression de votre rapport, qui fera partie de notre rapport général dont l'impression est déjà commencée. Vous voudrez bien nous transmettre au plus vite toute la matière dont se compose votre rapport afin de pouvoir la livrer aux imprimeurs, dès que l'appendice concernant la colonisation sera terminé. Un des avantages de l'insertion de votre rapport dans celui de notre Département est qu'il en sera publié une traduction en anglais, dont vous n'aurez pas à vous occuper. Le tirage de notre rapport se fait à deux mille exemplaires français et mille exemplaires anglais. Vous devrez faire faire un tirage à part, et ce, à vos frais, de votre rapport pour la distribution que vous voudriez faire à vos membres. (Le témoin fait remarquer que chacun des membres de la société a droit à une copie du rapport et ajoute : Le reste de la lettre a trait à l'Exposition de Londres.)

Votre dévoué,

(Signé,)

S. LESAGE,

Assistant-Commissaire."

Q. De sorte que vous ne payez que pour les copies que vous prenez pour vos membres ? Vous ne payez rien pour le rapport qui est distribué avec le rapport général de l'agriculture ?

R. Non. Nous avons pris pour nos membres huit cents copies du tirage supplémentaire pour lesquelles nous paierons le coût du papier et le tirage.

Q. Vous avez parlé de subventions aux directeurs, expliquez donc ce que c'est cela ?

R. La société est dirigée par un Bureau de Direction de vingt membres. Et comme la convocation générale du Bureau de Direction entraînait des dépenses trop considérables pour nos ressources, il a été créé un comité exécutif du Bureau de Direction, quand les membres de ce comité exécutif voyagent pour assister aux assemblées du comité, leurs frais de voyage sont payés. Mais cela ne s'applique pas aux réunions du Bureau qui se font annuellement à l'époque de la convention de la société. Je puis vous donner les détails de cela :

La première année les dépenses de voyage des directeurs ont été de deux cent quarante quatre piastres et vingt-cinq centins (\$244.25.)

M. LeBlanc objecte à toutes les questions qui ont rapport à l'administration de la société d'industrie laitière de la province de Québec et prétend qu'on doit se borner aux questions tendant à connaître l'emploi de la subvention accordée à cette société par le gouvernement de la province.

Le témoin continue comme suit :

C'est à la suite des dépenses de la première année qu'il a été décidé de ne plus faire d'assemblée générale au bureau de direction avec dépenses de voyage payées aux directeurs.

Interrogé par M. Duhamel.

Q. Et c'est en considération des grandes dépenses qu'occasionnaient ces réunions, que vous avez formé un comité exécutif du bureau de direction ?

R. Oui.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Quelles ont été les dépenses de voyage pour la deuxième année ?

R. Les dépenses de voyage ont été réduites à sept piastres et soixante cinq cents (\$7.65.)

Q. Pour la troisième année ?

R. Vingt piastres et quarante cents (\$20.40.)

Q. Pour la quatrième année ?

R. Jusqu'à présent, il a été payé trente sept piastres et soixante quinze cents (\$37.75.)

Ce montant forme les dépenses probables pour voyages des directeurs pour toute l'année.

A présent, je crois devoir déclarer que le Président de la société n'a rien reçu dans tous ces montants.

Q. Pour dépenses de voyage ?

R. Oui.

Q. Il demeure à St-Hyacinthe ?

R. Oui : mais nous avons eu des assemblées à Montréal et à Québec. Nous avons eu une assemblée, au mois de février, à Montréal, et une à Québec, au mois d'avril.

Q. Dans le mois d'avril de quelle année ?

R. De cette année.

Q. L'honorable M. de la Bruère était à la Chambre dans ce temps-là ?

R. Oui.

Q. A qui ont été payées les deux cent quarante-quatre piastres et vingt-cinq cents (\$244.25), pour la première année ?

R. Elles ont été payées aux directeurs suivants :

L. Blondin.....	\$15 50
J. Pelletier.....	3 50
Gabriel Caron.....	9 50
Aimé Riopel.....	12 20
Saül Côté	6 50
Frédéric Ledoux.....	10 00
L. Fortin.....	2 00
Hector Beaudry.....	18 65
J. M. Jodéleyn.....	8 35
S. M. Barré	13 50

M. Barré faisait alors partie du Bureau de Direction, comme aviseur spécialiste. Nous n'en avons plus à présent.

J. M. Archambault.....	\$15 10
F. Préfontaine.....	11 00
H. J. J. Duchesnay	4 00
W. H. Lynch.....	8 50
J. de L. Taché	15 10

En outre, dans l'item de \$244.25, se trouvent comprises les dépenses de deux voyages faits par le secrétaire, autorisé par le Bureau de Direction :

Voyage à Brockville.....	\$12 90
Voyage à Ingersoll	30 20

Voici une autre assemblée du Bureau de Direction, à Québec, en février 1883, dont les dépenses sont aussi comprises dans l'item de \$244.25.

F. Préfontaine.....	\$11 00
W. H. Lynch.....	11 50
J. M. Archambault.....	12 50
J. de L. Taché	12 50

Et de plus, vingt-cinq cents pour un télégramme au sujet de l'Assemblée.

Q. A la première assemblée, si je vous comprends bien, M. Archambault a reçu \$15.10 ?

R. Oui.

Q. L'assemblée s'est tenue où ?

R. A Québec, ici, au mois de janvier, mil huit-cent-quatre-vingt trois (1883.)

Q. Voulez-vous dire combien l'honorable M. Boucher de la Bruère a reçu, en tout et partout, de cette société depuis qu'elle existe ?

R. Il n'a rien reçu du tout pour dépenses de voyages. Tout ce qu'il a reçu, c'est pour frais d'impressions, pour la société.

Q. Combien en tout et partout ?

R. Il a reçu.....	\$ 9 00
	122 25
	349 25
	137 00
Total.....	\$617 50

Q. Et vous-même, combien avez-vous reçu depuis que la société existe ?

R. Deux cents piastres (\$200) de salaire par année.

Q. Pour combien d'années ?

R. Pour trois années, savoir : six cents piastres (\$600), puis l'année courante qui n'est pas encore expirée. Je dois ajouter que la convention du mois de Janvier mil huit cent quatre-vingt-six (1886), m'a voté un bonus de cinquante piastres (\$50) pour l'année courante, sans que je l'aie demandé ni directement, ni indirectement.

Interrogé par M. Duhamel.

Q. Vos frais de voyage ne sont pas inclus dans cette somme-là ?

R. Non.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Combien de frais de voyage avez-vous reçu ?

R. La première année, d'abord	\$15 10
Voyage à Brockville.....	12 90
Voyage à Ingersoll.....	30 20
Ensuite j'ai reçu	12 50

Voilà pour la première année, c'est-à-dire un total de..... \$70 70

En mil huit cent quatre-vingt-quatre (1884), je n'ai rien reçu pour dépenses de voyage.

En mil huit cent quatre-vingt-cinq (1885), j'ai reçu pour voyage à Québec,—j'ai été trois jours ici.....	\$16 20
Pour un second voyage.....	12 20

Total. \$28 40

Dans l'année courante j'ai reçu pour dépenses de voyage.. \$15 60

En tout.....\$114 70

Q. Et vous jurez positivement que l'Honorable M. de La Bruère n'a rien reçu ni directement ni indirectement de la société à part les frais d'impression que vous avez déjà mentionnés ?

R. Oui, en autant que peuvent me permettre de l'affirmer l'examen rapide que je viens de faire de mes livres et ma mémoire. Il n'a rien été payé que ce qui est entré dans mes livres.

Q. Je trouve à la page 67 des Comptes Publics pour l'année finissant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-cinq (1885), l'item suivant :

J. de la B. Taché, montant accordé pour 1884-85, à l'école de fromagerie de la manufacture Archambault, trois cents piastres (\$300). Voulez-vous dire ce que c'est cela ?

R. La société sentant le besoin d'avoir sous sa direction immédiate une école de fabrication de fromage a fait des arrangements avec M. Archambault pour le maintien d'une pareille école. La société a obtenu du gouvernement comme subvention annuelle une somme de trois cents piastres ; et la somme qui paraît m'avoir été payée à la page 67 des Comptes Publics, forme la subvention accordée à M. Archambault et à lui payée pour l'année expirant le trente juin mil huit cent quatre vingt cinq (1885).

Q. C'est vous qui avez reçu l'argent et qui le lui avez remis ?

R. Je le lui ai remis. J'ai ses reçus ici.

Q. Quand lui avez-vous remis cet argent ?

R. Ça été payé comme suit avec son salaire :

1er Juin	1885.....	\$ 50 00
30 "	"	32 00
30 Juillet	"	22 50
2 "	"	12 00
13 "	"	25 00
27 "	"	250 00
26 Octobre	"	200 00
4 Novembre	"	105 00
6 "	"	103 50
Total.....		\$800 00

En 1884, les cinq cents piastres (\$500) et la subvention ont été payées comme suit :

1er Juillet	1884.....	\$250 00
26 Août	"	40 00
1er Novembre	"	250 00
1er "	"	12 50
1er "	"	5 00
et la balance à la date du 1er Novembre.....		242 50
Total.....		\$800 00

Q. Quand avez-vous reçu les trois cents piastres (\$300.)

R. C'est dans le cours de juillet mil huit cent quatre-vingt quatre (1884,) et dans le cours de juillet mil huit cent quatre-vingt cinq (1885,) au meilleur de ma mémoire, les mandats étant émis dans le département, dans le cours de juillet, quelques jours après le commencement de la poudelle année fiscale.

Q. En mil huit cent quatre-vingt trois (1883), quand avez-vous remis l'argent à M. Archambault ?

R. En mil huit cent quatre-vingt-trois, il n'y a pas eu de subvention de trois cents piastres pour la fabrique-école, et le salaire de M. Archambault était de trois cent cinquante piastres (\$350.)

Q. Qu'est-ce que fait M. Archambault pour gagner ces huit cents piastres, (\$800) ?

R. M. Archambault est engagé depuis le commencement de Juin, même avant cela, pour toute la saison de fabrication du fromage, c'est-à-dire, du milieu de Mai à la fin d'Octobre, pour aller enseigner la fabrication du fromage dans les fabriques qui sont représentées dans notre société.

Q. Et c'est pour cela qu'il a trois cents piastres (\$300) ?

R. C'est pour cela qu'il a reçu trois cent cinquante piastres (\$350) la première année et cinq cents piastres (\$500), pour les autres années.

Q. Les trois cents piastres additionnelles que vous lui donnez, pourquoi est-ce ?

R. Ces trois cents piastres (\$300) sont payées pour le maintien d'une école pratique de fabrication du fromage à la fabrique que possède M. Archambault à

Notre-Dame de St-Hyacinthe. Toutes les personnes qui font partie de la société ont droit, dans cette école, à des leçons gratuites sur la fabrication du fromage, et elles n'ont rien autre chose à payer, pendant leur séjour à l'école, que leur pension au prix de deux piastres et demie par semaine.

Q. Pouvez-vous me donner les noms des élèves qui ont fréquenté l'école de M. Archambault à sa fabrique de fromage ?

R. Je ne pourrais pas facilement vous donner les noms, mais je puis vous donner le nombre. La Fabrique a reçu en mil huit cent quatre-vingt-cinq (1885), cinquante-deux (52) élèves, qui ont passé cent huit (108) jours chez M. Archambault, à apprendre la fabrication du fromage. Et de plus, pour l'année courante, pour le maintien de l'école, M. Archambault est forcé par la société, à engager un fabricant dont le salaire lui coûte à peu près ce que la société lui donne.

Q. Quel est le nom de ce professeur ?

R. C'est un Monsieur McDonald, un des fabricants de D. M. McPherson, de Lancaster.

Q. Il passe l'été à la Fabrique ?

R. Oui, tandis que M. Archambault visite la Province.

Q. Et pendant ce temps là, c'est lui qui manufacture le fromage ?

R. Oui.

Q. Pour le profit de M. Archambault ?

R. Oui. Et M. Archambault, de plus, a été forcé par la société, à faire, la première année que la subvention a été accordée, à faire, dis-je, des améliorations à sa fabrique afin de faire une école digne de la société.

Q. Etes-vous capable de me donner un seul élève, depuis deux ans, qui ait fréquenté cet école ?

R. Oui.

Q. Nommez-les donc.

R. Le fils de M. Bernatchez, M. P. P., est venu à l'école ce printemps. Je peux en nommer plusieurs autres.

Q. Nommez ceux dont vous vous souvenez.

R. Cette année, il y a eu un M. Gagnon, de Louiseville ; Arthur Desautels, de St-Pie ; Louis Denis, de St-Charles ; Mlle Lamonde, de Ste-Rosalie ; M. Paradis, du comté de Chicoutimi ; M. Alphonse Nicolle, de Ste-Claire de Dorchester ; M. Philéas Veilleux, de St-Victor de Tring, comté de Beauce. Ce sont tous des élèves qui sont venus cette année. J'enverrai la liste complète des élèves de l'année dernière et de cette année ; car avant l'année dernière, M. Archambault ne tenait pas de liste de ces élèves.

L'année dernière, le nombre a été de cinquante-deux (52) élèves, plus ou moins.

Q. Je trouve à la page 65 des Comptes Publics, pour l'année finissant le trente Juin mil huit cent quatre-vingt-cinq (1885), l'item suivant :

Désilets & Frère, pour impressions, etc., etc. Deux mille six cent soixante-et-dix (2670) exemplaires de la brochure sur la société d'industrie laitière de la Province de Québec ; deux cent cinquante-quatre piastres et quarante-huit cents (\$254.48) ; pouvez-vous m'expliquer cet item-là ?

R. Je n'en connais rien du tout.

Q. Vous n'avez pas eu connaissance de cette brochure là ?

R. Tout ce que je sais, c'est que la brochure dont il s'agit, est probablement le rapport de notre société dont le gouvernement nous a fourni le nombre d'exemplaires nécessaires pour faire le service de nos membres et pour les besoins de la société.

Interrogé par M. LeBlanc.

Q. Et par vous payés ?

R. Non. L'année dernière, nous n'avons rien payé du tout.

Interrogé par M. Mercier.

Q. Avez-vous reçu les deux mille six cent soixante-et-dix (2670) exemplaires ?

R. J'ai reçu à peu près mille (1000) rapports.

Q. Savez-vous où le reste a été ?

R. Je l'ignore complètement.

Q. Savez-vous si ce rapport est contenu dans le rapport général du commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics pour l'année 1883-84 ?

R. Oui.

Q. Comme celui de l'année 1883-84 ?

R. Oui.

Q. Avez-vous demandé où étaient la balance des deux mille six cent soixante-dix exemplaires ?

R. Je n'ai rien demandé. J'ai demandé le nombre de copies qu'il fallait pour notre société.

Q. A qui vous êtes vous adressé ?

R. A l'assistant-commissaire, à M. Lesage ou au département de l'Agriculture.

Q. Il vous en a envoyé mille copies ?

R. J'ai reçu à peu près mille copies.

Q. Combien de pages ?

R. Le rapport que j'ai reçu contient quatre-vingt-onze (91) pages de matière.

Q. Et naturellement les \$300 payées à M. Archambault et les \$254.48 payées à MM. Désilets, c'est en sus des \$1000 que vous avez reçues et qui sont mentionnées à la page 67 des mêmes comptes publics ?

R. Oui, mais je n'ai pas reçu le montant payé à MM. Désilets.

Q. De sorte que, si je vous comprends bien, cette société a reçu pour 1884-85, tant payé à vous qu'à MM. Désilets, quinze cent cinquante-quatre piastres et quarante-huit centins (1554.48) ?

R. La société n'a reçu du gouvernement pour 1884-85 que treize cents piastres (\$1300.)

Q. Et le gouvernement a payé pour elle (\$254.48) pour impressions ?

R. Je n'en sais rien du tout.

Q. Quand vous avez demandé les rapports à M. Lesage, avez-vous demandé qui les paierait ?

R. C'était entendu, l'année dernière, que le gouvernement le ferait imprimer et qu'il nous en livrerait mille copies sans frais.

Interrogé par M. LeBlanc.

Q. Vous avez dit, tout-à-l'heure, que depuis à peu près la fondation de la société d'industrie laitière de la Province de Québec, l'Honorable M. de La Bruère avait reçu six cent dix-sept piastres (\$617) et quelque chose, voulez-vous dire pour à peu près combien de documents, cette somme là a été payée, pour l'impression de combien de documents à peu près ?

R. Il y a d'abord deux rapports annuels et un rapport supplémentaire avec un tirage respectif de cinq cents (500) copies, mille (1000) copies et sept cents (700) copies. Le premier rapport contient soixante-dix-sept (77) pages de matière. Le second cent soixante (160) pages. Le troisième soixante quatre (64) pages. Ces rapports sont du format in-octavo.

Les impressions de mil huit cent quatre-vingt-trois (1883) comprenaient :

Formules de chemins de fer, cinq formes différentes,	
environ.....	300
Circulaires.....	150
Circulaires.....	100
Circulaires.....	500

Circulaires.....	350
Circulaires.....	500
Bandes d'enveloppes.....	300
Circulaires.....	20
Numéros de Journaux.....	25
Circulaires.....	60
Circulaires, environ.....	75
Circulaires.....	50

Les impressions pour mil huit cent quatre-vingt-quatre (1884) :

Bandes d'enveloppes.....	500
Circulaires, grand <i>foolscap</i> double.....	500
Circulaires.....	100
Circulaires.....	200
Circulaires-tableaux.....	100
Circulaires.....	75

Les impressions de mil huit cent quatre-vingt-cinq (1885) comprenaient :

Circulaires grand <i>foolscap</i> double quatre pages ; environ....	500
Circulaires, environ.....	75
Circulaires, environ.	75
Formules de chemins de fer, quatre formes différentes, formant un total de.....	400
Circulaires, environ.....	400
Deuxième tirage de cette même circulaire, environ.....	200
Enveloppes imprimées, environ.....	50
Formules pour chemins de fer.....	100

Q. Qu'est-ce que c'est que ces formules de chemins de fer ?

R. La Société obtient des réductions de passage pour ses membres quand les assemblées générales de la société ont lieu. Ces réductions sont obtenues au moyen de formules signées par le secrétaire de la société et qui sont présentées aux agents des stations. Ce sont là les formules dont il est question ici.

Bandes d'enveloppes, environ.....	500 à 1000
Cartes postales imprimées.....	200
Enveloppes timbrées. imprimées.....	500
Enveloppes imprimées.....	500
Circulaires, environ.....	100
Circulaires, environ.....	100
Circulaires.....	700
Notes-circulaires.....	500
Circulaires.....	200
Formules de relevés de fabriques.....	1000
Circulaires.....	300
Formules de chemins de fer, deux formes différentes, total..	150

Les impressions de mil huit cent quatre-vingt-six (1886) comprennent :

Placards.....	5
Circulaires.....	40
Circulaires.....	100
Circulaires, quatre pages.....	500
Circulaires.....	400

Circulaires—réimpression de la précédente.....	100
Circulaires	600
Circulaires.....	400
Impressions de bandes, (brochure, Silo. 2)	1,200
Circulaires.....	600
Formules de chemins de fer.....	50
Circulaires	100
Circulaires	30
Circulaires	12,000
Bandes d'enveloppes.....	1,000
Circulaires, 4 pages, gr. foolscap.....	800
Notes-Circulaires.....	600

Les impressions de 1886, à venir jusqu'à la présente date, coûtent à peu près quatre-vingt piastres (\$80.)

Q. Maintenant ces formules et ces circulaires, si je comprends bien, sont chacune d'espèce différente, ayant trait à un but particulier ?

R. Oui, pour distribuer aux membres de la Société ou à ceux que la Société espère avoir comme membres et à la Presse.

Q. La Société d'Industrie Laitière de la Province de Québec relève-t-elle d'aucun des Départements de la Province de Québec ou si c'est une société indépendante ?

R. En autant que la direction est concernée, elle ne relève d'aucun Département. Elle est aussi indépendante que les sociétés d'agriculture.

Q. A peu près sur le même pied ?

R. Nous sommes plus indépendants parce que nous n'avons aucun règlement qui nous est imposé par le Gouvernement ou le Conseil d'Agriculture. Nos procédés sont soumis au Commissaire de l'Agriculture, mais l'approbation n'est pas nécessaire. Nous devons faire rapport seulement.

Q. Vous vous mettez en relation avec le gouvernement ?

R. Oui.

Q. Et vous recevez une subvention annuelle de mille piastres (1000) ?

R. Oui, pour aider la société. La société est dirigée par un bureau de direction composé de vingt directeurs, et en sus, de trois officiers qui sont élus annuellement à l'assemblée générale de la société.

Q. De sorte que pour faire faire vos impressions, vous n'êtes pas tenus de vous adresser au gouvernement ou à aucun de ses officiers ?

R. Pas du tout. A l'exception de certaines circonstances où nous avons pu obtenir des faveurs, nos impressions ont toujours été faites sans aucun contrôle du gouvernement.

Q. C'est vous qui avez seul le droit de faire imprimer là où bon vous semble ?

R. Je n'ai pas seul ce droit là, mais comme matière de fait, j'ai seul donné des ordres jusqu'à présent pour les impressions.

Interrogé par M. Duhamel.

Q. Sans aucun contrôle de la part du gouvernement ?

R. Sans contrôle du gouvernement, même je pourrais dire, sans contrôle de la direction, les directeurs n'ayant fait aucune observation à ce sujet. Il est arrivé seulement que j'ai mentionné au président ou à quelques-uns des directeurs que telle ou telle impression allait être faite.

Q. Vos comptes ont toujours été approuvés ?

R. Oui.

Interrogé par M. LeBlanc.

Q. Vous avez parlé d'un M. McDonald qui aurait été engagé sur les instances de la société par M. Archambault pour diriger l'école dont vous avez parlé ?

R. Oui.

Q. Si je vous comprends bien, ce monsieur reçoit à peu près tout le salaire que vous donnez à M. Archambault ?

R. M. Archambault reçoit du gouvernement, par notre entremise, une subvention de trois cents piastres (\$300) et le salaire garanti à son fabricant est de deux cent soixante-quinze piastres (\$275). Ce salaire peut s'élever à un chiffre plus haut si la saison de fabrication se prolonge au-delà de cinq mois et demi, limite de temps fixé pour la garantie du salaire.

Interrogé par l'honorable M. Mercier.

Q. A qui vont les profits de la manufacture ?

R. C'est M. Archambault qui est propriétaire de la fabrique et les profits sont à lui. Il est seulement tenu de recevoir les élèves.

Q. L'honorable M. de La Bruère est le Président de la société et comme tel, c'est lui qui donne les ordres pour les impressions ?

R. Pas du tout.

Q. Qui est-ce qui les donne ?

R. C'est moi qui les ai donnés.

Q. Alors c'est le secrétaire qui donne les ordres pour les impressions ?

R. C'est le secrétaire qui a toujours donné les ordres.

Je soussigné, sténographe, assermenté certifie que la déposition ci-haut est la traduction fidèle de mes notes sténographiques.

J. F. DUMONTIER,

Sténographe.

APPENDICE (N^o 4.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 14 juin, 1886.

DEUXIÈME RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL nommé pour prendre en considération la question "des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit, en constatant et définissant ces droits."

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre Honorable Chambre le rapport suivant :

Votre comité, dans le but de rechercher et de définir ces limites, a étudié avec soin tous les actes du Parlement Impérial qui les concernent, notamment l'acte de 1774, appelé "Acte de Québec", l'acte de 1790, 31 George III, chap. 31 et l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.

L'acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, 30 et 31 Victoria, chapitre 3, sous lequel nous existons aujourd'hui politiquement, mentionne, comme suit les limites des diverses provinces entre elles :

"5. Le Canada sera divisé en quatre provinces dénommées : Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick.

6. Les parties de la Province du Canada telles qu'existant à la passation du présent acte qui constituait autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas Canada, seront censées séparées et formeront deux provinces distinctes.

La partie qui constituait autrefois la Province du Haut Canada formera la Province d'Ontario, et la partie qui constituait la province du Bas-Canada, la Province de Québec."

La loi qui précède l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, et à laquelle il est fait allusion dans la section plus haut citée, c'est l'acte d'Union de 1840, 3 et 4 Victoria, chap. 35.

Dans la section première, il y est exprimé seulement que, après la proclamation à émaner dans les quinze mois qui suivront la passation de l'acte, les deux provinces appelées respectivement le Haut et le Bas-Canada, ne formeraient et ne constitueraient plus qu'une seule et même province sous le nom de la "Province du Canada."

Or l'organisation de ces deux provinces du Haut et du Bas-Canada avait été décrétée par l'acte de 1791, 31 George III, chap. 31, intitulé "Acte qui abroge certaines parties d'un acte passé dans la quatorzième année du règne de Sa Majesté, intitulé : Acte qui pourvoit plus efficacement pour le Gouvernement de la Province de Québec dans l'Amérique du Nord et qui pourvoit plus amplement pour le Gouvernement de la dite Province. — Le même statut ajoutait :

Et vu que par raison de la distance des dites Provinces et du changement qui y devait avoir lieu par suite de cet acte, il était nécessaire qu'il y

eut quelque intervalle de temps entre la notification de cet acte aux dites provinces respectivement et le jour de son entrée en force dans les dites provinces, il fut statué par la dite autorité qu'il serait légal à Sa Majesté de l'avis de Son Conseil privé de fixer et déclarer ou d'autoriser le Gouvernement ou le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec ou la personne qui y aurait l'administration du Gouvernement, de fixer et déclarer le jour de l'entrée en force de cet acte dans les dites Provinces respectivement, pourvu que tel jour ne soit pas plus tard que le 31^e jour de décembre dans l'année de Notre Seigneur 1791.

La proclamation prévue et permise par l'acte ci-dessus cité fut en conséquence émanée le 18 Nov. 1891, dans les termes suivants :

PROCLAMATION DE NOVEMBRE 1791.

Déclarant quand l'acte constitutionnel sera mis à effet dans les provinces du Haut et du Bas-Canada.

Alured Clarke :

George III, par la Grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Irlande, défenseur de la foi etc.

A tous nos féaux et bien-aimés sujets que les présentes concernent, Salut :

Attendu que par un ordre du conseil privé de Sa Majesté en date du mois d'août de l'année mil sept cent quatre-vingt-onze il a été ordonné que la province de Québec d'alors serait divisée en deux provinces distinctes devant être appelées la province du Haut-Canada et la province du Bas-Canada, en séparant les dites deux provinces par la ligne de division suivante telle que décrite dans la proclamation royale du dix-huit novembre 1791, savoir : "A commencer à une borne de pierre sur le bord nord du lac Saint-François à la baie ouest de la Pointe-au-Bodet dans la limite entre la juridiction (ou township) de Lancaster et la seigneurie de la Nouvelle-Longueuil, courant le long de la dite limite dans la direction du nord, trente-quatre degrés ouest jusqu'à l'angle le plus à l'ouest de la dite seigneurie de la Nouvelle-Longueuil," delà le long de la borne nord-ouest de la seigneurie de Vaudreuil courant nord, vingt-cinq degrés est jusqu'à ce qu'elle tombe sur la rivière des Ottawa, pour monter la dite rivière jusqu'au lac Temiscaming (Témiscamingue), et du haut du dit lac par une ligne tirée vrai nord jusqu'à ce qu'elle touche la ligne bornée de la Baie d'Hudson, renfermant tout le territoire à l'ouest et sud de la dite ligne jusqu'à l'étendue la plus reculée du pays communément appelé ou connu sous le nom de Canada.

Cette proclamation détermine très bien la ligne frontière entre les deux provinces qu'elle prolonge même jusqu'à la Baie d'Hudson, mais elle n'a rien de suffisamment clair sur la limite nord des dites provinces. Il faut donc remonter à l'acte de 1774 appelé "Acte de Québec," qui étend leurs limites nord jusqu'à la frontière sud du territoire accordé aux marchands aventuriers d'Angleterre faisant le commerce à la Baie d'Hudson.

Cet acte se lit comme suit :

L'ACTE DE QUÉBEC, 1774.

Acte pour faire de plus amples provisions pour le Gouvernement de la Province de Québec dans l'Amérique du Nord.

“ Attendu, que Sa Majesté, par sa proclamation royale en date du septième jour d'octobre, dans la troisième année de son règne, a jugé à propos de déclarer les dispositions qui en ont été faites relativement à certaines contrées, territoires et îles en Amérique cédés à Sa Majesté par le traité de paix définitif conclu à Paris le deuxième jour de février mil sept cent soixante-trois ; et attendu que par les arrangements faits par la dite proclamation, une très vaste étendue de pays dans les limites de laquelle se trouvaient plusieurs colonies et établissements de sujets de la France qui demandaient à y demeurer sous la foi du dit traité, a été laissée sans qu'il, fût fait aucune disposition pour l'administration du Gouvernement civil en icelle ; et que certaines portions du territoire du Canada où des pêcheries permanentes avaient été établies et exploitées par des sujets de la France, habitant la dite province du Canada, en vertu d'octrois et de concessions du Gouvernement d'icelle, ont été annexées au gouvernement de Terre-Neuve, et assujéties par là à des règlements incompatibles avec la nature de ces pêcheries : Qu'il plaise en conséquence à Votre Très-Excellente Majesté, qu'il soit statué et qu'il soit de fait statué par la Très-Excellente Majesté du Roi, par et avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes réunis dans le présent Parlement, et par l'autorité d'iceux :

“ Que tous les territoires, îles et contrées dans l'Amérique du Nord appartenant à la Couronne de la Grande-Bretagne, bornés au sud par une ligne partant de la baie des Chaleurs, le long des hautes terres qui séparent les rivières qui se jettent dans le fleuve Saint-Laurent de celles qui se déchargent dans la mer, jusqu'à un point dans les quarante-cinq degrés de latitude nord ; sur la rive est de la rivière Connecticut, gardant la même latitude franc-ouest à travers le lac Champlain, jusque, sous la même latitude, elle rencontre le fleuve Saint-Laurent ; de là, remontant la rive est du dit fleuve jusqu'au lac Ontario ; de là par le lac Ontario et la rivière communément appelée le Niagara ; et de là longeant la rive est et sud-est du lac Erie, suivant la dite rive jusqu'à ce que cette dernière soit entrecoupée par la frontière nord accordée par la charte de la province de Pensylvanie, en cas où cette dernière se trouverait ainsi entrecoupée ; et delà longeant les dites frontières nord et ouest de la dite province, jusqu'à ce que la dite frontière ouest touche à l'Ohio ; mais dans le cas où il adviendrait que la dite rive du dit lac ne serait pas ainsi entrecoupée, alors suivant la dite rive jusqu'à ce qu'elle atteigne un endroit de la dite rive qui se trouvera le plus rapproché de l'angle nord-ouest de la dite province de Pensylvanie, de là le long de la frontière ouest de la dite province jusqu'à ce qu'elle touche à la rivière Ohio, et longeant la rive de la dite rivière, vers l'ouest, jusqu'aux rives du Mississipi, et vers le nord jusqu'à la frontière sud du territoire, accordé aux marchands aventuriers d'Angleterre faisant le commerce à la Baie d'Hudson, et que, de plus, tous ces territoires, îles et contrées qui ont, depuis le 10 février mil sept cent soixante et trois, fait partie du gouvernement de Terre-Neuve, soient, et ils sont par les présentes, et durant le bon plaisir de Sa Majesté

annexés à et font partie de la province de Québec telle que créée et établie par la dite proclamation royale du septième jour d'octobre, mil sept cent soixante-trois."

Cette description inscrite dans l'acte de 1774 a été corroborée par tous les documents diplomatiques et notamment les instructions adressées aux Gouverneurs. En effet dans les commissions adressées à Sir Guy Carleton le 27 déc. 1774, dans celles adressées au même gouverneur en date du 22 avril 1777, la limite nord de la province de Québec est déclarée être la frontière sud du territoire concédé aux marchands aventuriers d'Angleterre faisant commerce à la Baie d'Hudson. Dans toutes les autres commissions qui ont été adressées ensuite aux divers gouverneurs notamment au Très Honorable Charles Paulett Thompson, le 6 sept. 1839, il est déclaré que la ligne qui divise les deux provinces du Haut et du Bas-Canada se prolonge vers le nord jusqu'à ce qu'elle atteigne la rive de la Baie d'Hudson.

S'en suit-il que les limites nord de la Province de Québec doivent comprendre tout le territoire situé sur la même latitude que la dite rive et que les concessions faites à la compagnie de la Baie d'Hudson n'ont jamais dépassé cette rive à l'est et au sud ? C'est ce que laisse supposer le jugement que le Conseil Privé a été requis de rendre au sujet de la ligne frontière entre Manitoba et Ontario, puisque leurs seigneuries en se conformant à la Proclamation de Sir Alured Clarke en date de 1791 autorisée par l'acte de l'année 1791, 31 George III chap. 31, ont déclaré que la ligne de séparation entre les deux provinces du Haut et du Bas Canada se prolongeant jusqu'à la Baie d'Hudson, il devrait en être de même de la ligne de l'ouest, et que celle-ci devrait également se prolonger jusqu'à la Baie d'Hudson. Si donc le jugement du Conseil Privé pouvait être accepté en entier, notre province se trouverait bornée à l'ouest par les Seigneuries de la Nouvelle Longueuil et Vaudreuil, jusqu'à la rivière Ottawa, par la rivière Ottawa jusqu'au lac Témiscamingue, puis par une ligne tirée franc nord jusqu'à la Baie d'Hudson ; au nord et à l'ouest par la dite Baie, le détroit d'Hudson, et le Labrador, à l'est par le dit Labrador et le Golfe St-Laurent.

Il est évident, en effet, que si la Province d'Ontario ne s'arrête pas vers le nord à la hauteur des terres entre le St-Laurent et la Baie d'Hudson, et cela en vertu des lois qui se rapportent à l'ancienne province de Québec maintenant divisée en deux nous avons le droit d'outrepasser cette même ligne. Tandis que la province d'Ontario est reconnue comme s'étendant jusqu'à la Baie James si l'on persistait à borner la Province de Québec à mi-chemin, ce serait là une anomalie et une injustice évidentes puisque c'est la ligne de division entre les deux provinces qui doit en déterminer les limites ouest.

En effet, depuis deux siècles des discussions sérieuses et importantes occupent à ce sujet l'attention du Parlement Impérial, des Législatures, des administrations et de la Presse, sans que jamais on ait bien défini les limites nord de la Province actuelle de Québec, et ce parce que le territoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson qui la bornait n'a jamais été bien défini lui-même dans les Statuts Impériaux.

L'acte de 1821, qui semblerait devoir éclaircir la question, déclare concéder à la Compagnie de la Baie d'Hudson les territoires des Sauvages appartenant alors ni à la Compagnie ni aux Provinces du Haut et du Bas-Canada, la question des limites restant toujours dans le vague et l'inconnu.

Comme on le voit la grande difficulté provient de ce qu'il n'y a aucun document officiel déclarant valide la Charte de la Compagnie de la Baie d'Hudson quant aux territoires en litige au Nord de la hauteur des terres.

Il est vrai que maintenant la même difficulté n'existe pas puisque les droits de la Compagnie sont éteints et que le Gouvernement fédéral se trouvant en possession de tout le territoire, il serait libre d'en disposer, même s'il lui appartenait, de la manière qu'il considérerait la plus conforme aux droits des parties intéressées.

Mais il est plus opportun pour notre Province de s'en tenir aux actes Impériaux que nous avons cités plus haut et qui mettent nos droits suffisamment en lumière pour que leur reconnaissance s'impose aux autorités dont ils dépendent.

La frontière Est de l'ancienne province de Québec, c'est-à-dire celle qui touche au Labrador, a été réglée d'abord par la proclamation du 7 octobre 1763, laquelle contient le paragraphe suivant :

" Le Gouvernement de Québec est borné sur la côte du Labrador par la rivière St-Jean et de là par une ligne allant de la tête de la dite rivière à travers le Lac St-Jean à l'extrémité sud du Lac Nipissien ; de là, la dite ligne traversant le fleuve St-Laurent et le Lac Champlain, au quarantième cinquième degré de latitude Nord passe le long des îles qui séparent les rivières qui se jettent dans le St-Laurent de celles qui tombent dans la mer ; et aussi le long de la côte nord de la Baie des Chaleurs et la côte du Golfe St-Laurent jusqu'au Cap Rosier ; et de là traversant l'embouchure du fleuve St-Laurent à l'Ouest de l'Île d'Anticosti, se termine à la dite rivière St-Jean."

Par l'acte de 1774 intitulé : " Acte pour faire de plus amples provisions pour le Gouvernement de la Province de Québec, " dans l'Amérique du Nord," la Province de Québec comprenait tout le territoire du Labrador mentionné plus haut, ainsi que les îles de la Madeleine et d'Anticosti.

L'acte du Parlement anglais passé en 1809 intitulé : " Acte pour établir des Cours de judicature dans l'Île de Terre-Neuve et dans les îles adjacentes, et pour annexer de nouveau une partie de la côte du Labrador et les îles situées le long de la dite côte, au Gouvernement de Terre-Neuve," 49 George III, chapitre 27 contient la clause suivante :

XIV. Et attendu que Sa Majesté par sa proclamation du septième jour d'Octobre mil sept cent soixante-et-trois a daigné déclarer qu'il avait placé la côte du Labrador, à partir de la rivière Saint-Jean, jusqu'au détroit de Hudson, compris les îles d'Anticosti et de la Madeleine ainsi que toutes les autres petits îles qui sont situées sur la dite côte sous la garde et l'inspection du Gouvernement de Terre-Neuve.

Et attendu que par un acte passé dans la quatorzième année du Règne de Sa Majesté présente, intitulé : " Acte pour rendre plus efficaces les dispositions concernant le gouvernement de la Province de Québec, dans l'Amérique du Nord et tous les territoires, îles et pays qui, depuis le dixième jour de février mil sept cent soixante-et-trois, ont formé partie du gouvernement de Terre-Neuve et qui, selon le bon plaisir de Sa Majesté, ont été

annexés et formaient partie de la Province de Québec, telle qu'elle a été constituée par la dite proclamation : et attendu que conformément à un acte passé dans la trente-et-unième année du Règne de Sa Majesté, intitulé : " Un acte pour révoquer certaines parties d'un acte passé dans la quatorzième année du Règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte pour rendre plus efficace les dispositions concernant le gouvernement de la Province de Québec dans l'Amérique du Nord et pour faire de nouvelles dispositions pour le gouvernement de la dite Province, la dite Province de Québec a été divisée en deux Provinces, celle du Haut-Canada et celle du Bas-Canada. Cette dernière comprenant les parties de la côte du Labrador et les îles qui ont été autrefois annexées au Gouvernement de Terre-Neuve.

Et attendu qu'il est expédient que la dite côte du Labrador et les îles voisines (excepté les îles de la Madeleine) soient annexées de nouveau au Gouvernement de Terre-Neuve, qu'il soit décrété en conséquence que les parties de la côte du Labrador ou à partir de la rivière Saint-Jean jusqu'au détroit de Hudson et des dites îles d'Anticosti, comprenant les autres petites îles ainsi annexées au Gouvernement de Terre-Neuve, par la dite proclamation du septième jour d'Octobre mil sept cent soixante-et-trois (excepté les dites îles de la Madeleine) seront détachées du dit Gouvernement du Bas Canada et annexées de nouveau à Terre-Neuve, nonobstant tout ce qui est contenu dans l'acte passé dans la trente-et-unième année du Règne de Sa Majesté ou dans tout autre acte.

Enfin, le dernier acte qui règle cette matière des limites du Labrador, intitulé : " Acte pour pourvoir à l'extinction des droits féodaux et seigneuriaux et redevances sur les terres possédées à titre de fief et à titre de cens dans la Province du Bas-Canada et pour la conversion graduelle de telles tenures en la tenure du franc et commun soccage ; et pour autres fins concernant la dite Province "—6 George IV, chapitre 59, fut adopté en 1825, on y lit la clause suivante :

Qu'il soit en conséquence décrété que cette partie de la côte qui se prolonge à l'Ouest d'une ligne tracée vrai Nord et Sud à partir de la Baie ou du Hâvre de l'Anse Sablon aussi loin que le cinquantième degré en la latitude Nord de l'île d'Anticosti et des autres îles avoisinantes à la partie ci-dessus mentionnée de la côte du Labrador, seront et devront être annexés et devront former partie de la dite Province du Bas-Canada et seront dorénavant sujets aux lois de la même Province et à aucune autre.

IX. Et attendu que d'après les dispositions et en vertu d'un certain acte passé dans la quarante-neuvième année du règne de feu Sa Majesté George III intitulé : " Acte pour établir des Cours de judicature dans l'Île de Terre-Neuve et dans les Îles avoisinantes une partie du Labrador et des Îles avoisinantes et la partie du Labrador et des Îles situées sur la dite côte appartenant au Gouvernement de Terre-Neuve ; et par l'acte passé dans la cinquième année du règne de Sa Majesté intitulé : " Acte pour améliorer la justice à Terre-Neuve et pour d'autres fins à la côte du Labrador depuis la rivière Saint-Jean jusqu'au détroit de Hudson et à l'Île d'Anticosti et à toutes les Îles avoisinantes la dite côte excepté, les Îles de la Madeleine sont annexées et forment partie du Gouvernement de Terre-Neuve : et qu'il est à propos d'annexer certaines parties de la dite côte du Labrador de nouveau pour faire partie de la Province du Bas-Canada.

Le premier de ces documents détermine la limite Est de la Province de Québec à la Rivière St-Jean et la limite Nord, entre les 47 et 49ième parallèles.

Dans l'acte de 1809, il est déclaré que le Labrador comprendra toute cette partie de la Côte du Labrador depuis la Rivière St-Jean jusqu'au détroit d'Hudson, mais il n'est pas question de la limite de la Province.

Il est à remarquer que cet acte de 1809 déclare que telle est la limite du Labrador, d'après la proclamation de 1763, malgré que cette conclusion soit par simple inférence, car le texte de la dite déclaration ne contient rien d'aussi formel.

Par l'acte de 1825, il est déclaré que la Côte du Labrador commencera à l'Anse au Blanc Sablon, pour de là suivre une ligne franche Nord jusqu'au 52e degré de latitude. Or le 52e degré de latitude vient frapper la Baie James, à une très petite distance en de ça de la Rivière East Main.

Cette frontière serait donc la frontière Nord de la Province.

Il y a d'autant plus de raison d'arriver à cette conclusion qu'elle est absolument conforme aux anciens titres d'occupation des Français, avant la cession du pays à l'Angleterre en opposition aux prétentions et aux réclamations de la Compagnie de la Baie d'Hudson aussi qu'au jugement du Conseil plus haut cité, lequel fixe le terminus Nord-Est de la Province d'Ontario à l'embouchure de la Rivière Albany dans le voisinage de la 52e parallèle.

Pour plus grande facilité de délimitation, néanmoins, et pour éviter les difficultés qui sont toujours la conséquence d'une ligne astronomique, à cette ligne frontière de la 52e parallèle, on pourrait, avec avantage, sans affecter aucun des intérêts engagés, substituer la rive droite de la rivière East Main et décrire nos frontières Ouest, Nord et Est comme suit : Tout le pays compris, vers l'Ouest par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec jusqu'à la rencontre de la rive Sud de la Baie James, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; vers le Nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source, de ce point, encore vers le Nord, par une ligne, allant frapper les eaux les plus septentrionales du Grand fleuve des Esquimaux Ashuainpi ou Hamilton, et par la voie gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la Baie du Rigolet (Hamilton inlet) ; vers l'Est et le Nord Est par le méridien du point le plus oriental des sources de la Rivière St-Paul ou petite Esquimaux, et par cette même rivière, vers l'Est, jusqu'au 52e degré de latitude nord; et suivant ce parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'Anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la Province de Québec.

Cette mesure n'affecterait guère la superficie du territoire auquel nous avons droit et dont nous réclamons la possession définitive et indiscutable, et simplifierait de beaucoup les frais de délimitation ainsi que les dépenses d'administration de ce territoire.

En conséquence votre comité est d'opinion que les limites Ouest, Nord et Est de la province sont et doivent être reconnues, fixées et déterminées comme suit :

Tout le pays compris, vers l'Ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive Sud de la Baie James, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure

de la rivière East Main ; vers le Nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source : de ce point, encore vers le Nord par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des Esquimaux-Ashuanipi ou Hamilton, et, par la rive gauche de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la Baie du Rigolet (Hamilton inlet,) vers l'Est et le Nord-Est, par le méridien du point le plus oriental des sources de la rivière St-Paul ou petite Esquimaux, et, par cette même rivière, vers l'Est, jusqu'au 52^e degré de latitude Nord, et suivant ce parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec.

C'est pourquoi votre comité recommande à cette honorable Chambre de passer des résolutions à l'effet de demander au Gouvernement fédéral d'adopter ou de faire adopter telles mesures qui seront jugées nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive comme appartenant à, et, comme faisant partie de la province de Québec, toute la contrée renfermée dans les limites plus haut mentionnées.

Le tout humblement soumis,

(Signé)

DR DUHAMEL,
Président.

INDEX

DU

VINGTIÈME VOLUME

49-50 VICTORIA, 1886.

ACTE ÉLECTORAL :—

1. Bill pour amender l'acte électoral de Québec, de manière à étendre le cens électoral, (l'honorable M. *Mercier*), 18. Motion pour 2ème lecture ; amendement pour renvoyer la 2ème lecture à six mois, adopté. 132.
2. Bill pour amender la section 30 de l'acte électoral de Québec de 1875, (38 Victoria, chapitre 7) ; (M. *Gagnon*), 40. Objection est faite que ce Bill aurait dû originer en comité général ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 413. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Lu la 3ème fois et passé, 414. Par le Conseil, 424. S. R., 431. (49-50 V., c. 5).
3. Bill pour amender la section 47 de l'acte électoral de Québec de 1875, (38 Victoria., chap. 7) ; (M. *Gagnon*) ; Présenté, 49.

Voir aussi, *Votes*, 1.

ACTES PUBLICS, AMENDÉS :—

- S. R. B. C. c. 15. Voir *Instruction Publique*.
- S. R. B. C. c. 79. Voir *Cour de Circuit*.
- 32 V., c. 17. Voir *Ecoles d'Industrie*.
- 32 V., c. 18. Voir *Ecotes de Réforme*.
- 38 V., c. 7. Voir *Acte Electoral*, 3.
- 41 V., c. 3. Voir *Licences*.
- 41 V., c. 5. Voir *Victoria 41, chapitre 5*.
- 41 V., c. 18, s. 38. Voir *Code Municipal*, 5, Article 312.
- 43-44 V., c. 5. Voir *Cour Supérieure*.
- 43-44 V., c. 12. Voir *Ecoles d'Industrie*.

ACTES AMENDÉS :—*Suite.*

- 45 V., c. 34. Voir *Code de Procédure Civile*, 14, Article 556.
- 45 V., c. 35, s. 11. Voir *Code Municipal*, 5, Article 312
- 45 V., c. 16. Voir *Arpenteurs*.
- 46 V., c. 16. Voir *Jurés et Jurys*.
- 46 V., c. 32. Voir *Notariat, Code du—*
- 46 V., c. 34. Voir *Dentistes*.
- 47 V., c. 25. Voir *Chasse*.
- 47 V., c. 36. Voir *Code Civil*, 16, Article 2174, etc.
- 48 V., c. 22. Voir *Code de Procédure Civile*, 16, Article 768, etc.

Adresse :

AU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :—

551

Résolutions concernant les frontières Nord et Nord-Ouest de la Province de Québec, adoptées, 426. Renvoyées à un comité spécial chargé de préparer et rapporter le projet d'une adresse au Gouverneur-Général ; adresse rapportée et adoptée, 427. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien transmettre l'adresse ci-haut mentionnée, 428.

Adresses :

AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au Discours de Son Honneur à l'ouverture de la session, 11. Adoptée, 13. Renvoyée à un Comité spécial, 13. Adresse rapportée, 14. Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les Membres du Conseil Exécutif, 15. Réponse, 43.
2. *Hull* : Priant Son Honneur d'émettre son mandat pour la somme de \$1000 pour aider à soulager la détresse des victimes de l'incendie de la cité de Hull, 171.

AFFAIRES MUNICIPALES :—Corruption dans les.—Voir *Corruption dans les etc.*

AFFERMAGE de la Péninsule de Manicougan :—Voir *Terres de la Couronne*.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Voir *Documents*, A.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire.—Voir *Documents*, 2.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 9, 30. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*, 79. *Quorum* réduit à sept membres, 79. Membres ajoutés à ce comité, 145. Second rapport, 249. Partie du second rapport adoptée, 331.

ALIÉNÉS :—Voir *Documents*, 34.

ALLEN, GEO. H. :—Voir *Documents*, 57.

AMHERST :—Pétition demandant que le canton de,—soit annexé au canton d'Arundel, 92. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 142.

AMNISTIE :—Motion d'amnistie pour ceux qui ont pris part aux troubles du Nord-Ouest.—Voir *Nord-Ouest*, aussi *Votes* 21, 22.

ANNONCES :—Pétition demandant des amendements à la section 13 du chapitre 25 de la 43-44 Victoria, au sujet des—, pour propriétés à être vendues par le shérif, 46.

ARPEUTEURS ET ARPEUTAGES :—Bill pour amender l'acte 45 Victoria, chapitre 16, concernant les arpenteurs de la province de Québec et les arpentages. (L'Hon. M. Lynch) ; Présenté, 349. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 409. Par le Conseil, 424. S. R., 433. (49-50 Vict., ch. 35.)

ARRERAGES d'intérêts dus par les colons du comté de Bellechasse. Voir *Documents*, 15.

ARSENAL DES CARABINIERS VICTORIA :—Pétition demandant un acte pour incorporer "l'Association de l'Arsenal des carabiniers Victoria," 86. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. Stephens) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills Privés, 99. Rapporté, 142. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 150. Par le Conseil, 227. Honoraire remis, 216. S. R., 431. (49-50 Vict., ch. 69.)

ARTHABASKA ET WOLFE :—Pétition demandant un acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe, 86. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. Picard) ; Présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 132. Délai pour la réception du rapport, 192. Rapporté, 210. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 213. Par le Conseil avec amendements, 364. Considérés et adoptés, 364. S. R., 432. (49-50 Vict. ch. 84.)

ASILES DES ALIÉNÉS :—Voir *Documents*, 80.

ASPIRANTS à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont servi dans l'expédition du Nord-Ouest.

Voir *Professions libérales*.

ASSELIN, M. :—44. Voir *Votes*, 15.

Assemblée Législative:

1. La Chambre se rend auprès de Son Honneur ; A la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction des Bills à la clôture de la session, 430.

2. Rapport de l'auditeur des comptes de l'—26.

3. Etat des recettes et des dépenses de l'—du 1er juillet 1884 au 30 juin 1885, 25. Voir *Documents B*.

4. Représentation dans l'—Bill concernant la—Voir *Représentation*.

Réunions et ajournements de la Chambre :

5. Continue à siéger après minuit, 113, 141, 146, etc.—En comité 346, 354.
6. Siègle le samedi, 243, 419.
7. La Chambre devant avoir deux séances le même jour, 287, 341, 407. Trois séances, 425.
8. Ajourne faute de *Quorum*, 38, 113.
9. Ajourne du 21 au 27 d'Avril, 69. Du 7 au 11 de Mai, 127.
10. Motion pour ajourner la Chambre, négative, 144.
11. Ajourne à une heure plus tôt qu'à l'ordinaire, 266.
12. Ajourne comme marque de respect pour son Eminence le Cardinal Archevêque *Taschereau*, 262.
13. Ajourne par respect pour la mémoire d'un membre décédé, 349.

ASSOCIATION de l'Arsenal des Carabiniers Victoria,—incorporée. Voir *Arsenal*.

ASSOCIATION des commerçants licenciés de vins, Québec. Voir *Québec*.

ASSOCIATION des dentistes de la Province de Québec,—loi, amendée. Voir *Dentistes*.

ASSOCIATION des entrepreneurs de Montréal,—incorporée. Voir *Montréal*.

ASSOCIATION,—YOUNG MEN'S CHRISTIAN SHERBROOKE,—incorporée. Voir *Sherbrooke*.

ASSOCIATION mutuelle de Prévoyance du Canada :—Etat d'affaires de l'—. Voir *Documents*, 48.

ASSURANCE, contre le feu —St Laurent,—comp. d',—incorporée. Voir *L'Equitable*.

AUDITEURS :—Pétition demandant des amendements au Code Municipal relativement à la nomination des—. 303.

AVIS publics pour ventes de propriété, par shérif. Voir *Annonces*.

BAGOTVILLE.—Voir *Victoria*, 39.

BAIE DES CHALEURS :—Pétition demandant un acte concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 62. Rapport de l'avis, 74. Rapporté amendé, 98. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Lu la troisième fois, 122 ; Passé, 143 ; Par le Conseil, 210. S. R., 431.—(49-50 Vict., c. 80.)

BAIE DES CHALEURS :—Cie du chemin de fer de.—Voir *Documents*, 45.

BANQUE D'ECHANGE :—Voir *Documents*, 73.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Bill concernant le Barreau de la Province de Québec. (M. Asselin) ; Présenté, 115. Lu la 2ème fois, et renvoyé à un comité spécial, 211. Premier rapport, *Quorum* réduit, 226. Second rapport ; Rapporté amendé, 286. Considéré et rapporté, 339. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé à un Comité général ; Amendé, Rapporté, 352. Considéré de nouveau ; Rapporté progrès ; Le Comité rapporte un point d'ordre auquel il est fait objection ; (Pouvoir d'amender) 398. M. l'Orateur maintient la décision du Président, 399. Rapporté ; Amendé ; Lu la 3ème fois et Passé, 399. Par le Conseil, 424. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 34.)

BASSIN DE CHAMBLY :—Voir *Documents*, Z., Fonds d'emprunt municipal.

BATISSES DU PARLEMENT :—Voir *Documents*, L.

BEAUCE,—chemin de fer passant par la—. Voir *Chemin de fer dans les comtés du sud*.

BEAUCHAMP, M. 398 :—Voir *Votes*, 2.

BEAUPORT :—*Union St-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

BELLECHASSE,—Arrérages d'intérêts dus par les colons du comté de—. Voir *Documents*, 15, D.

BELLECHASSE, Rapports des travaux ou chemins de colonisation. Voir *Documents*, 56.

BELLECHASSE,—Chemin de fer passant par—. Voir *Chemin de fer par les comtés du sud*, et *Documents*, M.

BENDER, E. P :—Voir *Documents*, C.

BERNARD, A :—Certificat de son élection, 130. Prête serment et prend son siège, 130. Devant recevoir son indemnité depuis le commencement de la Session, 303.

BERNATCHEZ, M :—184, 360, 388. Voir *Votes*, 32, 43, 54.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—. Voir *Documents*, E.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Comité conjoint de la,—Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 18. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 25. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 79. Second rapport, (Appendice No 2, page 441) ; 149. Motion pour l'adoption du second rapport ; Objection ; Motion déclarée hors d'ordre par M. l'Orateur, 152. Autre motion au même effet, 160. Sur objection, M. l'Orateur déclare que la motion n'est pas faite en temps voulu, 161. Autre motion ; Amendement pour le renvoi du second rapport au Comité pour reconsidération, 177. Sous-amendement proposé et négativé, 177.—Amendement adopté, 178. Autre amendement proposé et négativé, 179. Motion adoptée telle qu'amendée, 179. Troisième rapport (règlements pour la tenue de la Bibliothèque), 219. Adopté, 243. Message au Conseil, 243. Quatrième rapport (Appendice No 2, page 443,) 249.

BIBLIOTHÈQUES AGRICOLES :—Voir *Documents*, F.

BIENS DES JÉSUITES :—Voir *Documents*, 74.

BIENS SUBSTITUÉS :—Bill pour permettre la vente des—. (M. Gagnon); Présenté, 70.

BLAICKLOCK & KEMPT :—Voir *Documents*, G.

BOIS ET FORETS :—Acte pour amender l'Acte 36 *Victoria*, chapitre 9, intitulé :
" Acte pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et
forêts ; (L'Hon M. Lynch), 32.

BONAVENTURE :—Manufacture d'empois dans—. Voir *Documents*, 62.

BOUCHER DE LA BRUÈRE : Hon. R. J. P. H. :—Voir *Votes* 13 ; *Comptes Publics*.

BOUTET, Madame :—Voir *Documents*, H.

BOYER, M. :—202, 404, 385. Voir *Votes*, 34, 38, 52.

BUREAU DU TRÉSOR :—Voir *Documents*, I.

BUREAU D'ENREGISTREMENT,—à Tadoussac.—Voir *Tadoussac*.

BUREAU DE LA TRÉSORERIE :—Voir *Département du Trésor*.

BUREAU D'EXAMINATEURS,—à Notre-Dame du Lac St-Jean.—Voir *Notre-Dame du Lac St-Jean*.

BUREAU DE SANTÉ :—Voir *Documents*, 40.

BUREAU DE SANTÉ pour Québec :—Voir *Documents*, 14.

Bills :

1. Présentés, lus la seconde fois et renvoyés à un Comité, 40, 54, 56, 64, 74, 75, 79, 99, 115, 134, 204, 301, 340.

2. Motions pour seconde lecture, négativées, 340, 355, 415.

3. Motion pour renvoyer la seconde lecture à six mois, négativée, 180.

4. Seconde lecture renvoyée à six mois, 182.

5. Motion pour seconde lecture d'un bill, déchargée ; Bill renvoyé au Comité des ordres permanents, 240.

6. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un Comité général ; Rapporté progrès, 301. Considéré ; Rapporté ; Passé, 301, 302.

7. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé et rapporté le même jour, 191. Et Passé, 191, 357.

8. Considérés en Comité ; Amendés ; Rapportés et Passés de suite, 104, 110, 121, 143, 173, etc. Amendements adoptés un autre jour, 128, 131, 353, 398.

9. Considérés ; Rapportés ; Lus la 3ème fois, 122, 162, 222, 245. Passés, 131, 142, 180, 303. Rapport de progrès, 33, 37, 41, 83, 155, 237.

BILLS :—*Suite.*

10. Renvoyés à un Comité spécial, 37, 182, 211, 347, 422.
11. Renvoyés de nouveau à un Comité, 222, 293, 303, 336. Avec instructions d'amender, 206, 222, 263, 293, 340.
12. Passé sans être renvoyé à un Comité, 409.
13. Un Comité se lève sans faire de rapport, 412.
14. Pouvoirs donnés à un Comité de réunir deux bills en un seul, 325.
15. Deux bills considérés en même temps, 338.
16. Un Comité auquel deux bills ont été renvoyés fait rapport, 359.
17. Plusieurs projets de loi réunis en un seul, 240.
18. Appel de la décision du président d'un Comité général, 206, 264, 329, 399, 410.
19. Motion pour renvoyer la 3^{ème} lecture d'un bill à six mois, négativee, 308. Retirée, 352. A trois mois, négativee, 353.
20. Retirés, 211, 212.
21. Motion pour retirer un bill, négativee, 228.
22. Ré-impression ordonnée, 240, 263, 265.
23. Question d'urgence proposée, 331, 339, 351.
24. Amendés par le Conseil, 169, 210, 227, 237, 278, 308, 320, etc.
25. Amendements du Conseil considérés et adoptés de suite, 170, 173, 211, 238, 266, 321.
26. Considérés et ordonnés pour la seconde lecture plus tard, 170, 238, 278, etc. Renvoyés au Comité des Bills privés, 227.
27. Amendements du Conseil amendés, 302, 401.
28. Amendements de la Chambre adoptés par le Conseil, 320, 418.
29. Bills du Conseil Législatif, 169, 188, 340, 347, 348, 425.
30. do do amendés, 270.
31. Sanctionnés, 430, 431, 432, 433.

Bills Privés :

1. Comité permanent sur divers Bills privés, nommé, 9. 29. Premier rapport recommandant réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de sept, 39. Autres rapports sur divers bills, 73, 78, 86, 133, 142, 148, 160, 170, 183, 192, 202, 210, 219, 226, 248, 262, 270, 303. Membres ajoutés, 104, 145. 19ème rapport adopté, 287. Motion pour remise d'honoraire, négative, 330.

2. Rapports recommandant l'extention du temps pour recevoir pétitions, rapports et bills privés, 54, 148.

3. Délai pour recevoir rapports sur certains bills prolongé sur motion spéciale, 191, 243.

4. Prise en considération des bills privés en vertu de la 19ème règle, 77, 83, 103, 121, 131, etc.

5. Temps pour la considération des bills privés étant expiré, les autres ordres sont appelés, 197, 282, 293.

6. Honoraires remis, 199, 215, 216, 236, 237, 268, 269, 349, 424. Non remis, 330.

7. Rapport recommandant que les diverses sommes payées pour bills privés soient remises aux traducteurs, 270.

8. Rapport que le promoteur d'un bill désire le retirer, 226. Qu'il n'est pas désirable de légiférer sur le bill pour incorporer les Huissiers de Montréal, 226.

9. Objection soulevée en Comité et référée à M. l'Orateur, 226, 260.

CADASTRES :—Voir *Documents*, 76.

CAP-ROUGE ET SAINT LAURENT.—Pétition demandant un acte pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap Rouge et du Saint-Laurent, etc., 45. Rapport de l'avis, 74. Bill (Hon. M. Garneau), 74. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 111. Rapporté amendé, 143. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 150. Par le Conseil, 227. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 78).

CARABINIERS VICTORIA.—Association de l'arsenal des,—constituée en corporation. Voir *Arsenal des*—

CARBRAY, M. :—43. Voir *Votes*, 15.

CARDINAL TASCHEREAU. Voir *Taschereau*.

CARREAU, J. P. Voir *Documents*, 75.

CASERNES des Jésuites. Voir *Documents*, J.

CAUTIONNEMENTS. Voir *Documents*, K.

CAUTIONNEMENT des registrateurs : Pétition demandant que le— pour Chicoutimi soit réduit, 31.

CERCLE FRONTENAC :—Pétition demandant un acte pour incorporer le "Cercle Frontenac de Québec," 38. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. *Sheehy*) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 56. Rapporté amendé, 73. Considéré en comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 110. Par le Conseil, 169. Honoraire remis, 268. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 68).

CESSION de biens : Voir *Code de Procédure Civile*, 16.

CHAMBLY :—*Salle d'Asile* :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 7.

CHASSE :—Bill pour amender la loi de chasse de Québec, (l'honorable M. *Lynch*). Présenté, 228. Lu la 2ème fois ; renvoyé à un comité général ; Considéré, Rapporté ; Passé, 302. Par la conseil, 364. S., R., 433. (49-50 Vict., c. 31).

CHARLEBÔIS, A :—Sommes payées à—pour construction du Palais Législatif :—Voir *Documents*, 59, L.

CHEMINS A BARRIÈRES de la rive nord :—Voir *Documents*, 49.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, 26, 35 et 58.

CHEMINS DE FER :—

1. Nomination du comité des chemins de fer, 9, 29. Premier rapport, *quorum* réduit à cinq membres, 39. Autres rapports sur divers Bills, 98, 143, 148, 160, 170, 180, 210.—Bills renvoyés à ce comité, 145, 146, etc.
2. Comité recommande que temps fixé pour recevoir pétitions, rapports, etc., pour Bills Privés soit étendu, 149.
3. Résolutions concernant l'aide aux chemins de fer et celles concernant les subsides à certains chemins de fer, devant être considérées par le même comité général, 249. Voir *infra* 4 et 6.
4. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer, 211. Signification de la recommandation de Son Honneur ; la Chambre en comité, 252. Résolutions rapportées, 254. Amendement proposé à la motion pour seconde lecture, 257, 272, 275. Deux autres amendements proposés, 277, 287, 291. Tous ces amendements négatifs, 290, 291. Résolutions adoptées, 294.
5. Bill pour mieux aider la construction des chemins de fer (l'honorable M. *Flynn*) ; Présenté, 294. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 319. Considéré ; Rapporté ; Passé, 338. Par le Conseil, 423. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 76).
6. La Chambre devant se former en comité sur résolutions concernant les subsides aux chemins de fer, 243. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 252. Résolutions rapportées, 254. Amendement proposé à la motion pour seconde lecture 257, 272, 275. Autre amendement proposé, 277, 287. Ces deux amendements négatifs, 290. Autre amendement proposé et négatif, 291. Résolutions adoptées, 294.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

7. Bill pour faire de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer, (l'honorable M. Flynn); Présenté, 294. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 319. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 339. Par le Conseil, 423. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 77).

CHEMINS DE FER, Octroi pour :—La Chambre devant se former en comité sur résolutions concernant l'octroi à propos d'un chemin de fer par le gouvernement fédéral, 130, 190. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; Le comité délibère; série de résolutions, 190. Rapportées, 202. Lues la 1^{ère} fois; motion pour la seconde lecture; amendement proposé et négativé, 203. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 204. Bill basé sur ces résolutions. Voir *Dette consolidée*.

CHEMINS DE FER :—Rapport du Commissaire.—Voir *Documents*, 61.

CHEMINS DE FER :—Sommes payées depuis 1867 pour—Voir *Documents*, 46.

CHEMINS DE FER par les comtés du Sud :—Motion (M. Faucher de St-Maurice); pour la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir de tous les faits se rapportant au projet d'une ligne courte passant par un ou des comtés du Sud, Beauce ou Dorchester, Bellechasse, L'Islet, etc., 171. Amendement (M. Desjardins.) que cette Chambre ayant par devers elle tous les renseignements désirables, ne croit pas devoir autoriser la formation d'un comité spécial, 172. Amendement adopté, 174. Autre amendement proposé (M. Garneau) et adopté, 175. Autre amendement proposé (M. Picard); Objecté qu'il n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur déclare qu'il n'est pas dans l'ordre; Objection faite que le premier amendement n'est pas dans l'ordre,—M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, 175. Objection est faite que la motion principale, telle qu'amendée, n'est pas dans l'ordre en ce qu'elle entraînerait des dépenses de l'argent public,—M. l'Orateur écarte l'objection, 176. Et le député pour Richmond et Wolfe s'étant levé pour faire une motion; sur objection, M. l'Orateur décide que le député n'est pas dans l'ordre; Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 176. Voir *Documents*, M.

CHEMINS D'HIVER :—Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chapitre 33, concernant les voitures pour—, (M. LeBlanc); Présenté, 116. Seconde lecture négativée, 355.

CHICOUTIMI ET SAGUENAY :—Pétition demandant que les comtés-unis de—, soient divisés en trois districts électoraux, 46, 106.

CODE CIVIL :—

1. Bill pour amender l'article 2137 du Code Civil, (M. Gagnon), 19. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité de Législation, 324.
2. Bill pour amender l'article 2157 du Code Civil, (M. Gagnon), 32. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité de Législation, 211.
3. Bill amendant le Code Civil, (L'Honorable M. Mercier), 34.
4. Bill pour amender l'article 1320 du Code Civil, (M. Gagnon,) 34. Motion pour seconde lecture, négativée; Bill retiré, 212.

CODE CIVIL :—*Suite.*

5. Bill pour amender l'article 125 du Code Civil, (M. Gagnon,) 34. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Ajournés, 212.
6. Bill pour amender les articles 298, 299 et 698 du Code Civil et l'article 925 du code de procédure civile, (M. Gagnon) ; Présenté, 56.
7. Bill pour amender les articles 305 et 691 du Code Civil du Bas-Canada, (M. Gagnon) ; Présenté, 56.
8. Bill pour amender l'article 948 du Code Civil, (M. Gagnon) ; Présenté, 56.
9. Bill pour amender le Code Civil, (M. Trudel) ; Présenté, 64.
10. Bill pour amender les articles 1994 et 2005 du Code Civil du Bas-Canada, (L'Hon. M. Garneau) ; Présenté, 64. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 212.
11. Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et pour amender les articles 2040 et 2041 du Code Civil, (M. Gagnon) ; Présenté, 70.
12. Bill pour amender l'article 2127 du Code Civil, (M. Gagnon) ; Présenté, 80.
13. Bill pour amender le Code Civil du Bas-Canada, (M. McConville) ; Présenté, 212. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté progrès, 341. Considéré de nouveau, 412. Le comité se lève sans faire de rapport, 412.
14. Bill pour abroger l'article 2033 du Code Civil du Bas-Canada et la section cinq de l'article 2084 du dit Code, (M. Lemieux) ; Présenté, 227. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté, 416. Considéré de nouveau, 420. Lu la 3ème fois et passé, 423.
15. Bill pour amender l'article 720 du Code Civil, (L'Hon. M. Turcotte) ; Présenté, 279. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 355.
16. Bill pour amender les articles 2174 et 2176 du Code Civil, et l'acte 47 Victoria, chapitre 36. (L'Hon. M. Lynch) ; Présenté, 32. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 350. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 408. Par le Conseil, 424. S. R., 433. (49-50 Vict., chap. 11.)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill pour amender de nouveau l'article 1054 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, (L'Hon. M. Blanchet), 18. Lu la 2ème fois, renvoyé à un comité spécial, 71. Considéré ; Amendé, 128. Lu la 3ème fois et passé, 131. Par le Conseil avec amendements, 237. Considérés, 238. Adoptés, 301. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 18).
2. Acte pour amender l'article 30 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), 18. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 324.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE ;—*Suite.*

3. Bill pour amender le code de procédure civile, (M. Thornton), 19. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 211. Rapporté, 359. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 412. Par le Conseil, 424. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 14).
4. Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile, (M. Poulin), 31. Motion pour la seconde lecture ; débats, bill retiré, 211.
5. Bill amendant le Code de Procédure Civile. (L'Hon. M. Mercier), 34.
6. Bill pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la juridiction des cours des commissaires. (M. Spencer), 40.
7. Bill pour amender l'article 1211 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), Présenté, 49.
8. Bill pour amender l'article 1199 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), Présenté, 49.
9. Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), Présenté, 87. Lu la 2me fois et renvoyé au comité général ; Considéré ; Rapporté, 324. Renvoyé au comité de Législation, 325. Les dispositions de ce bill incorporées dans un autre bill de même nature, 359. Voir *infra*, 14.
10. Bill pour amender l'article 176 du Code de Procédure Civile, (M. Saint-Hilaire) ; Présenté, 108.
11. Bill pour amender l'article 92 du Code de Procédure Civile, (M. Bernatchez) ; Présenté, 108.
12. Bill pour amender l'article 624 du Code de Procédure Civile, (M. Gagnon), Présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 416. Par le Conseil avec Amendements, 428. Considérés et adoptés, 428. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 16.)
13. Bill pour amender l'article 1242 du Code de Procédure Civile, (M. McConville) ; Présenté, 134. Ordre pour seconde lecture déchargé ; Bill retiré, 212.
14. Bill pour amender l'article 556 du Code de Procédure Civile, (M. Poulin) Présenté, 211. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 324. Considéré ; Rapporté renvoyé au Comité de Législation, 325. Rapporté consolidé avec un autre Bill, 359. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 412. Par le Conseil, 424. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 15.)
15. Bill pour amender l'article 874 du Code de Procédure Civile, (M. LeBlanc) ; Présenté, 116. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 340. Rapporté, 347. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 354. Par le Conseil, 423. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 17)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

16. Bill pour amender l'article 768 du Code de Procédure Civile, tel que remplacé par le statut 48 Victoria, chapitre 22. (L'Hon. M. *Turcotte*) ; Présenté, 263. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé, 417. Considéré de nouveau, 420. Lu la 3ème fois et passé, 423. Par le Conseil, 429. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 12.)
17. Bill pour amender les articles 621 et 624 du Code de Procédure Civile, (M. *Gagnon*) ; Présenté, 325.
18. Bill pour amender l'article 63 du Code de Procédure Civile, (M. *Lemieux*) ; Présenté, 227. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 417. considéré ; Rapporté, 421. Lu la 3ème fois et passé, 424. Par le Conseil, 429. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 13.)

CODE MUNICIPAL :—

1. Pétition demandant des amendements au— relativement à la nomination des auditeurs, 303.
2. Bill pour amender de nouveau le Code Municipal, (M. *Thornton*), 19. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 37. Voir *infra*, 8.
3. Bill pour amender l'article 1080 du Code Municipal (M. *Whyte*), 32. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial, 37. Voir *infra*, 8.
4. Bill pour amender certains articles du Code Municipal (M. *Gagnon*), Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité spécial sur le Code Municipal, 40. Voir *infra*, 8.
5. Bill pour amender de nouveau l'article 312 du Code Municipal, (M. *Martel*), 40. Motion pour seconde lecture, débats ; ajournés, 212. Débats repris ; Bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 218. Considéré ; Rapporté progrès, 237. Considéré de nouveau ; Amendé, 324. Ordre pour réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Amendé, 336. Lu la 3ème fois et Passé, 353. Par le Conseil avec amendements, 408. Adoptés avec un autre amendement, 408. Amendement adopté par le Conseil, 418. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 22.) Pétition demandant que l'article 2 de ce Bill soit retranché, 341.
6. Bill pour amender le Code Municipal de la province de Québec, (M. *Robidoux*), Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 64. Voir *infra*, 8. Rapporté, réunissant en un seul Bill tous les autres projets de loi ; ré-imprimé, 240. Considéré en comité général ; Amendé, 354. Amendements adoptés ; Bill lu la 3ème fois et passé, 412. Par le Conseil, 424. S. R., 432. (49-50 V. c. 21).
7. Bill pour amender l'article 926 du Code Municipal, (M. *McConville*) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial sur le Code Municipal, 115. Voir *infra*, 8.

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

8. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code Municipal, 33. Bills renvoyés à ce comité, 37, 40, 64, 115. Premier rapport; *Quorum* réduit, 39. Second rapport, que le comité a réuni les plus urgents projets de loi qui lui ont été soumis dans un seul bill qu'il soumet à la Chambre, 240. Voir *Supra*, 6.

CODIFICATION :—Comité conjoint nommé pour examiner les divers rapports de la commission de la Refonte et de la Codification des Statuts, 57. Message envoyé au Conseil, 57. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 77. Premier rapport; *Quorum* réduit à cinq membres, 79. Second rapport, 155. Troisième rapport, 325. Quatrième, 347. Cinquième, 417. Sixième, 418. Septième 428. Bills renvoyés à ce comité, 85, etc.

CODIFICATION :—Voir *Documents*, 79, N.

COLLECTION DES MANUSCRITS :—4ème volume de la—relatifs à la *Nouvelle-France*. Voir *Documents*, 16.

COLLÈGE THÉOLOGIQUE DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte l'autorisant à conférer des degrés en théologie, 16. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. *Stephens*) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 55. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 144. Honoraire remboursé, 216. Pétitions contre ce Bill, 92, 106, 113, 431. Pétitions en faveur du Bill, 100.

COLONIAL BUILDING INVESTMENT ASSOCIATION :—Voir *Documents*, No 36.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de neuf Comités Permanents, 9. Motion pour la formation d'un Comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer; Adoptée, 16. Premier Rapport, 16. Second Rapport, 29. Voir *Privileges, Ordres Permanents, Chemins de Fer, Canaux, etc, Bills Privés, Législation, Impressions, Comptes Publics, Agriculture, Immigration et Colonisation, Industries*. Voir aussi *Bibliothèque*.
2. Comités spéciaux, 16, 33, 182, 211, 349. Voir *Code Municipal*, ; *Hygiène, Barreau; Journaux, etc.*
3. Membres ajoutés à des Comités, 145, etc.
4. Comités généraux, 129, 154, 162, 187, 190, 204, 209, 222, 225, 235.
5. Considère deux Bills en même temps, 338.
6. Procédés du Comité général entrés dans les journaux, 234, 235, 251, etc.
7. Rapporte progrès et demande permission de siéger un autre jour, 83.
8. Partie d'un rapport adoptée, 107, 114, 331.

COMITÉS :—*Suite.*

9. Appel à M. l'Orateur de la décision du président, 206, 264, 329, 399, 410.
10. Objection en Comité référée à M. l'Orateur, 226, 260.
11. Instructions à un Comité d'amender un Bill, 206, 222, 263, 293, 340.
12. Pouvoir donné à un Comité de réunir deux Bills en un seul, 325.
13. Un Comité, auquel deux Bills ont été renvoyés, fait rapport, 359.
14. Le Comité se lève sans faire de rapport, 412.
15. Le Président d'un Comité demande à M. l'Orateur de décider sur une question soulevée en Comité, 140. Décision, 151.

COMMERÇANTS licenciés de vins,—Québec :—Voir *Québec*.

COMMISSAIRES :—Voir *Documents*, 83.

COMMISSAIRE DES CHEMINS DE FER :—Bill pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins. (L'Hon. M. *Flynn*) ; Présenté, 79. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 191. Par le Conseil, 278. S. R., 432. (49-50 Vict., ch. 4.)

COMMUNAUTÉ :—Bill pour amender les articles 1323 à 1337 du code civil aux fins d'abolir la continuation de communauté, (L'Hon. M. *Marchand*,) 35. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Législation, 218.

COMMUNE de La Prairie,—partie annexée au village. Voir *La Prairie*.

COMPAGNIE d'assurance contre le feu,—St-Laurent,—incorporée :—Voir *Equitable*.

COMPAGNIE de chemin de fer à passagers, de la cité de Montréal,—charte amendée. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE du chemin de fer de la Baie des Chaleurs :—Voir *Baie des Chaleurs*.

COMPAGNIE du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe,—incorporée. Voir *Arthabaska*.

COMPAGNIE du chemin de fer de St-Jacques de l'Achigan,—incorporée :—Voir *St-Jacques*.

COMPAGNIE du chemin de fer du Cap Rouge et du St-Laurent,—remise en force de sa charte :—Voir *Cap Rouge*.

COMPAGNIE du chemin de fer du comté de Drummond,—incorporée :—Voir *Drummond*.

COMPAGNIE du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal,—charte amendée. Voir *Montréal*.

COMPAGNIE du chemin de fer le Grand Nord, charte amendée.—Voir *Grand Nord*.

COMPAGNIE du chemin de fer Québec-Central, charte amendée :—Voir *Québec-Central*.

COMPAGNIE du gaz, de Montréal,—acte d'incorporation amendé :—Voir *Montréal*.

COMPAGNIE du pont de Sherbrooke,—incorporée :—Voir *Sherbrooke*.

COMPAGNIES à fonds social :—Bill pour amender l'acte d'incorporation des, (l'Hon. M. Taillon) ; Présenté, 227.

COMPAGNIE du chemin de fer du Nord. Voir *Documents*, 67, 78.

COMPAGNIE MANUFACTURIÈRE DES MARCHANDS :—Pétition demandant un acte pour autoriser la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations, 34. Avis, 39. Bill (M. Stephens) ; Renvoyé en comité des Bills privés, 55. Rapporté amendé, 98. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 122. Par le Conseil, 210. S. R., 431. (49-50 Vict. c. 67).

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 9, 30. Premier rapport ; recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de sept membres, 46. Membres ajoutés, 145. Second rapport (demandant que M. de la Bruère, comparaisse devant le comité) ; 62. Déclaration de M. l'Orateur au sujet de ce rapport, 75. M. Duhamel attire l'attention de M. l'Orateur sur le second rapport et demande si ce comité peut nommer un sous-comité, et si ce sous-comité peut nommer des sténographes, 87. M. l'Orateur décide que le sous-comité existe, mais qu'il ne pouvait nommer des sténographes, 88. Comité autorisé à employer des sténographes, 91. Troisième rapport, (nomination des sténographes) ; Question d'ordre soulevée en comité, 138. Le Président maintient l'objection ; Appel de sa décision, 140. Décision de M. l'Orateur renvoyant l'objection, 160. Quatrième rapport. (Déposition de l'honorable J. A. Chapleau, paiement de \$100,000 à M. McGreevy, par la Banque Jacques-Cartier,) 268. Cinquième rapport, (déclaration du Commissaire des terres au sujet de l'affaire *Gale*), 270. Sixième rapport (Appendice No. 3, page 457,) 318. Septième rapport (Appendice No. 3, page 463,) 349.

2. La Chambre exprime le désir, qu'à l'avenir, certains détails soient publiés dans les comptes publics, 327.

COMPTES PUBLICS : Etat des—pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

Voir *Documents*, 3.

Conseil Législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination du Comité collectif au sujet de la Bibliothèque, 18. Au sujet des impressions, 18. *Quorum* réduit, 107. Au sujet de la Codification des Statuts, 57.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

2. Demandant qu'il soit permis à un membre du Conseil de rendre témoignage devant un Comité, 64.
3. Adoptant le 3ème rapport du comité de la Bibliothèque, et demandant son concours, 243.

Messages du Conseil :

4. Désignant ceux de ses Membres devant faire partie du Comité collectif de la Bibliothèque, 25.
5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 30. *Quorum* réduit, 130.
6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du Comité collectif pour examiner la refonte des Statuts, 77.
7. Permettant à un de ses membres de comparaître et rendre témoignage devant le comité des comptes publics, 138.
8. Communiquant ses Bills, et demandant le concours de la Chambre, 169, 188, 340, 347, 348, 425.
9. Adoptant les Bills de la Chambre, 169, 188, 210, 227, 237, 245, 278, 308, 320, 340, 348, 354, 363, 398, 400, 408, 418, 421, 424, 428, 429 etc. Voir *Bills*.
10. Adoptant les amendements faits par l'Assemblée, 320, 418.
11. Communiquant une adresse de félicitations à Son Eminence le Cardinal Taschereau et demandant le concours de la Chambre, 265. Adopté, 265.
12. Invitant la Chambre à se joindre à lui dans la salle du Conseil pour présenter l'adresse conjointe au Cardinal Taschereau, 269.
13. Motion pour une adresse concernant la qualification comme conseiller législatif de l'Hon. M. de la Bruère ; amendement que, par la section 76 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, s'il s'élève quelque question au sujet de la qualification d'un conseiller législatif, elle sera entendue et décidée par le Conseil législatif ; Amendement adopté, 285.

CONSTITUTION de certains tribunaux :—Bill pour amender les lois concernant la— en cette province et le Code de Procédure Civile (L'Hon. M. Taillon) ; Présenté, 227. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 302.

CONSTITUTION de la cour supérieure :—Loi amendée. Voir *Cour Supérieure*.

CORPORATIONS ÉTRANGÈRES :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions ; Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur ; La Chambre en comité ; Résolution rapportée et adoptée, 336. Renvoyée au Comité sur bill. (Voir *Infra*, 2,) 357.

2. Bill pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et placer de l'argent dans cette province. (L'Hon. M. *Taillon*), 49. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté progrès, 301. Considéré de nouveau; Rapporté; Passé, 338. Par le Conseil, 423. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 39.)

CORRUPTION dans les affaires municipales :—Bill pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales (M. *Stephens*); Présenté, 93. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 211. Considéré; Rapporté progrès, 237. Considéré de nouveau, 302. Amendé; Rapporté; Passé, 324. Par le Conseil avec amendements, 418. Considérés et adoptés, 419. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 23.)

COUR DE CIRCUIT :—

1. Bill pour amender le chapitre 79 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant la Cour de Circuit. (L'hon. M. *Taillon*); Présenté, 228. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général; Rapporté; Passé, 302. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 8.)
2. Bill pour abolir la Cour de Circuit siégeant à Ste-Croix, dans le comté de Lotbinière. (L'Hon. M. *Taillon*); Présenté, 348. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 348. Considéré; Rapporté; Passé, 357. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 9.)

COURONNE,—Officiers en loi de la—Voir *Officiers en loi*.

COURS DES COMMISSAIRES :—Bill pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la juridiction des—(M. *Spencer*), 40.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure. (Du Conseil Législatif); Présenté (M. *Nantel*) 340. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 341. Considéré; Rapporté, Passé, 355. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 7.)

COX, JANE :—Pétition demandant un Acte pour autoriser Dame *Jane Cox*, et Dame *Barbara Cox*, à vendre la partie sud-ouest du No 123 du quartier Saint-Louis, Montréal, 62. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. *LeBlanc*), 75. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 93. Rapporté, 142. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 162. Par le Conseil, 227. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 89.)

CUVILLIER, MARIE, A. :—Pétition demandant un acte pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feuue Dame *Marie Angélique Cuvillier*, 78. Rapport de l'avis, 98. Bill (L'Hon. M. *Taillon*); Présenté; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des Bills privés, 100. Rapporté, 148. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 155. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 172. Par le Conseil, 227. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 88.)

DANSEREAU, C. A. :—Voir *Documents*, 52.

DECAZES, PAUL :—Voir *Documents*, O.

DEFOY, J. A. :—Voir *Documents*, P.

DE LA BRUÈRE : HON. R. J. P. H :—Voir *Votes*, 13, *Comptes Publics*.

DEMERS, L. P. :—Pétition demandant un acte pour autoriser le barreau de la province de Québec, à admettre après examen Louis Philippe Demers au nombre de ses membres, 45. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. Demers) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 99. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 144. Par le Conseil, 227. Honoraire remis, 236. S. R., 431. (49-50 Vict., ch. 93.)

DEMERS, M. :—366, 381, 391. Voir *Votes*, 46, 49, 56.

DENTISTES :—Bill pour amender les actes concernant " l'Association des dentistes de la province de Québec." (L'Hon. M. Lynch,) 18. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté, 191. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un Comité général ; Amendé, 303. Amendements considérés et adoptés sur division ; Bill lu la 3ème fois sur division et Passé sur division, 318. Passé par le Conseil, 423. S. R., 430. (49-50 Vict., ch. 36.)

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

1. Bill pour amender l'acte de cette Province, 31 Vict., chapitre 9, concernant l'acte du Département du Trésor, (M. Gagnon) ; Présenté, 87. Seconde lecture négative, 415.
2. Bill concernant le Département du Trésor. (L'Hon. M. Robertson), 19. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 37. Ordre rescindé ; Bill renvoyé au Comité de Codification, 85. Rapporté, 347. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 357. Par le Conseil, 423. S. R., 430. (49-50 Vict., chap. 101.)

DÉPARTEMENT des Officiers en Loi de la Couronne.—Voir *Officiers en Loi*.

DÉPARTEMENT du Secrétaire de la Province.—Voir *Secrétaire de la Province*.

Députés :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 3, 130.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 7, 130.
3. Pour les fins de son indemnité, un député est considéré comme s'il eut été député depuis l'ouverture de la Session, 303.
4. L'Hon. M. Mercier se lève de son siège et déclare qu'il est croyablement informé que l'Honorable Orateur a été nommé l'un des Juges de la Cour Supérieure de cette Province et qu'il désire entendre les explications de M. l'Orateur avant que de soumettre la motion qu'il croit qu'il est de son devoir de faire, 100. M. l'Orateur s'explique et se retire, 101. Déclaration et réponse renvoyées au Comité des privilèges et élections, 101.

5. Un membre se lève de son siège et demande que certaines paroles prononcées par le Député de Laval soient inscrites dans les Journaux de cette Chambre ; Elles sont inscrites ; Le député pour Laval se retire, 140. Considération des paroles ajournée, 140. Débat repris ; Motion de censure ; Amendement qu'il soit requis de retirer les paroles prononcées ; Autre amendement que la Chambre passe aux Ordres du Jour, adopté, 146. Premier amendement, ainsi amendé, adopté, 147. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 148.
6. Plainte est faite à la Chambre que le député pour Kamouraska a violé les règles du décorum parlementaire en interrompant les procédures ; M. l'Orateur l'interpelle par son nom et alors M. *Gagnon* se retire, 140. Motion de censure ; objectée, M. l'Orateur décide que la motion est irrégulière, 140. Autre motion de censure proposée et sur objection renvoyée par M. l'Orateur, 141. Débat ajourné, 142. Le membre pour Kamouraska retire les paroles dont il s'est servies, 145. Ses explications acceptées comme suffisantes, 145.

DESCHAMPS, C. E. :—

1. Voir *Documents*, 41.
2. Motion pour l'achat de 2000 exemplaires de la " Liste des Municipalités de la Province de Québec " ; Adoptée sur division, 237.

DESCHÈNES, G. H. :—141. Voir *Documents*, S.

DESIARDINS, M. :—172, 174.—Voir *Votes*, 7, 26.

DESIARFINS, G. A. :—Voir *Documents*, Q.

DESIARDINS, L. G. :—Voir *Documents*, R.

DETTE CONSOLIDÉE :—Bill pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, l'octroi accordé par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la Province de Québec, en vertu du statut fédéral 47 Vict., chap. 8. (L'Hon. M. *Robertson*) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 204. Renvoyé sur division ; Considéré ; Rapporté ; Lu la 3ème fois sur division et Passé sur division, 244. Par le Conseil, 348. S. R., 432. (49-50 Vic., c. 2.)

DETTE NON CONSOLIDÉE :—Voir *Documents*, 28.

DETTE DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, 53.

DETTES de l'ancienne Province du Canada :—Voir *Documents*, I.

DISTRICT judiciaire d'Ottawa,—chef-lieu changé. Voir *Ottawa*.

DISTRICTS ruraux,—ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les—. Voir *Ventes d'immeubles*.

DIVISION d'enregistrement de Charlevoix, comté de Saguenay,—détachée. Voir *Tadoussac*.

DIVISIONS d'enregistrement. Voir *Documents*, T.

DIVISION territoriale de la Province :—Bill concernant la division territoriale de la Province, (l'honorable M. *Taillon*) ; 19. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité de Codification, 86. Rapporté, 428. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 428. Par le Conseil, 429. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 96.)

Documents :

MIS DEVANT LA CHAMBRE.—Relatifs à—

No des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS. PRÉSENTÉS.

1. <i>Dettes de l'ancienne Province du Canada</i> :—Etat détaillé des dettes de— qui forment la somme de \$73,006,088.84 assumée par la Puissance du Canada, savoir : \$62,500,000 par la section 112 de l'Acte Am. B. du N. 1867 et \$10,506,088.84 par l'acte fédéral 36 Vict., ch. 30. <i>Impression ordonnée, 70.....(Appendice No. 1.)</i>	Ordre du 30 Avril 1885	70
1. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1886 ; estimés supplémentaires pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1887. Renvoyés au comité des subsides, 128. (Voir <i>Subsides</i>). <i>(Document No. 1.)</i>	Par Message,	127
1. Estimés supplémentaires pour 1886 et 1887. Renvoyés au Comité des Subsides. (Voir <i>Subsides</i>). <i>(Document No. 1.)</i>	Par Message,	342
2. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport général du commissaire de l'— de la Province de Québec pour l'année 1885.....(<i>Document No. 2.</i>)	Par ordre du	49
3. <i>Comptes Publics</i> :—Etat des—, de la Province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.....(<i>Document No. 3.</i>)	Lieut.-Gov.	25
4. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1885.....(<i>Document No. 4.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gov.	24
5. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1884-85.....(<i>Document No. 5.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gov.	25
5. Etat financier du Surintendant de l'—, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1885. <i>(Document No. 5.)</i>	Par ordre du Lieut.-Gov.	25
7. <i>Institutions Littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des—, ci-dessous mentionnées, savoir :	Par ordre du Lieut.-Gov.	
Union St Joseph,	Beauport..	10, 170
Salle d'Asile,	Chambly..	27
Hospice St-Charles Borromée,	Joliette..	62
Distributing Home,	Knowlton..	10
Union St Joseph,	Lachine..	69
Hospice de la Providence,	L'Assomption..	10
Union St Joseph,	Lévis..	100
Hospice de la Maternité,	Montréal..	10
Salle d'Asile de St Vincent de Paul,	do	10

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
Church Home	Montréal..	27
Asile des Dames des Orphelins Protestants, do ..		10
Asile de la Providence, do ..		10
St Joseph du Bon Pasteur, do ..		10
Hôpital Général, Pembrooke..		10
Hospice de la Miséricorde, Québec..		10
Asile des Dames Protestantes, do ..		73
Women's Christian Association, do ..		38
Asile Finlay, do ..		10
Club de la Garnison, do ..		10
Asile des Orphelins, do ..		10
Union St Joseph, St Roch, do ..		10
Sœurs de la Charité, Rimouski..		10
Hospice St Joseph, Ste Anne de la Pocatière..		10
Hôpital, St François du Lac..		10
Asile de la Providence, Ste Elizabeth..		62
Asile de la Providence, St Vincent de Paul..		10
Hôpital Général, Sorel..		80
Hospice Lajemmerais, Varennes..		31
Hospice Ste Anne, Yamachiche..		33
(Document No. 7.)		
8. <i>Baptêmes</i> :—Etat général des Baptêmes, Mariages et Sépultures du District de Montréal, pour 1884 et 1885.....(Document No. 8.)		10, 210
9. <i>Statistiques Judiciaires</i> :—Extraits des rapports des —pour l'année 1885.....(Document No 9.)		25
10. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la Province de Québec pour l'année 1885.....(Document No 10.)		25
11. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière Session, qu'il a imprimés et distribués, et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.(Document No 11.)	Par Message,	25
11½. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat détaillé des droits, taux, confiscations, amendes, remis par le Lieutenant- Gouverneur, du 13 avril 1885 au 13 avril 1886 (Document No 11½.)		35
12. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat des—De la Province provenant de toutes sources du 1er Juillet 1885 au 31 Mars 1886. (Impression ordonnée, 41.).....Document No 12.)		41
13. <i>Service civil</i> :—Copie des Ordres en Conseil passés depuis la dernière Session concernant le nomi- nations et promotions faites dans le— (Document (No 13.)		57

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS PRÉSENTÉS

No des Doc. de la Session.	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
14. <i>Bureau de santé pour Québec</i> :—Copie de la correspondance touchant la formation d'un— (<i>Document No. 14.</i>)	Par ordre 37	57
15. <i>Bellechasse</i> :—Copie de la lettre de M. Faucher de Saint-Maurice, demandant du délai pour le paiement des arrérages d'intérêt dus par les Colons de Bellechasse.....(<i>Document No. 15.</i>)	Par ordre 23	57
16. <i>Collection des manuscrits</i> :—Quatrième volume de —, contenant lettres, mémoires, etc., relatifs à la Nouvelle-France.....(<i>Document No. 16.</i>)	.....	57
17. <i>Jugements et délibérations</i> :—Du Conseil Souverain de la Nouvelle-France (<i>Document No. 17.</i>).....	.....	57
Second volume des—, .....(<i>Document No. 17.</i>)	.....	89
18. <i>Sherbrooke</i> :— Copie de l'Ordre en Conseil fixant le montant que le gouvernement a accepté de la Ville de—, en règlement de ce qu'elle devait au Fonds d'Emprunt Municipal.— (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).....(<i>Document No. 18.</i>)	Adresse 38	92
19. <i>Ecole de navigation</i> :—Etat indiquant les noms et les titres de ceux qui ont étudié à l'— de Québec, pendant le dernier exercice. (<i>Document No 19.</i>)	Par ordre 72	93
20. <i>Prisons, Asiles</i> :—Seizième rapport des inspecteurs des—, etc., de la Province de Québec pour l'année 1885.....(<i>Document, No. 20.</i>)	Par ordre du Lieut-Gov.	424
21. <i>Primeau, Marie</i> :— Correspondance, etc., relative à l'internement et la détention de—, dans l'asile de St-Jean de Dieu.....(<i>Document No. 21.</i>)	Par ordre 72	93
22. <i>Licences, Acte Fédéral des</i> :—Etat des sommes payées pour faire déclarer l'inconstitutionnalité de l'acte des licences fédéral, etc. <i>Impression ordonnée, 348.</i>.....(<i>Document No. 22.</i>)	Par ordre 57	95
23. <i>Recettes et Dépenses</i> :—Etat détaillé de la somme de \$17,535.57 entrée sous " Divers," dans l'état des —de la Province, depuis le 1er juillet 1885. (<i>Document No. 23.</i>)	Par ordre 95	100
24. <i>Spencer Wood</i> :—Etat de l'estimation de la valeur du terrain et des bâtisses de—, et état des dépenses pour réparations et entretien depuis 1875. (<i>Document No. 24.</i>)	Par ordre 33	108

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>		
No des Doc. de la Session.	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
25. <i>Sociétés de Colonisation</i> :—Listes des —, qui ont reçu les \$5,000 entrées en dépense; à la page 69 des comptes publics.....(<i>Document No. 25.</i>)	Par ordre 53	108
26. <i>Chemins de Colonisation</i> :—Etat détaillé de l'emploi des \$70,000 entrées en dépenses à la page 69 des Comptes publics.....(<i>Document No. 26.</i>)	Par ordre 52	108
27a, 27b. <i>Impressions, Annonces, etc.</i> :—Etat des sommes payées, en 1885, dans chaque département pour —, annonces et papeterie. <i>Impression ordonnée, 348</i>.....(<i>Doc. Nos. 27a et 27b.</i>)	Par ordre 61	115, 425
28. <i>Dette non consolidée</i> :—Etat de la —, qui a produit les \$18,955.79 d'intérêts payés depuis le 1er juillet 1885.....(<i>Document No. 28.</i>)	Par ordre 95	115
29. <i>O'Sullivan, H.</i> :—Copie de la correspondance entre le gouv.—et—, au sujet d'une route ralliant les chemins de fer du Nouveau-Brunswick à l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique, etc. (<i>Impression ordonnée, 429</i>).....(<i>Document No. 29.</i>)	Par ordre 24	115
30. <i>Hébert, M.</i> :—Copie de la correspondance à propos des Statues qui doivent être placées au Palais Législatif de Québec.....(<i>Document No. 30.</i>)	Adresse 43	115
31. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat du —, du Bas-Canada.....(<i>Document No. 31.</i>)	.....	115
32a. <i>Fortin, L. N.</i> :—Etat des sommes payées à —, comme surintendant des travaux de colonisation depuis sa nomination.....(<i>Document No. 32a.</i>)	Ordre du 20 Avril 1885	149
32b. <i>Fortin, L. N.</i> :—Etat de toutes les sommes payées à —, depuis le dernier rapport; avec copie de tous ses rapports comme surintendant général de colonisation.....(<i>Document No. 32b.</i>)	Par ordre 160	220
33. <i>Pacaud, Charles</i> :—Correspondance entre le Gouvernement et —, au sujet du lot No. 17 du 1er rang du canton d'Irlande.....(<i>Document No. 33.</i>)	Ordre du 6 Mai 1885	149
34. <i>Aliénés</i> :—Etat des sommes reçues des municipalités pour l'entretien des —, etc. (<i>Document No. 34.</i>)	Par ordre 61	149
35. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat de l'emploi des \$143,000 payées depuis le 1 ^{er} Juillet 1884 pour —. (<i>Impression ordonnée, 348</i>).....(<i>Document No. 35.</i>)	Par ordre 95	161

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
36. <i>Girouard, D.</i> :—Ordre en Conseil et documents relatif à l'emploi de—, comme Conseil dans l'affaire de The Colonial Building and Investment Association.....(<i>Document No. 36.</i>)	Adresse 58	161
37. <i>St-Cyr, M.</i> :—Copie du rapport d'un voyage au Labrador Canadien par M—. (<i>Impression ordonnée, 429</i>).....(<i>Document No. 37.</i>)	Adresse 53	180
38. <i>Taxe sur exhibits</i> :—Etat des sommes payées par la Province pour faire déclarer l'inconstitutionnalité de la—, etc. (<i>Impression ordonnée, 348</i>). .....(<i>Document No. 38.</i>)	Par ordre 37	187
39. <i>Faribault, George</i> :—Copie de la correspondance au sujet des manuscrits de feu—. (<i>Impression ordonnée, 348</i>).....(<i>Document No. 39.</i>)	Par ordre 159	193
40. <i>Bureau de santé</i> :—Ordre en Conseil nommant un bureau central de santé, commission, etc. (<i>Document No. 40.</i>)	Adresse 23	193
41. <i>Deschamps, C. E.</i> :—Liste des municipalités de la Province de Québec, compilée par—. (<i>Document No. 41.</i>)	.....	193
42. <i>Réclamations contre le gouvernement</i> :—Motion pour un état de tous les montants payés sur réclamations depuis le 30 Juin 1885 ; amendement (pour réclamations antérieures,) adopté. Motion adoptée telle qu'amendée. (<i>Impression ordonnée, 348</i>) .....(<i>Document No. 42.</i>)	Par ordre 157	213
43. <i>Terrebonne</i> :—Copie de la correspondance relative à la nomination d'un juge résidant dans et pour le district de —.....(<i>Document No. 43.</i>)	Adresse 198	215
44. <i>Emprunts</i> :—Etat des sommes payées à même les emprunts autorisés par la 45e Vict., ch. 18 et 46 Vict., ch. 11. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).....(<i>Document No. 44.</i>)	Par ordre 197	220
45. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil No. 222, concernant la compagnie du chemin de fer de la—.....(<i>Document No. 45.</i>)	Adresse 197	220
46. <i>Sommes payées par la province</i> :—Etat total des—, depuis 1867 jusqu'à 1885 pour écoles de réformes et d'industries, chemins de fer, colonisations, etc., etc. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).....(<i>Document No. 46.</i>)	Par ordre 177	228

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS PRÉSENTÉS

47. <i>Elections</i> :—Rapport supplémentaire sur les élections partielles qui ont eu lieu depuis les élections générales en Décembre 1881. (Document No. 47.)	Par ordre 159	226
48. <i>Association Mutuelle de Prévoyance du Canada</i> :—Etat des affaires de l'—. Liste des réclamations, etc., etc.....(Document No. 48.)	Adresse 72	243
49. <i>Chemins à Barrières de la rive Nord</i> :—Copie de la pétition de la Commission des— ; demandant de l'aide.....(Document No. 49.)	Par ordre 215	244
50. <i>Licences</i> :—Copie des jugements au sujet de la constitutionnalité de l'acte fédéral sur les—. (Impression ordonnée, 348).....(Document No. 50.)	Adresse 216	244
51. <i>Sherbrooke</i> :—Détail de la somme payée par la ville de—, à compte du fond d'emprunt municipal. (Impression ordonnée, 348).....(Document No. 51.)	Par ordre 198	244
52. <i>Dansereau, C. A.</i> —Motion pour une liste des livres achetés par— ; Amendement ; Adopté. Motion principale amendée ; Adoptée..(Document No. 52.)	Par ordre 137	244
53. <i>Dette de la Province</i> :—Etat de la dette réelle de la Province depuis le 30 juin 1885, etc., etc. (Impression ordonnée, 348).....(Document No. 53.)	Par ordre 58	250
54. <i>Prémont, Joseph</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil du 7 mai 1886, accordant une extension du district d'inspection de l'inspecteur d'écoles —. (Document No. 54.)	Adresse 217	250
55. <i>Ordre en Conseil</i> :—Copie de l'ordre en Conseil No. 379 en date du 10 septembre 1883. (Impression ordonnée, 348).....(Document No. 55.)	Adresse 202	250
56. <i>Bellechasse</i> :—Copie des rapports des travaux ou pour chemins de Colonisation, en 1885, dans— (Document No. 56.)	Par ordre 217	271
57. <i>Allen, Geo. H.</i> :—Copie de la lettre de—, de Waterloo, application pour une île dans le lac de Brompton (Document No. 57.)	Par ordre 216	271
58. <i>Montmagny</i> :—Copie des requêtes par les contribuables du comté de—, demandant de l'aide pour chemins de Colonisation.....(Document No. 58)	Par ordre 217	272
59. <i>Palais Législatif</i> :—Etat des sommes payées à compte du—.....(Document No. 59.)	Par ordre 61	272

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
60. <i>Fonds de Bâtisses et de Jurés</i> :—Liste des municipalités qui sont arriérées dans le paiement au— (<i>Document No. 60.</i>)	Par ordre 61	272
61. <i>Chemins de fer</i> :—Rapport du Commissaire des— du 1 ^{er} mars 1885 au 31 mai 1886. (<i>Document No. 61.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gov.	286
62. <i>Manufacture d'empois</i> :—Correspondance concernant la demande d'une aide pour—, dans Bonaventure..... (<i>Document No. 62.</i>)	Par ordre 159	286
63. <i>Ecole de Réforme, Montréal</i> :—Copie de la correspondance à l'effet du transférer à la campagne les écoles établies pour la réforme des jeunes délinquants..... (<i>Document No. 63.</i>)	Par ordre 230	287
64. <i>Emprunts temporaires</i> :—Copie des Ordres en Conseil, autorisant les— depuis 1882. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>)..... (<i>Document No. 64.</i>)	69	287
65. <i>Palais de justice</i> :—Etat ayant rapport au—Québec. Prix du contrat, montant payé, etc. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>) .....(<i>Document No. 65.</i>)	Par ordre 61	287
66. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat détaillé, par chapitres de toutes les recettes et les dépenses de la province, depuis le 1 ^{er} juillet 1885. (<i>Document No. 66.</i>)	Par ordre 23	287
67. <i>Cie du chemin de fer du nord</i> :—Copie de la correspondance au sujet de la balance due par la—, et la Cie du Pacifique.— (<i>Impression ordonnée, 348.</i>)..... (<i>Document No. 67.</i>)	Adresse 157	321
68. <i>Thorn, Paul</i> :—Documents se rapportant au refus de paiement d'une certaine somme à—. (<i>Document No. 68.</i>)	Par ordre 215	321
69. <i>Instruction publique, comité protestant</i> :—Etat des dépenses contingentes ou autres du comité protestant de l'—, depuis 4 ans...(<i>Document No. 69.</i>)	Par ordre 198	321
70. <i>Lacroix, Trefflé</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil, No 91, nommant—, ingénieur de l'appareil calorifère du Palais Législatif. (<i>Document No. 70.</i>)	Adresse 284	321
71. <i>Palais Législatif</i> :—Etat des montants payés jusqu'à ce jour aux entrepreneurs par la construction du—, montant encore dû ou réclamé. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).....(<i>Document No. 71.</i>)	37	321

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
72. <i>Trois-Rivières</i> :—Correspondance, etc., au sujet de l'octroi accordé aux malades indigents de— (<i>Document No. 72.</i>)	Par ordre 198	322
73. <i>Banque d'Echange</i> :—Copie des jugements au sujet de la réclamation par le gouvernement de \$75,000 contre la— (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).....(<i>Document No. 73.</i>)	Adresse 23	322
74. <i>Biens des Jésuites</i> :—Copie de la correspondance relativement à la disposition des biens appartenant ci-devant à l'Ordre des Jésuites. (<i>Impression ordonnée, 348.</i>).. .....(<i>Document No. 74.</i>)	Adresse 23	322
75. <i>Carreau, J. P.</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil nommant—, Ecuier, avocat, régistrateur à St-Jean. (<i>Document No. 75.</i>)	Adresse 334	359
76. <i>Cadastrés</i> :—Liste des comtés où le cadastre est en vigueur ; et de ceux qui ne sont pas encore cadastrés.....(<i>Document No. 76.</i>)	Par ordre 216	359
77. <i>Rimouski, orphelinat agricole</i> :— Copie de la correspondance entre Monseigneur Guay et le gouvernement au sujet de l'établissement d'un—.....(<i>Document No. 77.</i>)	Par ordre 280	359
78. <i>Chemin de fer du nord</i> :—Motion pour un état de toutes les sommes payées depuis la livraison du—(<i>M. Desjardins</i>) ; Amendement (<i>M. Gagnon</i>) ; Débats, 195. Débat repris ; Amendement adopté ; Motion ainsi amendée, adoptée. (<i>Impression ordonnée, 410.</i>).....(<i>Document No 78.</i>)	Par ordre 197	407
79. <i>Codification</i> :—Sommes payées pour la première et seconde commissions de la—des lois au 30 mai 1886.....(<i>Document No. 79.</i>)	.....	407
80. <i>Asiles des aliénés</i> :—Correspondance au sujet de la mise en force de l'acte 48 Vict., chap. 73, concernant les—. Aussi copie du rapport du Dr Howard pour 1885, concernant l'asile de la Longue Pointe.... .....(<i>Document No. 80.</i>)	138	424
81. <i>Rougemont</i> :—Traités, mémoires, documents, etc., se rattachant à l'établissement de la ferme modèle de Rougemont.....(<i>Document No. 81.</i>)	73	424
82. <i>Taxe sur exhibits</i> :—Copie des jugements tant du Conseil privé que devant les Cours du pays concernant la—..... .....(<i>Document No. 82.</i>)	Adresse du 16 mars 1885	425

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS PRÉSENTÉS

83. <i>Commissaires</i> :—Etat des sommes payées aux—, nommés en vertu de l'acte de cette Province, 47 Vict., ch. 3..... (Document No. 83.)	Par ordre 218	425
A. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Copie de tous comptes pour l'impression du rapport des commissaires de l'—.	Par ordre 37	
B. <i>Recettes et dépenses de l'Assemblée Législative</i> :—Etat des— de l'Assemblée Législative du 1er Juillet 1884 au 30 Juin 1885.	25	
C. <i>Bender, E. P.</i> :—Copie de la correspondance se rattachant à l'organisation d'une compagnie pour l'exploitation des pêcheries de la Côte Nord.	Par ordre 157	
D. <i>Bellechasse</i> :—Copie des noms et résidences de ceux à qui, dans Bellechasse, des remises d'arrérages d'intérêts ont été faites depuis le 1er Janvier, 1882.	Par ordre 23	
E. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du conservateur de la Bibliothèque de la Législature.	IIIe Règle	10
F. <i>Bibliothèques agricoles</i> :—Copie de toutes lettres et requêtes demandant la fondation de—, dans cette Province.	Par ordre 348	
G. <i>Blaichlock & Kempt</i> :—Copie des rapports de MM.—, au sujet de certains terrains dans l'Ange-Gardien, comté de Rouville.	Par ordre 285, 355	
H. <i>Boutet</i> :—Copie des comptes de construction de l'échafaud de la femme—.	Par ordre 202	
I. <i>Bureau du Trésor</i> :—Copie de tous les rapports faits depuis le 1er juillet 1884 par le—	Par ordre 198	
J. <i>Casernes des Jésuites</i> :—Correspondances se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de—	Adresse 24	
K. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—, donnés par les officiers publics du Gouv. de la Province de Québec, du 15 mars 1885 au 14 août 1886.	.....	46
L. <i>Charlebois, A.</i> :—Etat détaillé des sommes réclamées par—, pour ouvrages extra, etc.	Par ordre 159	
M. <i>Chemin de fer</i> :—Copie de la correspondance entre le Gouv. et le Rév. M. Boulet et autres, au sujet d'une voie ferrée qui passerait sur les terres s'étendant sur les confins de Dorchester, Bellechasse, etc.	Par ordre 171	

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
N. <i>Codification</i> :—Etat des dépenses encourues jusqu'à ce jour, pour la refonte de Statuts.	Par ordre 216	
O. <i>DeCazes, Paul</i> :—Etat de toutes les sommes payées à—, depuis le 2 Mars 1878.	Par ordre 198	
P. <i>Defoy, J. A</i> :—Copie du rapport de J. A. Defoy au sujet de la plainte de G. Talbot contre le régistrateur de Montmagny.	Par ordre 159	
Q. <i>Desjardins, G. A</i> :—Etat de toutes les sommes payées à—, depuis le 1er Juillet 1879.	Par ordre 280	
R. <i>Desjardins, L. G</i> :—Copie du compte d'impression des discours de—, Ecuier M. P. P., depuis le 1er Janvier 1882.	Par ordre 176	
S. <i>Deschênes, G. H</i> :—Copie de toute correspondance, etc., au sujet des droits que le dit G. H. Deschênes peut devoir au Gouvernement.	Adresse 351	
T. <i>Division d'enregistrement</i> :—Copie de la correspondance entre le Gouvernement et M. Faucher de St-Maurice au sujet de certains changements à apporter dans chaque—.	69	
W. <i>Drapeau, Charles</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil nommant—, surintendant des Travaux Publics de Colonisation.	Adresse 284	
V. <i>Employés surnuméraires</i> :—Rapport indiquant les noms des—, dans chaque département depuis le 30 Juin 1883.	Par ordre 160	
W. <i>Fête des arbres</i> :—Copie de toutes correspondances depuis le 1er mars 1885 concernant la— ; nombre d'arbres plantés, etc.	Par ordre 349	
X. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Etat de la condition exacte du—	Par ordre 30.	
Y. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :— Etat de toutes les sommes reçues jusqu'à ce jour des municipalités endettées au—	Par ordre 61	
Z. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Correspondance, etc, se rapportant à l'emprunt fait au—, par la ville de Longueuil et le village du bassin de Chambly	Par ordre 198	
AA. <i>Fonds d'emprunt Municipal</i> :—Copie de tous ordres en Conseil se rapportant à la réclamation du Gouv. contre la ville de Sorel au sujet du— Voir <i>Sherbrooke</i> .	Par ordre 280, 282	

DOCUMENTS :—*Suite.*No des Doc.
de la Session.

ORDONNÉS PRÉSENTÉS

BB. <i>Fraserville et Edmundston</i> :—Copie de toute correspondance au sujet des lettres patentes ou chartes qui peuvent avoir été obtenues pour la construction d'un chemin de fer de Fraserville à Edmundston, etc., etc.	Adresse 332	
CC. <i>Hurteau, H.</i> :—Copie des ordres en Conseil nommant et démettant—, surintendant de Colonisation.	Adresse 284	
DD. <i>Langelier, J. C.</i> :—Etat de toutes les sommes payées à—, depuis le 2 mars 1879.	Par ordre 199	
EE. <i>Lépine</i> :—Copie du <i>nolle prose qui</i> , dans l'affaire <i>in re la Reine vs Lépine</i> , de Montmagny.	Adresse 159	
FF. <i>Livres</i> :—Liste des— publiés dans la Province ou ailleurs et qui ont été achetés et distribués cette année par le surintendant de l'Instruction Publique.	Adresse 68	
GG. <i>Mandats spéciaux</i> :—Liste des — émanés depuis le 30 Juin 1885, donnant leurs dates, montants, etc.	Par ordre 52	
HH. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des rapports du Conseil Exécutif autorisant l'émission des —, du 1er Juillet 1885 au 28 Avril 1886.		80
II. <i>Montréal et Sorel</i> :—Copie de la correspondance au sujet d'une demande d'octroi par la compagnie du chemin de fer de—.	Par ordre 177	
JJ. <i>Murray, John</i> :—Etat faisant voir la quantité et le prix de la pierre destinée à la prison de Montréal, depuis 1883.	Par ordre 218	
KK. <i>Nouveau-Brunswick et Canada</i> :—Cie ch. de fer du— Copie de toute correspondance à propos d'un subside en terres accordé à la Cie du chemin de fer de la Rivière-du-Loup au Nouveau-Brunswick, etc.	Adresse 332	
LL. <i>Palais de justice, Québec</i> :—Somme reçue pour assurance; montant payé jusqu'à ce jour pour construction; copie de toutes requêtes des membres du Barreau, etc.	Par ordre 197	
MM. <i>Puyjalon, Henri de</i> :—Copie du dernier rapport sur le Labrador Canadien, par—.	Par ordre 217	
NN. <i>Rapports en conseil</i> :—Etat des—et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Vict., ch. 9, clause 47, préparé par l'Auditeur de la Province.		16

DOCUMENTS :—*Suite.*

No des Doc.
de la Session.

	ORDONNÉS	PRÉSENTÉS
OO. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etat des — de la province depuis le dernier rapport jusqu'au 1er mai courant.	Par ordre 159	
PP. <i>Recettes et dépenses de la Province</i> :—Motion pour un état comparatif des —, depuis 1878-79 jusqu'à 1884 85. Amendement pour substituer les mots "depuis la confédération" aux chiffres "1878 79," négative; autre amendement substituant les chiffres "1877-78" à "1778-79" adopté. Motion, ainsi amendée, adoptée.	Par ordre 157	
QQ. <i>Robidoux, J. E.</i> :—Etat de toutes les sommes payées à —, en 1879.	Par ordre 199	
RR. <i>Robin, Charles, MM., & Cie</i> :—Copie des correspondances au sujet des secours demandés en faveur des pêcheurs réduits à la misère par la suspension des affaires des maisons—et MM. LeBoutillier & Frères.	69	
SS. <i>Rimouski, Société d'Agriculture</i> :— Copie de toute requête de la Société d'Agriculture de Rimouski, se plaignant de ce que l'octroi auquel elle a droit ne lui a pas été payé.	Par ordre 349	
TT. <i>St-François, District</i> :—Etat détaillé pour le —, des recettes et des dépenses depuis 1867, y compris les contributions aux fonds de bâtisses et des jurés. Aussi un état semblable pour tous les autres districts de la Province.	Par ordre 280	
UU. <i>St-Gervais</i> :—Copie d'une requête par le Rév. M. Gingras et autres demandant de l'aide pour l'établissement d'une manufacture de beurre à St-Gervais, Bellechasse.	Adresse .95	
VV. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Copie de la correspondance échangée à propos de la dette municipale contractée par la paroisse de St-Michel de Bellechasse.	Par ordre 349	
W W. <i>Tellier, Louis</i> :—Copie de toutes les sommes payées par le Gouvernement à —, Ecr, avocat de St-Hyacinthe, depuis 1876.	Par ordre 176	
XX. <i>Terres à bois</i> :— Copie de toute correspondance ayant rapport à l'acte 46 Vict., ch. 9; aussi état distinguant les —, de celles propres à la Colonisation.	Par ordre 216	

DORCHESTER, chemin de fer passant par—. Voir *Chemin de fer par les Comtés du Sud*.

DOW, WILLIAM :—Pétition demandant un acte définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow, etc., 16. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. *Stephens*); Renvoyé au Comité de Bills privés, 55. Rapporté amendé, 78. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 110. Par le Conseil avec amendements, 169. Considérés, 170. Adoptés, 173. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 90.)

DRAPEAU, CHARLES: Voir *Documents*, U.

DRUMMOND,—compagnie du chemin de fer du comté de,—Pétition demandant un acte d'incorporation, 92. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. *Girouard*); Présenté, 107. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 138. Rapporté amendé, 170. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 181. Par le Conseil, 340. S. R., 432. (49-50 Vict. c. 81).

ÉCOLE de médecine vétérinaire de Montréal,—incorporée. Voir *Montréal*.

ÉCOLE DE NAVIGATION, Québec. Voir *Documents*, 19.

ÉCOLES DE RÉFORME:—Bill pour amender de nouveau le statut 32 Vict., ch. 18, concernant les écoles de réforme, (l'honorable M. *Blanchet*), 18. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 301. Par le Conseil, 364. S. R., 430. (49-50 Vict. ch. 28.)

ÉCOLES DE RÉFORME, Montréal. Voir *Documents*, 63.

ÉCOLES D'INDUSTRIE:—Bill pour amender de nouveau le statut 32 Vict., ch. 17, concernant les écoles d'industrie, (l'honorable M. *Blanchet*), 18. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 128. Considéré; Rapporté; Passé, 191. Par le Conseil, 278. S. R., 430. (49-50 Vict. ch. 29.)

ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE:—Sommes payées depuis 1867 pour—. Voir *Documents*, 46.

ELECTIONS:—Rapport supplémentaire depuis 1881. Voir *Documents*, 47.

ELECTIONS :

1. Mandats émis durant la vacance :

Districts électoraux.	En remplacement de	Pourquoi.
Drummond et Arthabaska....	William Watts, Ecuier....	Résigné 1.
Joliette	Vincent-P. Lavallée, Ecr...	Nommé Conseiller Lég. 2.
Lotbinière.....	Hon. H. G. Joly	Résigné, 1.
Verchères.....	Abraham Bernard, Ecuier	Election annulée.....

2. Jugement dans l'élection contestée de Mégantic, 4; Verchères, 6.

Voir *Documents*, 47.

EMPLOYÉS surnuméraires: Voir *Documents*, V.

EMPRUNTS: Voir *Documents*, 44.

EMPRUNTS temporaires. Voir *Documents*, 64.

ENREGISTREMENT, bureau d'— à Tadoussac. Voir *Tadoussac*.

ENREGISTREMENT, division d'—. Voir *Documents*, T.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE:—Fonds de pensions des fonctionnaires de l'—
Voir *Fonds de pensions*.

ETUDIANTS dans les professions libérales qui ont servi dans l'expédition du Nord-Ouest. Voir *Professions libérales*.

EXAMINATEURS:—Bureau d'—à Notre-Dame du Lac St-Jean. Voir *N.-D. du Lac St-Jean*.

EXHIBITS, Taxe sur—. Voir *Documents*, 38, 82.

EXPLOITATION DES GAZ COMBUSTIBLES:—Voir *Gaz Combustibles*.

FARIBAUT, GEORGE:—Voir *Documents*, 39.

FARNHAM:—Pétition demandant un acte pour amender l'acte incorporant la ville de Farnham. (40 Vict., chap. 47.) 34. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Spencer); Renvoyé au Comité des Bills privés, 55. Délai prolongé pour rapport, 191. Rapport, 226. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 263. Par le Conseil, 423. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 52.)

FAUCHER DE SAINT-MAURICE M:—146, 171, 332, 392. Nom de M. Faucher entré pour et contre sur liste de division, 392. Voir *Votes*, 7, 17, 19, 20.

FÉDÉRAL, octroi par le Gouvernement—, pour chemins de fer dans la Province. Voir *Dette consolidée et Octroi Fédéral*.

FÊTE DES ARBRES:—Voir *Documents*, W.

FLYNN, l'Hon. M:—177. Voir *Votes*, 4.

FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS:—Liste des municipalités arriérées dans le payement au—. Voir *Documents*, 60.

FONDS DE BATISSES ET DE JURÉS:—Voir *Documents*, TT.

FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL:—Voir *Documents*, 18, 31, 51, X, Y, Z, VV, AA.

FONDS DE PENSIONS DES INSTITUTEURS:—

1. La Chambre devant se former en Comité sur des résolutions relatives au fonds de retraite et de pensions en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 243. Le Comité délibère, 295. Résolutions rapportées, 298. Adoptées, 301.

FONDS DE PENSIONS DES INSTITUTEURS :—*Suite.*

2. Bill relatif au fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire, (L'Hon. M. *Blanchet*) ; Présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 301. Considéré ; Rapporté ; Passé, 338. Par le Conseil avec amendements, 408. Considérés et rapportés, 408. S. R., 433. (49-50 Vict., ch. 27.)

FORTIN, L. N. :—Voir *Documents*, 32a, 32b.

FRASERVILLE A EDMUNDSTON :—Cie du chemin de fer de—. Voir *Documents*, BB.

FRONTENAC DE QUÉBEC :—Incorporation du Cercle—. Voir *Cercle Frontenac*.

FULTON, J. N. :—Pétition demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres John Napier Fulton, 31. Rapport de l'avis, 39 ; Bill (M. *Boyer*), 40. Renvoyé au Comité des bills privés, 49. Rapporté amendé, 79. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 121. Par le Conseil, 169. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 94).

GAGES DES JOURNALIERS :—Pétition demandant un acte exemptant de la saisie les—, 31. Bill présenté (M. *Stephens*), 49..

GAGNON, M. 58, 179, 186, 277, 283, 328, 361, 384, 411 :—Plainte faite contre—. Rappel à l'ordre par M. l'Orateur, 140. M. *Gagnon* se retire de la Chambre, 140. Motion de censure (M. *Nante*) ; Objection maintenue par M. l'Orateur ; Motion d'ajournement (L'Hon. M. *Mercier*) ; Négative, 141. Autre motion de censure (M. *Deschênes*) ; Débats ; Objection renvoyée par M. l'Orateur ; débats ajournés, 142. Déclaration de M. *Gagnon* retirant les paroles dont il s'est servi, 145. Ordre pour la reprise des débats sur motion de censure, déchargé, 145. Voir *Votes* 3, 6, 10, 22, 27, 30, 33, 44, 51.

GALE, JOHN V. :—Motion (L'Honorable M. *Mercier*) pour la nomination d'un comité spécial chargé de s'enquérir de toutes les circonstances se rattachant à la défalcation de \$51,527.32 dans le Dépt. des Terres de la Couronne ; Amendement (M. *Desjardins*), que l'enquête soit faite par le comité des comptes publics ; Amendement adopté ; Motion adoptée telle qu'amendée, 53. Une interpellation est faite au sujet de l'affaire *Gale* ; objecté que cette interpellation, telle qu'elle est faite, n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'elle ne peut être posée, 66. Voir *Comptes Publics*.

GARNEAU, L'HON. M. :—76, 81, 83, 89, 95, 104, 108, 111. Voir *Votes* 23, 28.

GAZ COMBUSTIBLES, Compagnie de :—

1. Pétition demandant un acte d'incorporation, 70. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. *Gauthier*), 74. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 93. Rapporté amendé, 180. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 213. Considéré de nouveau ; Amendé, 263, 275. Motion pour 3^{ème} lecture ; Amendement pour renvoyer la 3^{ème} lecture à 6 mois ; Objecté ; M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, 281. Autre amendement ; débats, 293. Débats repris ; Amendement négatif ; Bill lu la 3^{ème} fois sur division et passé sur division, 308. Honoraire remis, 424.

GAZ COMBUSTIBLES, ETC :—*Suite.*

2. Bill (Du Conseil Législatif) pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province ; Présenté (M. *Poupore*), 425. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 425. Ordre pour le renvoi à Lundi prochain de la prise en considération par le Comité général, rescindé, Considéré ; Rapporté ; Passé, 426. S. R., 430. (49-50 Vic., c. 74.)

GAZ DE MONTRÉAL : — Compagnie du —. Acte d'incorporation amendé. Voir *Montréal, Cie du Gaz.*

GAUTHIER, M :—La Chambre s'ajourne comme témoignage de respect en apprenant son décès, 349. Voir *Votes*, 28.

GIARD, LOUIS :—Motion pour qu'une copie du travail fait par M.—, sur les érections civiles des municipalités scolaires, soit mis devant cette Chambre ; débat ; Motion retirée, 157.

GIROUARD, D. :—Voir *Documents*, 36.

GIROUARD, J. E. :—Certificat de son élection, 4. Prête serment et prend son siège, 7. Motion, 344. Voir *Votes*, 42.

GRAND NORD :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte 46 Vict., chap 87, intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer le Grand Nord," 70. Rapport de l'avis, 79. Bill (M. *Nantel*) ; Présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 79. Rapporté amendé, 98. Considéré en Comité général ; Rapporté, 111. Lu la 3^{ème} fois et Passé, 121. Par le Conseil, 188. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 79.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Son certificat de l'élection des Membres pour les Districts électoraux suivants :

Pages du Journal.	Districts Electoraux.	Membres.
3	Joliette	Joseph N. Alfred McConville.
3	Lotbinière.....	Ed. Hyppolite Laliberté.
3	Drummond et Arthabaska.....	Joseph E. Girouard.
130	Verchères.....	Abraham Bernard.

HÉBERT, M :—Voir *Documents*, 30.

HOCHELAGA :—Pétition de la corporation de Montréal ; demandant des amendements à l'acte concernant les commissaires d'école d'—, reçue et lue et renvoyée au Comité des Ordres Permanents, 114.

HOME RULE :—Voir *Votes*, 15.

HOPITAL DU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte incorporant l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec, 16. Rapport de l'avis, 29. Bill (M. *Shehyn*), 40. Renvoyé au comité des Bills privés, 49. Rapporté amendé, 73. Considéré en comité général; rapporté progrès, 83. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 104. Par le Conseil, 169. Honoraire remboursé, 269. S. R., 431. (49-50 Vict. ch. 61.)

HOWARD, Dr: Voir *Documents*, 80.

HUISSIERS :—Pétition demandant un acte incorporant la corporation des—, de Montréal, 38. Rapport de l'avis, 88. Bill (du Conseil Législatif); Présenté (M. *LeBlanc*); Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des Bills privés, 188. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapporté que le préambule n'est pas prouvé, 226.

HULL :—

1. Pétitions demandant que le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa soit transféré d'Aylmer à Hull, 38, 46, 70, 78, 92, 106, 226.
2. Pétitions contre; 86, 92.
3. Sommes votées pour les incendiés de la cité de Hull, 171, 344.

Voir *Adresses*, 2. Voir *Ottawa*.

HURTEAU, T. :—Voir *Documents*, CC.

HYGIÈNE :—

1. La Chambre devant se former en Comité sur des résolutions relatives à la commission provinciale d'hygiène, 243. Signification de la recommandation de Son Honneur; La Chambre en comité; Résolutions rapportées et adoptées; Renvoyées au comité général sur bill (voir *infra*, 2) 251.
2. Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène, et pour d'autres fins concernant la santé publique. (L'Hon. M. *Taillon*); Présenté, 131. Motion pour 2ème lecture; Amendement pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois; Débats, 180. Débats repris; Amendement négatif; Bill lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité spécial, 181. Premier rapport, 183. Rapporté amendé, 210. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 245. Résolutions adoptées et renvoyées au Comité général sur ce Bill, 251. Considéré; Amendé; Rapporté, 251. Passé, 338. Par le Conseil, 423. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 38.)

IBERVILLE :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte incorporant la ville d'Iberville, 22 Vict., c. 64 et l'acte 43-44 Vict., c. 63, amendant cet acte d'incorporation, 62. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. *Demers*); 75. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 132. Rapporté amendé, 170. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 180. Par le Conseil avec amendements, 278. Considérés, 278. Amendés et renvoyés au Conseil, 302. Adoptés par le Conseil, 320. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 48.)

INDUSTRIES :—Comité permanent des—, nommé, 9, 30. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 86.

IMMEUBLES :—Vente d'—, dans certaines paroisses dans les districts ruraux. Voir *Ventes d'Immeubles*.

IMPRESSIONS :—

1. Comité collectif des— ; Membres nommés par l'Assemblée, 18. Message envoyé au Conseil, 18. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 30. Premier rapport ; Recommandant que le *Quorum* soit réduit à sept, 107. Message au Conseil, 107. Message du Conseil, 130. Second rapport, 348. Adopté, 409.
2. Documents dont l'impression est ordonnée par le Comité, 348.
3. Liste des documents dont l'impression est ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.
4. Documents dont l'impression est ordonnée sans renvoi au Comité, 44, 70, 410, 428.
5. Motion (que le document No. 72 de la Session précédente soit imprimé,) renvoyée au Comité des impressions, 334.
6. Impressions, annonces, papeteries, etc. Voir *Documents*, 27.

IMPRESSIONS. ANNONCES, ETC :—Voir *Documents*, 27a, 27b.

IMPRIMEUR DE LA REINE, Rapport de l'—. Voir *Document*, 11.

INHUMATIONS ET EXHUMATIONS :—Bill pour amender le chapitre 21 des Statuts Refondus pour le B.-C., concernant les— et les exhumations, (l'honorable M. Taillon) ; Présenté, 227. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 301. Considéré ; Amendé, 319.

INSTITUTEURS :—Fonds de pensions des—. Voir *Fonds de pensions*.

INSTITUTIONS :—Certaines—autorisées à prêter et placer de l'argent dans cette province. Voir *Corporations étrangères*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX, ETC. :—Voir *Document*, 7.

INSTITUT TRAFALGAR :—Pétition demandant un acte pour augmenter les pouvoirs de l'Institut Trafalgar, 92. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. Stephens) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 99. Rapporté amendé, 148. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Lu la 3ème fois, 162. Passé, 180. Par le Conseil avec amendements, 237. Considérés et adoptés, 238. Honoraire remboursé, 216. S. R., 432. (49-50 Vic., c. 65.)

INSTRUCTION PUBLIQUE :—

1. Rapport du Surintendant.—Voir *Document*, 5.
2. Etat financier de 1885.—Voir *Document*, 5.
3. Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique. (L'Hon. M. Blanchet) ; Présenté, 186. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 245. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 319. Lu la 3ème fois et Passé, 322. Par le Conseil, 423. S. R., 432. (49-50 Vic., c. 25.)

Voir *Notre-Dame du Lac St-Jean*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, 46, 69.

IRELAND CANTON, Lot No 17 :—Voir *Document*, 33.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Asselin, 68, 279.
Bergevin, 280.
Bernatchez, 41, 71, 194, 214.
Boyer, 194, 229.
Cameron, 135.
Caron, 327.
Casavant, 50.
Désaulniers, 71.
Deschênes, 229.
Duhamel, 266.
Faucher de Saint-Maurice, 20, 29, 33, 51, 94, 136, 137, 229, 279, 336, 337.
Frégeau, 326.
Gagnon, 21, 36, 49, 51, 68, 71, 94, 135, 136, 156, 170, 193, 215.
Garneau, 21, 50.
Gauthier, 193, 266.
Girouard, 36, 41, 50, 136, 155, 214, 215, 266, 267.
Laliberté, 71.
LeBlanc, 350.
Lemieux, 326.
Marchand, 93.
Marcotte, 194.
Marion, 51.
Martin, 50.
Mercier, 20, 27, 33, 35, 41, 64, 134, 156, 194, 214, 228, 230, 268, 280, 355, 359, 397.
Nantel, 170.
Paradis, 397.
Picard, 266, 267.
Poulin, 268.
Poupore, 350.
Rinfret dit Malouin, 193.
Robidoux, 279.
Shehyn, 228, 279, 419.
St. Hilaire, 49.
Stephens, 52, 68.
Turcotte, 36, 50.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :—

Acte des licences fédéral, remboursement des frais par le gouv. féd., 36.
Aliénés, entretien des—, par les municipalités, 41, 68, 135.
Anciens députés, distribution des documents parlementaires, 326.
Ange Gardien, comté de Rouville, terrains dans—, 268.
Archevêché de Québec, terrain vacant de l'ancien parlement—, 93.
Armagh, pont sur la rivière du Sud, 20.
Arpin et al, vs le gouvernement, 327.
Asile de Beauport, 68.
Association Mutuelle de Prévoyance du Canada, 29.

Baie des Chaleurs, Cie du chemin de fer de la—, 136.
Balances en banque appartenant au Gouv., 52.
Banque d'Echange, 28.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Banque Jacques-Cartier, 28.
Beaubien, Louis, 266.
Beaugrand, M., 20.
Bédard, Dr P. A., 136.
Bellechasse, Pont sur la rivière du Sud, 20.
Bérubé, A., 350.
Blaiklock et Kempt, 268.
Bois coupé par les squatters, 267.
Bonaventure, demande d'aide pour une féculerie, 156.
Bonaventure, manufacture d'empois, 50.
Bourinot, May et Todd,—traduction de—, 229, 397.
Bourinot, traduit par M. Rémillard, 229, 397.
Brach, William, 267.
Brochures sur l'hygiène, 94.
Brock, Robert, 136.
Bureau d'enregistrement de Québec, 28.
Bureau de santé, 20, 49, 94.
Bureau médical pour asiles, 68.

Cadastrés, terrains dans Missisquoi et Rouville, 268.
Carreau, J. P.—, Nomination de—, 326.
Charlebois, M.—, réclame pour dommages causés par l'explosion en 1884, 35.
Chemins à barrières de Québec, 279.
Chemins de Colonisation, Montmagny, 214.
Chemins de fer, Construction de certains—, 50, 135, 137.
Chemin de fer sur la rive sud, 71.
Chemin de fer de la rive sud, Adresse a-t-elle été présentée ? 228.
Chemin de fer du Lac St-Jean, 67.
Chemins, empiérement des—, 280.
Chemin maritime pour le Saguenay, 49.
Chemin du Pacifique, résolution au sujet du—, adoptées le 2 juin, 1884, 279.
Chicoutimi, municipalité de—, 135.
Cimon, S. X.—, Pétition de droit, 193.
Code Municipal, 32, 136.
Collins, M.—, Salaire de—, 67.
Colonisation, aide additionnelle, 279.
Colonisation, sommes votées en 1885 pour—, 20.
Commission royale, rapport de la—, Sur vente du Q. M. O. et O, 325.
Compagnie des Terres de la Puissance, 267.
Contrats d'impressions, 21.
Convocation des Chambres, 21.
Corneillier, Charles Auguste—, 397.
Courtney, M.—Rapport de—, 419.
Courval, ligne entre la Seigneurie de—, et Wendover, 267.
Curran, J. J.—, 43.

Dawson, C. P.—, 397.
Dawson & Cie, Procédure-Parlementaire, 329.
Débentures pour la construction du Palais de Justice de Québec, 65.
Defoy, J. A.—, 71.
Dépenses de l'année fiscale, 41.
Dépôts en Banques aux Trois-Rivières, 71.
Dépôts judiciaires, 194.
Désaulniers, L. L. L., 22.
Deschênes, G. H., état des droits dus au Gouvernement, 327.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Désilets, G. & frères, 214.
 Dette de la Province, 21.
Dominion Land Company, 267.
 Drummondville, Juges de Paix, 51.
 D'inn, Oscar, 29.

 Ecoles Normales, 64.
 Elections générales, 194.
 Emplacement de l'ancien parlement, 50, 93.
 Employés du gouvernement qui sont députés aux Communes, 22.
 Empièrrement des chemins, 280.
 Exploration des Comtés du Sud, 194.
 Explosion aux bâtisses du parlement en 1884, 35.
 Exposition provinciale prochaine, 22.

 Farnham, manufacture de sucre de betteraves, 135.
 Faucher de Saint-Maurice, Procédure Parlementaire, 229.
 Féculerie, demande d'aide pour une—, dans Bonaventure, 156.
 Fermes les mieux tenues, 230.
 Filteau, M., 350.
 Fonds de retraite des instituteurs, 51, 64, 193.
 Fonds d'emprunt municipal, 27.
 Fonds d'emprunt municipal, achat ou vente des créances du—, 215.
 Fonds d'emprunt municipal, réclamation contre les municipalités, 326.
 Fonds d'emprunt municipal, St-Jean, Isle d'Orléans, 230.
 Fontaine, A., 67.

 Gagnon, Horace, de Kingsey, 156.
 Gale, affaire, 42, 65, 66.
 Garneau, Histoire du Canada, 136.
Gazette Officielle, Impression de la—, 51.
 Glossaire Canadien, 29.
 Grains de semence, 32, 94.

 Histoire du Canada de Garneau, 136.
 Hurteau, H., 268.
 Hurteau, M., 22.

 Impressions, contrats d'—, 21.
 Impressions du Gouvernement, 51.
 Index des Journaux des Communes, 51.
 Inspecteurs d'Ecole, salaire des—, 194, 215.
 Instruction agricole, 230.

 Joliette, réparations au Palais de justice, 35.
Journal des Trois-Rivières ; quelles sommes payées au—, 214.
 Journée de corvée, 350.

 Kamouraska, Cour de Circuit, 22, 36, 50, 135, 156, 170.
 Kingsey, demande d'octroi, 215.
 Kingsey, demande d'aide pour un chemin, 156.

 Lac St-Jean, Cie ch. de fer du—, 67.
 Lacs et rivières, bail de certains—, 156.
 Lamarche, J. V., 93.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Landry, succession, 52.
La Santé, Pierre, réclamations de—, 155.
Licences, instructions aux percepteurs du revenu, 68, 137.
Livres destinés à l'instruction publique, 29.
- Magistrat stipendiaire aux Trois-Rivières, 50.
Maladies épidémiques, le "Parisian," 193.
Manufacture d'empois, 50.
Manufacture de sucre de betteraves, 135.
Marchand, L'Hon. F. G., quels ouvrages ont été achetés de lui, 350.
May, traduit par M. Rémillard, 229.
McGreevy, M., 28.
Missisquoi, Cadastre de—, 268.
Montant au crédit de la Province, en Juin 1885, 419.
Montmagny, chemins de colonisation, 214.
Montizambert, M., 28.
Montréal, Bill amendant la charte de la cité de—, 280, 350.
- Nicolle, Joseph, 41.
Nord-Ouest, Étudiants qui ont pris part à l'expédition du—, 215.
Norton Creek, creusement de—, 279.
- Oiseaux, temps prohibé pour tuer certains—, 136.
Ouimet, Aldéric, 397.
- Pagnuelo, S. Combien à payé à—, 195.
Palais de Justice, Montréal, 20.
Palais de Justice, Québec, 21, 23, 65.
Palais Législatif, travaux qui restent à faire, 267.
Parisian, maladies épidémiques, 193.
Pêcheries du Canada de L. Z. Joncas, 136.
Percepteurs du revenu, Instructions aux—, 68, 137.
Pontiac, aide pour palais de Justice et prison dans le comté de—, 351.
Pont sur la rivière du Sud, 20.
Pont sur la rivière Nicolet, 50.
Pont sur la rivière du Chêne, 72.
Portraits des Orateurs, 68.
Procédure-Parlementaire, par M. Faucher de St-Maurice, 229.
- Quarantaine, règlements de la—, 194.
Québec, corporation, somme due par le Gouvernement,— 350.
Q. M. O. et O., rapport de la commission au sujet de la vente du—, 325.
Quenel, shérif, 266.
Quesnel, M., réclamation de A. Robida, etc., 155.
- Rap. du Com. de l'Agr. et des T. P., quelles sommes payées pour impr. du—, 214.
Réclamations pour transport du fret en 1880-81 sur chemin de fer du Nord, 327.
Règlement de comptes de la Province, 419.
Rémillard, J. A., 397.
Rémillard, M., traduction de May et Bourinot, 229, 397.
Résolutions concernant le Pacifique Canadien, quand adresse a-t-elle été présentée ? 229.
Résolutions de l'Hon. M. Garneau au sujet du chemin de fer Pacifique, 279.
Riel, Louis, 22.
Riopel, L. J., 33.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Rivard, Salaire de M., 66.
 Robida, A., réclamations de—, 155.
 Rodier, Dr, 194.
 Rouville, Cadastre de—, 268.
 Roy, Dr, 52.
- Ste-Clotilde de Harton, 50.
 St-Cyprien, Témiscouata, 135.
 St-Jean, Isle d'Orléans, fonds d'emprunt municipal, 230.
 St-Magloire, grains de semence, 32.
 St-Michel de Bellechasse, fonds d'emprunt municipal, 230.
 St-Narcisse et St-Patrice, route, 72.
 St-Norbert d'Arthabaska, 41.
 St-Norbert d'Arthabaska, pénalité payée en 1882 par—, 36.
 Ste-Philomène de Fortierville, 71.
 Sénécal, E., & Fils, 136.
 Sheffield, sommes dues au fonds emprunt municipal par le comté de—, 326.
 Sherbrooke, Exposition provinciale, 23.
 " Somme due au fonds d'emp. mun., 27.
 " Réparations au palais de justice et prison, 134.
 Silo et Pâturage, 50.
 Société d'industrie laitière, 50.
 Squatters, bois coupé par les—, 266.
- Talbot, Godfroy, 71.
 Taux sur exhibits, 50.
 Terrain vacant de l'ancien Parlement, 68, 93.
 Terrebonne, Juge devant résider à—, 170.
 Terres à bois de chauffage, 51.
 Todd, ouvrage de—, traduction de—, 229.
 Travaux qui reste à faire au Palais Législatif, 267.
 Trois-Rivières, magistrat stipendiaire au—, 50.
 Trois-Rivières, somme votée en 1884 pour *malades indigents*, 36.
- Verchères, nouvelle élection, 20.
- Warwick, canton de—, 41.
 Warwick, pénalité payée par—, en 1882, 36.
 Wendeveer, ligne entre la seigneurie de Courval et—, 267.
 White, Richard, quelles sommes payées à—, 214.

JÉSUITES, biens des—. Voir *Documents*, 74.

JOLIETTE :—Hospice de St-Charles Barromée : Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

JOURNALIERS :—Pétition demandant un acte pour exempter de la saisie les gages des—, 31. Bill (M. *Stephens*) ; Présenté, 49.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—

1. Certains documents devant être entrés dans les journaux, 4, 57, 97, 281.
 Certaines paroles, 140.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—*Suite.*

2. Motion pour corriger la version anglaise ; Amendement, que certains mots soient ajoutés et sur objection, M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 332. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre ; Question principale proposée de nouveau et déclarée hors d'ordre par M. l'Orateur, 333. Comité spécial nommé pour s'enquérir s'il est nécessaire de faire la correction, 349. Rapport, 364. Entrée lue, et journal corrigé, 418.

JUGEMENTS et délibérations du Conseil Souverain de la Nouvelle France. Voir *Documents*, 17.

JURÉS :—La Chambre décide de se former en Comité pour considérer certaines résolutions relatives à l'assignation des Jurés ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Résolutions rapportées, 337. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 337.

JURÉS ET JURYS :—Bill pour amender la loi concernant les Jurés et les Jurys, (L'Hon. M. Taillon) ; Présenté, 337. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un Comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 357. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 10.)

KNOWLTON, DISTRIBUTING HOME :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

KNOX, ROBERT :—Pétition demandant un acte pour définir les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox, 16. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Stephens) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 55. Rapporté amendé, 79. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 121. Par le Conseil, 169. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 91.)

L'ACHIGAN, Compagnie du chemin de fer de St Jacques de—. Incorporée. Voir *St-Jacques*.

LACHINE :—Limites de la Paroisse des Saints Anges de—, définies. Voir *Saints Anges*.

LACROIX, TRÉFLÉ :—Voir *Documents*, 70.

LAC ST-JEAN :—Bureau d'examineurs à Notre-Dame du—. Voir *Notre-Dame du Lac St-Jean*.

LAC WEEDON :—Erection du— en village. Voir *St-Janvier*.

LALIBERTÉ, E. H. :—Certificat de son élection, 3. Prête serment et prend son siège, 7. Motion, 315. Voir *Votes*, 39.

LANGELIER, J. C. :—Voir *Documents*, DD.

LA PRAIRIE :—Pétition demandant un acte pour étendre les limites du village de La Prairie et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu, 70. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. Charlebois), 74. Renvoyé au comité des bills privés, 93. Rapporté amendé, 183. Ordre pour comité général ; déclaration de M. l'Orateur, 188. Motion pour instructions au comité général ; Objection ; M. l'Orateur décide que la motion est dans

LAPRAIRIE :—*Suite.*

l'ordre, 195. Motion pour Comité général ; Objection ; M. l'Orateur renvoie l'objection ; La Chambre en Comité ; Objection en Comité ; Décision du Président, 206. Appel de sa décision, 206. Le Promoteur du Bill retire la clause 4 ; La Chambre se remet en Comité ; Rapporte progrès, 245. Motion pour que la Chambre se forme en Comité sur les résolutions, 217. Objecté que la motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur maintient l'Objection, 218. Autre décision de M. l'Orateur, renvoyant l'objection soulevée contre résolutions 23. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Le Comité délibère ; Série de résolutions, 235. Rapportées et adoptées, 236. Motion pour renvoyer ces résolutions au Comité général sur le Bill ; Objecté ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 241. Autre amendement proposé et rejeté, 242. Considéré ; Rapporté progrès, 245 ; Considéré de nouveau ; Amendé, 263. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé, 293. Signification de l'approbation du Lieutenant-Gouverneur, 309. Lu la 3ème fois et Passé, 309. Par le Conseil, 364. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 58.)

Pétition contre, 86, 106.

L'ASSOMPTION :—*Hospice de la Providence :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 7.

LEBLANC :—L'Honorable M. Mercier demande que certaines paroles prononcées par M.—, soient inscrites dans les journaux, 140. Elles sont inscrites et lues ; Déclaration de M. LeBlanc, 140. Motion pour le renvoi au lendemain de la prise en considération de ces paroles, 140. Motion de censure (L'Hon. M. Marchand), 146. Amendement de M. Lemieux et sous amendement de M. Faucher de St-Maurice ; Sous amendement adopté, 146. Motion principale remplacée par le sous-amendement, 148. Voir *Votes*, 19.

LEMIEUX, M. :—263, 319. Voir *Votes*, 24, 40.

LÉPINE, Montmagny :—Voir *Documents*, EE.

L'EQUITABLE :—Pétition demandant un acte pour incorporer "La compagnie d'assurance contre le feu," l'Equitable de Montréal," 70. Rapport de l'avis, 98. Bill (Du Conseil) ; Présenté, (M. LeBlanc), 245. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 250. Rapporté amendé, 263. Considéré en comité général ; Rapporté, 275. Ordre pour 3ème lecture déchargé ; Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 292. Titre changé (Assurance contre le feu St-Laurent), 292. Amendements adoptés par le Conseil, 320. S. R., 420. (49-50 Vict., c. 71.)

LÉVIS :—*Union St-Joseph :—Etat d'affaires.* Voir *Documents*, 7.

LICENCES :—Bill pour amender la loi des licences de Québec de 1878 et ses amendements, (l'honorable M. Robertson) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 205. Considéré, 223 ; Amendé, 244. Lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 250. Par le Conseil, 364. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 3.)

Pétition demandant des amendements à loi des licences, 92.

LICENCES, Acte fédéral des—. Voir *Documents*, 22, 50.

LICENCES pour ventes des liqueurs enivrantes :—La Chambre décide de se former en comité sur résolutions concernant certaines—, 155. Signification de la recommandation de Son Honneur ; La Chambre en comité, 204. Résolutions rapportées et adoptées, 205. Bill présenté. Voir *Supra* Licences.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la Session, 8. Jour fixé pour la prise en considération, 9. Motion pour une adresse à Son Honneur, etc., 11, Voir *Adresses*, 1.
2. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 190, 204, 235, 251, 252, 295, 336, 337, 355, 401. En autant que les intérêts de Sa Majesté y sont concernés, 309.
3. Son discours à la clôture de la Session, 433.
4. Il proroge le Parlement, 433.
5. Sanctionne les Bills, 430.

Messages de Son Honneur :

6. Invitant la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil à l'ouverture de la Session, 1. A la clôture de la Session, 430.
7. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 43.
8. Transmettant les estimés, 127. Les estimés supplémentaires, 342.
9. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 25. Voir *Document*, 11.
10. Recommande certaines mesures à la Chambre, 295.

LIMITES NORD ET NORD-OUEST DE LA PROVINCE :—Comité spécial nommé pour prendre en considération la question des—, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit, 24. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 31. Second rapport (Appendice No 4, page 483), 358. Adopté, 426. Résolutions sur le même sujet adoptées, 426. Renvoyées à un comité spécial chargé de préparer une adresse au Gouverneur-Général ; Adresse rapportée et adoptée, 427. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de la transmettre, 428.

LIMITES DE LA PAROISSE DES SAINTS-ANGES DE LACHINE, définies :—Voir *Saints-Anges*.

LIMITES DE SAINTE-BARBE, COMTÉ DE HUNTINGDON, définies :—Voir *Sainte-Barbe*.

LIMITES DU VILLAGE DE LA PRAIRIE, étendues :—Voir *LaPrairie*.

LIVRES :—Voir *Document*, FF.

LOIS EXPIRANTES ET LÉGISLATION :—Comité permanent nommé, 9, 30. Premier rapport ; *Quorum* réduit à cinq membres, 34. Pouvoir donné au Comité de réunir deux Bills en un seul, 325. Second rapport, 347. Troisième rapport, 359.

LONGUEUIL, Ville de :—Voir *Document*, Z, Fonds d'emprunt municipal.

1. Bill (Du Conseil Législatif) amendant le ch. 75 de la 44-45 Vic., intitulé : Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 37 Vict., chap. 49, et l'acte qui l'amende 39 Vict., chap. 46. (M. Martel), 169. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 173. Délai prolongé pour le rapport, 192. Rapport, 226, 270. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 303. Amendements adoptés par le Conseil, 320. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 47.)

LONGUEUIL, ETC :—*Suite.*

2. Pétitions demandant un acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 34, 160. Rapport de l'avis, 73. Bill (L'Hon. M. *Turcotte*) ; 318. Objecté que ce Bill affecte des intérêts privés ; M. l'Orateur décide que c'est un bill public, 422. Renvoyé à un Comité spécial, 422.
3. Pétition demandant le rappel des clauses 229 et 230 de l'acte d'incorporation de la ville de Longueuil, 193.

LOKERBY, vente de biens de succession :—Voir *Cox*.

LOTBINIÈRE :—Cour de Circuit à Ste-Croix, comté de—, abolie :—Voir *Sainte-Croix*.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, GG. HH.

MANICOUGAN, PÉNINSULE :—Voir *Terres de la Couronne*.

MANOEUVRES frauduleuses dans les affaires municipales :—Voir *Corruption, etc.*

MANUFACTURE de beurre à St-Gervais :—Voir *Documents*, U. W.

MANUFACTURE D'EMPOIS :—Voir *Document*, 62.

MARCHANDS :—Compagnie manufacturière des—, émission d'obligations :—Voir *Compagnies Manufacturières, etc.*

MARCHAND, L'Hon. M. :—59, 177, 203, 146, 284, 379, 393. Voir *Votes*, 3, 5, 19, 22, 48, 58.

MARCOTTE, M. :—182, 283. Voir *Votes*, 1, 22.

MARTEL, M. :—44. Voir *Votes*, 15.

McCONVILLE, J. N. A. :—Certificat de son élection, 3. Prête serment et prend son siège, 7.

McSHANE, M. :—389. Voir *Votes*, 55.

MERCIER, l'Hon. M. :—177, 257, 353, 285, 180, 333, 199, 283, 126, 334, 158, 60, 125, 245, 331. Voir *Votes*, 3, 6, 12, 13, 16, 17, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 37, 50.

MINES DE QUÉBEC :—Bill pour amender de nouveau l'Acte général des mines de Québec de 1880, (l'honorable M. *Lynch*), 32. Lu la 2ème fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Lu la 3ème fois, 245. Passé, 303. Par le Conseil, 364, S. R., 431. (49-50 Vict., c. 30.)

MONTMAGNY :—Cause la Reine vs Lépine. Voir *Document*, EE.

MONTMAGNY :—Pétition pour aide pour chemins de colonisation.
Voir *Document*, 58.

MONTMAGNY :—1. pétition demandant un acte pour incorporer l'Hospice de Saint-Thomas de Montmagny, 39. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Bernatchez); Renvoyé au comité des Bills privés, 56. Rapporté amendé, 87. Considéré comité général; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil avec amendements, 169. Considérés et adoptés, 170. Honoraire remis, 199. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 62.)

Montréal :

1. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, 62. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. Stephens); Présenté, 75. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 132. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapport que le promoteur désire retirer ce Bill, 226. Motion pour retirer ce Bill, négative, 228. Pétitions contre ce Bill, 155.
2. *Asile des Dames des Orphelins Protestants* :—Etat d'affaires. Voir Documents, 7.
3. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir Documents, 7.
4. *Association des entrepreneurs* :—Pétition demandant un acte pour incorporer "l'Association des Entrepreneurs de Montréal," 34. Rapport de l'avis, 39. Bill (Hon. M. Taillon), 40. Renvoyé au Comité des Bills privés, 49. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil avec amendements, 361. Considérés et adoptés, 364. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 72.)
5. *Church Home* :—Etat d'affaires. Voir Documents, 7.
6. *Compagnie du Gaz* :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la Compagnie du Gaz de Montréal et les actes qui l'amendent, 92. Rapport de l'avis, 114. Bill (M. Martel); Présenté, 115. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Chemins de Fer, 132. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapporté, 210. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 213. Par le Conseil avec amendements, 320. Considérés et adoptés, 321. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 75.)
7. *Compagnie du chemin de fer à passagers* :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de "La Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal," et les actes qui l'amendent, et pour changer son nom en celui de "La Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal," 49ème règle suspendue. Pétition renvoyée au Comité des Ordres Permanents, 92. Rapport, 99. Rapport de l'avis, 133. Pétition reçue et lue, 100. Bill (L'Hon. M. Taillon); Présenté, 134. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 145. Rapporté amendé, 183. Considéré en Comité général; Rapporté progrès, 190. Considéré de nouveau; Amendé; Rapporté; Passé, 206. Par le Conseil, 363. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 86.)
8. *Montréal, Ecole de Réforme* :— Voir Documents, 63.
9. *Ecole de Médecine Vétérinaire* :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal, 38. Rapport de l'avis, 74. Bill (l'honorable M. Taillon); Renvoyé au Comité des Bills privés, 75. Délai prolongé pour rapport, 191. Rapporté amendé; 192. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 207. Par le Conseil avec amendements, 354. Considérés, 354. Adoptés, 365. Honoraire remboursé, 268. S. R., 431. (49-50 Vict. c. 37.)

MONTREAL :—Suite.

10. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.
11. *Prison de* :—Pierre pour la—. Voir *Documents*, JJ.
12. *Parc et Isle de Montréal* :—Pétition demandant un acte pour amender le statut 48 Vict., c. 74, intitulé : "Acte incorporant la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal," 46. Rapport de l'avis, 133. Bill, (l'honorable M. Beaubien) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 134. Rapporté, 180. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 188. Par le Conseil, 340. S. R., 431. (49-50 Vict. c. 85.)
13. *Salle d'Asile de St Vincent de Paul* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.
14. *St-Joseph du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.
15. *Sacré-Cœur de Jésus, Montréal* :—Pétition demandant un acte pourvoyant à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Montréal, 92. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. LeBlanc) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des bills privés, 104. Rapporté amendé ; 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 133. Par le Conseil avec amendements. 210. Considérés et adoptés, 211. Honoraire remis 208. S. R., 431. (49-50 Vict., ch. 45).

MONTREAL, District de—. Etat géuéral des baptêmes, mariages etc. Voir *Documents*, 8.

MONTREAL ET SOREL :—Cie du Chemin de fer—. Voir *Documents*, II.

MURRAY, JOHN :—Voir *Documents*, JJ.

NANTEL, M. :—59, 285, 392. Voir *Votes*, 13, 20, 27. Nom de M. Nantel entré *Pour* et *Contre* sur liste de division, 392.

NICOLET :—Saint-Jean-Baptiste de Nicolet :—Pétition demandant un acte pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet par la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, 46. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. Dorais) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 75. Rapporté, 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 144. Par le Conseil, 210. Honoraire remis, 237. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 42.)

NICOLET :—Séminaire de :—Pétition demandant un acte amendant le statut 22 Vict., chap. 68, intitulé : "Acte pour modifier la composition du personnel de la corporation du Séminaire de Nicolet," 34. Rapport de l'avis, 73. Bill (M. Dorais) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 75. Rapporté, 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 145. Par le Conseil, 211. Honoraire remis, 237. S. R., 431. (49-50 Vict., ch. 43.)

NORD-OUEST :—

1. Motion pour résolutions servant de base à une adresse au Gouverneur-Général au sujet d'une demande d'amnistie pour ceux qui ont pris part aux derniers troubles du Nord-Ouest ; Amendement proposé qu'il n'est pas expédient d'adopter à présent les résolutions soumises, 199. Objection est faite que cet amendement n'est pas dans l'Ordre,—M. l'Orateur renvoie l'objection, 200. Amendement adopté ; motion principale ainsi amendée, adoptée, 201. Voir *Votes*, 21, 22.

NORD-OUEST :—*Suite.*

2. Autre motion sur le même sujet 230. Amendement proposé et adopté, 231. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 232.
3. Autre motion sur le même sujet ; deux amendements proposés, 283. Premier amendement adopté, autre amendement proposé et adopté ; Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 284.
4. Etudiants qui ont pris part à l'expédition du—Voir *Professions libérales.*

NOTARIAT :—Code du—

1. Bill pour amender l'article 220 du code du notariat, (M. Gagnon) ; Présenté, 80. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté, 415. Passé, 420. Par le Conseil, 424. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 20.)
2. Bill pour rendre valides certains actes notariés, (M. LeBlanc) ; Présenté, 116. Seconde lecture négative, 340.
3. Bill pour amender le code du notariat (M. Poulin) ; Présenté, 70. Lu la 2^{ème} fois ; Question d'urgence pour la passation de ce Bill proposée et sur objection déclarée hors d'ordre, 339. Question d'urgence négative, 351. Question que les règles 19 et 24 des Ordres permanents soient suspendues et que l'ordre du jour par rapport à ce Bill soit appelé maintenant, négative, 352. Considéré ; Amendé ; Rapporté 354. Considéré de nouveau, 410. Renvoyé de nouveau à un comité général pour y amender une clause ; Objection en comité ; Appel fait de la décision du Président ; La décision est maintenue par M. l'Orateur ; Considéré de nouveau ; Rapporté sans amendement, 410. Considéré de nouveau ; Amendé, 411. Lu la 3^{ème} fois et Passé, 420.
4. Bill pour amender le code du Notariat (M. LeBlanc) ; Présenté, 116.

NOTRE DAME DU LAC ST-JEAN :—Bill pour amender les lois concernant l'instruction publique en cette province, de manière à établir un bureau d'examineurs à Notre-Dame du lac St-Jean, (M. Saint Hilaire), 32. Motion pour 2^{ème} lecture, débats, 212. Lu la 2^{ème} fois, renvoyé à un comité général ; Amendé, 355. Rapporté ; Passé ; 412. Par le Conseil, 424. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 26).

NOUVEAU-BRUNSWICK ET CANADA :—Cie du chemin de fer du—. Voir *Documents*, KK

OFFICIERS EN LOI DE LA COURONNE :—Bill concernant le Département des officiers en loi de la Couronne, (l'honorable M. Taillon) ; Présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un Comité général, 19. Considéré ; Rapporté progrès, 37. Ordre pour Comité général rescindé ; Renvoyé au comité de Codification, 85. Rapporté amendé, 155. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 190. Par le Conseil, 278. S. R., 430. (49-50 Vict. c. 99.)

ORATEUR :—

1. Se rend avec la Chambre, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la Salle des Séances du Conseil Législatif à l'ouverture de la Session, 1, A la clôture de la Session, 430.
2. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre :—10, 58, 66, etc., etc. Voir *Questions*, 9 à 41. Voir aussi *Votes*.

ORATEUR :—Suite.

3. Fait rapport du discours du Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la Session, 8.
4. Informe la Chambre qu'il a reçu copie des jugements dans les élections contestées de Mégantic et Verchères, 4.
5. Informe la Chambre que le Greffier a reçu des certificats d'élection de députés, 3, 130.
6. Communique le rapport du bibliothécaire, 10.
7. Met devant la Chambre divers états et rapports, 10, 25, 30, 31, 33, 38, 62, etc.
8. Charge un député de le remplacer temporairement au Fauteuil, 101, 120.
9. Informe la Chambre que, durant la Vacance, il a reçu avis des vacances dans les districts électoraux de Joliette, Lotbinière et Drummond et Arthabaska, 1.
10. Informe la Chambre qu'il a émis son mandat pour une nouvelle élection pour Verchères, 7.
11. Est chargé de transmettre au Très Honorable W. E. Gladstone certaines résolutions en faveur du Home Rule en Irlande, 44. Réponse de M. Gladstone, 57, 97.
12. Communique à la Chambre une lettre l'informant que l'archevêque de Québec, a été élevé à la dignité de Cardinal, 262. Voir *Taschereau Cardinal*.
13. Informe la Chambre que l'adresse conjointe des deux Chambres au Cardinal Taschereau a été présentée, 269.
14. Informe la Chambre que les Orateurs des deux Chambres ont envoyé un télégramme du Cardinal Jacobini, concernant l'adresse conjointe présentée au Cardinal Taschereau, à l'occasion de son élévation au Cardinalat ; et qu'ils ont reçu une réponse, 281.
15. Met devant la Chambre le rapport d'un comité conjoint, 79, 220, 249.
16. Ajourne la Chambre faute de *quorum*, 38, 113.
17. Ajourne la Chambre sans mettre la question aux voix 38, 113, 320, 363.
18. Appelle un membre par son nom, 140.
19. Donne sa voix prépondérante dans l'affirmative, 399.
20. Remet sa décision à plus tard, 128, 348.
21. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 126, 329, 333.

ORATEUR :—*Suite.*

22. L'honorable M. Mercier se lève de son siège et déclare qu'il est informé que l'honorable M. Würtele, Orateur de cette Chambre a été nommé l'un des juges de la Cour Supérieure, 100. M. l'Orateur déclare qu'il n'a pas reçu de commission ; charge un député de le remplacer au Fauteuil pendant les débats sur motion de l'honorable M. Mercier demandant que sa déclaration et la réponse de M. l'Orateur soient référées au comité permanent des privilèges d'élections, 101.

ORDRES DU JOUR :—

1. Ordres déchargés, 85, 292, 293, 336. Rescindés, 428.
2. Ordres du Gouvernement devant avoir la priorité sur les autres ordres à certains jours, 131, 243, 287, 407.
3. Certaines mesures devant avoir la priorité sur les autres ordres, tant qu'il n'en aura pas été disposé, 71.

ORDRES PERMANENTS :—

1. Nomination du Comité des Ordres Permanents, 9, 16.
2. Premier rapport, choix du président, 34.
3. Rapports sur différentes pétitions, 39, 54, 73, 79, 98, 107, 113, 133, 142, 148.
4. Que les avis sont suffisants, 39, 54, 79, 98, 107, 113, 133. *
5. Que les avis n'ont pas été donnés, 98. Ne sont pas suffisants, 107.
6. Recommande la suspension de la 51ème règle, 54, 98, 107, 114, 133.
7. Pétitions renvoyées à ce Comité, 92, 103, 107, 111, 245.
8. Douzième rapport renvoyé au Comité, 278.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Prolongation du temps fixé pour la réception des Rapports, etc., sur les Bills Privés, 54, 148, 191, 242.
2. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 287, 341. Trois séances, 425.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :—Voir *Documents*.

ORDRE EN CONSEIL No 379 :—Voir *Documents*, 55.

ORPHELINAT AGRICOLE :—Voir *Documents*, 77.

O'SULLIVAN, H :—Voir *Documents*, 29.

OTTAWA :—

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer certaines résolutions concernant le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa ; Signification de la recommandation de Son Honneur ; La Chambre en Comité, 401. Résolutions rapportées, 402. Adoptées, 409.
2. Pétitions demandant un acte pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa, 38, 46, 70, 78, 92, 106, 226. Rapport de l'avis, 46. (L'Hon. M. Taillon) ; Présenté, 409. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général ; 420. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 428. Ordre pour la prise en considération de ce Bill Lundi prochain rescindé ; Considéré ; Lu la 3ème fois et Passé, 428. Par le Conseil, 429. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 6.) Pétitions contre, 86, 92.

PACAUD, CHARLES :—Voir *Documents*, 33.

PALAIS DE JUSTICE, Québec :—Voir *Documents*, 65, LL.

PALAIS LÉGISLATIF :—Sommes payées pour construction. Voir *Documents*, 59, 71.

PARC DE MONTRÉAL :—Cie du chemin de fer du—, incorporée. Voir *Montréal*.

PATENAUDE vs LA REINE :—Paroles prononcées par le juge Ramsay, à la Cour Criminelle à Montréal, terme de mars 1886. Voir *Votes*, 25.

PÊCHERIES DE QUÉBEC :—Bill pour amender l'acte des—, (L'Hon. M. Lynch), 32.

PÊCHEURS :—Voir *Documents*, RR.

PEMBROOKE :—*Hôpital Général*.—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

PÉNINSULE DE MANICOUGAN :—Voir *Terres de la Couronne*.

PÉTITIONS :—

1. Lues et reçues de suite, 92, 103, 133.
2. Présentées et lues le même jour sur motion spéciale, 131, 134, 160, 192, 245, 269, 341.
3. Rapport recommandant que le délai pour la présentation des Pétitions pour Bills Privés soit étendu, 54.
4. Renvoyées au Comité des ordres permanents, 92, 103, 107, 111.

POULIN, M. :—351. Voir *Votes* 9.

POUVOIR EXÉCUTIF :—Bill concernant le Pouvoir Exécutif. (L'Hon. M. Taillon) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 19. Ordre pour Comité général rescindé ; Bill renvoyé au comité de codification, 85. Rapporté, 417. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 419. Par le Conseil, 429. S. R., 430. (49-50 Vict., ch. 98.)

POUVOIR LÉGISLATIF :—Bill concernant le Pouvoir Législatif (L'Hon. M. Taillon) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 19. Ordre pour Comité général rescindé ; Bill renvoyé au Comité de Codification, 85. Rapporté, 418. Considéré ; Rapporté ; Lu la 3ème fois et Passé, 419. Par le Conseil avec un amendement, 429. S. R., 430. (49-50 Vict., ch. 97.)

PREMONT JOSEPH :—Voir *Document*, 54.

PRIMEAU, MARIE :—Voir *Document*, 21.

PRISONS, ASILES, ETC :—16ème rapports des Inspecteurs des—, pour 1885. Voir *Documents*, 20.

PRISON DE MONTRÉAL, Pierre pour la—. Voir *Documents*, JJ.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 9, 29. Déclaration de l'Honorable M. Mercier qu'il est informé que M. l'Orateur a été nommé l'un des Juges de la Cour Supérieure, et réponse de l'Honorable M. Würtele à cette déclaration renvoyées à ce Comité, 101. Premier rapport, 107.

PROCURATIONS :—Bill concernant l'enregistrement des—, dans certains cas (M. Robidoux) ; Présenté, 99.

PROFESSIONS LIBÉRALES :—Bill concernant ceux des aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885, (l'honorable M. Taillon) ; Présenté, 286. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 319. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 346. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., ch. 33.)

PUYJALON, HENRI DE :—Voir *Documents*, MM.

QUÉBEC :—

PÉTITION demandant un acte autorisant la Corporation de Québec à émettre des obligations, 103. Rapport de l'avis, 107, 113. Bill (M. Rinfret dit Malouin) ; Présenté, 114. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 138. Délai prolongé pour rapport, 192, 243. Rapporté ; Amendé, 248. Ordre pour Comité général ; Instructions données au Comité ; Objection soulevée en Comité ; Décision du Président, 263. Appel de sa décision ; Elle est renversée par M. l'Orateur, 264. Renvoyé en Comité ; Considéré amendé ; Réimpression ordonnée, 265. Amendements considérés, 309. Ordre pour 3ème lecture déclaré hors d'ordre, les promoteurs ayant abandonné ce Bill, 400. Motion pour la remise de l'honoraire, 423.

1. *Asile des Dames Protestantes* :—État des affaires. Voir *Documents*, 7.

2. *Asile des Orphelins* :—État d'affaires. Voir *Documents*, 7.

3. *Asile Finlay* :—État d'affaires. Voir *Documents*, 7.

4. *Club de la Garrison* :—État d'affaires. Voir *Documents*, 7.

5. *Commerçants de vins et de liqueurs* :—Pétition demandant un acte pour incorporer l'association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec, 38. Rapport de l'avis, 54. Bill (Hon. M. Garneau), Renvoyé au Comité des Bills privés, 56. Rapport amendé, 148. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 155. Par le Conseil avec Amendements, 237. Considérés et adoptés, 238. S. R., 431. (49-50 Vict., ch. 73.)

6. *Hospice de la Miséricorde* :—État d'affaires. Voir *Documents*, 7.

QUÉBEC :—Suite.

7. *Palais de Justice de—*. Voir *Documents*, 65, LL.

8. *Union St-Joseph, à St-Roch :—*Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

9. *Women's Christian Association :—*Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

QUÉBEC-CENTRAL :—Pétition demandant un acte pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central; 49ème règle suspendue et pétition renvoyée au comité des ordres permanents, 114. Rapport, 133. Pétition reçue et lue, 133. Rapport de l'avis 142. Bill (l'honorable M. *Robertson*); Présenté; Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 146. Rapporté amendé, 180. Considéré en Comité général; Rapporté; Passé, 188. Par le Conseil avec amendements, 329. Considérés et adoptés, 321. S. R. 432. (49-50 Vict. c. 82.)

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA et OCCIDENTAL :—Montant de toutes les sommes payées depuis la livraison du chemin, etc. Voir *Documents*, 78.

QUESTIONS :—

1. Débats sur une question ajournée, 77, 85, 91, etc. Parce que M. l'Orateur quitte le Fauteuil à six heures, 76, 82, 103, 110, 180.
2. Sous amendement, 81, 137, 146, 177, 282, 284, 293.
3. Remplacées par un amendement, 53, 59, 125, 137, 197, 201, 232, 278.
3. Motions retirées, 157, 352.
5. Questions décidées *Nemine contra dicente*, 45, 249, 426.
6. Questions d'urgence, 331, 339, 351.
7. Questions devant être mises séparément sur chaque paragraphe d'une motion, 13.
8. Motions pour la suspension de la 49ème règle et que certaines pétitions soient lues et reçues; renvoyées au comité permanent des ordres permanents, 92, 103, 111, 114, 130. Rapports favorables sur icelles, 98, 107, 114, 133.
9. Un membre s'étant levé pour adresser la parole et objection étant faite qu'il ne peut parler avant que M. l'Orateur ait proposé la motion à la Chambre; M. l'Orateur renvoie l'objection, 13.
10. A la motion (M. *Desjardins*) pour qu'un rapport des réclamations non payées contre le trésor soit mis devant la Chambre; M. Gagnon propose un amendement et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'aucun avis n'en a été donné; M. l'Orateur écarte l'objection, 58. Un autre amendement (L'Hon. M. *Marchand*) étant proposé, objection est faite que cet amendement n'est qu'une répétition de la motion principale, 59. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre, 60. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 61. Voir *Documents*, 53.
11. Objection est faite à une interpellation; M. l'Orateur décide que la demande, telle qu'elle est faite, ne peut être posée, 66.

QUESTIONS :—Suite.

12. L'attention de M. l'Orateur ayant été appelée sur le fait que le second rapport du comité des comptes publics renferme un rapport fait durant la dernière session par un comité semblable, il déclare que le comité a commis une irrégularité et que le cas ne peut faire coutume ni être cité à l'avenir comme précédant, 75.
13. M. Duhamel attire l'attention de M. l'Orateur sur une partie du second rapport du comité des comptes publics et demande si le comité pouvait nommer un sous comité et si ce sous comité pouvait nommer des sténographes, 87. M. l'Orateur décide que le sous comité est régulièrement nommé, mais qu'il n'avait pas le pouvoir de nommer des sténographes, 88.
14. Un député attire l'attention de M. l'Orateur sur le fait qu'une motion et un amendement sont disparus du cahier des Ordres du jour ; et qu'en conséquence ils y soient rétablis. M. l'Orateur décide que la Chambre s'était ajournée faute de *quorum* sur une motion d'ajournement des débats, ces motions devaient disparaître du feuillet des Ordres du jour, 116. Sur motion de l'Hon. M. Taillon, ces motions sont remises sur les Ordres du jour, 118.
15. A une motion de censure contre l'exécution de Louis Riel, telle qu'amendée, un amendement est proposé, espérant que les ministres soumettront des résolutions formant la base d'une demande pour l'amnistie général pour tous ceux qui ont pris part aux troubles du Nord Ouest. Objecté que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 125. Appel étant fait de la décision ; elle est confirmée par la Chambre, 126.
16. M. l'Orateur sur l'objection faite que les estimés n'étant pas distribués en français, la Chambre ne peut procéder maintenant à les prendre en considération, 128. M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas bien fondée, 129.
17. M. Faucher de St-Maurice ayant posé la question : " Le Gouvernement a-t-il l'intention de donner cours à sa politique de chemin de fer, telle qu'énoncée dans le discours du Trône, en ouvrant à la colonisation et au commerce, en aidant à la construction d'une voie ferrée passant à travers les terres magnifiques qui s'étendent sur les confins des comtés de Dorchester, de Bellechasse, de Montmagny, de l'Islet ; " et objection étant faite ; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 137.
18. Motion, que le député de Kamouraska ayant troublé l'ordre et le décorum parlementaires, en usant d'un langage grossier et inconvenant envers l'un de ses collègues, il soit pour cela censuré ; et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur décide qu'elle est irrégulière, 140. Autre motion de censure proposée et objectée, 141. M. l'Orateur écarte l'objection, 141.
19. Motion étant faite que le Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de St-Henri, soit renvoyé de nouveau au Comité des Bills privés, avec instruction de reconsidérer sa décision et d'examiner de nouveau le préambule. Et M. LeBlanc s'étant levé pour soulever une question d'ordre. Objection est faite que M. LeBlanc ayant déjà parlé sur la question n'a pas le droit de faire d'objection. M. l'Orateur décide que M.

QUESTIONS :—*Suite.*

LeBlanc ne peut pas parler sur les questions, mais qu'il a le droit de soulever une question d'ordre, 143. Objection est alors faite par M. LeBlanc, qu'avis n'a pas donné de la motion pour renvoyer de nouveau le Bill au Comité des Bills privés. M. l'Orateur décide qu'en vertu de l'article 31 des Ordres Permanents de la Chambre, il n'est pas nécessaire, comme règle générale, de donner avis des motions au sujet des Bills privés et qu'ainsi l'objection est mal fondée, 143.

20. M. l'Orateur (sur la demande faite par le président des Comptes Publics, (Page 140,) de donner sa décision sur deux questions, la première, si le Comité permanent était dans l'ordre en renvoyant à la Chambre la décision sur l'appel, et la deuxième, si la décision du président est conforme à la règle parlementaire,) décide sur la première qu'on a eu raison d'en appeler à la Chambre, 151. Et sur la seconde il renverse la décision du Président, 151.

21. Motion étant faite pour que la Chambre concoure dans le second rapport du comité de la bibliothèque, l'Honorable M. Taillon s'étant levé pour soulever une question d'ordre, l'Honorable M. Mercier maintient qu'il a la parole et que cette objection est prématurée. M. l'Orateur décide que l'Honorable M. Taillon a présentement le droit de soulever la question d'ordre. Objection est alors faite par l'Honorable M. Taillon, qu'aucun avis n'ayant été donné de cette motion elle ne peut être faite. M. l'Orateur maintient l'objection, 152.

Autre motion pour concours, déclarée hors d'ordre, par M. l'Orateur, 160.

22. A un amendement proposé à une motion déjà amendée, Objection est faite par M. Gagnon que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; 1. parce qu'elle n'est pas dans les termes voulus ; 2. parce qu'il ne relève pas de la motion. M. l'Orateur décide qu'il ne relève pas de la question, et qu'il n'est pas dans l'ordre. Alors la question principale telle qu'amendée, étant de nouveau proposée. Objection est faite que le premier amendement n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur décide que l'amendement en question ayant été accepté par la Chambre, et il est maintenant trop tard pour soulever la question de pertinence. Objection étant faite que cette motion entraînant des dépenses par le Gouvernement, il faudrait un message du Lieutenant-Gouverneur. M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, et écarte l'objection. L'Honorable membre pour Wolfe et Richmond s'étant levé pour faire une motion. Et objection est faite, que l'honorable membre n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur décide que le député de Richmond et Wolfe ayant déjà parlé sur la motion principale telle qu'amendée, et telle qu'elle est maintenant devant la Chambre, et y ayant même proposé un amendement, il ne peut ni parler encore, ni proposer un autre amendement, par conséquent, il n'est pas dans l'ordre, 176.

23. L'attention de M. l'Orateur étant appelé sur le Bill concernant le Village de LaPrairie et la Commune du même nom, il fait la remarque que si c'est le cas que la Couronne a certains droits sur cette Commune, et si une question d'ordre est soulevée, le Bill peut être déclaré hors d'ordre, 189.

QUESTIONS :—*Suite.*

24. L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill concernant les limites du village de *La Frairie* et la commune du même lieu, étant lu ; il est proposé. Qu'il soit donné instruction au dit comité de retrancher certaines clauses du dit bill tel qu'amendé par le comité des bills privés. Et objection est faite : 1. Que cette motion n'est pas faite à la phase convenable ; 2. Qu'avis d'un jour est requis par la règle 67 pour faire une motion pour amender un bill en retranchant diverses clauses. M. l'Orateur décide que la motion a été faite à la phase voulue des procédures. L'autre point, c'est que la motion est irrégulière, parce qu'il n'en a pas été donné avis. Cette partie de l'objection, aussi, n'est pas bien fondée. En conséquence, il écarte l'objection et déclare que la motion est dans l'ordre, 195. Autre motion pour instructions au comité général. Objection est faite par M. *Robidoux* que le bill est illégal dans son préambule et que la Chambre ne peut prendre ce bill en considération. M. l'Orateur renvoi l'objection. La Chambre se forme alors en comité. Objection est faite par M. *Robidoux*, que la clause 4 n'est pas dans l'ordre, M. le Président décide qu'elle est dans l'ordre. Et appel de sa décision étant faite à M. l'Orateur. M. l'Orateur reprend le l'autre, et M. *Charlebois* déclare qu'il retire la clause 4, 206.
25. A une motion pour l'adoption de résolutions formant la base d'une adresse au gouverneur général demandant une amnistie pour tous ceux qui ont pris part aux troubles du Nord-Ouest, un amendement est proposé et objecté parce qu'il contient des faits concernant lesquels, la Chambre n'a pas été mise en possession, 200. M. l'Orateur déclare que la question d'ordre soulevée n'est pas bien fondée, 201.
26. Motion pour que la Chambre se forme en comité général sur des résolutions concernant le Village et la Commune de *La Prairie*, 217. Objection est faite que ces résolutions ne sont pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que la motion n'est pas en forme et ne peut être proposée dans sa phraseologie actuelle, 217. Autre motion ; Objection, 233. M. l'Orateur renvoie l'objection, 234. Résolutions adoptées, 237. Motion pour renvoyer ces résolutions au Bill sur le même sujet ; Objection est faite que ces résolutions contiennent des dispositions que l'avis publié dans la *Gazette Officielle* ne couvre pas ; qu'elles tendent à disposer des biens qui appartiennent à des particuliers. M. l'Orateur décide que les résolutions ainsi adoptées sont couvertes par les avis qui ont été donnés du bill privé ; et que, à son opinion, le sujet de ces résolutions entre dans le cercle des pouvoirs législatifs conférés à cette législature par la constitution, 241.
27. L'ordre pour la seconde lecture du Bill pour établir un bureau d'enregistrement à *Tadoussac* étant lu, M. l'Orateur déclare qu'il a examiné avec soin non seulement le bill, mais aussi l'affaire à laquelle il se rapporte, il conseille de traiter ce bill comme d'une nature partie publique, partie privée et de le renvoyer au comité des ordres permanents, 240.
28. M. l'Orateur déclare qu'il a examiné avec soin la question d'ordre qui lui a été soumise par le comité des bills privés au sujet du Bill pour amender la charte de la ville de *Longueuil*, et étant une objection faite à un amendement tendant à retrancher la section 230 de la charte de la dite ville, et décide que les opposants n'ont pas droit d'offrir la clause à laquelle on objecte et que le point d'ordre soulevé est bien fondé, 260.

QUESTIONS :—*Suite.*

29. Objection est faite, en Comité général sur le Bill pour autoriser la corporation de Québec à émettre des débetures, que la Chambre ayant ordonné d'amender le Bill, le Comité ne peut se lever et rapporter progrès et le Président du Comité ayant maintenu l'objection, appel est fait à la Chambre de sa décision ; M. l'Orateur renverse la décision du Président et maintient que la motion proposant de lever la séance et de faire rapport de progrès était dans l'ordre, 264.
30. Objection (à la 3ème lecture) du Bill incorporant la Compagnie des Gaz Combustibles, que cette Chambre ne peut procéder sur ce Bill parce qu'il n'a pas été ré-imprimé ; M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée, 281.
31. Motion pour remise de l'honoraire payé sur le Bill pour définir les bornes de la Paroisse de Ste-Barbe ; Amendement ; Objecté que la motion en amendement comporte une déclaration qui n'est pas celle qui a été faite. M. l'Orateur laisse à la Chambre à juger de l'amendement, 328. Amendement rejeté sur division. Motion principale proposée de nouveau. Amendement proposé et sur objection déclarée hors d'ordre par M. l'Orateur, 329. Appel de sa décision à la Chambre ; Elle est maintenue, 329.
32. Il est proposé que vu l'urgence, l'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le Code du Notariat soit appelé et que ce Bill passe par toutes ses phases ; Et sur objection, M. l'Orateur décline de poser la question, 331. Motion d'urgence pour la passation de ce Bill ; Objection qu'il faut un avis pour adopter ce procédé, 339. M. l'Orateur décide que la motion est hors d'ordre, 340.
33. Une motion est faite pour amender la version anglaise du Journal de la Chambre du 2 Juin, 1882 ; Un amendement est proposé pour que certains mots soient ajoutés à la motion principale et sur objection, M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 332. Appel est fait à la Chambre de sa décision ; Elle est maintenue ; Et la question principale étant de nouveau proposée, M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 333.
34. Objection est faite (à la 2ème lecture du Bill pour corriger certaines erreurs dans le cadastre des paroisses de St-Judes et de St-Ours) que ce Bill est un Bill privé ; M. l'Orateur remet sa division à plus tard, 348. Décide que c'est un " Bill hybride " et conseille de le renvoyer au comité des ordres permanents, 359.
35. Remarque étant faite que les noms de certains députés ont été inscrits lors d'une division comme ayant voté " Pour " et " Contre " ; M. l'Orateur décide que leur vote en premier lieu donné doit être celui qui doit demeurer inscrit, 392.
36. Un comité de toute la Chambre ayant reçu instruction d'amender le Bill concernant le Barreau de la Province de Québec, en y ajoutant une clause et procédait à amender le bill généralement lorsqu'objection fut faite que le comité n'en avait pas le pouvoir et le président ayant maintenu l'objection ; appel est fait à la Chambre. M. l'Orateur maintient la décision du Président, 399.

QUESTIONS :—*Suite.*

37. L'Ordre du Jour pour la 3ème lecture du Bill pour autoriser la Corporation de Québec à émettre des débetures étant lu ; et M. *Rinfret dit Malouin* ayant déclaré que les promoteurs du Bill l'ont abandonné. Un autre membre propose que ce Bill soit lu la 3ème fois, et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'elle est hors d'ordre, 400.
38. Le Comité général sur le Bill pour amender le Code du Notariat procédait à amender généralement le Bill qui lui avait été confié quand une objection fut faite que le Comité ne pouvait amender le Bill que conformément aux instructions qu'il avait reçues, et le président ayant rejeté l'objection, appel est fait à la Chambre. M. l'Orateur rejette la décision du Président et décide que le Bill ne peut pas être amendé généralement sur le renvoi tel qu'ordonné, 410.
39. Objection est faite à la seconde lecture du Bill pour amender la section 30 de l'acte électoral de Québec, que ce Bill constitue une charge sur le peuple et qu'il devrait avoir originé en comité général, 413. M. l'Orateur rejette l'objection, 414.
40. Objection est faite que la Chambre ne peut maintenant prendre en considération le Bill pour annexer certaines parties du Canton de Shawinigan à la Paroisse de Ste-Flore ; M. l'Orateur décide que c'est par inadvertance que ce bill a été lu une deuxième fois et qu'il devrait être renvoyé au comité des Ordres permanents, 421.
41. A la motion pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Ville de Longueuil, Objection est faite que ce Bill affecte des intérêts privés et qu'on ne peut procéder sur cette question que par Bill privé ; M. l'Orateur décide que ce Bill peut subir sa seconde lecture, mais qu'après le Bill devra être référé à un comité spécial.

RAMSAY, JUGE :—Voir *Votes*, 25.

RAPPORTS EN CONSEIL ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents*, NN.

RAPPORTS MUNICIPAUX DE LA PROVINCE :—Voir *Documents*, 10.

RECETTES et dépenses de l'Assemblée Législative :—Voir *Documents*, B.

RECETTES et dépenses :—Item " Divers " dans l'état des—, depuis le 1er Juillet 1885. Voir *Documents*, 23.

RECETTES et dépenses de la Province depuis le 1er juillet 1885. Voir *Documents*, 66.

RECETTES et dépenses de la Province :—Voir *Documents*, 12, OO, PP, et *Votes*, 26.

RÉCLAMATIONS contre le gouvernement :—Voir *Documents*, 42, et *Votes*, 27.

REFONTE DES STATUTS :—Voir *Codification*.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règles de la Chambre suspendues par rapport à certaines motions, 70. Certains Bills, 191, 192.
2. 49ème règle suspendue, 92, 98, 103, 111, 114, 133, 243.
3. 55ème “ “ 99, 107, 133, etc.

RÉGISTRATEURS :—Pétition demandant que le cautionnement des—, pour Chicoutimi soit réduit, 31.

REPRÉSENTATION :—Bill pour amender les lois relatives à la représentation du peuple dans l'Assemblée Législative (M. *Stephens*) ; Présenté, 87.

REMISES D'AMENDES :—Voir *Documents*, 11½.

RENAUD, J. B. :—Pétition demandant un acte pour amender le statut autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud, 78. Rapport de l'avis, 98. Bill (M. *Desjardins*), 99. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des bills privés, 138. Délai prolongé pour le rapport, 192. Rapporté, 219. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 234. Par le Conseil, 362. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 92).

RICHMOND :—Pétition demandant un acte pour amender le chapitre 103 des statuts de cette province 45 Victoria, concernant la ville de Richmond ; 49ème règle suspendue ; Pétition renvoyée au comité des Ordres permanents, 111. Rapport de l'avis, 114, 142. Bill (M. *Picard*) ; Présenté, 146. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapporté amendé, 202. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 413. Par le Conseil avec amendements, 320. Considérés et adoptés, 321. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 49).

RIEL, LOUIS :—Motion concernant l'exécution de Louis Riel devant avoir la pré-séance après les affaires de routine jusqu'à ce qu'il en ait été disposé, 71. Motion de l'Hon. M. Garneau déplorant l'exécution de Louis Riel, 76. Amendement de M. Gauthier ; débat ajourné, 77, 85, 91, 97, 102, 106. Débats repris, 81, 83, 89, 95, 104, 108, 111. Sous amendement de l'Hon. M. Turcotte, 81. Motion pour ajourner le débat, 113. Déclaration de M. Garneau, 116. Décision de M. l'Orateur, 116. Débats repris, 120, 122. Sous amendement négativé, 124. Amendement adopté, 125. Motion adoptée, telle qu'amendée, 127. Autre amendement proposé par l'Hon. M. Mercier ; Objecté, 125. M. l'Orateur maintient l'objection ; Appel est fait de sa décision ; Sa décision est maintenue, 126. Amendement déclaré hors d'ordre, 126. Voir *Votes*, 15.

RIMOUSKI, ORPHELINAT AGRICOLE :—Voir *Documents*, 77.

RIMOUSKI, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE :—Voir *Documents*, 88.

RIMOUSKI :—*Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

RINFRET DIT MALOUIN, M. :—223, 365. Voir *Votes*, 36, 45.

ROBIDOUX, M. :—242, 368, 386. Voir *Votes*, 18, 47, 53.

ROBIDOUX, J. E. :—Voir *Documents*, QQ.

ROBIN. MM., CHARLES ET CIE :—Voir *Documents*, RR.

ROUGEMONT :—Voir *Documents*, 81.

SAINTS ANGES DE LACHINE :—Pétition demandant un acte pour mieux définir les limites de la Paroisse des Saints Anges de Lachine ; 49^{ème} règle suspendue et pétition renvoyée au Comité des Ordres Permanents, 92. Rapport de l'avis, 99, 107. Bill (M. *Boyer*) : Présenté, 107. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 138. Délai prolongé pour le rapport, 192. Rapporté amendé, 210. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 214. Par le Conseil avec un amendement, 401. Amendement adopté avec un amendement additionnel, 401. Amendement adopté par le Conseil, 418. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 57.)

Pétitions contre ce Bill, 192.

STE-ANNE DE LA POCATIÈRE :—*Hospice St-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

STE-BARBE :—Pétition demandant un acte pour définir les bornes de la Paroisse de Sainte-Barbe et pour d'autres fins, 34. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. *LeBlanc*), 40. Renvoyé au Comité des Bills privés, 49. Rapporté amendé, 133. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 144. Par le Conseil avec amendements, 210. Considérés et adoptés, 211. Diverses motions pour la remise de l'honoraire payé sur ce Bill, négatives, 328, 329. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 59.)

Pétitions contre ce Bill, 92. Voir *Questions*, 31. *Votes*, 30.

ST-BENOIT :—Pétition demandant que la proclamation érigeant la municipalité de —, soit modifiée, 92. Rapport de l'avis, suspension de la 51^{ème} règle, 98. Bill (M. *Dorais*) ; Présenté, 99. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 132. Voir *St-Elphège*.

SAINTE-CUNÉGONDE :—Pétition demandant un acte pour amender le statut 47 Vict., chap. 90, concernant l'incorporation de la ville de Sainte-Cunégonde et lui conférer de plus amples pouvoirs, 46. Rapport de l'avis, 98. Bill (l'Hon. M. *Beaubien*), 99. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 111. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapport amendé, 202. Considéré en Comité général ; Rapporté, 222. Lu la 3^{ème} fois et Passé, 234. Par le Conseil, 348. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 51.)

ST-CYR, M. :—Rapport de son voyage au Labrador. Voir *Document*, 37.

SAINT-ELPHÈGE :—Pour pétition, voir *St-Benoit*. Bill concernant la paroisse de Saint-Elphège, dans le comté d'Yamaska. (M. *Dorais*) ; Présenté, 99. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 132. Rapporté, 160. Considéré en Comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 172. Par le Conseil, 308. Honoraire remboursé, 268. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 54.)

STE-ELIZABETH :—*Asile de la Providence*.—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 7.

ST-FRANÇOIS, District de :—Voir *Documents*, TT.

ST-FRANÇOIS DU LAC, Hôpital :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

ST-GABRIEL :—Pétition demandant un acte pour accorder à la corporation du village de Saint-Gabriel le droit de s'annexer à la cité de Montréal, etc., 31. Rapport de l'avis, 73. Bill (M. *Beaubien*) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 74. Délai prolongé pour rapport, 191. Rapporté, 192. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil avec amendements, 308. Considérés et adoptés, 308. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 53.)

ST-GERVAIS :—Manufacture de beurre. Voir *Donuments*, UU.

SAINT-HENRI :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri. (42-43 Vict., chap. 58), 16. Rapport de l'avis, 39. Bill (Hon. M. *Beaubien*), 70. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 77. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 142. Motion pour renvoyer de nouveau le Bill au Comité des Bills privés ; débats, 143. Débats repris, Motion adoptée, 145. Rapport amendé, 183. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 189. Par le Conseil, 364. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 50.)

SAINT-JACQUES DE L'ACHIGAN :—Pétition demandant un acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de l'Achigan, 78. Rapport de l'avis 133. Bill (M. *Richard*) ; Présenté, 134. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 145. Rapporté, 160. Considéré en Comité général ; Rapporté progrès, 173. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 181. Par le Conseil, 237. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 83.)

SAINT-JANVIER DE WEEDON :—Pétition demandant un acte pour ériger une certaine partie de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon en municipalité de village, 34. Rapport de l'avis, 37. Bill (M. *Picard*), 70. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des bills privés, 73. Rapporté amendé, 183. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé 207. Par le Conseil avec amendements, 364. Considérés, 364. Adoptés, 401. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 55.)

Pétition contre ce Bill, 86.

SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte pour ériger la paroisse de St-Jean-Baptiste de Québec ; Reçue et lue et renvoyée au comité des ordres permanents, 245. Rapport de l'avis, 248. Bill (M. *Rinfret dit Malouin*) ; 49^{ème} règle suspendue ; Bill présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au comité des bills privés, 249. 60^{ème} règle suspendue, 249. Rapporté ; 270. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 309. Par le Conseil avec amendements, 398. Considérés et adoptés, 398. Honoraire remboursé, 349. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 44.)

ST-JUDES :—Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour corriger certaines erreurs du cadastre des paroisses de St-Judes et de l'Immaculée Conception de St-Ours, (l'honorable M. *Lynch*), 348. Objection faite que ce Bill est un Bill privé, 348. M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 348. Décide que c'est un " Bill hybride," 359. Ordre pour seconde lecture déchargé ; Bill renvoyé au Comité des ordres permanents, 363.

ST-LAURENT, Cie d'assurance contre le feu—. Voir *l'Equitable, compagnie d'Assurance contre le feu*.

STE-MARGUERITE SALMON CLUB :—Pétition demandant un acte pour incorporer le *Ste Marguerite Salmon Club*, 46. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. *St-Hilaire*) ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 55. Rapporté amendé, 73. Considéré en comité général ; Amendé, 83. Rapporté ; Passé, 131. Par le Conseil avec amendements, 227. Considérés et renvoyés au Comité des Bills privés, 227. Délai pour rapport prolongé, 243. Rapporté, 248. Jour fixé pour la seconde lecture, 250. Lus la 2^{ème} fois et adoptés, 266. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 70.)

ST-MICHEL DE BELLECHASSE :—Voir *Document*, VV.

ST-VINCENT DE PAUL :—*Asile de la Providence* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

SALABERRY DE VALLEYFIELD :—Pétition demandant un acte incorporant " L'Union Saint-Joseph de Salaberry de Valleyfield," 31. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Bergevin) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 56. Rapporté amendé, 87. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 121. Par le Conseil avec amendements, 169. Considérés et adoptés, 170. Honoraire remis, 216. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 63.)

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Bill concernant le Département du Secrétaire de la Province. (L'Hon. M. Blanchet) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 19. Considéré ; Rapporté progrès, 33, 37. Ordre pour Comité général rescindé ; Bill renvoyé au Comité de Codification, 83. Rapporté, 325. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 339. Par le Conseil avec amendements, 418. Considérés et adoptés, 419. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 100.)

SERMENT D'OFFICE :—Bill (L'Hon. M. Taulon,) concernant la question du—, 7.

SERVICE CIVIL :—Bill pour rendre le—, plus efficace en le soustrayant aux influences des partis politiques, (M. Gagnon) ; Présenté, 80. Seconde lecture négative, 415.

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents*, 13.

SHAWINIGAN :—Bill amendant l'acte 39 Vict., chap. 41, intitulé : " Acte pour annexer certaines parties du township de—, dans le comté de St-Maurice à, la Paroisse de Ste-Flore, dans le comté de Champlain," (M. Trudel) ; Présentés 80. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 340. Objection à d'autre procédés sur ce Bill maintenue par M. l'Orateur, 421.

SHEHYN, M. :—132, 149, 152, 395, 403. Voir *Votes*, 31, 59, 62.

SHERBROOKE :—

1. Pétition demandant un acte pour incorporer la compagnie du pont de Sherbrooke. 269. Rapport de l'avis, 278, 286. Bill (L'Hon. M. Robertson) ; Présenté, 286. Lu la 2ème fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 286. Rapporté, Amendé, 303. Considéré en Comité général ; Rapporté, 325. Motion pour la 3ème lecture déchargée ; Bill renvoyé à un Comité général ; Amendé, Rapporté ; Passé, 341. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 87.)

2. Pétition demandant un acte pour incorporer " *The Sherbrooke Young Men's Christian Association*," 16. Rapport de l'avis, 39. Bill (L'Hon. M. Robertson), 40. Renvoyé au Comité des Bills privés, 49. Rapporté, 87. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Lu la 3ème fois, 122. Passé, 131. Par le Conseil, 210. Honoraire remboursé, 216. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 60.)

3. *Fonds d'emprunt municipal*. Voir *Documents*, 18, 51.

4. *Somme due par*—Au fonds d'emprunt municipal. Voir *Documents*, 18.

5. *Société permanente de construction de*—. Voir *Société permanente de construction*.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Bill relatif aux sociétés d'agriculture en cette province. (Du Conseil) ; Présenté (Hon. M. Taillon), 347. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 357. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 408. Amendements adoptés par le Conseil, 418. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 40.)

SOCIÉTÉS DE COLONISATION :—Voir *Documents*, 25. •

SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION :—Pétition demandant un acte pour changer le nom de la " Société permanente de construction de Sherbrooke " en celui de : " Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke, " et pour étendre ses pouvoirs, 46. Rapport de l'avis, 54. Bill (Hon. M. Robertson) ; Renvoyé en Comité général ; Rapporté ; Passé, 173. Par le Conseil avec amendements, 237. Considérés et adoptés, 238. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 66.)

SOMMES PAYÉES PAR LA PROVINCE depuis 1867, pour divers objets :—Voir *Documents*, 46.

SOREL :—

1. *Hôpital Général* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.
2. Réclamation du Gouvernement contre la ville de—, au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir *Documents*, AA.

SPENCER WOOD :—Voir *Documents*, 24.

STATISTIQUES judiciaires pour 1885 :—Voir *Documents*, 9.

STATUTS DU CANADA :—Bill pour amender le chap. 102 de la 19^{ème} et 20^{ème} Vict., Statuts du Canada, (M. Saint-Hilaire,) 35.

STATUTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Bill concernant les Statuts de la Province de Québec. (L'Hon. M. Taillon,) 19. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 37. Ordre rescindé ; Bill renvoyé au Comité de Codification, 85. Rapporté, 347. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 356. Par le Conseil, 423. S. R., 430. (49-50 Vict., c. 95.)

STATUTS :—Refonte et Codification des—. Voir *Codification*.

STATUES POUR LE PALAIS LÉGISLATIF :—Voir *Documents*, 30.

STEPHENS, M. :—58, 281. Voir *Votes*, 14, 27.

SUBSIDES :—

1. Estimés pour l'année courante (supplémentaires,) etc., et pour l'année fiscale finissant le 30 Juin 1887 ; Renvoyés au Comité, 127. Estimés supplémentaires ; Renvoyés au Comité, 342. (*Documents*, No. 1.)
2. La Chambre devant se former en Comité des subsides, 15.
3. La Chambre en Comité des—, 129, 154, 161, 162, 185, 187, 209, 221, 222, 225, 248, 314, 318, 323, 344, 345, 261, 362, 366, 368, 371.
4. Amendements proposés à la motion pour que la Chambre se forme en Comité des subsides et négatifs, 132, 149, 152, 184, 186, 205, 221, 223, 245, 304, 315, 319, 342, 344, 360, 362, 365, 366, 368. Voir *Votes*, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 47.

SUBSIDES :—*Suite.*

5. Résolutions rapportées et adoptées, 372 à 383, 385, 387, 388, 389, 390, 394.
6. Amendements proposés à la motion pour concours dans les résolutions des subsides et négatifs, 378, 381, 384, 385, 386, 388, 389, 391, 393, 395. Voir *Votes*, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59.
7. Motion pour que la Chambre se forme en Comité des—; Objecté que les estimés n'étant pas distribués en français, la Chambre ne peut procéder maintenant à les prendre en considération; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 128. Décide que l'objection n'est pas bien fondée, 128.
8. Motion pour que la Chambre se forme en Comité des—; Débat ajourné à six heures, 131.
9. *Voies et moyens* :—La Chambre devant se former en Comité des—, 15. Motion pour Comité; Amendement, 403.
10. Amendement proposé à la question pour que la Chambre se forme en Comité des voies et moyens, 403. Voir *Votes*, 62.
11. La Chambre en Comité des—, 406. Résolutions rapportées et adoptées, 407.
12. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 Juin 1886 et le 30 Juin 1887 et pour d'autres fins du service public. (L'Hon. M. Robertson); 407. Lu les 2ème et 3ème fois et Passé, 409. Par le Conseil, 424. S. R., 433. (49-50 Vict., c. 1.)

TADOUSSAC :—Pétition demandant un acte pour établir un bureau d'enregistrement à Tadoussac, pour le comté du Saguenay, et détacher à cette fin ce dernier de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix, 31. Rapport de l'avis, 39. Bill (M. Saint-Hilaire,) 64. Ordre pour 2ème lecture; Décision de M. l'Orateur; Ordre déchargé; Bill renvoyé au Comité des Ordres Permanents, 238. Rapport, 249. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité spécial, 347. Rapport, 349. Considéré en Comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 412. Par le Conseil, 424. S. R., 432. (49-50 Vict., c. 24.)

TAILLON, L'HON. M. :—231. Voir *Votes*, 21.

TALBOT, GODFROI :—Voir *Documents*, P.

TASCHEREAU, CARDINAL :—M. l'Orateur communique à la Chambre une lettre l'informant que Sa Grâce l'Archevêque Taschereau a été élevé à la dignité de Cardinal; La Chambre s'ajourne comme marque de respect pour Son Eminence, 262. Message du Conseil Législatif communiquant une adresse de félicitations à Son Eminence; Adoptée en remplissant le blanc; Message au Conseil Législatif les en informant, 265. Message du Conseil invitant la Chambre à se joindre à lui pour présenter l'adresse conjointe; Adopté, 269. Réponse du Cardinal, 270. M. l'Orateur lit à la Chambre un télégramme envoyé par les Orateurs des deux Chambres au Cardinal Jacobini au sujet de l'adresse présentée au Cardinal Taschereau à l'occasion de son élévation au Cardinalat et aussi la réponse du Cardinal Jacobini, 281. La Chambre exprime le désir de contribuer aux dépenses en rapport avec l'installation de Son Eminence, 426.

TAXATIONS DES BIENS MOBILIERS :—Bill pour autoriser les Conseils municipaux à passer des règlements, pour pouvoir à la —, (M. *Spencer*) ; Présenté, 41.

TAXE SUR EXHIBITS :—Voir *Documents*, 38, 82.

TELLIER, LOUIS :—Voir *Documents*, WW.

TEMPLETON :—Pétition demandant un acte pour diviser la municipalité du canton de Templeton, dans le comté d'Ottawa, en deux municipalités séparées, 62. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. *Duhamel*), 75. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé au Comité des Bills privés, 83. Délai pour la prolongation du rapport, 192. Rapport, 210. Considéré en Comité général ; Rapporté ; Passé, 214. Par le Conseil, 240. S. R., 431. (49-50 Vict., c. 56.

Pétition contre le Bill 155.

TERRES A BOIS :—Bill pour permettre la vente des lots concédés comme lots de bois de chauffage quoique compris dans le terrain sous licence, (M. *Gagnon*) ; Présenté, 80. Seconde lecture négative, 414.

Voir *Document*, XX.

TERREBONNE, Juge résidant à—. Voir *Document*, 43.

TERRES DE LA COURONNE :—

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer une certaine résolution proposée concernant l'affermage des—, 355. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en Comité ; Résolution rapportée et adoptée, 356. Bill basé sur ces résolutions, Voir *Infra*, 2.
2. Bill concernant l'affermage de la Péninsule de Manicougan (L'Hon. M. *Lynch*) Présenté ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 356. Considéré ; Rapporté ; Passé, 409. Par le Conseil, 424. S. R., 433. (49-50 Vict., ch. 32.)
3. Rapport du Commissaire des—. Voir *Documents*, 4.

TERRES DE LA COURONNE :—Département des—. Motion pour la nomination d'un comité spécial chargé de s'enquérir de toutes les circonstances se rapportant à une défalcation découverte dans le Département ; Amendement proposé et adopté que l'enquête devra se faire par le comité des comptes publics. Voir *Comptes Publics*, *Gale*, *Votes*, 42.

TERRES PUBLIQUES :—Bill pour amender de nouveau l'acte concernant la vente et l'administration des—, (L'Hon. M. *Lynch*) ; Présenté, 31.

THORN, PAUL :—Voir *Documents*, 68.

TRÉSOR, Bureau du—. Voir *Documents*, I.

TRÉSOR, Département du—. Voir *Département du Trésor*.

TROIS-RIVIÈRES : Pétition demandant un acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 86. Rapport de l'avis, 114. Pétition renvoyée de nouveau au comité des ordres permanents, 107. Bill (l'ho-

norable M. *Turcotte*) ; Présenté, 114. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des Bills privés, 138. Délai prolongé pour rapport, 192. Rapport 210. Considéré en comité général ; Rapporté 214. Motion pour 3ème lecture ; amendement à l'effet de renvoyer le Bill à un comité général, adopté ; Bill renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté, 222. Motion pour 3ème lecture ; Amendement négatif ; Lu la 3ème fois et Passé, 233. Par le Conseil avec amendements, 364. Considérés, 364. Adoptés, 418. S. R., 432. (49-50 Vict., ch. 46.)

TROIS-RIVIÈRES :—Malades indigents. Voir *Documents*, 72.

TURCOTTE, l'Hon. M. :—81, 282, 420. Voir *Votes*, 4, 14, 28.

UNION DE TEMPÉRANCE DES FEMMES : Pétition demandant un acte pour incorporer " L'Union de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal," 49ème règle suspendue ; Pétition renvoyée au comité des ordres permanents, 130. Rapport, 133. Pétition reçue et lue, 133. Rapport de l'avis, 142. Bill (M. *Stephens*) ; Présenté, 145. Lu la 3ème fois et renvoyé au Comité des bills privés, 150. Rapporté amendé, 192. Considéré en comité général ; Rapporté ; Passé, 207. Par le Conseil, 340. Honoraire remboursé, 216. S. R., 432. (49-50 Vict., ch. 64).

VACCINATION :—Pétition demandant le rappel des lois concernant la —. Obligatoire, 78.

VARENNES :—*Hospice Lajemmerais* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

VENTE DES BIENS SUBSTITUÉS :—Bill pour permettre la—. (M. *Gagnon*) ; Présenté, 70.

VENTE DES LIQUEURS ENIVRANTES :—La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la—; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 204. Le Comité délibère ; Série de résolutions ; Rapportées et adoptées, 205. Bill basé sur ces résolutions, 205. Voir *Licences*.

VENTE D'IMMEUBLES :—Bill concernant les ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux. (L'Hon. M. *Blanchet*), 18. Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 57. Considéré ; Rapporté, 128. Passé, 184. Par le Conseil, 278. S. R., 430. (49-50 Vict., ch. 19.)

VENTES PAR LE SHÉRIF :—Voir *Annonces*.

VICTORIA 19 et 20 :—Bill pour amender le chapitre 102 de la 19ème et 20ème Victoria, Statuts du Canada, (M. *Saint-Hilaire*), 35.

VICTORIA, 39, sect. 8, chap. 45 :—Pétition demandant un acte amendant la section 8 du ch. 45, de la 39 Vict., des Statuts de Québec, 31. Rapport ; recommandant la suspension de la 21ème règle, 54. Bill (M. *Saint-Hilaire*) ; Renvoyé au Comité des Bills privés, 55. Rapporté amendé, 73. Considéré en comité général ; Rapporté progrès, 83. Considéré de nouveau ; Rapporté ; Lu la 3ème fois et Passé, 104. Honoraires remis, 216.

Pétition contre, 70.

VICTORIA, 45, chap. 103.—Voir *Richmond*.

VICTORIA 41, ch. 5 :—Bill pour amender l'acte 41 Victoria, ch. 5, section 6. (M. Duhamel) ; Présenté ; Lu la 2ème fois et renvoyé à un Comité général, 212. Considéré ; Rapporté progrès, 237. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 324. Par le Conseil, 423. S. R., 433. (49-50 Vict., ch. 41).

VOITURES POUR CHEMINS D'HIVER :—Bill pour amender l'acte 33 Victoria, ch. 33. Concernant les—, (M. LeBlanc) ; Présenté, 116. Seconde lecture négative, 355.

Votes :

1. *Acte électoral* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill pour amender l'—, de Québec, de manière à étendre le cens électoral ; Amendement est proposé (M. Marcotte) pour renvoyer la seconde lecture de ce Bill à six mois ; Amendement adopté, 182.
2. *Barreau de la Province de Québec* :—Motion pour 3ème lecture du Bill concernant le—. Amendement (M. Beauchamp) pour renvoyer le Bill à un Comité général avec instruction d'y insérer une clause au sujet du tarif, 398. Les voix étant également divisées M. l'Orateur donne sa voix prépondérante en faveur de l'amendement, 399.
3. *Bibliothèque* :—Motion de l'Hon. M. Marchand pour adoption du second rapport du comité conjoint de la—, 177. Amendement de l'Hon. M. Flynn, pour renvoyer le second rapport au comité pour reconsidération. Sous amendement (l'Hon. M. Mercier), que M. Dansereau soit requis de comparaître devant le Comité ; Négative, 178. Amendement adopté, 178. Autre amendement (M. Gagnon) négative, 179. Motion principale adoptée telle qu'amendée, 179.
4. *Cession des biens* :—Amendement de l'Hon. M. Turcotte pour renvoyer de nouveau à un Comité général, avec instructions de l'amender, le Bill pour amender l'acte 48 Vict., chap. 22, intitulé : " Acte pour amender le Code de Procédure Civile en ce qui concerne la cession des biens " ; Négative, 420.
5. *Chemin de fer* :—A la motion pour la seconde lecture des résolutions concernant l'octroi à propos d'un chemin de fer par le Gouvernement fédéral ; l'Honorable M. Marchand propose un amendement, lequel est négative, 203. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 204.
6. *Chemins de fer* :—Amendement de l'Hon. M. Mercier à la motion pour la seconde lecture des résolutions concernant l'aide à donner pour la construction de certains chemins de fer, 257. Débats ajournés, 260. Débats repris, 272, 275. Sous-amendement de M. Gagnon, 277. Débats ajournés, 278. Débats repris, 287. Sous-amendement et amendement rejetés, 290. Autre amendement proposé (M. Gagnon) et négative, 291. Motion principale adoptée sur division, 293.
7. *Chemin de fer des comtés du sud* :—A une motion (M. Faucher de St-Maurice) pour la formation d'un comité spécial chargé de s'enquérir de tous les faits se rapportant au projet d'une ligne courte passant par les comtés du sud, Beauce, Dorchester, Bellechasse, etc. Amendement est proposé (M. Desjardins) que cette Chambre a par devers elle tous les renseignements désirables ; Adopté, 174. Motion amendée, adoptée, 176.
8. *Code Civil, art. 2033* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour abroger l'article 2033 du Code Civil du B. C., et la section 5 de l'article 2084 du dit Code ; Adoptée, 416.

VOTES :—*Suite.*

9. *Code du Notariat* :—M. Poulin propose qu'il y a urgence pour la passation du Bill pour amender le—, 351. Motion négative, 352. Motion pour la suspension des règles 19 et 24 des Ordres permanents de la Chambre, Rejetée, 352.
10. *Code du Notariat* :—Motion pour 3ème lecture ; Amendement de M. Gagnon pour renvoyer de nouveau le bill à un Comité général ; Adopté sur division, 411. Motion amendée, adoptée, 411. .
11. *Code Municipal* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau l'article 312 du— ; Débats ; Ajournés, 212. Débats repris ; Motion adoptée, 213.
12. *Code Municipal* :—Lors de la motion pour 3ème lecture du Bill pour amender l'article 312 du— ; Amendement est proposé (l'Hon. M. Mercier) pour le renvoi à 3 mois de la 3ème lecture ; Amendement rejeté, 353.
13. *De la Bruère, R. J. P. H. Boucher* — :—Motion pour une adresse (l'Hon. M. Mercier), demandant copie de tous documents au sujet de la qualification foncière, comme conseiller législatif de l'honorable—, 285 ; Amendement (M. Nantel) proposé et adopté, 286.
14. *Gaz Combustibles* :—Lors de la motion pour troisième lecture du Bill incorporant la compagnie des—. Amendement est proposé (M. Stephens), pour renvoyer la troisième lecture à six mois, 281. Sous amendement (l'Hon. M. Turcotte), que ce Bill soit ré-imprimé avant que de subir sa 3ème lecture, négative, 282. Amendement proposé et ajourné par l'expiration de l'heure fixée pour les bills privés, 282. Débats repris, sous amendement adopté, 293. Débats repris, sur motion principale ; Amendement de M. Stephens négative, 308. Motion pour 3ème lecture adoptée, 309.
15. *Home Rule* :—A une motion de M. Carbray, pour résolutions (à l'honorable W. E. Gladstone) au sujet du—, en Irlande, 43. M. Asselin propose en amendement que la Chambre, n'est pas en mesure d'exprimer aucune opinion sur le mérite de la mesure, 44. Amendement rejeté ; motion adoptée, 45. Autre motion (M. Martel) pour ajourner le débat sur cette question négative, 44.
12. *Hygiène* :—A la motion pour la seconde lecture du Bill pour établir une commission provinciale d'hygiène, 180, l'honorable M. Mercier propose que la seconde lecture n'ait lieu que dans six mois, 180, 181 ; Amendement négative, 182.
17. *Journaux de la Chambre* :—Motion (M. Faucher de Saint-Maurice), pour ajouter certains mots à la version anglaise du Journal de 1884, 332. Amendement (l'honorable M. Mercier), proposé et sur objection, M. l'Orateur décide qu'il est irrégulier, 333. Appel est fait de la décision de M. l'Orateur, elle est confirmée par la Chambre, 333. Décision de M. l'Orateur que la motion principale est hors d'ordre, 334.
18. *La Prairie* :—Résolutions concernant l'expropriation d'une partie de la commune de—241. Amendement de M. Robidoux à ces résolutions ; 242. Amendement négative, 242.

VOTES :—*Suite.*

19. *LeBlanc* :—Certaines paroles prononcées par M. LeBlanc ayant été inscrites par le Greffier ; l'honorable M. Marchand propose que M. LeBlanc soit censuré ; M. Lemieux propose en amendement que M. LeBlanc soit requis de retirer ces paroles, 146. Sous amendement de M. Faucher de Saint-Maurice ; Adopté, 147. Motion principale remplacée par le sous-amendement, 148.

20. *Noms entrés deux fois* :—Mention étant faite que les noms de MM. Faucher de St-Maurice et Nantel soit entrés *Pour* et *Contre* dans la liste des votes M. l'Orateur ordonne au Greffier d'effacer ces noms dans *Contre*, 392.

21. *Nord-Ouest* :—Amnistie pour insurgés du :—Motion de l'Hon. M. Mercier pour résolutions sur lesquelles devra être basée une adresse au Gouverneur-Général au sujet d'une—, 199. Amendement de l'Hon. M. Taillon 199. Objection à l'amendement déclarée hors d'ordre par M. l'Orateur, 201. Amendement adopté sur division, 201. Motion adoptée telle qu'amendée, 202.
 Autre motion sur le même sujet (l'Hon. M. Mercier), 230. Amendement de l'Hon. M. Taillon ; adopté, 231. Motion amendée, adoptée, 233.

22. *Nord-Ouest* :—Motion (l'Hon. M. Mercier) qu'il serait juste et prudent d'accorder une amnistie générale et complète à tous ceux qui ont pris part aux derniers troubles du Nord-Ouest ; Amendement de M. Marcotte, 283. Sous-amendement de M. Gagnon, 283. Sous-amendement rejeté, 284. Amendement adopté, 284. Autre amendement (l'Hon. M. Marchand) proposé et adopté, 284. Motion, ainsi amendée, adoptée, 284.

23. *Orateur* :—A une motion de censure (l'Honorable M. Garneau), contre l'Exécution de Louis Riel, un amendement est proposé (M. Gauthier) et adopté, 125. A cette motion, ainsi amendée, un amendement est proposé par l'Hon. M. Mercier auquel l'Hon. M. Taillon objecte comme étant hors d'ordre. M. l'Orateur maintient l'objection et appel étant fait à la Chambre de sa décision, elle est maintenue par la Chambre, 126.
 Ordonne que deux noms soient retranchés d'une liste de division, 392.
 Donne sa voix prépondérante en faveur d'un amendement, 399.
 Ayant décidé qu'un amendement pour faire ajouter certains mots dans le Journal anglais de la Chambre de 1884 était irrégulier, appel est fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 333.

24. *Québec, corporation de* :—Lors du Comité général sur le Bill autorisant la Corporation de Québec à émettre des obligations, M. Lemieux propose qu'il soit donné instruction au dit Comité d'insérer dans le Bill une clause permettant aux cultivateurs de vendre sur les marchés toute espèce de viande, provenant d'animaux possédés par eux pendant un mois, 264. Motion adoptée, 265.

25. *Ramsay, Juge* :—Motion de l'Hon. M. Mercier pour que le Procureur-Général soit requis de prendre les moyens nécessaires pour se procurer un précis aussi exact que possible de certaines paroles prononcées par le—, en cour à Montréal, dans le terme de mars 1886 ; Négative, 334.

VOTES :—*Suite.*

26. *Recettes et dépenses* :—Motion de M. Desjardins pour qu'il soit mis devant cette Chambre un état comparatif des recettes et des dépenses de la Province de 1878 à 1885, 157. Amendement de l'Hon. M. Mercier pour que les mots " depuis la confédération," remplacent 1777-78"; Négativé, 158.
27. *Réclamations contre le Trésor* :—M. Stephens demande qu'il soit mis devant cette Chambre un rapport concernant les—, 58; M. Gagnon propose en amendement que la demande soit modifiée; M. Nantel propose en sous-amendement que certaine partie de l'amendement de M. Gagnon soit retranchée; Sous-amendement adopté, 59. Autre amendement de l'Hon. M. Mercier, proposé et négativé, 60. Motion amendée, adoptée, 61.
28. *Riel, Louis* :—Motion de l'Hon. M. Garneau déplorant l'exécution de Louis Riel, 76. Amendement de M. Gauthier; Débat ajourné, 77, 85, 91, 97, 102, 106. Débats repris, 81, 83, 89, 95, 104, 108, 111. Sous-amendement de l'Hon. M. Turcotte, 81. Motion pour ajourner le débat, 113. Déclaration de M. Garneau, 116. Décision de M. l'Orateur, 116. Débats repris, 120, 122. Sous-amendement négativé, 124. Amendement adopté, 125. Motion adoptée, telle qu'amendée, 127. Autre amendement proposé par l'Hon. M. Mercier; Objecté, 125. M. l'Orateur maintient l'objection; Appel est fait de sa décision; Sa décision est maintenue, 126. Amendement déclaré hors d'ordre, 126.
29. *Service Civil* :—Motion pour que la seconde lecture du Bill pour rendre le service civil plus efficace en le soustrayant aux influences des parties politiques, négativée, 415.
30. *Ste-Barbe* :—Motion pour remise de l'honoraire payé sur le bill pour définir les limites de la Paroisse de—; Amendement (de M. Gagnon) proposé et rejeté, 228. Autre amendement proposé (M. Whyte); et sur objection, déclaré hors d'ordre par M. l'Orateur, 329. Appel à la Chambre de la décision de M. l'Orateur, 329. Elle est confirmée par la Chambre, 320. Amendement rejeté. Motion principale rejetée, 331.
31. *Subsides* :—A la motion pour que la Chambre se forme en Comité des Subsides, 132, 149, 152. Amendement de M. Shehyn (déficits et emploi illégal des sommes empruntées), 132, 149, 152. Amendement négativé, 153.
32. Amendement de M. Bernatchez, (exécution de Louis Riel); Négativé, 184.
33. Amendement de M. Gagnon, (somme remise à MM. Forget & Cie); Négativé, 186.
34. Amendement de M. Boyer, (affaire Dansereau), 205; Négativé, 208.
35. Amendement de l'Hon. M. Marchand, (fonds d'amortissement); Négativé, 221.
36. Amendement de M. Rinfret dit Malouin, (somme dépensée pour le palais de justice et la prison de Sherbrooke); Négativé, 223.
37. Amendement de l'Hon. M. Mercier (Sommes payées pour le Q. M. O. & O.), 245; Négativé, 247.
38. Amendement de M. Boyer, Cornellier et LeBlanc (Joseph Tassé, libel; Cornellier et LeBlanc, *embracery*), 304. Débats, 307. Débats repris, 309. Amendement négativé, 314.

VOTES :—*Suite.*

39. Amendement de M. Laliberté (Fonds consolidé d'emprunt municipal, 315 ; Négativé, 317.
40. Amendement de M. Lemieux (Compagnie "C.B. Mahan & Cie)," 319. Débats ajournés, 320. Débats repris, 322. Amendement négativé, 322.
41. Amendement de M. Whyte (No 53 des documents de la Session, état de la dette de la Province), 342 ; Négativé, 344.
42. Amendement de M. Girouard (affaire Gale), 344 ; Négativé, 345.
43. Amendement de M. Bernatchez (tarif des registrateurs) ; Négativé, 360.
44. Amendement de M. Gagnon (Association de Prévoyance Mutuelle du Canada), 361 ; Négativé, 362.
45. Amendement de M. Rinfret dit Maloain (Exhibition Provinciale à Québec) ; Négativé, 365.
46. Amendement de M. Demers (augmentation des dépenses depuis 1878-79) ; 366 ; Négativé, 367.
47. Amendement de M. Robidoux (vente du chemin de fer du Nord), 368 ; Négativé, 371.

A la motion pour concours dans les résolutions des subsides.

48. Amendement de l'Hon. M. Marchand (Refonte des Statuts) ; Négativé, 379.
49. Amendement de M. Demers (Sommes dépensées pour l'immigration) ; Négativé, 381.
50. Amendement de l'Hon. M. Mercier (administration de la justice à Montréal), 381 ; Négativé, 382.
51. Amendement de M. Gagnon (Cour de Circuit à Kamouraska), 384 ; Négativé, 385.
52. Amendement de M. Boyer (inspection des chemins de fer), 385 ; Négativé, 386.
53. Amendement de M. Robidoux (dépenses pour chemins de fer) ; Négativé, 386.
54. Amendement de M. Bernatchez (Office de Surintendant général de colonisation) ; Négativé, 388.
55. Amendement de M. McShane (taxe sur les municipalités) ; Négativé, 389.
56. Amendement de M. Demers (Contre la dépense de \$30,000 pour l'établissement d'un haras) ; Négativé, 391.
57. Amendement de M. Whyte (assurances sur bâtisses qui n'appartiennent pas au gouvernement) ; Négativé, 393.

VOTES :—*Suite.*

58. Amendement de l'Hon. M. Marchand (compagnie sucrière du Canada, à Farnham) ; Négativé, 393.
59. Amendement de M. Shehyn (Résolutions de l'Hon. M. Garneau adoptées le 2 juin 1884, chemin du Pacifique Canadien), 395 ; Négativé, 397.
60. *Trésor, Département du* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte de cette Province 31 Vict., chap. 9, concernant le Département du Trésor, Négativée, 415.
61. *Terres à bois* :—Motion pour la seconde lecture du Bill pour permettre la vente des lots classés comme lots de bois de chauffage ; Rejetée sur division, 414.
62. *Voies et moyens* :—A la motion,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en Comité des Voies et Moyens ; Un amendement est proposé par M. Shehyn (augmentation de la dette publique ; taxe direct), 403 ; et Négativé, 406.

W HYTE, M. :—329, 342, 393. Voir *Votes* 30, 41, 57.

WOMEN'S CHRISTIAN TEMPERANCE UNION :—Voir *Union de Tempérance*, etc.

Y AMACHICHE :—*Hospice Ste-Anne* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 7.

YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION, de Sherbrooke :—Voir *Sherbrooke*.

ERRATA.

Page 10, ligne 1, lisez "9 Avril" au lieu de "9 Août."

Page 55, ligne 11, lisez "39 Victoria" au lieu de "49 Victoria."

Page 70, 6ème avant dernière ligne, lisez "36 Victoria" au lieu de "35 Victoria."

Page 74, ligne 10, après le mot "charte" ajoutez les mots "de la Corporation de la Cité de Montréal ; demandant des amendements à sa charte."

Page 127, 6ème avant dernière ligne, lisez "1887" au lieu de "1886."

Page 138, ligne 12, lisez "chap. 34" au lieu de "73."

Page 185, ligne 39, Résolution 12, lisez "huit" au lieu de "six."

Page 186, ligne 7, lisez "soit" au lieu de "sur."

Page 195, ligne 15, lisez "pour" au lieu de "par."

Page 211, après la ligne 3, ajoutez les mots "Bill intitulé : "Acte pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet par la paroisse de saint Jean-Baptiste de Nicolet."

Page 212, ligne 27, lisez "chap. 5" au lieu de "chap. 15,"

Page 226, ligne 27, lisez "Montréal" au lieu de "Québec."

Page 244, ligne 5 du bas de la page, après le mot "se forme" ajoutez "de nouveau."

Page 308, ligne 22, lisez "troisième" au lieu de "seconde."

DOCUMENTS DE LA SESSION. ⁽¹⁾

— 0 —

LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SUR LA RECOMMANDATION DU COMITÉ COLLECTIF DES IMPRESSIONS.

- No. 18.—Copie de l'Ordre en Conseil fixant le montant que le gouvernement a accepté de la ville de Sherbrooke en règlement de ce qu'elle devait au fonds d'emprunt municipal, et de toutes les correspondances et communications à ce sujet.
- No. 22.—État de toutes les sommes payées par la province pour faire déclarer l'inconstitutionnalité de l'acte fédéral des licences ; spécifiant séparément quel montant a été payé à chaque avocat ou à chaque bureau d'avocats.
- No. 27.—Un état détaillé de toutes sommes d'argents dépensées dans chaque département pour impressions, annonces et papeteries, pour l'année 1884-85.
- No. 35.—Un état détaillé par comté, de l'emploi des \$143,000, dépensées depuis le 1er juillet dernier, pour chemins de colonisation ; le dit état indiquant ce qui a été payé aux inspecteurs et au surintendant-général pour salaires, de ce qui a été payé à chacun d'eux pour frais et dépenses de voyages.
- No. 38.—Un état détaillé de toutes les sommes payées par la Province pour voir déclarer inconstitutionnel l'acte imposant une taxe sur les exhibits ; distinguant ce qui a été payé à chaque avocat ou société d'avocats ; avec en outre, les frais de gravure et d'impression des timbres, et généralement toutes les dépenses encourues par la Province, au sujet de l'imposition et de la perception de cette taxe et tous les frais judiciaires résultant de l'inconstitutionnalité du Statut la décrétant.
- No. 39.—Copie de la correspondance échangée entre le Secrétaire Provincial et la Société Littéraire et Historique de Québec, au sujet des manuscrits originaux, déposés par feu M. George Faribault, dans la bibliothèque de la société et qui sont de la plus haute importance pour notre histoire.
- No. 42.—Un état détaillé de tous les montants payés, depuis le 30 juin 1885, sur les réclamations existant à cette date, appartenant réellement à l'année financière terminée ce jour-là ; et aussi un état détaillé de tous les montants payés depuis le 30 juin 1885, sur réclamations antérieures à cette date et appartenant à l'année fiscale précédente.

(1) REMARQUE.—Dans l'index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont la plupart ont été imprimés ; (voir liste ci-jointe) et ceux portant des lettres A. B., etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la Chambre.

No. 44.—Un état des sommes payées à même les emprunts du montant de \$3,500,000 autorisés par la 45 Victoria, chapitre 18, et par la 46 Victoria, chapitre 11, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit acte, 45 Victoria, chapitre 18.

No. 46.—Un état total des sommes payées par la Province, depuis 1867 jusqu'à 1885, pour les fins suivantes :

1. Les écoles de réformes et écoles d'industries.
2. Les asiles d'aliénés.
3. L'instruction publique.
4. L'agriculture et les industries.
5. La colonisation.
6. Les institutions de charité.
7. Les chemins de fer.

No. 50.—Copie du jugement de la Cour Suprême du Canada et du Conseil Privé de Sa Majesté, au sujet de la constitutionnalité de l'acte fédéral sur les licences.

No. 51.—Le détail de la somme de \$77,259.41 déclarée payée, par la ville de Sherbrooke, à compte du fonds d'emprunt municipal, et mentionné dans le rapport de l'honorable M. Taillon au Lieutenant-Gouverneur, et transmis au maire de Sherbrooke, en avril 1881, faisant partie du document No 59 de la session de 1885.

No. 53.—Un état montrant la dette réelle de la province au 30 Juin dernier (1885,) comprenant :

1. La dette consolidée.
2. Les emprunts temporaires.
3. Les subsides en argent non encore payés au chemin de fer.
4. La somme nécessaire pour finir le Palais Législatif et le Palais de Justice de Québec, qui sera demandée dans le prochain budget.

No. 55.—Copie de l'Ordre en Conseil No 379, en date du 10 Septembre 1833.

No. 64.—Copie des Ordres en Conseil autorisant les emprunts temporaires faits durant les années 1882, 1833, 1884, 1885 et 1886.

No. 65.—Un état ayant rapport au Palais de Justice, à Québec, indiquant :

1. Le prix du contrat primitif.
2. Le montant payé à compte du contrat primitif.
3. Le montant payé à compte des travaux supplémentaires.
4. La date de la signature du contrat ; et la date du parachèvement convenu.

No. 67.—Copie de toute correspondance échangée avec la compagnie du chemin de fer du Nord, au sujet de toutes négociations engagées par le gouvernement se rapportant au paiement de la balance due par cette compagnie, et à tout contrat passé ou proposé, changeant ou devant changer les termes de paiement de la balance due par la dite compagnie et aussi tout contrat ou arrangement fait avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique au sujet des versements dus par cette compagnie.

- No. 71.—Un état indiquant : 1. Les montants payés jusqu'à ce jour aux entrepreneurs de la construction du Palais Législatif et des bureaux publics, distinguant ce qui fut payé d'après les contrats de ce qui fut payé pour extras ;
2. Les sommes encore dues à ces entrepreneurs, et non contestées, pour ouvrages faits.
3. Les sommes réclamées par ces entrepreneurs ou aucun d'eux, pour ouvrages non compris dans les contrats de construction, et pour toutes autres réclamations pour quelque objet que ce soit qu'ils se prétendent en droit d'exercer contre le gouvernement.
- No. 73.—Copie des jugements rendus par les Cours Supérieure et d'Appel et le Conseil privé en Angleterre, dans la cause du Procureur-Général de cette province, réclamant le payment, par privilège, des \$75,000 déposées à la banque d'Echange ; des factums et des notes des juges ; des instructions données aux avocats et de toute correspondance à cet égard.
- No. 74.—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement provincial et les autorités religieuses relativement à la disposition des biens appartenant ci-devant à l'ordre des Jésuites.
- No. 59 (1885).—Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement de cette Province, ou aucun de ses Membres, et les autorités de la cité de Sherbrooke, au sujet de la dette due au fonds d'emprunt municipal ; ainsi que copies de tous rapports et autres documents se rapportant à cette question.
- No. 72 (1885).—Copie de la plainte, de la preuve à l'enquête préliminaire, du *commitment*, de l'indictement, de l'allocution du juge, du verdict et de la sentence, *in re* Régina vs Joseph Tassé, Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à Montréal, terme de Mars, 1885.
- No. 81 (1885).—Copie de tous mémoires, correspondances et télégrammes se rapportant à l'accusation portée devant la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle à Montréal, contre Messieurs Corneillier et LeBlanc ; ainsi que copie des actes d'accusation et de l'enquête préliminaire faite devant le Magistrat de Police.

LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SANS LA
RECOMMANDATION DU COMITÉ DES IMPRESSIONS.

- No. 12.—Etat des recettes et des déboursés de la Province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet 1885 au 31 mars 1886.
- No. 29.—Copie de la correspondance échangée entre M. Henry O'Sullivan, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de Québec, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique Canadien, à Québec.

-
- No. 37.—Copie du rapport d'un voyage fait au Labrador Canadien, en vertu d'un ordre en Conseil, par M. Saint-Cyr, ancien député, conservateur du musée de l'Instruction publique; aussi copie de son catalogue des plantes et des oiseaux de la côte Nord et des îles faisant partie du Labrador Canadien, exposés au musée de l'Instruction publique.
- No. 78.—Un état de toutes les sommes payées pour le chemin de fer Q. M. O. et O., depuis la livraison de ce chemin jusqu'à ce jour, ainsi que toutes les réclamations admises par le gouvernement et non encore payées; le dit état spécifiant les paiements faits ou à faire pour des travaux antérieurs à la vente du chemin, et les sommes payées ou à payer, pour des travaux exécutés après la vente, mais remboursés au gouvernement de la province.